

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°4 • SESSION ORDINAIRE 2011-2012

Audience au Palais grand-ducal



Photo: © SIP/Zineb Ruppert

À l'occasion du Nouvel An, Leurs Altesses Royales le Grand-Duc et la Grande-Duchesse ainsi que Son Altesse Royale le Grand-Duc héritier ont reçu en audience au Palais grand-ducal le Bureau de la Chambre des Députés avec en tête son Président, M. Laurent Mosar.

Vœux de Nouvel An et priorités pour 2012



Le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, lors de son discours de Nouvel An, entouré de MM. Michel Wolter, Alex Bodry, Claude Frieseisen (secrétaire général), Mmes Lydie Polfer, Lydia Mutsch, MM. Lucien Lux et Marc Spautz, membres du Bureau (de gauche à droite).

Après avoir adressé ses meilleurs vœux pour l'année 2012 aux membres du Bureau et de l'administration parlementaire, le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar a identifié deux priorités pour l'année à venir dans son traditionnel discours de Nouvel An:

- l'élaboration d'un code de déontologie pour les mandataires et agents publics conformément à l'esprit d'une résolution votée par le Parlement en octobre 2011, et

- l'instauration d'un système de pétitions électronique pour qui veut saisir la Chambre d'une pétition.

Depuis peu, les citoyens ont la possibilité d'envoyer à la Chambre des Députés des pétitions par courrier électronique. Celles-ci figurent

sur le site Internet du Parlement (www.chd.lu) avec les suites qui leur ont été réservées. Actuellement la Chambre des Députés se voit saisie d'une proposition de la part de la Commission des Pétitions pour introduire un système de pétitions électronique qui devrait permettre aux citoyens de signer à l'avenir les pétitions par voie électronique. Soutenues par 4.500 signataires au moins, elles devraient impérativement faire l'objet d'une discussion publique entre pétitionnaires, députés de la Commission des Pétitions et d'autres instances concernées. La presse et le public pourraient assister à ces réunions qui seraient également retransmises par Chamber TV.

Par ailleurs, le Président a exprimé son souhait que le groupe interinstitu-

tionnel - constitué de représentants du Parlement, du Gouvernement et du Conseil d'État, réfléchissant à une amélioration de la procédure législative dans le but de l'accélérer - arrive à des conclusions avant la fin de l'année.

Pour sa part, le Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Claude Frieseisen, a confirmé pour l'année écoulée une réduction des dépenses administratives de l'ordre de 8%. Le regroupement de certains services de l'administration parlementaire dans le bâtiment Wiltheim, situé en face de l'Hôtel de la Chambre, devrait finalement se faire au courant de l'été 2012. En automne, une journée «portes ouvertes» devrait permettre au public de s'informer sur le fonctionnement de l'institution parlementaire.

Ne pas oublier les défavorisés



M. Laurent Mosar a visité la «Stëmm vun der Strooss».

Dans le cadre des vœux qu'il a adressés pour le Nouvel An, le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar s'est déplacé dans les locaux de la «Stëmm vun der Strooss» à Bonnevoie afin d'aller à la rencontre des personnes qui ne sont pas gâtées par les aléas de la vie.

Accueilli par la chargée de direction, Mme Alexandra Oxacelay, le Président s'est entretenu avec les responsables de la «Stëmm», mais également avec des bénévoles de l'organisation, des sans-abri, des chômeurs et des bénéficiaires du RMG en compagnie desquels il a déjeuné.

La «Stëmm» offre en moyenne tous les jours un repas à une centaine de personnes parmi lesquelles 83 nationalités différentes ont déjà pu être recensées.

11^e séance mardi 13 décembre 2011
12^e séance mercredi 14 décembre 2011
13^e séance jeudi 15 décembre 2011

Session d'hiver du Parlement Benelux

Sécurité nucléaire et sécurité alimentaire à l'ordre du jour

Les travaux des membres du Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux (Parlement Benelux), réunis les 16 et 17 décembre 2011 en séance plénière à La Haye aux Pays-Bas, étaient organisés autour de différents thèmes, dont un en particulier continue à susciter de vives discussions au sein de l'Union européenne depuis plusieurs mois.

Il s'agit de la sécurité nucléaire qui a fait l'objet d'un débat d'actualité en début de séance. Le vote sur la recommandation qui devait en découler a été reporté à la session de mars 2012 en raison d'un remaniement du texte original, qui dans sa version finale devra tenir compte des conséquences psychologiques de la contamination radioactive et de la nécessité de définir des normes communes aux pays du Benelux avec une ligne de communication unique comme clé de voûte.

Autre sujet poignant en 2011, la sécurité alimentaire, lié à l'apparition de la bactérie EHEC en Europe et à une mauvaise gestion de la communication. Le Parlement Benelux a adopté une recommandation aux trois gouvernements de mettre en place un système d'information efficace dans le cadre de la sécurité alimentaire, notamment envers les médias et le public.

Constatant qu'une approche unique des mesures fiscales prises dans les pays du Benelux en matière

d'économies d'énergie n'existe pas, les parlementaires de ces trois États ont adopté une recommandation visant l'uniformisation. La délégation luxembourgeoise a demandé toutefois à ce que la recommandation se limite aux règles applicables aux subventions et ne concerne pas les accises.

La conférence «Forêts et climat» qui avait eu lieu le 30 septembre 2011 à Luxembourg a abouti à l'adoption d'une recommandation encourageant les gouvernements des pays du Benelux à mettre en place une gouvernance forestière transnationale au sein du Benelux et à sensibiliser l'opinion publique aux problèmes liés à la gestion forestière.

Après avoir écouté les explications du secrétaire général de l'Union Benelux à propos du plan annuel 2012, les membres du Parlement Benelux ont également donné leur aval à une recommandation relative à la coopération transfrontalière et aux synergies entre le Parlement Benelux et le Comité des Régions, d'une part, et entre le Parlement Benelux et d'autres structures de coopération transfrontalière, d'autre part.

La délégation luxembourgeoise, présidée par M. Marcel Oberweis, était composée par ailleurs de MM. Marc Angel, Xavier Bettel, Roger Negri et Gilles Roth.



(de gauche à droite) MM. Xavier Bettel, Gilles Roth, Roger Negri, Marcel Oberweis, Marc Angel, députés, et M. Alain de Muyser, secrétaire général adjoint de l'Union Benelux.

DANS CE NUMÉRO

Crise de la dette, sauvetage de l'euro - déclaration du Premier Ministre	p. 109
Réforme de l'ADEM	p. 127
Discours de fin d'année du Président Mosar	p. 142
Sommaire des séances publiques n ^{os} 11-13	p. 143
Sommaire des questions parlementaires	p. Q36

Deux ans après le Traité de Lisbonne: premières expériences sous la procédure législative ordinaire

Lors d'un séminaire en décembre 2011 sur la procédure législative ordinaire, les trois Vice-Présidents du Parlement européen (PE) en charge de la conciliation, M. Gianni Pittella, Mme Rodi Kratsa-Tsagaropoulou et M. Alejo Vidal-Quadras ont exposé leur point de vue sur le processus législatif européen depuis l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne. M. Marcel Oberweis (CSV) a participé à ce séminaire en tant que représentant de la Chambre des Députés.

Mme Rodi Kratsa-Tsagaropoulou a souligné que le rôle des parlements nationaux constituait l'élément nova-

teur majeur du processus législatif depuis l'entrée en vigueur définitif du Traité de Lisbonne. La légitimité démocratique de la procédure législative européenne s'en trouve renforcée. Le Parlement européen attache une importance particulière au maintien d'un dialogue «structuré et constructif» avec les parlements nationaux qui disposent des données de terrain permettant de mieux évaluer les effets immédiats de la législation européenne.

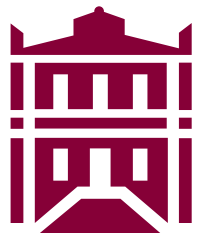
«Il est intéressant de voir comment la procédure législative est en train d'évoluer en Europe», a déclaré M.

Oberweis, qui déplore néanmoins la complexité du processus législatif européen, difficile à expliquer aux citoyens. Saluant l'organisation du séminaire, le député a invité le Parlement européen à réfléchir sur la tenue annuelle d'une telle réunion pour faire le point sur le processus législatif avec les parlements nationaux.

Les Vice-Présidents du Parlement européen ont répondu favorablement à la proposition du député luxembourgeois en appelant de leurs vœux l'organisation d'un séminaire annuel sur les questions de subsidiarité.



M. Marcel Oberweis (CSV).



NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU N°4 • SESSION ORDINAIRE 2011-2012

Profession d'avocat

5660B - Projet de loi concernant l'exercice de la profession d'avocat sous forme d'une personne morale et modifiant

1. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

2. les articles 2273 et 2276 du Code civil

1. L'exercice de la profession d'avocat sous forme de personne morale

L'innovation majeure du projet de loi consiste à élargir le droit d'association entre avocats, consacré à l'article 34, paragraphe (1) de la loi du 10 août 1991 sur la profession d'avocat en ce que les avocats sont désormais autorisés à s'associer dans une personne morale qui a la forme d'une société commerciale tout en maintenant le caractère ou la nature civile de l'association et en précisant l'interdiction pour les avocats d'exercer une quelconque activité commerciale, artisanale ou industrielle¹.

Si aujourd'hui les avocats ne peuvent exercer en commun leur profession que moyennant une association civile consacrée par voie de contrat écrit², le projet de loi leur permettra à l'avenir également d'exercer cette profession sous forme de personne morale. Cette personne morale prendra la forme, soit d'une société civile, soit d'une société ayant la forme d'une des sociétés telles que prévues à l'article 2 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales y inclus la société unipersonnelle³. Les dispositions de la loi du 10 août 1915 seront applicables aux sociétés d'avocats à chaque fois que la future loi n'y déroge pas expressément⁴.

Aussi le projet de loi prévoit d'ajouter deux nouvelles listes au tableau des avocats, à savoir (i) la liste V comprenant les personnes morales exerçant la profession d'avocat et ayant un ou plusieurs associés (personne physique) inscrit(s) à la liste I exerçant une influence significative sur l'activité de la personne morale au Luxembourg et (ii) la liste VI reprenant les autres personnes morales exerçant la profession d'avocat⁵.

La possibilité pour une personne physique exerçant une profession libérale de s'organiser en personne morale n'est pas nouvelle en droit luxembourgeois puisque la loi l'autorise déjà pour les architectes et ingénieurs-conseils⁶, les

experts comptables⁷ et les réviseurs d'entreprises⁸.

Le projet de loi vise à adapter le droit luxembourgeois conformément à une évolution que nos pays voisins, comme la France ou encore la Belgique, ont déjà suivie depuis longtemps.

En France, la loi du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales⁹ permet aux avocats de se constituer en société. La loi française limite toutefois le choix de la forme de la société aux sociétés suivantes, à savoir: la société à responsabilité limitée, la société anonyme, la société par actions simplifiées ou la société en commandite par actions régies par les dispositions du Livre II du Code de commerce français¹⁰. Ces sociétés sont qualifiées de société d'exercice libéral.

En Belgique, «[I]es avocats peuvent s'associer en constituant une société de droit commun ou une société civile à forme commerciale au sens du Code des Sociétés, à l'exception de la S.A. et de la société en commandite, ou en y adhérant»¹¹.

Le projet de loi n°5660B permet, quant à lui, aux avocats de s'associer sous la forme de n'importe quel type de société telle que prévue à l'article 2 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, y compris la société unipersonnelle. Cette large ouverture quant à la forme juridique de la personne morale présente l'avantage de la simplicité, de la flexibilité et de la sécurité juridique.

Au niveau communautaire, la directive 98/5/CE visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un État membre autre que celui où la qualification a été acquise, tient également compte de la possibilité pour les avocats d'exercer leur métier sous forme de société d'avocats¹², de sorte que l'adaptation de notre droit à cette réalité est dans l'intérêt de la liberté d'établissement.

Cet intérêt est double:

- D'une part, les avocats exerçant sous forme de société dans leur pays d'origine peuvent venir s'établir au Luxembourg sans devoir abandonner ou devoir modifier la forme juridique

sous laquelle ils exercent dans leurs pays d'origine¹³.

- D'autre part, la future loi permettra également aux avocats établis au Luxembourg sous forme de personne morale d'exercer dans un autre État membre sous la même forme pour autant que cet État membre prévoit la possibilité pour les avocats de s'associer sous la forme d'une personne morale. Les avocats luxembourgeois pourront également s'associer au sein d'une personne morale de droit étranger.

Enfin, les avocats organisés sous forme de personne morale du droit d'un pays tiers pourront également exercer à Luxembourg, à condition de prouver qu'ils sont habilités à exercer la profession d'avocat dans leur pays d'origine.

Le projet de loi tire dès lors les conséquences juridiques d'une évolution constante qui, depuis des décennies, accélérée par le phénomène de la mondialisation, a influencé notre droit en rapprochant deux systèmes juridiques différents, à savoir, d'une part, le système civiliste et, d'autre part, le système du «Common Law».

2. Les conséquences juridiques d'une évolution constante

Selon le Rapport sur les professions du droit établi en mars 2009 à la demande du Président de la République française par une commission présidée par Maître Jean-Michel Darrois, l'avenir de la profession d'avocat est en effet intimement lié aux systèmes juridiques dans lesquels cette profession est exercée¹⁴.

Au Luxembourg, pays à tradition civiliste, «[I]a profession d'avocat ne peut être suspectée de rechercher son propre intérêt [...]», elle est au contraire chargée d'«[...] assurer des garanties à l'usager»¹⁵. Ces extraits de l'exposé des motifs du projet de loi qui est à l'origine de la loi du 10 août 1991 sur la profession d'avocat, témoignent de la conception civiliste de la profession d'avocat qui est une conception de

(quasi-)¹⁶ service public¹⁷ dans la mesure où l'avocat est au service du peuple dont les droits et devoirs sont garantis. Cette conception de la profession d'avocat se justifie surtout eu égard à sa tâche traditionnelle qui est d'assurer les droits de la défense.

Jusqu'à la date du 10 août 1991, le décret impérial contenant règlement sur l'exercice de la profession d'avocat et la discipline du barreau du 14 décembre 1810 était applicable. Ce décret marque la conception de la profession d'avocat en ce que Napoléon justifie sa réglementation en les termes suivants: «[...] nous avons en conséquence ordonné, par la loi du 22 ventôse an XII, le rétablissement du tableau des Avocats, comme un des moyens les plus propres à maintenir la probité, la délicatesse, le désintéressement, le désir de la conciliation, l'amour de la vérité et de la justice, un zèle éclairé pour les faibles et les opprimés, bases essentielles de leur état». Le décret interdit aussi aux avocats «[...] de faire des traités pour leurs honoraires, ou de forcer les parties à reconnaître leurs soins avant les plaidoiries [...]».

Le Règlement intérieur de l'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg reflète encore aujourd'hui cette conception humaniste de la profession d'avocat en érigeant en devoirs impérieux de l'avocat «[I]a diligence, la dignité, la conscience, l'indépendance, la probité et l'humanité, l'honneur, la loyauté, la délicatesse, la modération, la courtoisie, le désintéressement et la confraternité [...]»¹⁸.

Dans les pays du «Common Law» en revanche, le droit est conçu depuis longtemps comme un «business»¹⁹, un marché du droit. Ainsi, «[I]es lawyers américains et les solicitors anglais depuis plus d'un siècle se sont tournés vers le droit des affaires et ont adapté leur pratique professionnelle aux caractéristiques du „Common Law”.

Les contrats qu'ils rédigent tendent à prévoir et résoudre tous les événements susceptibles de se produire au cours de leur exécution. Cette façon de travailler est donc facilement exportable et

¹ Article 1^{er} points 6. et 7.

² Cf. article 11.3. du Règlement Intérieur de l'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg tel qu'adopté par le Conseil de l'Ordre lors de sa réunion du 12 septembre 2007 (Mémorial A, n°207, 28 novembre 2007, p. 3621).

³ Nouvel article 34-2 paragraphe (1) de la loi du 10 août 1991 sur la profession d'avocat.

⁴ Idem, paragraphe (3).

⁵ Article 8, paragraphe (3).

⁶ Loi du 13 décembre 1989 portant organisation des professions d'architecte et d'ingénieur-conseil, Mémorial A, n°82, 23 décembre 1989, p. 1625.

⁷ Loi du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert-comptable, Mémorial A, n°83, 29 juin 1999, p. 1770.

⁸ Loi du 18 décembre 2009 relative à la profession de l'audit, Mémorial A, n°22, 19 février 2010, p. 296.

⁹ Loi du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé et aux sociétés de participations financières de professions libérales, loi n°90-1258.

¹⁰ Article 1^{er} de la loi du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé et aux sociétés de participations financières de professions libérales.

¹¹ Ordre des barreaux francophones et germanophones (O.B.F.G.), règlement du 18 juin 2003 relatif à l'exercice en commun de la profession d'avocat.

¹² Article 8 de la directive 98/5/CE.

¹³ Le projet de loi exige que pour l'inscription à la liste V que un ou plusieurs des associés ayant une influence significative sur l'activité de la personne morale soit inscrit à la liste I, c'est-à-dire qu'il ait la qualité d'avocat à la Cour. L'inscription d'une personne morale à liste VI n'est pas pourvue de ces conditions, ces avocats ne pourront toutefois pas accomplir les actes pour lesquels le ministère d'avocat à la Cour est exigé (point 7 du projet de loi).

¹⁴ Rapport sur les professions du droit établi en mars 2009 à la demande du Président de la République par une commission présidée par Maître Jean-Michel Darrois (ci-après le Rapport Darrois), p. 4; http://www.justice.gov.lu/art_pix/rap_com_darrois_20090408.pdf.

¹⁵ Projet de loi 3273 sur la profession d'avocat, 30 septembre 1988, commentaire des articles, doc.parl. 3273/01, p. 15.

¹⁶ Jacques Hamelin écrit que «[...] si la profession d'avocat n'a pas le caractère d'une fonction publique, beaucoup considèrent qu'en raison de ses liens avec l'exercice de la Justice, en raison du contrôle que les pouvoirs judiciaires peuvent exercer sur les Barreaux, l'avocat exerce une profession se rattachant au droit public [...]»; HAMELIN Jacques, Nouvel abrégé des règles de la profession d'avocat, éd. Dalloz, 1968, p. 12.

¹⁷ Dans son livre «L'État luxembourgeois», Pierre Majerus indique qu'«[i]l existe, à côté des organes proprement dits du pouvoir judiciaire, des agents publics institués pour prêter leur ministère aux magistrats et aux parties, soit dans la procédure judiciaire, soit pour l'accomplissement d'actes extra-judiciaires. Ce sont les greffiers, les huissiers, les notaires, les avocats-avoués et les agréés»; MAJERUS Pierre, L'État luxembourgeois, Manuel de droit constitutionnel et de droit administratif, Imprimerie Bourg-Bourger, Luxembourg, 1959, p. 226.

¹⁸ Article 1.2. du règlement intérieur de l'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg (Mémorial A, n°207, p. 3610).

¹⁹ Rapport Darrois précité, p. 7.



adaptable aux règles locales. La puissance économique et financière des États-Unis comme du Royaume-Uni, la volonté des États et des entreprises de demander à leur avocats de les accompagner et de les conseiller dans leurs opérations nationales ou internationales, ont permis aux firmes anglo-saxonnes, après avoir assuré leurs marchés nationaux, de se développer dans le monde entier, d'y affirmer leur influence, et celle de leurs pratiques professionnelles»²⁰.

À l'avocat plaideur, expert en contentieux, se joint l'avocat conseil qui exerce son activité en dehors de tout affrontement devant un juge.

Déjà en 1991, ce constat a justifié l'élaboration de notre législation actuelle sur la profession d'avocat.

Ainsi peut-on lire dans l'exposé des motifs des travaux parlementaires de la loi du 10 août 1991 sur la profession d'avocat que «[...] la profession [...] comporte, depuis 1810, le monopole de la postulation [...]. On sait que, sous l'influence de la pratique anglo-saxonne, des avocats de plus en plus nombreux qui, sur le plan de la place financière, exercent une activité dans le domaine du droit des sociétés, du droit fiscal ou du droit financier, émettent assez couramment des „légal opinions“ qui sont des avis juridiques formels. Souvent, l'intervention d'avocats étrangers qui, pour couvrir leur domaine de consultation, insistent sur l'obtention de ces avis, empêche que ces avis soient donnés par des personnes qui ne sont pas membres du Barreau, mais il s'agit là d'une simple situation de fait. On a vu s'installer à Luxembourg des cabinets, tantôt bénéficiant d'une autorisation d'agence d'affaires, tantôt pratiquant sans une telle autorisation, sous des titres divers et dont les qualifications ne font l'objet d'aucune vérification.

Or, la consultation est non moins importante - et donc aussi redoutable, puisque non contrôlée par le juge - que la plaidoirie et la représentation en justice. Le Luxembourg, centre financier international, tout comme il s'est doté d'un système réglementé de révision par des experts compétents, a besoin d'une profession juridique qualifiée: l'exemple d'autres places est significatif, tel que celui de Londres où les professions des solicitors et des barristers constituent traditionnellement une partie essentielle de l'infrastructure.»²¹

En effet, au Royaume-Uni deux professions se partagent le métier de l'avocat, à savoir:

- les barristers, ceux qui plaident et se rapprochent dès lors de notre définition classique de la profession d'avocat; et

- les solicitors, ceux qui donnent des avis juridiques.

À noter par ailleurs que les distinctions établies en droit anglais sont bien moins nettes qu'elles ne le paraissent. Dans un rapport relatif à la réforme du cadre légal des services légaux, le rapporteur explique que «[t]he grain of Government legislation over the years has been in the direction of encouraging greater competition between different types of lawyer. The Administration of Justice Act 1985 permitted licensed conveyancers to compete with solicitors in the conveyancing market. The Courts and Legal Services Act 1990 enabled solicitors to acquire rights of audience in higher courts, previously the preserve of members of the Bar; and since then two other professional bodies have been allowed to grant limited rights of audience to their members. Today there are around 2000 solicitors with higher court rights; and a significant amount of advocacy, primarily in the lower courts but increasingly in the higher courts, is done by solicitors. At the same time there are a large number of barristers, such as those who advise on tax or conveyancing issues, whose job is similar to many solicitors. The cultures of the Bar Council and Law Society are markedly different; but whilst they may remain separate professional bodies they cannot be regarded as separate professions.»²²

La Commission juridique a discuté de l'opportunité d'introduire une subdivision semblable en droit luxembourgeois. Étant donné toutefois qu'une telle demande n'existe pas de la part des organes représentatifs de la profession d'avocat qui sont en charge de sa réglementation, le projet de loi sous rapport ne poursuit pas cet objectif. La Commission juridique tient cependant à souligner qu'elle estime que des réflexions quant à l'opportunité d'introduire un système d'avocat-contentieux et d'avocat d'affaires devront être menées à l'avenir.

Le projet de loi sous rapport se situe dans la mouvance de la loi du 10 août 1991 sur la profession d'avocat en ce qu'il entend garantir la

compétitivité de cette profession ainsi que du Luxembourg en tant que terre d'accueil de nombreux cabinets étrangers.

Adapter la profession d'avocat aux réalités induites par le rapprochement pré-décrit sans pour autant jeter par-dessus bord les principes fondamentaux qui gouvernent depuis toujours l'exercice de cette profession au Luxembourg et qui, comme nous l'avons vu ci-dessus, justifient sa spécificité, voilà la tâche à laquelle le législateur est confronté aujourd'hui. C'est pour cette raison que le champ d'application du projet de loi a finalement été limité à la seule profession d'avocat.

3. Un champ d'application limité à la profession d'avocat

Le texte de loi future résulte principalement des amendements parlementaires du 13 octobre 2010 qui ont limité le champ d'application de la législation future à la seule profession d'avocat.

La Commission juridique est ainsi revenue au projet de loi n°5660 initial qui avait «[...] pour principal objet d'élargir le droit d'association entre avocats [...]»²³.

Le Conseil d'État a critiqué ce choix dans son premier avis du 24 avril 2007. La Haute Corporation aurait préféré un cadre juridique unique pour toutes les professions réglementées afin d'éviter un traitement inégal d'une profession à l'autre qui serait contraire à l'article 10bis de la Constitution.

Dans un premier temps, la Commission juridique a suivi le Conseil d'État en étendant le droit de s'associer au sein d'une personne morale à forme commerciale aux architectes et ingénieurs-conseils, experts-comptables et aux réviseurs d'entreprises.

Dans son avis complémentaire du 14 juillet 2009, le Conseil d'État note toutefois qu'il n'a pas été suivi «[...] dans sa demande de prévoir un système complet intégrant non seulement l'aspect droit des sociétés, mais abordant également les autres aspects notamment les questions fiscales ou de responsabilité professionnelle.

Seul l'aspect d'un point de vue du droit des sociétés a été réglé, abandonnant ainsi au droit commun les autres aspects liés aux différentes professions énumérées à l'article 1^{er} du projet de loi sous examen qui pourraient cependant avoir des répercussions notamment sur le secret professionnel des avocats, sur la domiciliation de sociétés pour les professions autorisées à ce faire, pour autant que la domiciliation de sociétés soit un acte de commerce, et sur l'étendue du champ d'activité de la profession d'expert comptable. Comme certaines professions réglementées n'ont pas imposé à leurs membres l'interdiction de poser des actes de commerce, il y a lieu de se demander si ces professions devront obligatoirement s'adapter à la société d'exercice libéral ou si elles pourront continuer à fonctionner, selon le choix de chaque membre, comme société commerciale régie par la seule loi du 10 août 1915 précitée.»²⁴

Cet avis du Conseil d'État témoigne de la difficulté d'instaurer pour l'exercice de ces professions libérales un cadre légal unique tout en préservant les spécificités de chacune d'entre elles.

C'est finalement la spécificité de la profession d'avocat qui a amené la Commission juridique à limiter le champ d'application de la future loi à cette seule profession. La réglementation relative à la profession d'avocat n'est pas nécessairement incompatible avec l'association des avocats sous forme d'une personne morale à forme commerciale pour autant, justement, que la spécificité des règles professionnelles applicables aux avocats soit préservée.

Pour garantir cette spécificité, le projet de loi prévoit que les règles de droit commun, par exemple du droit des sociétés, s'appliquent aux associations d'avocats, mais seulement pour autant que la loi sur la profession d'avocat n'y déroge pas. La principale dérogation est d'ailleurs que les avocats ne pourront pas exercer une activité commerciale ou artisanale et que l'objet de leur société sera toujours civil.

En matière fiscale, le droit commun s'appliquera également aux avocats, tandis qu'en matière de responsabilité professionnelle, les règles spécifiques à la profession d'avocat, le droit commun de la profession d'avocat pour ainsi dire, continueront à s'appliquer.

L'exercice de la profession d'avocat sous une forme sociétale n'est pas choquant. Il suffit de constater qu'au niveau européen, en ce qui concerne la société d'exercice libéral d'avocat, le cadre légal et réglementaire de certains pays

membres de l'Espace économique européen prévoit une forme sociétale propre à la profession d'avocat en raison du caractère spécifique et distinct des règles déontologiques régissant cette profession.

Comme soulevé ci-avant (cf. Titre II, point 2 du présent rapport) l'avocat remplit, du moins à certains égards, une mission d'intérêt public, en ce qu'il est appelé à assurer la défense des intérêts du justiciable.

La profession d'avocat est régie par trois grands principes déontologiques, à savoir (i) l'indépendance, (ii) l'absence de conflits d'intérêts et (iii) le secret professionnel.

La Cour de justice de l'Union européenne a reconnu le caractère spécifique de la profession d'avocat et en particulier des règles déontologiques qui lui sont applicables. Dans son célèbre arrêt *Wouters*²⁵ la Cour a reconnu que «[s]elon les conceptions en vigueur aux Pays-Bas, où l'ordre national des avocats est chargé par l'article 28 de l'Advocatenwet d'arrêter la réglementation devant assurer l'exercice correct de la profession d'avocat, les règles essentielles adoptées à cet effet sont notamment le devoir de défendre son client en toute indépendance et dans l'intérêt exclusif de celui-ci, celui, déjà mentionné, d'éviter tout risque de conflit d'intérêts ainsi que le devoir de respecter un strict secret professionnel.

Ces obligations déontologiques ont des implications non négligeables sur la structure du marché des services juridiques, et plus particulièrement sur les possibilités d'exercer conjointement la profession d'avocat et d'autres professions libérales actives sur ce marché.

Ainsi, elles imposent que l'avocat se trouve dans une situation d'indépendance vis-à-vis des pouvoirs publics, des autres opérateurs et des tiers, dont il convient qu'il ne subisse jamais l'influence. Il doit offrir, à cet égard, la garantie que toutes les initiatives qu'il prend dans un dossier le sont en considération de l'intérêt exclusif du client.

La profession des experts-comptables n'est, en revanche, pas soumise, en général et plus particulièrement aux Pays-Bas, à des exigences déontologiques comparables.»²⁶

Il s'ensuit, eu égard à l'ensemble des considérations énoncées ci-dessus, qu'il est opportun de prévoir au Luxembourg un cadre juridique propre à la profession d'avocat.

Dans le même ordre d'idées, il faut également maintenir l'esprit libéral de la profession d'avocat quant aux différentes formes d'associations d'avocats. Il s'agit de préserver le libre choix de l'avocat quant aux structures associatives et d'éviter, notamment dans le contexte international, toute discrimination à rebours.

²⁵ Arrêt de la Cour du 19 février 2002, affaire C-309/99.

²⁶ Idem, considérants 100 à 103.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 10.04.2007

Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission juridique

(Président: M. Gilles Roth):

- 21.05.2008 Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
- 04.06.2008 Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
- 11.06.2008 Continuation des discussions
- 28.01.2009 Continuation de l'examen du projet de loi
Adoption d'amendements
- 11.02.2009 Présentation et adoption d'un projet de texte coordonné
- 18.03.2009 Désignation d'un nouveau rapporteur
- 10.03.2010 Échange de vues avec des représentants du Conseil de l'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg et du Conseil de l'Ordre des Avocats du Barreau de Diekirch ainsi que des représentants de la Conférence du Jeune Barreau de Luxembourg
- 24.03.2010 Échange de vues suite à la réunion du 10 mars 2010 avec des représentants du Conseil de l'Ordre des Avocats du Barreau de Diekirch et du Conseil de l'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg ainsi que des représentants de la Conférence du Jeune Barreau de Luxembourg
- 14.07.2010 Continuation de l'examen du projet de loi
- 13.10.2010 Présentation et adoption d'un projet de lettre d'amendement et d'un projet de texte coordonné
- 12.10.2011 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
- 09.11.2011 Présentation et adoption d'un projet de rapport
- 23.11.2011 Échange de vues suite à la mise en demeure du Luxembourg par la Commission européenne au sujet des conditions d'admission des avocats européens à la liste I du tableau d'avocats au Grand-Duché de Luxembourg
- 30.11.2011 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.12.2011

Loi du 16 décembre 2011

Mémorial A, n°278, p. 4946

Emploi des personnes handicapées

6161 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées;

2. du Code du travail;

3. de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail

La politique en faveur des personnes handicapées figure parmi les priorités du programme gouvernemental, présenté le 29 juillet 2009 par le Premier Ministre à la Chambre des Députés. Ce programme prévoit notamment que «[l]e Gouvernement déposera un projet de loi portant révision de la loi du 12 septembre 2003 relative au revenu des personnes handicapées, qui introduira entre autres un loyer au profit des personnes handicapées à l'instar des dispositions prévues par la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti».

Le projet de loi s'inscrit dans la lignée d'un vaste chantier législatif entamé par la loi du 28 juillet 2011 portant approbation de la Convention de l'Organisation des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées, faite à New York, le 13 décembre 2006.

La Convention véhicule une nouvelle conception du handicap que les auteurs du projet de loi définissent comme «un changement de paradigmes». Ainsi, «[l]es personnes handicapées ne sont plus perçues en tant que personnes qui nécessitent de l'assistance mais en tant que personnes qui gèrent leur vie de manière autonome et qui participent de manière égalitaire avec les autres aux différents aspects de la vie en société».

L'apport majeur du projet de loi consiste en la généralisation d'une participation de l'État à 100% aux frais du salaire des personnes handicapées engagées dans un atelier protégé.

Le projet de loi prévoit encore que les personnes atteintes d'une maladie évolutive qui doivent suivre une formation spécifique afin d'assurer leur maintien dans l'emploi peuvent bénéficier de jours de congé-formation supplé-

²⁰ Rapport Darrois précité, p. 6-7.

²¹ Projet de loi 3273 sur la profession d'avocat, 30 septembre 1988, commentaire des articles (doc.parl. n°3273), p. 15).

²² SIR CLEMENTI David, *Review of the regulatory framework for legal services in England and Wales, final report*, décembre 2004, p. 5-6.

²³ Projet de loi n°5660, déposé le 21 décembre 2006, exposé des motifs (doc.parl. n°5660), p. 7).

²⁴ Avis complémentaire du Conseil d'État du 14 juillet 2009 (doc.parl. n°5660B), p. 1-2).



mentaires et ceci indépendamment des heures investies dans cette formation.

Enfin, le projet de loi entend encore parfaire la loi du 12 septembre 2003 par deux types diffé-

rents de dispositions. Les premières visent à «supprimer certaines lourdeurs procédurales». Les secondes cherchent à «assurer la cohérence avec d'autres textes législatifs».

lois uniformes Benelux. Elles n'ont toutefois jamais été mises en vigueur parce que l'accessibilité du registre à tous les intéressés dans l'ensemble du Benelux n'était pas suffisamment garantie. Par ailleurs, certaines évolutions au niveau communautaire font qu'il a été finalement proposé aux Gouvernements de supprimer les dispositions y relatives.

2. ancrage dans la Convention du moyen de preuve de dépôt «i-DEPOT»

Le service i-DEPOT, offert depuis 1998, est à présent ancré dans la CBPI. Les Gouvernements veulent procurer, grâce à l'i-DEPOT, un moyen de preuve fiable et accessible qui peut être utilisé en cas de litige, par exemple en cas d'atteinte au droit d'auteur ou en cas de concurrence déloyale. L'i-DEPOT n'est rien de plus qu'un moyen de preuve.

3. assouplissement des conditions de publication du règlement d'exécution

Le Conseil d'administration, habilité à cet effet en vertu de la CBPI, est l'organe compétent pour établir le règlement d'exécution. L'objectif de cette habilitation, accélérer et assouplir la procédure par rapport au passé, restait cependant difficile à atteindre du fait que l'on continuait à faire dépendre l'entrée en vigueur des modifications de leur publication dans les journaux officiels des trois pays. C'est pourquoi les Gouvernements ont décidé que la publication par le Directeur général sur le site Internet de l'OBPI serait désormais une condition suffisante pour l'entrée en vigueur des modifications du règlement d'exécution. Les pays du Benelux continueront au demeurant à publier les actes modificatifs dans leur journal officiel, mais cette publication ne conditionne plus l'entrée en vigueur.

À noter que ce projet de loi requiert une approbation dans les conditions de l'article 114, alinéa 2 de la Constitution (majorité qualifiée).

Dépôt par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 16.07.2010

Rapporteur: M. Emile Eicher

Travaux de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances

(Président: M. Jean-Paul Schaaf):

05.10.2010 Présentation du projet de loi

Désignation d'un rapporteur

21.09.2011 Examen de l'avis du Conseil d'État

15.11.2011 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

07.12.2011 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.12.2011

Loi du 16 décembre 2011

Mémorial A, n°272, p. 4880

Substances chimiques dangereuses

6204 - Projet de loi

a) relative aux contrôles et aux sanctions concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques et les restrictions y applicables, telles que ces substances sont visées par le règlement (CE) n°1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une agence européenne des produits chimiques, modifiant la directive 1999/45/CE et abrogeant le règlement (CEE) n°793/93 du Conseil et le règlement (CE) n°1488/94 de la Commission ainsi que la directive 76/769/CEE du Conseil et les directives 91/155/CEE, 93/67/CEE, 93/105/CE et 2000/21/CE de la Commission;

b) relative aux contrôles et aux sanctions concernant la classification, l'étiquetage et l'emballage des substances et des mélanges, tels que ces substances et mélanges sont visés par le règlement (CE) n°1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les directives 67/548/CEE et 1999/45/CE et modifiant le règlement (CE) n°1907/2006;

c) abrogeant la loi modifiée du 15 juin 1994 relative à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses;

d) abrogeant la loi modifiée du 3 août 2005 relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses

Le projet de loi 6204 a pour objet d'exécuter et de sanctionner le règlement CE 1272/2008 du Parlement et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les directives 67/548/CEE et 1999/45/CE et modifiant le règlement 1907/2006, appelé communément le règlement CLP (Classification, Labelling, Packaging). D'autre part, le projet intègre les dispositions de la loi du 27 avril 2009 (dite REACH) et donc celle-ci est abrogée.

Le nouveau système général harmonisé décrit la classification des produits chimiques par type de danger et propose des éléments de communication correspondant à ces dangers, y compris des fiches de sécurité. L'Union européenne a transposé ce système dans le règlement CLP, en vigueur depuis le 20 janvier 2009. La période transitoire pour changer les classifications de substances court jusqu'au 1^{er} décembre 2010 et pour les mélanges jusqu'au 1^{er} juin 2015.

Ledit règlement CLP vise à garantir un niveau élevé de protection pour l'homme et l'environnement lors de l'utilisation de substances chimiques et se substitue aux dispositions REACH sur la classification et l'étiquetage des substances. Par rapport au système antérieur en matière de substances chimiques, la nouveauté de REACH est le renversement de la charge de la preuve. Ainsi, il appartient à l'entreprise de démontrer que les substances peuvent être fabriquées, utilisées et détruites sans entraîner de risques pour la santé humaine et l'environnement. REACH a aussi pour objectif le remplacement progressif de substances dangereuses par des substances ou des technologies moins dangereuses.

Dépôt par M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 07.10.2010

Rapporteur: M. Marcel Oberweis

Travaux de la Commission du Développement durable

(Président: M. Fernand Boden):

18.10.2010 Désignation d'un rapporteur

12.01.2011 Examen du projet de loi

26.10.2011 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

30.11.2011 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

07.12.2011 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.12.2011

Loi du 16 décembre 2011

Mémorial A, n°265, p. 4358

Propriété intellectuelle

6207 - Projet de loi portant modification de la loi portant approbation du Protocole portant modification de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), fait à Bruxelles, le 22 juillet 2010

Le présent projet de loi entend approuver les modifications apportées par le Protocole du 22 juillet 2010 à la Convention Benelux en matière

de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles) entrée en vigueur le 1^{er} septembre 2006 (ci-après: CBPI).

Les quatre principales modifications se résument comme suit:

1. renonciation à la création d'un registre des mandataires agréés

Des dispositions visant l'introduction d'un registre des mandataires agréés ont été adoptées lors de la dernière modification apportée aux

Nouvelle ADEM

6232 - Projet de loi:

1. portant création de l'Agence pour le développement de l'emploi;

2. modifiant

- **le Code du Travail;**

- **la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;**

- **la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet;**

- **la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration;**

3. abrogeant la loi modifiée du 21 février 1976 concernant l'organisation et le fonctionnement de l'Administration de l'emploi et portant création d'une Commission nationale de l'Emploi

Le projet prévoit la réforme du dispositif organique de l'Administration de l'emploi (ADEM) en transformant celle-ci en Agence pour le développement de l'emploi. Au terme d'un certain nombre d'audits, le projet prévoit une adéquation des moyens et des structures de l'administration aux défis auxquels elle doit faire face et un réajustement de ses procédures.

Les éléments essentiels de la réforme peuvent être résumés comme suit:

- développement d'une nouvelle philosophie: organisation de l'Agence en fonction des besoins des usagers (demandeurs d'emplois et employeurs) et adoption des méthodes les plus efficaces pour répondre aux besoins de ces derniers;

- redéfinition de la mission du service public de l'emploi.

Ainsi, selon le texte légal, la nouvelle ADEM aura pour attributions:

1) d'accompagner, de conseiller, d'orienter et d'aider les personnes à la recherche d'un emploi;

2) de contribuer à la sécurisation des parcours professionnels des salariés;

3) de coordonner et d'organiser la formation des demandeurs d'emploi en vue d'augmenter leurs compétences professionnelles en collaboration avec les instances qui ont la formation professionnelle dans leurs attributions;

4) de prospecter le marché de l'emploi, de collecter les offres d'emploi, d'aider et de conseiller les employeurs dans leur recrutement;

5) d'assurer la mise en relation des offres et des demandes d'emploi;

6) d'assurer l'application de la législation concernant la prévention du chômage, la résorption du chômage, l'octroi des prestations de chômage et les aides en faveur de l'emploi;

7) d'intervenir en matière de reconversion et de réemploi de la main-d'œuvre;

8) de contribuer à la mise en œuvre de la législation sur le rétablissement du plein emploi;

9) d'organiser le placement en apprentissage des jeunes et des adultes;

10) d'assurer l'orientation professionnelle en vue de l'intégration ou de la réintégration des jeunes et des adultes dans la vie professionnelle;

11) de contribuer au développement et à la gestion des mesures en faveur de l'emploi des jeunes;

12) de promouvoir l'emploi féminin, notamment en ce qui concerne l'accès à l'emploi;

13) d'assurer l'orientation, la formation, la rééducation, l'intégration et la réintégration professionnelles ainsi que le suivi des salariés handicapés et des salariés à capacité de travail réduite;

14) de surveiller et d'analyser la situation et l'évolution du marché de l'emploi;

15) d'assurer les relations techniques avec les services similaires étrangers et internationaux;

16) de réaliser toute autre mission dont elle pourra être chargée par le Ministre ayant l'emploi dans ses attributions.

- Augmentation des effectifs par un meilleur recrutement de qualité des conseillers professionnels et organisation dans leur chef de formations initiales et continues proches des réalités du terrain;

- extension du réseau d'agences régionales, en tant que service de proximité;

- création d'une plateforme informatique commune, d'un intranet performant ainsi que d'un répertoire opérationnel des professions, métiers et emplois;

- procédure de suivi individualisé plus efficace des demandeurs d'emploi;

- approfondissement des relations avec les employeurs, notamment par le biais de la création d'un service spécifique chargé des relations avec les employeurs;

- définition d'une nouvelle gouvernance et réorganisation de la direction et des services. Ainsi la direction de la nouvelle Agence pour le développement de l'emploi sera attribuée à une structure collégiale, composée d'un directeur et de deux directeurs adjoints, ceci afin de tenir compte du fait qu'un directeur seul ne peut plus à lui seul assumer des tâches d'une telle envergure et diversité.



- aménagement de la procédure de recrutement à l'étranger;

- création d'une commission de suivi chargée d'assister le Ministre dans l'accompagnement et l'évaluation de l'accomplissement des missions et attributions de l'Agence pour le développement de l'emploi.

À la demande du Ministre, la commission de suivi lui rend des avis sur la mise en œuvre de la politique de promotion de l'emploi et les activités de l'Agence pour le développement de l'emploi ainsi que sur l'organisation et le fonctionnement de celle-ci.

À cette fin, la commission peut entendre des experts et des représentants de personnes, entreprises, administrations ou secteurs directement concernés par les questions relevant de sa compétence.

Les membres de la direction ainsi que tout autre agent de l'Agence pour le développement de l'emploi peuvent être invités aux réunions de la commission de suivi avec voix consultative. Ils peuvent également être entendus à leur demande.

La commission de suivi se compose comme suit:

- a) un président;
- b) un représentant du Ministre ayant l'emploi dans ses attributions;
- c) un représentant du Ministre ayant l'économie dans ses attributions;
- d) un représentant du Ministre ayant la formation professionnelle dans ses attributions;
- e) un représentant du Ministre ayant la lutte contre la pauvreté dans ses attributions;
- f) un représentant du Ministre ayant l'économie solidaire dans ses attributions;
- g) trois représentants des organisations professionnelles des employeurs;
- h) trois représentants des organisations syndicales.

La commission de suivi est nommée pour cinq ans.

- Renforcement des missions de l'Agence rattachées à la formation des demandeurs d'emploi et instauration d'une commission consultative accompagnant l'organisation, la gestion et l'évaluation des formations en question.

Vote en séance publique: 14.12.2011

Loi du 16 décembre 2011

Mémorial A, n°261, p. 4326

Matériel roulant ferroviaire

6290 - Projet de loi portant approbation du Protocole de Luxembourg portant sur les questions spécifiques au matériel roulant ferroviaire à la Convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles, signé à Luxembourg, le 23 février 2007

Le projet de loi a pour objet d'approuver le Protocole portant sur les questions spécifiques au matériel roulant ferroviaire à la Convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles. Ce protocole a été signé à Luxembourg le 23 février 2007.

Le Protocole de Luxembourg s'inscrit dans le cadre de la Convention du Cap du 16 novembre 2001 relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles. Le 16 novembre 2001, les États parties à la Convention du Cap avaient déjà adopté un premier protocole relatif aux questions spécifiques portant sur des matériels d'équipement aéronautiques. La Convention du Cap, ensemble avec le premier protocole, a été approuvée par la loi du 28 mai 2008 portant approbation de la Convention du Cap du 16 novembre 2001 relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles et de son Protocole portant sur les questions spécifiques aux matériels aéronautiques.

Le principal objectif de la Convention du Cap est de poser des règles efficaces pour faciliter le financement des matériels d'équipement mobiles, en fixant un cadre juridique en faveur des créanciers ayant financé ces équipements. À cet effet, la Convention du Cap crée une garantie internationale reconnue par toutes les parties

signataires, conférant aux créanciers inscrits sur le matériel un droit de préférence. Les garanties sont inscrites dans un registre spécifique, accessible par internet. En créant cette nouvelle garantie internationale, la Convention du Cap confère davantage de sécurité juridique aux investisseurs, lesquels, auparavant, ne pouvaient être sûrs de la reconnaissance, par les systèmes juridiques nationaux des différents pays, de leurs garanties sur un matériel coûteux qui, par sa nature, traverse les frontières nationales.

Le Protocole de Luxembourg étend le champ d'application de la Convention du Cap aux matériels roulants ferroviaires et à leurs accessoires.

La pierre angulaire du système de garanties internationales mis en place par la Convention du Cap et par le Protocole de Luxembourg consiste dans la création d'un registre mondial des actifs ferroviaires sur lequel les garanties sont inscrites et qui assure leur publicité à l'égard des tiers. Les règles relatives à la constitution, l'inscription et l'exécution des garanties internationales sont inscrites dans la Convention du Cap et précisées dans le Protocole de Luxembourg. En ce qui concerne l'exécution des garanties internationales, le Protocole de Luxembourg déroge à la Convention du Cap, notamment en accordant au créancier le droit de faire enlever et d'exporter le matériel grevé de garantie, si le débiteur défaillant y avait donné son accord. Une autre dérogation importante par rapport aux règles de la Convention du Cap consiste dans l'exception de service public. Si, en effet, en cas de défaillance du débiteur, le matériel grevé de garantie est affecté au service public, le Protocole met en œuvre une série de règles protectrices destinées à maintenir le service public indispensable.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 30.05.2011

Rapporteur: M. Marc Spautz

Travaux de la Commission du Développement durable

(Président: M. Fernand Boden):

29.06.2011 Désignation d'un rapporteur

09.11.2011 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

24.11.2011 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.12.2011

Loi du 16 décembre 2011

Mémorial A, n°267, p. 4656

Ciel unique européen

6303 - Projet de loi portant approbation du Traité relatif à l'établissement du bloc d'espace aérien fonctionnel «Europe Central» entre la République fédérale d'Allemagne, le Royaume de Belgique, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas et la Confédération Suisse, fait à Bruxelles, le 2 décembre 2010

Le projet de loi se propose d'approuver un traité basé sur le concept du bloc d'espace aérien fonctionnel «Functional Airspace Block» (FAB) qui consiste à repérer des éléments déterminants pour développer la coopération entre prestataires de services de navigation aérienne afin d'améliorer les performances et de créer des synergies.

En effet, l'objectif du Ciel unique européen est de réorganiser la gestion du trafic aérien (ATM) en Europe sous la forme d'un réseau flexible, harmonisé et homogène, indépendant des frontières nationales et constitué de blocs d'espace aérien fonctionnels (FAB). Pour créer ce nouveau réseau ATM européen et obtenir plus de capacité, de sécurité et plus d'efficacité économique, les États membres de l'UE doivent créer ces blocs d'espace aérien fonctionnels (FAB). Les FAB doivent être basés sur les besoins opérationnels, intégrer les espaces aériens civils et militaires, sans tenir compte des frontières nationales. Un FAB se justifie par la valeur ajoutée globale qu'il apporte, notamment l'utilisation optimale des ressources financières, techniques, environnementales et humaines.

Le premier paquet législatif pour la réalisation du «Ciel Unique Européen» a été adopté en 2004. Les États membres de la Communauté

européenne ont engagé la restructuration de leur espace aérien en blocs d'espace aérien fonctionnels, avec pour objectif une gestion de l'espace aérien plus intégrée.

Le second paquet du «Ciel Unique Européen» renforce le concept des FAB et prévoit leur mise en œuvre au plus tard le 4 décembre 2012. Ces dernières années, neuf initiatives ont été lancées en vue de créer des FAB en Europe, parmi lesquelles le FAB «Europe Central» (FABEC).

L'espace aérien des pays signataires du traité accueille 55% de tout le trafic aérien européen et il est de loin le plus important d'Europe. Sa position géographique en fait la charnière dans la future réorganisation de l'espace aérien et de la gestion du trafic aérien en Europe.

La Belgique, l'Allemagne, le Luxembourg et les Pays-Bas, rejoints ensuite par la France et la Suisse, avaient décidé de lancer, en juillet 2006, une étude de faisabilité d'un FAB dans l'espace aérien de ces pays. Ce projet impliquait les autorités civiles et militaires et les fournisseurs de services de navigation aérienne. Cette étude a livré ses conclusions fin juin 2008. Le rapport final a mis en évidence non seulement la faisabilité du projet mais aussi la nécessité de le concrétiser. Ainsi, les six États signataires ont décidé de préparer conjointement l'édification et la mise en œuvre d'un FAB englobant l'espace aérien relevant de la responsabilité des six États, ainsi que d'intensifier leurs activités en vue de finaliser un accord-cadre relatif au FAB «Europe centrale» (FABEC).

Pour réaliser les objectifs définis pour les FAB dans le cadre du Ciel unique, le système actuel des services de navigation aérienne devrait évoluer au sein du FABEC, vers un système harmonisé, transparent et progressivement intégré.

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, le 22.12.2010

Rapporteur: M. Lucien Lux

Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi

(Président: M. Lucien Lux):

02.05.2011 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

17.10.2011 Présentation et adoption des amendements

25.10.2011 Examen et adoption des amendements parlementaires

21.11.2011 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

01.12.2011 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.12.2011

Financement des partis politiques

6263 - Proposition de loi

1. portant modification de la loi du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques;

2. portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003

Dans son exposé des motifs, l'auteur de la proposition de loi tient à rappeler que la loi du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques a permis à notre pays de se doter d'une législation dont les objectifs consistent à:

- garantir aux partis politiques une assise financière stable;
- assurer une transparence absolue du financement des partis politiques;
- établir une égalité de chances et de droits des formations politiques;
- renforcer l'indépendance des partis politiques en limitant et en réglementant d'une manière stricte le financement privé;
- écarter tout conflit d'intérêt.

Les dispositions de la loi du 21 décembre 2007 précitée et celles des articles 91 à 93 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 ont fait leurs preuves, ce que la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle, qui a assuré le suivi d'application de cette législation, a pu constater à l'examen des rapports de la

Cour des Comptes sur l'observation des dispositions des articles 2, alinéa 3, 6, 8, 9, 10, 11, 12 et 13 de la loi du 21 décembre 2007 pour les exercices 2008 et 2009.

La Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle, qui s'est encore prêtée à préciser avec les partis politiques la portée de leurs obligations au regard de la loi du 21 décembre 2007 précitée, a pu se convaincre, notamment à la lecture des rapports précités de la Cour des Comptes, qu'il convient, dans un souci de clarification, d'apporter quelques adaptations à la loi du 21 décembre 2007 et à la loi électorale modifiée du 18 février 2003 précitées. Cette démarche doit permettre de tenir compte, dans la mesure du possible, des recommandations du Groupe d'États contre la corruption (GRECO) du Conseil de l'Europe formulées dans son rapport d'évaluation du Luxembourg sur la «*Transparence du financement des partis politiques*», adopté lors de la 38^e réunion plénière du 9 au 13 juin 2008, ainsi que dans son rapport de conformité intermédiaire sur le Luxembourg, adopté lors de sa 50^e réunion plénière du 28 mars au 1^{er} avril 2011.

La Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle tient également à rappeler que dans sa réunion du 13 juillet 2011, la Chambre des Députés a complété l'article 16 de son Règlement par un alinéa 5 nouveau prévoyant que «*Les aides financières accordées aux groupes politiques sont destinées exclusivement à couvrir les dépenses ayant trait aux activités parlementaires et ne peuvent être utilisées pour couvrir les dépenses produites par les partis politiques.*»

Dépôt par M. Paul-Henri Meyers, Député, le 16.03.2011

Rapporteur: M. Paul-Henri Meyers

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

(Président: M. Paul-Henri Meyers):

28.09.2011 Désignation d'un rapporteur

Examen de la proposition de loi, de la prise de position du Gouvernement et de l'avis du Conseil d'État

Examen de la Résolution de l'Union interparlementaire (UIP) sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales: transparence et responsabilité

19.10.2011 Continuation des travaux parlementaires

23.11.2011 Présentation et adoption d'un projet de rapport



Toutefois, la souveraineté des six États dans leur espace aérien national ne devrait pas être remise en question. Chaque État demeurerait compétent pour les questions telles que la surveillance, la sûreté et les aspects militaires dans son espace aérien national. Les prérogatives des six États dans les domaines de la surveillance, de la sûreté et de la défense aérienne devraient donc être préservées à tout moment et en tout lieu au sein du FABEC.

Les signataires entendent faire en sorte que les buts à atteindre et les objectifs de performance du FABEC portent sur les domaines suivants:

- sécurité;
- viabilité environnementale;
- capacité;
- efficacité économique;
- efficacité des vols;
- efficacité des missions militaires.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 04.07.2011

Rapporteur: M. Marc Spautz

Travaux de la Commission du Développement durable

(Président: M. Fernand Boden):

19.07.2011 Désignation d'un rapporteur

24.11.2011 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

30.11.2011 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.12.2011

Loi du 16 décembre 2011

Mémorial A, n°271, p. 4866

Personnel de l'enseignement fondamental

6307 - Projet de loi modifiant et complétant l'article 76 de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental

Le projet de loi a pour objet de modifier l'article 76 de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental. L'article 76 précité règle la répartition des frais de personnel de l'enseignement fondamental entre l'État et les communes. Il prévoit à l'heure actuelle que les rémunérations du personnel des écoles sont à charge de l'État (deux tiers à charge de l'État et un tiers à charge des communes par une réduction afférente de la dotation annuelle allouée aux communes par le biais du Fonds communal de dotation financière), à l'exception des rémunérations pour prestations dépassant le cadre du contingent pour assurer l'enseignement de base qui sont à charge de la commune respective. En application de l'article 76 précité, l'ensemble des rémunérations pour prestations dépassant le cadre du contingent reste dès lors à charge des communes. En résulterait une diminution importante de la participation de l'État aux frais de personnel de l'enseignement fondamental, au détriment des communes.

Le nouveau libellé proposé pour l'article 76 de la loi précitée du 6 février 2009 entend satisfaire aux objectifs suivants:

- Il s'agit de préciser de façon détaillée les différentes sortes de frais de personnel dont un tiers du volume sera pris en compte pour déterminer, individuellement pour chaque commune, la réduction que subira la dotation annuelle allouée à cette même commune au titre du Fonds communal de dotation financière. Il s'agit en l'occurrence des rémunérations:

a. du personnel qui lui est attribué pour assurer l'enseignement de base en tenant compte des normes pédagogiques communément admises en matière d'effectifs de classe;

b. du personnel qui lui est attribué pour réaliser des mesures prévues par le plan de réussite scolaire;

c. des éducateurs intervenant comme 2^e personne dans les classes d'éducation précoce au premier cycle d'apprentissage;

d. du personnel effectuant les remplacements des instituteurs, des chargés de cours ainsi que des éducateurs dans les écoles fondamentales;

e. liquidées à titre d'indemnités extraordinaires aux instituteurs, chargés de cours ou éducateurs pour surplus de travail dans le cadre de leur tâche d'enseignement ou d'éducateur dans l'enseignement fondamental.

Il y a lieu de relever que les frais de personnel pris en compte pour le calcul de la réduction se limitent aux éléments de coût se rapportant à l'organisation de base de l'enseignement fondamental, alors que d'autres éléments comme les leçons attribuées pour répondre à des besoins en relation avec la composition socio-éco-

nomique et socioculturelle de la population scolaire, les leçons attribuées pour assurer l'enseignement moral et social, les rémunérations des équipes multiprofessionnelles ainsi que les rémunérations des intervenants dans les cours d'accueil restent entièrement à charge de l'État.

- Les précisions susmentionnées entraînent la nécessité d'adapter les dispositions légales de base réglementant le Fonds communal de dotation financière aux nouvelles dispositions concernant la répartition des frais de personnel de l'enseignement fondamental entre l'État et les communes.

- Il convient en outre de rendre univoque l'exécution de l'article 45 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental, qui prévoit que les chargés de cours engagés sous contrat à durée indéterminée par une commune, les fonctionnaires communaux, les employés communaux, ainsi que les salariés des communes des carrières éducatives et socio-éducatives, en service auprès des écoles au 15 septembre 2009, peuvent continuer à intervenir dans l'enseignement fondamental, sous réserve que les communes qui les emploient aient conclu une convention avec l'État. L'article 45 précité dispose que l'État prend dans ce cas à sa charge, sous certaines conditions, une partie des frais de personnel de ces agents communaux, sans préciser pour autant la clé de répartition de ces frais entre les deux partenaires.

Même si les conventions établies jusqu'ici entre l'État et un certain nombre de communes partent du principe traditionnel de la répartition des frais de personnel, en l'occurrence un tiers à charge des communes et deux tiers à charge de l'État, le nouveau libellé de l'article 76 de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental apporte la sécurité juridique nécessaire en confirmant ce principe.

- Enfin, il s'agit de rendre plus contraignante la procédure de présentation des décomptes des frais de personnel à établir par les services du Ministère de l'Éducation nationale et servant de base au Ministère de l'Intérieur, gestionnaire du Fonds communal de dotation financière, pour déterminer la part du coût total des rémunérations du personnel à porter en déduction de la dotation financière annuelle allouée à chaque commune.

Comme les dispositions de l'actuel article 76 se sont révélées inapplicables, la dotation annuelle allouée à chaque commune a été calculée à titre provisoire en s'orientant sur des décomptes déjà anciens ne tenant compte ni de la nouvelle réforme, ni de l'évolution récente des ressources humaines. Afin de régulariser cette situation et de permettre d'apurer les comptes budgétaires, les dispositions du nouvel article 76 devront être applicables à partir de l'entrée en vigueur des lois du 6 février 2009 portant réforme et concernant le personnel de l'enseignement fondamental, en l'occurrence le début de l'année scolaire 2009/2010.

Dépôt par Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 26.07.2011

Rapporteur: M. Fernand Diederich

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

(Président: M. Ben Fayot):

17.11.2011 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

24.11.2011 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.12.2011

Loi du 16 décembre 2011

Mémorial A, n°259, p. 4320

Organisation du notariat

6333 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat

L'article 15 de la loi du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat dispose que «[p]our être admis aux fonctions de notaire, il faut [...] être Luxembourgeois [...]». À première vue la condition de la nationalité luxembourgeoise n'est pas étonnante puisque l'article 1^{er} de la même loi dispose que:

«[L]es notaires sont les officiers publics établis pour recevoir tous les actes et contrats auxquels les parties doivent ou veulent faire donner le caractère d'authenticité attachés aux actes de l'autorité publique (...)»²⁷

L'exercice d'une prérogative de puissance publique et la clause d'exclusivité nationale allaient longtemps de pair. L'article 51 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) (ex-article 45 TCE) rappelle de manière inchangée que «[s]ont exceptées de l'application des dispositions du présent chapitre [relatif au droit d'établissement], en ce qui concerne l'État membre intéressé, les activités participant dans cet État, même à titre occasionnel, à l'exercice de l'autorité publique».

Et pourtant, cette exception à la liberté d'établissement a été circonscrite par une jurisprudence constante de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) depuis l'arrêt *Reyners* du 21 juin 1974²⁸. Dans cette affaire rendue dans le cadre de la liberté d'établissement des avocats, la Cour a notamment estimé que «[l'] exception à la liberté d'établissement prévue par l'article 55, alinéa 1, du traité CEE [article 51 TFUE] doit être restreinte aux activités visées par l'article 52 [article 49 TFUE] qui, par elles-mêmes, comportent une participation directe et spécifique à l'exercice de l'autorité publique; on ne saurait donner cette qualification, dans le cadre d'une profession libérale comme celle de l'avocat, à des activités telles que la consultation et l'assistance juridiques, ou la représentation et la défense des parties en justice, même si l'accomplissement de ces activités fait l'objet d'une obligation ou d'une exclusivité établie par la loi».

Dans l'affaire *Reyners* la Cour était notamment appelée à répondre à la question de savoir ce qu'il faut entendre par «activités participant dans cet État, même à titre occasionnel, à l'exercice de l'autorité publique». La Cour a répondu «[q]u'une extension de l'exception permise par l'article 55 [article 51 TFUE] à une profession entière ne serait admissible que dans les cas où les activités ainsi caractérisées s'y trouveraient liées de telle manière que la libéralisation de l'établissement aurait pour effet d'imposer à l'État membre intéressé l'obligation d'admettre l'exercice, même occasionnel, par des non-nationaux, de fonctions relevant de l'autorité publique; qu'on ne saurait, par contre, admettre cette extension lorsque, dans le cadre d'une profession indépendante, les activités participant éventuellement à l'exercice de l'autorité publique constituent un élément détachable de l'ensemble de l'activité professionnelle en cause.»²⁹

Si pour l'avocat dont l'activité principale consiste en la consultation, l'assistance juridique et la défense en justice, la Cour exclut, du moins partiellement, une participation à l'autorité publique³⁰, l'analyse paraît moins évidente pour la profession des notaires.

L'application de la jurisprudence *Reyners* aux notaires est discutable et ceci justement en raison des fonctions publiques exercées par ces derniers. Ainsi un auteur a formulé en 2006 la problématique de la manière suivante:

«[...] Il est difficile de présager ce que pourrait être la position de la Cour de justice quant à l'invocation de l'exception de l'article 45 CE du Traité [article 51 TFUE] pour justifier que soient réservées aux nationaux les professions de notaire, ainsi que cela résulte des réglementations nationales dans la plupart des dix-neuf États membres qui connaissent le notariat latin (la condition de nationalité ayant été élargie en Espagne et en Italie).

[...] Il paraît évident que l'activité consistant à établir des actes authentiques est de celles qui comportent une participation directe et spécifique à l'exercice de l'autorité publique. Pour ses propres fins, la directive 2005/36 du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles (Journal Officiel de l'Union européenne 30 Septembre 2005) abonde en ce sens, en indiquant que cette directive „ne préjuge pas l'application (...) de l'article 45 [article 51 TFUE] du traité, notamment en ce qui concerne les notaires“ (consid. 41).

Dès lors, la profession tout entière peut-elle être couverte par l'exception? La jurisprudence «*Reyners*» n'apporte à cet égard qu'une aide limitée, dans la mesure où la situation est très exactement inverse de celle qui, relativement aux avocats, était soumise à la Cour. Les activités des notaires qui constituent une participation directe et spécifique à l'exercice de l'autorité publique, celles qui sont relatives à l'établissement d'actes authentiques, sont les plus typiques et les plus importantes de la profession. C'est à propos d'autres activités que l'on doit se demander si, ne pouvant être couvertes par l'exception, elles sont détachables et doivent être accessibles aux professionnels d'autres États membres; il s'agit des activités de conseil juridique (pour autant qu'elles sont séparées de l'établissement d'un acte authentique) ou d'activités telles que le conseil immobilier.

[...] Quelle que soit la réponse que la Cour ne manquera pas d'apporter, en étant saisie d'une manière ou d'une autre, le notariat est aujourd'hui la seule grande profession juridique - par sa présence dans la plupart des États membres et par son importance numérique - qui demeure, le plus souvent, réservée aux nationaux.»³¹

La Cour n'a effectivement pas hésité à répondre à cette problématique et ceci notamment par un arrêt concernant le Luxembourg³² rendu dans une foulée d'affaires semblables.

Après une analyse détaillée de la fonction de notaire au Luxembourg³³, la Cour conclut que «les activités notariales, telles qu'elles sont définies en l'état actuel de l'ordre juridique luxembourgeois, ne participent pas à l'exercice de l'autorité publique au sens de l'article 45, premier alinéa, CE [article 51 TFUE]»³⁴. La fonction principale d'un notaire est d'authentifier, en tant qu'officier public, des actes juridiques, cette intervention est tantôt obligatoire, tantôt facultative.

³¹ PERTEK Jacques, Professions juridiques et judiciaires, libre circulation. Reconnaissance mutuelle des qualifications. - Équivalence des autorisations nationales d'exercice, application des règles de concurrence; LexisNexis, Jurisclasseur Europe Traité, Fascicule 731, Cote 05, 2006, 15 avril 2006, paragraphes 65 à 67.

³² Commission européenne contre Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord et contre le Grand Duché de Luxembourg, arrêt de la Cour, 24 mai 2011, affaire C-51/08, JOUE, 9 juillet 2011, C 204/3, (ci-après, l'affaire C-51/08).

³³ Idem, voir considérants 8 à 25 ainsi que 105 à 125.

³⁴ Idem, considérant 125.



²⁷ Nous soulignons.

²⁸ Jean Reyners contre Belgique, arrêt du 21 juin 1974, affaire C-2/74, Recueil de jurisprudence 1974, pages 631 et suivantes.

²⁹ Idem, considérants 46 à 47.

³⁰ Idem, voir considérant 52.



tive³⁵. Les actes que le notaire authentifie relèvent de la volonté des parties qui y ont librement souscrit. En plus, les notaires peuvent modifier de façon unilatérale la convention à authentifier sans recueillir, au préalable, l'accord des parties³⁶. Pour la Cour «[l]'activité d'authentification confiée aux notaires ne comporte donc pas, en tant que telle, une participation directe et spécifique à l'exercice de l'autorité publique [...]»³⁷. Le fait que certains actes doivent obligatoirement être authentifiés, sous peine de nullité, ne change rien à cette conclusion³⁸.

Ni la poursuite d'un objectif d'intérêt général, ni la force probante des actes qu'il établit, ni la participation du notaire à des saisies immobilières, ni son intervention en matière successorale, n'impliquent que le notaire exerce l'autorité publique au sens de l'article 51 TFUE.

La Cour relève que, dans les limites de leurs compétences territoriales respectives, les notaires exercent leur profession dans des conditions de concurrence, ce qui n'est pas caractéristique de l'exercice de l'autorité publique³⁹. De même, ils sont directement et personnellement responsables, à l'égard de leurs clients, des dommages résultant de toute faute commise dans l'exercice de leurs activités, à la différence des autorités publiques dont la responsabilité des fautes est assumée par l'État⁴⁰.

Dans ces conditions, la Cour juge que les activités notariales, telles que définies actuellement dans les États membres en cause, ne participent pas à l'exercice de l'autorité publique au sens de l'article 51 TFUE. Par conséquent, la condition de nationalité requise par la réglementation de ces États pour l'accès à la profession de

notaire constitue une discrimination fondée sur la nationalité interdite par le traité⁴¹.

C'est pour cette raison que le projet de loi supprime la condition de nationalité prévue par la loi du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat.

Même si la Cour qualifie l'exigence de la nationalité luxembourgeoise de discrimination interdite⁴², elle a cependant, admis que «[...] le fait que les activités notariales poursuivent des objectifs d'intérêt général, qui visent notamment à garantir la légalité et la sécurité juridique des actes conclus entre particuliers, constitue une raison impérieuse d'intérêt général qui permet de justifier d'éventuelles restrictions à l'article 43 CE découlant des spécificités propres à l'activité notariale, telles que l'encadrement dont les notaires font l'objet au travers des procédures de recrutement qui leur sont appliquées, la limitation de leur nombre et de leurs compétences territoriales ou encore leur régime de rémunération, d'indépendance, d'incompatibilités et d'immovibilité, pour autant que ces restrictions permettent d'atteindre lesdits objectifs et sont nécessaires à cette fin»⁴³.

Pour cette raison le projet de loi introduit l'exigence d'avoir une connaissance adéquate des trois langues administratives et judiciaires telles que définies par la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues dans la loi du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat.

⁴¹ La Cour a par ailleurs reconnu que le Luxembourg n'a pas manqué à son obligation de transposition de la directive 89/48 du 21 décembre 1988 relative à un système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans.

Cette directive exige en son article 3 que «[L]orsque, dans l'État membre d'accueil, l'accès à une profession réglementée ou son exercice est subordonné à la possession d'un diplôme, l'autorité compétente ne peut refuser à un ressortissant d'un État membre, pour défaut de qualification, d'accéder à cette profession ou de l'exercer dans les mêmes conditions que les nationaux [...] si le demandeur possède le diplôme qui est prescrit par un autre État membre pour accéder à cette même profession sur son territoire ou l'y exercer et qui a été obtenu dans un État membre [...]». Or, la Cour a estimé que «[...] compte tenu des circonstances particulières qui ont accompagné le processus législatif ainsi que de la situation d'incertitude qui en a résulté, [...] il n'apparaît pas possible de constater qu'il existait, au terme du délai imparti dans l'avis motivé, une obligation suffisamment claire pour les États membres de transposer la directive 89/48 en ce qui concerne la profession de notaire», considérant 143.

⁴² Affaire C-51/08, voir considérant 126.

⁴³ Affaire C-51/08, considérant 97.

³⁵ Affaire C-51/08, voir considérant 13 et considérants 89 à 92.

³⁶ Idem, voir considérants 90 à 91.

³⁷ Idem, considérant 92.

³⁸ Idem, voir considérant 93.

³⁹ Idem, voir considérant 116.

⁴⁰ Idem, voir considérant 117.

28.11.2011 Désignation d'un rapporteur
05.12.2011 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.12.2011

Loi du 16 décembre 2011

Mémorial A, n°263, p. 4348

Fusion Philharmonie / OPL

6362 - Projet de loi portant réorganisation de l'établissement public nommé «Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte» et de la Fondation Henri Pensis

Le projet de loi a pour objet de réorganiser l'établissement public dénommé «Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte» pour lui conférer, à côté des missions actuelles de la Philharmonie, celles de l'OPL et d'abroger les deux lois ayant été à l'origine des deux entités juridiques actuellement existantes.

Les missions de la nouvelle entité seront principalement subdivisées en deux volets, à savoir la gestion et l'exploitation de la salle de concerts, d'une part, et la gestion de l'orchestre, d'autre

part. La nouvelle structure permettra de réaliser des synergies dynamiques à la fois sur le plan local, régional et international. Sur le plan artistique, des synergies pourront être créées au niveau de la planification, de sorte à optimiser la programmation autant de la salle que de l'orchestre.

L'établissement sera administré par un conseil d'administration composé de neuf membres et dirigé par un directeur général. Le personnel des deux structures en place au moment de l'entrée en vigueur de la loi sera regroupé au sein de l'organisation qui sera doté de procédures de contrôle de gestion interne. Les fonctions de direction et de gestion seront centralisées au sein d'une seule organisation, assumées par des personnes qualifiées et ainsi exécutées de manière efficace et rentable en termes de coûts.

Dépôt par Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture, le 09.11.2011

Rapporteur: Mme Martine Mergen

Travaux de la Commission de la Culture

(Présidente: Mme Martine Mergen):

14.11.2011 Examen du projet de loi

01.12.2011 Désignation d'un rapporteur

08.12.2011 Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.12.2011

Loi du 16 décembre 2011

Mémorial A, n°277, p. 4942

Travail / Emploi

6374 - Projet de loi portant

1. modification de l'article L.211-11 du Code du travail;

2. modification de la loi modifiée du 17 février 2009 portant 1. modification de l'article L.511-12 du Code du travail; 2. dérogeant, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L.511-5, L.511-7 et L.511-12 du Code du travail;

3. modification de la loi modifiée du 11 novembre 2009 1. concernant certaines mesures temporaires visant à atténuer les effets de la crise économique sur l'emploi des jeunes; 2. modifiant certaines dispositions du Code du travail

Le projet de loi proroge, pour une période de douze mois, différentes dispositions légales dans le domaine du droit du travail dont la validité est actuellement limitée au 1^{er} janvier 2012, respectivement même au 31 décembre 2011.

En premier lieu, le projet propose de proroger les dispositions de la section 4 du Chapitre premier du Titre Premier du Livre II du Code du travail, relatives à l'organisation du travail et notamment à l'application d'une période de référence de quatre semaines ou d'un mois, à l'établissement d'un plan d'organisation du travail (POT) ainsi qu'à la possibilité d'introduire des périodes de référence plus longues par autorisation ministérielle ou par voie conventionnelle.

Ensuite, le projet de loi propose également la prolongation de différentes mesures de crise en matière de chômage partiel introduites par la loi du 17 février 2009 portant modification de divers articles du Code du travail. Il s'agit des mesures mises en place pour prévenir les licenciements conjoncturels et maintenir ainsi un niveau satisfaisant de l'emploi en période de difficultés économiques à caractère général. Ces mesures concernent principalement les modalités de la prise en charge par le Fonds pour l'emploi de l'indemnité de compensation versée aux salariés d'entreprises en difficultés et déclarées éligibles au chômage partiel.

Finalement, le projet de loi prévoit de proroger les dispositions de la loi modifiée du 11 novembre 2009 concernant certaines mesures temporaires visant à atténuer les effets de la crise économique sur l'emploi des jeunes.

Rappelons que la loi précitée a prévu d'un côté une adaptation des deux mesures existantes, à savoir le CIE (contrat d'initiation à l'emploi) et le CAE (contrat d'appui emploi) créés par la loi du 22 décembre 2006; ces mesures sont désormais ouvertes également aux jeunes diplômés. De l'autre côté, cette loi a introduit un nouvel instrument, le CIE-EP (contrat d'initiation à l'emploi-expérience pratique), réservé aux jeunes diplômés qui n'éprouveraient pas de difficulté à intégrer le marché du travail en temps de conjoncture normale.

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, le 30.11.2011

Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi

(Président: M. Lucien Lux):

07.12.2011 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État du 6 décembre 2011

09.12.2011 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.12.2011

Loi du 16 décembre 2011

Mémorial A, n°260, p. 4324

Gestion de crises transfrontalières

6335 - Projet de loi portant approbation du Mémorandum d'accord concernant la coopération dans le domaine de la gestion des crises pouvant avoir des conséquences transfrontalières entre le Royaume de Belgique, le Royaume des Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg, signé à Luxembourg, le 1^{er} juin 2006

En 2003, il a été décidé de faire de la coopération transfrontalière lors d'accidents et de catastrophes le nouveau thème d'une coopération plus étroite au sein du Benelux. Le 1^{er} juin 2006, les ministres de la Justice ou des Affaires intérieures du Benelux ont signé le Mémorandum d'accord en question sur la coopération sur le plan de la gestion des crises, alors qu'un Mémorandum d'accord prévoyant une coopération dans le domaine de la police, de la justice et de l'immigration a déjà été adopté en 1996.

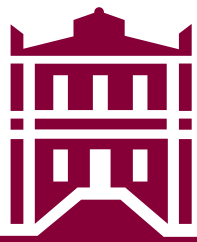
Les Parties contractantes sont obligées d'échanger des informations. Pour ce faire, elles mettent en place et maintiennent en service un système approprié d'information mutuelle moyennant un réseau de transmission permettant de transmettre vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sept jours sur sept, les éventuelles alertes, notifications, demandes d'assistance mutuelle ou autres informations relatives à une situation de crise pouvant avoir des conséquences transfrontalières. D'autres mesures prévues sont des réunions de concertation annuelles (article 6), l'organisation d'exercices communs (article 8) et la rédaction d'évaluations communes (article 9). De plus, l'article 7 contient une disposition sur un correspondant pouvant suivre des actions sur les autres territoires en cas d'un événement au sens de l'article 1^{er}. Enfin, l'article 10 contient une description de la procédure à suivre pour régler des différends.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 27.09.2011

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Ben Fayot):



Sommaire

1. Communications

- M. le Président

2. Résolution relative aux dispositions particulières applicables au Fonds européen de développement régional et à l'objectif «Investissement pour la croissance et l'emploi», et abrogeant le règlement (CE) n°1080/2006 (document COM(2011)614)

- Art. 169 (5) du Règlement de la Chambre

- M. le Président

- Vote sur la résolution (adoptée)

3. Ordre du jour

- M. Claude Meisch, M. Lucien Lux

- Vote

4. Heure de questions au Gouvernement

- Question n°131 du 13 décembre 2011 de Mme Nancy Arendt épouse Kemp relative à la destruction des saisies de médicaments soumis à prescription médicale vendus via Internet et qui sont contrefaits, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale

- Mme Nancy Arendt - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale

- Question n°132 du 12 décembre 2011 de M. André Bauler relative aux élections récentes de représentants des parents au sein des comités d'école dans l'enseignement fondamental, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

- M. André Bauler - Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

- Question n°133 du 13 décembre 2011 de M. Ben Scheuer relative à l'unité de sécurité du CSEE Dreibern, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

et

- Question n°134 du 12 décembre 2011 de M. Eugène Berger relative à l'unité de sécurité à Dreibern, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

- M. Ben Scheuer - M. Eugène Berger - Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration

- Question n°135 du 13 décembre 2011 de Mme Josée Lorsché relative au suicide, adressée à M. le Ministre de la Santé

- Mme Josée Losché - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé

- Question n°136 du 13 décembre 2011 de M. Félix Eischen relative à la construction éventuelle d'un grand centre d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure en Lorraine, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale

- M. Félix Eischen - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale

- Question n°137 du 12 décembre 2011 de M. Fernand Etgen relative aux différentes mesures fiscales destinées à encourager l'amélioration de l'efficacité énergétique dans le domaine du logement, adressée à M. le Ministre du Logement

- M. Fernand Etgen - M. Marco Schank, Ministre du Logement

- Question n°138 du 12 décembre 2011 de M. Eugène Berger relative au système des chèques-services, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

- M. Eugène Berger - Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration

5. Question élargie n°23 de M. André Bauler sur le transport de personnes handicapées

- M. André Bauler - Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration

6. 6161 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées;

2. du Code du travail;

3. de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail

- Rapport de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances: M. Emile Eicher

- Discussion générale: M. Eugène Berger, Mme Claudia Dall'Agnol, Mme Josée Losché, M. Jean Colombero, M. Serge Urbany

- Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

7. 6204 - Projet de loi

a) relative aux contrôles et aux sanctions concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques et les restrictions y applicables, telles que ces substances sont visées par le règlement (CE) n°1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une agence européenne des produits chimiques, modifiant la directive 1999/45/CE et abrogeant le règlement (CEE) n°793/93 du Conseil et le règlement (CE) n°1488/94 de la Commission ainsi que la directive 76/769/CEE du Conseil et les directives 91/155/CEE, 93/67/CEE, 93/105/CE et 2000/21/CE de la Commission;

b) relative aux contrôles et aux sanctions concernant la classification, l'étiquetage et l'emballage des substances et des mélanges, tels que ces substances et mélanges sont visés par le règlement (CE) n°1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les directives 67/548/CEE et 1999/45/CE et modifiant le règlement (CE) n°1907/2006;

c) abrogeant la loi modifiée du 15 juin 1994 relative à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses;

d) abrogeant la loi modifiée du 3 août 2005 relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses

- Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marcel Oberweis

- Discussion générale: M. Eugène Berger

- M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

8. 6290 - Projet de loi portant approbation du Protocole de Luxembourg portant sur les questions spécifiques au matériel roulant ferroviaire à la Convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles, signé à Luxembourg, le 23 février 2007

- Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marc Spautz

- Discussion générale: M. Serge Urbany

- M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

9. 6303 - Projet de loi portant approbation du Traité relatif à l'établissement du bloc d'espace aérien fonctionnel «Europe Central» entre la République fédérale d'Allemagne, le Royaume de Belgique, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas et la Confédération Suisse, fait à Bruxelles, le 2 décembre 2010

- Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marc Spautz

- Discussion générale: M. Eugène Berger

- M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mmes Marie-Josée Jacobs, Mady Delvaux-Stehres, MM. Mars Di Bartolomeo, Claude Wiseler, Mme Octavie Modert et M. Marco Schank, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

► **M. le Président.** - Ech maachen d'Sitzung op.

Huet D'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

1. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) D'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Bureau déposéiert.

2) Dann hunn d'Fédération des Photographes Professionnels an d'Lëtzebuurger Fotografen a Fotofachhandel a.s.b.l. den 12. Dezember 2011 d'Petitioun N°313 iwwert de Projet de loi 6330 eragereecht.

Communications du Président - séance publique du 13 décembre 2011

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) La pétition n°313 concernant le projet de loi 6330 a été introduite le 12 décembre 2011 par la Fédération des Photographes Professionnels et Lëtzebuurger Fotografen a Fotofachhandel a.s.b.l.

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

2. Résolution relative aux dispositions particulières applicables au Fonds européen de développement régional et à l'objectif «Investissement pour la croissance et l'emploi», et abrogeant le règlement (CE) n°1080/2006 (document COM(2011)614)

- Art. 169 (5) du Règlement de la Chambre

An hirer Réunioun vum 1. Dezember 2011 huet d'Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire eestëmmeg decidéiert, en Avis motivé un d'Europäesch Kommissioun ze riichten, den d'Dokument COM(2011)614 iwwert de Fonds européen de développement régional betrëfft.

D'Wirtschaftskommissioun war am Kader vun der Kontroll vum Subsidiaritätsprinzip mat

engem legislative Virschlag vun der EU-Kommissioun befaasst, an d'Wirtschaftskommissioun kouw zur Konklusioun, datt de Subsidiaritätsprinzip verletz ginn ass. D'Prozedur, déi hei applizéiert gëtt, ass geregelt am Artikel 169 vun eise Reglement. Den Avis motivé vun der Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire läit lech a Form vun enger Resolutioun vir.

Résolution

La Chambre des Députés,

- considérant l'article 169 du Règlement de la Chambre des Députés;

- rappelant que la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire a été saisie d'une proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif aux dispositions particulières applicables au Fonds européen de développement régional et à l'objectif «Investissement pour la croissance et l'emploi», et abrogeant le règlement (CE) n°1080/2006 (document COM(2011)614) et relevant du contrôle du respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité;

- constatant que ladite commission parlementaire a décidé, lors de sa réunion du 1^{er} décembre 2011, l'adoption d'un avis au sujet de la proposition de règlement précitée;

décide de faire sien cet avis motivé de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire ayant la teneur suivante:

«Considérations générales

La proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif aux dispositions particulières applicables au Fonds européen de développement régional et à l'objectif «Investissement pour la croissance et l'emploi», et abrogeant le règlement (CE) n°1080/2006 a été renvoyée à la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire aux fins d'un contrôle du respect des principes ancrés dans l'article 5 du Traité sur l'Union européenne. Le délai de huit semaines accordé à ce contrôle parlementaire prend fin le 13 décembre 2011.

Cette proposition de règlement fait partie du paquet législatif sur la politique de cohésion, encadré par une proposition de règlement à caractère général qui établit des règles communes pour l'ensemble des fonds de cohésion européens (COM(2011)615).

La politique de cohésion est une politique de l'Union européenne définie aux articles 174 et suivants du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

En ce qui concerne la proposition de règlement dite „FEDER”, la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire a été surprise de ne trouver qu'une motivation extrêmement lapidaire par rapport au principe de subsidiarité, tandis qu'une motivation par rapport au principe de proportionnalité fait carrément défaut. Il paraît donc utile de rappeler l'article 5 du



protocole n°2 sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité:

„Les projets d'actes législatifs sont motivés au regard des principes de subsidiarité et de proportionnalité. Tout projet d'acte législatif devrait comporter une fiche contenant des éléments circonstanciés permettant d'apprécier le respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité. Cette fiche devrait comporter des éléments permettant d'évaluer son impact financier et, lorsqu'il s'agit d'une directive, ses implications sur la réglementation à mettre en œuvre par les États membres, y compris, le cas échéant, la législation régionale. Les raisons permettant de conclure qu'un objectif de l'Union peut être mieux atteint au niveau de celle-ci s'appuient sur des indicateurs qualitatifs et, chaque fois que c'est possible, quantitatifs. Les projets d'actes législatifs tiennent compte de la nécessité de faire en sorte que toute charge, financière ou administrative, incombant à l'Union, aux gouvernements nationaux, aux autorités régionales ou locales, aux opérateurs économiques et aux citoyens soit la moins élevée possible et à la mesure de l'objectif à atteindre.”

Pourtant, dans le domaine des fonds structurels européens, le principe de proportionnalité revêt une importance de tout premier ordre. En-dessous d'une masse financière critique par programme opérationnel, l'équilibre entre le coût administratif et le bénéfice potentiel est rompu. L'équilibre pour le Luxembourg était donné pour la période 2000-2006, mais a été rompu sur la période 2007-2013 pour laquelle l'étude indépendante SWECO, ordonnée par la Commission européenne, révélait un coût disproportionné par rapport à l'enveloppe budgétaire.

Examen de la compatibilité de la proposition de règlement avec les principes de subsidiarité et de proportionnalité

Même si la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire est en mesure de partager l'affirmation de la Commission européenne que la présente proposition de règlement respecte „le principe de subsidiarité en ce sens que les missions du FEDER sont décrites dans le traité et que la politique est mise en œuvre conformément au principe de gestion partagée et dans le respect des compétences institutionnelles des États membres et des régions”, elle se doit toutefois d'exprimer des réserves quant à certains aspects du dispositif proposé, qui, rappelons-le, est à considérer en parallèle à la proposition de règlement à caractère général (COM(2011)615), règlement qui prévoit des conditionnalités ex ante relatives aux politiques des États membres (article 17 et annexe IV).

La Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire peut également souscrire au principe qu'il soit veillé dans la définition des stratégies et des programmes opérationnels et dans leur mise en œuvre via les projets sélectionnés pour un cofinancement européen „à la cohérence des interventions des Fonds (...) avec les politiques et priorités de l'Union et (...)”. La déclinaison de ce principe général par objectifs thématiques étant fortement détaillée, sans qu'une distinction soit introduite entre programmes opérationnels plus et moins dotés, la commission parlementaire est amenée à considérer ce manque de flexibilité et la charge administrative en résultant comme disproportionnés.

En ce qui concerne la mise en œuvre du vaste partenariat et de la gouvernance à plusieurs niveaux, la commission parlementaire préférerait que ledit règlement général s'en remette au règlement actuel, laissant à chaque État membre le soin de s'organiser en conséquence.

Tout en concédant que la stratégie d'une concentration thématique et le „fléchage EU2020” puissent paraître appropriés, les restrictions instaurées par le présent règlement semblent être peu flexibles et pourraient limiter le choix qu'auront les régions - et le Luxembourg est considéré comme une région - dans le menu des objectifs thématiques proposés. En effet, cette nouvelle réglementation ne tient pas suffisamment compte des États membres et régions avec des budgets très limités ou des „micro programmes”.

L'allocation des ressources FEDER est ainsi très largement dictée par la réglementation communautaire: 80% des ressources sont concentrées sur trois objectifs, dont un doit bénéficier de 20% au moins de l'enveloppe totale. 5% des ressources du FEDER sont, par ailleurs, à placer d'office dans une „réserve de performance”. Cette réserve sera constituée de 5% des ressources allouées à chaque fonds relevant du Cadre stratégique commun et proportionnellement à chaque État membre en fonction de la part qu'il reçoit du montant total du soutien du FEDER. Il est prévu de faire bénéficier les États membres de cette réserve seulement suite à un examen des performances réalisées. La commission parlementaire doute de l'utilité de cet examen supplémentaire pour un État membre ne disposant que d'un seul programme par fonds et, en vertu du principe de simplification administrative, demande que cette réserve soit supprimée ou que sa dotation soit laissée au choix des États

membres (cette possibilité est prévue dans la réglementation actuellement en vigueur).

Au vu du déséquilibre entre coût administratif et bénéfice potentiel qui existe déjà à l'heure actuelle et compte tenu des nouveaux éléments proposés, la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire est d'avis que ce déséquilibre se creusera davantage et plaide, de manière générale et compte tenu de l'expérience du Luxembourg avec des enveloppes budgétaires relativement faibles, pour un dispositif allégé permettant à certains États membres de se limiter à un nombre plus restreint d'objectifs thématiques.

Afin de rétablir cet équilibre, la commission parlementaire insiste à ce que l'occasion, que représentent les deux propositions de règlement en question, soit saisie afin de progresser vers une réelle proportionnalité entre l'envergure des programmes et les efforts de programmation, de monitoring ou d'évaluation. Ceci d'autant plus qu'au Luxembourg le niveau national se confond avec le niveau régional et que les résultats et l'impact des fonds sont très limités sur la croissance et l'emploi.

En effet, pour les „micro programmes”, un potentiel substantiel de simplification existe dans les domaines suivants:

- la planification stratégique (contrats de partenariats, programmes opérationnels, évaluation ex ante, conditionnalités thématiques et générales...);

- l'évaluation, les indicateurs et le suivi des programmes;

- la gestion financière, le contrôle, le reporting et la clôture intermédiaire ou finale.

En ce qui concerne la gestion et le contrôle, la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire propose qu'il soit davantage tenu compte de l'expérience passée et des résultats obtenus. Ainsi, les „micro programmes”, qui ont fait preuve d'une longue et bonne expérience dans le domaine tant de la gestion que des contrôles et qui en même temps ont démontré avoir établi un système fiable sans erreurs matérielles, sont à qualifier comme étant des programmes à faible risque financier. Sur ce plan, en ignorant la réalité de pareils „micro programmes”, les règlements proposés pourraient être améliorés.

La notion de „micro programmes” devrait être intégrée dans la législation avec des facilités de programmation et de gestion permettant de tenir compte des réalités concrètes sur le terrain, ou alternativement permettre explicitement de prévoir dans le contrat de partenariat des mesures spécifiques de simplification dans les aspects susmentionnés.

En l'absence d'un dispositif allégé à tous les niveaux, allant de la programmation stratégique jusqu'aux contrôles financiers et à la clôture des programmes et à l'égard de tous les intervenants, pour des petits programmes de développement régional, la commission parlementaire se doit de constater que, dans sa teneur actuelle, le présent règlement n'est pas en ligne avec l'esprit de l'article 5, paragraphe 4 du Traité sur l'Union européenne. Cette proposition de règlement excède de par sa complexité les dispositions nécessaires pour atteindre son objectif.

Ce n'est qu'en assurant une relation raisonnable entre les enveloppes budgétaires, d'une part, et les charges, d'autre part, que l'effet de levier recherché par la politique européenne de cohésion pourra être réalisé.

Conclusion

La Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire est favorable à une politique de cohésion ambitieuse portant sur toutes les régions européennes sans exception et apportant une contribution forte aux objectifs de la Stratégie Europe 2020.

La commission parlementaire est soucieuse d'une efficacité maximale des interventions et accueille favorablement la proposition réglementaire de concentrer les ressources sur un nombre restreint de priorités en respectant les particularités des États membres et régions et en leur laissant une certaine flexibilité.

Bien qu'un certain nombre de mesures de simplification aient été proposées, la commission parlementaire reste d'avis qu'il convient de réduire encore la charge administrative et de tenir davantage compte des problèmes spécifiques des «micro programmes».

Sous réserve d'une meilleure prise en compte de l'aspect des «micro programmes», la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif aux dispositions particulières applicables au Fonds européen de développement régional et à l'objectif „Investissement pour la croissance et l'emploi”, et abrogeant le règlement (CE) n°1080/2006 est conforme au principe de proportionnalité et n'enfreint pas l'article 5 du Traité sur l'Union européenne.»

(s.) Alex Bodry, André Bauler, Félix Braz, Félix Eischen, Claude Haagen.

E Vote sans Débat gëtt virgeschloen.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Vote sur la résolution

Wie mat dëser Resolutioun d'accord ass, ass gebieden, d'Hand ze hiewen.

Dat schéngt mer d'Unanimité ze sinn. Domadder wär dës Resolutioun ugeholl. Ech soen lech Merci an ech leeden den Avis dann un déi zoustänneg europäesch Instanze weider.

3. Ordre du jour

D'Präsidentekonferenz huet fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen: Haut de Mëtteg hu mer fir d'Eischt eng Froestonn un d'Regierung; duerno d'Question élargie N°23 vum Här André Bauler iwwert den Transport vun handicapéierte Leit; dann de Projet de loi 6161, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert déi handicapéierte Leit, nom Modell 1; de Projet de loi 6204, eng Direktiv iwwert d'Kontroll vu chemesche Substanzen, nom Basismodell; de Projet de loi 6290, eng Direktiv iwwert d'Schinnematerial, nom Basismodell; an de Projet de loi 6303, en Traité iwwert de Bloc d'espace aérien fonctionnel „Europe Central”, nom Basismodell.

Muer de Mëtteg um zwou Auer hu mer fir d'Eischt eng Deklaratioun vum Här Premierminister iwwert den Europäesche Conseil vum 8. an 9. Dezember 2011 mat uschléissender Debat; dann de Projet de loi 6362 iwwert d'Reorganisatioun vum Concertsall Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte an d'Fondation Pensis, nom Modell 1; dann de Projet de loi 6207, e Protokoll zu enger Benelux-Konvention iwwert d'Propriété intellectuelle, och nom Basismodell; dann de Projet de loi 6307, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert den Enseignement fondamental, nom Modell 1; dann de Projet de loi 6335, e Memorandum zu engem Accord vum de Benelux-Länner iwwert d'Kooperation an der Krisegestioun, nom Basismodell; d'Proposition de loi 6263 iwwert d'Parteifinanzéierung, nom Modell 1.

Den Donneschdeg de Moien um néng Auer hu mer fir d'Eischt de Projet de loi 6232 iwwert d'ADEM, nom Modell 2; duerno d'Nomination vum Médiateur; dann de Projet de loi 6374, eng Ofännerung vum Code du travail, nom Basismodell; de Projet de loi 5660B iwwert den Affekotéberuff, nom Modell 1; de Projet de loi 6333 iwwert d'Organisatioun vum Notariat, nom Basismodell.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

► **M. Claude Meisch (DP).**- Här President!

► **M. le Président.**- Den Här Claude Meisch freet d'Wuert.

► **M. Claude Meisch (DP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir waren eis d'lescht Woch hei bei de Budgetsdebatten net iwwer alles eens. Iwwer ee Punkt allerdéngs ass et e breede Konsens ginn, nämlech doriwwer, datt, wa mer elo dës Woch iwwert d'Reform vun der ADEM hei wëllen ofstëmme, et dann net nëmme kann drëms goen, fir wierklech de Chômage ze bekämpfen, datt mer un der Struktur schaffe vum der Administration de l'emploi, mä datt mer gläichzäitig awer och em d'Konzept eis Diskussioun müssen dréie loosser a kucken, wat fir eng Aarbechtsmaartpolitik mer wëlle maachen.

Ech géif eigentlech do nach e bësse méi wäit goen a soen, eigentlech, ier mer d'Struktur wëllen definéieren, mat där mer wëllen Aarbechtsmaartpolitik maachen, musse mer festleeën, wat fir eng Aarbechtsmaartpolitik mer wëlle maachen.

An dat, wat de Lucien Lux jo och d'lescht Woch hei proposéiert huet, nämlech fir ze soen, am Januar soll ee sech wierklech Zäit huelen, fir em d'Aarbechtsmaartpolitik ze diskutéieren - jo, datt mer do d'Logik eigentlech inverséiert hunn, datt mer eigentlech fir d'Eischt missten iwwert de Fong vum der Matière diskutéieren an duerno kucken, wat fir eng Struktur datt mer der neier Aarbechtsmaartverwaltung domadder wëlle ginn.

Ech proposéieren also duerfir, de Vote vum Projet de loi 6232, d'Reform vun der ADEM, fir dës Woch vum Ordre du jour ze huelen, fir ze erméiglechen, datt mer eng breet Debat kréien iwwert de Fonctionnement op eisem Aarbechtsmaart, iwwert déi Prioritéiten, déi mer misste setzen, iwwert déi Mesuren, déi vläicht missten iwwerluecht ginn, an dann, wa mer do ganz konkret Konklusiounen draus gezunn hunn hei zesummen am Parlament, datt mer dann duerno eréischt iwwer eng Reform vun der Administration de l'emploi géifen ofstëmme. Dat wär op jidde Fall an eisen Ae vill méi wichteg.

Här President, meng Fraktioun proposéiert duerfir och esou schnell wéi méiglech en Débat d'orientation iwwert déi doten Thematik. Wa mer dat esou géife maachen, da géif dat eis gläichzäitig och erméiglechen, nach emol am Fong iwwert dee Rapport vun der Cour des Comptes ze diskutéieren, deen eng Keier kuerz beliicht ginn ass an der Commission de l'exécution budgétaire, deen awer - mengen ech - och nach eng Keier misst gekuckt ginn en vue vun der Reform vun der Administration de l'emploi, well an deem Rapport et jo awer am Detail em d'Mesurë gaangen ass, déi momentan fonctionnéieren, a wou eng Hällewull vu Kritikpunkten och opgeléicht sinn an eng Rei vu Propositionen eigentlech op der Hand leien, wéi déi Mesurë misste reorientéiert ginn, fir méi performant kënnen de Chômage ze bekämpfen.

Merci, Här President.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Meisch. Freet dozou een d'Wuert?

Den Här Lucien Lux.

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, dass mer den Donneschdeg prett sinn, no laangen Aarbechten an der zoustänneger Kommissioun, fir déi Reform vun der ADEM virzehuelen. Ech mengen och net, dass d'Argumentatioun onbedéngt richtig ass, ze soen, et misst een dat eent virun dat anert zéien, well mer an der Kommissioun an deene leschten zwee Joer a sech parallel och ëmmer iwwert d'Beschäftigungsproblematik en tant que tel mam Minister diskutéiert hunn, och iwwer Moosnamen diskutéiert hunn.

Ech géif mengen, dass et vill méi logesch wär, mir géifen elo emol endlech dat Instrumentarium schafen, wou mer a ville Sëtzungen d'Geeleehheet haten, fir och iwwer Verbesserungen ze diskutéieren, déi ech zwar méi oft an der Press gelies hunn, wéi ech se an der Kommissioun héieren hunn. An ech mengen, dass mer do um Enn vun eisen Aarbechten ukomm sinn.

Mir hunn och déi Rapporten, déi Der genannt hutt, zum Beispill dee vun der Cour des Comptes, déi hu mer och an der zoustänneger Kommissioun vum Travail matdiskutéiert, well mer dat an enger Réunion jointe mat der Comexbu gemaach hunn. Mir hunn duerno nach dee Rapport héiere vun dem externe Grupp, deem externe Büro, deem am Prinzip och e bëssen an déi Richtung gaangen ass wéi d'Cour des Comptes. An opgrond vun deem sinn, mengen ech, néng Amendementë vum Minister nach eng Keier proposéiert ginn - opgrond, wéi gesot, vun deene Rapporten -, déi sinn och ugeholl ginn, déi sinn och herno no dem Avis complémentaire vum Conseil d'État an de Projet mat agefloss, sou dass ech mengen, dass mer do wierklech um Enn vun eisen Aarbechten ukomm sinn.

An et hënnert eis guer näischt, fir dann um Ufank vum neie Joer deen Débat d'orientation, deen Dir elo froet, mä iwwert dee mer am Prinzip och an der Kommissioun eis eens waren - an dat hunn ech jo och de leschten Donneschdeg hei gesot -, ze maachen, fir ze kucken: Wéi ass et um Niveau vun deenen eenzelen Mesuren?

Mä datt huet, mengen ech, näischt ze di mat deem, wat d'Kaderreform vun der Verwaltung ADEM ubelaangt, déi ass an hiren Instrumenter den Donneschdeg, wann de Projet gestëmmt ass, an der Lag, fir op déi Beschäftigungspolitik ze äntwerten, déi mir mengen déi richtig ze sinn.

Dofir géif ech mengen, mir sollten och den Donneschdeg de Projet diskutéieren a stëmmen a bei eisem Ordre du jour bleiwen.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Nach eng Wuertmeldung?

Wann dat net de Fall ass, géif ech proposéieren, datt mer elo iwwert den Ordre du jour ofstëmme.

Vote sur l'ordre du jour

Wien ass mam Ordre du jour d'accord, esou wéi e virgeschloen ass vun der Präsidentekonferenz?

Wien ass do dergéint?

Wien enthält sech?

Dat schéngt mer kloer ze sinn. Domadder wär den Ordre du jour esou akzeptéiert, wéi e proposéiert ginn ass.

(Interruption et hilarité)



Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonung an d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet en Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung véier Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten. D'Froer kommen ofwiesselnd vun der Majoritéit an der Opposition.

Als Éischt hu mer de Mëtteg d'Fro N°131 vun der Madame Nancy Arendt un de Gesundheitsminister an de Minister vun der Sécurité sociale iwwer d'Zerstéiere vu gefälschte saisierte Medikamenter. Madame Arendt, Dir hutt d'Wuert.

4. Heure de questions au Gouvernement

- Question n°131 du 13 décembre 2011 de Mme Nancy Arendt épouse Kemp relative à la destruction des saisies de médicaments soumis à prescription médicale vendus via Internet et qui sont contrefaits, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale

► Mme Nancy Arendt (CSV). - Jo, Här Minister, d'Geschäft mat gefälschte Medikamenter boomt weltwäit. 30 Milliarde ginn all Joer mam Verkef vun oft gefälschte Medikamentefälschungen emgesat. Iwwert den Internet ass et relativ einfach, u Medikamenter erunzeken, déi net erlaabt sinn oder déi rezeptpflichtig sinn, wéi zum Beispill Schlof-, Ofhuel- oder Potenzpellen.

D'Poursuît si mat grouse Käschten an administrative Laaschte verbonne fir eist Land. Eng grouss Majoritéit vun deene Medikamenter, déi een haut um Internet ze kafe kritt, kommen, ouni datt déi Leit Bescheid wëssen, aus dem asiatesche Raum, a si beinhalten och net nëmmen dat, wat am Internet versprach gëtt. Do fënt een heiansdo déi onméiglechste Saachen dran: vu Mäusekot bis hin zu zerknirschtenen CDen, gradesou wéi Iwwerreschter vun ale Medikamenter, déi mat deeneselwechten Utensilië produzéiert gi sinn, déi awer net propere gemaach gi sinn, geschweige steriliséiert gi sinn oder nach ganz oft falsch doséiert Wirkstoff beinhalten.

Wann eis Douane an Zesummenaarbecht mam Ministère de la Santé bei enger vun hire sëlliche Kontrollen esou e Pak oder eng Enveloppe opmécht, sinn des zum gréissten Deel ouni richtig Verpackung, geschweige Beschreibungen oder och nach Ordonnance. Et si meeschtens gefälschte Medikamenter a klenger Quantitéit, déi regelméisseg bestallt ginn. Eis entsprecheend Gesetzgebung vun 1984 ass also aus enger Zäit, wou nach keen iwwer Internetverkef richtig nageduecht huet.

De Fait, datt mir truquéiert a rezeptpflichtig Medikamenter einfach zrückschicken amplat se ze zerstéieren, kascht de Stat Geld, an et besteet bei de Leit um Terrain de Verdacht, datt déi zrückschickte Pellen direkt an deen nächste Päckelche wandern, fir dann erëm frësch d'Rees bei eis heihinner zrückschickemaachen.

Meng Fro un den Här Minister: Wäre et net un der Zäit, eis Gesetzgebung un d'21. Jorhonnert a seng technesch Moyenen an Possibilitäten unzepassen?

Kéint de Minister sech virstellen, op de Wee ze goen, deen Däitschland zum Beispill ageschloen huet, wou d'Medikamenter, déi d'Douane saisiert huet, iwwer eng vereinfacht national Gesetzgebung dann och zerstéiert ginn, ouni grouss administrativ Opwänn an ouni grouss Laaschte fir eist Land?

Mengt de Minister net, datt mer awer Geld kéinten aspuren an datt laangfristeg esou eng Moossnam och méi logesch wär a méi effizient wär, a finalement och am Intérêt vum Konsument?

Ech soe Merci.

► M. le Président. - Merci der Madame Arendt, an elo kritt d'Wuert den Här Gesundheitsminister a Minister vun der Sécurité sociale, den Här Mars Di Bartolomeo.

► M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen der Madame Arendt villmools Merci, dass se, nodeems se mech virun acht Deeg mat der Fro saisiert huet, fir dass ech dat sollt nokucken, mech haut nach eng Kéier iwwer eng Question orale domat saisiert.

Ech wëll soen, dass et net falsch ass, dass ee periodesch soll seng Reglementatioun iwwerkucken, fir sech méi neie Phenomeener unze-

passen. Wéi Der richtig gesot hutt, ass d'Bestelle respektiv d'Ausliwwere vu Medikamenter, besonnesch och u rezeptpflichtige Medikamenter iwwer Internet hei zu Lëtzebuerg net erlaabt.

Am Prinzip ass et esou, dass Medikamenter iwwer Apdikte respektiv Spidolsapdikten ausgehändegt ginn. An dat ass och richtig, dass bei deene méi wëlle Bestellungen iwwer Internet an deenen Ugebueter iwwer Internet d'Risiko vill méi grouss sinn, well dat, wat een u Medikamenter iwwer deen dote Wee sech kann heem bestellen, zum gudden Deel gefälscht ass. E gudden Deel vun deene Medikamenter ass net fir näischt vum Maart geholl ginn, zum Deel, well se gefälscht sinn. Si si vum offizielle Maart verschwonne an dann awer iwwer parallell Weeër erëm an Erscheinung getrieden.

Duerfir mengen ech, ass et ganz gutt, et ass ganz wichteg, dass d'Douane mam Ministère de la Santé, mat der Direktioun vun der Santé effikass zesummeschafft an eng ganz Rei vu Päck pro Joer aus dem Verkeier zitt. Am Joer 2010 waren dat ëm 130 Päck. An et ass richtig drop higewise ginn, dass déi Medikamenter, déi saisiert gi sinn, elo net onbedéngt liewenswichtig Medikamenter sinn, mä erektionssteigerend Medikamenter zu 60% sinn, Medikamenter fir ofzehuelen zu 20% sinn, Schlofmëttel a Benzodiazepinen an anere Fäll, sou dass dat doten, deen dote Parallellwee sécher näischt zu der öffentlecher Gesondheet bäidreit.

Wéi gesot, wat gutt ass, dat ass, dass vill Päck, déi saisiert ginn, net un de Konsument kommen, deen et bestallt huet. De Konsument gëtt informéiert, wann esou eppes saisiert gëtt, an am Prinzip ginn dann no enger gewëssener Zäit déi Päck zrückschickelt.

Richtig ass et, an ech ënnersträichen dat, wat d'Madame Arendt gesot huet, dass een, wann et sech ëm gefälschte Medikamenter oder ëm gefälscht Medikamenter handelt, dass een déi net onbedéngt soll un den Ofsender zrückschicken, mä dass et e Sënn ergëtt, dass een déi definitiv aus dem Verkeier zitt an dass ee se verbrennt oder soss beseitigt.

Mir hunn och duerfir, an dat ass dat Gutt un der Interventioun, déi virun e puer Deeg war, Kontakt mat der Douanedirektioun geholl, an am klengen Comité wäerten eis Servicer sech zesummesetzen, fir ze kucken, wéi mer déi Reglementatioun - et ass en fait eng Circulaire -, wéi mer déi kënnen adaptéieren a wéi mer der Douane d'Méiglechkeet kënnen ginn, wa keng Zweifel do sinn, dass et gefälscht oder gefälschte Medikamenter sinn, dass een dat direkt aus dem Verkeier kann zéien an zerstéieren.

Ech soen lech Merci fir d'Fro a Merci fir d'Opmierksamkeet.

► M. le Président. - An ech soen dem Här Gesundheitsminister Merci. Mir kommen dann elo zu der Fro N°132 vum Här André Bauler un d'Erzéiungsministesch iwwer d'Wahle vun den Eltererepresentanten an de Schoulcomitéen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°132 du 12 décembre 2011 de M. André Bauler relative aux élections récentes de représentants des parents au sein des comités d'école dans l'enseignement fondamental, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

► M. André Bauler (DP). - Merci, Här President. Ech wollt eng Fro un d'Madame Éducatiounsministesch stellen. Viru Kuerzem waren d'Wahle fir d'Vertrieder vun den Elteren am Comité d'école vun de Grondschoolen. Mengen Informatiounen no war d'Participatioun un dese Wahlen zimlech geréng. Op verschiddene Plaze gouf et emol net genuch Kandidaten.

D'Madame Ministesch huet d'Participatioun vun den Elteren ëmmer als e Kärelement vun hirer Reform duergestallt, duerfir wollt ech si Folgendes froen:

Kann d'Madame Minister meng Informatiounen bestätegen? Wéi vill Poste konnten, faute de candidats, net besat ginn? Wéi sollen des Plaze besat ginn? Wat gedenkt d'Madame Minister ze ënnerhuelen, fir den Interesse vun den Elteren ze steigern?

Ech soen lech Merci.

► M. le Président. - Merci dem Här Bauler. D'Wuert kritt elo d'Madame Erzéiungsministesch Mady Delvaux-Stehres.

► Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle. - Merci, Här President. Ech kann dem Här Bauler net soen, wéi vill Vertrieder an all Versammlung waren, wou Elterevertrieder gewielt si ginn. Ech kann en awer berouegen, dass ausser an enger Schoul hei vun deenen 154, déi mer zu Lëtzebuerg hunn, iwwerall Elterevertrieder gewielt si ginn, dass et just eng eenzeg Schoul ass, wou de Moment keng Elte-

revertrierer sinn, a vu dass am Gesetz och net feststeet, wéi vill Leit an de Comité - wéi vill Elterevertrieder - musse gewielt ginn, ass dat jee no Schoul ganz ënnerschiddlech. Am Ganze sinn elo am Oktober 762 Elterevertrieder an deenen 154 Schoule gewielt ginn.

Mir hunn all deenen nei gewielten Elterevertrieder elo e Brëf geschriwwen an eng Dokumentatioun zoukommegeleoss. Mir wëilten och regelméisseg regional Versammlunge maachen, wou mer d'Elterevertrieder dann och invitéieren, fir dass se och kënnen de Suivi maachen. Dat sinn elo emol déi éischt Mesuren, déi mer hei geholl hunn.

Merci.

► M. le Président. - Merci der Madame Erzéiungsministesch. Mir kommen dann zu der Fro N°133 vum Här Ben Scheuer an der Fro N°134 vum Här Eugène Berger un d'Familljeministesesch iwwer d'Unité de sécurité zu Dräibuer. Fir d'Éischt kritt den Här Scheuer d'Wuert.

- Question n°133 du 13 décembre 2011 de M. Ben Scheuer relative à l'unité de sécurité du CSEE Dreibern, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

et

- Question n°134 du 12 décembre 2011 de M. Eugène Berger relative à l'unité de sécurité à Dreibern, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

► M. Ben Scheuer (LSAP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, jorelaang ass regelméisseg kritiséiert ginn, wa jugendlech Stroftäter an de Prisong agespaart goufen. D'Gesetz vum 16. Juni 2004 iwwer d'Reorganisatioun vum Centre socio-éducatif de l'État huet dunn endlech de Bau vun enger Unité de sécurité zu Dräibur virgesinn. Verschidden administrativ Hürden hu misse geholl ginn, bis Enn 2007 d'Gemeng Wuermer d'Baugenehmung ginn huet. Mä eréischt Enn 2009 ass mat dem Bau ugefaange ginn. Enn 2011 soll déi sougenannten Unisec kënnen fonctionnéieren - eng laang Geschicht fir en Dossier a fir eng Problematik, iwwer déi Eenegkeet besteet.

D'lescht Woch koum d'Noriicht, dass nees zwee Kanner zu Schraasseg agespaart goufen. Dës war och net déi éischt Kéier. Ech wollt an deem Kontext zwou Froen un d'Madame Ministesch stellen.

Éischtens, wéi wäit ass de Bau vun der Unité de sécurité zu Dräibur fortgeschrott?

Zweetens, wéini fonctionnéiert déi Unité de sécurité?

Ech soen lech Merci.

► Une voix. - Très bien!

► M. le Président. - Merci dem Här Scheuer, elo kritt d'Wuert den Här Eugène Berger.

► M. Eugène Berger (DP). - Mir haten awer eng zousätzlech Fro, déi nach net vum Här Scheuer gestallt ginn ass. Ech mengen, och ech muss dat awer nach eng Kéier kuerz widderhuelen, fir ze soen, datt Lëtzebuerg an deene leschte Jore méi wéi eng Kéier schaarf kritiséiert ginn ass, datt Mannerjähreger zesumme mat erwuessenen Délinquanten am Prisong agespaart ginn. An ech erënneren och dobäi un eng Rei - scho bal onzählleg - Rapporté vum Comité contre la torture vun de Vereenten Nationen. Mir hu jo och elo dee rezente Fall, wou zwee Meedercher vun eelef an zwielef Joer am Prisong mat erwuessenen Délinquanten agespaart waren.

Ech wëll och erënneren un d'Aussoe vum Justizminister an deem Kontext, dee gesot huet, et ass e Skandal, datt mer no 20 Joer nach ëmmer keng adequat Strukturen hunn, fir esou Kanner ënnerzebréngen.

Ech wëllt awer duerfir och wëssen: Wéi ass d'Positioun vun der Ministesch par rapport zu den Aussoe vun hirem Regierungskolleeg? Déi Fro, déi schonn de Ben Scheuer gestallt huet: Wéini geet et..., oder wou ass déi ganz Geschicht mat der Unité de sécurité zu Dräibur drun? Geet déi endlech op? An och d'Fro, ob dann duerno garantéiert ass, datt dann, wann déi Unité de sécurité opgeet, keng Mannerjähreger méi géifen an de Prisong kommen.

Da wollt ech awer och nach froen, wéi et mat den Isolatiounszellen ass am Centre socio-éducatif. Eng Praxis, fir déi jo och Lëtzebuerg an der Vergaangenheet méi wéi eng Kéier och kritiséiert ginn ass. Sinn déi nach am Gebrauch oder sinn déi elo definitiv zou?

Ech soe Merci.

► M. le Président. - Merci dem Här Berger. Elo kritt d'Wuert d'Madame Familljeministesesch Marie-Josée Jacobs.

► Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration. - Här President, Dir

Dammen an Dir Hären, ech géif gären deenen zwee Deputéierte Merci soe fir hir Fro, déi se gestallt hunn, an hinne soen, wa mer schwätzen iwwer Lëtzebuerg, d'Land vun deene klengen Weeër, datt et de Bauteminister - a wann ech elo d'Deputéiert géif heibanne froen, wien datt dat wor, dee fir d'Éischt gesot hat, datt mer dee Projet géife bauen, da wieren déi meescht, déi heibanne sinn, déi wieren emol net méi hei gewiescht, wéi dat hei gesot gouf -, nämlech de Robert Goebels wor; da wësst Der also, wéi laang datt et hier ass an da wësst Der, wéi laang datt mer Zäit brauchen, bis mer esou eppes fäerdeg kréien! An ech géif zur selwechter Zäit an zur selwechter Geleeënheet... Ech erspueren lech alles dat, wat ech an deene Joren - net wéinst dem Robert Goebels - matgemaach hunn, mä matgemaach hunn...

(Hilarité)

...datt mer net amstand woren - an den Här Berger hat zu Recht hei drop higewisen, mer si vill kritiséiert gi vun der Commission des tortures -, datt mer net amstand wieren, fir esou eppes ze hunn.

Ech géif all déi, déi heibanne sinn, bieden - an déi jo och zum groussen Deel Gemengeresponsabilitéiten hunn -, wann Der bereet sidd, mat op de Wee ze goen, Jugendlecher oder och ähnlech Saache bei lech an Ärer Gemeng opzehuelen, ech sinn ëmmer Demandeur fir nach esou Saache kënnen ze bauen.

Et ass also net, wéi wa mer elo kéinten allegueren op Tauchstatioun goen a soen, et ass elo keen, deen do iergendeppes wouss.

Enn deses Joers wäert dat Haus opgoe fir zwielef Jugendlecher. Dofir kann ech haut an hei net garantéieren, datt dat duergeet, fir ëmmer ze soen, et kann ni méi an a kenge Fäll... - an dat huet och mäi Kolleg, de Justizminister, gesot -, Jugendlecher, déi iwwer 16 Joer al sinn, kënnen och nach duerno an de Prisong kommen. Mä zwielef Kanner wor de Maximum, dee mer genehmet krute vun der Gemeng, fir dat Haus do ze bauen, wou wäerte 44 Leit dra schaffen. Da brauch ech lech hoffentlech net ze beschreiben, wéi vill datt dat pro Kand a Jugendleche kascht, déi dohinner kommen.

(Interruption)

Wou mer och hätte kënnen 20 Jugendlecher dranhuelen, mä wann natierlech de Wellen och dofir net do ass, dann ass et och schwéier, fir dat fäerdeg ze kréien.

Dir gesitt also, datt dat dote wierklech keng Geschicht ass, wou mer eis mat Ruhm bekleckeren! Wou mer esou laang Zäit brauchen, fir esou eppes dann endlech fäerdeg ze kréien, a wou, mengen ech, heibanne jiddwereen - an och déi, déi net heibanne sinn - der Meenung ass, datt d'Kanner iwwerall higehéieren, mä net an e Prisong.

Merci.

► M. le Président. - Merci der Madame Familljeministesesch. An elo komme mer zu der Fro N°135 vun der Madame Josée Lorsché un de Gesundheitsminister iwwer d'Selbstmord. Madame Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°135 du 13 décembre 2011 de Mme Josée Lorsché relative au suicide, adressée à M. le Ministre de la Santé

► Mme Josée Lorsché (déi gréng). - Merci, Här President. Här Minister, wahrscheinlech ass déi héich Zuel vu Suiciden hei am Land e wéineg ze relativéieren, well eis Méthode de comptage iwwer d'Recommandatiounen vun der OMS erausgeet an doduerch bei eis méi Doubesfäll als Suicide interpretéiert gi wéi an anere Länner. Trotzdeem ass a bleift déi Zuel vun de Suiciden, déi mer hei kennen, e beonrouegende Phenomeen, virun allem bei Jugendlechen.

Fir deem virzebeugen, hutt Dir, Här Minister, am Februar 2010 en Aktiounsplang ugekënnegt, deen duerno vun den Acteuren um Terrain sollt konkretiséiert ginn. Ech wollt haut wëssen, ob dee Plang emgesat ginn ass. A wa jo, ob schonn éischt Konklusiounen doraus gezu kënnen ginn, wat säin Impakt op d'Preventioun ubelaangt.

Eng aner Fro betrëfft d'Schafung vun engem Internetsite an enger anonymer Telefonsnummer. Souwäit wéi ech weess, ass de Site „Prévention suicide“ momentan deen eenzeg Site hei am Land, dee fir déi Problematik zoustänneg ass, jiddefalls am Beräich vun der Preventioun. Op deem Site steet allerdéngs just de Programm an d'Umeldung fir d'fënneft Journée nationale pour la prévention du suicide, déi am Februar 2011 stattfonnt huet, a soss steet weider näischt drop.

Et kann een also net dervun ausgoen, datt op deem Site nach vill leeft, well en net méi aktualiséiert ginn ass.

D'Helpline „SOS Détresse“ bitt a mengen Aen och keng direkt Hëllefstellung, well déi Linn



weder 24 Stonnen op 24 funktionéiert, mä just aacht Stonnen am Dag, an zweetens, well d'Problematik vum Suicide op enger méi allgemeng gehalener Helpline riskéiert, ze kuerz ze kommen, an am ganze Gewulls ennergeet.

Dofir meng Fro: Sidd Dir, Här Minister, net der Meenung, datt e spezifeschen Internetsite an eng anonym Telefonsnummer misste geschaf ginn, déi sech speziell mat der Problematik vum Suicide befaassen an eng direkt a spontan Hëllefstellung bidde kéinten, souwuel fir suicidegefährdet Persounen wéi och fir hiert direkt Ëmfeld?

Ech soen Iech Merci.

► **M. le Président.** - Merci der Madame Lorsché. An d'Wuert kritt elo den Här Gesondheitsminister.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt emol Merci fir d'Fro, déi awer leider e bëssen ze vill reduktiv ass, wa se sech op deen een oder deen anere Service fokaliséiert. Ech mengen, et wär wichteg, bei dëser Geleeënheet och drop hinzewiesen, wat fir Efforten an deene leschten zéng Joer gemaach gi sinn, fir d'Dezentraliséierung vun de Centres de santé mentale, fir d'Dezentraliséierung vun den akuten Kliniken a Saache Psychiatrie hei zu Lëtzebuerg weiderzedreiw.

Et ass also net esou, dass d'Prise en charge vu gefährdeter Leit just iwwer eng Telefonsnummer, déi permanent besat wär, respektiv iwwer en Internetsite soll ugaange ginn. Richtig a wichteg ass et, dass déi Servicier, déi eng anstänneg Prise en charge kënnen maache vun deem Mënsch, deen an Dëtresse ass, esou zougänglich solle si wéi méiglech.

Mir hunn an der Zwëschenzäit psychiatresch Servicier mat där noutwendiger Hëllefstellung, och mat Preventiounsméiglechkeeten an deene véier grouse Kliniken am Land. Mir hunn iwwerall am Land dezentraliséiert „Réseau-psy“en, déi och an der Prise en charge vu Leit, déi akut Problemer hunn, spezialiséiert sinn.

Do derniewent hu mer viru véier Joer d'Vernetzungsinitiativ „Suicide“ op d'Bee gestallt, wou all d'Acteuren aus dem Service enk zesummeschaffen, all Joers zwou Journées de prévention du suicide organiséieren, vun dem Ministère oder vun der Regierung insgesamt den Optrag kritt hunn, fir en Aktionsprogramm zesumme mat eis opzustellen, fir d'Prevention vun dem Suicide weiderzedreiw, am Moment amgaange sinn, hiren Internetsite fir all déi Servicier méi populär ze maachen, amgaange sinn, deen opzustellen.

Mir sinn amgaangen, en engem Wegweiser ze schaffen - hei ass en, en ass nach net gedréckt -, fir de Leit alleguer déi spezialiséiert Servicier méi zougänglich ze maachen. An dräi Méint ass déi nächst Journée de prévention du suicide.

Ech géif also der Madame Deputéiert soen, dass et richtig ass, dass mer sollen d'Visibilitéit vun deene Servicier verbesseren. Dass mer - richtig - sollen de Leit weisen, wat fir eng Servicier 24 Stonnen op 24 erreechbar sinn. Dat gëllt zum Beispill fir d'Klinikservicer. Déi sinn an der Urgence an an der Permanence mat dran.

Falsch wär et, d'Impressioun ze ginn, dass an deene leschte Joren an deem heite Beräich net vill geschitt wär. Vlächicht verkafe mer eis nach net esou gutt. Mä, Madame Deputéiert, maacht eis Vertrauen. Mir schaffen dodrun!

(Interruption)

Villmools Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Gesondheitsminister. Mir kommen elo zu der Fro N°136 vum Här Félix Eischen un de Gesondheitsminister a Minister vun der Sécurité sociale iwwert de Bau vun engem Site fir nucléaire Offäll zu Bure. Här Eischen, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°136 du 13 décembre 2011 de M. Félix Eischen relative à la construction éventuelle d'un grand centre d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure en Lorraine, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale

► **M. Félix Eischen (CSV).** - Merci, Här President. Déi lescht Woch stoung an enger Lëtzebuerg Dageszeitung an enger fettgedréckter Iwwerschrëft „Lothringen soll Atomendlager erhalten“.

Ech hu mer d'Fräiheet erausgeholl, fir mer déi Saach e weénege méi genee anzukucken a sinn op relativ vill Informatiounen gestouss, wou dann eise franséischen Noper dëst geplangt Endlager fir héich radioaktiven Offall wéilt maachen.

Déi sech mat deem Sujet beschäftegen, wësen et sécher. Deenen anere sief gesot, dass et sech hei ëm e Site no bei Bure hei vir am Louthrengesch handelt, dëst en Honnert-

Séilen-Dierchen, 60 Kilometer südwestlech vun Nanzeg an 200 Kilometer vu Lëtzebuerg ewech.

Zënter 1995 gëtt et hei eng grouss Versuchsstatioun mat enger Hällewull vun internationale Mataarbechter a Spezialisten, wäit iwwer 300 un der Zuel. Hei gëtt da gekuckt a getest, ob de louthrengesche Buedem sech eegent, op éiweg radioaktiven Offall ze lagere. De leschten Erkenntnisser no, an dofir stoung et da wahrscheinlech och an der Press, schéngt de Site ideal ze sinn. Wann d'Autorisatiounen elo virleichen, géif 2015 ugefaange gi mat Bueren, mat ennerierdesch Lagerraim schaffen, an tëscht 2025 an 2030 kéint da mat der Endlagerung ugefaange ginn.

Här Minister, ech sinn elo wierklech kee Spezialist an der Matière, mä vu dass et mech awer interesséiert, wat ronderëm eise Grand-Duché leeft, géif ech da gäre vun Iech wëssen, ob déi Lëtzebuerg Regierung iwwert dat, wat do virun eiser hënneschter Dier geschitt, informéiert ass. Ob gewosst ass, dass dat louthrengesch Endlager en zweet Gorleben soll ginn. Aus Däitschland huet et schon 2001 geheescht: „Beim Atommüll ist eine europäische Lösung kein Tabu.“

Wat fir eng Dimensionen sinn dann och hei geplangt?

Bemierkt sief och, dass et rezenterweis Geologie gëtt, déi zu Gorleben de Risque vun enger gréisserer Gasexplosioun net ausschléissen.

Ob de Minister, géif ech dann och gäre wëssen, sech an der Vergaangenheet schon zu deem Projet geäussert huet. Ob mir an der Lescht, no der Atomdebat dëst Joer an der Chamber, eis Positioun oder eis Usicht zu deem Projet geännert hunn an ob mir enner iergendenger Form Awänn zu dëser eventueller europäescher Endlagerung Bure hunn. An och, wat fir eng Zort Lagerung dann hei geplangt ass, ob dat héich, mëttel oder schwaach radioaktiv Offall solle sinn.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Eischen. An d'Wuert kritt den Här Gesondheitsminister Mars Di Bartolomeo.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann den honorablen Deputéierte Félix Eischen seet, dass e sech d'Fräiheet geholl huet, fir sech fir deen heite Sujet e bësse méi no ze interesséieren, da kann ech em soen, dass d'Lëtzebuerg Regierung sech d'Fräiheet geholl huet, zënter 2006 sech fir dee Problem ze interesséieren an en interministeriellen Aarbechtsgrupp agesat huet, fir deen dote Projet genee ënnert d'Lupp ze huelen, och 2003 engem renomméierte Professor den Optrag ginn huet, fir de Projet ze analyséieren. Dat ass de Professor Alec Baer.

An der Zwëschenzäit läit de Rapport vun deem Groupe de travail interministériel vir.

(Interruption)

E läit vir an en ass publizéiert - wéi dat normal ass an enger transparenter Approche - um Site vun dem Ministère de la Santé enner: www.radioprotection.lu. Den honorablen Deputéierte brauch sech also net méi eleng aus der Press ze informéieren. E ka sech direkt dann och um Site am Detail iwwert de Projet informéieren. Voilà.

Den honorablen Félix Eischen freet dann d'Regierung, wéi hir Positioun zu deem dote Projet wär. Et wäert Iech net iwwerraschen, dass, wa mer en ordre principal géint Atomreakteren, insbesondere och op eiser Grenz sinn, dass mer dann och net fir Projekte sinn, déi mat der Atomenergie oder mat de Folge vun der Atomenergie zesummenhänken.

Eise Méiglechkeeten, fir d'franséisch Regierung un der Planung respektiv un der Realiséierung ze hënneren, sinn awer denkbar beschränkt, wann net Konkusiounen erauskommen, déi op eng direkt Gefor fir eist Land hiweisen.

Da just esou wäit zu de Konkusiounen vun deem Rapport: Do geet draus ervir, dass déi Geologie, déi erausgewielt ass, d'Distanz, déi erausgewielt ass, d'Déift, déi erausgewielt ginn ass, d'Waasserflëss, déi éischter an d'Géigerichtung lafen, do geet draus eraus, dass d'Gefor fir Lëtzebuerg miniimst wär, a souguer am Fall vun engem GAU mat deem radioaktive Material, dat staark radioaktiv ass, géif et Honnertdauende vu Joren daueren, bis iergendwelch Retombéien zu Lëtzebuerg kéinte kommen.

Dat heescht, den Dossier ass net esou, dass Lëtzebuerg elo grouss Plainté kéint féiere géint dat dote Lager, well aus deenen Expertisen ervirgeet, dass keng direkt Gefor fir Lëtzebuerg do ass.

D'Genehmegungsprozedur, déi offiziell Genehmigungsprozedur wäert 2015 ulafen. Den interministeriellen Aarbechtsgrupp wäert déi dotten Aarbecht weider verfollegen.

D'Lëtzebuerg Regierung an den Aarbechtsgrupp sinn der Meenung, dass et ganz schued ass, dass déi franséisch Autoritéiten net Alternative préiwe gelooss hunn, déi vlächicht nach méi sécher gewiescht wäeren.

Ech mengen och, dass et eng Illusioun ass, dass ee vun Tëschelagere schwätzt. Well opgrond vun där Zukunft oder där feelender Zukunft, déi d'Atomenergie schéngt ze hunn, ass et kaum ze erwaarden, dass kommend Generationen no dem Atomzäitalter déi dote Grotten erëm opmaachen, fir déi radioaktiv Déchetten ze behandelen.

Mä, wéi gesot, mir bleiwen um Ball. A wa sech sollt erweisen, dass mer eng Méiglechkeet hu fir ze agéieren, oder eng Noutwendegkeet do ass fir ze agéieren, wäerte mer dat maachen.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Gesondheitsminister. Mir kommen elo zu der Fro N°137 vum Här Fernand Etgen un de Logementsminister iwwert déi steierlech Mesurë fir d'Ennerstëtzung vun den erneierbaren Energien. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°137 du 12 décembre 2011 de M. Fernand Etgen relative aux différentes mesures fiscales destinées à encourager l'amélioration de l'efficacité énergétique dans le domaine du logement, adressée à M. le Ministre du Logement

► **M. Fernand Etgen (DP).** - Merci, Här President. An der Debatt vum 8. Dezember 2011 déi lescht Woch iwwert de Statsbudget huet den LSAP-Fraktiounspräsident Lucien Lux d'Suerge vun der DP-Fraktioun a puncto bëllegen Akt gedeelt a proposéiert, fir de Projet de loi, no deem den Avis vum Conseil d'État do wär, nach eemol ze kucken, och virum Hannergrond vun der Fro, ob de Projet enger vu sengen Zilsetzungen entsprécht, nämlech net déi Leit auszuschléissen, déi an der Onméiglechkeet sinn, fir ee Passiv- oder een Niddreg-Energie-Haus beziehungsweise eng Renovatioun ze finanzéieren.

Dat ass een neie Moment am Dossier, well de Koalitionspartner net méi bedüngungslos hanner dem Projet ze stoe schéngt. Duerfir meng Fro um de Logementsminister: Wäert d'Regierung de Projet nach eemol op de Leescht huelen, fir sozial Ongerechtegkeeten auszeraume beziehungsweise Amendementer anzebréngen?

Am Projet de loi ass nämlech och virgesinn, datt déi nei Dispositiounen ronderëm de bëllegen Akt den 1. Januar 2012 sollen a Kraaft trieden. Een Délai, dee wuel net méi ze halen ass!

Wat d'Leit awer dobause wëlle wëssen: Wéini sollen déi nei Dispositiounen a Kraaft trieden? Wéi een neien Timing gesäit de Minister vir? Oder huet de Minister wëlles, d'Gesetz retroaktiv a Kraaft trieden ze loossen, wat awer och erëm administrativ Schwieregkeeten an en administrativen Duerjernee mat sech bréngen wäert.

Ech soen Iech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Etgen. An d'Wuert kritt elo den Här Logementsminister Marco Schank.

► **M. Marco Schank, Ministre du Logement.** - Här President, ech hat net d'Eier, d'lescht Woch hei an der Chamber ze sinn. Duerfir weess ech net, awéiwäit de Fraktiounschef vun der LSAP d'Suerge vun der DP deelt oder net deelt.

► **M. Fernand Etgen (DP).** - Är Leit kënnen Iech dat confirméieren.

(Interruption et hilarité)

► **M. Marco Schank, Ministre du Logement.** - Ech wollt just soen, datt ech e bësse verwonnert wäert iwwert d'Fro, well dee Projet de loi, deen den honorabele Fernand Etgen schwätzt, jo um Instanzewee ass. Dat heescht, dee läit an der Chamber a mir waarden op den Avis vun Statsrot. A soubal wéi deen do ass, denken ech, datt dann och d'Chamber sech wäert mat deem Projet beschäftegen.

An éischtens emol à la lumière vun deem Avis wäert d'Chamber dann dat maachen, wat se fir richtig fënn, an och an deem Gesetz verankeren, wat se fir richtig fënn. Ech wollt awer och nach derbäisoen, datt vum Prinzip hier net de Logementsminister zoustänneg ass, mä de Finanzminister. Nach si mir eng Regierung, an ech äntwerten duerfir ganz gären op dat, wat de Fernand Etgen seet.

Ech wollt net iwwert d'Virdeeler vun där Virgoensweis nach eng Käier referéieren, ech wollt awer zumindest soen, datt an deem Projet de loi dräi Mesurë virgesi sinn: den Amortissement accéléré fiscal fir d'Investissementen vun de Propriétaires fir Mietwunnengen am Kontext vun der Sanéierung, an datt 8% d'Joer kënnen ofgesat ginn, also 80% iwwer zéng Joer. Dat Zweet ass den Taux super-réduit TVA fir Haiser,

déi enner 20 Joer al sinn, dat heescht eigentlech fir d'Haiser alleguerten, exklusiv fir d'Albauseenerierung am Kontext vu méi Energieeffizienz; an dann eben de bëllegen Akt.

An do, mengen ech, kann ech awer den honorablen Deputéierte berouegen: Et gëtt selbsterständlech keen Timing, well ee jo muss gesinn, wéi d'Chamber virukënn an hiren Aktivitéiten, wa se iwwert dat Gesetz beréit. An et gëtt och keng Retroaktivitéit ganz sécher. Dat kann ech mer net virstellen. Op jidde Fall trëtt et net den 1. Januar a Kraaft. Dat geet jo wuel net. Esou dat ech och do ka berouegen.

Ech wëll awer vlächicht zwou Saache soen, well ech nach ganz e bëssen Zäit hunn, och fir do d'DP ze berouegen, datt ech och e Bréif un de Justizminister gemaach hu mat der Problematik vun der Copropriétéit, well dat jo eventuell ee Problem ka sinn, datt mer dat Gesetz wëlten änneren, fir datt een e manner héije Pourcentage vu Leit bräicht, déi sech dann decidéieren, fir ee ganz Appartementshaus energetesch ze sanéieren.

An dat Zweet ass - dat hunn ech och a mengem Paquet Logement, deen ech am Mee virgestallt hunn, däitlech gemaach -, et gëtt 21 Mesuren, net nëmme de bëllegen Akt, well ech och nach eng Käier soen, wéi den Éco-prêt à taux zéro, a virun allem awer och, datt mer amgaange sinn, d'Primen nei ze bündelen, nei opzedeele. An do ass eben och geplangt, eng Prime d'acquisition énergétique ze maache fir Leit, déi beispillsweis esou Haiser kafen, fir se dann duerno energetesch ze sanéieren, eng Aart Bonus ze ginn, fir datt dann do eppes paséiert.

Ech soen Iech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Logementsminister. Mir kommen elo zu der leschter Fro fir de Mëtteg, nämlech der Fro N°138 vum Här Eugène Berger un d'Familljeministesche iwwert d'Chèque-servicen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°138 du 12 décembre 2011 de M. Eugène Berger relative au système des chèques-services, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Jo, Här President, ech war d'lescht Woch och net do. Ech war zesumme mam Här Schank zu Durban a Südafrika op der Klimaschutzkonferenz. Mä et ass mer bis dohinner, bis hannen a Südafrika, zu Ouere komm, datt e Member vun der Majoritéit, an awer net där mannster een, nämlech de Fraktiounspräsident vun der LSAP...

► **Une voix.** - Ma neen!

(Interruptions diverses)

► **M. Eugène Berger (DP).** - ...Aussoe gemaach huet...

(Interruptions diverses)

► **Une voix.** - Dat ass e Fraktiounschef!

► **M. Eugène Berger (DP).** - Ech gesinn de Moment net, Här President,...

► **M. le Président.** - Här Berger, stellt wann ech gelift Är Fro.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Mä op alle Fall war mer do zu Ouere komm, datt en also Aussoen zu de Chèque-servicë gemaach huet. En huet gesot, datt wier eigentlech eng Politik mat der Strenz, déi ganz Politik mat de Chèque-servicen, an an deem Dossier misst een op alle Fall vill méi sozial selektiv virgoen. Ech mengen, dat si Feststellung vum Här Lux, déi si mir net nëmme sympathesch, mä Dir wësst jo och, datt dat zu engem gudden Deel och der Positioun vun der DP entsprécht.

Mä an deem Kontext wollt ech also och dann déi zoustänneg Ministesch froen, wéi se zu deenen Aussoe steet. Deelt déi ganz Regierung déi Aschtzung vum Här Lux iwwert d'Chèque-servicen? Sinn dann elo Ännerunge virgesinn? Wa jo, wat fir eng Ännerungen? An a wat fir engem Zäitraum kënnen mer dann hei déi Ännerungen an der Chamber stëmmen?

Ech soen Iech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Berger. An d'Wuert kritt elo d'Madame Familljeministesche.

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Här President, mat vorausendendem Gehorsam hunn ech mech ewell op de Wee gemaach, fir dem Här Berger ze äntwerten. Ech ka jo natierlech elo net hei amplaz vum Här Lux äntwerten, well do misst Der jo dem Här Lux d'Fro stellen.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Neen, ech hunn lech eng Fro gestallt.

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Jo, jo, jo. Dofir äntwerten ech lech elo op dat, wat Dir mech gefrot hutt. Mä vu datt den Här Lux jo den Ausgangspunkt dovu wor, denken ech, datt dat dote jo am Kader... Well et wor mir wéi lech, ech wor och net am Land gewiescht. Dofir hunn ech och nëmmen héieren aus der...

► **M. Eugène Berger (DP).** - Da geet alles schif!

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Da geet alles schif. Wa mir zwee net do sinn, dann ass alles op der Kopp. Do gesitt Der et jo!

(Hilarité)

Mä ech denken, datt et eng vun deene Propositione wor, iwwert déi am Kader vum Budget diskutéiert gouf, fir ze soen, wou ee sollt a wou een eventuell kéint kucken, datt een Aspue- runge kéint maachen. Wa mer do e Pak beie- neekréien, deen all deene verschiddene Sensi- bilitéiten entsprécht a wou och jiddwereen en Opfer dra bréngt, dann ass et duerchaus méig- lech, datt een och ka kucken, wat een do mécht.

Dat, wou ech mech dergéint wieren, ass selbst- verständlech, datt mer géifen ufänken an datt mer nëmme schwätzen driwwer, wat gespuert gëtt bei de Chèque-servicë respektiv bei dem Kannergeld. Wa mer also am grouse Ganze Moosname fannen, fir de Budget an d'Rei ze kréien, dann ass dat eppes, wou mer musse ku- cken: Wat ass da sënnavoll? Wat ass net sënnavoll? Ech hunn och bis elo net héieren, vu ken- gem, wat da prezis dat ass, wou d'Strenz ass, wat prezis dat ass, wou sollen Aschränkun- gen...

(Interruption)

Jo, ma gären, Här Meisch! Da kucke mer dat an dann denken ech, datt mer och doriwwer kënnen eens ginn. Wéi gesot, an engem Gesamtpak, deen hëllef, fir d'Lëtzeburger Finan- zen erëm an d'Rei ze kréien.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci der Madame Fa- milljeministesche. Domadder wäere mer um Enn vun der Froestonn. Mir kommen dann elo zu enger Question élargie, nämlech der N°23 vum Här André Bauler iwwert den Transport vun handicapéierte Leit. Den Auteur vun der Fro huet fënnf Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister seng Zousazfro virzedroen. Der Regierung stinn zéng Minutten zou. Den Här Bauler kritt elo d'Wuert.

5. Question élargie n°23 de M. André Bauler sur le transport de personnes handicapées

► **M. André Bauler (DP).** - Här President, Dir Dammen, Dir Hären, mir hu viru Kuerzem hei am Haus d'UN-Konventioun iwwert d'Rechter vu Mënsche mat Behënnerung gestëmmt. E wichtige Paradigmewissel an dësem Text ass, datt d'Mënsche mat Behënnerung sollen an hirer Autonomie gestärkt ginn, fir datt se sech fräi entwéckelen an um gesellschaftleche Liewen deelhuele kënnen.

Eng wichteg Viraussetzung ass dofir an den Ae vun der Demokratescher Partei d'Bewegungs- fräiheet. Fir kënnen enger Ausbildung oder enger Aarbecht nozegoen oder och u kulturelle bezéiungsweis sportlechen Aktivitéite kënnen deelzehuelen, si Mënsche mat Behënnerung op e speziell fir si adaptéierte System vun öffentle- chem Transport ugewisen. Ouni dee wiere si vun hirer Émwelt ofgeschnidden a géifen e groussen Deel vun hirer Autonomie verléieren.

Aus dësem Grond kënn dem Transport vu Mënsche mat Behënnerung eng besonnesch Wichtigkeet zou. An dësem Beräich gëtt et awer eng juristesche Grozon. D'Fro stellt sech nämlech, wéi eng Responsabilitéiten d'Firmen an hir Chaufferen hunn, déi den Transport vu Mënsche mat Behënnerung assureieren.

Am Moment ass et esou, datt d'Responsabilitéit vum Chauffeur, reng juristesche gekuckt, sech nëmmen op den Transport beschränkt. Wou eng Persoun mat Behënnerung erauskëmmt, wie se an Empfang hält a wat nom Verloosse vum Bus geschitt, dëst ass alles net gekläert.

Esou konnt et da viru Kuerzem passéieren, datt e Minibus säi geplangten Itinéraire net ageha- len huet an e jonke Mënsch mat Trisomie 21 ausserplangméisseg an der Géigend vun der Stater Gare erausgelooß huet. Dee Jonke war

total desorientéiert an huet sech offensichtlech an en Zuch Richtung Ettelbréck gesat. En huet d'Nuecht am Fräie verbruecht, an erséicht den Dag drop gouf en op engem Camping total traumatiséiert erëmfonnt.

Hei sinn déi Bedeelegt nach eng Kéier mat engem grouse Schreck dervukomm. Elo stellt sech d'Fro: Wéi gëtt den Transport vu Kanner a Jugendlichechen op anere Plazen organiséiert? Am Beräich vum Schoultransport hunn d'Chauffe- ren eng kloer Feuille de route, un déi se sech hale mussen. An do wëssen d'Membere vum Léierpersonal, wat fir ee Kand a wat fir engem Bus ass bezéiungsweis a wat fir ee Bus klamme soll a wat fir Consignes do ze beuechte sinn. An eenzelne Gemenge fuere souguer Eltere mat, fir derfir ze surgen, datt während dem Transport Uerdnung am Bus ass.

D'Chaufferen hunn also kloer Virschrëften. An esou soll et och beim Transport vu Persoune mat Behënnerung sinn. Et kënn wierklech op d'Feuille de route un. Eng Feuille de route, op där enner anerem och d'Coordonnéee vun den Elteren, besonnesch d'Téléfonnummere vun den Elteren, dropstinn. Viru dësem Hanner- grond muss ee sech d'Fro stellen, wéi een den Transport vu Mënsche mat Behënnerung esou gestalte kann, datt een hir Autonomie maximal fördert an awer genuch Sécherheet bitt.

Dofir meng Froen un d'Madame Ministesch, wéi si dëser Situatioun wëll begéinen: Éisch- tens, wéi sollen d'Kanner an de Bussen an Emp- fang geholl ginn? Zweetens, wat gesäit d'Kon- ventiou vum Ministère mat de Busentreprisé vir? Drëttens, wéi kann deenen ennerschidde- che Graden un Autonomie vu Mënsche mat Behënnerung Rechnung gedroe ginn? Véier- tens, wéi kënnen d'Chauffere gebrieft a sensibi- liseiert ginn? Fënneftens, wéi gëtt also eng ver- antwortlech Gestiou vun dësen Transporter organiséiert?

Et besteet effektiv e Flou artistique a Saachen Zoustännegkeet a Verantwortung. Zurzäit sinn dräi Ministère betraff: d'Famille, d'Éducatioun an den Transport. Dofir heescht et hei, Kloer- heet ze schafen, souwuel a Saache Verantwor- tung wéi Zoustännegkeet a Sécherheet. Et be- deit och, d'Chaufferen ze sensibiliséieren, fir datt si an alle Fäll au préalable Bescheed wë- sen, wéi se sech ze verhalen hunn.

Ech wier frou, wann d'Madame Ministesch, déi jo an dësem Dossier de Lead huet, eis soe kéint, wat fir Schrëtt ennerholl ginn, fir dës Situatioun ze verbessern.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bauler. An d'Wuert kritt elo direkt d'Madame Familje- ministesch, déi schonn do ass.

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Merci, Här President. Ech wëll soen, datt ech hei enner der Kontroll vun dem Transportminister schwätzen, well d'Fro u mech gericht ass, mä awer eigentlech eng ganz Partie vun deenen heite Froe Respon- sabilitéiten an Organisationsfroe vun dem Mi- nister vun dem Transport sinn. Mä vu datt elo grad ewell gesot ginn ass, et wier jo nëmmen eng Regierung, da probéieren ech, dorobber ze äntwerten. An dat, wat ech elo net weess oder net richtig weess, selbstverständlech kann do- robber de Claude Wiseler äntwerten.

Ech denken, datt et och interessant ass fir d'De- putéiert ze héieren, wat dee Behënnerentrans- port ubelaangt, datt all Dag 569 Busse mat 2.500 Leit ennerwee sinn, fir eben ze kucken, datt déi Leit entweder an e Centre vun der Édu- cation différenciée komme respektiv op eng Plaz, wou se an e Atelier kommen, fir dann hir Formatiounen ze maachen.

Et sinn ongeféier 50 Centres, déi domadder ofgedeckt ginn, véier verschidde Zorte vu Bus- ser, déi do fueren, an do ginn ech mech elo net dran, fir ze erklären, wéi eng datt dat sinn. D'Majoritéit dovu sinn awer Minibusse mat maximal néng Plazen dran; 25 Entreprises, déi dee Service ubidden an exklusiv Privatunter- nehme sinn. An déi fueren opgrond vun engem Accord-cadre, dee se mat dem Transportminis- ter ausgehandelt hunn, ouni iwwer en Avis, iwwer e Marché public ze fueren.

All déi eenzel Services, all déi eenzel Centren hunn een extrae Bus, dee bei si dohinner kënn. Dat wor jo eng vun Äre Froen, Här Bauler, gewiescht, fir ze kucken, wéi datt dat géif fon- tionnéieren. Den Transportministère passt och drop op, datt d'Leit am Generellen net méi wéi 60 Minutten ennerwee sinn. Dat kann an een- zelle Fäll méi laang daueren, well entweder eng speziell Behënnerung do ass oder awer och well d'Eltere wëllen, datt e Kand oder e Jugend- lechen oder een Erwuesenen - wéi et och em- mer ass, eng behënnerter Persoun - éischter op déi Plaz higeet wéi datt se op eng aner Plaz hi- geet. Mä wéi gesot, de Ministère mécht sech d'Méi, fir ze kucken, datt deen Transport net méi wéi 60 Minutten dauert.

De Ministère ass och terribel flexibel, well iwwer 3.000 verschidde Modifikatiounen kom- men all Joer eran, fir erëm dee Service do unze- passen, a wou dat dann heiansdo vun engem Dag zum aneren nei gefrot gëtt. Vun deene Courssen, wou ech lech gesot hunn, sinn der 203, déi an d'Éducation différenciée ginn, wat 43% vun deene Persoune mat Handicap aus- maachen, déi transportéiert ginn; an d'Atelier- protégéé sinn et 40%, an da sinn nach 3% vun deenen Transporter, déi an d'Centre-psychogé- riatrrique ginn.

Den totale Coût pro Joer, dat heescht also, de Präis 2011 ass ronn 35 Milliounen Euro. Ech denken, datt dat eppes ass, wat een och muss verhalen, wou mer och gesinn, datt dat an deene leschte Joren och ëmmer zougeholl huet, well ebe wierklech individuell probéiert gëtt... Oft ginn déi Kanner oder déi Jugendliche oder déi Persoune doheem ofgeholl, an déi ginn och erëm zrëck bei sech doheem - wéi soll ech dat soen? - erausgelooß vun deenen, wou se matfueren.

Dir hutt awer elo ee Fall zitéiert, wou effektiv e Chauffeur drop wor, deen och net gewinnt wor, dorobber ze fueren, a wou dat geschitt ass, wat selbstverständlech jo net dierf virkommen. Mä op der Welt gëtt et jo Saachen, déi virkommen, och wa se net dierfte virkommen. Dat do wor eng vun deenen, déi sécher séier bedauerlech ass, virun allem fir dee behënnerter jonke Mënsch selwer, mä och fir déi Famill, déi dat selbstverständlech enorm do opgereggt huet.

Et ass mat dem Ministère eng Formatioun, déi gemaach gëtt fir op de Bussen, a wou se och kucken, datt och eng Formatioun fir Éischt Hé- lef gemaach gëtt. Mä wou déi Formatioun bis elo fakultativ ass, dat ass op de Minibusen. An do ass och de Ministère amgaangen ze iwwer- leeën, opgrond vun där Zuel vu Leit, déi och mat ëmmer méi schwéiere Behënnerunge mat an esou Minibusen oder a Busse fueren, fir dat och do obligatoresch ze maachen. Ech denken u Persoune mat Autismus oder awer och eeler Leit, déi kënnen Alzheimer hunn, wou et also wichteg ass, datt jiddwereen dat weess.

An esou, wéi den Här Bauler et gesot huet, sinn net d'Chauffere responsabel, déi op deene Busse fueren - déi si responsabel fir den Trans- port, mä awer net fir d'Betreiung do enner- wee -, mä an der Éducation différenciée ass et eigentlech d'Éducation différenciée, déi dofir d'Responsabilitéit huet an déi och vu jiddwer- engem vun hire Leit, déi do transportéiert ginn, eng plastifizéiert Kaart matgëtt mat enger Foto drop vun där betraffener Persoun, mam Ge- buertsdatum, mat dem Centre, wou se higeet, mat der Adress doheem a selbstverständlech och mat deene verschiddeenen Téléfonnum- mern derbäi.

A wéi gesot, wann dee Chauffeur vun deem een- zelle Fall, wou Der do geschwat hutt, dat gewousst hätt, hätt dee selbstverständlech mis- sen déi Elteren uruffen an deene soen, esou an esou ass dat, da wier deen dote Misär selbst- verständlech net geschitt.

Also, ech muss soen, an deene laange Joren, wou ech an dem Familjeministère sinn, sinn zwee oder dräi Fäll - wou dat richtig ass, datt, wann et der zwee oder dräi sinn, datt et der zwee oder dräi ze vill sinn - virkomm. Mä et ass awer eppes, wou ech muss soen, datt déi Leit, déi dat maachen, dat mat engem ganz grouse Seriö maachen. Datt een ëmmer nach ka selbst- verständlech och Verbesserung maachen, ass déi aner Fro. Mä ech denken, datt ee sech ebe muss iwwerleeën, ob een an der Zukunft ka mat deene Formatiounen..., ob déi eben och op d'Minibusen do kënnen erweidert ginn.

Eng vun de Froen, déi ëmmer erëm gestallt gëtt, ass selbstverständlech och déi vun dem Accompagnement vun esou Transporter. Wann een awer weess, datt een esou vill där Busser am Asaz huet, da weess een natierlech och, wann een iwwerall do nach eng Persoun der- bäisetzt, datt dat natierlech nach derzou géif bäidroen, fir nach erheblech méi finanziellen Opwand ze ginn, wéi dat bis elo de Fall ass.

Voilà! Ech géif elo emol Merci soen an da waar- den ech of, wat den Här Bauler mech nach ze froen huet.

► **M. le Président.** - Här Bauler, wëllt Dir nach eng Zousazfro stellen?

► **M. André Bauler (DP).** - Bon, eng vun de Froen war just déi, ob an där Konventioun të- schent dem Ministère an de Busentreprisen dat do am Fong geholl géif prezisiéiert ginn, spezifi- zéiert ginn, fir dann am Fong geholl dat do ex- tra nach eng Kéier an Evidenz ze setzen. Dir hutt vun de Formatiounen vun de Chaufferen an de Busentreprisé geschwat. Ech mengen, dat ass en Element, wat ganz wichteg ass: Sensibi- liséierung, Formatioun, an eben och d'Fro, ob een dat do eventuell kéint an d'Konventioun mat aschreiwen, datt et ee fir allemol kloer ass. Merci.

► **M. le Président.** - Madame Ministesch, wann ech gelift.

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Also, an de Forma- tiounen an an de Kontrakter iwwert déi aner dräi Zorte vun Transportbussen, déi et gëtt, do ass dat an dem Kontrakt dran. Wéi gesot, do, wou et fakultativ ass, dat ass an de Minibusen. An, wéi gesot, ech mengen, den Transportmi- nister ass hei, en huet Är Suerge mat héieren. An et ass sécher eppes, wat och fir den nächste Kontrakt, dee mat deene Leit ausgehandelt gëtt, méiglech ass, fir ze soen: „Hei, mir weiten dat elo op d'Minibusen aus.“ Wat, ech mengen, méi eppes wier, wat ze realiséiere wier, wéi fir ze soen: „Mir kënnen och nach or- ganiséieren, datt mer an all eenzelum Trans- port och nach eng Persoun d'accompagne- ment derbäi hunn.“

Merci.

► **M. le Président.** - Merci der Madame Fa- milljeministesche. Domadder wär dëse Punkt och ofgeschloss. Mir kommen dann elo zum éischte Projet de loi vun haut de Mëtteg, nämlech dem Projet de loi 6161, eng Ofänne- rung vum Gesetz iwwert déi handicapéiert Leit. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht, an et hu sech bis elo ageschriwwen: den Här Berger, d'Madame Dall'Agnol, d'Madame Lor- sché an den Här Colombara.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Emile Eicher. Här Eicher, Dir hutt d'Wuert.

6. 6161 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handi- capées;

2. du Code du travail;

3. de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail

Rapport de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances

► **M. Emile Eicher (CSV), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Ge- setzesprojet 6161, iwwert dee mer haut of- stëmme, schreift sech an eng Well vu Gesetz- an, déi zum Zil hunn, eis Gesellschaft méi ge- recht ze maache fir Mënsche mat Behënne- rung.

Éischt Etapp an dëser wichteger Démarche wor d'Gesetz vum 28. Juli 2011, dat d'UNO-Kon- ventiou iwwert d'Rechter vu Mënsche mat Be- hënnerung a Lëtzeburger Droit emgesat huet. De Gesetzesprojet 6161 muss am Licht vun där Konventiou betruucht ginn. De Gesetzes- projet, grad wéi d'Konventiou, enthält ee Pa- radigmewissel, deen doranner besteet, datt déi behënnerter Persoune net als Leit duerge- stellt ginn, déi Hëllef brauchen, mä als Matbier- ger, déi mat hirer Behënnerung wëllen en nor- maalt, eegestänneg an en erfëlltent Liewe féie- ren.

Duerfir mussen d'Obstaclen aus de Féiss ge- schaf ginn, déi de behënnerter Mënschen hir Onofhängegkeet huelen. Niewent der Accessi- bilitéit an der Mobilitéit, dem Logement an der Ausbildung ass de Beruff ee vun de Garant- en, wann net deen Haaptgarant fir en eegestän- negt an erfëlltent Liewen.

De Respekt vun der mënschlecher Dignitéit, d'Recht op Aarbecht, d'Recht, seng eege Choixen ze treffen, zielen zu den Haaptgrënn, fir déi mir haut iwwert de Gesetzesprojet 6161 ofstëmme. Duerfir gëtt d'Gesetz vum 12. Sep- tember 2003 iwwert d'Leit mat Behënnerung an e puer Aspekter ofgeännert. Eng éischt for- mell, mä awer fundamental Ännerung besteet doranner, datt d'Termen „Travailleur handi- capé“ duerch „Salarié handicapé“ ersat ginn. Dës Ännerung ass engersäits duerch d'Gesetz vum Statut unique vum 13. Mee 2008 be- déngt, well dëst Gesetz d'Bezechnung wéi „Travailleur“, „Ouvrier“, „Employé privé“ an „Employé“ duerch „Salarié“ ersetzt. Anerersäits awer ass dës terminologesch Ännerung och Ausdruck vun der Ratio legis, vum Geescht vun dësem Gesetzesprojet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Beruff, dat ass e reelle Garant vun der indivi- dueller Fräiheet. Ouni finanziell ofgeséichert ze sinn, gëtt et keng Onofhängegkeet.

Ech hu virdu scho gesot, datt dëse Gesetzes- projet een Deel vun engem Paradigmewissel ass. Dëse Paradigmewissel besteet och doran- ner, datt Leit mat Behënnerung net méi als Tra- vailleurs handicapés ugesi ginn, mä als normal Salariés mat alle Rechter a Flichten, déi dëse Statut bedéngt. Fir Salarié ze ginn an ze bleiwen, si fir jiddweree vun eis zwou Saache



wichtig: eng zolidd Ausbildung an eng gutt Berufserfahrung.

Fir Leit mat Behënnerung ass den Zougang zu Formation a Berufserfahrung net ëmmer einfach. De Gesetzesprojet ännert dat duerch zwee wichteg Changementer.

Éischtens, de Stat dréit an Zukunft zu 100%, an net nëmme zu 80% de Salaire vu Leit, déi an engem Atelier protégé schaffen. Schonn am Gesetz vum 12. September 2003 wor virgesinn, datt de Stat kéint bis 100% vun de Salairé vun enger behënnerter Persoun bezuelen. Den Atelier protégé ass keng zoen Infrastruktur, mä huet och als Zil, Mënsche mat Behënnerung op eng normal Aarbechtsplaz virzubereeden. Dës Moosnam ass doduerch justifiéiert, datt d'Behënnerung soll kompenséiert ginn, well se zu engem groussen Deel och doduerch entsteet oder besser gesot verschlémmert gëtt, well eis Gesellschaft net ëmmer behënnertegerecht funktionéiert.

Zweetens, wat de Volet Formation ugeet, sou gesäit de Gesetzestext och nach vir, datt an Zukunft de Stat d'Käschten dréit fir Formation, Orientatioun a fir déi professionell Integratioun an och Reintegratioun.

En plus können déi Leit, déi un enger evolutiver Krankheit leiden an déi dowéinst musse speziell Formation maachen, fir kënne weider am Beruff ze bleiwen, an Zukunft esou vill zousätzleche Congé kréien, wéi se brauchen, fir dës Formation ze maachen. Dës Dispositiounen verbesseren zweifelsouni d'Méiglechkeet fir all Salarié handicapé, duerch adaptéiert Formationen säi Potenzial besser ze notzen.

Weder de Salarié selwer nach seng Famill brauchen sech, wéi dat bis haut de Fall ass, un den Onkäschten vun der Formation ze bedeelegen. Dës ass besonnesch wichteg, well jo och net jiddwereen d'Méiglechkeet huet, fir déi Käschte selwer ze droen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojet 6161 dréit och zur Vereinfachung vun der Prozedure bäi. Ouni wëllen un den Detail anzegoen, géif ech nawell gäre folgend Punkten ervirhiewen.

Éischtens, d'Gesetz vum 12. September 2003 féiert de Revenu fir schwéierbehënnerter Leit an. De Gesetzesprojet ergänzt dës Prestatiounen duerch eng zousätzlech Logementshëllef. Doduerch brauchen déi concernéiert Persounen net méi extra eng Demande iwwert d'RMG-Gesetz ze maachen, fir esou eng Hëllef unzefroen, mä können dat elo direkt iwwert dës Gesetz maachen.

Wann eng Persoun Bénéficiaire vum Revenu fir schwéierbehënnerter Leit ass, dann huet de Fonds national de la solidarité am Fall, wou déi Persoun stierft, e prioritäert Recht op d'Successioun vun där Persoun duerch d'Androe vun enger Hypothék. Dat ass näischt Neies a steet och schonn haut esou an dem RMG-Gesetz.

Ech wëll awer bemerken, datt, wann de Conjoint vun der verstürwenen Persoun nach an deem hypothéquéierten Haus leeft, da kann de Solidaritéitsfond seng Hypothék net geltend maachen, bis dës Situatioun sech geännert huet.

Zweetens, d'Gesetz vum 12. September 2003 gesäit vir, datt den Travailleur handicapé als Demandeur d'emploi bei der ADEM muss ageschriwwen sinn. Dës Exigenz gëtt och ëmgeännert, an zwar esou, datt de Salarié handicapé muss disponibel si fir eng Aarbechtsplaz. Disponibel ass jiddwereen, deen e Beruff zu Lëtzebuerg därff ausüben. Domadder gëtt d'Gesetz vun 2003 an déi aktuell Terminologie vum Code du travail ugepasst.

Drëttens, eng Demande, fir als Salarié handicapé unerkannt ze ginn oder fir e Revenu fir schwéierbehënnerter Leit ze kréien, gëtt vun der Commission médicale iwwerpréift. Wann dës Commission feststellt, datt d'Demande net richtig ass oder se hätt missen aneschters formuléiert ginn, da brauch den Demandeur keng nei Demande méi ze maachen. D'Commission médicale requalifiéiert déi Demande da selwer, andeems se vum Demandeur eventuell nach nei Pièces freet.

Véiertens, et ännert sech och eppes um Niveau vun de Recoursen. Bis elo konnten d'Décisiounen vun der Commission médicale fir d'Éischt virun der Commission de réexamen attackéiert ginn. Elo mat deem neie Gesetzesprojet gëtt en direkte Recours beim Conseil arbitral des assurances sociales an duerno en Appel bei engem Conseil supérieur des assurances sociales agefouert.

Nëmme d'Décisiounen vun der Commission d'orientation et de reclassement professionnel ginn nach virun d'Spezialkommissioun, déi am Artikel L.527-1 vum Code du travail virgesinn ass.

Fënneftens: Zulescht géif ech vläicht nach gären ënnersträichen, datt de Gesetzesprojet

och eng Dispositioun enthält, déi déi sougenannten duebel Immunisation vum Revenu betrëfft. D'RMG-Gesetz gesäit vir, datt bei der Bestëmmung vum RMG 30% vum Revenu fir schwéierbehënnerter Leit net mat considéiert ginn. Doduerch kann dës Revenu bis zu 30% méi héich sinn, wéi u sech vum Législateur gewollt wor. De Revenu fir schwéierbehënnerter Leit sollt eigentlech dem RMG entsprechen. De Gesetzesprojet 6161 gesäit duerfir vir, datt an Zukunft de Revenu fir schwéierbehënnerter Leit bei engem Calcul vum RMG ganz matabezu gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Chambre des Métiers an d'Chambre de Commerce hu sech ganz positiv iwwert dës Gesetzesprojet ausgeschwat.

D'Chambre des Salariés an de Centre pour l'égalité de traitement maache sech awer Suerge mat dem Recours direct virum Conseil arbitral des assurances sociales, deen duerch d'Ofschafung vun der Commission de réexamen entstanen ass. Si fäerten, datt de Conseil arbitral mat Affären iwwerlaascht kéint ginn.

Ech géif hei awer gären dozou ënnersträichen, datt de Conseil arbitral sech d'Moyenë gëtt, fir dës Recoursen effikass a schnell ze tritéieren. Et besteet och weiderhin d'Méiglechkeet vun engem zousätzleche Recours en appel virum Conseil supérieur des assurances sociales.

De Statsrot begreist a sengem Avis vum 21. Juni dës Gesetzesprojet. En hat nach eng Fiche financière gefrot, déi d'Regierung dunne och nogerech huet. Niewent enger Rei vu klengen Textverbesserungen huet sech déi héich Kierperschaft d'Fro gestallt: Wat sinn d'Konditiounen, fir eng professionell Aktivitéit zu Lëtzebuerg ze exercéieren?

D'Kommissioun huet heibäi preziséiert, datt déi Konditioun erfüllt ass, wann een eng Autorisation de travailler zu Lëtzebuerg huet.

Opgrund vum Statsrot sengem zweeten Avis huet d'Kommissioun och proposéiert, eng direkt Referenz am Gesetzesprojet op d'Dispositiounen vum Livre II, Titre II, Chapitre II vum Code du travail ze maachen. Dës Dispositiounen regelen de Salaire social minimum. D'Salaire vun de Mënschen, déi an Ateliers protégés beschäftegt sinn, ginn domadder un de Régime général ugepasst, ouni datt hei eng Diskriminatioon géif entstoen.

Och wann de Statsrot den Term „Travailleur handicapé“ besser féint, huet d'Kommissioun awer decidéiert, den Term „Salarié handicapé“ bäizebehalen, well et ebe just drëm geet, Ennerscheeder ze iwwerwannen a fir Gläichbehandlung ze suergen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojet ass sécherlech technesch, mä en ass e wichteg Zännrad an engem Ensemblen vun enger ganzer neier Legislatioun, déi dës Gesellschaft méi gerecht soll maachen.

Et geet ëm net méi an och net manner wéi elementar Mëscherechter, déi fir jiddweree gëllen: d'Recht op Aarbecht, d'Recht, säi Liewe selwer ze bestëmmen, kuerz gesot, et geet ëm de Respekt vun der mëschlecher Dignitéit, déi mat dësem Gesetzesprojet gestärkt gëtt.

Ech ginn duerfir op alle Fall den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet an hoffen, datt Der lech deem kënt uschléissen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Rapporteur Emile Eicher. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Eugène Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, zent - et ass nach net esou laang hier - hu mer d'UNO-Konventioun fir d'Rechter vun den handicapéierten Matmënschen an der Chamber gestëmmt. A mir mussen awer wëssen, trotz dësen Texten an trotz ville gudden Absichtserklärungen ass eis Gesellschaft nach ëmmer net inklusiv an nach ginn net ëmmer all déi néideg Efforté gemaach, fir de Mësch mat engem Handicap optimal an d'Gesellschaft ze integrieren.

Ech kann och eigentlech nëmme hei haut dat rappéléieren, wat ech deemools bei menger Ried gesot hunn, och e bësselchen, géif ech soen, zum Deel eegekritesch, wann ech mech als Member vun dëser Chamber kucken, well, wa mer eis als Chamber kritesch ënnert d'Lupp huelen, musse mer feststellen, datt mer och hei am héijeren Haus an deem Sënn Defiziter hunn: Den Accès fir Behënnerter an eise Sitzungssall oder och op eis Zuschauertribün ass net optimal. Fir daf Matbierger hu mer hei keng systematesch Iwwersetzung prett. Ech kéint nach aner Saachen opzielen.

Et ass also och noutwendeg, datt mer net nëmme Gesetzer an dem Beräich Handicap an der Chamber stëmme, mä se och selwer hei eescht huelen.

Ech wëll och nach eng Kéier drun erënneren, datt mat der UNO-Konventioun och e Paradigmewissel op d'Politik an d'Gesellschaft duerkënt. Bis elo ass d'Gesellschaft gäre mat den Handicapéierten esou ëmgaangen, wéi wa si speziell Objekter wieren, déi ee misst versueren. An deem Sënn kann een och verschidde Gesetzer aus der Vergaangenheet interpretéieren, déi mer hei zu Lëtzebuerg gestëmmt hunn.

D'UNO-Konventioun stellt elo kloer, datt déi handicapéiert Matbierger ënner engem aneren an enger richteger Bléckwënk, nämlech deem vun de Mëscherechter, musse considéiert ginn. Si si keng speziell Wiesen, déi Sonderrechter brauchen; si si Mënschen, Matmënschen, déi musse eigentlech alleguerten dëselwecht Rechter kréie wéi alleguerten déi aner och. Net méi an net manner! Dat Gesetz, wat mer haut diskutéieren, kann a muss een och an dee Kontext setzen.

Mir hunn et hei mat enger Modifikatioun vun engem bestehende Gesetz vum 2003 ze dinn, wou de Rapporteur schonn all Detailer gesot huet. Ech wëll och hei dem Rapporteur Merci soe fir säin detailléierte Rapport.

Ganz kuerz déi grouss Eckwäerter. En huet se och scho gesot. Mä déi, déi fir eis och wichteg sinn, dat ass, datt de Stat also dann zu 100% de garantierte Mindestloun vun den agestellten Handicapéierten iwwerhëlt an den Ateliers protégés an datt doduerjer déi Concernéiert - géif ech soen - op eng gewëssen Aart a Weis eng eege Pai kréien an och voll als berufleche aktiv Mësch unerkannt ginn.

En zweete Punkt ass deen och, datt d'Käschte vun der Formation - d'Weiterbildung, d'Zousatzbildung an esou weider - iwwerholl ginn. Och dat schéngt eis noutwendeg, fir den Handicapéierten all Chancen ze ginn, um Aarbechtsmarché ze evolüieren, an datt se och dann do eventuell zousätzlech Chancen an der Berufswelt kréien oder sech eben och können op hirer Aarbechtsplaz verbesseren.

Een drëtten Punkt, deen och wichteg ass, dat ass, datt déi verschidde Prozeduren allgéiert ginn, insbesonnesch, datt se, wa se dee Statut hu vum Handicapéierten, dann net mussen iwwert de Wee vun der ADEM goen. Ech mengen, dat ass eng Plo gewiescht. An dat ass wierlechech och e positive Punkt.

Ech mengen, mir als DP begreissen op alle Fall déi Ännerungen a können duerfir de Projet och stëmme.

Ech wëll awer och drop hiweisen, datt hei kéint eng Gefor leien, datt zum Beispill d'Tendenz kéint kommen, datt Leit mat engem Handicap verstärkt an Ateliers protégés - ech géif emol soen - agewisen oder ofgewise ginn an datt dann d'Employeuren, den „normalen“ Aarbechtsmarché, fir dat dann emol esou ze formuléieren, datt déi da manner interesséiert sinn un den handicapéierte Matmënschen, fir déi anzustellen, a sech soen: „Okay, wa se an Ateliers protégés sinn, dann iwwerhëlt jo de Stat komplett d'Pai. Dann hu mir also manner Verantwortung.“ Ech mengen, dat dierf op alle Fall net passéieren.

Duerfir wier et och vläicht gutt, wann ee géif, ech soen net regelméisseg, mä awer déi eng oder aner Kéier am Laf vun deenen nächste Jore vläicht e kuerze Bilan maachen a kucken, wat dann opgrond vun dësem Gesetz an der Praxis geschitt ass.

Ech wëll awer och iwwert de Gesetzesprojet hei eraus nach e puer Remarqué maachen. Ech wëll eben och drun erënneren, datt och mat dem Vote vun der UNO-Konventioun a mat dësem Gesetz, dat mer elo haut hei da stëmme, een net der Meinung soll sinn, datt a puncto Integratioun a Mëscherechter vu behënnerter Matbierger wierlechech alles elo an der Rei wier hei zu Lëtzebuerg. Loin de là! Mir musse kucken, datt mer eis deegleche Praxis an nach aner Gesetzer eben och un d'Konventiounen (veuillez lire: Konditiounen) vun der UNO-Konventioun upassen.

Ech hat et virdu scho gesot, datt mer eis selwer hei an der Chamber mussen och verbesseren. An et gëtt och eng Rei aner Beräicher hei zu Lëtzebuerg, wou weiderhin Handlungsbedarf besteet.

Ee Beräich zum Beispill, wou nach eppes ze verbesseren ass, betrëfft den Zougang zu de Gebaier - deenen öffentlechen, deenen anere Gebaier, Wunnengen. E Stat misst do jo och mam gudden Beispill virgoen. Och do ass dat net iwwerall haut de Fall. An et ass jo och d'Associatioun „Nëmme mat eis“, déi ëmmer erëm op déi Problematik zum Beispill hiweist. Och hu mer hei an der Chamber do scho Gesetzer gestëmmt 2001, mä nach ëmmer bestinn do eng Rei Barrieren.

Datselwecht gëllt och fir d'Mobilitéit an den öffentlechen Transport. Mir haten elo grad virdrun hei nach eng Fro vum honorabelen André Bauler, déi - bon, de près et de loin - awer och an dee Beräich geet. Och do si weiderhin Defiziter ze vermieren.

E leschte Beräich, deen ech awer wierlechech och nach eng Kéier wëll opzielen a wou d'Regierung wierlechech gefuerdert ass, ass dee vun der Éducatioun. An dat huet awer och e ganz klare Kontext oder e Lien mat deem, wat mer haut stëmme. Fir mech ass nämlech de Beräich vun der Éducatioun ee vun deene sensibelsten, wou een eng Regierung besonnesch kann dru moossen, wéi se et mat dem Respekt vun de Mëscherechter vun de Behënnerter hält.

D'Zil muss et jo sinn, fir ze versichen, fir esou vill wéi méiglech Kanner, jonk Mënsche mat Handicap an eis regulär Schoulen ze integrieren, souwuel an d'Grondschoul wéi och an de Secondaire, fir datt se dann eben herno all Chancen hunn um Aarbechtsmarché, all Chancé kënne kréien an net nëmme eleng op d'Ateliers protégés ugewise sinn.

An ech muss wierlechech feststellen - ech sinn datt net eleng -, datt d'Tendenz do ass an der leschter Zäit, fir d'Kanner, Jonker mat Behënnerung wierlechech aus der Regelschoul, géif ech soen, net nëmme erauszehuelen, mä praktesch och erauszestouréieren, an datt dat wierlechech scho bal wierlechech do e System gëtt.

Här Fayot, et gëtt ëmmer méi. Och déi Zuelen, déi mer zum Beispill an der Éducatiounskommissioun,...

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - Ech kann nëmme de Kapp réselen!

► **M. Eugène Berger (DP).** - ...wou Dir jo President sidd, wou mer dat mat Zuelen ënnerluecht kréien, datt ëmmer méi jonk Mënschen aus der Grondschoul aussortéiert ginn an an d'ÉDIF verwise ginn. Och déi Saachen, déi ech an der Press gelies hunn elo vun deem Projet, deen um Instanzewege oder geschwënn um Instanzewege ass, fir d'ÉDIF ze reforméieren, geet ganz kloer an déi Richtung.

Ech mengen, et ass jo kloer, d'Schoulcarrière vu behënnerter Kanner, déi direkt an d'ÉDIF ofgewise ginn, ass virgezeechent, a si kréien dann herno all Chance verbaut, fir sech kennen an d'Gesellschaft an och an d'Berufswelt ze integrieren.

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - Dat ass net wouer, Här Berger. Dat ass falsch.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Mir wäerten dat dann also nach gesé bei der Diskussioun vun deem Projet de loi, Här President.

Op alle Fall, ech wollt also iwwert de Kader vun dësem Projet de loi erausgoen. Mä dat hei sinn awer och Saachen, wann ech vun der Schoul schwätzen, déi awer direkt mat deem Projet de loi trotzdeem ze dinn hunn. Ech wollt déi kritesch Remarque ebe maachen, fir drun ze erënneren, datt trotz der UNO-Konventioun, déi mer gestëmmt hunn, datt trotz Gesetzer, déi mer gestëmmt hunn - an haut also nach eent stëmme -, nach eng Rei Defiziter hei zu Lëtzebuerg bestinn an datt mer weider gefuerdert sinn, fir zousätzlech Efforten an deem Beräich ze maachen, fir datt déi behënnerter Matmënschen enges Dags wierlechech können an enger inklusiver Gesellschaft hei zu Lëtzebuerg liewen.

Dat gesot, géif ech awer och den Accord nach eng Kéier vu menger Fraktioun dozou ginn.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Berger. Als nächst Riednerin ass d'Madame Dall'Agnol agedroen. Madame Dall'Agnol, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP).** - Merci, Här President. Madame, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, Léif Kolleeginnen a Kolleegen alleguerten, natierlech soen och ech am Numm vun der LSAP-Fraktioun dem Rapporteur Merci fir säin exzellente Rapport. Ech sinn och frou, datt dës Projet de loi endlech de Wee an d'Plénière fonnt huet, well et erëm ee Schratt ass méi wäit an der Ëmsetzung vun der UNO-Konventioun, déi mer jo virun enger Rei Méint hei am Haus mat grousem Enthusiasmus gestëmmt hunn.

Ech soen och de Leit aus deenen zwee Ministère gär Merci, virun allem, well et e Projet ass, deen an enger enker Zesummenaarbecht tëschent der Familie an dem Emploi..., datt et an enker Zesummenaarbecht zu dësem Projet de loi ebe koun. E Projet de loi, deen net nëmme wichteg ass, mä virun allem och néideg ass!

Et ass mir awer och wichteg ze betounen, datt doduerch, datt elo 100% vun de Salariaatskäschten direkt vum Stat gedroe ginn, datt dat eng richtig Entscheedung ass, well een domadder eben d'Ateliers protégés net de Critères de rentabilité, déi et op eisem éischten Aarbechtmarché gëtt, ënnerwerft.

Ech weess, et gëtt och eng Rei behënnert Leit, déi dat net esou gesinn, notamment och den Département vun den Travailleurs handicapés vum OGB-L, déi an hirem Avis soen, datt, wann automatesch 100% bezuelt ginn, net méi genuch Wäert drop geluecht géif ginn, fir déi behënnert Persoun op de sougenannten éischten Aarbechtmarché ze kréien, an datt se esou ebe riskéiert, e Liewe laang an engem Atelier protégé festzehänken.

Ech hoffen natierlech, datt dat net de Fall ass, datt dat net geschitt an datt weiderhi jiddwieren, deen eben d'Méiglechkeet huet, um normalen Aarbechtmarché Fouss ze faassen, datt deen och dohinner orientéiert gëtt an datt em eben och gehollef gëtt, eng Plaz ze fannen.

Dee Schrëtt, 100% ze bezuelen, et soll een dat och esou gesinn, wéi datt d'ganz Sociéitéit elo 100% vun de Käschte vum Handicap bezilt oder sech dorunner bedeelegt. Wat an eisen Aen net méi wéi richtig ass, well behënnert, dat ass kee fräiwëlleg, an et sicht och kee sech säin Handicap selwer eraus!

Mir begrëssen natierlech och, datt d'Change-menter an den Artikelen 3, 4 an 8, datt mer doduerch eng Simplification administrative duerchgesat kréien. Wann ee weess, wéi schwierig et heiansdo ass, sech schonn als net behënnert Persoun duerch de Verwaltungsdschungel ze bewegen, da kann ee sech sécherlech virstellen, datt mer hei net kënnen dergéint sinn.

Mir sollen awer bei deemem Projet de loi och nach eemol iwwert d'Ausbildung vun de behënnerte Matmënschen nodenken. Well och hei geet ganz kloer aus de Chiffere vun der ADEM ervir, datt déi Leit, déi am schlechtesten ausgebilt sinn, och déi sinn, déi am mannste Chance hunn, eng Aarbecht um sougenannten éischten Aarbechtmarché ze fannen.

Dat dierft elo eigentlech heibanne kee woenen, well mer wësse schonn, wéi schwiéier et hautdésdags ass fir eng net handicapéiert Persoun, eng Plaz ze fannen. Netdestotz hunn déi awer ëmmer nach méi Choix wéi eng behënnert Persoun, well se ganz dacks awer nach kënnen eng kierperlech Aarbecht unhuelen, wat an de seltenste Fäll bei enger handicapéierter Persoun méiglech ass. Duerfir wëll ech dann och nach eng Käier drun erënneren, datt mer eben am Domän Handicap, oder och am Domän Handicap musse Wäert leeën op eng gutt Ausbildung an och op eng gutt Orientatioun.

Mir suppriméiere jo och an deemem Projet de loi d'Limite vun 80 Deeg, wat de Congé de formation fir déi vun deemem Gesetz betraffe Persounen ubelaangt. Dat ass am Sënn - wat ech elo just sot - vun der Ausbildung natierlech nëmmen ze begrëssen.

Ech wëll awer och nach eng Remarque kuerz opgräifen, déi d'Salariaatskummer gemaach huet, déi ganz zum Schluss vun hirem Avis schreift, datt se d'Regierung opgefuerdert hätt, an ech zitieren elo aus deem Avis: «...d'intégrer le projet de loi concernant la situation de revenu des personnes handicapées dans le projet de loi concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle afin de faciliter la compréhension et l'application du texte.».

Si erklären dann och, firwat: nämlech, datt se Interferenze fäerten tëschen deemem Gesetz an deem vun der Incapacité de travail. Vläch kann d'Madame Minister herno e puer Wuert doriwuer verléieren. Och wann et net hiren Domän ass, sou weess se awer vläch, ob dat da wierklech esou ze realiséiere wär, wéi d'Salariaatskummer sech dat an hirem Avis virstellt.

De Statsrot, deen hat jo dann och proposéiert, den Term „Salaré handicapé“ net ze gebrauchen an eben den Term „Travailleur handicapé“ stoen ze loossen. Dëst, well et hirer Meenung no sech em e Contenu juridique propre handelt. Mir hunn doriwuer jo an der Kommissioun och diskutéiert. Meng Meenung ass, datt mer dobäi bleiwe sollen an dat war och d'Meenung an der Kommissioun. Well wa mer d'UNO-Konventioun wëlle richtig uwennen oder emsetzen, dann däre mer net hei scho bei den Termen ufänken, eng Diskriminatioun anzeféieren. Well firwat wäeren déi eng elo allequerte Salaré ginn, an déi aner, déi géifen Travailleurs bleiwen? Ech mengen, dat ergëtt kee Sënn.

Ech ginn elo net méi an op all d'Neierungen, déi mer an deemem Projet de loi aféieren, zum Beispill de Recours oder datt d'Personnes gravement handicapées och elo kënnen vun der Indemnité de logement bénéficiéieren. Dat ass vum Rapporteur an och vum Virriedner gemaach ginn. Vu datt mir als Sozialisten des Neierungen och nëmme begrëssen, mengen ech, brauch ech net nach laang hei driwwer ze schwätzen.

Zum Schluss wëll ech awer nach eng Käier nahaken, wéi et dann elo fir d'Joer 2011 ausgesäit, wat dëst Gesetz ubelaangt. De Projet de loi, dee gouf jo am Juli 2010 déposiert, an eng ganz Rei vun den Acteuren am Beräich vun den Travailleurs handicapés hunn domadder gerechent, datt se fir 2011 mat der 100%eger Prise en charge kéinte rechnen.

Wann ech de Statsbudget vun 2011 op der Säit 344, Artikel 31.051 kucken a wann ech mech do net géiert hunn, da gesinn ech, datt de Crédit limitatif et sans distinction d'exercice, wat déi Salaritätskäschten ubelaangt, ee gudder Krack an d'Luucht gaangen ass par rapport zum Joer virdrun, sou datt ech unhuelen, datt déi Suen do jo och scho virgesi waren. An ech mengen och, datt een elo d'Ateliers net däreft penaliséieren, just well mir e bësse méi laang gebraucht hunn, fir d'Gesetz hei ze stëmmen. Virun allem, well et sech och net em kleng Zommen handelt an d'Ateliers eben op déi Suen ugewise sinn, fir net an eng penibel Situation ze kommen.

Dat gesot, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Här Ministeren, ginn ech den Accord vun der sozialistescher Fraktioun fir dese Projet a soen lech natierlech Merci fir d'No-lauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Dall'Agnol. An als nächst Riednerin ass d'Madame Josée Lorsché agedroen. Madame Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir unzefänken ee grouse Merci un den Här Eicher fir säin ausféierleche Rapport. Dese Projet de loi reit sech, wéi gesot, an déi positiv Dynamik a vun der internationaler Behënnertrechtskonventioun, déi Lëtzebuerg nieft mëttlerweil 106 anere Länner ratifizéiert huet. Domat ass zwar e Paradigmewissel an der Behënnertepolitik agelaut ginn, allerdéngs verlaangt deen nach vill Efforten, bis e Realitéit ass.

Nach ëmmer gi Persounen mat enger geeschtiger oder physischer Behënnertung op ville Plazen iwwergaangen, entmündegt a souguer culpabiliséiert, wéi kierzlech an engem Témoignage an der Press ze liese war. An nach ëmmer stousse behënnert Mënsche mat hire Forderungen op Onverständnis an op Gläichgültigkeet, net nëmmen am allgemengen Alldag, mä och am Berufsliewen.

Wann een e Bléck op d'Diskussioun iwwert d'Aarmut zu Lëtzebuerg gehäit, da fällt op, datt dat Wuert „Behënnertung“ oder „Defizit“ an där Diskussioun kaum virkënt. Och wann net vill doriwuer geschwat gëtt, ass et kee Geheimnis, datt den Taux vun der Aarmut a vun Ausgrenzung bei behënnerte Persounen méi héich läit wéi bei anere Mënschen, an et ass och gewosst, datt déi materiell Aarmut ganz enk verbonnen ass mam Verloscht vu soziale Kontakter a Kultur.

Et sinn och déi behënnert Persounen, déi opgrond vu méi ausgeprägte Bedürfnissen als éischt aus dem Gesondheits- a Sozialsystem erausfalle, woubäi eise Gesondheitssystem scho vu vireran net all Defizit kompenséiert.

D'Zil vun der UNO-Konventioun, eng geeschtig oder physisch Aschränkung als Normalitéit unzegesinn, well se ganz einfach zum Mënsch gehéiert, gëtt net just mat gudden Intentionen erreecht an och net mat gutt gemengter Virsuerg, déi am Fond soss näischt ass wéi Entmündegung. D'Recht op Participatioun an op eng inklusiv Liewensqualität, esou wéi d'Konventioun se virgesäit, setzt d'Adaptatioun vun eiser Gesetzgebung voraus.

Et geet haut virun allem em Upassung vum Aarbechtsrecht, em d'Aféierung vum Eenheitsstatut och an deemem Beräich, em d'Recht op den RMG, em d'Bedeelegung vum Stat an den Ateliers protégés, em déi sozial Ofsecherung, em d'Formatioun an em eng dättelech Vereinfachung vun de Prozeduren. Woubäi mir zum Beispill begrëssen, datt aarbechtslos Persounen mat engem Handicap automatesch bei der ADEM ageschriwwen ginn, woubäi déi nach e Kapitel fir sech ass.

Mir sinn och frou, datt d'Demande fir d'Unerkennung vum Statut vum Salaré handicapé prozedural vereinfacht gëtt. Datt den Term „Travailleur handicapé“ konnt ersat ginn duerch „Salaré handicapé“ am Konsens mat alle Membere vun der Kommissioun, ass begrëss-

enswäert, schonn eleng, fir eng Diskriminatioun am Sproochgebrauch ze vermeiden. Och wann de Statsrot domat eng Inkohärenz mat anere Gesetzestexter befäert, menge mir, datt de Problem ka geléist ginn, wann e sech sollt stellen. D'Prioritéit muss an eisen Aen nach ëmmer um respektvollen an net diskriminatoireche Sproochgebrauch leien; net nëmmen am Gesetz, mä iwwerall.

Déi gréng Fraktioun wäert deemem Projet de loi dowéinst zoustëmmen, allerdéngs mat der Remarque, datt et nëmmen en Ufank vun engem laange Prozess däreft sinn, deen a Richtung Inklusioun geet.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer e puer Remarquen, déi sech indirekt oder direkt op eenzel Punkten aus dem Projet bezéien.

Och wa mir en an der Gesamtheit ënnerstëtzen, stelle mer eis awer e puer Froen. Virun allem froe mir eis, wisou am Kontext vun deemem Gesetz net eng allgemeng Diskussioun gefouert ginn ass iwwert d'Héicht vun der Indemnitéit fir Locatiounszwecker, déi all d'Empfänger vum RMG zegutt hunn an déi de Mënsche mat engem graven Handicap elo automatesch ouni Demande zougestane gëtt.

Wann ee bedenkt, wéi d'Präisser um Wunnengsmaart an de leschte Joren explodéiert sinn, dann ass eng Indemnitéit vun 123 Euro de Mount nach just eng Dréps op e waarme Steen. Säit 1993, also säit 18 Joer, ass déi Indemnitéit, déi net un den Index gebonnen ass, déiselwech bliwwen, sou datt se par rapport zu 1993 praktesch näischt méi wäert ass an onbedéngt misst gehewe ginn.

Eng Remarque dann och zu der 100%eger Bedeelegung vum Stat um Salaré an den Ateliers protégés. Den Artikel 27 vun der Behënnertrechtskonventioun erkennt de behënnerte Mënschen e gläichwäertegt Recht op Aarbecht zou, mat der Méiglechkeet, sech de Liewensënnerhalt op enger fräi gewielter an accessibler Aarbechtsplaz ze verdéngen, also um fräien Aarbechtsmaart. Datt dat am Fall vun engem graven Handicap net ëmmer méiglech ass, läit op der Hand, an et ass och kloer, datt d'Beschäftegung an engem Atelier protégé an deem Fall oft déi eenzeg Alternativ ass, fir de passiven Openhalt an engem Foyer ze verhënnere.

D'Aféierung vun enger 100%eger Bedeelegung vum Stat un deem Salaré schaaft de Beschäftegten eng gewësse Sécherheet op Basis vum RMG a verhënnert bei de Gestionnairen den Drock vun der Produktivitéit an der Rentabilitéit.

Aus der Perspektiv vun der sozialer Ofsecherung a vun der Kompensatioun vum Handicap duerch öffentlech Gelder ass des Modifikatioun duerch a Fortschritt. Allerdéngs riskéiert déi Moossum awer och, en Deséquilibrer ze schaffen tëschen der Attraktivitéit vun den Ateliers protégés an där vum regulären Aarbechtsmaart - e Problem, op deen den Här Berger och schonn higewisen huet.

Wann d'Salären an den Ateliers zu 100% vum Stat iwwerholl ginn, däreft déi Prise en charge op där anerer Säit awer net op d'Käschte goe vun der Orientéierung op de fräien Aarbechtsmaart, quitte datt et laut Gesetz d'Missioun vun de Gestionnairen ass, hir Beschäftegte op dee Maart ze orientéieren. Et geschitt hinnen awer näischt, wa se et net maachen.

Déi Persounen, déi duerch capabel wäeren, fir enger Beschäftegung an engem normale Betrib nozoegeen, sinn nämlech fir d'Gestionnairen och déi ideal Persounen, fir d'Roll vum Viraarbechter oder vun der Viraarbechterin am Atelier ze iwwerhuelen. Domat kréie si zwar méi Responsabilitéit, mä dat eigentlech a wichtegst Zil vun der Insertioun gëtt domat verfeelt.

Fir deem virzebeugen, misst de Prozess vun der Insertioun vill méi kategoresch organiséiert a kontrolléiert ginn, mat alle Begleetmoossnamen, déi dat bedeit. Dofir sinn net nëmme finanziell Méttel verlaangt, mä och e kloer politesche Wëllen, Asaz, Kreativitéit an eng wäitgefächert, staatlech finanziéiert Weiterbildung.

Wat et zum Beispill am Ausland gëtt, ass de System vum „job coach“, dee behënnert Persounen individuell op e Beruff virbereet an hinnen déi néideg Ausbildung gëtt, fir datt si duerno autonom kënnen schaffen. Esou Beméiunge stiechen hei am Land nach an de Kanerenschong an et muss ee sech munchmol froen, ob se net just eng Alibifunktioun hunn.

Éischtens, well se sech geziilt op eenzel Defiziter beschränken, an zweetens, well d'Leit, déi dovou Gebrauch maachen, hir Ausbildung musse virfinanzéieren. Dobäi ass jo gewosst, datt vill behënnert Mënsche sech un der Aarmutsgrenz bewegen, net déi néideg Méttel fir e Virfinanzement kënnen opdreiwen a riskéieren, am Fall vun engem Échec net rembourséiert ze ginn.

Niewent der Aféierung vum „job coaching“ denken ech och un d'Bereetstellung vu staatlech finanziéierten Aarbechtsassistenten am Berufsalldag, un eng iwwergräifend organisatoresch an technesch Ennerstëtzung fir d'Betribber a virun allem un méi eng grouss Offer u regelmeiséiger a konstanter Weiterbildung, déi fir all Mënsch accessibel muss sinn. Woubäi ech besonnesch u blann oder gehéierlos Persounen denken, déi ganz oft ze kuerz kommen, wat d'Kommunikatioun an deene Coursen ubelaangt.

An där Logik misst et och méiglech sinn, datt dat Geld, wat d'Gestionnairen an Zukunft duerch déi 100%eg Participatioun vum Stat spueren, der Formatioun an der Insertioun op dem Aarbechtsmaart zeguttkeim.

E puer Wuert och zu der Fräistellung fir speziell Formatiounen. All Persoun, déi ënner enger evolutiver Krankheet leit, kann op Avis vun der berodender Kommissioun Congé fir eng speziell Formatioun an Usproch huelen, onofhängeg vum Congé fir déi gängeg Weiterbildung.

D'Fro, déi sech hei stellt, ass déi, firwat de Congé fir eng spezifesche Formatioun net op all Persounen ausgedehnt gëtt, déi ënner de Statut vum Salaré handicapé falen. Eng Formatioun, déi den individuelle Besoinen an dem individuellen Defizit geziilt Rechnung dréit, wär an eisen Ae vu grousem Notze fir all Einzelnen. Dofir froe mir eis, firwat dee Surplus u Formatioun sech just op evolutiv Krankheete limitéiert.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - En iwwerdurchschnittleche Congé fir Formatioun huet allerdéngs och eng Gefor, nämlech déi, datt d'Patronat léiwer op d'ASTellung vun deene Leit verzicht, aus Angscht virun enger sech niddreger Rentabilitéit vum Betrib a wéinst enger Rei vun organisatoresche Problemer, déi doduerch entstoe kënnen.

Fir deem bäizekommen, misst d'Diskussioun iwwert d'ASTellungsquoten, déi jo virun enger Zäit hei an der Chamber gefouert ginn ass, nach eemol opgeworf ginn. Esou wär et zum Beispill interessant, gewuer ze ginn, ob d'Ratifizéierung vun der UNO-Konventioun schonn e positiven Impakt op déi Quot huet an ob dann elo méi Betribber a méi öffentlech Institutiounen sech an hirer Astellungspolitik tatsäichlech un d'Richtlinn vu 5% halen.

Ech woen ze behaupten, datt dat kaum de Fall ass, an et wäert och esou laang kaum de Fall sinn, bis Sanktiounen op der Netanhalung vun der Quot wäerten agefouert ginn. Datt mat deem Geld Integratiounsmoosnamen a Weiterbildung kéinte finanziéiert ginn, läit op der Hand, allerdéngs nëmmen, wann de politesche Wëllen dofir besteet.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et gëtt vill Weeër, fir eng inklusiv an op Matbestimmung ausgeriicht Behënnertepolitik weiderzedreiwen an ze gestalten. Dëst Gesetz ass e kleng Bausteen op engem grouse Chantier, op deem nach vill ze di bleift.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Une voix.** - Merci!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Lorsché, an als nächste Riedner ass den Här Colombera agedroen. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jean Colombera (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat deemem Projet, dee vun eiserem Kolleeg Emile Eicher presentéiert gouf, deem mir fir säi mëndlechen a schréftleche Bericht félicitéieren, soll nom Geescht vun der internationaler Konventioun iwwert d'Rechter vun de behënnerte Matbiereger - Konventioun, déi 2006 vun der Assemblée générale vun der UNO adoptéiert ginn ass - ee Paradigmewissel agelaut ginn, am Sënn, datt déi behënnert Leit hiert Liewen autonom gériere kënnen an op eng egalitär Manéier um gesellschaftleche Liewen, wéi all déi aner, mat deelhuele sollen.

Mat deemem Gesetz solle verschidden administrativ Prozeduren erliichtert ginn. Et ass sécherlech eng liewenswäert Initiative, ee Schratt no vir, mä mir wëssen alleguerten, datt de Prozess vun enger totaler Egalitéit nach net ofgeschloss ass an nach etlech Barrieren mussen ofgebaut ginn.

Heizou wëll ech gär e puer Reflexiounen maachen. Wann ee vu Barrieren schwätzt, da soll d'Fro erlaabt sinn: Firwat waren oder firwat sinn déi Barrieren do? Ass eng Barrière net eigentlech do, fir virun eppes ze schützen? A wie soll dann do eigentlech geschützt ginn? Ass dat dee sougenannte normale Bierger virun der behënnert Persoun? Déi Impressioun kritt ee vläch, wann een d'Kanner an d'École différenciée schéckt, well verschidden Eltere fäerten, hir



Kanner géifen dann dee Moment net méi gutt léieren, wann ee Behënnerten niewent hinne géif setzen.

Ech mengen, normalerweis misst et awer sinn, datt de behënnerte Bierger virun der Mentalitéit vum normale Bierger misst geschützt ginn, well dat Ganz ass einfach eng Mentalitéits-saach.

An deem ganze Prozess sinn e puer Denkfeeler. Denkfeeler, déi onbedéngt misste revidéiert ginn! Virop mengt deejéinegen, dee seng Fäegkeeten alleguerten huet, hie wär am Virdeel par rapport zum behënnerte Matbierger: e Virdeel am physische Beräich, e Virdeel am psychesche Beräich, awer och Virdeeler zum Beispill vun der Accessibilitéit, Virdeeler an der Disponibilitéit. Hei läit den éischten Denkfeeler, well et jo awer nëmme logesch ass, datt déi behënnert Persoun hiren Defizit versicht ze kompenséieren, an dat mat ganz grousem Succès!

Mir haten, erënnere mer eis, eng Grupp vu behënnerte Matbierger an der Familljekommission invitéiert, enner anerem Leit mat ganz staarkem Defizit, enner anerem eng Madame mat enger degenerativer Muskeldystrophie, en Här mat enger kongenitaler Arthrogrypose: Dat ass eng Krankheet, déi zu engem Blocage vun der Artikulatioun féiert, duerch manner gutt entwéckelt Muskelgruppen, wat dozou féiert, datt déi Persoun, wa se e Computer, en Telefon benotze wëllt, mam Mond dee Computer, deem Telefon muss benotzen.

Mir waren an der Kommissioun positiv iwwerrascht, wéi kloer déi Leit am Kapp waren a wat fir e Potenzial do zum Virschäi komm ass! Och de President vun der Initiativ „Nëmme mat eis“ huet e ganz groust Wësse manifestéiert, wat esou dann awer nëmme d'Schlussfolgerung mat sech zitt: Déi behënnert Leit dierfen op kee Fall ënnerschätzt ginn, wat hir Kompetenzen ugeet!

En zweeten Denkfeeler, dee gemaach gëtt, ass deejéinege Feeler, deem am Numm vum ethesche Prinzip, am Numm vun der Berouegung vun eisem Gewësse gemaach gëtt an deem eis dozou verleet, fir e perfektem Alibi op den Dësch ze leeën, andeems mir soen: „Mä mir maache jo eppes fir déi behënnert Leit, fir déi an eiser Mëtt ze integréieren; mir maache jo eist Besch; mir maache jo alles, wat méiglech ass.“

Do ass den zweeten Denkfeeler, dee mer maachen. Mir mengen, fir eppes am Numm vun der Integratioun ze maachen - wat jo gutt ass, mä dat ass awer net verlaangt -, wat verlaangt ass, ass net eng Integratioun, mä eng Inklusioun an der Gesellschaft! Dat heescht, datt de System sech adaptéiere muss un dee Behënnerten, an net ëmgedréit, datt de Behënnerte sech dem System adaptéiere muss. An dat ass e ganz groussen Ennerscheid!

Doraus entsteet den drëtten Denkfeeler, an demen Denkfeeler ass doduerch bedéngt, datt eng sougenannten normal Persoun fir e behënnerte Matbierger decidéiere muss, wat gutt oder wat schlecht fir deem seng Konditioun ass. Or, et misst jo awer ëmgedréit sinn! Et misst eng behënnert Persoun decidéieren, wat misst an engem Gesetzesprojet oder engem Gesetzestext, engem Reglement drastoen, fir esou eppes ze änneren, well déi weess jo Bescheed, wat net fonctionnéiert. Et huet een awer d'Impressioun heiansdo, datt déi behënnert Leit an engem Opferroll drasätzen an do net méi erauskommen a praktesch gezwonge sinn, fir ëmmer Merci ze soen, wann iergendepes, wann iergendwou eppes fir e Behënnerte gemaach gëtt, eng nei Toilette aménagéiert gëtt oder eng Parkplaz aménagéiert gëtt.

Da gëtt et derniewent och eng ganz Rei vun Aberratiounen, do muss een einfach de Kapp rëselen, wéi zum Beispill, ech zitieren eis Fleegeversécherung, déi normalerweis ëmmer... oder wou gesot gëtt, datt se fir d'Fleegefall zoustänneg ass; wou ee mengt, datt dat eng Ulafstell ass fir behënnert Matbierger; déi maachen eppes fir si. Neen, wäit gefeelt! Do ass e Paragrafekrich, wéi iwwerall, wou eng Administratioun mengt, de Punkt op den i ze setzen: Esou kritt een zwar e Lift vum Keller bis op de Spächer garantéiert, mä wann dee behënnerte Matbierger een Tabloid freet, fir e Buch op eng elektronesch Aart a Weis ze liesen, da kënnt et do zum Refus vun der Fleegeversécherung, well dat net an hire Statuten drasteet.

Do maache mer dann de véierten Denkfeeler. Mir verfallen dem véierten Denkfeeler, an zwar, datt mir mengen, datt elo mat deem neie Gesetz alles an der Regel (veuillez lire: an der Rei) ass. An d'Fro, déi ee sech stelle muss, ass déi, ob et net ubruucht wär, fir datt déi nei Médiatrice, déi mer den Donneschdeg hei am Parlament bestëmmen, eng Sous-unitéit...

(Interruptions diverses)

► **Une voix.** - Dir hutt awer net vill Vertrauen an dee Kandidat!

► **Une autre voix.** - Da wielen ech fir den Här Reding.

► **Une troisième voix.** - Elo hutt Der lech awer schéi verrodent!

► **M. Jean Colombero (ADR).** - Här President, ech hunn heiansdo Visiounen. Ech sinn zwar kee Prophet...

► **Une voix.** - Dat wësse mer, dat wësse mer! (Hilarité)

► **M. Jean Colombero (ADR).** - Déi Visioun, déi ech fir den Donneschdeg hunn, do gesinn ech kloer eng Médiatrice.

(Hilarité)

Also d'Fro, déi sech do stellt, ass, ob mer net sollen eng nei Sous-unitéit bei der Médiatrice schafe fir déi behënnert Matmënschen. Esou eng Unitéit wär och am Krankwiese vu grousem Intérêt. Esou eng zentral Stell wär ideal, fir d'Rechter vun der behënnert Persoun méi effektiv ze vertrieben.

Eng aner Pist wär déi, fir enger behënnert Persoun ee Budget ze ginn, datt déi Persoun sech Begleetpersounen uschafft, déi hir bei der alldeeglecher Aarbecht hëllefle géifen. Da wär dann déi Persoun, déi behënnert Persoun, an enger aktiver Roll an net méi an enger passiver Roll!

Dat gesot, Här President, dese Gesetzesprojet geet an déi richteg Richtung a mir hoffen, datt d'Madame Minister hir Efforten nach weider wäert ausbreeden. Ech denken dann, wéi gesot, un d'Inklusioun an der Schoul an och hei am Parlament: Wéi den Här Eugène Berger gesot huet, ass et guer net behënnertegerecht. Ech ka mer net virstellen, datt een Här Wolfgang Schäuble, deem hei géif setzen, datt deem hei géif eens ginn. Also do ass nach ganz, ganz vill ze maachen.

Dat gesot, gi mir hei d'Approbatioun zu deem Gesetzesprojet, an ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Colombero. Als leschte Riedner ass den Här Urbany agedroen. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Merci. Dir Dammen an Dir Hären, Reduzéierung vum administrative Barrière kënnen och a gewësse Fäll zum Ofbau vu Rechter oder vu Méiglechkeeten vun assuréierte Leit féieren. Dat gesäit een hei bei der Ofschafung vun der Commission spéciale de réexamen. Dat war déi Kommissioun, déi jo besteet op enger paritéitescher Basis an och enner Derzouzéie vun Experten aus dem Aarbechtsberäich vun den Handicapéierten, an déi dofir zoustänneg war, fir op e Recours vun engem Assuré hin eng Décision négative vun der Commission médicale nach eng Kéier frësch ze ënnersichen.

Déi Kommissioun huet a verschiddene Fäll Décisionen - déi negativ fir d'Leit waren - vun der Commission médicale revidéiert an domat de Leit d'Recht zouerkannt op de Statut d'handicapé. Si huet hir Incapacité de travail ënnersicht, an am Contraire zu der Commission médicale, déi jo no reng medezinesch-funktionelle Kritären d'Leit ënnersicht, no engem Barème vun Incapacités, deem an décke Bicher steet, während déi Commission de réexamen awer vill méi vun der Praxis hier d'Situatioun vun deenen Einzelnen ënnersicht huet an och gekuckt huet, wéi hir medezinesch Situatioun par rapport zum Aarbechtsverhältnis ze bewäerte wier.

Ech bedauern et, dass déi Rekursméiglechkeet, wat eng intern Rekursméiglechkeet war an der Administratioun, dass déi elo ofgeschafft gëtt, an ouni sech d'Fro ze stellen, ob zum Beispill d'Commission médicale dann ëmmer effikass funktionéiert, op d'Commission médicale, déi jo aus fënnf Doktere besteet, dann ëmmer dat néidegt Organ ass, fir d'konkret Situatioun vun de Leit ze ënnersichen.

D'Praxis huet bewisen, dass dat net ëmmer de Fall ass! Mä am plaz déi ganz Prozedur nach eng Kéier op de Leescht ze huelen, ass elo decidéiert ginn, déi gënant Commission de réexamen, mat där vill Leit an der Regierung net d'accord waren a wou och déi Dokteren aus där Commission médicale net ëmmer d'accord waren, déi einfach aus dem Wee ze schafen, an d'Leit ginn elo forcéiert, an alle Fäll déi laangwierig Prozedur op de Gerichter anzuschloen.

Eng zweet Remarque wëll ech hei nach maachen, dat ass, wat d'Lounkäschten zu 100% vum Stat ugeet, déi sollen iwwerholl ginn. Ech verstü verschidde vun deenen Iwwerleeungen, déi an deem Zesammenhang gefouert ginn. Ech wëll awer och ze bedenke ginn, dass en Deel vun deem Secteur vun den Ateliers protégés awer och aus kommerzielle Gesellschaften besteet, déi jo dann elo d'Lounkäschten zu 100% iwwerholl kréien! An ech wëll hei awer wierklech d'Fro stellen, wéi dat dann do an der

Praxis geregelt gëtt vis-à-vis vun deene Gesellschaften, déi jo dann awer wierklech d'Lounkäschten do vum Stat integral iwwerholl kréien, awer gläichzäitig déi Produiten, déi se produzéieren, awer kënnen no bausse vermaarten.

Drëtten mengen ech, dass hei d'Geleeënheet net genuch genotzt ginn ass, fir wierklech konkret ze kucken, wéi d'Integratioun um Aarbechtsmaart kéint verbessert ginn.

Ech hunn 2003 fir dat Gesetz hei gestëmmt, wat elo soll geännert ginn. Ech wëll mech des Kéier enthalen, virun allem, well ech mengen, dass déi Verschlechterung vun der Prozedur, déi awer Auswirkungen huet op d'Situatioun um Fong vu ganz ville Leit, an Zukunft wäert negativ Auswirkungen hunn, déi net ze vertrieben sinn!

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Urbany, an elo kritt d'Wuert dann d'Madame Famillje-ministesch Marie-Josée Jacobs.

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif elo wëlle fir d'Éischt dem honorabelen Här Eicher villmools Merci soe fir säin ausféierleche schrëftlechen a mündleche Rapport, dee mer et erméiglecht, net méi op all d'Detailer anzogoen, obschonns, wann ech elo eng Partie vun de Riednerinnen a Riedner héieren hunn, ech mengen, datt vläicht nach net alles verstanen ass, sou wéi et an dem Gesetz dran ass.

Ech si frou, datt mer dat Gesetz elo nach zum Enn vun deem Joer kënnen stëmme, besonnesch och wéinst der Fro an der Méiglechkeet, fir den Atelier-protégé kënnen déi Mëtelen ze ginn, déi se brauchen, fir op déi 100%eg Participatioun ze kommen, an och, well ech mengen, datt dat hei wierklech e Gesetz ass, wou mer laang genuch dru geschafft hunn, fir datt et endlech elo nach konnt virun de Feierdeeg gestëmmt ginn.

Zënter dem Vote 2003 vun dem Gesetz iwwer Mënsche mat enger Behënnerung huet sech munches gedoen. A besonnesch ass sécher déi gréissten Ännerung d'Adoptioun vun der Konventioun iwwer d'Rechter vu Mënsche mat enger Behënnerung, wou mir och hei zu Lëtzebuerg den 13. Juli hei an der Chamber déi Konventioun gestëmmt hunn, wou an der Zwëschenzäit och dat Ratifizierungsdokument um Siège vun der UNO déposiert gouf a mer eis domadder och international verflachten, fir déi Dispositione vun dem Mënschrechtstraité op nationalem Plang ëmzesetzen.

De Paradigmewissel, vun deem vill geschwat gouf, vum medezineschen zum soziale Modell, a wourop och déi ganz UN-Behënnerterechtskonventioun opgebaut ass, ass e Modell, dee mer 2003 ewell applizéiert hunn. Et ass e Wiesel ewech vun enger Gesellschaft, déi e Behënnerten als hëllefbedürfteg Wiesse gesäit, hin zu enger Gesellschaft, déi dat enorm Potenzial erkennt, wat an de Mënschen dran ass, déi eng Behënnerung hunn an déi aktiv an eiser Gesellschaft musse kënnen participéieren. An, wéi gesot, dat ass och net nei, dat wor och ewell de Gedanken an de Grondgedanken och beim Gesetz 2003.

Wa mer gesinn, wat eenzel Behënnert fäerdegkréien, ob dat op dem Aarbechtswee ass - an eng ganz Partie vu Leit mat Behënnerungen hu mer jo an eise Verwaltungen - oder ob dat um kulturelle Plang ass, dann ass dat jo aussergewöhnlech a remarquabel. An duerfir: Jiddwereen huet an eiser Gesellschaft seng Plaz. Duerfir ass et och kloer, datt och jiddwereen, egal wéi eng Behënnerung datt en huet, och bei eis an der Gesellschaft seng Plaz muss fannen.

Ech sinn elo e bëssen erstaunt, datt eenzel Leit fannen, datt et net gutt wier, datt mer op de Wee géife goe fir eng 100%eg Bedeelegung vum Stat bei dem Bezuele vun de Behënnerten. Wann ech awer weess, wat och all dat nach ronderëm alles kascht, och déi Leit, déi awer mussen do sinn, fir déi Leit ze betrieen, da schéngt dat mer awer evident ze sinn, datt et net duergeet mat deene Suen, déi do erakommen, och wa mer wëssen, datt do Produkter geschafe ginn, déi duerno kënnen verkaaft ginn. Mä dann ass et awer bei Wäitem sécher net, datt dat e Selbstkostenpunkt elo géif ginn an datt elo déi Ateliere do géife Geschäfte drop maachen, wou se net wësst, wat se da mat de Sue sollte maachen.

Ech denken och, datt et wichteg ass, datt een hei vläicht nach eng Kéier drun erënnert, datt nieft den Atelier-protégé, déi 100% kréie bei der Participatioun vum Salaire vun enger Persoun, déi de Statut vum Travailleur handicapé huet - oder elo vum Salarié handicapé, wann Der bis d'Gesetz gestëmmt hutt -, datt et och wichteg ass ze wëssen, datt och e Patron, deem am private Secteur eng Persoun astellt, déiselwecht Montanté ka kréien, y compris sougutt och herno d'Soziallaaschte vun deenen Einzelnen.

Selbstverständlech ass et de Wonsch vu jiddwerengem, fir ze kucken, datt déi Leit kënnen op den éischten Aarbechtsmaart kommen. Et muss een awer wëssen, datt dat a ville Fäll entweder net méiglech ass, an an anere Fäll souguer fir dee Behënnerte selwer och net gutt wier, wann en dat misst maachen, well mer awer wëssen, datt op dem éischten Aarbechtsmaart dacks e groussen Drock op d'Leit ausgeübt gëtt an datt et dann och schwierig wier, fir dat kënnen ze maachen.

Derbäi kënnt dat, wann ee seet, datt Gläichberechtigung net datselwech ass wéi Gläichbehandlung. Och wa Mënsche mat enger Behënnerung vun deeneselwechte Rechter profitéiere kënnen wéi en net behënnerte Mënsch, wat zu Lëtzebuerg ewell laang de Fall ass, verschafen hinnen des Rechter nach laang net ëmmer déiselwecht Méiglechkeeten. Dacks ass eng Upassung vun der Émwelt néideg. Et mussen Aménagement getraff ginn a Mesure-positive geholl ginn, fir datt déi gläich Rechter och kënnen zu enger Gläichbehandlung ginn.

D'Zil vum Gesetz vun 2003 wor et, datt Mënsche mat enger Behënnerung déi néideg Ënnerstützung kréien, fir se kënnen um éischten Aarbechtsmaart ze behaupten, sief dat um éischten Aarbechtsmaart oder awer och an dem geschützten Aarbechtsmaart. En zolidd Aarbechtsverhältnis mat engem regulären Aarbechtskontrakt ass also eng wichteg Basis fir dat eegeverantwortlecht Handeln an erlaabt et, fir säin eegent Geld ze verdéngen. Dir gesitt, datt dat deemools ewell e Schrëtt wor an d'Richtung vun der Onofhängegkeet, wou mer ebe wollten ewechkomme vun dem Karitativen, mä hin zu deem Normalen an zu der Autonomie vun de Leit.

Ech sinn awer mat all deenen d'accord, déi hei och de Mëtteg scho gesot hunn, datt mer musse virun allem d'Barrieren ewechraumen, déi de Leit am Wee stinn. An déi gréisste Barrière sti meeschtens an de Käpp vun de Leit. An dat ass dat, wat och am schwéiersten ass ëmzesetzen, fir eben dee Mentalitéitswiesel fäerdegzekréien, fir all deene Leit d'selwech ze begéine wéi jiddwerengem aneren och.

E Mënsch, dee behënnert ass - hunn ech mer soe gelooss -, kënnt an e Restaurant, da gi se deem, dee mat em kënnt, d'Menükaart an da soe se: „Da kuckt Dir emol, wat hie wëllt iessen.“ Firwat soll ee Mënsch, dee vläicht eng Behënnerung huet, duerfir net selwer kënnen decidéieren, wat e kann iessen? Dat, fir ze weisen, wéi bornéiert mir an eise Käpp dra sinn a wéi schwéier datt et ass, fir do d'Barrieren ewechgeholl ze kréien. Da kann ee sech virstellen, wat dat vis-à-vis vun deene Leit ass, déi selwer betraff sinn, fir dat och iwwerhaupt kënnen ze akzeptéieren.

Ech hoffen, wéi gesot, datt mer et och mat deem Gesetz fäerdegkréien, datt méi Patronen aus dem Privatsektor sech engagéieren, fir emol Leit anzustellen. An ech muss och do soen: Déi, déi - ech soen lech herno d'Zifferen - dat bis elo gemaach hunn, hunn et och am Regell net bedauert, wat jo also positiv ass. Mä et sinn der eigentlech ze vill, déi sech net trauen, fir dat ze maachen. An duerfir, mengen ech, ass dat och wichteg, datt een ëmmer erëm dorop hiweist.

Den Atelier protégé ass och net d'Zil a sech. Et soll e Wee si fir déi Leit, déi entweder net kënnen, well dat duerch hir Behënnerung net méiglech ass, oder awer e Wee sinn, fir kënnen domadder gestärkt ze ginn an herno d'Chance ze kréien, fir op den éischten Aarbechtsmaart kënnen ze kommen.

Sécher ass et net d'Zil, fir ze verhënnern, datt mat där 100%eger Participatioun elo vum Stat herno d'Leit an den Atelier-protégé gehale ginn. Eis Suerg wor eigentlech de Contraire, well mer gesot hunn: Wa mer keng 100% ginn an de Stat ze wéineg bezuelt, da riskéiere mer, datt an der Zukunft kënnen Leit an den Ateliere soen: „Mir wëllen nëmme Leit hunn, déi eigentlech vläicht nach d'Chance hätten, fir op den éischten Aarbechtsmaart ze kommen, mä well mer dann awer eis Rentabilitéit vun eisem Atelier net kënnen garantéieren, loosse mer déi Leit net op den éischten Aarbechtsmaart goen.“ Et ass also deem ëmgékéierte Wee vun deem, wat hei vun eenzelne Leit gefaart gouf. An duerfir mengen ech ewell, datt et richteg ass, datt mer dat och zu 100% maachen.

Op d'Upassungen och un d'Situatioun vun net behënnerte Mënschen an déi Modifikatiounen ass den Emile Eicher agaan. Duerfir ass et nëmme vun Ufank an eise Wonsch gewiescht, datt mussen d'Leit, déi de Revenu pour personnes gravement handicapées kréien, datt deem an darselwechter Héicht ass, wéi och den

RMG et ass, datt een och an der Zukunft net eng extra Demande muss maachen, fir déi Allocation de loyer ze kréien.

An datselwecht zielt och fir den Ausdrock vun dem „Travailleur handicapé“ an dem „Salarié“. Fir eis wor dat, esou wéi och fir d'Leit an der Kommissioun, eng Selbstverständlechkeet, datt déi Ausdréck do net géife kënnen d'selwecht virufouert ginn, mä datt mer, wa mer Changementer an deenen anere Gesetzer maachen, dat selbsterständlech och hei sollte maachen.

Dir gesitt also... An ech sinn och mat all deenen d'accord, déi dat gesot hunn, datt dat heiten e Schrëtt ass, dee wichteg ass, mä datt der nach vill anerer mussen nokommen. Ech denken, virun allem och ass hei iwwert d'Accessibilitéit geschwat ginn. An dat do ass selbsterständlech och fir jiddwereen, deen eng Responsabilitéit huet.

Mir hunn ewell zënter laange Joren zesammen och mat der Organisatioun vun den Architekten a vun den Ingenieuren e Code, dee mer erausginn hunn, e groust voluminéist Dokument, wat och d'Gemenge sech kënnen uneegnen, fir ze kucken: Wat ass méiglech a wat kann ee maachen? Well mer jo net nëmme eng Zort vun Handicap hunn, mä dat wierklech dann och weist: Wann een deen ee Wee mécht, wat geschitt dann? Dat ass da vläicht gutt fir eng Persoun, déi am Rollstull ass, et kann awer sinn, datt et just de Contraire ass fir eng Persoun, déi blann ass.

Dir gesitt also, datt een och doriwier e groust Wesse muss hunn. Et ass net nëmme den gudden Wëllen, deen een do brauch, mä et muss een och Leit hunn, déi dovunner eppes kennen.

Duerfir mengen ech och, datt et wichteg ass, datt mer och bei deene Leit, déi eng evolutiv Krankheet hunn..., a wann ech do och drun denken, zum Beispill een, deen no an no blann gëtt, do ass et kloer, datt jo viles a sengem Liewen op eemol aneschtens gëtt, datt een also d'Bereitschaft muss léieren, datt dat awer nëmme een Element ass vu villem, wat eben derzou féiert, datt et engem et méiglech mécht, fir kënnen an d'Liewen eranzugeen.

Duerfir, nach eng Kéier, ech sinn dervun iwwerzeegt, datt mer an deenen nächste Jore méi wéi eng Kéier nach op déi verschidde Punkten hei wäerten agoen. Ech sinn och der Iwwerzeugung an och mat dem Här Berger d'accord, fir ze soen, et dierf kee forcéiert ginn, an en Atelier protégé schaffen ze goen. Een, deen d'Méiglechkeet huet an dee wëllt op eng aner Plaz schaffen goen, dee muss dat, wann et denkbar ass a wann et méiglech ass, muss deen dat och kënne fäerdegréien.

Op där anerer Säit fäerten ech manner, datt op eemol d'Leit géifen an den Atelierien zréckbehale ginn, well mer eigentlech wëssen, datt mer an deenen nächste Joren éischter e Mangel wäerten hunn un Atelierplazen, wéi datt mer der ze vill hunn, sou datt vun dohier - ech mengen - dat net déi grouss Gefor ass.

Op der Madame Dall'Agnol hir Fro hunn ech geäntwert. Wat der Madame Lorsché hir Aussoen och ubelaangt, zum Beispill iwwer Leit mat enger Behënnerung, weess ech net, ob Der wouss, datt zu Lëtzebuerg et och de Kulturpass gëtt, fir deene Leit och den Accès ze erméiglechen, fir kënnen och an d'Kulturinstitutionen ze goen, ouni datt se duerfir musse bezuelen. Dat ass eng Associatioun, déi dee geschaaft huet an deen „Culture for all“ heescht, wou ech mengen, datt dat och flott ass, fir dat kënnen ze maachen.

Indemnitéite wat de Loyer ubelaangt, dat ass natierlech eppes, wat méi wäit geet wéi elo hei an deem Kader, mä ech denken och, datt do, wa mer et fäerdege géife kréien - an de Logementsminister ass och hei -, datt mer méi Gemenge fannen, déi mat op de Wee gi vum Logement social, datt et méiglech wier, méi bëlle a méi Logementer ze bauen, ouni datt mer just nëmme, wa mer déi Indemnitéit do an d'Luucht setzen, de Propriétaires esou vill Sue weider ginn an datt duerfir ënnert dem Stréch fir deen, dee betraff ass, nach net ganz vill geschitt ass.

D'Quoten, do wëll ech lech vläicht e puer Chiffere soen, well ech weess, datt dat ëmmer d'Chamber interesséiert, an da komme mer an engens zu deene Prozenter, déi mer hunn - déi eng an déi aner. De Stat huet mëttlerweil 839 Leit, an domadder si mer op 3,49%; d'Gemengen - do ass nach e bëssen Nachholbedarf - 212 Leit, déi bei de Gemenge schaffen, datt ass 1,69%. Am private Secteur sinn et 1.711 Leit - 0,53%. An an den Atelier-proté-

géen hu mer 858 Leit, déi doranner schaffen, wat en Total ausmécht vun 3.620 Leit, déi mam Statut vun Travailleur handicapé op deene verschidde Plaze schaffen.

A wéinst de Quote wëll ech elo soen, de Stat ass bis haut eigentlech net op de Wee gaangen, fir bei d'Beriber Sue sichen ze goen a froen ze goen, well mer selwer bis elo eis Quoten - weder als Stat nach als Gemengen oder aner öffentlech Institutionen - net erfëllt hunn. Och an deenen nächste Jore ginn, esou wéi an der Vergaangenheet och, pro Joer 50 Leit beim Stat agestallt, déi de Statut vun dem Travailleur handicapé hunn, an ech wier fro, wann och aner dat géifen nomaachen.

Enn 2010 woren nach 1.944 Leit, déi de Revenu pour personnes gravement handicapées haten; 2011 woren et 590 Leit, déi de Statut krute vun der Kommissioun, an 51 Leit, déi de Revenu pour personnes gravement handicapées kritt hunn. Ech wëll lech elo net mat all deenen Zuelen hei ze vill en décke Kapp maachen, mä mir gesinn, datt am Ganze bei allen Demandeurs d'emploi 9,15% dovun Travailliers oder och Salariés handicapés sinn.

Et wäert an engem Total d'Joer fir ebe Persoun mat enger Behënnerung am Statsbudget 65 Milliounen ausmaachen, sougutt wat d'Atelier-protégéen ubelaangt wéi och de Revenu pour personnes gravement handicapées. Ech hunn lech virun d'Zuele genannt vun dem Transport, wa mer alles dat beieneerechnen, da gëtt dat natierlech ganz erheblech Ausgaben, déi mer doranner investéieren, mä wou ech denken, datt dat heibannen an och soss néierewou contestéiert ass.

Fir op dee Montant vun deenen 100% ze kommen, si fir 2010 2.224.000 Euro zousätzlech virgesinn, fir datt also och d'Atelieren déi Suen zur Verfügung hunn, déi se brauchen, fir d'Leit kënnen zu 100% dann och ze bezuelen.

Merci villmools.

M. le Président. - Merci der Madame Familljeministesche. Domadder wier d'Diskussioun ofgeschloss, a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6161 ass ugeholl mat 59 Joer Stëmmen an enger Enthaltung.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert (par Mme Nancy Arendt), Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes (par Mme Martine Mergen), MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Claude Haagen (par M. Ben Scheuer), Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Fernand Etgen), Mme Anne Bresseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helming (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

S'est abstenu: M. Serge Urbany.

Wëllt ee seng Abstentiuon begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mer elo zum Projet de loi 6204, eng Direktiv iwwert d'Kontroll vu chemesche Substanzen. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht, an et huet sech bis elo just ageschriwwen: den Här Berger. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marcel Oberweis. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

7. 6204 - Projet de loi

a) relative aux contrôles et aux sanctions concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques et les restrictions y applicables, telles que ces substances sont visées par le règlement (CE) n°1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une agence européenne des produits chimiques, modifiant la directive 1999/45/CE et abrogeant le règlement (CEE) n°793/93 du Conseil et le règlement (CE) n°1488/94 de la Commission ainsi que la directive 76/769/CEE du Conseil et les directives 91/155/CEE, 93/67/CEE, 93/105/CE et 2000/21/CE de la Commission;

b) relative aux contrôles et aux sanctions concernant la classification, l'étiquetage et l'emballage des substances et des mélanges, tels que ces substances et mélanges sont visés par le règlement (CE) n°1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les directives 67/548/CEE et 1999/45/CE et modifiant le règlement (CE) n°1907/2006;

c) abrogeant la loi modifiée du 15 juin 1994 relative à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses;

d) abrogeant la loi modifiée du 3 août 2005 relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Marcel Oberweis (CSV), rapporteur. - Sou, Dir Damm an Dir Hären, Här President, Här Minister, no deem dach soziale Volet elo muss ech elo mat engem e bësse méi technesche Volet iwwerraschen an zielen hei. Et geet hei beim virleiende Projet de loi em eng Suite vun dem Gesetzestext REACH, dee mir hei schonn de 9. März virun zwee Joer behandelt hunn.

Kuerz zum Gesetzestext selwer: Den delegéierten Nohaltegkeetsminister huet de 7. Oktober 2010 deenen hei an der Chamber déposéiert. D'Berufschambere vum Commerce, vun de Salariéen a vun de Métieren hunn hir Avisen erarbeucht. De 27. September d'Joer huet de Statsrot säin éischten Avis agereecht, a säin zweeten Avis datéiert vum 22. November d'Joer. Den 12. Januar d'Joer ass de Projet de loi eng éischte Kéier an der Chamberskommissioun analyséiert ginn, an de 26. Oktober ass den Avis vum Statsrot consultéiert ginn. Opgrond vun deem Avis sinn awer dunn nach eng Rei vun Amendementen néideg ginn. Deen zweeten Avis vum Conseil d'État ass den 30. November diskutéiert ginn an de Rapport ass de 7. Dezember unanime ugeholl ginn.

Bei REACH handelt et sech - kuerz nach eng Kéier erënnert - em en integréierte System fir d'Registrierung, d'Evaluatioun an d'Zouloosung vu geféierleche Substanzen a Mëschungen. Mëttlerweil si ronn 30.000 d'Produkten, déi an der Europäescher Unioun agesat ginn, an der Erfaassungsagence ECHA zu Helsinki registriert. REACH verlaangt vun den Industrien, all Informatiounen iwwert den Impakt vun dese Substanzen a Mëschungen op d'Gesondheet vun Mënsch an d'Auswierkungen op d'Ëmwelt virzeleeën. Wéi geféierlech des chemesch an toxesch Materialië sinn, hu rezent Chemiekatastrophen bewisen: Seveso an Italien, Bhopal an Indien, un dem Floss Theiss an der Tschechei, a méi no bei eis virun enger gewëssener Zäit zu Basel um Rhain.

E fundamentaalt Element vu REACH besteet doranner, dass d'Entreprises, déi chemesch Substanzen herstellen oder importéieren, hir Responsabilitéit iwwerhuele mussen. Dat gëllt awer och fir d'Importateuren, fir d'Händler a fir de

Verbraucher. Déi mat der Notzung verbonne Risike fir de Mënsch an d'Ëmwelt mussen iwwerbléckt ginn. All Mesurë mussen ergraff ginn, fir des Auswierkungen esou kleng wéi méiglech ze halen.

Dierf ech hei nach eng Kéier op déi eenzel Kategorie vu schielechen a geféierleche Substanzen a Mëschungen agoen? Dat sinn där, déi Kriibs erviruffen, déi d'lerfgutt vum Mënsch veränneren oder d'Fortplanzung verhënnern. Et sinn där, déi toxesch sinn oder sech an de Liewensressourcë Buedem, Waasser, Loft oflagere an domat endokrin wirksam kéinte ginn.

Dës Opzielung weist kloer drop hin, dass duerch Fuerschung an Entwécklung derfir gesuert muss ginn, dass manner schielech Substanzen a Mëschungen op de Maart kommen, jo, dass se aus dem Handel a Verbrauch komplett verschwannen.

Dofir investéieren d'Europäesch Unioun an déi eenzel Memberstate ganz staark an d'Fuersuchungen an deem Beräich, fir dass méi ëmweltfrëndlech Substanzen entwéckelt ginn. Et ass e formidabelen Challenge fir d'Fuerschungszentren an d'Industriebetriebe. Wa mir do gutt Fortschréttler maachen, da verschaaft Europa sech do sécherlech Avantagen um Weltmarkt.

Well den technesche Fortschréttler awer net ophält, si mëttlerweil an deem Dossier REACH nei Erkenntnisser gewonne ginn, an dat bréngt mat sech, dass mir dat virleiende Gesetz zu REACH iwwert d'Registrierung, d'Evaluatioun an d'Zouloosung vun de Substanzen a Mëschungen aus dem Joer 2009 verbessere mussen.

Mat deem virleiende Projet de loi setze mir déi europäesch Direktiv 1272 aus dem Joer 2008 mat Bléck op d'Klassifikatioun, d'Verpakung an den Étiquetage vun dese geféierleche Substanzen a Mëschungen em. Et ginn domadder zwee Gesetzer iwwerschaaft: dat éischt aus dem Joer '94 d'lescht Jorhonnert iwwert d'Klassifikatioun, den Emballage an den Étiquetage vun dese Substanzen; dat zweet aus dem Joer 2005 iwwert d'Klassifikatioun, d'Verpakung vun dese Mëschungen.

E wichtige Punkt ass awer d'Tatsaach, dass elo de Reversment vun der Preuve zum Droe kënn. Vun elo un ass et un der Entreprise, fir nozeweisen, dass déi entwéckelt a produziéiert Produkter ouni Risike fir déi mënschlech Gesondheet an d'Ëmwelt verdriwwen dierfe ginn.

Bei der Registrierung bei der Agence ECHA zu Helsinki sinn d'Menge vu méi wéi 1.000 Tonne pro Joer bis Enn 2010 erfaast ginn. Vu Lëtzebuerg goufen deemools 141 Dossieren erstallt, an dat woren nëmme 0,56% vun allen erfaaste 25.000 Dossieren. Elo awer nei: Ab dem Juni 2013 solle Mengen ab 100 Tonne pro Joer registriert ginn a souguer ab dem Juni 2018 Mengen ab enger Tonn. Dat beweist ganz kloer, dass déi Europäesch Unioun verlaangt, dass ëmmer méi Kontroll iwwert dese Mengen duerchgefouert gëtt.

Den zweeten Deel vun dem Projet de loi behandelt d'Reglement CLP. CLP steet, wéi gesot, fir Classification, Labeling a Packaging. Dat ass d'Kärstéck vun der europäescher Direktiv, déi den 20. Januar 2009 a Kraaft getrueden ass an déi elo duerch REACH kompletéiert gëtt. Mat deser Direktiv gëtt alles ënnerholl, fir an der Europäescher Unioun en harmoneschen a generale System zu de chemesche Produkter opzebauen, an dat iwwert de Wee vu Fichieren an Datebanken. Dës Fichiere kënnen entweder an der däitscher oder an der franséischer Sprooch hei am Land geschriwwen ginn.

Op der Étiquette stinn eng ganz Rei vu Piktogrammen, déi de Verbraucher opmierksam maache mussen, dass hien eng geféierlech oder toxesch Substanz an de Grapp hält. Des Weidere steet dat Wuert Gefor ganz grouss drop. E gëtt opmierksam gemaach, wéi Mesuren ergraff musse ginn, wann en Accident geschitt. All des Substanzen mussen op enger sécherer Plaz gelagert ginn, sou dass keen Onbedeelegten Accès dozou kritt.

Da soll d'Kommunikatioun op dem internationalen Niveau iwwert d'Gefore fir de Mënsch an d'Ëmwelt vun dese Substanzen a Mëschungen ausgebaut ginn. Den CLP ass vum 1. Dezember d'lescht Joer obligatoresch fir d'Substanzen a gëtt fir Mëschungen ab Juni 2015 wirksam. Well den Asaz vun dese geféierte Substanzen a Mëschunge politesch iwwergräifend Wirkunge ka kréien, kënn et hei zu enger enker Zesummenaarbecht tëschent eenzelne Verwaltungen: der Ëmweltverwaltung, der ITM, der Gesondheitsdirektioun, der Gestion de l'eau, den Douanes an Akzise wéi och dem ILNAS. Et gëtt och e Comité REACH-CLP an d'Liewe geruff, fir d'Applikatioun vun dem Gesetz ze iwwerwaachen.

Doniewent hunn och Associatiounen, déi an deem Beräich agéieren, en Abléck an dese Dossieren.



Et ass evident, dass an dësem Projet de loi e Punkt iwwer penal Sanktiounen ageschriww gëtt. Et si Strofen tëschent 251 Euro bis 500.000 Euro virgesinn. Dat ënnersträicht de Wëlle vun dem Ëmweltministère, dass hei net ze spaassen ass. Ëmmerhin, hei gëtt de Prinzip vum „pollueur-payeur“ komplett zum Droe bruecht.

Wann ee gesäit, wéi Aufgaben duerch d'Applikatioun vun dësem Projet de loi op déi staatelech Verwaltung zoukommen, da kann een och verstoen, dass si freet, zousätzlech Personal anzustellen. Si freet hei zwee Ingenieuren an ee Redakter. De Statsrot hat awer gemengt, dass domat nei Fonctionnaires agestallt ginn an och domat de Statsbudget grevéiert géif ginn. Mä fir d'Protektioun vun der mënschlecher Gesondheet an och, fir eis Ëmwelt ze schounen, sollte mer dee Schrëtt hei ënnerstëtzen.

An der éischter Versioun vum Projet de loi wor och keng Fiche financière derbäi, déi ass awer vun der Regierung nogereecht ginn. Nach weider Detailler iwwert de REACH-CLP kënn Der awer am schrëftleche Rapport noliesen.

Bevir ech zum Schluss kommen, nach vläicht ee Punkt. D'Chambre des Salariés huet drop opmierksam gemaach, dass si e wichteg géif fanen, dass d'Personaldelegatioun informéiert gëtt, wann zum Beispill Kontrolle mat Bléck op REACH-CLP an hirer Entreprise duerchgefouert ginn. Si soll och d'Méiglechkeet kréien, dës Agenten ze begleeden. Firwat? Ma d'Salarié mussen wëssen, dass an hirer Entreprise eventuell geféierlech Substanzen a Mëschung stockéiert ginn. Et geet jo och virun allem dorëm, fir d'Gesondheet vun de Mënschen, déi an dese Betriber schaffen, ze protegieren.

Eng kleng Erreur matérielle huet sech leider ageschlach. Dir Dammen an Dir Hären, Här President, Dir Häre Ministeren, op der Säit 17 muss ee liesen amplaz c) an d) - et ass den Artikel 10 - a) a b). Op der Säit 26, den Artikel 10, do muss ee liesen amplaz e) an f): a) a b). Dat ass ganz kuerz higewisen dorobber, mä dat ass net weider schlëmm.

Wéi Der gesitt, et handelt sech heibäi ëm e wichtige Projet de loi, an esou, wéi mir an der Chamberskommission beim Vote zum Rapport eng Eestëmmegkeet haten, esou bieden ech lech och hei, dese Projet de loi eestëmmeg ze stëmmen.

Den Accord vun der CSV bréngen ech domat eran a soe Merci fir d'Nolauschten.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci un de Rapporteur Marcel Oberweis. Den Här Eugène Berger huet d'Wuert gefrot.

Discussion générale

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Ech wëllt dem Rapporteur Merci soen, deen hei déi Detailler ginn huet iwwer eigentlech eng Weiderféierung vun der Direktiv REACH. Ech ginn net méi op déi technesch Detailler an. Ech wëllt eigentlech nëmme soen, dass déi Direktiv hei respektiv dee Projet de loi am Sënn ass vum Schutz vun der Ëmwelt a virun allem vum Mënsch. Duerfir kënne mir och den Accord ginn zu dësem Projet de loi.

Ech wëllt awer op e kleng Punkt hiweisen, wat ech och schonn zu aneren Direktive gemaach hunn am Ëmweltberäich, fir d'Praxis, wéi mer herno déi Direktiven hei zu Lëtzebuerg ëmsetzen. Et ass esou, dass jo hei och zum groussen Deel d'Ëmweltverwaltung déi Direktiv muss ëmsetzen. A fir déi Aufgaben hei vu REACH muss ee wëssen, dass mer de Moment an der Ëmweltverwaltung, ech soen emol ee bis zwee Beamten, Beamtinnen hunn, déi dat maachen, fir déi Risenaufgab, wou an anere Länner Honnerte vu Beamten drunner schaffen. An dat huet näischt mat der Gréisst vum Land ze dinn. Wa mer hei zum Beispill e puer Firmaen hätten, déi wëllten hei massiv nei Produiten op de Marché bréngen, misste mir hei zu Lëtzebuerg also déi ganz Saachen ofwëckelen, wéi gesot, da mat ee bis zwee Leit.

Duerfir einfach hei den Opruff an nach eng Kéier den Appel, dass mer also och eis d'Moyenë ginn, fir esou Direktive kënnen ëmsetzen, och déi minimal personell Moyënë ginn, fir dat ëmsetzen. Ech mengen, do muss ee wierklech kucken, wéi een dat an Zukunft mécht.

Ech wëll och rappéléieren, dass ech och schonn déi eng oder aner Kéier gesot hunn, dass mer sollen och kucken, eis Ëmweltverwaltung ze reforméieren, fir dass se besser och strukturéiert ass, fir d'europäesch Direktiven ëmsetzen, well mer awer soss wierklech riskéieren, an enger Situatioun ze sinn, dass mer zwar hei Direktive stëmmen, mä dass mer an der Praxis guer net fäeg sinn, déi Direktiven ëmsetzen, an da vläicht och eng Kéier vu Bréssel kéinten de béise Fanger gewise kréien.

Also einfach nëmme fir ze soen, dass mer den Accord ginn zu dem Projet de loi, an och wierklech en Appel, fir verstärkt Personal anzustellen, fir eben och eise minimalen Aufgabe bei der Ëmsetzung vun der Direktiv nozekommen.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Berger. Wëllt den zoustännege Minister nach eppes soen?

Den Här Marco Schank huet d'Wuert.

► **M. Marco Schank, Ministère délégué au Développement durable et aux Infrastructures.** - Jo, ech wollt an éischter Linn dem Rapporteur, dem Marcel Oberweis, e grouse Merci soe fir deen detailléierte Rapport. Ech hätt et als Minister net kënne besser maachen, am Detail an am Gesetz insgesamt.

Ech wollt awer och der Kommissioun Merci soen, respektiv och zum Schluss elo dem honorabelen Eugène Berger, fir déi Ënnerstëtzung am Kontext och vun deene Leit, déi mer effektiv brauchen.

An dësem Gesetz am Artikel 12 sinn dräi Leit virgesinn. Et ass effektiv esou, dass dat eng ganz komplex Matière ass, an et ass och esou, dass de Volume vun der Aarbecht a virun allem och d'Präsenz an deene sëlliche Réuniounen zu Bréssel an zu Helsinki einfach bedeiten, dass mer Leit brauchen. An déi dräi, déi mer am Gesetz ageschriwwen hunn, brauch ee ganz sécher. Ech hunn awer och scho mam zoustännege Minister doriwwer geschwat, fir dass mer déi Leit och méiglechst séier kréien. Mir hunn der elo véier, déi mer bäikréien am Kontext vum Kommodo, déi zum Deel och en place sinn, déi ech och scho méi laang gefrot hat. An hei, wéi gesot, kréie mer elo déi Leit, déi mer brauchen. Mir hunn och schonn eng Persoun zousätzlech zu deenen zwee Universitären, déi virdrun ugeschwat goufen, en place, fir deem Graffsten entgéintzewierken.

Ech wëll och Merci soen der Chamber, dass dat Gesetz haut ka gestëmmt ginn.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Minister Marco Schank. Domadder wäre mer um Enn vun der Diskussioun ukomm.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi. Ah, entschëllegt, ech muss lech nach eng Kéier drop hiweisen, wéi de Rapporteur dat och scho gemaach huet, dass am Artikel 10 Paragraph 2 d'Numérotatioun net klengen e) an f), mä klengen a) a kleng b) ass. Mir stëmmen also elo iwwert den ofgeännerten Text of a wäerten dem Conseil d'État des Ännerunge schrëftlech matdeelen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6204 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi n°6204 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert (par Mme Nancy Arendt), Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes (par Mme Diane Adehm), MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Claude Haagen (par M. Alex Bodry), Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Claude Meisch), Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Eugène Berger), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Eisen nächste Punkt vum Ordre du jour ass de Projet de loi 6290, eng Direktiv iwwert d'Schinnmaterial. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Et huet sech bis elo kee Riedner

ageschriwwen an d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

8. 6290 - Projet de loi portant approbation du Protocole de Luxembourg portant sur les questions spécifiques au matériel roulant ferroviaire à la Convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles, signé à Luxembourg, le 23 février 2007

Rapport de la Commission du Développement durable

► **M. Marc Spautz (CSV), rapporteur.** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi Direktiv, déi mer ëmsetzen, dat ass e Projet de loi ginn, deen den 30. Mee 2011 vum Ausseminister deponéiert ginn ass. De Conseil d'État huet de 25. Oktober 2011 säin Avis ofginn. D'Kommissioun hat mech den 29. Juni 2011 zum Rapporteur bestëmmt an den 9. November hu mer den Avis nach eng Kéier analyséiert an den 23. November ass de Rapport och ugeholl ginn.

Den Objet vun deem Projet de loi ass, dass et drëm geet fir den „matériel roulant ferroviaire de la Convention relative aux garanties internationales“, dat dréit sech zréck op eng Konvention, déi den 23. Februar 2007 hei zu Lëtzebuerg ënnerschriww ginn ass. Do geet et drëm, fir dass dat Equipement - de Financement vun deem Equipement mobile an der Eisebunn - kann aneschtens finanzéiert ginn. Do ass zesummen eng Konvention „UNIDROIT“, dat ass fir d'Garanties internationales vum Matériel d'équipement gemaach ginn. Dat ass ähnlech, wéi dass Der en OACI hutt bei der Loffahrt, sou ass dat hei bei der Eisebunn, wou et och drëm gaangen ass, fir eng Effikasitéit ze hu vum Financement vum Material, wat op der Schinn leeft.

Déi Diskussioun si gefouert ginn op den Niveau vum de Regierungen. Duerno ass dee Protokoll komm. Mä et geet drëm, fir dass et méi einfach gëtt, de Financement vum Material ze maachen, wat op der Schinn leeft. Et ass wichteg, dass do international Garantieën spillen. An et ass och wichteg, dass dat alles och ass am Kader vum Financement vum Service public, fir dass mer och domat kënnen en uerdentleche Fonctionnement vum Transport public hei zu Lëtzebuerg oprechterhalen. Duerfir géif ech och d'Proposition maachen - d'CSV gëtt hir Zoustëmmung -, dass d'ganz Chamber och soll d'Zoustëmmung zu dësem Gesetz ginn.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

(Interruption)

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Rapporteur Marc Spautz Merci, deen esou detailléiert a prezis war, dass wierklech keng aner Wuertmeldung méi noutwendeg ass.

Dach, den Här Urbany wëllt awer nach d'Wuert dozou. Här Urbany.

Discussion générale

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Jo, ech wëll dozou soen awer trotzdem, de Kontext ass awer deen, fir privaten Investisseure Garantien ze ginn, déi an Eisebunnsmaterial investéieren. Et gëtt zwar eng Reserv gemaach fir den Ordre public vun deenen eenzelne Länner, mä ech weess net, ob déi Reserv duergeet.

Ech kann op jidde Fall dee Projet hei net stëmmen, well en ass ganz kloer eenzeg an eleng duerfir do, fir privaten Investisseuren zousätzlech Garantien ze ginn.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Do hutt Der mech gutt iwwerzeegt fir ze stëmmen.

(Hilarité)

► **M. le Président.** - Den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler freet nach d'Wuert.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Dat gleewen ech bei lech net, Här Henckes!

► **M. Claude Wiseler, Ministère du Développement durable et des Infrastructures.** - Et gëtt eng Reserv gemaach, fir de Service public ze assuréieren an ze garantéieren an deem Text. An et geet haaptsächlech drëm, fir sécherstellen, dass déi finanziell Mëttele fir d'Investissementen an den öffentlechen Transport och kënnen zur Verfügung gestallt ginn.

Also a mengen Aen en Text, deen den öffentlechen Transport ënnerstëtzt an domadder richtig an e wichtige Text. Ech hunn näischt derbäisesoen zu deem perfekte Rapport, deen de Marc Spautz eis hei am Numm vun der Kommissioun gemaach huet, an ech soen em Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Nohaltegkeetsminister. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6290 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen, géint 1 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert (par M. Marcel Oberweis), Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes (par Mme Nancy Arendt), MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par Mme Martine Mergen);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Alex Bodry), MM. Ben Fayot, Claude Haagen (par M. Roger Negri), Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Claude Meisch), Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

A voté non: M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mer elo zum Projet de loi 6303, en Traité iwwert de Bloc d'espace aérien fonctionnel „Europe Central“. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Et huet sech bis elo just agedroen: den Här Eugène Berger. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, nach eng Kéier den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

9. 6303 - Projet de loi portant approbation du Traité relatif à l'établissement du bloc d'espace aérien fonctionnel «Europe Central» entre la République fédérale d'Allemagne, le Royaume de Belgique, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas et la Confédération Suisse, fait à Bruxelles, le 2 décembre 2010

Rapport de la Commission du Développement durable

► **M. Marc Spautz (CSV), rapporteur.** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat hei ass eng Konvention, déi dréit iwwert den „Ciel ouvert“. Dat ass e Projet, wou mer schonn 2004 d'Basiss gestëmmt hunn. Dat hei ass elo eng weider Etapp dovun. Dat hei ass e Protokoll (veuillez lire: Projet de loi), deen de 4. Juli 2011 vum Ausseminister hannerluecht ginn ass.

De Conseil d'État huet de 15. November 2011 säin Avis ofginn. D'Kommissioun hat mech den 19. Juli 2011 zum Rapporteur genannt. An de 24. November hu mer dem Conseil d'État säin Avis analyséiert an och duerno den 30. November de Rapport an der Kommissioun ugeholl.

Et geet hei ëm den „functional airspace block“. Do geet et drëm, dass sechs verschidde Länner zesumme kucken, wéi déi Autobunnen, déi et an der Loft gëtt, wéi do alles kann zesumme gemaach ginn. Déi sechs Länner, déi dat maachen, dat sinn d'Benelux-Staten, dat ass d'Schwäiz, déi och herno gesot huet: „Mir spille mat.“ An et ass och wichteg, dass... Däitschland, pardon, déi hat ech elo vergiess, an och Frankräich, déi duerno sech zu dem Protokoll (veuillez toujours lire: Traité) bekannt hunn a matgespillt hunn.



Deen eenzege Problem, dee war, an deen huet de Statsrot och opgeworf: ob een hei net géif verschidde Souveränitéiten am Kader vum Artikel 114 opginn, doduerch dass dat hei e Protokoll wier. Do géif et zwou Méiglechkeete ginn: Entweder géif all Kéiers, wann eng Ännerung un deem Protokoll wier, d'Chamber nach eng Kéier saiséiert ginn. Oder eng zweet Méiglechkeet wier, dass mer déi Souveränitéitsrechter géifen oftrieden an da kéint all Kéiers d'Regierung eleng décidéieren.

Mir waren an der Kommissioun, no Récksprouch och mam Nohaltekeetsminister, der Meenung, dass et méi einfach wier, dass d'Regierung all Kéiers géif an d'Chamber kommen, wann eng Ännerung an deem Protokoll géif stattfannen. Duerfir hu mer dat net zréckgehale fir am Kader vum Artikel 114, mä dass d'Chamber all Kéiers, wann iergendeng Ofännerung gemaach gëtt, fir d'Éischt consultéiert gëtt.

An da wëll ech och ennersträchen, dass dee Protokoll eréischt a Kraaft trëtt, wann déi sechs Länner e ratifizéiert hunn. An haut de Mëtteg, wa mir elo alleguerten deem Projet d'Zoustëmmung ginn, wäert Lëtzebuerg dat éischt Land si vun deene sechs, wat dem Projet d'Zoustëmmung gëtt.

(Brouhaha)

An dann ass et net, wéi ëmmer gesot gëtt, mir wieren ëmmer déi Lescht!

(Interruptions)

Villmoos Merci. An ech hoffen op Är Ennerstëtzung.

► **M. le Président.** - Merci nach eng Kéier un den Här Rapporteur Marc Spautz, deen erëm ganz detailléiert war, sou datt ech...

Den Här Berger freet awer nach dozou d'Wuert.

(Hilarité)

Discussion générale

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här Président. Ech wëll éischtens d'Wuert ergräifen, fir dem Rapporteur Merci ze soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Bericht, an och den Accord ginn zu deem Projet de loi.

Ech wëll awer d'Geleeënheet notzen, Här Président, fir an deem Kontext vun der Loffahrt e

puer ganz terre à terre Froen ze stellen un den zoustännege Minister. Et gouf Informatiounen an der Press, enner anerem och en Artikel am „Lëtzeburger Land“, déi vu schwierere Verhältnissen schwätzen téschent zwou Verwaltungen, déi zoustänneg si fir d'Loffahrt hei zu Lëtzebuerg, wou do also Schwiereregkeete wieren. Et geet Rieds vun enger verfuereener Situatioun téschent der DAC an der ANA, also téschent der Direction de l'aviation civile an der Administration de la navigation aérienne.

An ech ka mech erënneren, oder, wann ech dat richtig an Erënnerung hunn, hat och d'LSAP am Juni eng Heure d'actualité zu deem Sujet hei ugefrot an der Chamber. Et ass zwar ni dozou komm. Ech weess net, ob dat nach ëmmer virgesinn ass, fir esou eng Froestonn hei ze maachen. Si ass nach net behandelt ginn. Dat heescht, dat ass eigentlech och en Appel dann hei un d'Chamber selwer, fir dat ze maachen.

Mä ech wëll also dann an deem Kontext vun der Loffahrt d'Geleeënheet notzen, fir de Minister ze froen, fir vläicht Opschluss eis ze ginn, wat de Moment do lass ass téschent deenen zwou Verwaltungen an ob do och déi Problemer, déi anscheinend do sinn, mëttlerweil geléist sinn. Well ech mengen, an et geet awer hei ëm essenziell Froen vun der Sécherheet an dem Loftverkéier an och besonnesch ëm d'Sécherheet vun den Usagerë vum Findel a vun deene Leit, déi hei zu Lëtzebuerg de Fliger huelen oder hei mam Fliger landen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Berger. Domadder ass den zoustännege Minister erausgefuert, dee sécherlech wëll äntworten. Här Minister wann ech gelift.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Selbstverständlich. Op dem Här Berger seng Fro wëll ech effektiv soen, datt ech mer bewusst sinn, datt déi eng oder déi aner Kommunikatiounschwiereregkeet téschent zwou Administratiounen, der DAC - Direction de l'aviation civile - an der ANA - der Administration de la navigation aérienne - waren. Dat hutt Der och an der Press kënnen liesen.

Et ass esou, datt mer et hei mat zwou Administratiounen ze dinn hunn, wou déi eng, d'DAC,

de Supérieur, de Contrôleur a sech vun der ANA, vun där anerer ass. Datt do heiansdo déi eng oder déi aner Diskussioun opkënnert, dat läit an der Logik vun der Saach.

Nach muss ech soen, datt ech muss derfir sueren an dat och amgaange sinn ze maachen, datt déi Kommunikatioun, déi téschent deenen zwou Administratiounen muss sinn an och gesetzlech festgehalen ass - well hei si Kommunikatiounsflëss, déi automatesch musse funktionéieren, déi och noutwendeg sinn, wann een alles dat wëllt ofsécheren a garantéieren, wat muss an der Loffahrt ofgesécherert ginn -, datt ech all meng Méi mer och maachen, fir och déi Kommunikatioun esou hinzekréien, wéi se muss sinn.

Vill Diskussiounen sinn an deene leschte Woche gelaf. Vill Diskussiounen wäerten och nach kommen. An dat kréie mer och hin! Fir dann ze soen, och den Text vun der FABEC - ech wollt och do eng Kéier dem Rapporteur villmoos Merci soen -, ech si frou, datt mer hei relativ schnell konnten am Émsetze sinn. Och deesen Text dréit eppes dozou bäi, wéi déi Administratiounen an deenen nächste Jore wäerte funktionéieren.

Well deen Text hei organiséiert am Fong de ganzen europäesche Lofraum, an haaptsächlech eng aner Zort vu Kommunikatioun, wat déi Kommunikatioun ass, déi déi europäesch Navigatiounsadministratiounen ënnereen sollen hunn, respektiv och déi Diskussioun an déi Kommunikatioun, déi déi europäesch Loffahrtkontrollorganismen musse mateneen hunn. Esou datt do och nach eng ganz Rei Diskussiounen musse gefuert ginn, fir dat an der Praxis an deenen nächste Méint - well dat muss am Dezember stoen - an de Grëff ze kréien.

Ech mengen, dat, wat mir elo hei gemaach hunn, dat war haut ee vun deenen einfachsten Deeler. Ech si frou, datt mer schnell waren. Dat, wat an deenen nächste Méint usteet, dat wäert wesentlech méi ee schwéieren Deel sinn, well dee FABEC europawäit respektiv téschent deene sechs Länner a Kraaft trieden ze loosse an an d'Realitéit ëmzesetzen, dat ass nach e ganz anere Match, wou mer an deenen nächste Méint vill Ustrengunge musse maachen, fir dat och fristgerecht a korrekt ëmzesetzen.

Merci dem Rapporteur a Merci der Kommissioun.

► **M. le Président.** - Merci dem zoustännege Minister. Da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6303 ass ugehall mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert (par Mme Nancy Arendt), Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes (par M. Marcel Oberweis), MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par Mme Marie-Josée Frank);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Claude Haagen (par M. Alex Bodry), Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

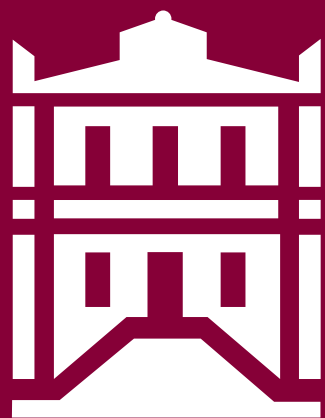
(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënnert muer nees um zwou Auer zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen.

(Fin de la séance publique à 17.01 heures)

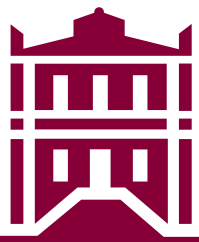


CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.



Sommaire

- Déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, relative aux conclusions du Conseil européen des 8 et 9 décembre 2011, suivie d'un débat
 - Déclaration: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État
 - Débat: M. Marc Spautz, M. Claude Meisch, M. Ben Fayot, M. François Bausch (dépôt d'une motion), M. Gast Gibéryen, M. Serge Urbany
 - M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État
 - Vote sur la motion (rejetée)
- Question urgente n°1801 de M. Fernand Etgen sur la Tripartite
 - M. Fernand Etgen - M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État
- Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune (COM(2011) 625)
 - Art. 169 du Règlement de la Chambre
 - M. le Président
 - Vote sur la résolution (adoptée)
- Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil portant organisation commune des marchés des produits agricoles (règlement «OCM unique») - (COM(2011) 626)
 - Art. 169 du Règlement de la Chambre
 - M. le Président
 - Vote sur la résolution (adoptée)
- Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune (COM(2011) 625)
 - Art. 169 (5) du Règlement de la Chambre
 - M. le Président
 - Vote sur la résolution (adoptée)
- Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader), proposition législative émanant de la Commission européenne (COM(2011) 627)
 - Art. 169 (5) du Règlement de la Chambre
 - M. le Président
 - Vote sur la résolution (adoptée)
- 6362 - Projet de loi portant réorganisation de l'établissement public nommé «Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte» et de la Fondation Henri Pensis
 - Rapport de la Commission de la Culture: Mme Martine Mergen
 - Discussion générale: Mme Lydie Polfer, M. Marc Angel, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser
 - Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 6207 - Projet de loi portant modification de la loi portant approbation du Protocole portant modification de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), fait à Bruxelles, le 22 juillet 2010
 - Rapport de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire: Mme Lydia Mutsch
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 6307 - Projet de loi modifiant et complétant l'article 76 de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental
 - Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports: M. Fernand Diederich
 - Discussion générale: M. Emile Eicher, M. André Bauler, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser
 - Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 6335 - Projet de loi portant approbation du Mémoire d'accord concernant la coopération dans le domaine de la gestion des crises pouvant avoir des conséquences transfrontalières entre le Royaume de Belgique, le Royaume des Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg, signé à Luxembourg, le 1^{er} juin 2006
 - Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel
 - Discussion générale: Mme Martine Mergen, M. Fernand Kartheiser
 - M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 6263 - Proposition de loi
 - portant modification de la loi du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques;
 - portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003
 - Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle: M. Paul-Henri Meyers
 - Discussion générale: M. Jean-Pierre Klein, M. Marc Spautz, M. Félix Braz, M. Gast Gibéryen, M. Claude Meisch
 - Vote sur la proposition de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mmes Marie-Josée Jacobs, Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler, Mme Octavie Modert, M. Marco Schank et Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.00 heures)

► **M. le Président.** - Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Mir héieren de Mëtteg eng Deklaratioun vum Här Premierminister Jean-Claude Juncker iwwert den Europäesche Conseil vum 8. an 9. Dezember, mat uschléssender Debatt. Bei der Debatt huet all Fraktioun zéng Minutten zegutt, d'ADR fënnel Minutten, déi Lénk zwou an eng hallef Minutten an d'Regierung zéng Minutten, no der Interventioun vun den Deputéierten.

An elo ginn ech dem Här Premier Jean-Claude Juncker d'Wuert fir seng Deklaratioun.

1. Déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, relative aux conclusions du Conseil européen des 8 et 9 décembre 2011, suivie d'un débat

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt verschidde Fassongen, fir e Parlament ze beleidegen. Ech beherrsche keng vun deenen. Mä eng dovun wier, fir ze erklären, wourëms et bei enger Debatt geet. Well ech wëll dovun ausgoen, an ech mengen dat och maachen ze kënnen, dass déi Décisiounen, déi d'Stats- an d'Regierungschefen den 8. an 9. Dezember zu Bréssel geholl hunn, dësem Haus am Detail bekannt sinn. Si si jo publizéiert ginn, si si beschriwwen ginn, si si kommentéiert ginn, si si kritesch bewäert ginn, an ech mengen, dofir wier et iwwerflësseg, fir am Detail dee ganzen Tapis ofzerullen, wou déi Stécker drop ze fanne sinn, déi d'Décisionsmass vum 8. an 9. Dezember ausmaachen.

Dofir wëll ech just e puer allgemeng Bemierkunge maachen, nodeem ech de Vizepremier och hei an der Chamber begréisst hunn, an eenzel spezifesch Commentaire maachen.

Ech wëll fir d'Éischt soen, just fir den atmosphäresche Kontext vun dëser Debatt a vun all deem, wat déi lescht Woche geschitt ass, ze rétablieren, dass mer et, entgéint deem, wat an den Zeitungsiwwerschrëften heiansdo steet, net mat enger Eurokris ze dinn hunn. Eis Währung ass net a Gefor, net an hirem Ensemble an net an hiren Detailimplicationen, fir déi Leit, déi déi Währung hir eegen nennen.

Mir hunn et hei mat enger Verschëldungskris an eenzelne Länner vun dem Eurowährungsgebiet ze dinn. An et geet drëm, fir erëm Vertrauen an déi Währungsunioun, an dat Währungsgebiet zréckzebréngen.

D'Vetraue vun de Finanzmäert fir d'Éischt, jo. Dat si wichteg Acteuren, e bësse méi wéi Co-acteurs vun der aktueller Situatiounsbegräddung. Mä ech hunn net ganz gären, wann d'Politiker an Europa soen - ech maachen dat och heiansdo, well ech muss mech jo dem Slang upassen -, dass hei alles muss gemaach ginn, fir d'Vetraue vun de Finanzmäert erëmzeuréien.

D'Finanzmäert si wichteg, si hunn heiansdo gutt Argumenter, heiansdo hallef gerechtfertegt Reflexer, mä si sinn eis namentlech eigentlech net bekannt. Mir schwätze vun de Finanzmäert wéi wann dat Leit wieren, déi mer géifen duzen. Ech begéine vill Finanzmaartacteurs, vill Analysten, mä ech mengen net, dass ech d'Finanzmäert géif identifizéieren kënnen. Mir geet et bei all deem, wat mer maachen, hei an zu Bréssel, drëm, fir emol d'Vetraue vun de Mënschen an den europäesche Projet an an déi europäesch Währung zréckzegewannen.

Ech setzen éischter op d'Vetrauenszréckgewënnung bei de Mënschen, bei de Bierger an der Eurozon, wéi op d'Zréckgewanne vun dem Vertraue vun de Finanzmäert. Wa mer dat kréien, tant mieux. Wa mer dat Vertraue vun de Finanzmäert erëmkréien ouni parallell gläichzäitig dozou d'Vetraue vun de Mënschen erëmzeuréien, dann ass déi Aarbecht, déi mer amgaange sinn ze maachen, nëmmen hir Halschent wäert.

Dat, wat mer déi lescht Woch zu Bréssel den 8. an den 9. gemaach hunn, dat ass, entgéint deem, wat méi Opgereegter als Message an d'Welt erausginn, keng endgültig Léisung vun der Fro, mat där mer et hei ze dinn hunn. Et ass d'Schafung vun deenen noutwendige Grundvoraussetzungen, déi mer brauchen, fir Schrëtt fir Schrëtt, am Kader vun engem sech

op eng laang Zäit hinzéien Prozess, mat där Kris hei fäerdeg ze ginn.

Dofir ass dat, wat mer d'lescht Woch decidéiert hunn um Niveau vun de Stats- a Regierungschefen, ouni all Zweifel, obwuel keng endgültig Léisung, dach awer ee Schratt an déi richteg Richtung, well mer déi zukünftige Grondarchitektur no lwwerpréiwung besser kënnen beschreiwen an duerstellen, well mer dem Wuesen an dem Ginn an der Währungszone méi Prévisibilitéit bäibruucht hunn. Well mer et fäerdegbruecht hunn, op eng, wéi ech fannen, partiell onkomplett Aart a Weis, d'Intersektioun tëschent der Soliditéitsleeschtung vun deenen, déi an der Vergaangenheet net richtig gewirtschaftet hunn, an der Solidaritéitsnoutwendegkeet vun deenen, déi sech besser stinn, ze ameublieren.

Et ass kee Befreiungsschlag, dee mer en Donneschdeg an e Freideg gemaach hunn. An ech si ganz zréckhalend bei der Attributvergebung „historesch“, well ech hu schonn un esou villen historesche Sommerte bäigeholl (veuillez lire: deelgeholl), dass ech vu lauter Geschicht ënnerginn.

(Hilarité)

Net all Sommet ass ee Sommet. Il y a parfois des sommets qui ne sont que des collines.

Dat, wat mer d'lescht Woch gemaach hunn, war éischter ee Sommet. Mä et muss een awer wëssen, dass mer do iwwer vill Hiwwelen hu misse goen an dass och erëm vill Hiwwelen hannendrukommen. Hei sinn effektiv Biergesteigerqualitéite verlaangt, mä et sinn awer och Marathonsleefqualitéite verlaangt bei der Bewältigung vun där globaler Kris, an där hirem Epizentrum Europa, total onverdingterweis, steet, déi hei gefrot sinn.

Ech soen, onverdingterweis si mer am Epizentrum vun enger globaler Kris, well eis fundamental Daten, op déi soss d'Finanzmäert an d'Ratingagenturen an aner Gurue vun dëser Welt esou vill Gewicht leeën, jo an Europa daitlech besser sinn, wéi op anere Plazen an der Welt!

An de Vereenegte State vun Amerika - ech si strikt onfäeg, fir systematesch all déi amerikanesch Reflexer ze kultivieren - sinn d'Budgetsdefiziter an d'Verschëldungsstänn méi héich wéi am Duerchschnitt vun der Währungszone. Datselwecht trefft zou fir Japan, déi beispillsweis 200% Statsschold hunn. Dat hunn d'Italiener ni fäerdegbruecht, 200% Statsschold ze accumulieren. Dat ass och wouer fir dat Vereenegt Kinnekräich déi aner Säit vum Kanal.

An anere Wieder: Dat hei ass keng total Léisung, et ass kee Befreiungsschlag, mä et ass d'Setze vu richtege Schrëtt an déi richteg Richtung, déi eis et lues a lues erlaben, wa mer keng Feeler maachen, zu positiv konklusive Resultater ze kommen.

Mir hunn een zwëschestaatleche Vertrag an d'A gefaast, eis op de Prinzip vun deemselwechte géeneegt d'lescht Woch zu Bréssel. Dat ass keng Ofännerung vum Vertrag iwwert d'Europäesch Unioun. Dofir brauche mer 27 Staten. Dat ass een zwëschestaatlecht Arrangement tëschent op jidde Fall deene 17 Eurostate plus wahrscheinlech, mä net sécher, 26 EU-Staten, well Groussbritannien jo fir sech selwer decidéiert huet, dee Vertrag, dee bis de März 2012 muss ëner Dach a Fach sinn, net positiv an deemselwechten ze gestalten, mä sech selwer aus deemselwechten ausschléissend matzebegeeden.

Mir wier et léiwer gewiescht, an et war och d'Positioun vun der Lëtzebuurger Regierung, mir hätten dee Vertrag zu 27 gemaach. Ech géenissen dat guer net an huelen och net deel un - mir hu kee richteg lëtzebuergesch Wuert derfir - där „Häme“, déi elo iwwert déi britesch Regierung do erabrëcht. Zu Recht! Déi muss zu Recht kritiséiert ginn. Mä et soll een net feieren, dass mer et net fäerdegbruecht hunn, zu 27 een neien, net extensiven, mä limitéierte Vertrag ze maachen.

Divisioun ass net gutt fir Europa. Divisioun ass net gutt fir eis an Divisioun ass och net gutt fir England. Mä déi Tatsaach, dass mer net zu 27 eens gi sinn, stellt eis virun ee gewaltege juristesche Problem, deen éischter an der aktueller Kommentéierung vun deem, wat d'lescht Woch zu Bréssel geschitt ass, ënnerbelicht bleift.



Wéi mécht een dat, fir Artikelen aus engem Vertrag zu 27 ausserhalb vun engem Vertrag zu 26 elo ofzeänneren, dass se sech op déi 26 applizéieren a vun deem 27. an der Applikatioun net kënnen verhënnert ginn? Dat ass méi wéi eng Knobelaarbecht, déi d'Juristeservicer vun der Kommissioun a vum Conseil, och vum Parlament, wéi ech weess, de Moment ze erlee- den hunn, an un de juristesche Problemer schaffe mer.

Woubäi een net de Feeler soll maachen, wéi dat lafend och an der europäescher Press geschitt, dee Virgang hei mat den Ufankstonne vum Schengen-Vertrag ze vergläichen. Schengen huet op der grénger Wiss ugefaangen, a mir ware fräi fir ze maachen, wat mer wollten. An hei fänke mer an engem Vertrag un, deen alles anescht wéi eng gréng Wiss ass, a mir mussen e bal total, wat d'Zuel vun den ënnerschreiwende Memberstaten ubelaangt, änne- ren.

Dofir si mir der Meenung an der Lëtzebuurger Regierung, dass alles muss gemaach ginn an nächster Zäit, esou séier wéi méiglech, fir aus deem Vertrag, dee mer eis apprétéieren, zu maximal 26 ofzeschléissen, ee Vertrag zu 27 ze maachen, fir dass mer keng juristesche Grondlin- nen duerch Europa zéien, déi sech eng par rap- port zu där anerer auserneebewegend an d'Zu- kunft eran orientéieren.

Ech wëll zu e puer Substanzdeeler vun der Dé- cisioun vun dem leschten 8. an 9. Dezember eppes soen. Ech weess ni richteg, weini dass déi Décisioun gefall sinn, well ech mäin Dag do um hallwer eng den 8. ugefaangen hunn a mueres den 9., dun hat ech scho Gebuerts- dag, wat awer am allgemengen Evenement partiell ënnergaangen ass.

(Hilarité)

Ah neen, dach! Anerer konnte sech schonn drun erënnere, dass mer genau 20 Joer vir- drun, den 9. Dezember, de Maastrichter Ver- trag ofgeschloss hunn. Mä well ech deen Een- zege sinn, deen dee Vertrag iwwerlieft huet, war d'Zuel vun deenen, déi dat genau wossten, relativ kleng. Ech weess also net, ob déi Déci- sionen op den 8. oder den 9. Dezember ze datéiere sinn, mä ech wëll zu eenzelnen eppes soen.

Fir d'Éischt wëll ech an Erënnung ruffen, an dat ass nämlech ënnergaang bei der als „histo- resch“ beschriwwener Begeescherung vun Einzelnen - ech géif dat net esou aklassifizéiert wëlle gesinn -, dass mer eis schonn an de leschte Méint op dee berühmten „Sixpack“ géenegt hunn. An all Politiker schwätze vum „Sixpack“ a wonnere sech dann driwwer, dass kee Mënsch méi an Europa versteet, wat mir dann eigentlech do schwätzen.

(Hilarité)

Mä ech wëll lech just soen, den „Sixpack“, deen hu mer ugehall. An do geet et am Wie- sentlechen ëm eng Ongenügend. An dofir ass dat elo verbessert ginn, de Renforcement vun der Budgetsdisziplin. Dobäi geet et am Wie- sentlechen ëm d'Regelen, déi d'Koordinéierung vun der gemeinsamer Wirtschaftspolitik sollen encadréieren, bis hin zu der Behandlung vu makroekonomeschen Ongläichgewiichter, wat keng onwichtig Fro ass an enger Währungs- unioun.

Obschonn déi makroekonomesche Ongläich- gewiichter an der Eurozon net méi grouss si wéi déi makroekonomesche Ongläichgewiichter an dem US-Dollarraum, mä mat deene Froe beschäftege mer eis, an ech denken och, dass de Finanzminister eng Sonderdebatte an der Fi- nanzkommissioun an fuerno hei am Plenum iwwert déi Aspekter féiert. Well dat muss jo al- les an eis nationaler Législatioun no där Debatte iwwergesagert ginn.

Jiddefalls ass et richteg, deen „Sixpack“ mécht d'Sanktiounen, d'Ausenanerungsmecha- nisme mat sech net korrekt par rapport zu de Regele behuelende Memberstate vun der Euro- päescher Unioun méi séier, ass méi preventiv an ass ergo och méi effizient am Émgang mat Dérapagen, déi et an der Haushaltspolitik vun den eenzelnen Euro-Memberstate ka ginn.

Mir hunn eis zu Bréssel ee Joer ze spéit op een total richtegen Émgang mat de Sanktiounen, déi géint déi Memberstaten ze ergäife sinn, déi sech net un d'Regelen halen, géenegt. Et ass eis gelongen, an ech gehéieren net zu deenen, déi ëmmer soen, ech hu mech duerch- gesat, mir hu gewonnen... Et gétt kee Raum, wou et méi Gewënner gétt, wéi de Raum, an deem d'europäesch Stats- a Regierungschefe sech zesummefannen, an ech héieren ni een, dee gesot huet, ech hu verluer. Dofir ass dat ei- gentlech ondiplomatescht Gebräddels, fir em-

mer ze soen, ech hu gewonnen an déi aner hunn noginn.

Wat ass dat fir eng Opfaassung vun euro- päesche Saachen, dass déi eng sech duerchset- zen an déi aner verléieren? Dat ass jo eng Aart a Weis, fir mateneen ëmzegoen a fir d'Leit och spieren ze dinn, wéi Europa fonctionnéiert, déi total nieft dem Dill läit.

Mä et ass eis gelongen, eis alleguer, fir sécher- zestellen, dass Sanktiounen géint Memberstaten, déi ze vill Defizit maachen, dass déi méi auto- matesch ginn doduerch, dass, wann d'Kommissi- on feststellt, dass ee Memberstat ee vill ze héien Defizit huet, déi Décisioun, fir déi an eng exzessiv Defizitprozedur anzeweisen, besser kann doduerch geholl ginn, dass mer an Zu- kunft doriwwer mat ëmgedréitener qualifizéier- ter Majoritéit decidéieren.

Wann d'Kommissioun fréier gesot huet, huele mer emol theoretesch Beispiller, Däitschland oder Frankräich hätten ze vill Defizit, dann hu mer misse mat enger qualifizierter Majoritéit där Feststellung vun der Kommissioun zou- stëmmen, fir dass déi Länner konnten an eng exzessiv Defizitprozedur agewise ginn. Elo, bei der ëmgedréitener qualifizierter Majoritéit, muss mer mat qualifizierter Majoritéit ofleh- nen de Befund vun der Kommissioun, dass, fir theoretesch Beispiller ze huelen, déi sech an der Vergaangenheet jo nach ni presentéiert hunn, Däitschland a Frankräich an defizitärer Positioun wieren.

Dat ass eng massiv Stärkung vun der Aflosszon vun deene klengen a mëttlere Staten. Dat schléit déi Dier zou vun deem Raum, an deem déi grouss Länner sech ënnerenee verstännegt hunn, fir eng blockéierend Minoritéit géint een d'araarteg lautende Beschluss vun der Europä- escher Kommissioun erbäizeféieren.

Dat ass mer dofir wichtig, well et eng Protek- tioun ass vu klenge Länner géint budgetäert Feelverhale vu grouss Länner. Et ass eng Prote- ktion vu klengen a mëttlere Länner. Dat ass net meng Antriebsfeder an Europa, mä et ass awer een Element, wat mer hei scho wichtig war, derfir ze suergen, dass mir net ofgestrooft ginn duerch d'Netbestrofe vu grouss Länner, déi Feeler maachen.

Dir wësst, a wat fir engem Mooss dass ech d'Ratingagenturen a mengem Häerz droen. Mä ofzestreden, dass d'Ratingagenturen richteg gin- n, esou wéi eise Finanzminister dat och gesot huet, dass mer Problemer an der gesamter Eurozon hunn, well eenzel Länner grouss Pro- blemer hunn, déi mer net gemeinsam begrä- det kréien, ass jo net eng wëssenschaftlech Ineptie, mä einfach ee Constat, dee sech zwangsleefeg ergëtt. Dat heescht, wa vill Län- ner a vill grouss Länner Scholde maachen an Defiziter maachen, ouni dass se gebremst ginn, da kënnst eis eege Bonitéit, eis eegen Héchst- qualifizéierung duerch d'Finanzmäert, duerch d'Ratingagenturen an duerch d'Gefill vun de Mënschen a Gefor.

Ergo hu mer Interessé dodrun, dass mer doré- navant, wat esou vill heescht wéi vun elo un, mat ëmgedréitener qualifizierter Majoritéit a Saachen Etappebewälteung vum Stabilitéits- pakt an notament Antrëtt an d'exzessiv Defi- zitprozedur an an d'Sanktiounscortège geschitt (veuillez lire: an d'Sanktiounscortègen déci- déieren).

Dat war d'konstant Positioun vun deenen dräi Benelux-Regierungen, déi, onofhängeg vun hirer variabler Zesummesetzung, dat ëmmer esou gesinn hunn. Dat ass d'Annulatioun, den totalen Dementi vun engem Deel vun de Beschlëss, déi zu Deauville vun zwee Memberstate vun der Europäescher Unioun getraff gi sinn a géint déi d'Benelux-Staten, a mir haaptsächlech och, an alle Prozedur vun dem Ministerrot plädéiert hunn.

An dofir si mer doriwwer extrem frou, well mer jo net d'äerfe vergiessen, dass nieft der Finanz- a Wirtschaftskris déi Verschëldungskris vun een- zele Memberstate vun der Europäescher Unioun an domat d'Gefährdung vun der Finanzstabilitéit vun der gesamter Eurozon haaptsächlech drop zrëckzeféieren ass, dass an eenzelne State vun der Währungsunioun iwwer Jorzéngten an och an deene leschte Joren, trotz Warnungen an trotz intensivem Zourieden, ze vill Defiziter an ze vill Scholde gemaach ginn.

De Problem vun der aktueller Verschëldungskris ass net d'Wirtschaftskris, an där mer sinn, mä ass den net korrekten Émgang mat den natio- nale staatleche Finanzen an eenzelne Member- state vun der Währungszone. An dat gétt an Zu- kunft verbessert duerch d'Verstärkung vun deene Sanktiounsmechanismen, déi méi séier kommen a méi automatesch kommen a méi ef- fizient wierken, déi mer elo aféieren.

Mir hunn et och hikritt dee leschten Donnesch- deg a Freideg an der belscher Haaptstad, fir a Saache Bedeelegung vun dem Privatsecteur un der Behiewung vun de Scholdekrisen an een- zele Memberstaten endlech erëm zu engem

allgemeng verständleche Kloertext zrëckzekom- men doduerch, dass mer deen Androck verwe- schen, endgültig verwëschen, wéi wann ëm- mer, wann ee Stat mat senger Verschëldungs- kris a mat sengem Scholdestand net zu- rechtkennt, de Privatsecteur, dat heescht d'Banken, dat heescht d'Fongen, dat heescht d'Versicherungen, mussen an d'Täsch gräifen, fir déi Scholdekrise ze behiewen.

Dat hu mer am Fall vu Griichenland gemaach, wou ech selwer och d'Verhandlungen ze féie- ren hat, andeem mer de Banken an anerem dat hu missen erklären. An ech sinn nodréiglech och do derfir! Well ech soen, d'Finanzindustrie, där mer jo nëmme Merci ze soen hu fir hiert Behuelen déi lescht Joren, muss och bereet sinn, d'Bewälteungsresponsabilitéit ze iwwer- huelen. Ech sinn also, wann ech dat kann esou soen, ideologesch derfir, dass d'Finanzindustrie sech ëmmer muss un de Käschte vun der Krise- nelimitatioun bedeelegen. Et ass wahrschein- lech eng Iwwerraschung fir d'ëst Haus, wann ech hei zu Protokoll ginn, dass ech awer och lernfäeg sinn.

An ech hunn, schonn ier mer dat a Griichen- land gemaach hunn - mä do ass et net anescht gaang, well et ass esou een exzeptionelle Fall, dass et ouni d'Bedeelegung vun dem Privatsec- teur net geet -, séier geléiert, dass, wa mir an Europa, an der Eurozon dat eenzegt Währungs- gebitt an der Welt sinn, wou, vu vireran a prin- zipiell, geet et ëm d'Behiewung vun enger Verschëldungskris, de Privatsecteur sech muss bedeelegen, mer dozou bäidroen, dass natier- lech kee Mënsch, kee privaten Investisseur méi bereet ass, sech nach an iergendengem Land vun där Währungszone ze engagéieren, well e jo prinzipiell risquéiert, ier et iwwerhaupt richteg lassgeet, op ee groussen Deel vu senger Fuerde- rungen ze verzichten.

Déi Lëtzebuurger Banke behaupten, ech wier net hire Frënd. Do ire se sech, mä ech sinn am Prinzip kee Frënd vun der Finanzindustrie, wa se sech net responsabel behéit. An dat betrëfft an engem ganz klengen Mooss nëmme d'Luxemburgensia an deem wäite Feld. Mä wann ee gesäit, dass een eng Regelung mécht, déi déi „Gerechtigkeitslücke“ féilt, déi doranner besteet, dass d'Leit soen: Hei muss de Steier- zueler bezuelen, an d'Banken droen näischt zur Bezuelung vun der Kris bäil, wann een déi do- duerch féilt, dass een awer d'Investisseuren aus Europa erausdreift, dass een déi dozou bréngt, ee groussen Tour ronderëm Europa ze ma- chen, dann ass dat net de gudden Wee.

A mir stelle fest ee grouss Kapitaloffloss an Europa, mir stelle fest, dass d'Investisseure sech no Asien an no anerem opstriedenden Ekono- mien dirigéieren an net méi an Europa de Mo- ment investéieren. Dat huet ee gär oder et huet een et net gär, mä d'Ursach derfir ass, dass déi Investisseuren net wëllen de Risiko lafen, dass se een Deel vun hirem Investissement verléie- ren, wann d'Politik sech falsch beweegt. An do- fir ass et richteg, dass mer gesot hunn, dass et net méi prinzipiell an Zukunft esou ass, mä just exzeptionell am griichesche Fall esou war, dass de Privatsecteur sech muss finanziell duerch Verzicht un der Behiewung vun der Scholdekrise bedeelegen.

Zweet Annulatioun vun dem Beschloss, deen zu Deauville d'lescht Joer am Oktober getraff gi war an ouni dee mer dat dote schonn hätten in due-time kënnen maachen an eis vill Misär, wéi ech fannen, erspuert hätten.

Den EFSF, dee Rettungsschiem, deem säi Sätz hei zu Lëtzebuerg ass, dee gétt duerch d'Be- schlëss vum Sommet vun der leschter Woch gestärkt doduerch, dass déi Hiewelwierkun- gen, op déi d'Finanzministere sech schonn ee Mount virdru géenegt haten, eng eklatant Bestätegung fannen. An dat dréit dozou bäi, dass mer e Schutzwall, eng Feiemauer géint weider Ausbreedung vun der Ustiechunggefor opgeriicht hunn. An dat ass noutwendeg, well aus der griichescher verfuereener Situatioun, trotz alle Beméiunge vun der griichescher Poli- tik an de Mënschen a Griichenland, net d'äerfen déi géfteg Gasen iwwert de Rescht vum Konti- nent sech hincéien, déi mer, well se d'Leit an anere Länner och krank maachen, onbedéngt mussen un hirer Verbreedung hënnere.

D'Europäesch Zentralbank gétt Agent vun dem Europäesche Rettungsschiem. Dat heescht, dass d'techesch Expertise vun der Zentralbank der Equipe vum Klaus Regling, déi hei zu Lëtze- buerg sëtzen an déi den EFSF do géieren, un d'Säit spréngt, well mer net déi Expertise am Kader vun deem Beräich bis elo hunn, déi d'Europäesch Zentralbank huet. D'Finanzmäert huelen dat méi opmierksam zur Kenntnis wéi anerer, déi sech dat erkläre mussen loossen.

Deen definitiven, dee permanenten, deen dauerhaften Europäesche Stabilitéitsmecha- nismus, deem säi Start mer virgesinn hate fir de Juli 2013, dee gétt virverluecht, de Start, op Juli 2012, jiddefalls op d'Joer 2012. An zu deem Zweck, well deen dauerhafte Schiem, dee mat

500 Milliarden Euro dotéiert ass - am März vun nächste Joer iwwerpréiwe mer, ob do mussen méi grouss Zommen alignéiert ginn -; deen Europäesche Stabilitéitsmechanismus, well en éischer ufänkt, bréngt fir eist Land och d'Obligatioun mat sech, dass mer schonn am Joer 2012 ufänken, dat anzebezuellen, d'Kapital unfänken anzebezuellen. Dat sinn 80 Milliarden Euro fir all Memberstaten op fënnef Joer be- truecht, opgedeelt op fënnef Etappen zu jeeweils 16 Milliarden. Dat sollt am Joer 2013 ufänken. Mir mussen domat am Joer 2012 ufänken.

Ech perséinlech sinn der Meenung - et gétt net vu jiddwerengem gedeelt -, dass dat ganzt Ka- pital soll am éische Joer abezuellet ginn, well mer dann einfach déi Feierkraaft zur Verfügung hunn, déi kredibel ofschreckend op Spekulanté wierkt. Mä dat ass eng Décisioun, déi ech net komme gesinn, mä vun där ech awer frou wier, wa se géif kommen, well et wier eng Décisioun vun gesonde Mënscheverstand. Mä wéi esou dacks scho stellen ech fest, dass deeselwechten, dee gesonde Mënscheverstand, an der Europä- escher Unioun relativ ongläichméisseg verdeelt ass, sou dass ech mer net allze vill Illusiounen doriwwer maachen.

Dat brauch, fir dass deen ESM, deen Euro- päesche Stabilitéitsmechanismus, un d'Fléie kënn, eng Vertrags- net -ännerung, mä -nei- faassung. Mir brauchen ee Vertrag iwwert den Europäesche Stabilitéitsmechanismus. Deen hunn d'Finanzministere esou wäit fäerdeg. Ech hu sechsmol d'Joer eng Sitzung vu 27 Finanzministere geleet, fir déi Saachen do an d'Rei ze bréngen.

Elo, well mer elo eng aner Regelung getraff hunn, wat d'Privatgläubigerbeteiligung ube- laangt, well déi net méi ex ante an a priori sys- tematesch a prinzipiell kënn, mä nëmme méi an der Linn vun de Praxisse vun Internationale Währungsfong ka geschéien, wat bedéngt, dass den Artikel 12 vun deem Vertrag elimi- néiert gétt a senger jëtzege Fassung an an d'Considéranten auswandert, wou de Prinzip festgeluecht gétt, dass den „private sector involvement“, also d'Bedeelegung vu privaten Investisseuren, net prinzipiell geschitt.

Dee Vertrag, soubal wéi en ofgeschloss ass, wëlle mer, Här President, lech selwer an de Kol- leegen heibanne spéitstens dräi Wochen no senger definitiver Verabschiedung hei virleeden, well dat ass natierlech een Engagement vu Lët- zebuerg finanziellen Zouschnëttes, wat ouni parlamentaresch Zoustëmmung net ka ge- maach ginn.

Mä deen ESM-Vertrag, dee permanente Stabi- litéitsmechanismus, gétt méi flexibel doduerch gestalt, dass mer, och an Ofännerung vun deem elo virleidenen Avant-projet zu deem Ver- trag, déi Dispositioun erausbriechen, déi wëllt, dass all Décisiounen vum Europäesche Stabi- litéitsmechanismus mussen eestëmme getraff ginn. Mir soen elo, dass an Drénglechkeetsfall mat qualifizierter Mehrheet vu 85% kann of- gestëmmt ginn. Dat ass ee weidert Ofrécke vun hirer Positioun vun deene grouss Membersta- ten, dorënner déi zwee gréissten ënnert hin- nen.

Wichtig fir eis ass aus nationaler Siicht, dass déi Gesamtrevisioun vum Pakt a vu senger Regele méi streng Regele virgesäit fir déi Staten, déi an enger exzessiver Defizitprozedur sinn. Dat heescht, fir déi, déi entweder iwwer 60% Schol- destand hunn oder ënner 3% Defizitstand lei- den, déi gesi sech mat enger méi staarker Kon- ditionalitéit konfrontéiert wéi déi State wéi mir. Mä et gétt der net vill wéi mir, déi wäit vun deenen Defizitgrenzen - nach - ewech sinn, wat d'Budgetsgrenz ubelaangt.

Mir mussen awer wëssen, dass relevant ass beim ganze Pakt eng Notioun, déi mer hei- heem net vill behandelen, dat ass den „me- dium-term objective“, op Lëtzebuergesch ge- nannt dat mëttelfristeg Finanzziel, an dat seet fir Lëtzebuerg net nëmme, wat jo dem ge- sonde Mënscheverstand entsprécht, dass ee muss een ausgeglachene Budget hunn, mä seet fir Lëtzebuerg, wéinst deenen indirekte Verbind- lechkeeten, déi mer am Pensiouns-, am Ren- tewiesen hunn, dass mer mussen eigentlech ëmmer all Joer en Excédent vun 0,5% vum Bruttoinlandsprodukt hunn.

Nun hu mer gesot als Regierung, mir wëllen e Gläichgewicht hunn am Joer 2014, wat d'ge- samtstaatlech Finanzen ubelaangt. A mir sinn derbäi, aneren, déi eis net esou gutt kenne wéi mir eis selwer net wëlle gesinn, ze erklären, dass mer deen 0,5%ege Budgetexcédent, deen „medium-term objective“, an de Joren 2015/2016 wëllen errechen.

Déi Länner, déi an engem exzessiven Defizitver- fahre sinn, dat heescht, déi vum Eurogrupp vir- geschriwwer kréien, wat se mussen maachen, fir erëm an d'Regele vum Stabilitéitspakt zrëck- zekommen, déi mussen mat der Kommissioun eng Reformpartnerschaft ofschléissen, déi vun dem Eurogroup ze decidéieren ass.



Da gëtt et eng ganz Diskussioun iwwer eppes, wat vill Leit net verstinn a wat eigentlech am Licht gekuckt och schlecht ze verstoen ass, dat ass déi sougenannten „golden rule“ oder d'Schuldebremms. Doréms sinn elo vill romantiséierend Gedichter geschriwwen ginn. Déi golde Regel, wat iwwerhaapt historisch guer net déi golde Regel ass, well déi golde Regel an der Finanzwissenschaft ass, dass een net méi Scholde daerf hunn, wéi een Investitionsausgaben huet. An hei gëtt d'golde Regel och als déi presentéiert, déi seet, dass ee muss en ausgeglichene Budget hunn. An dofir ass de richtegen Ausdruck och „Schuldebremms“.

Déi Regel stellt der Lëtzebuenger Regierung kee Problem. Mir hunn elo een zwëschtstaatleche Vertrag, deen amgaangen ass ze entsto. Mir hu Regeln am Stabilitéitspakt, déi emgénnert gi sinn, déi dat net nëmme virtuell, mä reell virschreien. Dat sinn Texter, déi an der Hierarchie vun den Normen souwiso aneren Texter iwwergeuerdet sinn, och den nationale Verfassungen, wat eng laang Debatt ass an och eng soll sinn. An dofir bräicht een dat eigentlech net. An dofir hunn ech mech och net verausgabt, weder rhetoresch nach inhaltlech, bei der Behandlung vun där Fro bis elo.

Mir hunn elo festgehalen, dass et déi Schuldebremms soll ginn, dass déi soll an d'nationale Verfassungen oder an équivalent juristesche verbindlech Texter agefouert ginn. Mir sollen dat maachen, well mir hu jo keen Intérêt drun, als eent vun deenen Eurolänner, déi den niddregsten Defizit hunn an déi niddregste Statsschuld hunn, eis ze distinguéieren op deem Plang. Déi Regel ass jo de bon sens, a mir applizéiere se souwiso.

Ech sinn awer aus iwwergeuerdnete statspolitische Grënn dergéint, fir dat an eng Verfassung ze schreien. Ech si mer mam Finanzminister a mam Ausseminister driwwer eens ginn, dass mer dat an ee Gesetzestext solle schreien, deen nëmme mat enger besonnescher qualifizierter Majoritéit kann ofgeännert ginn.

Eis Verfassung ass keen Text, deen inhaltlech Politike beschreift - heiansdo orientéiert en -, mä et ass eng organesche Text, een Text, deen de Stat a sengem Fonctionnement organiséiert, an net inhaltlech Virfestleungen, mat Ausnahme vun de grouse Prinzipien, Mënscherechter an esou virun, beinhalt.

An dofir, well der Hoffentlech dat alleguer gelies hutt, fillen ech mech Zeil fir Zeil mat engem Artikel an Iwwerestimmung, déi de Kolleeg Alex Bodry där Deeg an där Zeitung, déi him fréier nostoung, geschriwwen huet...

(Hilarité)

...iwwert déi Fro, déi mer hei amgaang sinn ze behandelen. Mir fannen doriwwer tëschent der Regierung an dem Parlament eng Regelung, ech zweifele kee Moment dodrun, mä ech wollt just soen: Mir schreien et net an d'Lëtzebuergesch Verfassung!

Mir hätte gären, dass awer een eenheetlechen Text eis emol zur Kenntnis bruecht gëtt iwwert déi inhaltlech Elementer, déi inhaltlech Artikulation vun där gellener Regel, fir dass déi a gläichen Termen an allen Texter kann emgesat ginn. Well ee schnellt Liese vun der Schuldebremms an der polnescher Verfassung, an der däitscher Verfassung, an der spuenescher Verfassung, an der ugeduechter éisträichescher Verfassung weist riseg Ennerscheeder konzeptueller Natur a beschreibender Natur tëschent deenen eenzelne konstitutionellen Dispositionen, déi d'ailleurs vun der Europäescher Cour de justice nëmme dahingehend kënnen iwwerpréift ginn, ob dann all Memberstat an engem Text konstitutionellen Zouschnettes déi Schuldebremmsregelung an nationaalt Recht iwwergefouert huet.

Déi och vun Däitschland penetrantst geäussert Meenung iwwert déi lescht Méint, wéi wann en Europäesche Gerichtshaff Verstéiss géint d'Budgetsregele kéint iwwerpräiwen a sanktionéieren, ass natierlech net vun dem Conseil zréckbehale ginn. Ech weess net méi richtig, wie sech do duerchgesat hat. Et ass jiddefalls net zréckbehale gi vum Conseil européen.

Mir hunn eis drop verstännegt, dem Internationale Währungsfong supplementar finanziell Ressourcen zouzeféieren an der Héicht vun 200 Milliarden Euro fir all EU-Staten. An der Hoffnung, déi och opgeet, dass aner Partner weltwäit sech un der Opstockung vun de Ressourcen vum Internationale Währungsfong bedeelegen, esou zwar, dass den Internationale Währungsfong méi Mëttelen zur Verfügung huet, fir an der Eurozon enner strikte Konditionalitéite weider sech no uewe korrigéierend Interventiounen ze tätigen.

Ech ginn dervun aus, dass dat - dat ass awer esou net festgehalte ginn, mä esou ass dat awer -, dass d'Eurostate fir 150 Milliarden Euro musse riichtsto. Ech wëll dervun ausgoen, dass d'Opbréngung vun deene bilaterale Präten, déi

d'Euro- an d'EU-State plus aner dem Internationale Währungsfong zoukomme loosse, sech muss no dem Opdeelungsschlüssel, dee souwiso beim Internationale Währungsfong spillt, maachen.

Dat géif fir Lëtzebuerg heeschen, dass mer tëschent 1,5 an zwou Milliarden Euro musse als Lëtzebuerg e Bäitrag zu der Stärkung vun de Ressourcen vum Internationale Währungsfong bereitstellen. Ech wollt dem Haus soen, dass mir nach keng festgezurrte Meenung hunn iwwert de Wee, wéi een dat ka maachen.

Mir befannen eis wéi déi aner europäesch Länner och a Verhandlungen, a Gespräicher - loosse mer emol esou soen -, well mat enger onofhängeger Zentralbank kann ee jo net verhandelen. Et daerf ee just mat hir schwätzen, mat eiser Zentralbank, driwwer, wéi déi Zomme kënnen zur Verfügung gestallt ginn, iwwer Präten, déi d'Staten direkt maachen, déi de Stat direkt mécht, iwwer Präten, déi d'Zentralbank mécht, iwwer Präten, déi d'Zentralbank mécht an déi mat enger staatlecher Garantie musse ennerluecht ginn.

Mir schwätzen och ufanks Januar mat der Chamber doriwwer. A soubal mer Arrangementer mat der Zentralbank fonnt hunn, déi och sech aklénken an d'Gesamtarrangement, wat d'Geldpolitik an d'Budgetpolitik an der gesamter Eurozon muss erbaiféieren, befaasse mer d'Parlament selbstverständlech mat där Fro, well ech mengen, ob dat elo direkt Sue sinn, déi fléissen - wat ech net mengen -, oder Préte sinn oder Préte sinn, déi garantéiert ginn, dat kann een net ouni parlamentaresch Ausprooch, wahrscheinlech och parlamentaresch Approbation maachen. Mir wëlle jiddefalls deen doten Deel vum Pak vun dem 8. an 9. Dezember net ouni eist Parlament, ouni eist Chamber emsetzen.

Wichtig ass prinzipiell, dass mer elo eng Debatt als Debatt op en Enn gefouert hunn, déi sech ronderem d'Koordinatioun vun der Wirtschaftspolitik drängt. D'Koordinatioun vun der Wirtschaftspolitik hu mer nach net. Mir hunn elo gesot, autoprogramméierend, dass den Europäesche Conseil, jiddefalls de Conseil vun de Regierungschefe vun dem Euroraum d'europäesch Wirtschaftsregierung ass.

Weises géllt! An dofir gëtt jo elo gesot, mir sollen eis um Niveau vun de Regierungschefen eemol de Mount treffen. Ech gesinn deem mat Spannung entgéint. Ob dat och esou geschitt an ob dat dann och esou ergiebeg ass, wéi elo gemaach gëtt, dass dat kéint sinn, do hunn ech recht Zweifel, déi ech och artikuléiert hunn.

Well wann da Lëtzebuerg virgeschriwwen géif kréien, seng Indexéierung ofzeschaffen, da brauche mer jo doriwwer eng Debatt vu véier Stonnen! A wann iwwer Slowenien geschwat gëtt an iwwert d'Belsch an iwwert d'Indexéierungsklauselen am spueneschen Tariffrecht, da brauche mer jo fënnf oder sechs Stonnen! Dat heescht, wie wëllt d'Wirtschaftsregierung sinn, dee muss sech och mat dem Wesse bewaffnen, wat ee brauch, fir kënnen sech an intim wirtschaftspolitesche Prozesser vun deenen anere Memberstaten anzemeschen; wat mer musse maachen, mä wou ech net weess, ob d'Regierungschefen déi sinn, déi am beschte gestallt sinn, fir dat ze maachen.

Mä mir hunn eis prinzipiell dorop geeenegt. An ech géif gären derfir plädéieren, dass mer dat, a), gutt verstinn an, b), och net enthusiastesche, awer mat festem Wëlle begleeden. Mir hunn ee groussen Intérêt drun, dass et zu enger méi staarker Verzahnung vun der Wirtschaftspolitik an deenen eenzelne Memberstate vun der Eurozon kënt.

Well dat, wat deen ee mécht, huet Auswierkungen op deen aneren. An dat, wat deen een ennerléist, huet negativ oder positiv Auswierkungen op deen aneren. An dofir gëtt et noutwendeg, dass mer eng Ex-ante-Diskussioun iwwert déi eenzel Budgetprojete féieren, a gëtt et noutwendeg, dass mer iwwer all gréisser Reformeschritt, déi ee Land virhëlt, gemeinsam am Eurogroup doriwwer diskutéieren.

Ech ginn lech emol ee Beispill aus der Vergaangenheet. Däitschland huet 2005 decidéiert, säin Normalsatz bei der TVA vu 16 op 19% unzehiewen. Och een historisches Kompromëss, well d'SPD hat gesot: „D'TVA muss stoe bleiwen“, an d'CDU hat gesot: „Se gëtt 2% erhéicht“. Doraus gëtt dann an enger grousser Koalition eng Erhéijung vun 3%.

(Interruption)

Dat ass normal, déi eegen Arithmetik, déi grouss Verbänn charakteriséiert.

Mä déi Tatsaach, dass Däitschland seng Mehrwertsteuer am Regelsatz vu 16 op 19% ugehewen huet, hat während engem Joer an der Moyenne vun der Eurozon eng 0,3%eg Inflationserhéijung zur Folleg. Wat déi aner hätte misse wëssen, wéi se hir Budgete gemaach hunn, dass se mat enger importéierter Infla-

tionsmaximéierung, bedéngt duerch eng unilateral getrafen däitsch Decisioun, konfrontéiert géife ginn. An déi Froen an aner muss ee selbstverständlech zesumme besprechen.

Deen Term „Wirtschaftsregierung“ ass nach virun annerhallwem Joer wéi eppes emfont ginn, wat aus der obszöner Zauberkëscht vun der Europa-Politik géif iwwer eenzel Landstrécher, net wäit vun hei ewech ugesiedelt, erabrieche, well vill Länner géint d'Wirtschaftsregierung sinn a géint eng Maximéierung vun der Koordinatioun vun der Wirtschaftspolitik.

Ech hu fir déi Wirtschaftsregierung, andeem mer d'Wuert gebraucht hunn, 1991 plädéiert, wéi mer de Vertrag vu Maastricht gemaach hunn. Et muss een dat heiansdo an Erinnerung ruffen - et war jo keen derbäi vun deenen, déi elo do sinn -, dass den Här Delors dat wollt; den Här Maystadt, deemolege belsche Finanzminister a jëtzege President vun der Europäescher Investitionsbank, de Pierre Bérégovoy, dee leider dout ass, an ech selwer, mir waren derfir, dass ee wuel kéint soen, d'Wirtschaftspolitik ass national, mä dass mer eis musse Mechanismen an d'Hand ginn, fir d'Koordinéierung vun deenen nationale Wirtschaftspolitiken am europäesche Sënn ze maachen.

Déi musse, déi national Wirtschaftspolitiken, am allgemengen europäeschen - haaptsächlech Euroraum - Interessi sinn. An dat gëtt haut beschriwwen vum Einzelnen als de Gebuertsfeeler vun der Währungsunion, dass dee geldpolitischen Aarm muscléiert ginn ass duerch déi onofhängeger, zentral agéierend Europäescher Zentralbank, an dass dee wirtschaftspoliteschen Aarm schwach bleift, well deen eigentlech aus 17 Fangere besteet a keng richtig Aarm- an Hiewelwierkung mangels effizienter Koordinéierung huet.

Net Lëtzebuerg an net Frankräich hunn 1991 d'Wirtschaftsregierung an d'Koordinatioun vun der Wirtschaftspolitik ofgelehnt. Dat war Däitschland, dat war Éisträich, déi informell derbäi waren, well si waren nach net Memberstaten, an dat war Holland. Wann ech also haut gesinn, mat wat fir enger Begeeschterung dass Einzelner sech an d'Wirtschaftsregierung stieren, da muss een extrem héifleche Sänger sinn, fir kee Géigecheuer unzestëmme, wann een dat alles gesäit.

Eng aner Remarque, déi mer wichtig ass, léif Kollege, dat ass déi hei. Ech halen d'Haushaltskonsolidéierung an allen Eurostaten, och heiem, a virun allem an deene Statene, déi enner ze héijen Defiziter an ze héijer Schold leiden, fir alternativlos. Ech gebrauchen dat Wuert net gär, well et ass, nodeem an an déi däitsch Debatt agefouert ginn ass, e bëssen am Merkelsche Sënn iwwerkonnotéiert - ech soen emol - fir optounslos.

Wann d'Staten hir öffentlech Schold net ofbauen, wa se hir Defiziter net enner Kontroll kréien, da gi mer ee schwéiere Wee. An da bleiwe mer net nëmme enner Beobachtung vun deene mat der Lupp agéierende Ratingagenturen, da bréngt mer et net fäerdeg, eis als eng kredibel Währungszone an als kredibel eenzel Acteuren an der Währungszone no baussen hin duerzestellen.

Wa mer eis Defiziter an eis Scholdestänn net enner Kontroll kréien, da ginn ech vu Pessimismus, wann ech d'Saach mer perspektivesch ukommen (veuillez lire: ukucken), befall, well mer da keng richtig Iwwerleiwenschance hunn. An dee grouse Feeler ass, dass mer d'Instrumenter net haten, fir d'Iwwerverschuldung an d'Iwwerdefizitéierung vun de Staten ze verhënneren.

Ech kritiséiere keen - mir hunn dat jo och hei gemaach, iwwerens mat der Zoustëmmung vum gesamten Haus -, dass een an der Kris antizyklesch Politike muss maachen, a wann d'Privatno fro ausfällt, dass een da muss déi öffentlech Nofro stärken, fir dass d'Wirtschaft net ofsackt, dass een also eng klassesch antizyklesch Politik gemaach huet. Déi huet net zur Verschuldung gefouert. Et waren déi Scholdestänn, déi virun do waren, déi an der Kombinatioun mat der Banken- a Finanzkris a mat der Scholdekris elo zu deem Elendszoustand gefouert hunn, an deem eenzel Länner sech befannen.

An dofir muss een d'Ursaache vun der Kris bekämpfen. An d'Ursaach vun der Kris sinn onorthodox Budgetspolitiken. An déi, déi sech nach a relativ orthodoxe Gewässer befannen, solle sech déi negativ Geschicht vun deenen, déi de Moment bal un der Finanzlaascht an un der Scholden- an un der Zënslaascht erstécken, ganz genau ukucken, fir net eng Politik an déiselwecht Richtung ze bedriewen.

An dofir och bei der „golden rule“, bei der Schuldebremms, muss kloer sinn - jiddefalls fir mech ass dat kloer, fir d'Regierung och -, wann een eng Schuldebremms mécht, muss déi natierlech ootme kënnen mat dem wirtschaftlechen Zyklus. Dat muss iwwert dee ganze Konjunk-

turzyklus goe vun dräi, véier Joer. A wa mer an eng rezessiv Phas erakommen, wouranner Holland elo schonn erëm ass a wouwu mir net extrem wäit ewech sinn, da muss ee kënnen Scholde ophuelen, fir dass een de wirtschaftleche Circuit normalerweis um Lafe behält.

D'Schuldebremms daerf keng Wuesstumsbremms ginn. An déi, déi mengen, d'Schuldebremms wier en Antiwuesstumsprogramm, déi hunn entweder d'Wuesstumspolitik oder d'Scholdevermeidungspolitik net richtig verstanen. Mir musse oppassen, jee nodeem wéi mer redigéieren, dass mer net an déi Fal do erantappen.

Firwat soen ech dat? Ganz einfach, fir menger Iwwerzeugung nach eng Kéier och heibannen emol eng Kéier Ausdruck ze ginn, dass, esou wichtig wéi d'Haushaltskonsolidéierung ass - an ech hale se, wéi gesot, fir optounslos -, esou wichtig ass et och, dass mer net nëmme an deene Länner, déi de Moment schlecht dru sinn, mä am ganzen Euroraum, well deen ass wuesstumsschwach fir de Moment, zu enger europäesch ofgestëmmtener Wuesstumspolitik kommen.

Déi, déi mengen, Griichenland, Spuenien, Italien, Portugal, Irland, d'Belsch géifen nëmme doduerch erëm op d'Bee kommen, dass massiv agespuert gëtt, déi ire sech. Wa se net massiv aspieren, komme se net op d'Been, mä wann nëmme agespuert gëtt, ouni dass sech parallel dozou mat enger europäescher Wuesstumsstrategie beschäftegt gëtt, déi deene Länner erëm élan gëtt, fir an d'Zukunft ze kommen, an iwwerens och de Mënschen, déi an deene Länner wunnen, emol erëm eng Hoffnung gëtt, dass et enges Daags ka besser goen, déi ire sech fundamental.

An dofir hunn ech zu Bréssel d'lescht Woch beantragt, dass, wa mer eis elo eemol de Mount treffen, mer spéitstens beim zweeten Treffen eis mam Thema europäesch Wuesstumsstrategie auserneesen. Elo hu mer jo alleguerten déi budgetär Regele festgeluecht; da solle mer eis elo emol mam zweete Standbee vum Weiderkommen an d'Zukunft era beschäftegen. An dat ass eng orientéiert, gutt cibléiert europäesch Wuesstumspolitik.

An ech soen lech, well d'Staten, och déi, déi gutt dru sinn, net exzessiv vill Geldiwwerschoss de Moment hunn, dass et nëmme ee Wee gëtt, fir dat ze maachen. An dat ass d'Lancéieren, wann ee se schonn net wëllt, fir an der Scholden- an Zënsekris zur Léisung bäizedoen, da sinn „Euro-Bonds“, émettéiert an Europa, fir grouss öffentlech Investitiounen kontinentalwäit ze finanzéieren, fir dass mer duerch d'Verstärkung vun de Mobilitéitsweeër, duerch d'Vergrengung vun der europäescher Wuesstumspolitik déi Wuesstumselementer an déi eenzel nationale Wirtschaftsraim eraninduzéieren, déi mer brauchen, fir dass mer hei vun der Plaz kommen.

An dofir soen ech: Konsolidéierung jo, mä d'Konsolidéierung mécht perspektivesch nëmme Sënn, wa se mat den adequate wuesstumspoliteschen Impulser begleet gëtt. An dorunner sollt d'Europäesche Union an d'Eurozon mindestens dat esou vill Energie schaffen, wéi mer elo dru geschafft hunn, fir d'Grondarchitektur am Disziplinarraum esou anzerichten, dass se fir jiddweree verständlech gëtt.

Ech bleiwen der Meenung - mä ech soen dat net méi haart -, dass an der Kris, déi mer hunn, d'Aféierung vun „Euro-Bonds“ och een Deel vun der Gesamtantwort hatt kënnen ginn. Ech hunn dat d'lescht Joer am Dezember mam italienesche Finanzminister lancéiert, déi „Euro-Bonds“-Geschicht. Ech hunn den Artikel zu Tripolis geschriwwen ier ech op Tunis geflu sinn. Dir hutt jo gesinn, wat duerno an deenen zwee Länner geschitt ass.

(Hilarité)

Mä fir mech bleift dat an Erinnerung och doduerch, dass deen Artikel, deen den Här Tremonti an ech - deen och schonn net méi do ass d'ailleurs - iwwert déi „Euro-Bonds“ geschriwwen hunn, dat ass an Däitschland an anere Länner einfach wéi eng Karikatur behandelt ginn, well gemengt gëtt - och eenzel Stëmme zu Lëtzebuerg iwwerens haten dat gemengt -, dass mer do zu... Jo, mä Merkel/Sarkozy/Kartheiser.

(Hilarité générale)

Ech si frou, dass se net allen dräi zu Lëtzebuerg sinn.

Et ass net esou, dass déi „Euro-Bonds“, richtig gemaach, géifen zu enger Vereinheitlichung vun den Zënssätz féieren. Et misst ee jo vum Lämmes gebass sinn, fir iwwerall an Europa, ouni op d'Ursaache vun der Verschuldung



duerch d'Mutualiséierung vun de Scholdestänn anzegoen, derzou ze kommen, dass all Länner deeselwechten Zëns géife bezuelen.

Dat géif schon eng Zënsdifferenzierung bleiwen tëschent héich verschëllte Staten an niddreg verschëllte State wéi Däitschland a wéi Lëtzebuerg. Mä et hätt de groussen Avantage, dass mer e groussen europäeschen Obligatiounsmaart hätten. 80% vum amerikaneschen Obligatiounsmaart, deen eis onheemlech géif hëllefen, fir Kapital an Europa unzezeien a mat deem Kapital hei an Europa ze schaffen, anstatt dass mer mussen nokucken, wéi europäesch Investisseuren amerikanesch Statspabeiere kafe ginn, obschonn Amerika jo den „Triple A“ vun enger Ratingagentur ewechgeholl kritt huet.

Mir bleiwen un deem Thema drun. Deen ass net explizit zrëckbehale ginn, mä wann Der de Paragraph 7 vun de Konklusioun vum dem Europäesche Conseil liest, an déi Aufgabestellung, déi den Här Van Rompuy, den Här Barroso an ech kritt hunn, da mierkt Der, dass duerch déi kleng Hannerdier déi „Euro-Bonds“ erëm monter eramarschéieren. Ech fäerten och, am März komme se awer net op dem europäeschen Tapis un, well nach iergendeen hinnen deen Tapis ënnert de Féiss wäert ewechzeien.

Mä deen Thema bleift. Deen Thema, deen net zur kuerzfristeger Behiewung vun der Kris kéint bäidroen, mä deen, ënnert der Voraussetzung, dass mer a Saache Fiskalunion a Koordinéierung vun der Wirtschaftspolitik grouss Fortschreitter maachen, duerch eene Element vun der Gesamtantwort ka sinn.

Grad wéi och d'Finanztransaktionssteuer a mengen Aen - ech weess, dass déi Positioun vun villen zu Lëtzebuerg net integral geduecht gëtt - eng Gerechtegkeetsevidenz ass, déi ëmsou méi evident elo gëtt, wou mer, dem gesonde Mënscheverstand folgend, d'Privatsecteurbedelegung bei der Krisbewältigung prinzipiell ausgeschloss hunn, muss et elo esou sinn, dass duerch d'Finanztransaktionssteuer oder eng aner Form vum Besteuerung vun der Finanzindustrie dee Sektour méi mat an d'Kollektivfinanzierungsresponsabilitéit vun de Bewältigungskäschte vun der Kris eragezu gëtt.

Ech hunn lech elo op e puer Punkte wëllen opmierksam maachen, ouni op alles anzegoen. Ech weess, dass dat vill méi en ëmfaassend Thema ass wéi dat, wat ech hei behandelt hunn. D'Lëtzebuerg Regierung huet hei net ëmmer datselwecht gesot wéi de President vum Eurogroup. Dat ergëtt sech aus dem verschiddene Status vun deenen handelnde Personnen.

Mä dat, wat mer gemaach hunn, vum nationale Standpunkt aus betruecht, hunn ech an enkster Zesummenaarbecht mam Finanzminister gemaach, och oft no Récksprouch mat dem Ausseminister. An ech hunn elo hei och dem Lëtzebuerg Director du Trésor, dem Här Dr. Georges Heinrich, Merci ze soe fir seng wäertvoll Bäitrag, déi eis vill geholfen hunn, souwuel an Europa wéi och hei zu Lëtzebuerg, fir mat deenen Themen do op een net endgültgegt gutt Enn, mä op ee provisorescht, an déi richteg Richtung weisend gutt Enn ze kommen.

Wësst Der, léif Kolleegen, hei leeft een ëmmer d'Gefor, an et kann een et och net anescht maachen, fir esou an den technesche Feinheete vun deenen Dossierer ënnerzegoen. An ech hunn der haut net vill hei opgezielt, well et gëtt der onendlech méi, a si sinn och heiansdo net richteg gutt an definitiv ze verstoen.

Et geet hei leschten Enns ëm eppes ganz anescht. Et geet hei drëm, ob déi Währung do, déi mer hunn, ob déi gutt an d'Zukunft kéint oder ob se beschidegt an d'Zukunft kéint oder ob se iwwerhaapt an d'Zukunft kéint. Ech gleewen drun, och well mer virun 20 Joer bal Dag fir Dag dee Maastrichter Vertrag definitiv ausgehandelt hunn, dass déi Währung et derwäert war, gemaach ze ginn, well nach ni an der Geschicht vun der Mënschheet ass et 17 Länner gelongen, hir national Währungen an eng eenheetlech Währung ze fusionéieren.

Stellt lech eng Sekonn vir, an deser Wirtschafts- a Finanzkris hätte mer misse mat 17 nationale Währungen, woubäi mir emol keng eege gehat hätten, untrieden, fir mat deene sech och ouni Währungsunion globaliséiert presentéierten, net nëmme positiv schaffende Finanzkräften op der Welt eens ze ginn! Mir wieren haut net méi do.

An ech soen lech, ouni eis belsch Noperen, fir déi meng Sympathie haut besonnesch ausgeprägt ass, weinst deem Schrecklechen, wat gëschter geschitt ass, stellt lech emol vir, déi lescht 565 Deeg matzen an der Wirtschafts- a Finanzkris hätte mer de belsche Frang gehat!

Wat mengt Der, wat elo nach vum Lëtzebuerg Frang iwwer wier, wann et net en Euro ginn hätt, deen d'Belch geschützt huet an hirer Unvernunft, fir sech ze eenegen, an deen eis geschützt huet doduerch, dass mer méi staark sinn duerch eng gemeinsam Protektiounsmauer, déi mer aus egener Kraaft an och net mat der belscher Hëllef jeemools hätte kënnen opriichten.

A wann deen Euro fällt - an dee fällt net, well deen huet Bestand -, dann ass dee ganzen europäeschen Integratiounsprojet a senger Substanz an a senger Essenz menacéiert. Ech hunn déi dramatesch Zukunftsbiller net gär, mä ech si fundamental dervun iwwerzeegt, wa mer deen Euro do net an deenen nächste Joren zukunftsfiäeg erhalen, dass dann déi gesamt europäesch Integratioun erëm a Stécker zesummefällt.

Mir waren als Europäer am Ufank vum 20. Jorhonnert 20% vun der Weltbevölkerung. Am Ufank vun deem Jorhonnert ass et nach 11% Europäer op der Welt ginn. Mir sinn net d'Häre vun der Welt, mir waren et nach ni. An dee Moment, wou mer gemengt hunn, mir wieren et, do war dat net zum Gudde vun der Welt. Dat war am 18. an am 19. Jorhonnert. Dat war net schrecklech gutt, wat mer do geleescht hunn.

An der Mëtt vun deem Jorhonnert gëtt et nach 7% Europäer, an um Enn vun deem Jorhonnert gëtt et nach ganz genau 4% Europäer. Wa mer elo mengen, et wier elo gescheit, sech an all deene Populismen ze wenzelen, déi iwwerall sech Gehéier verschafen; wa mer elo mengen, elo wier de Moment komm, wou mer ëmmer manner ginn, fir eis erëm a Stécker ze zerleeën, fir eis erëm an déi national Eegearten esou ze verléiwen, dass mer nach just déi gesinn, an net méi dat Mateneen, déi Flicht zum Mateneen op deem gefoltete Kontinent nei ze entdecke fir déi nächst Generatiounen, dann hu mer Essenzielles net verstan.

Déi europäesch Integratioun, dat ass net nëmme d'Wierk vum Adenauer, Bech, De Gasperi an alles, wat mer do haten; et ass virun allem d'Liewenswierk vun der Generatioun vun eisen Elteren, déi aus de KZer komm sinn a vun de Fronten zrëckkomm sinn, wou se gesot hunn: „Dat dote maache mer ni méi.“ Mir sollen dorun denken!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech ginn dem Här Premierminister Akt vu senger Deklaratioun. A mir kéimen dann elo zu der Debatt fir déi, déi sech schonn ageschriwwen hunn: déi Häre Spautz, Meisch, Fayot, Bausch, Gibéryen an Urbany. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Débat

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Alleréischte wollt ech dem Statsminister Merci soe fir seng Erklärungen an elo och eise Respekt ausdrécke fir säin Asaz um Sommet zu Bréissel. D'Verhandlung während dem leschte Krisesommet zu Bréissel déi lescht Woch ware keng einfach. Enttäuschend ass et, dass et zu Divergenze komm ass, dass London net bereet war, enger Vertragsännerung zouzestëmme, woubäi d'Stabilitéit vun der Eurozon ganz kloer och am Intérêt vu Groussbritannien läit.

Doriwwer eraus riskéiert London sech mat senger Haltung um europäesche Plang ze isoléieren. Och wann de britesche Premier zu London vu verschiddene Leit grouss gefeiert gëtt, esou därff ee sech awer d'Fro stellen, ob dat gutt war laangfristeg fir säi Land, mä op alle Fall - eng Fro, déi ee sech därff stellen -, ob duerch deen Nee vun England an déi stur Haltung net aner Länner awer bereet waren, deem ganze Projet zouzestëmme.

Duerch déi onflexibel Haltung, geprägt duerch déi national Intérëten, ass et net gutt an ass et net fäerdegbruecht ginn, dass Europa mat enger Stëmm geschwat huet, mä dass se duerch déi englesch Reaktioun emol net et fäerdegbruecht hunn, zu 27 zu engem Accord ze fannen. An dat ass eppes, wat ee muss bedauern.

20 Joer nom Maastrichter Vertrag, deen d'Gebuertstonn vum Euro agelaut huet, di sech d'Europäer eens, fir den Euro eng nei legal Basis ze schafen an domadder kleng Gebuertsfehler vun der Währungsunion am Nachhinein ze verbesseren. Deen Eenzege, dee vun Ufank un derbäi war beim Maastrichter Vertrag, dat war eise Statsminister, wéi en et och elo grad nach eng kéier an Erënnerung geruff huet.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, 1991 huet den Helmut Kohl zum Maastrichter Vertrag gesot: „Die Weichen für einen neuen Abschnitt des europäischen Vereinigungsprozesses sind gestellt.“ 20 Joer méi spéit beschreift dese Satz zoutreffend déi ëmmerhin his-

toresch Entscheidung, déi virun e puer Deeg getraff ginn ass. Ënnert dem Drock vun der Scholdekrise hu mir et endlech fäerdegbruecht, d'Weihe fir eng Wirtschafts- a Finanzunion ze stellen.

De Sommet huet dat fäerdegbruecht, wat mir eis 1991 alleguere gewünscht hunn a wat awer vill Leit sech net getraut hunn, fir dat esou op d'Been ze stellen. An een, deen dat och deemools scho wollt maachen, war keen anere wéi de Jean-Claude Juncker. Deemools wollt Däitschland net alenken.

20 Joer méi spéit an no enger europäescher Scholdekrise ass en Ëmdenke komm. Et war e laange Wee, e géie Wee bis zum Ëmdenken, dass et manner déi national Intérëten sinn, déi zielen. An dach sinn um Enn vill Entscheidung getraff ginn oder nees fale gelooss ginn an et huet ee sech ëmmer erëm d'Fro kënnen stellen, wann ee Kommentare gelies huet an der internationaler Press déi lescht Wochen a Méint, wat do deen een oder deen anere gesot huet, dass et awer elo trotzdeem weider wäert goen an nach weider ka goen.

Länner wéi Däitschland hu sech lues a lues mat der Iddi vun enger Gouvernance économique ugefrënt, net aus purem Altruismus, well déi aner europäesch Länner dat onbedéngt wollten, mä well si sech endlech de Risiko vun enger Währungsunion ouni wirtschaftlech Koordinatioun bewosst gi sinn.

Zu Bréissel ass och festgehal ginn, dass een a Saache Restrukturatioun vun de Statsschulde misst nei virgoen. D'Iddi vun engem Haircut, vun enger Bedelegung vun de private Créancier, an anere Wiederer vun de Banken an de Statsschulden, esou wéi dat zu Deauville d'leschte kéier vum Tandem Merkozy an d'Welt gesat ginn ass - deesen Tandem, dee jo och alles drugesat huet, fir dat ëmzesetzen -, dës negativ Auswirkungen hunn awer elo en Ëmdenke provozéiert.

Hei sollt een no der laang bewäerter Praxis vum FMI virgoen, ouni dass elo dës Referenz op d'Praxis vum FMI länger definéiert oder erkläert gouf, wat leider d'Mäert bedauern.

D'Wiederer vum Herman Van Rompuy vum leschte Freideg: «L'approche que nous avons auparavant sur la manière d'impliquer les créanciers privés est maintenant officiellement abandonnée.», ginn esou gedeit, dass elo d'Ausléise vun der Restrukturatioun vun enger Statsschuld net méi automatesch soll sinn, woubäi déi eng mengen, dass elo au cas par cas misst gekuckt ginn, wéi et weidergeet, an déi aner - d'Banken - just zur Keess gebiede géifen, wann déi finanziell Ennerstëtzung net gräife sollt oder net der géif goen.

Hei ass Klärungsbedarf. Wa mir wëllen d'Investisseuren op eiser Säit hunn, muss déi Fro a mengen Ae kloer beäntwert ginn, soss wäert weider Mësstrauen an de Mäert, betreffend wat elo soll geschéien a wéi et weidergeet, geschéien, an duerfir ass et wichtig, dass all Konsequenzen do ausgeschloss ginn.

Dem FMI seng Approche, wann een iwwert déi lescht Joren esou kuckt, beinhalt och normalerweis eng Rei vu Moosnamen. Et geet drëms, fir deenen ugeschloene Länner e komplette Kader unzebidden, mat deem se hir Problemer kënnen an de Grëff kréien. E komplette Kader géif bedeuten, dass souwuel kuerzfristeg wéi och mëttel- a laangfristeg Mesur festgehal ginn. Et ass dat, wat d'Mäert an d'Experten dobause vermessen.

Et sinn historesch Entscheidung gefall, Entscheidung institutioneller Natur, Entscheidung, déi notwendeg woren a längst iwwerfällig sinn. Mä wou sinn déi kuerzfristeg Mesuren, déi engem ugeschloene Land hëllefen, aus der Kris erauszekommen?

Dat ass déi Fro, déi sech d'Mäert an d'Investisseuren dobause stellen. Si bedauern, dass, wat do zu Bréissel erauskomm ass, net vill Neies beinhalt, fir déi geplangte Budgetregele kënnen ëmzesetzen. Wichtig ass, dass déi nei Budgetregelen bis de März ausformuléiert solle ginn. Vill kostbar Zäit ass verluer gaangen, an elo ass et wichtig, dass mer do endlech virukommen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir si bis elo der Kris hannendrugelaf. Mir hunn extrem vill Zäit, Talenter an Energie an der Behiewung vun den Divergenze verluer, amplatz des Zäit, Talenter an Energie drop ze verwäerten, fir konkret Moosnamen auszuschaffen, Detailler vun de Léisunge festzehalen an de Länner bei der Ëmsetzung ze hëllefen a se ze ënnerstëtzen. Dat muss sech imperativ änneren.

Elo, wou mir d'Uerdnung am Haus Europa bruecht hunn, zumindest um strukturelle Plang, muss mir als Alleréischte alleguerten zesummen, ouni Ausnahm, all déi Entscheidung, déi getraff gi sinn, all déi Moosnamen, déi festgesat goufen, och konkret ëmsetzen.

Dëst Fréijoer muss den ugekënnegte Vertrag net nëmme verbessert ginn, mä och an all deene 26 Länner, déi där Iddi vun enger Vertragsneibestëmmung zougestëmmt hunn, ëmsetzbar sinn. Dernieft muss mir awer och kuerzfristeg Léisunge fannen, fir d'Mäert definitiv ze berouegen.

Zu Bréissel ass festgehal ginn, dass d'EU-Länner bis zu 200 Milliarden Euro fir d'Krisebekämpfung duerch den FMI bereitstelle sollen. D'Iddi ass déi, dass déi europäesch Noutebanken dem FMI Sue bereitstellen, déi dozou genotzt solle ginn, fir den ugeschloene Länner ze hëllefen.

Dëse Wee, oder plutôt Ëmwee iwwert den FMI ass kritiséiert ginn. Firwat net iwwert de Wee vum Rettungsschirm fueren? Anscheinend gëtt et politesch Grënn, firwat dat net machbar wier; soit, dat wäert sech weisen.

Et bleift, wann déi 200 Milliarden Euro vun den EU-State selwer finanzéiert solle ginn, dass awer déi international Communautéit och opgefuerdert ginn ass, parallel Bäitrag ze leeschten.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Finanzunion ass en Instrument, dat eis wäert hëllefen, mëttel- a laangfristeg d'Scholdekrise an Europa ze bewältegen. Mä mat der Union eleng ass et net gedoen, wann de Wëllen net do ass, sech u streng Budgetregelen ze halen. De Wëllen, fir ze spueren, wäerte mir Europäer a mir Lëtzebuerg fir déi nächst Jore konsequent ënner Bewäis stelle mussen. Standard & Poor's huet et schonn déi lescht Woch ugekënnegt, Moody's des Woch: Si wäerte genee d'Entwécklung um europäesche Plang matverfolgen a wäerten net zécken, de Rating vun där ganzer Eurozon erofzesetzen, falls si där Meinung sinn, dass d'Situatioun sech net verbessert.

Mir muss kredibel sinn, wa mir wëllen nees d'Vertraue vun den Investisseuren zrëckgewannen. Italien konnt sech fir siwe Milliarden Euro op ee Joer ouni Problemer an zu engem liicht méi gënschtegen Taux refinanzéieren, wéi dat nach virun engem Mount de Fall war. Italien huet a kuerzer Zäit seng innenpolitisch Problemer mat der Demissioun vum Berlusconi an der Ernennung vum Monti als neie President vum Conseil geléist.

Italien huet awer virun allem e Spuerprogramm opgestallt, dee couragéis ass. Ouni deen hätt Italien säi Prêt net esou einfach kritt, a scho guer net zu deene Konditiounen, déi elo un dee Prêt gebonne sinn.

Dat, wat fir Italien géllt, géllt fir all EU-Land, inklusiv Lëtzebuerg. Och wann et eis am Verglach mat anere Länner relativ gutt geet, heescht dat nach laang net, dass mir keng Problemer hunn oder dass keng nei Problemer wäerte kommen.

Ech hunn a menger Ried zum Budget d'lescht Woch eng Rei vu Chantieren opgezielt, vun der Diversifikatioun vun der Wirtschaft bis zur Ofsécherung vun eise Sozialleeschungen, déi besser betruecht mussen ginn a wou et ëm eng Ëmverdeelung vun de Sue geet, wou mir müssen eng Hand uleëen.

Ech hunn awer och vun intakte Finanzkapacitéite vum Stat geschwat, déi fir eis bluttnoutwendeg sinn, an ech hunn och gesot, dass déi radikaleste Method, fir manner Suen auszeginn, déi ass, dass de Stat d'nächst Joer net därff méi Suen ausgi wéi dëst Joer.

Fir eis ass a bleift d'Zil vum Nulldefizit um Horizont 2014 absolut Prioritéit. Mir muss spueren a mir muss Reformen an d'Wee leeden. Dat beinhalt ganz kloer Moosnamen, déi net jiddwengerem wäerte gefalen, mä déi notwendeg si fir eist Land, fir eis Bierger a fir déi zukünftige Generatiounen. Ech denken, dass jiddwieren heibannen an dobaussen, well dat och senge Kanner an Enkelkanner wäert zeguttkommen, duerfir och domadder averstane wäert sinn.

Am Allerléifsten hätt ech gären, dass déi néidege Reforme schnell an am Konsens géife kommen. Noutfalls awer, wann dat net méiglech ass, muss d'Politik - mir heibannen - de Courage hunn, alles dat duerchzezeien, wat fir d'Land am Allgemenge wichteg ass. Mir wäerten op jidde Fall als CSV-Fraktioun eis konstruktiv abréngen an eis Verantwortung iwwerhuelen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, et ass naiv, ze mengen, dass mat engem eenzege EU-Sommet alles geléist wier. Mir wäerten der nach vill brauchen. Ech denken awer, dass déi Richtung, déi ageschloe ginn ass, déi richteg ass. Zumindest wësse mir elo, wou et higeet, och wann nach vill Inconnuen do sinn. Mä fir dohin ze kommen, brauch jiddwieren ee Kompass, deeselwechte Kompass, soss drifte mir nees auserneen, an dat kënnen mir eis definitiv net leeschten.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Spautz Merci. Als nächste Riedner ass den Här



Claude Meisch agedroen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Meisch (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir de Sommet vun der leschter Woch ze bewäerten, muss een en natierlech och gesinn am Licht vun deenen Erwaardungen, déi un e gericht waren, vun deem groussen Drock, dee bestanen huet, dee jo nach d'lescht Woch eng Kéier däitlech vergréissert ginn ass duerch d'Ukënnegung, datt e gudden Deel vun der Eurozon hiren „Triple A“ kéint verléiere vun enger Ratingagence.

Wat ass derbäi erauskomm? De Premierminister huet et a senger Deklaratioun nach eng Kéier hei skizzéiert.

Haut gëtt geschwat vun engem Accord, deen an Europa an den eenzelne Länner eng Scholdebremms géif aféieren. Et gëtt vun automatesche Sanktiounen geschwat bei engem ze héijen Defizit. Mir wäerten den Europäesche Stabilitéitsmechanismus éischter kréien, wéi dat viru d'hand schonn ofgemaach war. Et kéint zu engem Revirement vun der Politik, wann et zu Émscheldunge muss kommen, wat d'Participatioun vum Privatsecteur an notament vun de Banke betrëfft. An den IMF gëtt och nach eng Kéier ëm 200 Milliarden Euro opgestockt, fir méi staark ze sinn, fir an den eenzelnen europäesche Länner, do, wou et noutwendeg ass, kënnen ze agéieren.

D'Fro stellt sech: Geet dat doten elo duer? Si mer domadder deenen Erwaardunge gerecht ginn? Huet et d'Marchéen zum Beispill berouegt?

E Freideg huet et ee Moment esou ausgesinn, e Méindeg huet et schonn erëm net méi esou ausgesinn. An d'Fro stellt sech dann awer och: Ass dat doten de richtige Wee, fir aus der Scholdekrise erauszekommen?

Et gëtt effektiv eng Rei vu Froen, déi sech haut, no deem doten Accord, nach stellen. Eng dovunner ass - an ech hunn d'Impressioun, datt et hei éischter ëm eng Rei vun Zukunftsmechanisme geet, déi sollen en Place ginn, an datt sech manner domat beschäftigt ginn ass, wéi déi akut Situatioun an eenzelne Länner respektiv an der ganzer Eurozon elo soll bewältigt ginn. Et ass e Stéck Zukunftsgestaltung vläicht ofgemaach ginn, allerdéngs, mir hu kee konkrete Auswee aus der aktueller an och akuter Scholdekrise mat deem Accord hei skizzéiert kritt.

Geet et duer, fir och d'Vertrauen an d'Finanzgestioun vun de Staten zrëckzekeréien? D'Iddi vun enger Scholdebremms, mengen ech, ass do eng, déi dach ganz zentral ass. Op där anerer Säit wësse mer awer och, datt mer schonn déi eng oder aner Scholdebremms haten.

De Maastricht-Vertrag an d'Stabilitéitskritären aus dem Maastricht-Vertrag ware jo eigentlech och eng Zort vu Scholdebremms, déi eis awer net dru gehënnert huet, duerch déi Mauer, déi mer do eis selwer opgestallt hunn, och emol kënnen derduerch oder derlaanscht ze fueren.

Mir wëssen, datt aner Länner, notament d'USA, eng Scholdebremms och an hirer Constitutioun stoen hunn. Se waren awer innovativ genuch, fir dee Moment, wou se dann hätte missen op d'Bremms drécken, déi Scholdebremms nach eng Kéier do e bëssen ze manipuléieren, fir datt een nach e bësse méi wäit kéint fueren. Also, datt eleng wäert sécherlech net duergoen.

Da gëtt haut vun automatesche Sanktiounen geschwat. Eigentlech méi richtig wär et, se als semi-automatesch Sanktiounen ze bezeichnen. Richtig ass, datt de Mechanismus ëmgedréit ginn ass, mat ëmgedréitener qualifizierter Majoritéit. Wa viru drun eng qualifizéiert Majoritéit vun den europäesche Länner huet missé soen, jo, mir leeden eng Defizitprozedur géint dee Stat do an, dann ass et haut eng qualifizéiert Majoritéit, déi dat muss oflehnen.

Sécherlech si mer do méi schnell am Prozess vun enger Defizitprozedur dran, mä trotzdem besteet och an Zukunft nach ëmmer d'Méiglechkeet mat der qualifizierter Majoritéit. A stelle mer eis einfach emol vir, am Fall wou ganz vill Länner selwer betraff wäeren oder no dru wäeren, datt se och vun enger Defizitprozedur kéinten touchéiert ginn, jo, da kann ee sech och do Zeenarië virstellen, datt déi qualifizéiert Majoritéit awer erëm ganz schnell ze erreeche wär.

Et ass dann och am Laf vun deene leschte Méint e gewëssenen Hickhack ginn. Dat, wat viru e puer Méint - an de Premierminister huet et eigentlech selwer hei skizzéiert - nach richtig war a wou drop gepocht ginn ass, datt et soll agehale ginn, nämlech datt de Privatsecteur bei enger Émschuldung vu Griichenland, datt dee soll participéieren, géllt haut net méi als richtig, well mer natierlech och bäigeléiert hunn. Mä deen Hin an Hier do dréit natierlech och net onbedéngt derzou bäi, fir de Mënschen an Europa, awer och de Finanzmännert d'Vertrauen ze ginn, datt dat, wat hei gemaach gëtt, em-

mer richtig ass an datt Politik ëmmer weess, wat se dann hei mécht.

Fait ass jo haut, datt mer gesinn, datt eleng deen dote Prinzip derzou gefouert huet, datt europäesch Länner méi schwéier Geld geléint kritt hunn, datt se méi héich Zënsen hu misse bezuelen an datt et eigentlech kontraproduktiv war. Datt eigentlech e Prinzip, dee politesch richtig ass, fir datt déi Länner, déi och an der Vergaangenheet schonn héich Zënsen eigentlech encaisséiert hunn, well se enger Rei vun notament südeuropäesche Länner hir Finanzementer matfinanzéiert hunn, Geld geléint hunn, datt déi och participéiert ginn.

Politesch mag dat richtig sinn. Wa se dann herno awer mussen wierklech participéieren bei engem Scholdeknütt, da kann dat awer och derzou féieren, datt, wéi de Premierminister et hei skizzéiert huet, dat Geld eben aus Europa offléisst, respektiv datt bei Refinanzementer méi héich Zënsen noutwendeg sinn, wat eis grad an där akuter Situatioun, wou mer haut dra sinn, dach éischter nei Problemer bereet, wéi datt et al Problemer géif léisen.

Dat, wat sécherlech ze bedauern ass a vill diskutéiert ginn ass iwwert déi lescht Deeg, dat ass, datt Europa kee géientent Bild ofginn huet, datt Groussbritannien sech eigentlech selwer isoléiert huet aus deem Prozess hei eraus, wat - jo - virun allem e Problem vu Groussbritannien ass, mä awer och e Problem vun der Europäescher Unioun ka ginn.

Europa riskéiert hei an eng Usammlung vu verschiddene Clibb sech ze zersplitteren. Europa riskéiert, datt punktuell Zweckgemeinschaften sech hei zesummefanen, amplaz datt mer ëm dee groussen europäeschen Zukunftsprojet eis zesumme rassembléieren a kucken, wéi mer dee Kontinent hei op eng Rei vun dach fundamentalen Erausforderungen, déi d'Zukunft eis stellt, kënnen virbereeden.

An offensichtlech war et jo och esou, datt - jo - déi britesch Haltung haaptsächlech duerch eng Rei vu Fuerderunge vun der Londoner City diktéiert ginn ass, wat och nach eng Kéier weist, datt net op allen Ecker, och an deem Kontinent, a scho guer net an der Welt verstane ginn ass, datt bei de Regele fir d'Finanzwelt sech och eppes misst änneren, wa mer Krise wéi déi heite wëllen évitéieren, respektiv wa mer aus der aktueller Kris wëllen erauskommen.

Dat alles, mengen ech awer, léisst och nach ëmmer Plaz fir e gewëssenen Zweifel, datt heimmadder elo de gesamte Wee virgezeechent ginn ass, wéi mer aus der Scholdekrise erauskommen, de gesamte Wee virgezeechent ginn ass, wéi mer ähnlech Situatiounen wéi déi heite kënnen fir d'Zukunft évitéieren. De ganz, ganz grouse Worf war och deen Accord do vum leschten Donneschdeg respektiv de leschte Freideg sécherlech nach net.

An - ech sinn och frou an ech deelen do dem Premierminister seng Meenung - et feelen eng Rei vun Aspekter, a virun allem een, deen eis feelt, op dee mer hei op dëser Plaz och ëmmer erëm higewisen hunn, datt ass dee vun de wirtschaftleche Perspektiv fir dese Kontinent, datt ass dee vun den - jo - neien Opschwungsperspektiven, virun allem fir déi betraffe Länner. Mir kënnen net ëmmer nëmme spueren, spueren a spueren. Mir mussen wëssen, firwat mer wëlle spueren a firwat mer mussen spueren, nämlech fir datt et op anere Plazen och erëm ka biergop goen.

Wa mer wëlle Vertraue kréien an d'Politik, wa mer wëlle Vertraue kréien an eise Wirtschaftssystem, wa mer wëlle Vertraue kréien och an d'Demokratie an enger ganzer Rei vu Länner, wou dat Vertrauen nun dach amgaangen ass ze wackelen an ze bröckelen, dann, mengen ech, komme mer laanscht déi dote Fro net derlaanscht.

Wat heescht deen doten Accord fir Lëtzebuerg? Mir ënnerschreide sécherlech sämtlech Kriterien, déi do definéiert gi sinn, wat den Defizit ubelaangt. Trotzdem, mengen ech, mussen mer awer och gesinn, datt Lëtzebuerg an enger spezieller, an enger spezifischer Situatioun dran ass.

Datt deen Iwwerschoss, dee mer hei zu Lëtzebuerg an de Sozialversécherungen hunn, datt deen derzou féiert, datt den Defizit, wann en dann no Maastricht oder no der europäescher Regel gerecht gëtt, datt en da relativ kleng ausgesäit. Mä wa mer awer emol deen Iwwerschoss do aus de Sozialversécherungen ewechrechnen, virun allem, wa mer dann nach eng Kéier gesinn, datt dee jo haaptsächlech aus de Rentekéisen, aus der Renteversécherung kéint, an datt dergéint jo och d'Verspréche sti fir déi nächst Generatiounen, datt mer deenen eng sécher Penssioun kënnen garantéieren, da gesäit dat Bild schonn erëm ganz, ganz aneschtens aus.

Duerfir däre mer eis also net nëmmen un deenen doten Defizitkritären orientéieren hei

zu Lëtzebuerg, mä mir mussen e Stéck méi wäit goen, e Stéck méi wäit eis Hausaufgabe maachen, duerch déi spezifesch Situatioun, déi mer an eiser Gesamtstatsfinanzlag hunn.

En anere Punkt, mengen ech, däre mer als Lëtzebuerger Land och net aus den Ae verléieren, dat ass deen, deen och nach eng Kéier opgeworf ginn ass vun der europäescher Steierharmoniséierung - sécherlech eng Diskussioun, déi derwäert ass gefouert ze ginn; wou Lëtzebuerg sech net bei déi däre stellen, déi soen, dat doten, dat ass fir eis keen Thema. Mir wëssen awer, duerch eis Situatioun wéi se ass hei zu Lëtzebuerg, duerch eis Vergaangenheet, awer och duerch d'Opstellung vun eiser nationaler Ekonomie, datt dat eng heikel Diskussioun fir Lëtzebuerg ka sinn an datt mer do Schrëtt fir Schrëtt ganz genau mussen analyséieren, eier mer en dann definitiv och wëlle maachen.

An ech mengen awer och, datt bei allen Diskussiounen ëm Harmoniséierung och an Zukunft nach eng gewisse Steierkonkurrenz an Europa sécherlech noutwendeg ass, fir datt net de grouse Stat iwwerall jiddwerengem kann d'Geld dach nëmmen do ofhuelen, mä datt och heiansdo de Bierger an och emol eng Entreprise kann dem Stat soen: „Esou net. Dat doten, dat geet ze wäit.“

De Stat misst eigentlech sech och emol eng Kéier eppes aneschtens afale loossen, wéi e seng eege Finanzgestioun kéint maachen. Wann dat déi eenzeg Konklusioun herno aus der Finanzkris wär, mengen ech, da wär et sécherlech déi falsch.

Wann een no enger zéngminüteger Interventioun eng éischt Konklusioun hei soll zéien, well et kann eigentlech nëmmen eng éischt Konklusioun sinn, well mer eenzel Aspekter vun deem Pak do jo nach eng Kéier erëmgesinn oder nach e puermol hei an der Chamber wäerten zesummen diskutéieren, da géif ech mengen, mer kënnen frou sinn, datt mer en Accord hunn.

An dat Beschit um Accord ass eigentlech och, datt e besteet, datt et zu engem Accord komm ass, well wann d'Stats- a Regierungschefen auserneegaange wäeren a se wäere sech net eens ginn, se hätte sech net kënnen eens maachen op eng Rei vun dach grondleeënde Verännerunge vu wichtege, grondleeënde europäesche Prinzipien, ech mengen, dat wär sécherlech en desastréist Signal gewiescht un d'Finanzmännert an och un d'Mënschen hei an Europa.

Et ass awer, mengen ech, nach vill ze fréi, fir sech elo definitiv zrëck an d'Fotell ze lehnen an ze mengen, et wär alles gemaach. Eng ganz Rei vu weidere Schrëtt mussen kommen.

Ech soen dem Premierminister jiddefalls Merci fir déi Deklaratioun, déi en hei gemaach huet. An enger ganzer Rei vu Punkte sécherlech féint en och d'Ennerstëtzung vun der Demokratescher Partei. Et gëtt awer sécherlech nach munches och ze iwwerleeën, wat an deem Pak do dran ass, a munches huet eis och nach gefeelt, mä mir wäerten nach d'Geleeënheet kréien, dorobber zrëckzekerommen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Meisch. Als nächste Riedner ass den Här Ben Fayot agedroen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - Här President, déi bedeutsam Villschichtegkeet vun dem Här Statsminister sengem Virtrag haut de Mëtteg huet gewisen, mat wat fir Saachen hie sech an deem Resultat vum Sommet vum 9. Dezember ka begeeschteren a wat fir eng hie méi nodenlech maachen.

Fir d'Éischt wollt ech emol dem Statsminister och Merci soen, dass en haut de Mëtteg bei d'Parlament komm ass. An ech mengen, dass mer besonnesch an der Nofolleg vun deem Sommet als Parlament nach vill méi wéi an der Vergaangenheet an déi Diskussiounen mussen agebonne ginn, well dat, wat leschte Freideg decidéiert ginn ass, dat geet jo an der alleréischter Linn och d'national Parlamenter un an hirer budgetärer Oberhoheit.

Et ass eng vun deene wesentlechen Aufgabe vun engem nationale Parlament, fir Budgeten ze decidéieren. An dat, wat an deem Sommet ugedeit ass a wat kéint, dat ass jo eng zolidd Aschränkung vun dëser Souveraineté budgetaire vun den nationale Parlamenter.

Duerfir mengen ech, dass mer an der Zukunft an deenen nächste Wochen a Méint mussen iwwert déi Saache schwätzen. Ech wëll just soen, dass mer jo - de President vun der Finanzkommissioun, mat der Europakommissioun - mam Finanzminister Luc Frieden zesummekommen am Januar, fir eben och deen „Sixpack“ emol ze kucken, wat dat fir d'national Parlamenter bedeit. Och déi aner Saachen, déi eben elo ugedeit gi sinn, mussen an dem nationale Parlament gekuckt ginn.

Här President, ech mengen, mir brauchen hei net ze soen, dass mer den Euro als Lëtzebuerger brauchen an dass en zesummebroch vun onser gemeinsamer Währung eng politesch an eng sozial a wirtschaftlech Katastroph wier an dass mer dofir déi Währung mussen stabiliséieren. Mir därefen ons dobäi net iren. Et ass sécher, dass et schnell muss goen, dass et effikass muss ginn. Et ass net, dass et sech elo jorelaang däreft hischleefen.

Et däreft och net nëmmen Austeritéit sinn an Ofbau sinn. Et muss och a virun allem wirtschaftlechen Opbau sinn. An d'EU muss, no Moossen, esou vill wéi méiglech zesummebleiwen an eng Unioun vu Partner bleiwen, déi des Unioun weider ausbauen a weider integréieren.

D'Erklärung vun de Stats- a Regierungschefen den 9. Dezember ass fir eemol kuerz, mä explosiv. Trotzdem fir d'Éischt e Wuert zur Method. Mir erkennen d'Roll vun Däitschland a Frankräich als Achs vun der Europäescher Unioun gären un. Mir bedauern awer, dass déi Institutiounen, déi mer ons duerch e Vertrag ginn hunn, hei permanent a gravéierend court-circuitéiert gi sinn.

De Rotspräsident, den Här Van Rompuy, war mam Kommissionspräsident Barroso a mam Eurogroup-Chef Jean-Claude Juncker beoptragt ginn, fir dem Sommet Virschléi virzeleeën. Parallell dozou hunn d'Madame Merkel an den Här Sarkozy d'Agenda diktéiert. Dat ass natierlech och fir d'Zukunft vun dem zesummenhalt vun der Europäescher Unioun net ganz glécklech.

Iwwert dee sougenannten intergouvernementale Vertrag, deen do decidéiert ginn ass, wier viles ze soen. Et ass een, deen net no de Regele vun der Europäescher Unioun virbereet an decidéiert gëtt, mä no de gewéinleche Regele vun internationaler Vertragsrecht. A wat dat fir d'Europäesch Unioun bedeit, ass am Fong geholl elo an deem Abléck net virauszugesinn. Den neie Vertrag, dee soll Prozeduren aféieren, déi méi contraignant si wéi alles dat, wat mer bis elo haten. Déi national Budgete vun de Länner vun der Eurozon solle strikt iwwerwaacht ginn. An d'Länner, déi sech net un d'Regelen halen, setze sech quasi automatesche Sanktiounen aus.

Den Artikel 126 vum Traité gëtt jo verschärft, an automatesch Sanktiounen sollen agefouert ginn, bei deenen de Gerichtshaff och eng Roll soll spillen. Dobäi kann ee sech natierlech d'Fro stellen, ob de Gerichtshaff - e Gerichtshaff, iergende Gerichtshaff - op esou engem Gebitt anzegräifen huet.

Déi sougenannt „golde Regel“ soll an all Land agefouert ginn. Et ass jo déi däitsch Scholdebremms. An der Deklaratioun vum 9. Dezember steet jo, et soll e konstitutionelle Charakter kréien oder en equivalente Charakter. An den Här Statsminister huet erkläert, wat mir ënner „equivalent“ verstinn.

Et soll also net an d'Verfassung kommen. Et soll an e Gesetz kommen, wat mat enger Verfassungsmajoritéit gestëmmt gëtt. Dat ass op jidde Fall eng Solution, mat där ee ka liewen, obschonn ee sech d'Fro muss stellen, étant donné déi Diversitéit vun de konstitutionelle Charaktere vun de Länner, ob een iwwerhaapt esou eppes soll maachen.

Dëst gëtt, an dat ass dat, wat mech am meeschten inquietéiert, en anert Europa. Net e partnerschaftlech, mä en Europa, wat elo op Däitschland a Frankräich zentriert gëtt an dann och nach däitsch Methoden an der Budgetspolitik zu europäesche Methode mécht.

Här President, mir sinn ons eens, dass muss verhénnert ginn, dass d'Budgetsdefiziter vun de Memberlänner vun den nationale Regierungen ausufere gelooss ginn. Kee Land däreft dat an enger Währungsunioun, wou jiddweree matresponsabel fir déi aner ass. D'Konsequenz ass, dass d'Leit an deene Länner, déi manifest net fir d'Währungsunioun prett waren, schwéier Sacrificé maache mussen, fir déi riseg Schold vun hirem Land ofzedroen.

D'Austeritéit ass net nëmmen an deene Länner eng schwéier Hypothék fir d'wirtschaftlech Situatioun, mä och an Europa. D'öffentlech Investitiounen - muss ee wëssen -, déi sinn an Europa säit der Kris vun 2008 massiv zrëckgegaangen. D'Austeritéit féiert och zu enger sozial explosiver Situatioun, well et d'Leit mat klengen Pensionen a Salären am schlimmsten treëft an déi Räich hir Suen am Ausland horten. Wann d'Solidaritéit an enger Gesellschaft feelt, ass et schwéier, eng national Ustrengung ze verlaangen.



An deem Zesammenhang muss ech trotzdem soen: Et ass net ze verstehen, dass de Sommet e Schrëtt zréckgeet an d'Créancier vu Statscholden aus der Pflicht entléist, esou wéi dat bei Griichenland duerch d'Décision vum Sommet vum Juli an Oktober ugefaang gouf. Domat ginn déi, déi gutt un der Kris verdéngen, aus der gemeinsamer Ustrengung entlooss.

Ech wëll iwwregens och hei nach derbäisoen, dass jo och den Europäesche Gewerkschaftsbond an dem Zesammenhang vum deem neie Vertrag d'Fuerderung no engem Protokoll iwwer soziale Fortschritt virgeluecht huet. Ech fannen dat eng interessant Fuerderung, déi ee sollt bei där Redaktioun vum deem Vertrag mat a Betruecht zéien.

Här President, mir Sozialiste bedauere ganz besonnesch, dass déi néideg Stabiliséierung exklusiv duerch d'budgetär Austeritéit soll geschéien. De Sommet vum 9. Dezember gesäit näischt fir d'Reprise vum der Wirtschaft vir. Ech bedauere mam Statsminister, dass de Wee iwwer eng gewësse Mutualiséierung vum de Statscholden net ageschloen gouf.

„Euro-Bonds“ sinn en Instrument, fir den ugeschloene Länner Loft ze ginn an hinnen ze erlaben, weider ze investéieren. Och en europäesche Maart vun Obligatiounen wier e weidere Schrëtt um Wee vun der Sanéierung.

D'Finanztransaktionssteuer ass eng weider Méiglechkeet, fir de Finanzsektor un der Bewältigung vum der Wirtschaftskris participéieren ze loosse a weider Mëttele fir Investisementer fräizemaachen. An deem Zesammenhang begrësse mer, dass de Finanzsektor méi staark reguléiert gëtt an Dériven, déi 2008 zur Finanzkris gefouert hunn, ënnerbonne ginn. Mir begrëssen och, dass dem Wonsch vum dem Vereenegte Kinnekräich fir en Opt-out vum de Finanzregulatiounen net entsprach gouf.

D'Roll vun der Europäescher Zentralbank gëtt an der Deklaratioun net ugeschwat. Ech weess, dass dat eng helleg Kou ass, mä wa schonns esou energiesch an d'Eegestännegkeet vun den Nationalstaaten agegraff gëtt, hält ee sech och e bësse méi Courage fir dee wesentlechen Aspekt vun der Roll vun der Europäescher Zentralbank an der Europäescher Währungsunioun gewënscht.

Här President, wuel seelen an hirer Geschicht war d'Europäesch Unioun an esou enger schwieriger Lag wéi um Enn vum 2011. Hir Währung - do sinn ech och mam Statsminister d'accord - ass net a Gefor, mä si ass awer an enger schwéierer Situatioun duerch verschidde Scholdekrise an eenzelne Länner.

Ech gestinn och gären an, dass et net einfach ass, à chaud an ënnert der Pressioun vun de Finanzmäärt Léisungen ze sichen, wéi dat mat de Stats- a Regierungschefen op verschidde Sommetsäit deene Joren, wou déi Kris ugefaangen huet, stattfonnt huet. Mä ech mengen trotzdem, wann des Kris e positiven Ausgang kritt - a si muss dee kréien -, da verlaangt dat vun alle Länner sécher Ustrengungen, fir besser ze haushalten, mä och den Asaz géint déi ëmmer méi grouss Aarmut an Europa, mat der Iwwerzeegung, dass besser a méi gerecht ëmverdeelt an duerfir neie Räichtum muss geschaf ginn.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Fayot. Als nächste Riedner ass den Här François Bausch agedroen. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann e Marathonleifer net am Équilibre ass, da geschitt em dat, wat mir e Samschdeg geschitt ass, nämlech da fällt en op seng Nues an dann huet en en déckert blot A an den Daum gebrach. An ech mengen, e bëssen an dem nämlechte Stil, awer mat vill méi grouse Risike fir d'Gesondheet vun eis alleguerten diskutéiere mer de Moment iwwert d'Situatioun vun de Finanzen an Europa a vun der wirtschaftlecher Situatioun.

Ech mengen, mir sinn op engem Punkt als Gréng ganz sécher d'accord mat deem, wat hei de Mëtteg gesot ginn ass vum Premierminister. Dat ass, datt d'Haushaltskonsolidéierungen an Europa essenziell sinn. Dat Eenzegt, wat eis stéiert, dat ass, datt an der Diskussioun de Moment awer och nëmmen essenziell just déi an der Diskussioun sinn, an all déi aner wichteg Punkten, déi dozou gehéieren, fir datt mer erëm op de Wee vu Wuesstum, vu méi Stabilitéit, vu Gerechtegkeet an eiser Gesellschaft, vu méi Nohaltegkeet kommen, déi feelen.

Et ass richtig, datt d'Problemer, déi mer haut mat der Verschëldung hunn, datt déi net - an

ech géif awer do just gär e Wuert bäifügen - ausschliesslech op d'Kris zréckzeféiere sinn, well et ass jo ganz ënnerschiddlech, firwat d'Veerschëldung an deenen eenzelnen europäesche Länner entstanen ass.

Wann ech d'Beispill huele vum Irland an dat vergläiche mat zum Beispill Griichenland, dann ass et bei Griichenland méi wéi däitlech, datt et zu ganz groussen Deeler, ech géif soen zu 99 Prozent, hausgemaachten Ursache sinn. Mä bei Irland ass eng aner Situatioun. Bei Irland huet d'Veerschëldung ganz kloer mat der Kris ze dinn, well Irland huet missen, fir säi Finanzsystem, fir seng Banken ze retten, en enormen Effort maachen, a seng Schold dierft effektiv domadder enorm an d'Luucht gedriwwen gi sinn.

Och Spuenien ass ganz verschidde par rapport zu Griichenland. Ech wëll hei nëmmen drun erënneren, datt 2008, wéi d'Finanzkris ausgebrach ass, vu Spuenien behaupt ginn ass, et misst ee sech e Beispill huelen un de spuenesche Banken, datt wären déi beschtgefuert a séchersten an tipptoppsten, déi et géif ginn. Dat ass zu deem Zäitpunkt och richtig gewiescht, well een eigentlech nach net esou richtig gesinn huet, datt hannert der spuenescher Immobilienblosch sech och géif erëm e Finanzsektor verstoppen, deen net ëmmer schrecklech sécher a wäitsichteg dra gehandelt huet. An dat huet ënner anerem a Spuenien, zu engem Deel mindestens, derzou gefouert, datt d'Veerschëldung vu Spuenien déi ass, déi se haut ass.

Da muss ee soen, datt souwiso d'Finanzkris an d'Wirtschaftskris, déi doraus entstanen ass, a virun allem deemspriechend de Chômage, deen dramatesch an d'Luucht gaangen ass a villen europäesche Länner - ënner anerem zum Beispill a Spuenien -, deen haut Rekordniveaue huet, datt dat de Stat och eppes kascht, an datt déi vill Chômeuren, déi op der Strooss sëtzen, jo awer d'Resultat si vun der Wirtschafts- a Finanzkris. An d'Allgemengheet misst derfir surgen, datt déi net definitiv am sozialen Ofgrond landen, respektiv datt d'Chômageindemnitäten zum Beispill bezuelt ginn.

Dat heescht, et ass komplizéiert. Et misst een et souwiso de cas en cas kucken an deenen eenzelne Länner, wann een d'Veerschëldung kuckt. Richtig ass awer prinzipiell - an dat ënnerschreiw mir och -, datt vill Problemer vun der Haushaltskonsolidéierung, déi et elo gëtt, scho virun der Kris do waren. Mä och déi hunn erëm als Ursach eng Politik, déi déi lescht 20 Joer verfollegt ginn ass, nämlech datt d'Finanzcapacitéit vun deenen eenzelne Staaten ëmmer méi no ënne geschrafft gi sinn.

Et brauch jo kee méi heibannen haut dorun ze erënneren, well ech hunn och d'Zäit net derfir, datt zënter 1990 an engem ideologesche Liberaliséierungswahn - kann ee scho bal soen - d'Steierrecetten, nämlech d'Einnahmesäit vum Stat massiv no ënne geschrafft ginn ass an allen europäesche Länner, an der Illusioun natierlech, datt dee Modell, dee während 20 Joer propagéiert ginn ass, dee mer jo importéiert hunn aus den angelsächesche Länner aus den 80er Joren, souwiso da géif automatesch derzou féieren, datt mer vill méi Wuesstum krite an donc och vill méi Recetten oder mindestens gläichméisseg Recetten hätten oder hale géifen an donc och géifen Aarbechtsplazen entstanen, datt dat net esou agetratt ass an deene meeschte Länner.

Mir sinn als Lëtzebuurger Land eng absolut Ausnahm an där Hisiicht mat eiser Moyenne vu 4% Wuesstum, mat eise villen Iwwerschëss. Mä dat huet awer erëm eng Keier dermat ze dinn, datt mir e Land sinn, wat natierlech duerch dat, wat geschitt ass an den 80er an an den 90er Joren, nämlech déi liberaliséiert Finanzmäert, déi entfesselt Finanzmäert, datt mir extrem dovou profitéiert hunn als klengt Land. Mä mir sollen net mengen, datt déi Ausnahm, déi mer waren, déi mer wahrscheinlech a mat grousser Wahrscheinlechkeet net méi wäerte bleiwen, datt déi Ausnahm gültig wär fir sämtlech europäesch Länner!

Dat heescht, déi vill Infrastrukturen, déi gebaut gi sinn an Europa, dee Sozialstat, dee jo awer nach weider bestan huet, zum groussen Deel och nach ausgebaut ginn ass, deen ass zu gréissten Deeler op Schold finanziert ginn an deene leschten 20 Joer. An dat ass de Grond, firwat datt déi vill Scholdebierger entstan sinn. Mä deen huet awer erëm eng Keier ze dinn, wéi gesot, mat enger wirtschaftlecher a finanzpolitescher Logik, déi ganz geziilt drop erausgesteiert huet, datt d'Staten hir Finanzcapacitéit op e Minimum reduzéieren.

An duerfir feelt eis och dee Volet gänzlich oder ganz staark an der Diskussioun, wann et drëms geet, iwwert de Scholdenofbau ze diskutéieren. Natierlech kann et net sinn oder soll et net sinn an därer et och net sinn, datt Scholden, déi gemaach gi sinn, datt eigentlech déi, déi d'Sue geléint hunn, dauernd mussen dervun ausgoen, datt se d'Suen net méi erëmkriegen.

Dat muss a Griichenland eng Ausnahm gewiescht sinn. Dat kann net zur Regel ginn. Mä et misst awer derzou féieren an Europa, datt mer iwwer eng seriö Diskussioun iwwert d'Steieren zum Beispill, iwwert d'Einnahmesäit och driwwer diskutéiere kënnen, datt déijéineg, déi an deene leschten 20, 25 Joer un der Entwécklung vun eiser Gesellschaft, sief et am infrastrukturelle Beräich oder am soziale Beräich, datt déi och erëm méi derzou bäidroen, datt eng Gesellschaft ka funktionéieren, dat heescht, datt de Stat och handlungsfäeg ass. Datt se e brauchen, dat hu se jo selwer gemierkt 2008, wéi d'Kris komm ass. An et wär wierklech och elo un der Zäit, wéi gesot, fir déi Diskussioun ze féieren.

An dat ass, eiser Meenung no, och d'Grondvoraussetzung, fir datt bei der Bevölkerung an Europa iwwerhaupt akzeptéiert gëtt, datt mer iwwert d'Konsolidéierung vun den Haushalter diskutéieren a Moosnamen treffen. Et gëtt Moosnamen, déi mussen getraff ginn, wou mer Gewunnechten, léif Gewunnechte mussen a Fro stellen, wat wéideet.

Jiddwereen, deen eng Gewunnecht hat, wann e se op eemol muss opginn, dee mécht dat net gär, egal wien dat ass. Mä déi ginn nëmmen akzeptéiert, dat Opginn, wann d'Leit d'Impressioun hunn, datt déi Verdeelung an eiser Gesellschaft vu Räichtum erëm méi gerecht zougeet fir d'Zukunft. Dat heescht, datt mer, wéi gesot, iwwert d'Steieren och mussen diskutéieren.

Mir bedauern och, datt déi „Euro-Bonds“... Mir si souwiso der Meenung, Europa ass eng Schicksalsgemeinschaft ginn. An och, wa mer elo net méi wëllen iwwert d'Scholden oder d'Finanzierung vu Scholden iwwer „Euro-Bonds“ diskutéieren, esou muss een et mat Sécherheet aus deem Grond maachen, deen elo just hei och de Mëtteg zitéiert ginn ass. Nämlech wa mer nach wëlle Suen opdriewen, fir datt weider kann investéiert ginn, mussen mer iwwer „Euro-Bonds“ diskutéieren. Mä et ass och souwiso keen anere Choix do.

Et sollt awer kee mengen, datt een eenzelt europäesch Land iergendeppes wäert wär, och wirtschaftlech gesinn, wa mer net an deem Raum vun deene 27 wäeren. Ech hunn a menger Budgetried hei den Altkanzler Schmidt zitéiert, dee richtig gesot huet - vläicht e bëssen iwwerspëtzt, mä et ass awer richtig an der Approche -, d'Exportiwverschëss vun Däitschland, dat sinn d'Schold vu Griichenland gewiescht.

Däitschland exportéiert zu iwwer 50% innerhalb vun der Europäescher Unioun. Datt Däitschland haut esou gutt dosteet, dat huet guer näischt mat enger innenpolitescher Situation ze dinn, oder wéineg, mä et huet hauptsächlich dermat ze dinn, well Däitschland en extrem staarkt Exportland ass.

► **Une voix.** - Jo.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - A wa 50% an d'Europäesch Unioun ginn, da muss ee wëssen, da mussen déijéineg, wou ee wëllt exportéieren, och nach d'Suen hunn, fir déi Wuere ze kafen, déi ee wëllt exportéieren. Dat ass wierklech: Eent an eent ass zwee. Dat ass net esou komplizéiert. A fir datt dat ka funktionéieren an datt mer erëm Wuesstum kréien, a mir mussen an deenen nächste Jore Wuesstum kréien, mussen mer och „Euro-Bonds“ kréien. An da mussen mer dat och gemeinsam händelen; natierlech dann ënner anere Voraussetzungen, wéi mer se an der Vergaangenheet haten.

Duerfir ass elo fir eis dat, wat diskutéiert ginn ass a festgehalen ginn ass zu Bréssel, eigentlech richtig. Mä dat si Mesuren, déi betreffen en gros d'Zukunft an net d'Vergaangenheet. Dat heescht, dat si Mesuren, déi an der Zukunft mussen wierken, datt, wa mer zum Beispill op de Wee vun „Euro-Bonds“ ginn, wou mer gemeinschaftlech hafte fir verschidde Scholden, et dann net ka sinn, datt awer verschidde Leit mengen: „Ma fein, jiddwereen haft jo mat fir dat, wat mir hei vu Rëndvéizegkeete maachen.“ An duerfir mussen mer, wéi gesot, déi Regelen hunn. Mä et léist eis Problemer vun der Vergaangenheet net.

An dann, bei de Steierdiskussiounen ass déi Fro vun der Finanztransaktionssteuer fir eis keng symbolesch, mä dat ass eng eminent wichtig, déi sécherlech och reguléierend Effekter huet - do sinn ech fest dervun iwwerzeegt - an de Finanzmarchéen, mä déi virun allem och eng Gerechtegkeetsfro ass, an déi d'Leit och net méi wäerten akzeptéieren, wann déi Steier net kënnen.

Ech soen och hei - mir kënnen elo laang driwwer diskutéieren, ob et gescheit ass, dat an deene 27 oder an de 17 Euroländer fir d'Éischt eleng ze maachen an déi aner wäeren all d'Luusspätteren -: Kuckt lech dach emol un, wat op der Welt geschitt a wéi wou iwwerall manifestéiert gëtt! Deeijéineg, dee mengt, egal wou et ass, an de Vereenegte Staaten oder wou och ëmmer, datt et nach fënnf, zéng oder 15 Joer kéint esou weidergoen, datt e

gudden Deel, oder loosse mer emol soen 1% vun deene Superräiche verschont géif an all déi aner missten d'Fraisé fir alles bezuelen, mä dee läit jo awer nu wierklech komplett dernieft!

Esou eng Gesellschaft ass wierklech net fonctiounsfäeg. An duerfir wäerten och an deenen anere Länner mat Sécherheet Regele kommen, ob et elo Finanztransaktionssteuer heescht oder wéi et och ëmmer wäert heeschen, mä wou d'Finanzacteuren, déi kuerzfristeg, well et geet jo hei em déi, déi iwwer Spekulation vill Geld verdéngen, och méi mat erugezu ginn, fir verschidde Saachen ze finanzéieren.

Här President, mir wäerten eis virbehalen duerfir als gréng Fraktioun alles dat, wat an d'Parlament kënn, fir dat matzestëmmen, fir ze kucken all Kéiers, ob all déi aner Saachen, déi ech elo beschriwwen hunn, dat heescht eng Wuessstumsstrategie, déi kloer soll derzou féieren... Iwwregens an där Wuessstumsstrategie kéint een och nach vill Problemer léisen, déi elo zu Durban diskutéiert gi sinn. Déi ganz Energieproblematik spillt do eng wichteg Roll. Mä ob déi dra sinn? Mir wäerten eis virethalen, ob d'„Euro-Bonds“ wäerte kommen, ob an der Besteuerung anere Regele kommen, ob déi Finanztransaktionssteuer kënn.

Alles dat si Saachen, déi fir eis mindestens, fir net ze soe méi wichteg sinn à ce stade actuel wéi déi golde Regele fir d'Zukunft, well déi hunn nëmmen e Sënn, wa mer dat dote maachen. Soss komme mer net aus der Kris eraus. A wéi gesot, mir wäerten och duerfir nëmmen Saachen hei matzestëmmen, wa mer wierklech feststellen, datt parallel all déi aner Punkte gläichzäiteg also ageléist ginn, well mer der fester Iwwerzeegung sinn, datt soss dat Ganz ongerecht ass an och a kenger Hisiicht vun den europäesche Bevölkerungen - an zu Recht - wäert akzeptéiert ginn.

Et ass richtig, den Euro ass e Projet, dee mer mussen... Mir mussen dee Projet net retten, mä mir mussen e weiderféieren, erhalen, well ouni - an ech wëll dat net all Kéiers nach widerhuelen, well dat schonn e puermol gesot ginn ass -, ouni d'Europäesch Unioun si mer eigentlech näischt méi wäert an där Welt, wou mer eis hei befannen. Mä mir mussen awer net mengen, datt mer dee Projet gerett kréien, andeem mer verschidde Elementer einfach ver-giessen.

An, Här President, well eis dat wichteg ass, hu mer ons erlaabt, och de Mëtteg eng Motioun ze maachen, déi mer hei wëllen, déi ech hei wëll déposéieren, wou déi Elementer alleguer drastinn a wou mer gär de Mëtteg hei zum Vote hätten, wou mer d'Regierung opfuere, derfir ze surgen, datt, wéi gesot, parallel dozou all déi aner Chantiere weiderginn an déi och parallel dozou a Beschlussfaassung solle münden. An ech wëll déi dee Moment och hei déposéieren.

Ech soen lech Merci.

Motion 1

Engager l'Union européenne sur une voie de sortie de crise, renforcer la solidarité fiscale et la régulation financière

La Chambre des Députés,

- *vu que la règle d'or décidée lors du Conseil de l'Union européenne du 9 décembre obligera certes les budgets nationaux à être à l'équilibre, mais ne pourra tenir lieu de stratégie économique;*

- *vu qu'une règle d'or appliquée aux budgets publics n'aurait en aucun cas évité les problèmes macroéconomiques rencontrés en Irlande, en Espagne et au Portugal depuis 2008 et l'emballlement qui s'en est suivi;*

- *vu que les conclusions du Conseil omettent toute référence à une stratégie d'intégration fiscale européenne, essentielle pour assurer une juste contribution du secteur financier et des entreprises transnationales, et ne laisse ainsi pas d'autre choix aux États membres pour équilibrer leurs budgets que des coupes dans les dépenses ou l'augmentation des impôts indirects pesant sur l'équité sociale;*

- *vu que les dégâts de ces politiques d'austérité menacent actuellement l'Union européenne de récession et ne font qu'y accentuer les inégalités de revenus;*

- *vu que les conclusions du Conseil ignorent la nécessité d'une garantie de liquidité crédible pour ramener la confiance sur les marchés de la dette souveraine et ne mentionnent même pas les euro-obligations comme éléments d'une solution durable qui permettrait aux Européens de mutualiser leurs dettes publiques;*

- *vu que les réformes nécessaires en Europe (notamment sur le plan fiscal et en matière d'investissement) n'ont aucune chance d'être socialement acceptées en l'absence d'une solide légitimité démocratique;*

- *vu que le refus de la Grande-Bretagne de participer aux décisions prises lors du Conseil laisse pla-*



ner un doute considérable sur la faisabilité et la légitimité des mesures envisagées dans le cadre des règles et institutions communautaires;

invite le Gouvernement

- à participer activement aux négociations européennes visant à engager l'Union européenne sur une voie de sortie de crise crédible;

- à accepter à cette fin une démarche de modification des traités communautaires sous condition:

- qu'une garantie de liquidité solide pour ramener la confiance sur les marchés de la dette souveraine soit mise en place notamment à travers l'introduction d'euro-obligations selon la proposition du Pacte pour la réduction des dettes du Conseil des Sages allemand;

- qu'un engagement politique ferme des gouvernements des États membres pour rééquilibrer les budgets publics aille de pair avec un pacte de solidarité visant à ramener à terme les déséquilibres macroéconomiques entre les différentes économies de l'UE;

- que le Mécanisme européen de stabilité soit doté d'une licence bancaire en vue de la création d'un Fonds monétaire européen afin d'éviter que la Banque centrale européenne ne joue un rôle politique dans la résolution de la crise;

- que des mesures de régulation financière soient mises en place afin de réduire le risque de l'économie financière et bancaire sur l'économie des biens et services en général et celui des banques systémiques en particulier. Ceci évitera notamment à la BCE de continuer à jouer le rôle du prêteur en dernier ressort au profit des banques;

- que les taxations financières utiles à cet effet, telle que la Taxe sur les transactions financières, soient effectivement mises en place;

- qu'une politique fiscale communautaire soit mise en place afin de renforcer les objectifs de l'Union européenne dans les domaines de la cohésion sociale, de développement durable et stabilisation économique;

- qu'un programme de la relance économique soit lancé pour contrer les risques de récession et mettre en œuvre la transition des systèmes économiques et énergétiques nécessaires.

(s.) François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Josée Lorsché.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bausch. Als nächste Riedner ass den Här Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegen, ech wëll vun eiser Säit aus och eng Rei vu Froen an Iwwerleeunge mat an déi Diskussioun hei erabréngen.

Dee leschten EU-Sommet vum 8. an 9. Dezember vun de Stats- a Regierungschefen huet op en Neits bewisen, datt Europa net méi amstand ass, des gréisste Kris, déi d'Europäesch Union bis haut kann huet, weder ze géieren nach zu enger novollzäbarer Léisung ze féieren. Vu Sommet zu Sommet gëtt sech gerett, ginn nei Iddië proposéiert, nei Décisiounen geholl an all Décisiounen iwwer Bord gehäit.

Nach ni stoung Europa esou oneens an esou zerstridden do, wéi dat haut de Fall ass. D'Machtlosegkeet vun de Stats- a Regierungschefen virun de Konsequenze vun deem Koup Schierbelen, dee si selwer ze verantworten hunn. Europa huet duerch de Maastrichter Vertrag Kritären, déi d'Stabilitéit vum Euro garantéieren sollen, kritt, mä et waren d'Stats- an d'Regierungschefen, déi an der Zwëschenzäit iwwer 80-mol dës Kritäre selwer violéiert hunn. Si hu sech géigesäitig d'Absolutioun ginn, an haut sti mer do, wou mer elo sinn: an enger grousser Scholdekrise!

Et waren d'Stats- a Regierungschefen, déi doudsécher woussten, wéi Griichenland seng Chifferen a Bilanen truquéiert huet, a se awer an den Euro opgeholl hunn. Déi bestehend Texter hunn d'Méiglechkeet op d'Kontroll ginn, si si just net genotzt ginn. A well déi Responsabel hir Aarbecht net gemaach hunn, hätte se elo gären als Merci méi Rechter vis-à-vis vun deenen eenzelne Staaten!

D'ADR ass duerfir dergéint, weider Souveränitätsrechter un déi doten Europäesch Union ofzetrieden, wann een iwwerhaapt nach vun enger Europäescher Union ka schwätzen. Wéi huet et emmer geheescht: E Land huet esou vill Rechter wéi dat anert. A wéi ass d'Realität? Merkel a Sarkozy decidéieren, an déi aner hunn ze paréieren.

Verschiede Länner wéi Griichenland, Portugal, Italien an esou weider, déi mam Réck zur Wand stinn, hu souwisou keen anere Choix méi wéi ze paréieren. Déi kleng Länner wéi Lëtzebuerg haten nach ni vill ze soen, a Länner wéi England huele sech d'Recht, fir emol géint de Stroum ze schwammen a sech net dem Diktat vu Paräis oder Berlin ze ennerwerfen.

Mä och d'Décisioun vum leschte Sommet hu keng Antwort op déi aktuell Scholdekrise bruecht, héchstens wann een Accord fonnt géinn iwwert de Vertrag, fir an Zukunft besser preventiv kënnen anzewierken. Mä zur Berouegung vun der aktueller Scholdekrise huet dee leschten EU-Sommet keng positiv Antworte bruecht. Dat bewisen d'Stellung vum de Ratingagenturen déi Deeg duerno. Esou huet zum Beispill d'Ratingagentur Moody's geschriwwen: „...hat sich unzufrieden mit den Beschlüssen auf dem Euro-Krisengipfel in der vergangenen Woche gezeigt. An unserer Ansicht, dass der Zusammenhalt in der Euro-Zone gefährdet ist, hat sich nichts geändert.“ De Sommet war also keng Stärktonn, héchstens Sternschnuppen, déi bekanntlech schnell vergléien.

Nom leschte Sommet gëtt dann Europa nach méi komplizéiert an domadder nach méi funktionsonfäeg wéi et schonns ass. Mir hunn eng Europäesch Union vu 27 Staaten, en Eurogroup vu 17 Staaten, Schengen 30 Staaten, an elo soll och nach en zwëschestaatleche Vertrag tëschent 17 a plus Staaten derbäikommen, nieft dem „Sixpack“ an dem Semestre europäen, déi schonns decidéiert si ginn!

Elo schonns zweifele renomméiert Juristen de Wäert vun esou engem Vertrag un. Och de Kommissionspräsident Barroso an de Rotspräsident Van Rompuy hu virum Europaparlament deklaréiert, datt esou e Vertrag géif juristisch Problemer opwerfen. E Vertrag, deen nieft den europäesche Vertrag géif funktionnéieren.

Wie fir d'Anhalen an d'Duerchsetzung zoustänneg ass, wéi bindend esou e Vertrag kéint sinn a wou iwwerhaapt kéint geklot ginn, awer och, wat den Inhalt ubelaangt, zum Beispill d'Fiskalunion: Wat ass domadder konkret prezis gemengt? Bis elo hu mer nach keng Äntwert kritt. Sinn dat europäesch Steieren? Ass dat d'Veereenigung vun den nationale Steieren oder Steiersätz? Oder eng Finanztransaktionssteuer, wou mer mengten, wann dat net an alle Länner agefouert gëtt, wou Finanztransaktionen stattfannen, wéi London, Schwäiz, Hongkong, Singapur an esou weider, datt dat dann eng Konkurrenz fir d'Lëtzebuerg Finanzplaz ka sinn.

Mir sinn der Meenung, datt Lëtzebuerg ni däerf enger Finanztransaktionssteuer zoustëmmen, wann net och déi aner State gläichzäitig mat dodrënner falen. A mir wiere frou, och hei d'Positioun vun eiser Regierung ze kréien.

D'Scholdebremms, Här President. D'ADR hat sech scho méi laang fir eng Scholdebremms ageat. Haut huet den Här Statsminister gesot, och si - d'Regierung - wieren domadder d'accord. Et soll net an d'Verfassung kommen, et sollt e Gesetz ginn. Wichtig ass, fir ze kucken, wat d'Valeur vun esou engem Text ass, wat fir eng Hannerdieren, wat fir eng Schlupflächer esou een Text opléisst fir déi Situatioun, wa se da sollt anrieden. Wichtig ass et awer, fir ze wëssen, datt een e Gesetz ka méi einfach änneren, och spéiderhin, wéi eng Verfassung.

Lëtzebuerg ass am Abléck amgaangen, voll an eng Iwwerschuldung eranzekommen. A mir hunn dat och beim Budget mat 16 Punkten hei gemaach. An dat ass am Fong dee gréisste Fehler. D'Scholdekrise, déi haut entstanen ass, ass, well vill europäesch Länner an och Lëtzebuerg hir Scholden net zrëckbezuelen, mä just Zënse bezuelen, a spéider Generatiounen mussen d'Kapital zrëckbezuelen. Doduerch entsteet d'Scholdekrise an deenen anere Länner an doduerch entsteet och hei d'Scholdekrise zu Lëtzebuerg.

Eng weider wichteg Roll ass, wat fir eng Roll datt déi national Parlamenter nach kënnen an Zukunft spillen. De Minister Nicolas Schmit huet dës Deeg vun enger Entmuetung vun den nationale Parlamenter geschwat. Et gëtt an Zukunft zu Berlin an zu Paräis decidéiert iwwert d'Eckwäerter vun eiser Politik.

Här President, d'Zäit leeft mer fort. Duerfir wëll ech zum Schluss soen, datt d'ADR och géint „Euro-Bonds“ ass. „Euro-Bonds“ ass am Fong eng nei Schold, déi mer maachen, just op europäeschem Niveau. A gläichzäitig soe mer: „D'Nationalstate sollen d'Scholden ofbauen.“

Mir deelen d'Meenung vum Statsminister iwwert d'Wichtigkeet vun engem Euro, dee mer brauchen, a virun allem e Land wéi Lëtzebuerg brauch. Och wann eis Meenunge fir d'Rettung zum Euro ausenanerginn, si mer awer fir d'Wichtigkeet vun Euro. An och wann eis Meenungen ausenanerginn, wënsche mer der Regierung awer eng glécklech Hand, fir datt mer den Euro gerett kréien.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Gibéryen. Als leschte Riedner ass den Här Serge Urbany agedroen. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Här President, dräi Remarquen zum europäesche Sommet wëll ech hei maachen.

Éischtens: D'europäesch Stats- a Regierungschefen hu fräi Fahrt gi fir d'Banken a fir déi Leit mat ville Suen. D'Banke kréie kee Scholdesch-nett méi imposéiert. D'Banke kréie weider quasi onbegrenzt Kreditter bei der Europäescher Zentralbank zu engem Prozent Zënse a kënnen mat vill méi héijen Tauxen u State weiderverleinen. D'State selwer kréien awer weiderhi keen Zougang zu de Kreditter vun der Europäescher Zentralbank, déi se awer selwer finanzéieren.

Et kann een also soen: Et ginn hei erëm eng Kéier öffentlech Sue verstärkt zu privaten Investisseuren emgeleet, déi doduerch méi staark ginn. Et kann een natierlech all Erpressungsmanöver justifiéieren, mä et weess ee ganz genau, datt, wann een engem Erpresser eng Kéier nogëtt, da kënt en emmer erëm mat senge Fuerderungen. An dat ass dat, wat mer gesinn.

Ech mengen, et ass definitiv keng Léier gezu ginn aus der Kris vun 2008. Et ass och keng Léier gezu ginn aus der Kris vun 2011, déi iwwregens menger Meenung no keng eigentlech Scholdekrise ass, mä eng Verdeelungskris. Et si vill ze vill Suen accumuléiert a privat Hänn an et gëtt vill ze wéineg staatlech Kontroll doriwuer.

Zweetens: D'europäesch Stats- a Regierungschefen hu beschloss, den Defizit vun de Budgete vun de Memberstate strukturell op 0,5% ze begrenzen. Dat huet menger Meenung no net zum Zil, d'State méi onofhänge ze maache vun deenen, déi hinne Sue léinen. Domadder soll mat enger gläichzäitiger Senkung vun de Steieren de Wuesstum vun de staatleche Budgeten am geschafene Räichtum an enger Gesellschaft reduzéiert ginn.

Dat bedeit eng Senkung vun der Statsquot a bedeit och méi Privatiséierung. Et bedeit awer och eng Austeritéitspolitik, déi eis gläichzäitig diktéiert gëtt duerch den Ofbau vun den universale Sozialleeschungen an duerch hiert Ersetzen duerch eng Politik vun de Plooschteren, och nach genannt: selektiv Sozialpolitik. Zesumme mat enger gläichzäitiger vu Bréissel recommandéierter Reduzéierung vun de Léin gëtt also elo, Här President, vollzunn, wougéint mer 2009 op d'Strooss gaange sinn. Mir sollen elo, jo, definitiv bezuele fir d'Kris, déi vun de Finanzmäärt provoziert ginn ass.

Drëttes: D'europäesch Stats- a Regierungschefen hu beschloss, déi ongeheier Favoriséierung vun private Räichtum de Staaten zentralisteschem opzedrängen. D'Austeritéit geet am Gläichschritt mat verschärfte Sanktiounen a Repressiounen. Dorobber muss mer nach méi wéi eng Kéier zrëckkommen, och am Kader vun der geplangter Budgetreform hei zu Lëtzebuerg. Mir fäerten, dass do demokratesch Regelen an d'Budgetssouveränitéit a Fro gestallt ginn.

Dat hei ass eng Zaangegebuer zu Bréissel vun engem neien „austeritären“ an autoritären Europa, dat net méi dat wirtschaftlech héich entwéckelt a sozial harmoniséiert Europa ass, dat eis awer emmer versprach ginn ass, enner anerem och bei der Diskussioun iwwert den europäeschen Traité!

D'Kritiker vun deem Traité hu leider recht behalen. Déi neoliberal Logik vun deem Traité ass entscheidend gestärkt ginn, och mat Mathëllef vun der lëtzebuergescher Regierung. Mä elo geschitt awer wéinstens d'Politik an Europa vill méi am Gläichschritt wéi virdrun. An ech mengen och, d'Resistenz géint déi Politik ka sech elo vill zesumme maachen, noutgedrungen op engem europäeschem Plang.

Ech wëll meng Interventioun schlësse mat engem Appel, deen haut erauskomm ass vu Mélenchon a Lafontaine, e gemeinsamen Appel un d'europäesch Salariéen, an deem steet: «Nous vous appelons à la résistance de toutes vos forces contre ce recul de notre civilisation européenne.»

Ech soen lech Merci. Leider, Här Juncker, kann ech net méi an den Detail agoen, et ass e bësene holzschneettaarteg, wat ech hei soen. Mä meng Riedezäit ass leider zimlech begrenzt.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Urbany. Elo kritt d'Wuert nach eng Kéier den Här Statsminister.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, léif Kollegen, an deene verschiddenen Interventiounen si kaum Elementer derbäi, déi ech a menger net behandelt gehat hätt. Och huet den Här Gibéryen eng Rei vu Froen gestallt, vun deenen ech den Androck hat, dass ech op se agaange wier. Mä mir kënnen dat awer gären eng aner Kéier nohuelen.

Ech wollt zu där Motioun vun deene Gréngen, déi mer partiell gefällt, soen, dass d'Regierung déi awer beim beschte Wëllen net kann unhuelen, well déi Considéeranten, déi hei alignéiert ginn, net gläichdeckend mat der Aschtzung vun der Regierung sinn.

Mir si beispillsweis net der Meenung, dass déi Politiques d'austeritéit, wéi se hei charakteriséiert sinn, automatesch géifen d'Europäesch Union a Rezessioun féieren. Et si rezessiv Phasen do. Et kann een net ofstreiden, dass och rezessiounsbestimmend Elementer an deene Spuerprogramme sinn. Mä ouni Spuerprogrammen an ouni Ofbau vun den Defiziter an ouni Ofbau vun der öffentlecher Schold kënt et och net zu der Méiglechkeet iwwerhaapt, dass een erëm wuesstumsorientéiert Politike kann op de Wee schécken. Dofir gefalen déi Considéeranten eis hei net.

An dann, wat den Hauptdispositif ubelaangt, huet d'Regierung enger Vertragsofännerung zougestëmmt am Wëssen drëm, dass net all Konditiounen, déi hei als Prekonditiounen beschriwwen gi sinn, erfëllt gi sinn. Ech hunn um Sommet zu Bréissel eng Banklizenz fir den EFSF gefrot. Dat ass ofgelehnt ginn. Ech hunn - wann ech soen „ech“, dat ass d'Lëtzebuergescher Regierung, mä ech war awer eleng do: „Jean-Claude allein in Brüssel“ - gesot, dass mer gären Euroobligatiounen no bestëmmte Konditiounen hätten. Ech hunn iwwert d'Roll vun der Zentralbank kee Wuert no baussen, mä d'Unrecht Wuert no banne gesot. An dat sinn alles Saachen, déi net d'Unanimitéit fonnt hunn.

Dofir kënnen mer dee Vertrag, deen noutwendeg ass a senge Stabiliséierungselementer, ob-schonn nëmmen intergouvernemental an net kommunautaire ausgerichtet, net der Erfëllung vun dese Konditiounen ennerwerfen, déi eendeitig vun der Majoritéit vun de Membere vum Conseil europäen ofgelehnt gi sinn. Et si Saachen derbäi, déi mir perfekt passen, mä d'Logik kann net déi sinn, dass mer elo erëm ufänken ze verhandelen. Den Här Hollande, dee seet zwar, wann e géif un de Pouvoir kommen - wat ech net fir eng gräisslech Perspektiv géif halen -, géif e renégociéieren. Mä ech sinn nach drun, dofir kann ech elo net renégociéieren.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Statsminister. Domadder wiere mer um Enn vun der Diskussioun a mir kéimen zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun.

Motion 1

Wëllt nach een dozou d'Wuert ergräifen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn. Ech ginn der-vun aus, datt de Vote électronique verlaangt ass. Mir géifen dann ofstëmmen iwwert déi Motioun.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun 1 ass verworf mat 52 Nee-Stëmmen, géint 8 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: la motion 1 est rejetée par 52 voix contre 7 voix.

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert (par M. Marcel Oberweis), Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Nancy Arendt), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Carlo Wagner), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Mir kommen dann elo zum nächste Punkt, nämlech enger Question urgente N°1801 vum Här Fernand Etgen iwwert d'Tripartite. Den Här Etgen huet fénnef Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet zéng Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

2. Question urgente n°1801 de M. Fernand Etgen sur la Tripartite

► **M. Fernand Etgen (DP).** - Merci, Här President.

► **Plusieurs voix.** - Oh!

► **M. Fernand Etgen (DP).** - Wat hunn ech gesot?

(Hilarité)

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, eist Land ass an enger schwieriger wirtschaftlecher Situatioun. Dat dierft, mengen ech, jiddwerengem heibanne kloer sinn.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dat kann net haart genuch gesot ginn.

► **M. Fernand Etgen (DP).** - An dësem schwierige Moment gesäit et awer esou aus, wéi wun d'Vehandlungen an der Tripartite no 2010 nees eng Kéier géife scheitern. Ee weidert Scheitern däre mir eis am Intérêt vun eisem Land awer net erlaben.

D'Positiounen vun dem Patronat a vun de Gewerkschaften sinn zënter gëschter bekannt: D'Patronat huet eng Rei vun Diskussionspunkten op den Dësch geluecht, an d'Gewerkschaften hu gedroht, net un der Tripartite deelzuehuelen, wann dës Punkten net géifen zréckgezu ginn. Deen eenzege Partner aus der Tripartite, vun deem ee bis elo näischt héieren huet, ass d'Regierung. Dofir wollt ech folgend Froen un de Statsminister stellen:

Wat sinn d'Positiounen an d'Propositionen, mat deenen d'Regierung an déi nächst Réunions vun der Tripartite wëllt goen? Wéi wëllt se ee Scheitern vun de Verhandlungen verhéieren? Ass d'Regierung bereet, iwwer all déi Punkten, déi vum Patronat ugeschwat goufen, ze diskutéieren, oder refuséiert se dat wéi d'Gewerkschaften? Wa jo, op wat fir puer Punkte besteet esou ee Refus?

Nom Scheitern vun der Tripartite 2010 hutt Dir gemengt, och d'Chamber misst sech verstärkt an d'Diskussionen ëm d'Zukunftsfäegkeet vun eisem Land mat abréngen. Ech zitieren lech: „Ech fannen, och Är Chamber misst am Oktober, November ee Kompetitivitéitstour dréien an nei Iddi mat an de Krees vun den Iwwerleeunge werfen.“ Fin de citation. Ech mengen, datt d'Chamber a speziell meng Partei dat gemaach hunn.

Dofir eng lescht Fro: Wéi een Timing gesäit d'Regierung vir, fir ofzeschléissen? Waren d'Positiounen vun der UEL lech scho säit Längerem bekannt?

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Etgen. An elo kritt d'Wuert den Här Premierminister Jean-Claude Juncker.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Dir Dammen an Dir Hären, den Här Etgen invitéiert mech hei zu enger „Castroliker“ Laangzäitried iwwer alleguer déi Punkten, déi Patronen a Gewerkschaften virgeluecht hunn. En hätt gären, dass ech zu all Punkt soen, wat d'Regierung denkt a wat d'Regierung oflehnt a wat d'Regierung zréckbehält. Do wollt ech lech froen: Bis wéi vill Auer hutt Der wëlles, heizebleiwen?

► **Une voix.** - Mir hunn Zäit.

► **Une autre voix.** - Gleeft mer et!

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Mir sinn a Gesprécher mat de Patronatsorganisatiounen a mat de Gewerkschaften. Ech hat den Organisatiounen, deenen engen an deenen aneren, een Tableau matginn, wéini dass ech bereet wier, déi Gesprécher ze féieren. Deen ass och amplemment benotzt gi vun de Sozialpartner, déi ech vill gesinn hunn d'lescht Woch an och dës Woch nach - an déi Woch ass nach net all! An een Deel vun deem Zäitkredit vun 43 Stonnen, déi ech do lassgebagert hat, deen ass benotzt an deen huet mer erlaabt, souwuel de Patronatsorganisatioun wéi och de Gewerkschaften ze soen, wou mer kéinte mat hinnen averstane sinn a wou net.

Wann et elo zu enger Situatioun komm ass, déi mech net optimisteschem stëmmt fir de weidere Verlaf vun deenen Tripartitesgesprécher, dann huet dat mat engem Konflikt ze dinn, deen tëschent de Gewerkschaftsorganisatioun besteet an de Patronatsorganisatiounen.

D'Gewerkschaften hu gëschter daitlech gemaach, dass se an hire Gesprécher mat der Regierung - wat e bëssen eng pluriel Beschrei-

wung vun engem singulière Virgang ass - relativ wäit komm sinn. An d'Patronat huet sech och bis elo nach net iwwer eng mangelhaft Diskussions- an Dialogbereitschaft vun der Regierung beklot, wouraus ee kéint ofliesen, dass et Punkte gëtt am Revendicationskalender vun deenen engen a vun deenen aneren, mat deenen d'Regierung sech averstan erkläert huet, mä awer net mat alle Punkten an de Revendicationskalendern vun deenen engen a vun deenen aneren.

Ech wëll elo hei net Punkt fir Punkt déi Streck do eng Kéier duerchlafen. An de Revendicationsselementer vun de Gewerkschaften kënne mer keng zréckbehale, déi d'nächst Joer mat supplementäre budgetären Ausgabe verbonne sinn. Dat geet net a gëtt och net gemaach.

An an de Patronatskalendern sti Saachen dran, déi ee sech kann iwwerleeën, iwwerleeën mer eis och: eng gewëssen Émorientéierung vu Stécker vum Aarbechtsrecht a Richtung méi Flexibilitéierung; awer nëmmen do, wou dat Sënn mécht. Zum Beispill d'Contrats à durée déterminée ze flexibiliséieren mécht Sënn. An de ganz ieweschten, international ze besetzende Gehaltssegmenter mécht et iwwerhaapt kee Sënn. An dem Lounsecteur, deen iwwer den Niddregléin läit, d'Fuerderung, dass mer d'Mindestloun net méi géifen adaptéieren, ass eng Fuerderung, där d'Regierung sech net kann uschléissen.

Elementer, wéi een zu méi Beschäftegung ka kommen - a Kombinatioun vu Mindestloun a vu Lounzousazdeeler - ass eng Diskussioun, déi mer kënne féieren. Mä wa mer d'Partner net un een Dësch kréien, kënne mer se net féieren.

Egal wéi, ob eng Tripartite ass oder net, d'Décisionne falen dës Woch. A wa keng Tripartite méi zesummekënn - an no Gesprécher, déi ech nach esou féieren -, d'Regierung hëlt e Freideg de Moien, falls keng Tripartite stattfënn, all Décisionen, déi am Intérêt vum Land musse geholl ginn.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Statsminister. Domadder wiere mer um Enn vun dësem Punkt.

3. Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune (COM(2011) 625)

- Art. 169 du Règlement de la Chambre

D'Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural huet an hirer Réunions vum 12. Dezember 2011 decidéiert, en Avis politique un d'Europäesch Kommissioun ze riichten, deen d'Dokument (COM(2011) 625) iwwer d'Regelen vum direkten Ausbezuelen vun den Agrarënerstëtzung betrëfft.

D'Kommissioun huet wuelverstane kee Problem, wat de Respekt vum Subsidiaritätsprinzip ueget, mä wëllt politesch Bedenken zum Ausdrock bréngen, esou wéi et den nationale Parlamenter an där sougenannter Barroso-Initiativ erlaabt ass. D'Prozedur, déi applizéiert gëtt, ass hei geregelt am Artikel 169 vun eisem Chambersreglement. Den Avis vun der Agrarkommissioun ass lech a Form vun enger Resolutioun verdeelt ginn.

Résolution

La Chambre des Députés,

- considérant l'article 169 du Règlement de la Chambre des Députés;

- rappelant que la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a été saisie d'une proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune (COM(2011) 625);

- constatant que la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a adopté majoritairement lors de sa réunion du 12 décembre 2011 un avis politique au sujet de l'initiative législative précitée;

décide d'adopter cet avis politique de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural ayant la teneur suivante:

Remarques préliminaires

La proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant les règles relatives

aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune fait partie du paquet législatif définissant le cadre légal de la Politique agricole commune pour la période 2014-2020. Elle a été renvoyée à la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural afin que celle-ci vérifie la conformité de cette proposition communautaire aux principes énoncés à l'article 5 du Traité sur l'Union européenne.

En ce qui concerne cette analyse, la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural renvoie à son avis motivé rédigé à ce sujet et rappelle qu'elle considère l'ambition de la Commission européenne de vouloir définir en détail la notion d'«agriculteur actif» comme contraire à l'article 5 du Traité sur l'Union européenne.

La proposition de règlement en question comporte toutefois une série d'autres éléments nouveaux, suscitant parfois des préoccupations, et qui méritent d'être commentés.

Le paiement en faveur des pratiques agricoles bénéfiques pour le climat et l'environnement

La Commission européenne propose un «verdissement» du premier pilier de la Politique agricole commune, c'est-à-dire l'introduction d'un «paiement en faveur des pratiques agricoles bénéfiques pour le climat et l'environnement» séparé et obligatoire qui représente 30% de l'enveloppe budgétaire prévue pour le paiement direct.

Le versement de cette prime à l'hectare de surface éligible est conditionné par le respect de plusieurs critères.

Il importe de savoir qu'à l'heure actuelle un régime d'aides analogue existe au niveau du deuxième pilier de la Politique agricole commune (ci-après «la PAC»), de sorte que la commission souhaite mettre en garde devant des conséquences négatives de l'intégration au premier pilier d'un tel paiement «écologique» tant sur les programmes agro-environnementaux du deuxième pilier que sur les exploitants agricoles qui les mettent en œuvre. Il est ainsi fort probable que certaines mesures prévues actuellement dans le deuxième pilier devront être supprimées au risque d'occasionner pour certains exploitants une perte sèche de revenu.

Il y a également lieu de se rendre à l'évidence que le maintien d'une seule prime, tel que le paiement unique actuel, dans le cadre du premier pilier aurait été bien plus simple à gérer, quitte à adapter la conditionnalité de façon à tenir compte de certains critères proposés pour le «verdissement» et de la cibler davantage sur l'activité agricole. Cette réforme va donc à l'encontre de la volonté affichée de la Commission européenne de vouloir parvenir à une simplification administrative.

Par ailleurs, il y a lieu de rappeler qu'actuellement déjà maintes normes environnementales et notamment les critères de la «cross compliance» sont à respecter obligatoirement et le seront également à l'avenir par tous les exploitants agricoles.

La Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural tient ainsi à souligner son attachement à un régime d'aides agro-environnementales incitatives. Elle est fondamentalement d'avis que le système actuellement en vigueur, qui permet aux agriculteurs d'assurer leur revenu en participant sur une base volontaire à des régimes honorant certaines pratiques agricoles écologiques bien définies, est un système non seulement plus simple, mais tout aussi efficace car suscitant un engagement plus fervent que ne l'obtiendrait un régime de pure contrainte.

La commission parlementaire propose par conséquent de procéder à une adaptation mesurée des exigences relatives aux bonnes pratiques agro-environnementales, au lieu d'introduire un nouvel instrument dans le premier pilier.

Dans le cadre du système actuel et de son régime d'aides agro-environnementales sur une base volontaire, le Luxembourg a su obtenir de réels progrès. La commission parlementaire insiste donc qu'il soit tenu compte des acquis du Luxembourg en ce qui concerne le «verdissement» de la PAC.

Quant aux critères à remplir par l'exploitant agricole pour avoir droit au versement du paiement dit «écologique», la part des surfaces agricoles à réserver comme surface à haute valeur écologique (à hauteur de 7% des surfaces arables et/ou cultures permanentes) est à considérer comme exagérée. Un effort conséquent serait à réaliser sur ce plan même dans un pays comme le Luxembourg, dont la surface agricole est pourtant caractérisée par un morcellement très prononcé et laquelle comporte de ce fait une proportion relativement élevée de surfaces ayant un intérêt écologique (haies, bosquets, talus, etc.). Par ailleurs, la commission parlementaire met en garde que, dans sa teneur actuelle, le texte réglementaire risque de permettre des pratiques pas conformes à l'esprit de cette mesure, comme le louage d'un terrain périphérique par une exploitation à la

seule fin de le mettre en jachère afin de se conformer à ce critère.

La commission parlementaire souhaite également rappeler que les exploitants agricoles ne peuvent pas ou que difficilement répercuter une hausse des coûts de production sur leurs prix de vente. L'impact du «verdissement» du premier pilier sur les coûts de production, estimé selon l'étude d'impact de la Commission européenne pour le Luxembourg à 60 euros par hectare, figure parmi les plus importants dans l'Union européenne. Dans la pratique et compte tenu de la nature des exploitations, ce coût devrait même se situer largement au-dessus de cette évaluation, notamment en ce qui concerne les cultures permanentes telle que la viticulture.

Quant au critère du maintien des prairies permanentes existantes, la commission parlementaire donne à considérer que le Luxembourg a déjà appliqué une règle similaire dans le cadre de son régime des primes à l'entretien de l'espace naturel et du paysage (deuxième pilier). Il va de soi qu'en tant que règle du paiement «écologique» du premier pilier, cette réforme aura un impact financier sur le régime correspondant du deuxième pilier.

La dérogation prévue pour l'agriculture biologique dans ce contexte constitue aux yeux de la commission parlementaire une incohérence, tandis que les surfaces soumises à un «programme biodiversité» devraient se soumettre à ces nouveaux critères écologiques obligatoires.

De manière générale, l'intégration d'un paiement écologique au niveau du premier pilier risque de créer des incohérences avec des régimes environnementaux existant déjà au niveau du deuxième pilier.

Par conséquent, la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural plaide, en ordre principal, pour apporter lesdites réformes telles qu'exposées dans le cadre du deuxième pilier, tout en permettant au Luxembourg de tenir compte de ses acquis dans ce domaine.

Convergence du taux des paiements directs

La proposition de règlement prévoit une convergence partielle du taux des paiements directs entre les États membres et une convergence totale entre les exploitations d'une même région, le Luxembourg étant considéré comme une seule région. Cette proposition se solderait, d'une part, par une réduction de 2% du budget des paiements directs alloués au Luxembourg et, d'autre part, par la disparition de la prise en compte de l'historique des paiements versés aux exploitants agricoles d'une même région.

Sur ce point, la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural insiste également à ce qu'il soit tenu compte des acquis des États membres qui, par le passé déjà, ont progressé en partie vers une régionalisation, tel que le Luxembourg, qui a mis en place un modèle régional hybride, où environ 30% de l'enveloppe du paiement unique ont été distribués de façon uniforme et 70% sur base de l'historique individuel des exploitations.

Le rythme de l'harmonisation tel qu'il est actuellement prévu est bien trop rapide, notamment dans la première année de l'entrée en vigueur de la PAC. En effet, le respect du «verdissement» est désormais une condition pour chaque exploitation si elle souhaite avoir droit au paiement de base et peut également être considéré comme une «régionalisation» des paiements qui sera d'application de suite. Ainsi, 70% des paiements directs (30% via le paiement «écologique» et 40% du paiement de base) pourraient être qualifiés dès cette première année comme étant régionalisés. La commission parlementaire insiste donc à ce qu'il soit tenu compte des efforts de régionalisation déjà réalisés par les États membres lors de la mise en œuvre de l'examen à mi-parcours en 2005.

Enfin, la commission parlementaire tient à mettre en garde devant le risque d'une consolidation d'un marché de droits au paiement unique à l'image de celui des quotas laitiers. La commission demande donc à ce qu'il soit au moins permis aux États membres d'interdire le transfert non définitif de ces droits par location ou leasing.

(s.) Roger Negri, Fernand Boden, Lucien Clement, Jean Colombera, Fernand Etgen.

Vote sur la résolution

E Vote sans débat gëtt virgeschloen. Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Wie mat dëser Resolutioun d'accord ass, ass gebieden, d'Hand ze hiewen.

Wien ass net mat där Resolutioun d'accord?

Wien enthält sech?

Domadder wär déi Resolutioun awer mat enger ganz grousser Majoritéit ugeholl, an ech géif lech Merci soen an den Avis dann an déi zoustännig europäesch Instanze weiderleeden.

4. Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil portant organisation commune des marchés des produits agricoles (règlement «OCM unique») - (COM(2011) 626)

- Art. 169 du Règlement de la Chambre

Déiselwecht Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural huet an hirer Réunion vum 12. Dezember 2011 décidéiert, en zweeten Avis politique un d'Europäesch Kommissioun ze riichten, deen d'Dokument (COM(2011) 626) iwwert d'Organisation vun den Agrarmäert betrëfft.

D'Kommissioun huet wuelverstanee Problem, wat de Respekt vum Subsidiaritätsprinzip ugeet, mä wëllt politesch Bedenken zum Ausdrück bréngen, esou wéi et den nationale Parlament an där sougenannter Barroso-Initiativ erlaabt ass. D'Prozedur, déi applizéiert gëtt, ass geregelt am Artikel 129 (veuillez lire: 169) vun eisem Chambersreglement. Den Avis vun der Agrarkommissioun ass lech a Form vun enger Resoloutioun verdeelt ginn.

Résolution

La Chambre des Députés,

- considérant l'article 169 du Règlement de la Chambre des Députés;

- rappelant que la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a été saisie d'une proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil portant organisation commune des marchés des produits agricoles (règlement «OCM unique»);

- constatant que la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a adopté lors de sa réunion du 12 décembre 2011 un avis politique au sujet de l'initiative législative (COM(2011) 626) précitée et relevant du contrôle du respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité;

décide d'adopter cet avis politique de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural ayant la teneur suivante:

La proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil portant organisation commune des marchés des produits agricoles fait partie du paquet législatif définissant le cadre légal de la Politique agricole commune (ci-après «la PAC») pour la période 2014-2020. Elle a été renvoyée à la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural afin que celle-ci vérifie la conformité de cette proposition communautaire aux principes de subsidiarité et de proportionnalité suivant l'article 5 du Traité sur l'Union européenne.

La Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural se doit de renvoyer à ses deux avis motivés concernant les documents communautaires (COM(2010) 738 final) et (COM(2010) 799). En effet, la présente proposition de règlement persiste dans la même approche et permet à la Commission européenne un recours massif à l'acte délégué pour l'adoption d'éléments essentiels de la législation. La commission parlementaire a jugé et continue à juger cette façon de procéder comme contraire aux articles 290 et 291 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et donc incompatible avec l'article 5 du Traité sur l'Union européenne.

Cette critique réaffirmée, la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural ne décèle toutefois pas de nouveaux éléments quant au fond qui risquent d'enfreindre le principe de subsidiarité ou de proportionnalité.

La proposition de règlement «OCM unique» introduit une série de nouvelles dispositions, qui prévoient notamment l'harmonisation partielle des mesures d'urgence; la création d'un fonds d'urgence de 500 millions d'euros annuels, reportables, pour faire face aux situations de crise sur les marchés agricoles; l'abandon de l'aide à l'incorporation de poudre de lait dans l'alimentation animale.

Le maintien des principales mesures de gestion des marchés, comme l'intervention ou le stockage privé est à saluer, même si le manque d'ambition de la proposition dans ce domaine est à regretter.

Eu égard au secteur viticole luxembourgeois, la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural insiste à ce que le régime des droits de plantations soit prolongé.

Enfin, la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural constate que la suppression du système de régulation du marché via quotas de production dans les secteurs du lait et du sucre se voit confirmée par cette proposition de règlement.

Compte tenu de l'importance de la branche laitière dans l'agriculture luxembourgeoise (30% de

la valeur de la production agricole), la commission parlementaire s'est plus particulièrement intéressée à l'existence d'éventuelles propositions permettant d'assurer aux États membres un «atterrissage en douceur» dans le contexte de la suppression des quotas laitiers en 2015. Or, l'absence de telles propositions est hautement décevante et la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural juge cruciale que le dispositif proposé soit complété à ce sujet en introduisant, par exemple, une réduction progressive du prélèvement supplémentaire et/ou l'abolition du facteur de correction matière grasse.

(s.) Roger Negri, Fernand Boden, Lucien Clement, Jean Colombara, Fernand Etgen, Henri Kox.

Vote sur la résolution

E Vote sans débat gëtt virgeschloen. Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Wie mat dëser Resoloutioun d'accord ass, ass gebieden, d'Hand ze hiewen.

Dat schéngt mer d'Unanimitéit vun dësem Haus ze sinn. Domadder wär dës Resoloutioun ugeholl, an ech géif lech Merci soen an den Avis un déi zoustänneg europäesch Instanze weiderleeden.

5. Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune (COM(2011) 625)

- Art. 169 (5) du Règlement de la Chambre

An darselwechter Réunion, nämlech vum 12. Dezember 2011, huet déiselwecht Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural décidéiert, en Avis motivé un d'Europäesch Kommissioun ze riichten.

D'Agrikulturkommissioun war am Kader vun der Kontroll vum Subsidiaritätsprinzip mat engem législative Virschlag vun der EU-Kommissioun befaasst. Dee Virschlag betrëfft d'Regelle vun direkten Ausbezuule vun den Agrarënnerstëtzung. D'Agrikulturkommissioun koom zur Konklusioun, datt hei de Subsidiaritätsprinzip verletzt ginn ass. D'Prozedur, déi applizéiert gëtt, ass geregelt am Artikel 169 vun eisem Reglement. Den Avis motivé vun der Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural läit lech a Form vun enger Resoloutioun vir.

Résolution

La Chambre des Députés,

- considérant l'article 169 du Règlement de la Chambre des Députés;

- rappelant que la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a été saisie d'une proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune, proposition législative émanant de la Commission européenne (COM(2011) 625) et relevant du contrôle du respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité;

- constatant que la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a adopté, lors de sa réunion du 12 décembre 2011, un avis motivé au sujet de l'initiative législative précitée;

décide d'adopter cet avis motivé de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural ayant la teneur suivante:

Considérations générales

La proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune fait partie du paquet législatif définissant le cadre légal de la Politique agricole commune (ci-après «la PAC») pour la période 2014-2020.

Cette proposition de règlement a été renvoyée à la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural afin qu'elle vérifie si cette proposition communautaire est conforme aux principes de subsidiarité et de proportionnalité. Ces principes, ancrés dans l'article 5 du Traité sur l'Union européenne, s'énoncent comme suit:

«En vertu du principe de subsidiarité, dans les domaines qui ne relèvent pas de sa compétence exclusive, l'Union intervient seulement si, et dans la mesure où, les objectifs de l'action envisagée ne peuvent pas être atteints de manière suffisante par les États membres, tant au niveau central

qu'au niveau régional et local, mais peuvent l'être mieux, en raison des dimensions ou des effets de l'action envisagée, au niveau de l'Union. (...)»

En vertu du principe de proportionnalité, le contenu et la forme de l'action de l'Union n'excedent pas ce qui est nécessaire pour atteindre les objectifs des traités. (...)».

Le délai prévu pour le contrôle du respect de ces principes expire le 15 décembre 2011.

La commission parlementaire a noté que la Commission européenne entend introduire une série de nouvelles dispositions par rapport au système actuel, dont la définition d'un «agriculteur actif».

Examen de la compatibilité de l'article 9 de la proposition de règlement avec les principes de subsidiarité et de proportionnalité

Dans sa volonté de mieux cibler les paiements du premier pilier de la PAC aux agriculteurs et d'exclure certains excès, la Commission européenne propose de définir comme suit l'agriculteur actif (article 9):

«Agriculteur actif

1. Aucun paiement direct n'est octroyé à des personnes physiques ou morales, ni à des groupes de personnes physiques ou morales, qui se trouveraient dans une des situations suivantes:

a) le montant annuel des paiements directs est inférieur à 5% des recettes totales provenant des activités non agricoles au cours de l'exercice fiscal le plus récent, ou

b) leurs surfaces agricoles sont principalement des surfaces naturellement conservées dans un état qui les rend adaptées au pâturage ou à la culture, et ils n'exercent pas sur ces surfaces l'activité minimale établie par les États membres conformément à l'article 4, paragraphe 1, point c).

2. Le paragraphe 1 ne s'applique pas aux agriculteurs qui ont perçu moins de 5.000 EUR de paiements directs pour l'année précédente.

3. La Commission se voit conférer le pouvoir d'adopter des actes délégués, conformément à l'article 55, aux fins d'établir:

a) les critères permettant de fixer le montant des paiements directs pertinents aux fins des paragraphes 1 et 2, en particulier au cours de la première année d'attribution des droits au paiement, lorsque la valeur des droits au paiement n'est pas encore définitivement établie, ainsi que pour les nouveaux agriculteurs;

b) les exceptions à la règle selon laquelle les recettes réalisées au cours de l'exercice fiscal le plus récent doivent être prises en considération, lorsque ces données ne sont pas disponibles; et

c) les critères permettant de déterminer les cas dans lesquels les surfaces agricoles doivent être considérées comme étant principalement des surfaces naturellement conservées dans un état qui les rend adaptées au pâturage ou à la culture.»

Jusqu'à présent, les États membres bénéficiaient, sur ce point, d'une certaine liberté dans l'application des différents régimes de soutien. La transposition, toutefois, par certains États du cadre communautaire a permis à certaines personnes physiques et morales dont l'objectif commercial n'était pas ou guère lié à l'exercice d'une activité agricole, tels que des aéroports, des entreprises de chemin de fer, des sociétés immobilières et des entreprises de gestion d'installations sportives de solliciter et d'obtenir des subventions agricoles.

Au Luxembourg de tels paiements peu conformes à l'esprit de la PAC ont pu être exclus et l'application du Luxembourg de ces régimes de soutien a même été relevée positivement par la Cour des comptes européenne: «(...) mais les conditions d'admission n'ont pas été appliquées de manière uniforme dans toute la Communauté. Par exemple, le Luxembourg a restreint l'attribution de droits aux demandeurs qui gèrent réellement une exploitation agricole disposant de toutes les machines et équipements nécessaires à une gestion indépendante. Tous les autres États membres appliquant le modèle régional ou hybride ont accepté des demandes émanant de propriétaires qui se sont engagés à maintenir, ou à faire maintenir, leurs terres dans de bonnes conditions agricoles et environnementales, même s'ils ne possédaient pas de machines ou d'équipements agricoles.» (Rapport annuel sur l'exécution du budget relatif à l'exercice 2006).

Il est donc tout à fait possible, même en l'absence d'une disposition communautaire définissant l'agriculteur actif, d'exclure ce qui peut être considéré comme un emploi abusif de fonds publics destinés à préserver une agriculture productive, durable et diversifiée.

Même si l'intention de la Commission européenne est à saluer, il est évident que la définition proposée va compliquer de manière excessive la mise en œuvre de la PAC et laisse à craindre une augmentation démesurée de la charge administrative. Elle obligera l'administration à prendre en compte tous les revenus non agricoles des demandeurs

d'aide et devrait impliquer la comptabilisation de l'ensemble des revenus de tous les bénéficiaires du paiement unique. Cette disposition soulève une multitude de questions d'application pratique.

Compte tenu du fait que le Luxembourg a, dans le cadre communautaire actuellement en vigueur, pu cibler l'accès au paiement unique de manière efficace sur les agriculteurs actifs, la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural considère que le contenu de cet article va bien au-delà de ce qui est nécessaire pour atteindre l'objectif souhaité.

Par conséquent, l'article 9 est soit à supprimer, soit à reformuler de manière plus générale en se limitant à énoncer l'objectif à atteindre et de confier aux États membres le soin d'élaborer leurs textes de transposition nationaux de sorte à exclure les pratiques incriminées tant par la Cour des comptes européenne que par la Commission européenne.

Conclusion

Dans sa teneur actuelle, la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune, et plus particulièrement par son ambition de définir l'agriculteur actif, est en contradiction avec l'article 5, paragraphe 4 du Traité sur l'Union européenne.

(s.) Roger Negri, Fernand Boden, Lucien Clement, Jean Colombara, Fernand Etgen, Henri Kox.

Vote sur la résolution

E Vote sans débat gëtt virgeschloen. Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Wie mat dëser Resoloutioun d'accord ass, ass gebieden, d'Hand ze hiewen.

Och déi Resoloutioun schéngt mer op d'Unanimitéit vun dësem Haus ze stoussen. Domadder ass se ugeholl. Ech géif lech Merci soen an och dësen Avis un déi zoustänneg europäesch Instanze weiderleeden.

6. Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader), proposition législative émanant de la Commission européenne (COM(2011) 627)

- Art. 169 (5) du Règlement de la Chambre

Nach eng Kéier an der Réunion vum 12. Dezember 2011 huet nach eng Kéier déiselwecht Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural décidéiert, en zweeten Avis motivé un d'Europäesch Kommissioun ze riichten.

D'Agrikulturkommissioun war am Kader vun der Kontroll vum Subsidiaritätsprinzip mat engem législative Virschlag vun der EU-Kommissioun befaasst. Dee Virschlag betrëfft d'Ënnerstëtzung vum Fonds européen agricole pour le développement rural. D'Agrikulturkommissioun koom zur Konklusioun, datt de Subsidiaritätsprinzip verletzt ginn ass. D'Prozedur, déi applizéiert gëtt, ass geregelt am Artikel 169 vun eisem Reglement. Den Avis motivé vun der Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural läit lech a Form vun enger Resoloutioun vir.

Résolution

La Chambre des Députés,

- considérant l'article 169 du Règlement de la Chambre des Députés;

- rappelant que la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a été saisie d'une proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader), proposition législative émanant de la Commission européenne (COM(2011) 627) et relevant du contrôle du respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité;

- constatant que la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a adopté, lors de sa réunion du 12 décembre 2011, un avis motivé au sujet de l'initiative législative précitée;



décide d'adopter cet avis motivé de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural ayant la teneur suivante:

Considérations générales

La proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (ci-après «le Feader») a été renvoyée à la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural aux fins d'un contrôle du respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité dans le sens de l'article 5 du Traité sur l'Union européenne. Le délai de huit semaines accordé à ce contrôle s'écoule le 15 décembre 2011.

Cette proposition de règlement fait partie du paquet législatif définissant le cadre légal de la Politique agricole commune (ci-après «la PAC») pour la période 2014-2020. Elle se distingue pourtant par le fait qu'elle est à considérer dans le contexte d'une proposition de règlement à caractère général qui établit des règles communes pour l'ensemble des fonds de cohésion européens (COM(2011) 615).

La politique de développement rural conserve ses objectifs stratégiques à long terme, à savoir contribuer à la compétitivité de l'agriculture, à la gestion durable des ressources naturelles, à la lutte contre le changement climatique et au développement territorial équilibré des zones rurales. Cette politique devrait intervenir de manière coordonnée et complémentaire avec le premier pilier de la Politique agricole commune.

Conformément à la stratégie Europe 2020, les grands objectifs de l'aide au développement rural pour la période 2014-2020 sont détaillés suivant les six priorités afférentes de l'Union européenne.

Foncièrement nouveau, par contre, est l'ambition de faire intervenir cette politique de développement rural, financée par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et qui agit dans les États membres par l'intermédiaire des programmes de développement rural, de manière coordonnée également avec les autres fonds de l'Union européenne et ceci en particulier avec le Fonds européen de développement régional (FEDER), le Fonds social européen (FSE), le Fonds de cohésion et le Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP). Les fonds sont placés dans un Cadre stratégique commun (CSC) au niveau de l'UE, lequel sera transposé dans des contrats de partenariat au niveau national, avec les règles et objectifs communs relatifs à leur fonctionnement. C'est cet aspect-là qui a plus particulièrement interpellé la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.

Examen de la compatibilité de la proposition de règlement avec les principes de subsidiarité et de proportionnalité

La Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural rappelle que la politique de développement rural fait partie intégrante de la PAC et accompagne et complète les paiements directs et les mesures de soutien au marché et contribue ainsi à la réalisation des objectifs de ladite politique énoncés dans le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

En raison de ce fait, la programmation commune envisagée des fonds structurels de l'Union européenne suscite de vives préoccupations auprès de la commission parlementaire.

En effet, le Programme de développement rural (ci-après «le PDR»), qui est à réaliser en vue du soutien par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) pour la période 2014-2020, est soumis à l'approbation de la Commission européenne et ce programme constituera la base juridique de la loi concernant le soutien au développement rural indispensable pour la mise en œuvre du PDR. Par le passé, cette phase d'approbation a bel et bien duré six mois. La nouvelle démarche conjointe avec les autres fonds européens, non soumis à cette même contrainte de temps, va sans aucun doute considérablement prolonger cette procédure. La commission parlementaire déplore donc vivement non seulement l'absence d'une réduction de la charge administrative dans le sens d'une simplification et d'une accélération de la procédure d'approbation des PDR, mais se prononce contre cette étape commune de programmation supplémentaire laquelle constitue le contrat de partenariat.

De surcroît, la charge administrative supplémentaire liée non seulement à l'approbation des différents programmes en relation avec la programmation commune avec les autres fonds structurels souhaitée par la Commission européenne, mais également à leur monitoring et leur évaluation, pose pour un État de la taille du Luxembourg de réels problèmes organisationnels au niveau de son

administration sans apporter de véritable plus-value compte tenu de la petite envergure de ces programmes au Luxembourg.

Partant, la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural insiste à ce que l'occasion que représente cette proposition soit saisie afin de progresser vers une réelle proportionnalité entre les efforts de programmation, de monitoring ou d'évaluation et de leur coût par rapport à l'envergure des mesures. Il est impératif d'alléger l'architecture générale de l'évaluation, de donner aux États membres la flexibilité requise et de définir des indicateurs simples et efficaces.

En ce qui concerne la gestion et le contrôle, il devrait davantage être tenu compte de l'expérience antérieure et des résultats obtenus des États membres. Au Luxembourg cette longue et bonne expérience dans le domaine de la gestion et des contrôles permet de qualifier son système de fiable et à faible risque financier.

Dans ce même ordre d'idées, la commission parlementaire voit d'un œil critique le concept de la conditionnalité des aides, basée notamment sur une analyse ex ante qui, dans la volonté de mieux cibler les mesures en fonction des objectifs globaux, risque d'affecter lourdement le processus décisionnel et de retarder la mise en place de la programmation. Il importe donc de limiter l'évaluation des conditions ex ante aux seules conditions ayant un lien direct avec la politique de développement rural.

La commission parlementaire s'interroge également sur la nécessité de créer un prix de la coopération locale innovante dans les zones rurales au niveau européen (article 56). Même si un tel prix semble intéressant au niveau national, les charges administratives sont disproportionnées par rapport aux montants en jeu. L'organisation de ce prix n'apporte pas de plus-value réelle.

Il en est de même avec la «réserve de performance» proposée. Cette réserve sera constituée de 5% des ressources allouées à chaque fonds relevant du Cadre stratégique commun et proportionnellement à chaque État membre en fonction de la part qu'il reçoit du montant total du soutien du Feader. Il est prévu de faire bénéficier les États membres de cette réserve seulement suite à un examen des performances réalisées. La commission parlementaire doute fermement de l'utilité de cet examen supplémentaire et, en vertu du principe de simplification, demande que cette réserve soit supprimée.

En aucun cas la commission parlementaire ne peut donc partager l'affirmation de la Commission européenne que le présent règlement soit conforme au principe de proportionnalité énoncé à l'article 5, paragraphe 4 du Traité sur l'Union européenne. Dans sa teneur actuelle, cette proposition de règlement excède manifestement ce qui est nécessaire pour atteindre son objectif.

De manière générale cette proposition ne tient pas suffisamment compte des États membres et régions avec des budgets très limités ou des programmes de développement rural réduits. La proposition devrait impérativement prévoir, à tous les niveaux, des dispositions de simplification substantielle pour des programmes de développement rural n'étant dotés que d'une enveloppe budgétaire relativement réduite afin d'assurer une gestion efficace et efficiente qui soit en rapport avec l'envergure de ces programmes.

Un autre élément clé pour le Luxembourg est la question de la délimitation des zones défavorisées. La commission parlementaire note qu'à ce stade la liste des critères proposés et leur articulation ne sont pas satisfaisantes puisqu'elles ne prennent pas correctement en compte tous les handicaps auxquels les agriculteurs doivent faire face. De surcroît, la Commission européenne souhaite imposer aux États membres la réalisation d'une sorte de «fine-tuning», lorsqu'ils délimitent pareilles zones: «(...) les États membres procèdent à un exercice d'affinement basé sur des critères objectifs, afin d'exclure les zones dans lesquelles des contraintes naturelles importantes, au sens du premier alinéa, ont été documentées, mais ont été surmontées par des investissements ou par l'activité économique.» (article 33, paragraphe 3, deuxième alinéa). La commission parlementaire considère cette nouvelle obligation comme contraire aux principes de l'article 5 du Traité sur l'Union européenne: juger de l'opportunité de la réalisation d'un tel examen détaillé devrait être laissé au libre choix des États membres.

Conclusion

Dans sa teneur actuelle, la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) est, en ce qui concerne les points ci-avant exposés, en contradiction avec l'article 5 du Traité sur l'Union européenne.

(s.) Roger Negri, Fernand Boden, Lucien Clement, Jean Colombara, Fernand Etgen.

E Vote sans débat gëtt virgeschloen. Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Vote sur la résolution

Wie mat dëser Resolutioun d'accord ass, ass gebieden, d'Hand ze hiewen.

Och dës Resolutioun wär domadder à l'unanimité ugeholl an och deen Avis géif ech un déi zoustänneg europäesch Instanze weiderleeden.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6362 iwwert d'Reorganisatioun vun der Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte an der Fondatioun Pensis. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Polfer, den Här Angel, den Här Adam an den Här Kartheiser. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madame Martine Mergen. Madame Mergen, Dir hutt d'Wuert.

7. 6362 - Projet de loi portant réorganisation de l'établissement public nommé «Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte» et de la Fondation Henri Pensis

Rapport de la Commission de la Culture

► Mme Martine Mergen (CSV), rapportrice.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Härren, mir sollten a wäerten hoffentlech haut mat dësem Gesetzestext zwou vun deene prestigieüsten Institutionen, déi mer um kulturelle Gebitt zu Lëtzebuerg hunn, zesummebréngen, fusionéieren, oder sollt ee soe bestueden? Mir hunn op där enger Säit den OPL, dee mer fréier als RTL-Orchester kann hunn an dee vill vun ons, mech jiddefalls, fir d'Éischt a Kontakt bruecht huet mat klassischer Musek. Et war schonn am Lycée mat de „Jeunesses Musicales“ an duerno an de Concerten am Stater Theater. Un den Här Pensis selwer, deen der Orchesterfondatioun säin Numm ginn huet, kann ech mech zwar net méi erënneren, mä dofir awer besonnesch un de Louis de Froment an de Leopold Hager.

Mat all senge Chefen huet dësen traditionsräichen Orchester et iwwer Joren a Jorzéngte fäerdegbruecht - a mécht dat iwwregens och viru mat sengem Chef Emmanuel Krivine -, duerch eng héich Qualitéit vu senger Prestatiounen a besonnesch duerch seng villfältig a spannend Museksprogrammen ze iwwerzeegen, heiheem an am Ausland.

1996 ass dunn aus dem RTL-Orchester den OPL, de philharmoneschen Orchester vun Lëtzebuerg ginn. Dat duerch eng voluntaristesche Décisioun vun der deemoleger Regierung, net zouzeloossen, dass dës Museksstraditioun dem Land sollt verluer goen, wéi RTL duerch déi déizäitge Bouleversemeter an der Mediälandschaft sech net méi amstand gesinn huet, den Orchester weider um Liewen ze erhalen. Och d'Stad Lëtzebuerg huet sech deemools bereet erkläert, en net onwesentleche finanzielle Bäitrag ze leeschten, a mécht dat bis haut.

D'Fondatioun krut den Numm vum Henri Pensis, dem éischten Dirigent vum Orchester, engem Pafendaller Jong, Komponist a Violonist, deen 1940 an Amerika emigréiert ass, fir do seng musikalesch Carrière fortzusetzen.

2005 ass dunn d'Philharmonie opgaangen - et muss ee richtig soen: d'Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte -, ënnert der Form vun engem Établissement public kreiéiert; a vill vun lech heibannen hunn nach d'Kreditter matgestëmmt, déi et erlaabt hunn, dësen architektonesche Bijou op de Kierchberg ze setzen.

Ouni am Detail wëllen op de Bau anzegoen, muss een awer hei soen, dass dee grouse Sall mat senger aussergewöhnlech gudder Akustik an awer och den Inhalter, dem Programm - deem also, wat den Direkter Naske mat senger Équipe draus gemaach huet -, wäit iwwert d'Grenzen ewech en Unzéiungspunkt fir Museksamateuren aus dem Land, aus der Groussregioun a vun der ganzer Welt ginn ass. 400 Concerten am Joer, dat ass eng Leeschtung, déi d'Philharmonie an de Spektrum vun de grouse Concertsäll an Europa setzt. Dat ware mer och hei net esou gewinnt!

Den Här Naske huet eng Anekdote erzielt aus senger Ufankszäit, wéi e Mann e gefrot huet, wéi een Dag an der Woch dann elo e Concert an deem Sall wier. Et konnt kee sech virstellen, dass dat sollt all Dag sinn. Also, wéi gesot, e Meilesteen am Lëtzebuerges Kulturlieden! An no net emol zéng Joer gi mer haut an d'Philharmonie, wéi mer an de Kino ginn oder op d'Place d'Armes een huelen. D'Musekswelt huet hir Entrée zu Lëtzebuerg fonnt.

Dat sinn also déi zwou Partner, déi et géllt, méi no zesummebréngen, well obwuel den OPL den Hausorchester war an d'Philharmonie säin Doheim, ass viles net harmonesch zesummen, mä parallel an heiansdo dissonant gelaf.

Et war e Besoin, d'Potenzialitéit vum Orchester besser auszenutzen an him nach weider Fortschreitter an der Qualitéit ze erlaben, awer och der Philharmonie, dass si hir Programmation an d'Villfältgeket vun der Offer kéint ausbauen an de Leit vum OPL beschtméiglech Aarbechtskonditiounen kéint erméiglechen. Schliesslech goung et och drëm, duerch Synergien a Rationaliséieren d'Explosioun vun de Käschten anzudämmen. Domadder wëll ech net soen, dass dat Ganz esou méi bëleg wäert ginn - dat gëtt et am Kulturlieden eigentlech néierens -, mä dass d'Käschten an Zukunft sollten e bësse méi lues klammen.

D'Kulturministerin huet dofir zwou Experte beméit, den Här Sanders, fréieren Direkter vum Concertgebouw zu Amsterdam, an den Här Bayle, Direkter vun der Cité de la musique an der Salle Pleyel zu Paräis, déi eng Rei vu Propositione gemaach hunn, fir déi zwou Institutionen an enger gemeinsamer neier juristescher Struktur zesummenzeféieren an esou déi besser Kollaboratioun ze erlaben. D'Potenzialitéit vun deenen zwou Partner ginn do duercher vill méi grouss. Si kënnen sech zesumme weiderentwéckelen.

D'Virbereedungsarbechten zum Projet, dee mer haut wäerte stëmmen, waren net einfach. Fir se duerchzeféieren ass e Groupe d'accompagnement ënnert dem Direkter gegrennt ginn. Fir d'Éischt hu missen d'Négociatiounen gefouert ginn, fir déi zwou Kollektivverträge, déi ganz ënnerschiddlecher Natur waren, duerch en neie gemeinsame Kollektivvertrag ze ersetzen. Dës Négociatiounen goufen elo am Juni 2011 mat Erfolleg ofgeschloss an et gouf en neie Kollektivvertrag ënnerschriwwen fir d'Personal vun der Philharmonie a fir déi 98 Museker an och dat aner Personal vum Orchester. Dëse Kollektivvertrag trëtt, wa mer dat Gesetz hei stëmmen, den 1. Januar 2012 a Kraaft.

An de leschte Méint ass dunn nach deen interne Fonctionnement an den Organigramm ausgeschafft ginn, och dëse Punkt essenziell, fir double Emploien ze verhënneren a Synergien ze schafen. Énnert dem Generaldirekter soll et sechs grouss Divisiounen ginn: den Orchester mat sengem Chef a sengem Direkter Stefan Rosu, eng artistesche Divisioun, eng administrativ Divisioun, eng fir Kommunikatioun a Marketing, fir d'Ressources humaines an eng technesch. Och dëse Schrëtt ass gemaach. De Règlement de travail steet a kann och den 1. Januar a Kraaft trieden.

Schliesslech war et dunn och nach un ons, fir e bëssen dozou bäizedroen. D'Kulturkommission ass de 24. Juni fir d'Éischt vun der Madame Minister Modert iwwert d'Expertise au courant gesat ginn an och iwwert de weidere Verlaf vun der Fusionsprozedur. Den 9. November ass dës Projet de loi deponéiert ginn. De 14. November ass de Projet fir d'Éischt ënnert d'Lupp geholl ginn an onser Kommission. Den 1. Dezember sinn ech Rapporteur genannt ginn. De 6. Dezember ass den Avis vum Statsrot komm an den 8. Dezember hu mer dësen Avis ënnersicht a mir hunn de Rapport, dës Rapport ugeholl.

Dir héiert, et huet misse séier goen, fir dass mer haut d'Gesetz kéinten op den Ordre du jour huelen. Ech wollt dofir och alle Kolleegen aus der Kulturkommission, onser Sekretärin, der Madame Closener, an onsem Kollaborateur, dem Här Hurt, Merci soen, dass si dat Spill esou séier matgemaach hunn. Well nëmmen esou kënnen d'Reorganisatioun an de Kollektivvertrag den 1. Januar a Kraaft trieden.

Ech wëilt nach just op e puer Punkten agoen. Den Detail vun den Diskussiounen an der Kommission fannt Der fir de Rescht am schrëftleche Rapport.

Mir haten de 14. November an der Kommission eng länger Diskussioun iwwert den Numm vum Établissement public, dee jo elo heescht: „Salle de concerts Grand-Duchesse Joséphine-Charlotte“. Verschiede Memberen, eigentlech aus alle Parteien, hunn et komesch fonnt, dass den Etablissement, also d'Gebai an den Orchester sollten „Salle“ genannt ginn. A well sech an der Émgangsprouch den Numm „Philharmonie“ entre-temps bei ons hei duerchgesat huet, ass d'Proposition gemaach ginn, et sollt een den Établissement public einfach „Philharmonie du Luxembourg“ nennen.

Wann een dat gemaach hätt, hätt ee kënnen déi zwou Concertsäll, déi nach kee Numm hunn, d'„Salle Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte“ an dee klengen „Salle Henri Pensis“ nennen. Esou hätt een an engem kënnen dësen Numm, also vum Henri Pensis, récupéieren, deen elo de Moment verluer geet. Dat hätt awer en Amendement erfuerdert, an dofir war einfach d'Zäit net do. D'Madame Minister huet och bemierkt, dass den Numm vun der Fondatioun wueleng genannt gëtt, dass effektiv dat Ganz wuel souwisou schonn d'„Philharmonie“ ass a wäert bliwen.



Et gëtt iwwregens nëmmen ee Beispill an Europa, wou e Concertsall an en Orchester op eng ähnlech Aart a Weis zesumme funktionéieren, an dat ass d'Kinneklecht Konzerthaus vu Stockholm.

D'Kommissioun huet sech den Argumenter vun der Madame Modert ralliéiert. Mir géifen awer wëllen haut deem neie Conseil d'administration d'Iddi mat op de Wee ginn, effektiv deenen zwee Säll en Numm ze ginn, se ze deefen. Da géifen déi zwee mat dem Orchester an dem Haus verbonnen Nimm, dee vun der Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte an dee vum Orchester sengem éischten Dirigent, méi lieweg erhale bleiwen.

Wat den Avis vum Statsrot ugeet, sou gëtt et och hei verschidde Bemierkungen ze maachen. Am éischten Artikel proposéiert hien, d'Referenzen op déi al Gesetzter aus dem Text ze huelen, well si jo duerch dat hei abrogéiert géife ginn, grad wéi den zweeten Alinéa ewechzeloossen, deen iwwert d'Reprise vum Personal vun der Fondation Henri Pensis, well am Artikel 9 vum Gesetz d'Gesamtheit vun de Rechter an Obligatione vun der Fondation un déi nei Entitéit geet. D'Kommissioun huet des Propositionen vum Statsrot iwwerholl.

Iwwert den zweeten Artikel huet de Statsrot sech eng Rei Froe gestallt. E war musikalesch inspiréiert. En huet sech iwwert d'Differenz vun der Tonalitéit vun deenen zwee Tiren an dem éischten Alinéa Froe gestallt. An deem ginn d'Missionen vun deem neien Etablissement définiert. En huet awer keng aner Formulierung proposéiert. D'Kommissioun huet den Text, esou wéi e war, kloer genuch fonnt an och keng nei Formulierung proposéiert.

Si huet den Term „distribuer“ deem vum Statsrot proposéiert „commercialiser“ virgezunn, wat déi Produiten, Gadgets, Kalenieren, Bléck, Bicen, jee, all déi Souveniren ubelaangt, déi d'Philharmonie wäert ënnert d'Leit bréngen, sou wéi all déi grouss Haiser an Europa dat an hire Shope maachen.

Am drëten Artikel, wou et ëm d'Zesummesetzung an d'Organisation vum Conseil d'administration geet, do proposéiert de Statsrot, dass een d'Detailer vun der Nomination vun deenen dräi Memberen, déi de Kulturminister benennt, sollt ewechloossen. D'Kommissioun iwwerhëlt hei de Statsrot. Si hëlt och Note vun deenen anere Remarquë vum Statsrot zum selwechten Artikel.

Am véierten Artikel iwwerhëlt d'Kommissioun d'Proposition de texte vum Statsrot, wou et ëm déi Décision geet, déi de Conseil d'administration kann eleng huelen, respektiv nom Accord vu sengem Ministre de tutelle.

De fënneften Artikel beschreift dann d'Relation tëschent dem Conseil d'administration, der Direction général an dem Personal; keng Remarquen heizou vum Statsrot.

De sechsten Artikel geet iwwert déi méiglech Ressourcen, op déi deen neien Etablissement public zréckgräife kann. Hei gëtt et par rapport zum alen Text e puer Präzisounen, wat d'Editioun, d'Produktioun an d'Distributioun vun de Spektakelen, mä och vun den audiovisuellen Derivaten dovun ubelaangt, an dann déi virdu schon ernimmte Broschüren, Bicen, Kaarten, Kalenieren, Bicher.

Nei sinn och an deem Kapitel d'Zënsen an d'Revenuen aus dem Patrimoine vum Etablissement. Dat war fir d'Fondation Henri Pensis esou virgesinn a gëtt vun där neier Entitéit iwwerholl. Dës Fonge mussen nach transféréiert ginn an eng Statutenännerung vun der Fondation an deem Sënn ass an der Maach.

Op Proposition vum Statsrot huet d'Kommissioun dann och aus dem Introductiounssatz den Term „notamment“ erausgeholl, dee keen normative Wäert huet.

Zum siwenten Artikel iwwert d'Kontroll vun de Konte vum Etablissement public huet de Statsrot keng Bemierkung. Mä dem Institut des réviseurs d'entreprises war a sengem Avis opgefall, dass d'Referenz op d'Gesetz iwwer hire Beruf vum 28. Juni 1984 falsch ass, well dëst Gesetz méttlerweile ersat ass duerch en neit Gesetz vum 18. Dezember 2009. Mir hunn dat als Erreur matérielle ugesinn, et also ersat, an de Chamberspräsident huet dem President vum Statsrot an deem Sënn e Brëif geschriwwen de 7. Dezember. Mir kënnen also dovun ausgoen, dass dat esou seng Uerdnung huet.

Am aachte Kapitel iwwert d'Dispositions fiscales setzt de Statsrot en „modifiée“ zum Referenzgesetz vum 4. Dezember 1967. Och dat iwwerhëlt d'Kommissioun.

Wat den néngten Artikel ubelaangt, huet de Statsrot fonnt - an deem geet et iwwert d'Dissolution vun der Fondation Henri Pensis -, do huet de Statsrot fonnt, dass..., do gouf et eng länger Diskussion en fait. De Statsrot seet, et wier net un der Regierung, eng Fondation opzeléisen, mä si misst no deenen an hiren

eegene Statute virgesinnene Regeln an no den Dispositionen vum aschläge Gesetz iwwert d'Associatiounen an d'A.s.b.l.en opgeléist ginn. Hie mécht awer och hei keen Textvorschlag.

D'Kommissioun war der Meenung, dass, vu dass d'Regierung deemools iwwer Gesetz d'Ergebnis krut, déi Fondation ze grënnen, si och misst kënnen eng Autorisation per Gesetz kréien, se erëm opzeléisen. Dat respektéiert de Parallélisme des formes. Et gouf hir och versécher - also der Kommissioun -, dass des Dissolution an enker Zesummenaarbecht mat dem Justizministère soll erfollegen a selbstverständlech och no de Regele vum genannte Gesetz. D'Kulturkommissioun hält deemdo deen initialen Text bäi.

Dat zéngt Kapitel abrogéiert déi al Texter iwwert déi respektiv Fonctionnementer vum OPL a vun der Philharmonie a kritt keng Remarque vum Statsrot, grad wéi den elefenten Artikel, deen den Datum vum 1. Januar 2012 fixéiert fir d'Akraafttriede vum neie Kollektivvertrag fir déi zwou Belegschaften - enfin, dat ass jo dann eng Belegschaft.

Här President, Dir Damen an Dir Hären, ech hunn elo d'Aarbechte vun der Kommissioun e bësse méi am Detail beschriwwen, fir ze weisen, dass een eng seriö Aarbecht och a kuerzer Zäit ka maachen, a wëll nach eemol de Membere vun der Kulturkommissioun fir hir Flexibilität an Timing an hiert Engagement Merci soen, dass dat konnt esou iwwert d'Bühn goen.

An den Ae vun onser CSV-Fraktioun ass dëst Gesetz wichteg. Et huet eng eminent kulturell Relevanz fir onst Land, gradesou wéi déi Institutionen, déi mer zesummeleeden. Wa mer et also haut stëmme, hu mir onse Bäitrag gelescht, dass Philharmonie an OPL an Zukunft an enker Synergie sech kënnen besser virunentwéckelen, dass si déi kulturell Institutionen vun der Groussregioun kënnen ginn, dass si sech nach méi oft kënnen zum charmante Botschafter vun onsem Land am Ausland maachen.

D'Aarbecht vun der administrativer an artistescher Belegschaft an enger eenzeger Equipe ënnert dem Generaldirekter, dem Matthias Naske, ass net ofgeschloss, mä kann elo emol richtig lassgoen. Ech géif hinne wëlle wënschen, dass si vill a grouss Erfolger kënnen zesumme feieren.

Ech bréngen dann och nach hei den Accord vun onser Fraktioun a soen lech Merci fir d'No-lauchteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Rapportrice. Als éischt Riednerin ass déi honorabel Madame Lydie Polfer agedroen. Madame Polfer, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **Mme Lydie Polfer (DP).** - Här President, Dir Damen an Dir Hären, erlaabt mer fir d'Alleréischt, der Madame Rapporteur vun deem Gesetz Merci ze soen. Si huet, wéi se et lech jo elo just och scho gesot huet, an enger kierzter Zäit eis duerch dee Projet de loi, deen d'Madame Minister eis viru gutt engem Mount virgeluecht huet, gefouert - e bësse méi wéi e Mount -, a mir hunn zesummen an, ech mengen, och an enger bal grousser Unanimitéit dee Projet de loi gekuckt. Duerfir kënnen mer haut och zesummen doriwir diskutieren an hoffentlech eben herno och all zesummen ofstëmme.

Jo, et geet hei ëm d'Fusion vun zwou vum eise wichtegste kulturellen Institutionen. Déi eng, eng ganz al schonn, ass den Orchester, dee mer haut den Orchestre philharmonique vu Lëtzebuerg nennen, deen awer zréckgeet op den RTL-Orchester, deen elo 78 Joer deem Land an de Leit aus deem Land an iwwert d'Grenzen eraus wierklech e ganz wichtegen Ambassadeur war an deen, wéi d'Madame Mergen et och gesot huet, eis an eiser Jugend wierklech an d'klassesch Musek ageféiert huet.

Eng Destinée, déi viru 15 Joer aneschtens ginn ass, wéi eben am Kader vun der Renégociation vun der Konzessioun vun RTL deen Orchester net méi den RTL-Orchester war, mä eriwir komm ass an d'Responsabilitéit vum Stat, awer nach eng ganz Zäit an der Villa Louvigny doheem war. Dat ass déi éischt wichteg an al Institution, a mir si ganz fro, dass mer och haut eben nach kënnen stolz op den OPL sinn, haut ënnert der Direktioun vum Emmanuel Krivine.

2005 ass dann en neie Moment komm. 2005 konnte mer nämlech d'Philharmonie de 26. Juni zesummen aweien. Leider war d'Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte net méi derbäi, fir dëst wonnerbart Gebai ze inaugurieren, dat Gebai, wat hiren Numm dréit - si huet eis leider um Ufank vun deem nämlechte Joer verlooss -, déi Philharmonie, op déi mer alleguer effektiv ganz houfreg sinn, net nëmmen, well et e wonnerbart Gebai ass, wat den Här de Portzamparc gebaut huet, mä och wéinst deem, wat an

deene sechs Joer den Här Naske mat senger ganzer Equipe do fäerdegruecht huet.

Et ass wierklech dee Sall, deen international eng formidabel Renommée an där kuerzer Zäit sech konnt maachen, wou déi prestigieus Orchestere gespillt hunn, Museker, Solisten. A mir kënnen do nëmmen den Hutt ofdi virun deem, wat do gelescht ginn ass.

Haut also solle mer déi zwee méi no beiennebréngen. Wéi steet et am Projet de loi? Am Projet de loi, do steet, ech zitieren, dass de But wier: «une meilleure recherche de complémentarité et de niches». Et kann een net vill dozou bäifügen. Et geet effektiv drëm, duerch eng besser Koordinatioun, eng besser Exploitatioun vun all deene Potenzialitéiten, déi an dem Haus an an deem Orchester sinn, méi a Besseres ze erreche fir se allen zwee, a wéi et haut och an engem Artikel steet, dat kann nëmmen deenen zwee vun Notze sinn. Dat kann deenen zwee nëmmen hëllefen, sief dat um Niveau vum Marketing, sief dat um Niveau vun der Kommunikatioun, sief dat och um Niveau vun der Programmation.

Et kann ee sech also nëmme freeën an et kann ee sech vläicht froen: Firwat elo eréischt? Mä loosse mer net an d'Vergaangenheet goen! Loosse mer einfach haut en neit Blat ëmderien an hoffen, dass, wéi gesot, déi Fusion, dat Zesummeschaffe vun elo un deenen zwee méi bréngt!

Ech wëll awer hei vun deeser Geleeënheet och nach profitieren, fir drop hinzeweisen, dass, fir dass mer haut kënnen driwwer ofstëmme, do ganz vill Viraarbecht gelescht ginn ass. A well ech selwer Member vum Conseil d'administration vum OPL sinn, kann ech dat natierlech direkt apprécieren.

Ech sinn et am Numm vun der Stad Lëtzebuerg - wëll ech soen -, et geet hei net ëm perséinlech Interéren, mä ech vertrieben hei d'Intéréte vun der Stad Lëtzebuerg, well d'Stad Lëtzebuerg, wéi d'Madame Mergen et jo och scho gesot huet, zënter laange Jore e substanzuelle Subsid och fir den OPL gëtt an - esou wéi ech et an der Kommissioun gesot hunn, wëll ech dat och hei nach ënnersträchen - och där neier Institution gewëllt ass, dee Subsid natierlech weider ze ginn.

Ech konnt also do ermiesen, wéi vill Aarbecht hei gelescht ginn ass vun deem Comité d'accompagnement, fir dass mer haut esou wäit sinn an datt den 30. Juni scho konnt déi Convention collective ofgeschloss ginn. Wierklech e ganz grouss Merci deenen, déi do an deem Comité d'accompagnement matgehollt hunn, dat hei op d'Been ze bréngen.

Ech géif der Madame Minister och un d'Häerz leeën, och - an ech schwätzen hei elo wierklech net a mengem perséinlechen Numm -, deene Membere vun deenen zwee Conseil d'administratiounen, déi och elo iwwer laang Jore ganz vill sech hierginn hunn, fir déi zwou Institutione gutt a flott op d'Been ze stellen, fir deenen och Merci ze soen. Well an Zukunft ass et jo nëmmen nach een, an aus deenen enge sinn der forcément eng Rei derbäi, déi net méi derbäi sinn. Eh ben, ech mengen, mir alleguerte kënnen hinnen awer Merci soen, an ech sinn och sécher, dass d'Madame Minister dat mécht.

Et ginn hei nei Perspektiven op, nei Perspektive fir déi zwee. Dee Projet de loi ass och am Fong am Sënn vun der Simplification administrative, well, wann ee bedenkt, dass virun den Orchester..., et gëtt jo déi zwou Institutionen, dass jo eben zu deem allergréissten Deel, zu der ganz, ganz grousser Majoritéit déi finanziell Méiglechkeeten, déi hinnen zur Verfügung stinn, vum Stat kommen, vun der öffentlecher Hand kommen. Virun, wéi et nach zwou getrennten Entitéite waren, du war et dann esou, dass déi eng Entitéit där anerer Entitéit zum Beispill Loyer bezuelt huet, fir kënnen de Sall ze benotzen. Mä ech mengen, an Zukunft gëtt dat méi einfach, méi iwwersichtlech.

Mä den Engagement vum Stat, dat heescht vun der öffentlecher Hand, deen ass grouss. Ech huelen nëmmen déi Ziffere vun deem leschten, also vun deem Joer, wou ronn 19 Milliounen fir déi zwou Entitéite virgesi waren. An d'lescht Joer, also 2010, waren et der 19,4. Fir d'nächst Joer sinn am Budget 20,8 Milliounen virgesi fir déi zwou zesummen.

Et geet also net onbedéngt elo hei drëm, fir gewaltig ze spueren, oder et ass op alle Fall net den Trend no ënnen, deen een hei an de Chiffere gesäit. Mä d'Madame Minister erkläert eis ganz bestëmmt, wou dat do hierkënt a wéi eben déi Opdeelung vun de Méiglechkeete geduecht ass.

Et ass effektiv esou, dass de Moment den OPL, sou wéi en als getrennt Struktur funktionéiert, méi e groussen Deel nach vun öffentlecher Ënnerstützung krut. An Zukunft gëtt dat zesummegeeschloen. An ech kann hei natierlech nëmme wënschen, dass och an Zukunft awer

bei der Programmation vum OPL eben zesumme mat der Programmation vun der Philharmonie, dass do déi beschtméiglech Koordinatioun ka kommen, fir deem engen an deem aneren, wéi gesot, déi beschtméiglech Chancen ze ginn.

Mir bleift et nëmmen nach iwwer, där neier Struktur eng ganz glécklech Hand ze wënschen, fir, wéi gesot, deenen zwou Institutionen zesummen en neien Ufank ze ginn an, wéi gesot, lech, Madame Minister, eng glécklech Hand an der Zesummesetzung vun deem neie Conseil d'administration.

An natierlech bréngen ech den Accord vun der Demokratescher Partei.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Polfer. Als nächste Riedner ass den Här Marc Angel agedroen. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Merci, Här President. Madame Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Rapportrice, d'Dokter Martine Mergen, eis Presidentin vun der Kulturkommissioun, huet jo an hirem guddem méndleche Rapport an och am schrëftleche Rapport schonn op vill Detailer vun deem Projet higewisen. Och meng Virriednerin, d'Madame Polfer, huet wichteg Punkten ervirgestrach. Duerfir wëll ech hei net an d'Detailer goen an e puer Saachen ervirsträchen.

D'Madame Mergen huet gesot, dass ee ka gutt Aarbecht a kuerzer Zäit maachen. De Projet ass am November déposéiert ginn. Mir stëmme en elo of, mä et ass vill Viraarbecht gemaach ginn. An ech wollt e bëssen un déi erënnern. Ech wollt drun erënnern, dass eis Kommissioun, d'Kulturkommissioun, säit zwee Joer agebonne war an dat Zesummebréngen vun deenen zwou Institutionen.

Dat ass ugaangen den 2. August 2010. Am Summer hate mer eng Réunion mat der Kulturministesch, wou se eis iwwert d'Zukunft vun deenen zwou Strukturen geschwat huet, wou se eis déi Etüd vun den auslänneschen Experten erkläert huet, déi véier Modeller, déi do erauskomm sinn, an och eis all Dokumenter ginn huet, esou dass mer vun Ufank u beschtens informéiert waren.

Ech wollt der Madame Minister am Fong Merci soen. Ech fannen, Dir hutt dat Zesummespill vun all deenen Acteuren do wierklech gutt traitéiert. D'Gesetz, iwwert dat mer haut ofstëmme, war, mengen ech, laang a gutt duerchgeduecht an och préparéiert. An och dee Kalender - dat ass nämlech wichteg -, deen Der eis den 2. August 2010 ginn hutt, ech mengen, deen ass parfaitement respektéiert ginn.

Dee Groupe d'accompagnement, dee paritétesch besat war vu Memberen aus den zwee Conseil d'administratiounen a pilotéiert ginn ass vum Här Naske, mengen ech, huet an där Iwwergangszäit eng exzellente Aarbecht gemaach. An et huet mech och gefreiet, dass déi ganz Aarbecht ëmmer am Dialog - an dat war, mengen ech, ganz wichteg - mat de Personalvertreieder gemaach ginn ass, well soss hätt een net kënnen den 20. Juni 2011 dee wichtigste Schrëtt am Fong an deem Mariage hei - dat war dee Kollektivvertrag -, soss hätt een deen net esou gutt iwwert d'Bühn kritt.

Den 20. Juni ass also dee Kollektivvertrag ënnerschriwwen ginn. Véier Deeg drop, Madame Minister, waart Dir bei eis an der Kommissioun an hutt eis, wéi gesot, iwwert d'Fortschreiter vun deenen Négociatiounen informéiert. Du krute mer de Projet, wéi gesot, den 11. November an d'Kommissioun.

An d'Madame Mergen huet et schonn ugeschwat, do war ee Bémol, dee mer haten an där ganzer Geschichte. Dat war eben déi Geschichte mam Numm, obscho mam intitulé elo vum Projet de loi, do sinn déi zwou Institutione genannt, mä am Artikel 1, wou et ëm den Numm geet vum Etablissement public, do geet eben nëmme Rieds iwwer eng „Salle de concerts“. Mir hu fonnt, de Problem ass, et ass jo méi wéi eng Salle de concerts. Et ass e Gebai. Et ass d'Philharmonie, e Gebai mat vill Inhalt, mat vill Programmation, mat vill Liewen. An et ass en Orchester mat 98 Musekerinnen a Museker.

Ech fannen, den Numm gëtt dat net gerecht zréck. Mä dat ass eng Formsach. An ech mengen - am Volleksmond -, mir wäerte weiderhi vun der Philharmonie Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte schwätzen a vun dem OPL. Ech mengen, dass ass am Fong eng Formsach. Dofir si mer dann och iwwert deen Detail do ewechgaangen, well eben den Inhalt vum Pro-



jet awer wierklech gutt ass an en eben déi Synergien erlaabt, souwuel um ekonomesche wéi um artistesche Plang. Well ech mengen, dat ass wichteg, grad déi Synergien um artistesche Plang ervirzesträichen.

Ech mengen, et däreft an Zukunft kee Mënsch méi iergendengem de Virwurf maachen, dass Philharmonie an OPL - an Orchester - géife laanschtenee schaffen. Ech mengen, et ass elo e Mateneeschaffen ugesot. Déi Période de transition, déi ënnert dem Här Naske pilotéiert ginn ass, dat war am Fong eng Verlobungszeit. A mir sinn elo bei enger Vernunft. An ech sinn iwwerzeugt, dass aus där Vernunft och eng Liebesehe gëtt.

(Interruption)

Dat ass op jidde Fall de Wunsch vun all deenen, déi hei un deem Projet matgeschafft hunn.

De Wunsch vun alle Concernéierten ass et, och vun artistesche Point de vue aus, wéi gesot, déi nei Opportunitéiten um Niveau vun der Planificatioun ze gebrauchen, fir souwuel - an ech widderhuelen dat - d'Programmation vun der Philharmonie, mä och d'Programmation vun der Orchester ze optimiséieren.

Wat den Orchester ubelaangt, ass et fir eis Fraktion enorm wichteg, dass dee weiderhin op engem ganz, ganz héijen Niveau den Ambassadeur culturel vun eisem Land am Ausland bleift, dass e weiderhin a vläicht nach méi wéi elo kann am Ausland a prestigieusen Haiser a prestigieuse Stied optrieden.

Eng kleng Remarque och zum neie Verwaltungsrat. D'Artikelen 3 a 4 vun deem Projet de loi explizéieren jo, wéi deen zesummesat gëtt. Ech wollt just drun erënneren, dass mer geschter an der Commission de l'Égalité des chances Rieds haten iwwert d'Zesummstellung vu Verwaltungsrät an der Privatindustrie an och beim Stat, wat d'Établissement-publicen ubelaangt.

An do hu mer als Stat e bëssen eng Bringeschuld, well mir hunn, wat d'Égalitéit vun de Genren ueegt... An der Besetzung vun dem Verwaltungsrat si mer anscheinend nach méi schlecht wéi d'Privatwirtschaft. Ech fannen, dofir misst een oder Dir sollt deen Aspekt och berücksichtigen, well d'Ministesch vun der Chancéglichheit huet jo gesot, wann dat net besser gëtt hei zu Lëtzebuerg, da géif se an zwee Joer e Projet de loi virbréngen. Dat war eng Remarque zum Verwaltungsrat.

Ech wollt awer och nach soen, dass deen neien Établissement public, also dat Zesummespill vun deenen zwou Institutionen, e ganz wichtige Facteur och ass fir de Kulturtourismus hei zu Lëtzebuerg. An och Kulturtourismus ass jo e Punkt, deen an der Regierungserklärung vun 2009 och ervirgestrach ginn ass.

Eng lescht Remarque ass de Problem, deen ech och ëmmer an der Kommissioun ugeschwat hunn, deen elo net mat der Fusioun vun deenen zwee Haiser ze dinn huet, mä awer mat der Philharmonie ze dinn huet. Et ass déi Geschicht vun eiser Billetterie nationale. D'Philharmonie war ni an där Billetterie nationale dran. Ech muss awer soen, dass d'Philharmonie ëmmer e kleng Contingent vu Plazen un déi Billetterie nationale weiderginn huet.

Mir hunn awer aner Kultur... Och d'Coque war ni do dran. An et mécht mer Suergen, mir hunn eng Billetterie nationale: d'Rockhal ass net méi dran, Neumünster ass net méi dran - se heescht nach ëmmer „Billetterie nationale“. Dëst ass, mengen ech, e waarmt Eisen. An esou wéi ech lech kennen, Madame Minister, hutt Dir keng Ansgicht, och dat Eisen unzepaken. Ech wënschen lech beim Ausschaffe vun enger Solution an där doter Geschicht, mengen ech, esou eng gutt Hand, wéi Der et hei gewisen hutt beim Zesummeleee vum OPL a vun der Philharmonie.

Déi 98 Museker vum Orchester, wann déi optrieden, da muss se zesummespillen, well soss komme keng schéi Melodien eraus. An ech mengen, dat kënne se gutt, an dofir si mir och iwwerzeugt, dass dat neit Zesummespill zwëschen Philharmonie an OPL gutt wäert ginn an dass dobäi keng falsch Téin erauskomme wäerten.

Heimadder soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn och den Accord vun der LSAP-Fraktion.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Angel. An als nächste Riedner ass den Här Adam agedroen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Här President. Ech hu meng Auer hei am A, okay. Ech wëll fir d'Éischt der Madame Mergen Merci soe fir hiren ausfëerleche mëndlechen a schrëftleche Rapport. Si ass och op den Historique - grad wéi déi Virriedner, virun allem d'Madame Polfer -, si ass op den Historique vun deenen zwou Entitéiten agaangen. An et ass och ganz vill iwwert déi positiv Aspekter gesot ginn, déi déi Fusioun hei vu Philharmonie an OPL bréngt.

Mir sinn als Gréng och der Meenung, dass et wichteg ass, dass mer déi Fusioun hei kréien, well mir haten, wéi 2005 d'Philharmonie hir Dieren opgemaach huet, eigentlech Philharmonie an OPL an eng Situation vu Konkurrenz gesat. Mir haten et mat zwou verschiddeenen Entitéiten ze dinn. Dat huet am Fong geholl, eiser Meenung no, den OPL heiansdo och an eng schwierige Situation bruecht, well mer an der Philharmonie - an den Erfolleg huet der Direktioun vun der Philharmonie Recht ginn -, mä do hu mer wierklech d'ganz Welt op Lëtzebuerg bruecht. A mir hunn am Fong geholl eng Éducation gemaach - wann zu Lëtzebuerg net méi New York oder London oder Wien um Programm stoung, dann hate mer Schwierigkeeten, d'Leit ze bewegen, an de Concert ze kommen.

Duerfir menge mer, dass et wierklech eng Gewënsituatioun ass, dass mer déi zwou Institutionen hei zesummebréngen. Déi Synergien, déi an der Natur vun der Saach leien - ech denken un de Beräich Kommunikatioun, ech denken un de Beräich Marketing, natierlech och, wat d'Käschten ueegt vun deenen zwou Entitéiten, wat d'Effizienz an d'Expertise ueegt -, déi kennen hei genotzt ginn, dass ass an eisen Aen eng absolut Noutwendegkeet. Mir mengen, dass den OPL vun där Situation hei wäert profitéieren. Et ass jo och haut esou, dass een en Austausch huet: Wann een en Orchester vun Ausland op Lëtzebuerg hëlt an et ass deselwechten, dee Chef ass, da kann och vläicht am Géigestéck den OPL an d'Ausland méi einfach Zougang kréien.

Mir mengen also, den OPL gëtt gestärkt, an dat net op d'Käschte vun der Philharmonie, mä neen, dat si Synergien, déi si ganz gutt. Et ass och schonn hei oft gesot ginn - ech maachen dat dann och kuerz -, et ass e grouse Verdéngsch, deen un den Här Naske geet. Natierlech och eng wichteg Roll huet gespillt de stellvertredende Generaldirekter, de Stefan Rosu, an och déi kënschtlech Direktioun an de Chefdirigent Emmanuel Krivine hunn eng wichtige Roll gespillt. Mä ech hu mäi Brecht gelies: Et waren net nëmme déi Leit un der Spëtzt, mä effektiv hunn allegueren d'Memberen, déi an der Philharmonie schaffen an déi dann do och viru schaffen - also 98 Leit si jo am Orchester, 65 sinn an anere Posten -, déi hunn och alleguer matgespillt, an ech hunn och d'Gefill, wéi wann do deen een oder anere bereet gewiescht wier, perséinlech Interessen zréckzestiechen, fir eben där ganzer Struktur hei eng Stärkung ze ginn.

Mir hunn och - d'Madame Polfer huet d'Ziel och nach gesot - 20,8 Milliounen am Budget fir 2012 stoen. Mir erkennen also net, dass mer wëlle spueren, mä mir wëllen déi Suen, déi mer asetzen, méi effizient notzen. Dat ass och gutt! Den Här Naske huet nach haut an engem Interview an der Zeitung als Iwwerschrëft stoe gehat: „Wir werden alle davon profitieren!“, a mir sinn och iwwerzeugt dovun, dass souwuel OPL wéi Philharmonie vun där Fusioun hei profitéieren wäerten.

Allerdéngs, an dat ass eng Fro, déi een eben och um Rand awer muss uschwätzen: Wéi gesäit et da fir déi aner Kulturträger aus? Wann ee seet, mir hunn 20,8 Milliounen fir déi Entitéit hei, déi mer jo elo nach gestärkt hunn, déi nach méi schlagkräfteg ass, dann ass et natierlech och berechtigt ze froen: Ma wéi gesäit et dann um regionale Plang aus? Wéi gesäit et mat de regionale Kulturhaiser aus?

An da maachen ech nach ganz kuerz eng Reklamm an eegener Saach: Ech hat hei den 8. Juni 2010 eng Motioun déposéiert, wou mer sollen eis Gedanke maachen iwwert d'Entwécklung am kulturelle Raum, dann eben och vun deenen anere Kulturhaiser, am Schiet souzeseo vun der Philharmonie. Ech si frou, dass déi Motioun elo opgetaucht ass an der Kulturkommissioun, dass mer se do wäerten diskutéieren an dass se dann eventuell och nach eng Kéier hei an der Chamber diskutéiert gëtt.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Ech bréngen den Accord vun der grénger Partei fir dese Projet de loi an ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Claude Adam. Als nächsten a leschte Riedner ass den Här Fernand Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmools Merci, Här President. Als Alleréischt och en hærzeleche Merci un de Rapporteur, d'Madame Mergen, fir e ganz gudden an ausfëerleche Rapport. Mir soe bei dieser Geleeënheet emol fir d'Éischt e grouse Merci a mir schwätzen eis Unerkennung aus un den Orchester an un de Sall fir déi wonnerbar Aarbecht, déi se an deene leschte Jore gemaach hunn, a mir wënschen hinnen en neien Elan an och, duerch déi Synergien, déi se elo kréien, eng ganz gutt Zukunft am kulturelle Beräich am Interessé vun hinne selwer, awer och vun eisem ganze Land.

Dräi Kommentare wëllt ech maachen. Dat Éischt ass iwwert den Numm: Mir hätten eis och gewünscht, dass mer vun enger „Philharmonie du Luxembourg“ kéinte schwätzen an dass mer déi zwee Nimm, dee vun der Groussherzogin an dee vun der Dirigent, vum éischten Dirigent, an de Säll hätte kënne perpertuieren. Dat wär sécher e gudd Geste gewiescht, et ass aus Zäitgrënn net gaangen, dorobber kommen ech dann nach eng Kéier zréck.

Eng zweet Bemierkung ass d'Ambitioun. Dir hutt elo Méiglechkeete kritt, an ech géif wierklech déi nei Infrastruktur encouragéieren, an den Ambitiounen net zréckzeschrauwen, mä au contraire ze kucken, ob de Repertoire, deen elo gespillt gëtt, nach kann ausgebaut ginn iwwert de Wee och eventuell vu méi Pulter fir den Orchester. Dat ass eng Saach, déi ee muss kucken, ob et mat geléinte Museker geet, ob iwwerhaapt de Besoin besteet, mä ech wëllt et hei awer prinzipiell soen, dass eng Erhéijung vun de Pulter iwwert d'Zäit vum Orchester net sollt ausgeschloss ginn.

Eng drëtt Bemierkung - ech soen dat, well den Här Angel déi Fro opgeworf huet - ass déi vun der Kompositioun vum Verwaltungsrat. Loosst lech net beandroen, Madame Minister an all déi aner, vu Quotendiskussiounen. Sicht lech Leit eraus, déi kompetent sinn, fir där neier Infrastruktur...

(Interruptions diverses)

...déi beschtméiglech Chancen ze ginn. Sicht no Kompetenz onofhängeg vu Geschlecht, Hautfaarf, Alter, soss geet et lech wéi der däitscher SPD. Dat ass eng Organisatioun, déi den Här Angel vläicht gutt kennt, déi haten ugefaange mat enger Fraequot, elo hu se nach zousätzlech eng Quot fir Leit aus der Immigration, a mir froen eis schonn, wou an zéng Joer déi nächst Quot kënnt. Wien an där Logik ufänkt, dee kënnt herno net méi eraus.

Dann nach eng lescht Bemierkung: Wéi den Här Juncker hei geschwat huet, virun e puer Minutten, huet e gesot - hie muss et wëssen -, et géif vill Méiglechkeete ginn, fir e Parlament ze beleedegen. E war awer ganz modeste, hien huet gesot, hie selwer géif keng dovun kennen. Mä et ass awer eng Fro vu Respekt virun engem Parlament, fir e Projet de loi - an och virum Conseil d'État, net nëmme Respekt virun der Chamber, mä och virum Conseil d'État -, fir e Gesetz an enger Zäitrumm ze presentéieren, fir dass dee legislative Prozess kann an Uerdnung an an deem normalen Zäitoflaf stattfannen, sou dass all Prozesser richtig kënne gemaach ginn.

An och, wann d'Chamber nach wëllt Amendementer maachen, wann dat hire Wunsch da gewiescht wär, wéi zum Beispill an der Fro vum Numm, dass dann net gesot gëtt: Dat kënne mer elo net maachen, well den 1. Januar 2012 muss dat a Kraaft tueden. D'Schold dobäi läit bei deenen, déi dee Projet de loi ze spéit presentéiert hunn. Et ass also hei alt erëm eng Kéier e Fall, wou mer feststellen, dass de Respekt virum Parlament an de Respekt och virum Statsrat net genuch garantéiert war.

Dat gesot, nach eng Kéier eis allerbeschte Wënsch fir déi nei Infrastruktur a villmools Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Kartheiser. Elo kritt d'Wuert d'Madame Kulturminister Octavie Modert.

► **Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture.** - Merci, Här President, Merci, Dir Dammen an Dir Hären, fir Är Bemierkungen an Encouragement, déi, mengen ech, all deenen, déi beedelegt sinn un deem Projet hei, ganz gutt doen an hinne ganz vill Zouversicht ginn, fir déi flott nei Erausforderunge kënne unzegoen. Ganz besonnesch Merci och der Madame Rapportrice fir hir konstruktiv Aarbecht an hire ganz gudden Rapport. Merci fir Är eenhellig Zoustëmmung. Mat deem Gesetz kënne mer nämlech elo d'Schaffung vun enger neier a gemeinsamer Basis vun zwee vun de grouse Kulturbotschaftere vu Lëtzebuerg maachen.

Dir Dammen an Dir Hären, et war och 1996 e grouse Moment, wéi deen heitegen OPL definitiv vun der öffentlecher Hand iwwerholl gi war an eist Land dann och souzeseo en öffentlechen Orchester hat, sou wéi et an allen anere Länner, souguer einfach a grouse Stied

de Fall ass. Haut ass et nach méi en historesche Moment a bal weltwäit eenzegaarteg, wou zwou Strukturen an eng iwwergefuert ginn, mam Zouduen a Matschaffe vun alle Betreffenen an ouni Sträit, geschweige da Streik, mam Zil fir méi Qualitéit a méi Synergien.

Jo, et ass schonn eng aussergewöhnlech eenzegaarteg Operatioun, aus e puer Ursachen. Intern gesinn: Hei gëtt et net een oder méi Gewënner an een oder méi Verléierer, hei gëtt et just Gewënner. Keen huet brauchen ze fäerten, dass e säi Gesicht verléiere géif oder misst. Et ass am grouse Respekt vun alle Bedeelegte gehandelt a verhandelt ginn. Hei gëtt och an Zukunft souwuel dem OPL wéi der Philharmonie hir eege jeeweileg kulturell a musikalesch Identitéit respektéiert a gewahrt.

Am Land gesinn: Mir hunn elo d'Instrumenter - am duebele Sënn vum Wuert souzeseo - geschaf an an der Hand, fir an eisem Land vun de ville Museksadepten - well mir hunn hei vill Museksliebhaber sougutt wéi vill Leit, déi Musek aktiv maachen, ob am Bénévolat oder als Beruf - nei Weeër ze goen an nach méi Méiglechkeete bidden ze kënnen, fir entweder Musek auszeüben a sech ze professionaliséieren oder awer fir héchste Museksgenoss ze kréien. Mir kënnen an eisem klengem Land un deem beschten internationale Musekschmaus deelhuelen. Fir déi immens Chance ze hunn, muss ee soss a Milliounestied lieue goen oder dohinner reesen.

An um internationale Plang ass dat hei aussergewöhnlech a gëtt eis eng grouse Opmierksamkeet, well haut fäerte Leit dacks an der Welt ëm hir Plazen, och an der Kultur. Mä hei zu Lëtzebuerg huet d'Politik geschafft, fir des Aarbechtsplazen (veuillez lire: Aarbechtsplazen an der Kultur) ze sécheren an ze retten, gepaart mat der Ufuerderung vun héijer Qualitéit a beschem Niveau wäit iwwert d'Grenzen eraus.

D'Tragweid vun deem Gesetz ass also kulturell a geet gläichzäiteg wäit doruwwer eraus; si ass och ekonomesch a geet gläichzäiteg wäit iwwert dat Ekonomesch eraus.

Dëst Gesetz ass aus kulturpolitescher Siicht vu grousser Bedeitung. Et ass e Projet, deen nei Weeër am kulturellen Encadrement (veuillez lire: Encadrement a Management) ageschloen huet. Et ass eng Strukturreform. Eng Strukturreform, wéi se der jo soss esou dacks gefuerdert ginn, och wann op déi hei d'Opmierksamkeet vläicht manner staark ass, wéi wann et an anere Secteure geschitt wär.

Et ass e Projet an eng Operatioun, déi an den internationale Kreesser, besonnesch an der europäescher Kultur, eisem Land grouse Respekt abréngen, well se gesinn an unerkennen, dass mir hei am Land e kulturelle Projet hunn an der Kultur Perspektive ginn, och a Krisenzäiten, wou an anere Länner d'Kulturträger einfach de Buedem ënnert de Féiss riskéieren ewechgezunn ze kréien. Si gesinn am Ausland, dass mir net just eng Bankenavenue ouni Häerz a Séil sinn, an esou e Projet wéi deesen deet dem internationalen Image an Usinn vun eisem Land also ganz gutt, grad a besonnesch a Krisenzäiten!

Domadder etabléiert Lëtzebuerg sech och als e kulturellen a kreativen Hub an Europa a kann domadder Aarbechtsplazen ofsécheren plus nei Aarbechtsplaz schaffen, och a Beräicher, déi indirekt mat der Kultur zesummenhängen.

Virun allem awer ass et e Projet, deen dem Orchester nei Perspektive gëtt, fir säi Bekanntheetsgrad a säi musikaleschen Niveau a seng Effizienz nach ze steigern. Genau do ass och dëst Virhaben nämlech ugaange gewiescht. Virun déck zwee Joer hunn ech do ugesat, an déi Ufuerderunge si vun de Museker gedeelt ginn. Dës Verbesserung wäeren net ouni eng Reorganisatioun gaangen.

► **M. le Président.** - Ech géif lech bieden nolauschteren, wann ech gelift!

► **Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture.** - Dës Verbesserung wäeren net ouni eng Reorganisatioun gaangen. D'Integratioun vun den zwee Haiser Philharmonie an OPL huet e Paradigmewissel méiglech gemaach, a mat hirem international reputéierte Chefdirigent Emmanuel Krivine hu mir dofir all déi richteg Trémp an der Hand. D'Leeschtung, de Bekanntheetsgrad an d'Unerkennung vun der Philharmonie an der ganzer Welt, déi de Matthias Naske esou wonnerbar a ganz séier mat der Philharmonie hikritt huet, kompletéieren natierlech des Trémp. An d'kreativ Kraaft vum OPL, dee sech haut schonn net ze verstoppe brauch, ass selwer de Garant dofir, dass déi och vun him gewünschte Steigerung effektiv wäert ginn.

Elo grad huet de Statsminister gesot, dass wat deen ee mécht, huet Auswierkungen op deen aneren, wat deen een ënnerléisst oder positiv mécht, huet och Auswierkungen op deen aneren. Jo, wann den OPL en nach besseren Niveau huet, dann ass dat extrem positiv fir



d'Philharmonie wann den Orchester, deen den en résidence ass, mathält mat de Gaaschtorchestere, déi dohinner op Tournee kommen. An, jo, wann d'Philharmonie attraktiv ass fir déi beschten Orchesteren an Dirigente vun der Welt, da können déi och hiren Interessi fir den OPL entdecken an hir berühmten Nimm mat dem OPL associéieren, zum Beispill iwwer Gaascht-dirigenten. A souwisou: D'Konzentratioun vun de Kräfte ass gutt an engem klengen Land, an engem klengen Maart.

Den OPL huet scho laang virun 1995 als Radio-an als RTL-Orchester eng grouss Roll am kulturelle Liewe vum Land gespillt gehat, a vill Leit sinn iwwer hien erugefouert ginn u klassesch Musek, wéi d'Madame Rapporteur et scho gesot hat. Esou sinn e puer Generatiounen vun him gepräht ginn; an dat soll kënne weider esou bleiwen, och wa mer haut méi Ensembles a grouss Diversitéit an deem Beräich hunn. A vun 2005 un huet sécherlech d'Philharmonie gradesou eng prägnant Roll gespillt am Bewusstsein vun dem Publikum an zum Wuel vun der klassischer Musek.

Mir maachen hei aus zwee Haiser (veuillez lire: aus zwou verschidde Entitéiten) eng eenzeg juristesche Struktur. An der Praxis ännert dat fir de Meloman net vill, ausser um Niveau vun de Prestatiounen an der Qualitéit. Um Niveau vun Numm wäert et ëmmer den OPL an d'Philharmonie bleiwen, sou wéi ech dat schonn ervirgstrach hat. Et gëtt an der Praxis eng Generaldirektioun, mä zwou Andeelungen an zwee jeeweileg zoustänneg kompetent Leit, souwuel fir den Orchester wéi fir de Concertsbetrieb.

Eng transversal Integratioun vun den zwee Haiser am neien Organigramm an allen administrativen Beräicher, mä och an der Programmation, an e bessert Aneneegräife wäerten och an der Praxis de Fall sinn, gradesou wéi eng optimiséiert Koordinatioun, Kommunikatioun, an am Beräich vum Marketing natierlech och eng geännert Disponibilitéit, fir Concerten ze spillen, a méi villfältig Formatiounen vum Orchester a selbstverständlech en neie Kollektivvertrag, deen dann och elo mat dem Stëmme vun deem Gesetz a mat der Ënnerstëtzung vun Ärer Chamber sécher ass, fir den 1. Januar 2012 a Kraaft trieden ze kënnen an also och Existenz ofzesécheren.

Schliesslech eng besser kënschtlerech Planung, gemeinsam Projeten a virun allem eng nei Motivatioun an eng verstärkten Dynamik. An och nach méi Effizienz, optimiséiert Ressourcennutzung an duerch Synergien och Spuereffekter. Intim verbonnen, mä awer mat eegenen Identitéiten sinn elo déi zwou bis elo eng vun där anerer onofhängeg Strukturen, a mat där neier juristescher Konstruktivitéit, déi mer elo haut hei ofseene wäerten, weise souguer d'Ausrichtungen dann dee Moment vun deem zwee Haiser, datt Lëtzebuerg nei Weeër - an zwar säin eegene Wee - goe kann. Mir hunn hei eigentlech elo bal nees en neie Lëtzeburger Modell agefouert.

Dir Dammen an Dir Hären, et ass nach eng Kéier d'Affär vum Numm ugeschwat ginn. Ech mengen, den Numm fënnst sech gemeinsam am Titel vun deem Gesetz erëm. Mir dierfen och hei keng falsch Diskussioun lasstrieden. Firwat verkomplizéieren? Ech kéint mer éischter virstellen, datt een zum Beispill e Präis géif schafen, deem een den Numm vun engem Henri Pensis géif ginn, zum Beispill fir Nowuessmuseker. Dat géif och vill besser fanne wéi eppes, wat am Sproochgebrauch am Fond geholl souwisou net weider gebraucht a benotzt gëtt.

Dir Dammen an Dir Hären, den Erfolleg huet heiansdo vill Mammen a Pappen. Wann ech héieren, wou elo iwwerall gesot gëtt, déi Leit oder si oder hien hätte schonn ëmmer gemengt, et sollt alles an enger Hand sinn - mä et war awer ni -, also allerspéitstens da sinn ech bestätegt, datt meng Entscheedung déi richteg war, fir déi zwou Entitéiten zu enger eenzeger juristescher Struktur zesummenzeféieren.

Déi zwou international Experten hate jo véier Modeller virgeluecht. Ech hunn do dee radikalste Wee gewielt gehat. Ech konnt e bis hannenhinner goen, well ech d'Leit mat u Bord kritt hunn a well de Groupe d'accompagnement eng formidable Aarbecht gemaach huet ënnert der Leedung vum Matthias Naske a well d'Museker op de Wee matgaange sinn, fir mat Verbesserungen och hir Zukunft, och am musikalische Beräich, nach ze steigere.

Merci also all deenen, déi hei matgehollt hunn. Un éischer Plaz, wéi gesot, d'Museker an d'Personal, de Groupe d'accompagnement ënnert dem Matthias Naske, d'Direktiounen vun deenen zwee Haiser an d'Verwaltungsreit ënner hire Presidente Jean Hoss an Damien Wigny souwéi de Chefdirigent Emmanuel Krivine. Ech wëll nach eemol déi konstruktiv Haltung vun alle Bedeelegten an hirt Matschaffen ënnersträchen. Merci och der Kulturkommission vun der Chamber fir hir Mataarbecht an hirt Zoudoen.

Mir hunn elo aus zwee eent gemaach fir déi beschtméiglech Integratioun. Zwee Museksbetreiber, déi ënner engem Dach liewen, sollen net nëmmen niewenteneen existéieren, mä matenee liewen a funktionéieren. A wann et vläicht am Ufank eng Vernunftfehe war, da sinn ech awer sécher, datt dat sech entwéckele wäert zu enger ganz grousser Zouneigung a Léift, well och haut ass et absolut keng Exklusivitéit, mä ass et schonn e groussen inklusive Betrieb.

A schliesslech an endlech geet et jo just ëm eppes, ëm d'Musek an d'Kultur an ëm d'Freed, fir dem Publikum seng Musek méi no ze bréngen, ëm d'Freed, fir dem Publikum Freed ze maachen a fir dem Publikum Musek spillen ze kënnen. Ech si ganz zouversichtlech iwwer e gutt Zesummespill ouni Disharmonien an eng ganz gutt Zukunft fir eis nei Struktur.

Merci fir Är Ënnerstëtzung an deem Beräich.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Ministesch. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss, a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuratioun. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6362 ass uegheoll mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: *Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert (par Mme Nancy Arendt), Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber (par M. Lucien Clement), Lucien Weiler (par M. Marc Spautz), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;*

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Scheuer), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux (par M. Roger Negri), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helming (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox (par M. Félix Braz), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mer elo zum Projet de loi 6207, e Protokoll zu enger Benelux-Konventioun iwwert d'Propriété intellectuelle. Et sief drop higewisen, datt laut Artikel 114 vun eiser Verfassung eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Stëmmen erfuerdert ass an de Vote par procuratioun net erlaabt ass. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech weider keng Riedner ageschriwwen. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madame Lydia Mutsch.

8. 6207 - Projet de loi portant modification de la loi portant approbation du Protocole portant modification de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), fait à Bruxelles, le 22 juillet 2010

Rapport de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire

► **Mme Lydia Mutsch** (LSAP), rapportrice.- Merci, Här President. Den Objet vun deem Projet ass et, fir e Protokoll vum 22. Juli 2010 ze approvieren, deen d'Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle am Beräich vu Marken, Zeechnungen a Modeller op verschidde Punkten ëmännert.

Zënter de spéide 60er, uganks 70er Jore ginn d'Marken, dat heescht d'Nimm an d'Logoe vu Produiten a Servicere, Zeechnungen a Modeller, déi de visuellen Aspekt vun engem Produit betreffen, an de Benelux-Länner op eng an déiselwech Manéier geschützt. Dat geschitt

duerch een eenzeggen Dépôt vun enger neier Mark oder enger Zeechnung, engem Modell beim „Bureau Benelux des Marques“ respektiv beim Benelux-Büro „des Dessins ou Modèles“, déi allen zwee hire Sëtz zu La Haye an Holland hunn.

Den 1. September 2006 huet eng Konventioun d'Benelux-Gesetz ersat an eng nei gesetzlech Basis geschaaft. Des Weideren huet d'Konventioun deenen zwee Benelux-Büroen en neien eenheetlechen Numm ginn: „Office Benelux de la Propriété intellectuelle“. Dësen Office ass déi offiziell Instanz an de Benelux-Länner, fir Marken, Zeechnungen a Modeller ze enregistreieren. Donieft bitt den Office och den „i-DEPOT“ un, also déi elektronesch Méiglechkeet, fir d'Existenz vun Iddien, Konzepter, Kreatiounen a Prototypen ze actéieren.

Laut dem Rapport d'activité 2010 vum Office Benelux de la Propriété intellectuelle goufen am Joer 2010 iwwer 22.000 Marken deposéiert, ronn 1.150 Modeller an iwwer 4.500 i-Depôte gemaach. Et ass also schonn eppes mat enger gewässer Envergure. Dës Zuelen ënnersträchen also d'Bedeitung vum Office Benelux de la Propriété intellectuelle op eng beandrockend Aart a Weis.

De Protokoll, dee mir elo haut de Mëtteg approvieren, passt d'Konventioun un d'Besoin vum den Dépositanten an der Administratioun un, déi sech iwwert déi lescht Jore erausgeschlielt hunn. Ausserdeem gëtt versicht, dee ganze System ze vereinfachen an un den technologesche Fortschritt unzupassen. Ech wëll elo am Résumé - dat wäert schnell goen - d'Haaptännerungen, déi de Protokoll virgesäit, virstellen.

Éischtens, de Regëster vun de Mandataires agrées gëtt net realiséiert. Wéi sou net realiséiert? Majo, d'Schafung vun esou engem Regëster war, nodeems laang doriwwer diskutéiert gouf, bei der leschter Modifikatioun vun de Benelux-Gesetz zréckbehalde ginn. Dese Regëster ass awer ni a Kraaft getrueden, well d'Accessibilitéit an d'Pérennitéit vun Regëster iwwerhaupt net zefriddestellend waren an och net garantéiert konnte ginn. De Conseil d'administration huet dunn decidéiert, fir esou e Regëster net ze realisieren an de Benelux-Regierungen dann och proposéiert, fir déi betreffen Dispositiounen an der Konventioun ze strächen. Dat ass dann och heimadder geschitt.

Zweetens, de Service i-DEPOT gëtt an der Konventioun verankert. De Service i-DEPOT gëtt schonn zënter 1998 uegebueden; duerch de Protokoll gëtt en also elo och an der Konventioun fest verankert. Den i-DEPOT ass e Beweismittel an héleft, potenziell Konflikter am Beräich vun den Urheberrechter ze évitéieren, well do gëtt et e ganz grousst Konfliktpotenzial. Wann zum Beispill eng Iddi oder e Prototyp nach net genuch ausgeräif ass, fir elo schonn e Brevet ze kréien, da kann een awer scho via i-DEPOT actéiere loosse, dass een den Auteur vun där Iddi oder vun deem Prototyp ass, an da kann am Fond näischt méi geschéien.

An drëtzens, d'Konditiounen, wat d'Publikatioun vum Règlement d'exécution betrëfft, ginn opgelockert. De Conseil d'administration vum Office Benelux de la Propriété intellectuelle ass zoustänneg, fir de Règlement d'exécution ze etabléieren. Eventuell Ännerungen um Règlement trieden awer eréischt a Kraaft, wa se an de Journaux officiels vun den dräi Benelux-Länner publizéiert goufen.

Et huet sech erausgestallt, dass dat oft ze laang dauert an dass d'Utilisateuren dräi verschidde Publikatiounen musse konsultéieren, fir erauszefannen, ob a wéini Ännerungen dann iwwerhaupt en vigueur sinn. Dat ass zimlech opwändig an net gutt retraçabel. Dofir hunn d'Regierungen decidéiert, dass et an Zukunft duergeet, dass de Generaldirekter vum Office Benelux de la Propriété intellectuelle d'Ännerunge vum Règlement d'exécution um Internetsite veröffentlecht, fir a Kraaft ze trieden. D'Benelux-Länner publizéieren weiderhin d'Modifikatiounen an hirem Journal officiel, mä des Publikatiounen conditionnéiert awer net méi hir Mise en vigueur oder hir Entrée en vigueur.

An deem Kontext freet sech d'Chambre de Commerce an hirem Avis, ob et duergeet, de Règlement d'exécution um Internetsite ze veröffentlechen, fir iwwerhaupt eng Rechtsgültegkeet ze hunn.

Well de Stat op des Manéier Attributiounen, déi him per Verfassung zoustinn, un eng international Institution oftrëtt, fuerdert de Statsrot a sengem Avis, dass de Projet de loi geméiss dem Artikel 114 zweeten Alinéa vun eiser Verfassung, also mat enger Majoritéit qualifizéiert - wat mer dann och haut maachen - adoptéiert muss ginn. D'Ekonomieskommission huet sech dem Statsrot op deem Punkt ralliéiert.

Doriwwer eraus mengt de Statsrot, dass d'Veröffentlechung vum Règlement d'exécution am Mémorial via Arrêté grand-ducal kéint ge-

schéien. Well esou Modifikatiounen awer meeschtens direkt am Mémorial publizéiert ginn, ouni Détour vun engem Arrêté grand-ducal, huet d'Ekonomieskommission decidéiert, des Recommandatioun vum Statsrot net unzehuelen, zemoos well et och net am Sënn vu méi enger grousser Simplification administrative wier, déi mir natierlech all ustriewen.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, Dir hutt et scho gemierkt, dëst ass e Projet de loi mat Ëmsetzungsprotokoll, dee Sënn mécht. Et ass e Projet de loi, deen de Realitéiten um Terrain Rechnung dréit an deen dofir och d'Zoustëmmung vun eiser ganzer Fraktioun fonnt huet.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - An ech soen der Madame Rapportrice Merci fir hire ganz detailléierte Rapport. Ech mengen, et war alles gesot, et ass kee Riedner méi, deen d'Wuert freet. Da kéime mer direkt zur Ofstëmmung. Ech wëll hei nach eng Kéier drun erënnere, datt eng Majoritéit vun zwee Drëttel erfuerdert ass an de Vote par procuratioun net erlaabt ass.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänt un. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6207 ass uegheoll mat 49 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: *Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;*

M. Marc Angel, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Fernand Etgen, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Da komme mer elo zum Projet de loi 6307, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert den Enseignement fondamental. D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären Eicher, Bauler, Adam a Kartheiser. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Fernand Diederich. Här Diederich, Dir hutt d'Wuert.

9. 6307 - Projet de loi modifiant et complétant l'article 76 de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

► **M. Fernand Diederich** (LSAP), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, duerch d'Schoulgesetz vum 6. Februar 2009 ass d'Leierpersonal vum Enseignement fondamental eleng ënnert d'Autoritéit vum Stat gestallt ginn, vertrauen duerch de Ministère vun der Éducation nationale; während säit dem Schoulgesetz vum 1912 d'Autoritéit deelweis beim Stat, deelweis bei der Gemeng louch.

D'Leierinnen an d'Schoulmeeschtere ginn also vum Ministère genant, genausou wéi d'Memberen aus der Réserve des suppléants an déi zäitweilig Remplaçanten, an duerno an déi verschidde Gemengen affectéiert, dëst am Respekt vum Contingent vun den Unterrechtsstonden, wéi deesen am Artikel 38 vum Gesetz vum 2009 festgeluecht ass. Säit dem 15. September 2009 sinn d'Gemengen net méi berechtigt, neit Leierpersonal anzestellen.

Den Artikel 76 vum Gesetz vum 6. Februar 2009 iwwert d'Organisatioun vun der Grondschoul huet als Objet, d'Opdeelung vun de Personalkäschten tëschent dem Stat an de Ge-



menge festzelleen. Hie gesäit vir, datt d'Personalkäschten zulaaschte vum Stat sinn, mat Ausnahm vum de Käschte fir Leeschtungen, déi de Kader vum Contingent dépasséieren, déi zulaaschte vum der respektiver Gemeng sinn.

Dës Bestëmmungen hunn awer an der Praxis zu enger Rei Schwierigkeete gefouert. Hir Ausféierung géif eng bedeutend Reduktioun vum der staatlecher Bedeelegung un de Personalfraisé bedeiten, dëst zum Nodeel vum de Gemengen, wat net d'Absicht vum Gesetzgeber war.

En interministerielle Aarbechtsgrupp mat Vertieder aus der Éducation nationale, dem Intérieur an de Finanzen ass zur Schlussfolgerung komm, den Artikel 76 ze änneren. Et gétt proposéiert, déi noutwendeg Ännerungen ze konzentréieren, fir dem Text eng méi grouss Transparenz souwéi eng besser Lisibilitéit ze ginn, esou datt den amendéierten Text prezis déi verschidde Personalkäschten definéiert, déi ze berücksichtegen sinn, fir d'Opdeeling tëschent den zwee Partner, dem Stat an de Gemengen, festzelleen.

De Paragraph 2 beseet, datt déi jährléich Dotatioun, déi iwwert de Fonds communal de dotation financière den eenzelne Gemengen zousteet, ëm een Drëttel vum Gesamtbetrag vum de Käschte reduzéiert gétt. Beträff sinn d'Ausgabe fir d'Personal, dat dem Stat zougedeeelt ass, fir de Basisunterrecht ze assuréieren; b) fir d'Personal, dat virgesinn ass, fir d'Moosnamen ze realiséieren, déi am Plan de réussite scolaire virgesi sinn; fir d'Éducateuren, déi als zweet Persoun an de Klasse vun der Éducation précoce intervenéieren; fir d'Personal, dat Remplacemeter assuréiert fir d'Schoulmeeschteren, d'Chargé-de-cours an d'Éducateuren; och fir d'Schoulmeeschteren, d'Chargéen oder d'Éducateuren als aussergewöhnlech Entschiedegunge fir ee Méi un Aarbecht, also fir Iwwerstonnen.

Aner Elementer, wéi d'Stonnen, déi zougestane ginn, fir d'Besoinen am Zesammenhang mat der sozioökonomescher a soziokultureller Zesummesetzung vun der Schoulbevölkerung, d'Stonne fir den Enseignement moral et social ze assuréieren, d'Käschte vun den Équipes multiprofessionnelles souwéi déi vun de Cours d'accueil si ganz zulaaschte vum Stat.

E Spezialkredit ass am Budget vun de lafenden Ausgabe vum Innenministère ageschriwwen; hie beleeft sech op d'Differenz tëschent der Dotatioun vum Fond, wéi se jährléich am Budgetgesetz definéiert ass, minus een Drëttel vum Gesamtkäschtepunkt vum de Rémuneratiounen. De Stat bedeelegt sech zu zwee Drëttel un der Rémuneratioun vun de Gemengefonctionnaires, den Employéen a Salariéer vun de Gemengen, déi weider an der Grondschoul intervenéieren laut de Konventiounen, déi mat de betraffene Gemengen ofgeschloss sinn, virausgesat, datt hir Leeschtungen an der Schoulorganisatioun virgesi sinn, déi vum Minister approuvéiert ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Dekont vum de Personalkäschten, déi pro Gemeng oder Schoulsyndikat ventiléiert sinn, gi vun de Servicer vum Ministère de l'Éducation nationale opgestallt op Basis vun den Donnéeën, déi vun der Verwaltung vum Statspersonal geliiwert ginn an un dee Ministère weidergeleet ginn, deen zoustänneg ass fir de Fonds communal de dotation financière. Dëst muss geschéie spéitstens zwee Joer nom Enn vun dem Schouljoer, fir dat den Dekont erstallt gétt. D'Bestëmmungen zu dem Gesetz sinn applicabel beim Ufank vum Schouljoer 2009-2010, well déi jährléich Dotatioun, déi all Gemeng zoukënn, provisoersch berechent ginn ass, andeems ee sech u fréieren Dekonten orientéiert huet, esou datt eng Regulariséierung vun der Situatioun néideg ass.

Bon, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn elo op déi wichtegst Punkte vun dem Gesetz agangen - weider Detailler fannt Dir an dem geschriwwene Rapport - an ech bréngen heimat den Accord vu menger Fraktioun an ech soen lech Merci och fir d'Noleschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - An ech soen dem Här Rapporteur Diederich Merci fir säi Rapport, an als éischte Riedner ass den Här Emile Eicher agedroen. Här Eicher, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Emile Eicher (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mam Gesetzesprojekt 6307 schafe mir elo Kloeerheet an Transparenz an der Verdeelung vun de Käschte vum Personal vum Enseignement fondamental tëschent Stat a Gemengen. Den Artikel 76 vum Gesetz

vum 6. Februar 2009 hat festgehalten, datt de Stat zwee Drëttel vum de Rémuneratioun vum Schoulpersonal iwwerhëlt, datt duerch den Artikel 67 definéiert gouf, soulaang se net de Kader vum Contingent iwwerschneiden.

De Grondgedanke vum Contingent ass, fir alle Schoulen am Land eng équitabel Verdeelung vu Stonnen ze organiséieren, déi net nëmme der Schülerziel Rechnung droen, mä och der sozioökonomescher an der soziokultureller Zesummesetzung vun de Schüler. Deem kënnen mir natierlech nëmme zoustëmmen.

Am selwechte Gesetz gouf eng wäitreechend Entscheedung geholl, nämlech datt de Personnel enseignant eenzeg an eleng dem Ministère de l'Éducation nationale ënnerstallt gouf. D'Léierpersonal ass demno an de Kader vum Enseignement fondamental iwwerholl ginn, an d'Gemenge kënnen keen neit Personal astelle fir den Enseignement fondamental an Zukunft. Fir all déi Intervenanten, déi am September 2009 eng Feststellung als Chargé de cours, als Fonctionnaire communal, als Employé communal oder als Salarié communal hate bei der Gemeng, goufe Konventiounen tëschent Stat a Gemengen etabliert.

Här President, bei der Ëmsetzung vum Artikel 76 ass awer festgestallt ginn, datt eng ganz Rei vu Prestatiounen an de Schoulen zu Interpretatiounsproblemer bei der Käschteverdeelung tëschent Stat a Gemenge gefouert hunn. Duerfir gétt den Artikel 76 elo ëmgeännert, andeems onzweedeiteg festgehalte gétt, datt de Stat d'Remuneratioun vum Schoulpersonal a vum Personal vun de multiprofessionellen Équipes iwwerhëlt.

Iwwert de Fonds communal de dotation financière gétt de Gemengen hir Bedeelegung un dese Personalkäschten ofgehale. Esou bedeelege sech d'Gemengen an Zukunft nach ëmmer zu engem Drëttel bei de Stonne vum Enseignement de base. Derbäi kommen elo nach déi Stonnen, déi fir d'Ëmsetzung vu Moosnamen fir de Plan de réussite scolaire virgesi sinn, déi bis dato eleng vum Stat gedroe goufen. Genau sou wéi bis elo finanziert de Stat zu 100% déi Stonnen, déi zousätzlech gebraucht ginn, éischens, fir de Besoinen ze entspriechen, déi duerch déi sozioökonomesch a soziokulturell Bedéngungen néideg sinn, an zweetens, déi Stonne fir den Enseignement moral et social.

Nei geregelt ginn déi Prestatiounen, déi net am Contingent festgehalte sinn. D'Gemenge bedeelege sech och an Zukunft zu engem Drëttel, éischens, un de Gehälter vun den Educateuren, déi als zweet Persoun an der Éducation précoce schaffen; zweetens, un den Indemnitéite vun de Remplacanten; an drëtens, un den Indemnitéite fir Iwwerstonnen. Sou iwwerhëlt de Stat 100% vun de Gehälter vun den Équipes multiprofessionnelles a vun den Intervenanten am Cours d'accueil.

Dëst si wesentlech Verbesserungen, déi bis elo deelweis zu Interpretatiounsproblemer gefouert haten. De Syvicol begréisst des Gesetzesännerung, freet sech awer och, ob de Stat net besser hätt, sämtlech finanziell Chargé vum Schoulpersonal ze iwwerhuelen.

Am drëtten Punkt vum Artikel 76 engagéiert sech de Stat, duerch Konventiounen mat de Gemenge mat zwee Drëttel un de Gehälter ze partizipéieren vun deene Fonctionnaires an Employés a Salariés communaux, souwäit hir Prestatiounen duerch d'Schoulorganisatioun vum Ministère approuvéiert sinn. An déi Konventioun begrenzt natierlech d'Paien och op dee Montant, dee Fonctionnaire an Employéé beim Stat hätten.

Här President, an Zukunft leet de Ministère de l'Éducation nationale een detailléierten Dekont vun de Fraisé vun dem Schoulpersonal fir all Gemeng vir, an dat spéitstens zwee Joer nom Schouljoer, a gétt e weider un de Ministère de l'Intérieur. De Moment sinn 270 Leit aus dem Gemengepersonal dovunner betrafft. Sou wéi de Syvicol richteg bemierkt huet, wier et wichteg, wann d'Gemenge kéinten hiren Avis zu deenen detailléierten Dekonten ginn, ier se virun un de Ministère de l'Intérieur géife weidergereecht ginn. Dëst géif sécherlech och nach zu méi Transparenz féieren.

Dem Rapporteur, dem Här Fernand Diederich, wëll ech awer hei félicitéieren fir säin aussergewöhnlech gudd mëndlechen an och schrëftleche Rapport. D'CSV begréisst dese Gesetzesprojekt ausdrécklech a soumat ginn ech den Accord vu menger Fraktioun.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Eicher, an als nächste Riedner ass den Här Bauler agedroen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Bauler (DP).** - Merci, Här President. Ech géif och dem Rapporteur Fernand Diederich Merci soe fir säin ausféierleche Bericht, deen hien op seng dach him eege Manier virgedroen huet. Mir begréissen dann

och, datt mat dem dem Gesetzprojekt, dee jo den Artikel 76 vum Schoulgesetz vum 6. Februar 2009 ofännert, déi verschidde Personalfraisén, déi mat dem Enseignement fondamental verbundene sinn, méi preziséiert ginn. Domadder entsprécht d'Opdeeling vun de Käschten tëschent dem Stat an de Gemengen dem initiale Wëlle vum Gesetzgeber.

Et wier awer och begréissenswäert gewiescht, wann d'Regierung d'Geleeënheet genotzt hätt, fir d'Texter vun 2009 och aus pädagogescher Siicht op de Métier ze huelen a berechtigte Kritik vum de Schoulpartner domadder Rechnung ze droen, déi an de leschte Méint a Wochen artikuléiert goufen an op déi eisen deemolegen Educatiounssprecher Eugène Berger och higewisen hat.

► **Plusieurs voix.** - Aaahhh! Très bien!

► **M. André Bauler (DP).** - Dës Kritiken dréie ronderëm Sujete wéi zum Beispill d'Opstellung vum Contingent oder ëm d'Autonomie vun de Schoulen. Et ass regrettable, datt des noutwendeg a vu ville Säite gefuereert Upassungen net parallel an Ugrëff geholl ginn an datt an eise Grondschoule weiderhin eng bürokratesch Kompetenz- a Bewäertungslogik dominéiert.

Dëst gesot, wëll ech awer den Accord vu menger Fraktioun zum virleienden Text ginn.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bauler. Als nächste Riedner ass den Här Adam agedroen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Adam (déli gréng).** - Merci, Här President. Ech fuereen elo net do weider, wou den Här Bauler opgehale huet, well ech zwar och der Meenung sinn, datt een nach viles kann iwwert d'Reform soen, an et gétt och viles iwwert de Fond geschwat, mä et schéngt mer awer net am Kader vun dem Projet de loi ze sinn - oder weinstens net déi néideg Zäit ze huelen, déi dat bräicht -, fir dat an engem konstruktive Sënn kënnen ze maachen.

Ech wëll just kuerz hei op dese Projet de loi agoen, an zwar ass et virun allem den Avis vum Syvicol, dee menger Meenung no awer eng ganz Rei Ustéiss gétt, déi, fannen ech, derwärt sinn, diskutéiert ze ginn. Et ass emol fir d'Alleréisch: Mir haten, wéi mer am Schoulgesetz 2009 festgeluecht hunn, datt d'Gemengen..., oder datt d'Léierpersonal ganz géif vum Stat bezuelt ginn, do hu mer jo dann awer festgehalen, datt awer, wéi och bis elo, een Drëttel vun de Gemenge kënn, just datt et direkt iwwert d'Dotation communale geet. Dat ass u sech eng gutt Saach, wat d'Léierpersonal ugeet, well fir déi ass et kloer geregelt, wien elo hire Patron ass. Et ass net méi déi Zweek-Drëttel-/Een-Drëttel-Geschicht fir d'Enseignanten.

Et bleift awer, datt d'Gemengen nach ëmmer e ganz groussen Deel an hirem Budget stoen hunn, wat iwwert den Enseignement geet. Fir verschidde Gemengen ass dat souguer déi décksten Dépense, déi d'Gemeng huet an hirem Budget. An et muss een awer och fairerweis soen: Eng Gemeng huet do haut net méi matzeschwätzen iwwert d'Evolution vun där Dépense. Si si weder gefrot ginn, wat bei de Gehälter vum Léierpersonal geschitt ass...

A wat ech och ganz erstaunlech fannen: wann ech am Rapport vum Syvicol liesen, wéi laang datt dat dauert, bis d'Gemengen déi Suen zrëckkréien, déi se virgestreckt hunn, an och e Virwurf am Fond geholl vu Mangel un Transparenz, wéi dat verrecht gétt. Dat ass anscheinend nach net üblech, datt dat automatesch an novollzéibar un d'Gemenge geschéckt gétt, wéi sech dann déi Fraisén zesummesetzen. Dat géif ech mer wënschen - am Zäitalter vun eGovernment a vun allen elektronische Moyenen, déi een haut huet, misst et jo awer méiglech sinn, éischens, déi Délaie méi kleng ze kréien, an zweetens, och méi Transparenz an déi Saach eranzekréien.

Fir de Rescht: Selbstverständlech maache mer mat deem Gesetz hei en Oubli vum Gesetz vun 2009, béie mer et richt. Dat fanne mer richteg a gutt, an duerfir bréngen ech och den Accord vun der grénger Fraktioun fir dese Projet de loi.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Adam, an als leschte Riedner ass den Här Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, ech soen lech villmools Merci. Ech wollt och just e puer Kommentare maachen. Zum Prinzip vum Gesetz gi mer ganz gär eisen Accord a mir soen och dem Här Rapporteur Merci fir seng ganz gutt Aarbecht. Et ass en Oubli gewiescht. Et ass nach vill aner am Schoulgesetz iwwert d'Reform vun der Primärschoul, wat ze kritiséieren wär; mir komme bestëmmt nach eng aner Kéier dorobber zrëck.

Eng Fro: Et ass vläicht nach net ganz kloer, wat mam sozioéducative Personal geschitt a mat de Schwammmeeschteren, weinstens am Kader vun deenen hiren Aufgaben am Unterrecht; do ka vläicht d'Madame Minister eppes derzou soen.

An ee Regret hu mer awer, dat ass schonn, wat d'Technique législative ugeet. Et ass scho bedauerlech, wann de Statsrot seet, datt déi Fiche financière, déi bei deem Gesetz do derbäiläit, héiflech ausgedréckt „très lacunaire“ wär. Do géife mir awer mengen, wann...

(Interruption)

Et ass d'Meenung vum Statsrot, Madame Minister. Do géife mir awer mengen, wa mir hei mat engem Gesetz saiséiert ginn, wou retroaktiv och nach de Gemenge solle Sue gi ginn - wat mir awer begréissen -, da géife mir awer als Parlament gär wëssen, ëm wat et sech genee handelt. Schliesslech läit d'Budgetsautoritéit - weinstens am Abléck nach - hei. Vlächent kënnt Dir vum nächste Joer un direkt mat Bréisel Schwätzen, mä soulaang mir hei d'Kompetenz fir de Budget hunn, géife mer och gär doriwver Bescheid wëssen!

Villmools Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Kartheiser. D'Wuert kritt elo d'Madame Unterrechtsministerin.

► **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.** - Merci, Här President. Och ech wëll mech uschleissen un deen Dank un de Rapporteur fir säi Rapport an ech freeë mech iwwert déi breet Zoustëmmung hei zu dem Projet de loi, deen en fait e relativ techneschen Aspekt vum Schoulgesetz concernéiert.

Ech denken, dass, wéi d'Gesetz vun 2009 gestëmmt ginn ass, et de Wëlle war vum Législateur, dass de Stat sollt zwee Drëttel iwwerhuelen vun de Käschten an d'Gemengen een Drëttel. Dat war jo eigentlech Tradition esou am Lëtzebuerger Unterrecht an der Grondschoul. Dat ass och esou an d'Gesetz geschriwwen ginn. Do huet sech just erausgestallt beim Verrechnen, dass et eigentlech verschidde Kategorië vu Personal gétt an dass deem am Gesetz net Rechnung gedroe gi war, well mer eigentlech ëmmer iwwert de Contingent geschwat hunn an net iwwert d'Remplacanten, zum Beispill, an aner Intervenanten, an dofir gétt et elo den Artikel, d'Proposition, fir den Artikel 76 ze änneren.

Ech mengen, graff gesot ass et esou, dass de Stat an d'Gemenge sech all Personal deelen: zwee Drëttel fir de Stat, een Drëttel fir d'Gemeng, ausser dat Personal, wat supplementär accordéiert gétt, wann eng Gemeng en Indice social huet, dee méi schlecht ass - da kréie se jo doduerch méi Personal am Contingent. Déi ginn 100% zulaaschte vum Stat. Selbstverständlech alles, wat den Enseignement moral et social ugeet, déi Stonne bleiwen 100% zulaaschte vum Stat. Alles, wat „équipe multi“ ass, d'Équipes multiprofessionnelles, also dat spezialiséiert Personal, wat intervenéiert, wat virdu ganz zulaaschte vun de Gemenge war, geet elo ganz zulaaschte vum Stat. An dann all d'Intervenante fir d'Cours d'accueil, wou Primo-arrivanten opgeholl ginn, wäerten och ganz zulaaschte vum Stat sinn. Dat gétt eng Clarificatioun, ganz sécher, et gétt och eng Verschiebung, et gétt eng Entlaaschtung fir d'Gemengen, also et ass méi zulaaschte vum Stat wéi elo.

Ech sinn och ganz verdrésslech doriwver, dass déi Ofrechnungen, dass dat esou laang Zäit brauch, bis d'Dekont gemaaht sinn. An et ass jo am Fond, dat war jo eent vun den Objektiv vum Gesetz vun 2009, fir d'Responsabilitéiten, de Finanzement a méi Transparenz ze schafen an deem ganze Secteur. Mir hunn elo ugefaangen, d'Prozeduren nei ze definéieren, eisen Informatiksystem ass elo bal optimal. Et muss een natierlech gesinn, dass hei vill Acteurs müssen eng Datebank speisen. D'Datebank, dat ass dann de Fichier vum Personal, wat beim Stat schafft. Mä déi Leit ginn agedroe vu verschidde Plazen, an dofir kann ech elo nach net mat 100%eger Sécherheet soen, dass alles klappt. Mä mir sinn awer amgaangen, déi Prozeduren do ze straffen, an ech sinn och ganz zouversichtlech, dass dat ëmmer besser gétt.

Ech wëll just rappeléieren, dass iwwer Joren Dekonten vun de Gemengen erakomm sinn, wou Leit vun deem enge Joergank, deem aneren dra waren, dass do Retardé waren op där enger Säit an op där anerer. Also mir sinn allequerte verbesserungsfäeg, fir hei méi Transparenz an e bessere System eranzubringen. Dat gesot...

(Interruption)

Neen, ech kann lech assuréieren, dass mer äifreg do amgaange sinn. An dat gesot, freeën ech mech iwwert dee Konsens an ech sinn och



iwverzeegt, dass d'Gemenge begreissen, dass mer den neie System hunn an dann d'Ofrechnung kennen elo no dësem System maachen.

Wat déi aner Aspekter ugeet vum Schoulgesetz, do steet am Regierungsprogramm - an ech hunn och wëlles, dat anzehalen -, dass mer no dräi Joer e Rapport maachen an dass mer dann iwwert déi Saachen alleguerten diskutéieren. An dat wäert sinn d'nächst Joer em dës Zäit.

Ech soen lech Merci, dass Der dat Gesetz do esou massiv stëmmt.

► **M. le Président.**- Merci der Madame Schoulministesch. Domadder wär d'Diskussion ofgeschloss a mir kéimen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6307 ass ugeholl mat 59 Joestëmme.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi n°6307 est adopté à l'unanimité des 58 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehem, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert (par M. Lucien Clement), Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber (par Mme Martine Mergen), Lucien Weiler (par M. Marc Spautz), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Scheuer), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydie Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Carlo Wagner), MM. Fernand Etgen, Paul Helming (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Josée Lorsche;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Eisen nächste Projet de loi ass de Projet de loi 6335, e Memorandum vum engem Accord vun de Benelux-Länner iwwert d'Kooperatioun an der Krisegestioun. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht, an et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Mergen an den Här Kartheiser. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Angel. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

10. 6335 - Projet de loi portant approbation du Memorandum d'accord concernant la coopération dans le domaine de la gestion des crises pouvant avoir des conséquences transfrontalières entre le Royaume de Belgique, le Royaume des Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg, signé à Luxembourg, le 1^{er} juin 2006

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

► **M. Marc Angel (LSAP), rapporteur.**- Merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, mir befannen eis, wéi gesot, bei dësem Memorandum...

(Brouhaha général)

Mir befannen eis bei dësem Memorandum am Kader vun der Kooperatioun vun de Benelux-Länner, an am Joer 2003 hunn déi dräi Länner decidéiert, aus der grenzüberschreitender Zesummenaarbecht bei Accidenter oder bei Katastrophen en neien Thema ze maache vu méi enger enker Zesummenaarbecht. Dëse Memorandum gouf den 1. Juni 2006 vun de Justiz- oder Innenministere ënnerschriwwen aus deenen dräi Länner. An et gëtt schonn en ähnleche Memorandum aus dem Joer '96, wou et em d'Kooperatioun geet am Domän vun der Polizei, Justiz an Immigratioun.

Et ass vläicht wichteg, och hei ervirzesträichen, dass dëse Memorandum, iwwert dee mer haut

ofstëmme, laut Auteurs vum Projet de loi an awer och laut Conseil d'État, an awer och laut deem, wat an der Belsch gesot gëtt an an Holland, equivalent ze setzen ass mat engem internationalen Traité, well de Memorandum juristisch Dispositiounen enthält, déi bindend sinn.

De Projet de loi 6335 besteet aus engem Article unique, wou mer einfach dee Memorandum approuvéieren. Ech wollt awer e puer Wuert selwer zum Memorandum soen zwëschen deenen dräi Länner - Belsch, Holland a Lëtzebuerg. Et geet u mat enger ganzer Rei Considéranten, déi da gefollegt si vun eefle Artikelen.

Här President, ech ginn op e puer Punkten an. D'Problemer, Incidenten oder Accidenter, déi a grenznoe Géigende geschéien, hunn oft Konsequenzen, déi iwwert d'Grenze vun deene Länner erausginn. Mir hunn an deenen dräi Benelux-Länner eng Rétsch Seveso-Betribber. Mir hunn an der Belsch an an Holland Atomkraftwierker; mir hunn Autobunnen, Schinnen, op deene gefeierlech Transporter duerchgezu ginn. Also, et kann ëmmer emol eppes do geschéien.

Wann et zu esou Incidenten kënn, kennen d'Konsequenze vun deenen Incidenten natierlech déi Grenzen net. De Problem stellt sech awer par contre fir d'Rettungsdéngschter an och hir Mataarbechter, fir déi déi Landesgrenzen oft en Obstacle duerstellen. An dëse Memorandum soll eben dozou déngen, fir déi Obstacle ewechzeraumen.

Am Artikel 1 ginn eng Rei Instrumenter presentéiert, wéi e besseren Informationsaustausch, eng méi grouss Harmoniséierung vun der Planification d'urgence. Den Artikel 2 zielt och déi responsabel Autoritéiten op an deenen dräi Länner. Fir Lëtzebuerg ass dat den Hautcommissariat à la Protection nationale. Den Artikel 3 schwätzt vun de sougenannten technesch a prakteschen Arrangementer, déi mussen ëmgesat ginn. Et gëtt och schonn zwee där Reglementer. Dat steet alles am schriftleche Rapport, dat kënn Der do noliesen.

Den Artikel 7 seet, dass och all Land e Correspondant muss ernennen, an dann den Artikel 4, dee seet, dass mer mussen e Réseau de transmission vun Informatiounen hunn, dee 24 Stonnen op 24 a siwen Deeg op siwen Deeg funktionéiert. Am Artikel 5 geet et em de Contenu vun den Informatiounen, déi ausgetauscht kënnen ginn. An d'Artikele 6 an 10, déi zielen op, dass ee muss alljährlech Concertatiounsréunionen hunn. Et muss ee gemeinsam Übungen organiséieren zwëschen deenen dräi Länner an et muss een natierlech och d'Redaktioun vu gemeinsamen Evaluatiounsberichter maachen.

De Statsrot huet sech dësem Projet de loi net opposéiert. Et goufe keng weider Avisen. Dofir géif ech lech proposéieren, den Accord ze ginn zu dësem Projet de loi. Meng Fraktioun wäert dat op jiddwer Fall maachen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Angel. D'Wuert kritt elo als éischt agedroen Riednerin d'Madame Martine Mergen.

► **Une voix.**- Als éischt an eenzeg Riednerin.

► **M. le Président.**- Den Här Kartheiser ass nach agedroen.

Discussion générale

► **Mme Martine Mergen (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Alleréischtt wollte mer als CSV-Fraktioun dem Rapporteur Marc Angel villmoos Merci soe fir säin exzellente Rapport. E war esou komplett, dass ech brauch nëmme ganz kuerz - Här Bettel! -, dass ech nëmme ganz kuerz muss heizou Stellung huelen.

Mir denken alleguerten net gären an d'Katastrophenzeenarien, an et hofft een natierlech, dass et ni dozou kënn. Et ass awer onëmgänglech an et gehéiert zu onsen Aufgaben, gewësenhaft op esou tragesch Ereegnisse virbereet ze sinn, fir dass, am Fall wou, alles esou virbereet ass, esou preparéiert ass, fir méiglechst séier an effikass ze intervenéieren.

D'Katastrophen an d'Accidenter stierzen d'Welt an de Chaos a si änneren d'Liewe vu Mënsche bannent Sekonnen. Mir gesinn dat ëmmer erëm op der Televisioun a jiddwereen hofft, quitte dass ee mat leit, dass et laanscht onst Land geet.

Wéi oft héiert een, dass bei verschiddeenen Zeenarien awer ze vill kostbar Zäit verluer gaangen ass, wann d'Hëllef net rechtzäiteg op der Plaz ukomm ass oder d'Gestioun vun der Hëllef net op der Héicht war, mat oft tragesche Konsequenze fir déi Betreffen.

Et geet och ganz vill em d'Koordinéierung vun der Hëllef, an ech erënneren drun, zu Ramstein - et ass zwar schonn eng ganz Rei Jore hier -, wou déi amerikanesch Hëllefsdéngschter an déi

däitsch Hëllefsdéngschter béid zwar op der Plaz waren, mä wou awer zwou Iddiën vun Hëllef openaergekallt sinn, dat heescht, déi eng hunn d'Leit, sou wéi se waren, an d'Ambulanz gelueden, déi aner wollte se op der Plaz primär versueren. Dat heescht, et ass scho gutt, dass een och an där Hësiicht am Viraus sech Gedanke mécht, wéi een dat dann elo wëllt maachen.

D'Moderniséierungs- an d'Globaliséierungsprozesser hu mat sech bruecht, dass d'Ufuerderungsprofil am Krisen- a Katastrophemanagement sech rasant veränneren. Ganz besonnesch vill Ufuerderunge sinn och hei un d'Material gestallt.

Accidenter a Katastrophen hunn natierlech och oft iwverregional Auswierkungen, sou dass et wichteg ass, dass een och iwwert d'Grenzen effikass zesummeschafft, mat der Situatioun ugepassten Hëllefinterventiounen mat interdisziplinärem Charakter, fir dës Hëllef kënnen esou séier wéi méiglech ze erméiglechen.

Dass d'Efforten, fir interregional am Kader vun der Benelux méi kohärent zesummeschafften, net vun haut a gëschter datéieren, weist de Memorandum aus dem Joer 1996, deen eng Kooperatioun am Beräich vun der Police, der Justiz an der Immigratioun erméiglecht.

Dëse Gesetzestext, dee mer elo virleien hunn, stellt d'Rahmenbedéngungen, fir eng grenzüberschreitend Zesummenaarbecht am Fall vu Katastrophen an Accidenter ze erméiglechen.

Ech géif wëllen der CSV-Fraktioun hiren Accord zu dësem Gesetzesprojet ginn a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci der Madame Mergen. An d'Wuert kritt elo den Här Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och fir d'Éischt emol e ganz härerleche Merci un den Här Angel, deen als Rapporteur erëm eng kéier fläisseg a ganz gutt geschafft huet, wéi en dat gewéinlech mécht, mä ech géif awer nach gären e puer Froen un den Här Minister stellen.

Här Minister, Dir hutt elo deen Accord hei dem Parlament virgeluecht, fir datt mer deen da ratifizéieren, mä bei där Geleeënheet wollte mer lech - éischtens - froen: Sidd Der mat eisen Nopeschstaten och am Gespréich iwwert d'Méiglechkeete vun der Air Rescue, fir do kënnen och ze participéieren un deenen Operatiounen?

Dat schéngt jo net ëmmer méiglech ze sinn an och net ëmmer einfach méiglech ze sinn. Et wär vläicht interessant, wann Der dozou kéint e Wuert soen.

Eng zweet Fro betrëfft - dat ass vläicht net direkt an Ärem Kompetenzberäich -, mä et betrëfft awer déi institutionell Regelungen op Lëtzebuerger Säit, vläicht kënn Der och dozou eppes soen, an dat ass d'Fro vum Hautcommissariat à la Protection nationale, wou mer nach ëmmer net déi gesetzlech Regelungen hunn, déi awer scho säit Laangem am Raum stinn. Et wär interessant, vun lech ze erfueren, wéi d'Regierung gedenkt an deem Dossier virunzegoen.

Eng drëtt Saach ass: Mir hunn elo hei e Memorandum mat de Benelux-Staten, dee mer jo och begreissen an dee mer och gär matstëmme, mä mir hu bei där Geleeënheet awer och nogekuckt, wéi et da mat eise Relatiounen am Sécherheetsberäich mat eisen aneren Noperen, mat Däitschland a mat Frankräich, ass.

Mir erënneren hei un eng parlamentaresch Fro, déi den honorabelen Här Gibéryen virun enger gewësser Zäit gestallt hat iwwert de Problem vu Kettenuewen - ech därf lech den Här Gibéryen virstellen.

Do ass erauskomm an der Beantwortung vun där Fro duerch eis Regierung, datt mer en Ofkommen mat Frankräich iwwert d'Zesummenaarbecht vun de Pompjedsdéngschter hunn aus dem Joer - ech muss nokucken - 1962, dat wor also nach viru Kettenuewen. D'Fro stellt sech, ob d'Regierung vläicht an der Tëschenzäit drun denkt, dat ze aktualiséieren a vläicht e bëssen ze komplettéieren.

A mat Däitschland, och e Land, wou Atomzentralen nach ëmmer funktionéieren an déi och kéinte vun engem Accident an der Belsch oder zu Kettenuewen betraff sinn, do hu mer en Ofkommen iwwert d'Zesummenaarbecht mat de Sécherheetsdéngschter vun 1980. Dat ass och elo net brandaktuell. Dat ass awer eréischt 31 Joer al, während et mat Frankräich scho bal aus Revolutiounszäiten ass!

Dofir, Här Minister: Kéint Der eis vläicht do e bësse méi Informatiounen ginn?

Dat gesot, stëmme mer awer dëse Memorandum mat der Benelux ganz gär mat. Ech soen lech Merci.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Kartheiser. An d'Wuert kritt elo den Här Innen- an Arméiminister Jean-Marie Halsdorf.

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dëse Memorandumsaccord ass, mengen ech, eng ganz interessant Initiativ, well se ass eenzegaarteg an der EU. U sech kann een et als Traité considérieren. Duerfir huet et och esou laang gedauert, bis mer effektiv dee Projet hei an d'Chamber kritt hunn. 2006 waren déi éischt Elementer.

Wann ech vun Eenzegaartegkeet geschwat hunn, da mengen ech domat, dass et deen eenzeg Traité oder Accord ass, deen trilateral ass. Et gëtt praktesch iwverhaupt keng Accorden, a wann et der iwverhaupt gëtt an der EU, da si se bilateral.

Duerfir wollt ech dem Här Kartheiser och soen: Gesitt Der, hei si mer awer schonn avantgardistes, wéi mer et och bei der Polizei sinn, wou mer och dat eenzeg Land sinn an Europa, wou et e Centre commun policier et douanier gëtt zwësche véier Staten: Däitschland, Belsch, Frankräich a Lëtzebuerg. An och hei si mer an Neiland.

Et soll jo am Fong geholl festgeluecht ginn, wéi déi dräi national Strukturen sollen zesummeschaffe bei Incidenten, déi iwwert d'Grenze ginn. Do ass et scho Virleifer ginn. Dee Grupp, deen ëmmer do geschafft huet, deen huet geheescht „Groupe catastrophes“.

(Hilarité)

An deen Numm - dee war scho ganz gutt -, duerfir heescht dee Grupp elo anescht, en heescht elo „groupe de travail Gestion des crises du Benelux“, an dee soll dann eben iwver eng modern, holistes, integrativ Approche all Secteuren am Fong geholl regroupéieren.

Et ass ugeschwat ginn: Atomkraftwierkskatastrophen, Naturkatastrophen. Zum Beispill am Seveso-Beräich gëtt et eng Direktiv effektiv, wéi een e Seveso-Betrib ze considéieren huet. Awer et gëtt keng Gestionsdirektiv. Also mécht et scho Sënn. An ech weess, dass geplangt ass, éischtens, deemnächst gemeinsam Exercicer ze maachen. Et hu schonn Exercicer stattfonnt bilateral. Do waren dann och Lëtzebuerger respektiv Hollänner oder Belsch derbäi, deemno wou et war.

Zweetens, et sinn technesch Arrangementer gemaach ginn. Dee Réseau, dee 24 Stonnen op 24, 365 Deeg d'Joer soll schaffen, dee funktionéiert. Do gëtt et eng Information mutuelle. Do si Leit designéiert. An do sinn och da Membere dovun notament de Service Information et Presse, d'Administration des services de secours an och den HCPN. Also, dat steet alles, an déi Leit gesi sech och regelméisseg.

Drëttens ginn deemnächst d'Korrespondenten definéiert, déi sollen an der Cellule de crise matschaffen, wann e Problem ass. Wann e Problem an Holland geschitt, wéi ee Belsch geet dohinner, wéi ee Lëtzebuerger geet dohinner? Wann een an der Belsch geschitt..., an esou weider. Dat alles leeft och.

Dir gesitt also, et si kloer Virstellungen do. Wat gutt ass: Dee Käschtel dovun ass null. Well déi Strukturen, déi elo bestinn, déi huelen dat Ganz mat duerch. Et gëtt also kee Coût supplémentaire. Just déi Käschten, wann eng kéier géif eppes geschéien, déi kommen natierlech.

A mir ginn dovun aus, dass déi Erfahrungswärter, déi mer hei kréien, vläicht iwver e Projet pilote an een EU-wäiteg Projet kënnen afléissen, well mer mengen, dass et wierklech derwärt ass, dës Démarche ze analyséieren a wierklech e permanente Monitoring ze maachen.

Mir wëssen och, dass verschidde Elementer vun deem Memorandum hei schonn a lokal Initiativen oder regional Initiativen agelaf sinn, sou dass ech muss soen, hei beweegt sech eppes.

An esou ass et och fir déi Froen, déi Dir, Här Kartheiser, och gestallt huet betreffend notament de Projet de loi iwwert den HCPN. Do gëtt dru geschriwwen a geschafft.

Wat d'Air Rescue ugeet, dat ass ee Partner, wéi et der vill gëtt an deem Beräich. Et muss ee kucken, wann een dat heiten elo opgestallt huet, wéi een déi Leit ka mat abannen.

An datselwech ass am Pompjees- a Rettungswiesen. Do wësst Der, dass mer eng Reform ustriewen. Ech wollt d'nächst Joer e Projet de loi hei an d'Chamber bréngen. A mat där neier

Struktur oder mat där gemeinsamer Struktur versiche mer dann eben, déi Kontakter, déi awer permanent sinn... Et gëtt permanent Échangen zwësche Lëtzebuerger Leit aus dem Rettungswiesen an der Belsch, zwësche Lëtzebuerger Leit aus dem Rettungswiesen a Frankräich an och mat Rheinland-Pfalz an dem Saarland. Et gëtt also do ganz kloer Kontakter, och um klengen Déngschtwee, wéi een dat esou nennt. Do gëtt et wierklech konkret Saachen. An et geet drëm, eng Methodologie ze kréien, fir dass déi da konsequent a kohärent zesummeschaffen.

Voilà, dat gesot, soen ech lech Merci fir Är Opmerksamkeet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Innen- an Arméiminister. Domadder wäre mer um Enn vun eiser Diskussioun a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dis- pense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6335 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert (par M. Félix Eischen), Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber (par M. Marc Lies), Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Scheuer), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Luyt (par M. Marc Angel), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Claude Adam), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox (par M. Félix Braz), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mer elo zum leschte Punkt vun eiser Ordre du jour, nämlech d'Proposition de loi iwwert d'Parteifinanzéierung. D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Spautz, Bodry, Braz a Gibéryen. D'Wuert huet elo den Auteur-rapporteur vun der Proposition de loi, den honorabelen Här Paul-Henri Meyers. Här Meyers, Dir hutt d'Wuert.

11. 6263 - Proposition de loi

1. portant modification de la loi du 21 décembre 2007 portant régle- mentation du financement des par- tis politiques;

2. portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

► **M. Paul-Henri Meyers (CSV), auteur-rap-
porteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesvorschlag 6263 ass an der Institutionskommissioun ausgeschafft ginn no den Diskussiounen, déi deiselwecht Kommissioun hat am Zesammenhang mat der Ausféierung vum Parteifinanzéierungsgesetz vum 21. Dezember 2007.

D'Kommissioun huet sech laang mat där Problematik ofginn an huet och d'politesch Parteien an déi Diskussioun matabezunn, sou wéi d'Kommissioun och d'Rapporté vum der Cour

des Comptes an d'Recommandatiounen an och d'Rapporté vum dem Groupe d'États contre la corruption vum Conseil de l'Europe - an Ofkierzung GRECO - sou wäit wéi méiglech an hiren Diskussiounen och berücksichtig huet.

Et kann ee festhalen, dass d'Gesetz vum 2007 verschidden Zilsatzungen hat. Dat waren enner anerem: d'Transparenz vun der Finanzéierung vun de Parteien ze verstärken, d'Onofhängegkeet vun de Parteien ze stärken, besonnesch, wat den Afloss vun de Privatentreprisen ugeet, d'Interessekonflikter ze vermeiden an de Parteien eng staark finanziell Hëllef oder e staark finanziell Akommes ze garantéieren.

D'Kommissioun konnt feststellen, dass déi Ziler wäitgehend erreecht si ginn, dass also d'Gesetz vum 2007, sou wéi et elo virläit, a senge wesentlechen Ausriichtungen och dat erreecht huet, wat virgesi war.

Allerdéngs war d'Kommissioun och der Meenung, dass et e puer Punkte gëtt, déi mussen méi kloer formuléiert ginn. Et muss een och derfir suergen, haaptsächlech fir de Reproché vum GRECO entgéintzekommen, dass och déi stroferechtlech Bestëmmungen e bësse méi visibel ginn, wéi se et bis elo waren. D'Kommissioun huet duerfir och bei der Redaktioun vun hirem Text sou wäit wéi méiglech déi Recommandatiounen berücksichtig.

Et kann ee festhalen - den Text huet dräi Deeler -, dass deen éischten Artikel sech mat den Ännerunge vum Parteifinanzéierungsgesetz vum 21. Dezember 2007 befasst. Fënnf Punkte gi geännert. Eng éischt Ännerung betrëfft d'Publikatioun vum Bilan a vun de Konte vun de Parteien.

No den Artikelen 6 a 17 vun deem jëtzege Text ginn d'Konten an d'Bilane publizéiert enger-säits op der Internetsäit vun der Chamber an anerersäits am Memorial B. Elo ass et awer esou, dass bei der Chamber déi Publikatioun geschitt ass, soubal wéi den Dépôt gemaach war, während d'Publikatioun vun de Konten an de Bilanen am Memorial eréischt geschitt ass, nodeem de Rapport vun der Cour des Comptes virlocht. Dat heescht, mat engem Retard bal op jidde Fall vu sechs Méint an nach méi. Dee Retard ass och vum GRECO ganz staark kritisiert ginn, an en huet och gefrot, dass déi Publikatioun misst méi séier gemaach ginn.

D'Kommissioun war der Meenung, dass déi zweegleiseg Publikatioun eigentlech kee Sënn mécht an dass et och kee Sënn mécht, fir eng Publikatioun am Memorial ze maachen, ee Joer nodeem d'Konten schon deponéiert waren. Duerfir hu mer proposéiert, déi Publikatioun am Memorial falen ze loossen, well et eigentlech kee Sënn méi mécht och am Hibleck dorop, dass jiddwereen op der Internetsäit vun der Chamber all d'Donnéen iwwert d'Konten an d'Bilane vun de Parteien direkt, wa se deponéiert sinn, kann akucken.

Eng zweet Ännerung betrëfft den Artikel 7, dee méi kloer formuléiert soll ginn. Den Artikel 7 gesäit vir, dass - ech zitieren hei den Text - bei enger falscher Deklaratioun d'Partei deen duebele Betrag un de Stat muss zrëckbezuelen.

Den Ausdrock „falsch Deklaratioun“ ass zweedeiteg. Ech explizéiere mech: Eng Deklaratioun ka falsch sinn duerch ee materielle Feeler, ouni dass domat d'Intentioun war, fir wierklech eng Fälschung ze maachen. Et kann ee sech geiert hu bei enger Zesummerechnung. Dat weess jiddwereen. Dat kann ee redresséieren. Den Text ennersheet also net, wéi en elo virläit, tëschent engem Iertum an enger wierklecher stroferechtlicher Handlung, wou ee bewusst eng Fälschung mécht, fir méi Geld vum Stat ze kréien. A mir hu versicht, déi zwou Méiglechkeete méi kloer ausereenzehalen.

Läit en Iertum oder e materielle Feeler vir, ouni dass eng bewusst Fälschung geschitt ass, muss selbstverständlech dee Betrag, deen ze vill bezuelt ginn ass, un de Stat zrëckbezuelt ginn, dee Moment, wou et festgestallt gëtt, nottamment vun der Cour des Comptes.

Läit awer eng bewusst Fälschung vir, déi duerch en Uerteel vum Strofericht dokumentéiert ass, da muss d'Partei deen dräifache Betrag vun deem, wat se onrechtméisseg krit huet, un de Stat zrëckbezuelen. Dee Moment ass och dat Zrëckbezuelen eigentlech eng Peine accessoire zu der stroferechtlicher Handlung, déi vum Gericht festgestallt ginn ass. Mir hunn duerfir och den Artikel 17 - do kommen ech nach derzou - an deem Sënn ofgeännert.

Drëtens, eng drët Ännerung betrëfft d'Donen. Hei gëtt haaptsächlech preziséiert, wat een enner „don en nature“ muss verstoen. Et ass net einfach - an dat hunn d'Parteien och zou-
ginn -, fir festzustellen, wat dann een Don en nature ass. De Conseil d'État huet souguer a sengem Avis - liest deen no, deen ass och e bëssen ironesch formuléiert -, gemengt, et sollt een d'Dons en nature ganz fale loossen, well se schwéier ze erfasse sinn. An e schwätzt vun der „corbeille bien remplie“, déi d'Membere

vun enger Partei bei engem Duerfest spendéieren an esou virun. Awer dat ass schon interessat, wat de Conseil d'État seet.

Mir sinn allerdéngs dem Conseil d'État op deem Punkt net gefollegt. Mir sinn der Meenung, dass, wann d'Donë kënnen evaluéiert ginn a wa se iwwer 250 Euro leien, se dee Moment och mussen als Don ausgewise ginn, well dat jo awer eng gewëssen Importenz huet. Domat sinn all déi kleng Déngschtleschtungen a Servicer, déi d'Membere vun enger Partei hirer eegener Partei leeschten, net méi als Donen ze considéieren, wat eigentlech och - dat huet jiddweree festgestallt - eng onméiglech Situatioun war, wat jo eigentlech net kann dee Moment richtig erfasséiert ginn. Ech wëll net do mat Beispiller dengen, well do kéint een der och vill bréngen.

Eng véiert Ännerung, déi et ze prezisiéieren gëllt, dat sinn déi Geldleschtungen, déi déi politesch Mandatairen opgrond vun hirem Mandat un hir ege Partei offéieren sollen oder mussen. Bei deene meeschte Parteien ass virgesinn, dass se en Deel vun deene Geldleschtungen, déi se opgrond vun hirem Mandat kréien, un d'Partei offéieren.

An deem Text, deen elo en vigueur ass, steet dran, dass déi Geldleschtungen ni als Don kënnen considéiert ginn. Deen Text ass vum GRECO kritisiert ginn. An och d'Membere vun der Partei waren där Meenung, dass, wann een do keng Limité setzt, da kéinten iwwert dee Wee Donen un d'Partei gemaach ginn, iwwert dee Moment als Donë brächten ausgewisen ze ginn. E Mandataire kéint also alles, wat en als Mandataire kritt, souguer deen duebele Betrag oder deen dräifache Betrag, ginn, ouni dass dat als Don considéiert gëtt ginn, wat natierlech och net de Sënn vum Text war.

Fir deene Remarqué vum GRECO och Rechnung ze droen, gesäit d'Kommissioun dann elo vir, dass an Zukunft déi Geldleschtungen, déi all Mandataire muss offéieren, vun der Partei selwer fixéiert ginn an engem offiziellen Dokument, sief et an de Statuten oder an engem Règlement interne, an dass dann all dat, wat dee Mandataire iwwert dat, wat d'Partei him imposéiert, un d'Partei offéiert, als Don considéiert gëtt an och als Don muss ausgewise ginn.

Fir déi do Bestëmmung ze kontrolléieren, mussen dann - dat steet zwar net am Text - awer all Parteien der Cour des Comptes mat hire Konten an hirem Bilan och déi dote Bestëmmunge vun hire Statuten oder dee Règlement interne mat ofginn.

Eng lescht punktuell Mesure ass d'Neifaassung vum Artikel 17. Do war bis elo d'Publikatioun virgesinn am Memorial. Déi fällt ewech. Déi gëtt duerch eng stroferechtlech Bestëmmung ersat. Dat ass keng nei penal Bestëmmung. Et ass een Hiweis, dass, wann d'Parteien d'Bestëmmungen, eenzel Bestëmmungen - nottamment bei den Donen - vum Gesetz net anhalen, dass dann d'Artikelen 496 1, 2 an 3 applicabel sinn.

De Conseil d'État huet mat Recht gesot, déi sinn de toute façon applicabel bei enger Fälschung, also braucht Der et net ze soen. Mir hunn et hei gemaach, well de GRECO eis drop opmierksam gemaach huet, dass déi Bestëmmungen net do waren. Si sinn do. Heimat gi se just méi visibel gemaach. Et komme keng nei stroferechtlech Bestëmmungen. Et gëtt just drop higewisen, et gëtt ee Verweis gemaach op déi doten Artikelen, déi de toute façon applicabel waren.

An engem Artikel 2 proposéiert d'Institutionskommissioun, d'Wahlggesetz vum 18. Februar 2003 ofzeänneren an den Artikel 93bis bäizefügen. Deen Artikel fixéiert d'Modalitéiten, no deenen déi politesch Parteien no de Wahlen d'Käschte vun de Wahlen kënnen bei der Chamber zrëckfroen, een Deel oder jee no de Modalitéiten. Déi Modalitéite stoungen elo am Règlement vun der Chamber. D'Chambersreglement ass awer keng Ausféierungsbestëmmung vun engem Gesetz. Duerfir hu mer gemengt, et wier besser, wann een déi Modalitéiten an d'Gesetz selwer géif setzen. A wa se ze prezisiéieren sinn, solle se duerch ee Règlement grand-ducal prezisiéiert ginn.

Den Text vum 93bis bréngt dann awer och eng Neierung. An dat ass, dass no der Kritik vum GRECO d'Kommissioun proposéiert, dass déi Bestëmmunge vum Parteifinanzéierungsgesetz, nottamment déi vun den Donen, och applicabel si bei der Finanzéierung vun de Wahlcampagnen an dass d'Parteien dee Moment och déi Donen, déi se während der Wahlcampagne kréien, matdeelen. Si misse se souwisou an hire Konten ausweisen, mä hei mussen se dee Moment och der Chamber, wa se déi Hëlfelefrückfroen, déi Donen, déi se kritt hunn am Hibleck op d'Wahlcampagne, da matdeelen.

An engem Artikel 3 schléit de Conseil d'État vir, dass dat Gesetz hei op den 1. Januar 2012 soll

a Kraaft treden, nottamment wéinst de Mesuren, déi d'Kontabilitéit vun de Parteien betreffen. D'Kommissioun ass selbstverständlech och mat deem Text d'accord. A fir dass den Text virum 1. Januar kann a Kraaft treden, muss en also och virum Enn vun deem Joer gestëmmt ginn.

An et ass dat, wat ech lech géif bieden, Dir Dammen an Dir Hären, fir deem Text zouestëmme, an zwar an där Form, wéi en eestëmme vum der Institutionskommissioun ugeholl ginn ass.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Auteur-rapporteur. An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Bodry agedroen.

(Interruption)

Den Här Klein intervenéiert am Numm vum Här Bodry.

Discussion générale

► **M. Jean-Pierre Klein (LSAP).** - Dir Dammen an Dir Hären, Merci dem Här Rapporteur fir säin...

► **M. le Président.** - Entschëllegt, den Här Spautz...

(Interruption)

Mä da fiert den Här Klein virun an da kënt den Här Spautz.

(Interruptions et hilarité générale)

► **M. Jean-Pierre Klein (LSAP).** - Här President, am Numm vun der LSAP-Fraktioun géif ech dem Rapporteur villmoos Merci soe fir säi prezise Bericht, e Rapport mat där Prezisioun, wéi mer dat vun him gewinnt sinn. D'Gesetzgebung vun 2007 ass vill méi kloer ginn. Mir kënnen roueg eisen Accord zu deem Projet de loi ginn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Sou, an elo kritt den Här Marc Spautz d'Wuert.

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, fir d'Éischt wëll ech dem Paul-Henri Meyers villmoos Merci soe fir seng Aarbecht an och fir säi Rapport. Et ass ze begrëssen, dass d'Gesetz vum 21. Dezember 2007 elo op verschide Punkten och clarifiéiert gëtt, wat noutwendeg ass. Den Artikel 7 - de Paul-Henri Meyers huet dat erkläert - ass ganz wichtig, well do dann och herno gekuckt gëtt mat den Dons en nature oder net en nature.

D'Parteien hu jo net méi spéit wéi gëschter de Rapport zougestallt kritt a solle jo elo Stellung huelen zu deene Saachen, déi am Rapport stinn. An do huet ee jo gemierkt, wéi wichtig et ass, dass déi Dons en nature definitiv géife kloergestallt ginn. Et si jo och bei sämtleche Parteien Kontrollen an de Lokalsektiounen gemaach ginn, déi och énuméiert ginn, sou dass et och wichtig ass virun allem fir eis Lokalsektiounen, dass dat gekläert ass, dass se wëssen, wou et higee.

Ech wëll mer awer erlaben, vun deser Plaz aus e puer Remarquen nach ze maachen. Mir mussen awer oppassen an desen Diskussiounen. Wéi dat elo ass, dat hu mer elo bei de leschte Wahlen festgestallt, dass do an de Proporzgemengen ëmmer méi fräi Lëschten untrieden. An do sinn dann déi Kollegen, déi mat offizielle Partei-lëschten untrieden, jo benodelegt, well déi mussen hir Konten opleeën, an déi, déi als fräi Lëschten optrieden an de Proporzgemengen, gi jo net kontrolléiert, weder vun der Cour des Comptes nach vu soss engem, wou awer d'Lokalsektiounen vun den etabléierte Parteien kontrolléiert ginn op déi Ausgabe respektiv op déi Recetten, déi se gemaach hunn. Dofir wier et wichtig, dass mer och eis doriwwer eng Kéier ennerhalen, fir dat, wat d'Proporzgemengen ubelaangt, wat misst gekläert sinn.

Et muss ee jo och wëssen, dass - aneschtens wéi bei den Europawahlen a bei den Nationalwahlen - jo am Wahlkampf d'Rückerstattungskosten nëmme spillen an de Chambers- an Europawahlen, an net an de Gemengewahlen. An do hu mer alleguerten, all Parteien, déi heibanne vertritt sinn, ëmmer gesot, dass nach ëmmer d'Gemengewahlen d'Urzell an d'Kärzell vun der politescher Demokratie wieren. An do misst ee sech och eng Kéier d'Fro stellen, wéi een dat och aneschtens ka maachen, wéi dat bis elo opgepasst gëtt.

En zweete Punkt, wou mer mussen oppassen, dat ass, dass d'Parteien net Strukturen an Ennerorganisatiounen maachen, déi juristesche getrennt sinn an domadder aner Moyenen hunn, fir awer kënnen Donen ze huelen an Donen ze kréien - awer just d'Mammepartei ka keng kréien. Do muss een och oppassen, wéi dat mat dem juristesche Punkt ass. Ech mengen, dat ass eng Fro, mat där mer eis och eng Kéier mussen beschäftegen. Sou wéi ech de GRECO an Zwëschenzäit an deenen doten Dis-



kussionne matkritt hunn, deene wäert dat spéitstens bei hirem nächste Bericht och afalen, fir domadder ze kommen.

Drëtens muss mer awer och oppassen, dass mer mat deem Gesetz net de Bénévolat an der Parteaarbecht futtimaachen. Net, dass verschidde Leit sech herno d'Fro stellen: Wann ech elo nach Caissier ginn, setzen ech da schon iergendwou a Problemer an hu scho Problemer, ier et lassgeet? Mä dass och de Bénévolat an de Parteien nach méiglech bleift, well mir si jo Membersparteien a mir hätte jo och gär, dass d'Leit sech kënnen am Bénévolat mat abréngen. Net, dass ee sech herno ëmmer muss froen: Wann ech mech elo an dee Comité mellen an do wier iergendeppes, dann hänken ech.

Ech mengen, dat ass wichteg. Och virun allem mir als Vollektspartei gesinn, dass déi, déi eng Membersparteien sinn, dass et do wichteg ass, och deene Leit déi Sécherheet ze ginn, fir dass se net Angschtgefüllere kréien: Wat ass dat elo, wann ech elo deen Don unhuelen oder wann ech elo déi dräi Thüringer oder véier Thüringer gegrillt hunn?

Dat, Kolleeginnen a Kolleegen, ware just déi puer Remarquen. Ech wollt awer kloer soen, dass mir selbstverständlech déi Proposition de loi vum Paul-Henri Meyers ënnerstëtzen an dass mer him och Merci soe fir déi Aarbecht, a selbstverständlech och der Kommissioun fir deen unanimé Vote. Ech hoffen och, dass dat hei esou heibanne gestëmmt gëtt, mä dass mer duerno nach eng Kéier an enger nächster Phas och iwwert déi aner Problemer nach schwätzen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Spautz. Als nächste Riedner ass den Här Braz agedroen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Merci, Här President. Ech well och am Numm vun der grénger Fraktioun dem Paul-Henri Meyers Merci soe fir säi ganz gudd schréfflechen an och mëndleche Bericht, deen en am Numm vun der Kommissioun gemaach huet. Ech mengen, mir sinn hei elo schon eng Weilchen amgaangen, net nëmme als Parlament, mä och mat de Parteien, déi Leit hei am Parlament hunn, iwwert des Problematik ze schwätzen.

Et ass richtig, dass de GRECO den Ustouss ginn huet. Dat hätt awer net misse sinn. D'Fro wéi déi, déi de GRECO opwerft, sinn an all Demokratie richtig Froen a wichteg Froen, déi ee sech muss stellen an déi ee sech och muss beäntweren. Et geet ëm Froen vun Transparenz. Et geet ëm Froen vu Konflikts d'intérêts. An et ass, mengen ech, zur Eier vun all Parlament, wann et sech mat dese Froen beschäftegt.

Mir hunn et gemaach ënnert dem Impuls vum GRECO, deelweis och ënnert dem Drock vum GRECO. Mat Momenter hate mer och d'Gefill, dass de GRECO säin Drock net gläichméisseg verdeelt iwwert déi einzell Länner, mä dass en den Drock méi punktuell verdeelt. Mä dat ass awer net schlëmm, well, wat dobäi erauskënnt, ass eppes, wat, mengen ech, fir eist Parlament keng schlecht Saach ass. Déi Regeln, déi mer eis ginn hunn, déi Regeln, déi mer elo e bëssen iwwerschaffen an e bësse verbesseren, mengen ech, maachen aus eisem Parlament eng besser Institutioun wéi virun.

Et sinn eng Rei Froen opgeworf gi vum Marc Spautz. Ech well déi net widerhuelen. Ech well der awer nach eng oder zwou drunhänken, iwwert déi mer eis och nach eng Kéier missten ënnerhalen. Déi eng Fro ass déi vun der Personalitéit juridique vun de Parteien. Dat hu mer schon diskutiert. Mä mir sinn net wierklech zu enger anerer Konklusioun komm wéi an der Vergaangenheet.

Ech mengen awer, dass den Trend awer dee wäert sinn, dass mer eis iergendwann eng Kéier an nächste Zukunft..., awer och do zum Deel aus deem, wat den Här Spautz opgeworf huet, vun deene politesche Gruppierungen, déi nëmme punktuell optrieden, do sinn natierlech Froen, déi gestallt bleiwen. Wann een déi wellt kënnen beäntweren, da muss et natierlech eng Äntwert sinn, déi fir sämtlech Parteien gëllt. Et kann net sinn, dass mer elo Ad-hoc-Léisunge géifen ustriede fir lokal Lëschtchen an deser oder där Gemeng.

Dofir menge mer als gréng Fraktioun, dass mer à terme net derlaanscht kommen, eis och mat der juristescher Form vun de Parteien zu Lëtzebuerg awer ze beschäftegen, ouni awer dofir iwwert d'Zil erauszuschéissen. Et soll een et awer net verkomplizéieren. Dee Wunsch no enger Debatt iwwert déi politesch Struktur ass kee Plädoyer fir eng Verkomplizéierung vun de Prozeduren.

Mir fannen als gréng Fraktioun, dass dat fir eis Lëtzebuergesche Gesetzgebung schwätzt, dass et relativ liicht ass, sech un enger Wahl ze be-

deelegen, wesentlech méi liicht wéi bei deene meeschten anere Länner an Europa, wou ganz vill Formalismus zum Deel verlaangt gëtt, fir sech kënnen un enger Wahl ze bedeelegen. Dat muss een, mengen ech, net ustrieden.

Ustriede soll een awer, dass een och bei der Fro vun der juristescher Form - wat kann als Partei gëllen? - sech nach muss Gedanken maachen. An ech mengen, dass déi Diskussioun och eréischt wäert clôturéiert ginn, wa mer se eng Kéier beäntwert hunn. Soulaang mer dat net maachen, wäert et eng éiweg Debatt sinn, déi mer virun eis schleefen. Dofir, menge mir als gréng Fraktioun, solle mer se féieren an och eng Kéier zu Enn bréngen.

Zweet Remarque: zu den Dons en nature. De Marc Spautz ass zum Deel drop agaan. Ech well awer nach en anere Volet opgräifen. An och an der Kommissioun, wou mer eis doriwver ënnerhalen hunn, huet déi gréng Fraktioun déi Fro schon opgeworf. Et gëtt och nach aner Dons en nature, déi am Moment net vum Gesetz erfaasst ginn: Ech schwätze vun der Lëtzebuergescher Press.

D'Lëtzebuergescher Press kritt vill Subventiounen, an dat muss och sinn, soss hätte mer déi Villfalt net an de Publikatiounen zu Lëtzebuerg. Dofir ass eise Marché ze kleng. Wann een awer esou vill Subventiounen kritt - a wéi gesot, ech fannen dat richtig -, da mengen ech awer och, dass ronderëm déi Momenter vun der Demokratie et iergendwou och muss en Neutralitéits- an Transparenzretour vun de Medienhaiser dann och ginn.

Well - kommt, mir maachen eis näischt vir! - déi Sonderbehandlung, déi verschidde Parteien an där Zeitung kréien, déi hinnen nosteet,...

(**Interruption**)

...Zeitungen - kommt, mir soe Presseorganer -, déi Behandlung, déi verschidde Parteien an deene Presseorganer kréien, déi hinnen nostinn, ass natierlech och en Don en nature. Dat ass vill Plaz, fir déi eegen Iwwerzeugungen duerstellen, fir déi een net muss bezuelen.

Elo wësse mir awer och als gréng Fraktioun, dass et net einfach ass, de Stréch ze zéien tëschent deem, wat Informatioun ass, legitim Informatioun, legitim Interêt vun enger Zeitung, an deem, wat an de Beräich eriwergereet vum net bezweifelbaren Don en nature. Wann ee kuckt, wéi vill Plaz verschidde Parteien a verschidde Zeitunge kréien, dann ass dat onbestreitbar en Don en nature. Kommt, mir maachen eis dach näischt vir!

(**Interruption**)

An ech mengen, dass déi Journalisten, déi do schaffen, dass dat deenen allermeeschten och penibel ass, dass se sech mussen all puer Joer erëm eng Kéier hienginn, fir während zwou, dräi, véier, fënnf Woche Saachen ze schreiwen, wou se wierklech fannen als Journalist, dass dat eigentlech net...

(**Interruption**)

...zu hirem Job gehéiert. Och doriwver muss mer eis eng Kéier ënnerhalen.

A wa mer an deemem Gesetz iwwert d'Dons en nature schwätzen, da soen ech ganz kloer fir déi gréng Fraktioun, dass mir mengen, dass déi Sonderbehandlung, déi verschidde Parteien an deenen Organer kréien, déi hinnen nostinn, fir eis evidenterweis ënnert d'Dons en nature fällt an dass op deem dote Punkt d'Diskussioun och net eriwver ass. Dat kann net sinn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Wann ee kuckt, wéi vill Subventiounen un déi Organer ginn - à juste titre -, da muss een awer och kënnen e Retour erwaarden dee Moment, wou d'Demokratie spillt, an och an där Period virun. Well mir kritiséieren allegueren an desen Deeg zum Beispill d'Wahlen a Russland a mir bezechne se als net fair, haaptsächlech well den Zougang zu de Medien net richtig organiséiert ass.

Elo hu mir keng russesch Verhältnissen. Dat well ech net gesot hunn.

(**Interruptions**)

Mä mir hunn nach awer trotzdem ronderëm d'Medien a ronderëm d'Wahle Froen, déi sech stellen. An och déi Diskussioun wäert esou laang net fäerdeg sinn, bis mer net eng Äntwert op déi Froen ginn, déi fir d'Demokratie a fir eis heibanne wichteg sinn.

(**Interruptions**)

An ech well nach zwou aner Froen drunhänken. Mir beschäftegen eis als Parlament vill mat der Fro vun der Parteiafinanzierung - zu Recht. Mä et gëtt nach aner Voleten, wou mer eis Demokratie kënnen verbesseren. An och domadder wäerte mer eis beschäftegen. Mir hunn elo domat ugefaangen. Dat ass d'Fro ronderëm d'Transparenz bei den Deputéierten, wou mer am Januar, spéitstens am Februar an der zoustänneger Kommissioun eis a priori wäerten

doriwver ënnerhalen, wat de Code de déontologie fir Parlamentarier soll sinn, wou mer och do muss Verbesserung maachen, dans le même ordre oder dans le même esprit, wéi mer et elo diskutéiere bei de Parteien a bei der Parteiafinanzierung.

Och do si mir als gréng Fraktioun der Meinung, dass et schätzeg muss goen, dass mer do net brauchen ze waarden, dass iergendee GRECO fir Parlamentarier sech mellet. Dee gëtt et awer schon, en heescht „Transparency International“. Mä ech mengen, och do kënnen mer aus eegener Kraaft eppes produzéieren am Beräich vun der Transparenz a virun allem och vum Conflit d'intérêts, well dorëms geet et jo.

Déi Transparenz déngt jo dem Conflit d'intérêts, fir dee visibel ze maachen, fir dass d'Wielerinnen an d'Wieler wëssen, wou se mat deem oder deem dru sinn. Net onbedéngt, fir eppes ze verbidden, mä fir einfach kloerzemaachen: Wou sinn Interessenskonflikter? Do muss mer och séier virukommen.

An datselwecht gëllt och fir d'Regierung a fir déi ganz Verwaltung. Do ass vläicht net d'Chamber gefuerdert, fir deenen hir Hausaufgab ze maachen. Mä och wann d'Regierung sech mat där do Fro wäert beschäftegen, ass dat keng Privatsaach vun CSV an LSAP, och wann déi grad zoufälleg elo d'Regierung bilden.

► **Une voix.** - Dat ass awer keen Zoufall!

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Och wann d'Regierung sech mat deene Froe beschäftegt, si mir der Meinung, dass och déi aner Parteien an d'Opinion publique e Recht hunn, sech och do mat an d'Diskussioun kënnen anzebréngen. Och do sinn nach Froen net gekläert. Et geet also net nëmme ëm d'Thüringer an ëm déi Zorte vun Dons en nature. Et geet nach ëm ganz aner, vill méi substanzuell Froen am Beräich vun dem Zougang zu de Medië bei de Wahlen, am Beräich vun de Konflikts d'intérêts fir Parlamentarier, awer och fir Regierungsmemberen a fir d'Verwaltung insgesamt.

Och zu deene Froe wäerte mer eis hoffentlech an deenen nächste Wochen a Méint ganz detailléiert äusseren an och hoffentlech zu Konklusiounen kommen an deemem Geescht, am Geescht vum Konsens, wéi mer et gemaach hu bei der Parteiafinanzierung, wou mer d'Estëmmegkeet ustrieden an et och fäerdegbruecht hunn, gutt Léisungen ze fannen. Ech ginn d'Hoffnung net op, dass mer et bei deenen aneren Themen, déi ech genannt hunn, och wäerte fäerdegbréngen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Braz. D'Wuert kritt elo den Här Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Ech mengen, mir als Partei, als ADR ware ganz frou, wéi mer 2007 dat Parteiafinanzierungsgesetz hei gestëmmt hunn, well mer virun ëmmer gesot hunn, datt et falsch ass, datt d'Partei sech missten iwwert Doné finanzéieren, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war, an domadder sech automatesch als Partei och eng gewëssen Ofhängegkeet ginn hunn.

Ech schwätzen elo net vun deene klengen Doné vun deemools nach e puer Honnert Euro oder e puer Honnert Frang, mä ech schwätzen och vu relativ substanzuellen Donen, déi déi Zäit un d'Partei gefloss sinn. Entrepreneuren oder Leit, déi substanzuell Donen un d'Partei fléisse gelooss hunn, déi hunn dat an der Regel net wéinst de schéine Gesichter vun de Politiker gemaach, mä déi hunn dat normalerweis mat Hannergedanken gemaach, a si hätten och gären iergendwéi eppes retour dovun.

Duerfir waren d'Parteien net méi onofhängeg - géif ech soen - vis-à-vis vun enger Rei vun Entrepreneuren, a mir hate jo an der Vergaangenheet genuch Fäll, déi dat bewisen hunn. Duerfir war et scho gutt, datt mer dat Parteiafinanzierungsgesetz gemaach hunn, wou d'Partei vun dem Stat, dat heescht vum Steierzueler direkt finanzéiert ginn.

Mä de Corollaire dovun war, datt dann awer op där anerer Säit keng Doné méi dierfte vun Entrepreneuren kommen, mä datt se, wéi d'Gesetz et virgesäit, nach kënnen vu physische Persounen kommen, mä datt déi da mussen public gemaach ginn, sou datt och jiddweree weess, wann Doné kommen, vu wat fir enger Persounen déi Doné kommen. Ech mengen, dat war de Corollaire dovun an dat war och wichteg. A mir waren eis deemools och heibanen alleguer eeng, fir an déi dote Richtung ze goen.

De Kolleeg Spautz huet hei d'Problematik opgeworf vun de fräie Lëschtchen, déi mer elo bei där enger oder där anerer Gemeng doruechter konnte feststellen. Et ass richtig, datt déi Lëschtchen kënnen am Fong Donen asammelen, well se ënner keng gesetzlech Kontroll

falen. Mä et muss een op där anerer Säit och soen, déi Lëschtchen kréie keng Suen iwwer eng Parteiafinanzierung. Duerfir, wann en heiget an et seet een, déi däerfen zum Beispill keng Doné méi kréien, da misst een och eng Regelung fannen, wéi een dann déi fräie Lëschtchen géif finanzéieren, wa se kandidéieren. Et kann een net soen, si kréie keng Donen, an Dir gitt hinne keen Ersatz dofir.

Ech sinn also och der Meinung, datt een do sollt eng Regelung fannen, fir datt déi net méi op Donen ugewise sinn - oder kréien oder net kréien -, mä datt déi och wéi all Partei missten d'Méiglechkeet kréien, iwwer eng Parteiafinanzierung kënnen hir Wahlcampagnen ze finanzéieren.

Doriwver eraus kann och eng Partei haut nach Doné kréien. Si brauch just op d'Parteiafinanzierung ze verzichten. Also, et ass also net, datt eng Partei keng méi ka kréien. Mä wann eng Partei mengt, si géif iwwert Doné besser liewen, kéint se dat maachen. Si muss dat natierlech dann no bausse public maachen, an da kann all Mënsch sech natierlech seng Gedanken maachen, wéi eng Partei géif op d'Parteiafinanzierung verzichten, well se iwwert Doné géif finanzéiert ginn.

E véierte Punkt, dee geet iwwert d'Dons en nature. De Kolleeg Félix Braz huet dat hei erkläert, an ech ka vun eiser Säit aus zu honnert Prozent eis domat d'accord erklären, wat de Kolleeg Braz hei gesot huet. Den Här Spautz huet a senger Interventioun vun Dons en nature och vun deene véier Thüringer geschwat.

► **Une voix.** - Grillinger!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ech mengen, de Problem wier net bei deene véier Thüringer bei den Dons en nature, mä e läit genau do, wou de Kolleeg Braz et gesot huet: E läit bei där indirekter Hëllef, déi d'Parteien iwwert d'Zeitunge kréien, déi hinne méi oder manner nostinn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - An ech mengen, wann ee weess, wat do a verschidde Zeitungen... An de Félix Braz huet gesot: 14 Deeg, dräi Wochen. Wieren et nëmme 14 Deeg, dräi Wochen! Mä et sinn der 365 Deeg am Joer,...

(**Hilarité**)

...wou verschidde Parteien an hiren Zeitungen, déi hinnen nostinn, permanent - permanent! - eng Campagne gemaach kréien. Dat geet vun de Fotoen iwwert d'Artikelen bis bei de „Gaart an Heem“. Wann ee vun hirer Partei President ass, da steet dee méi grouss do wéi en aneren. Also, do geet et systematesch.

Wann een dat misst, Här President, ëmrechnen a Geld, wat dat fir ee Wäert bréngt, dat wier net ze chiffrieren. Da wier déi ganz Parteiafinanzierung Peanuten am Fong vis-à-vis vun där Hëllef, déi een do kritt.

Ech soen och, déi gréissten Zeitung hei am Land, d'„Lëtzebuergesche Wort“, déi mécht jo awer fir d'CSV esou eng enorm Campagne joeran, joeraus,...

► **Une voix.** - Ah bon?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - ...déi ass net ze bezuelen.

(**Interruption**)

An do muss een och d'Fro stellen am Fong, ob do de Krees sech net zoumécht. Well déi Zeitung gehéiert net der CSV, sou vill wéi ech weess, gehéiert déi dem Bistum.

Do muss ech dann och d'Fro stelle vun der Ofhängegkeet oder Onofhängegkeet vu Parteien a Kierchen, wann deen Amalgam iwwer eng gratis Publicitéit iwwer hir Zeitung enger Partei zur Verfügung gestallt gëtt.

(**Interruption**)

Also ech mengen och, wa mer scho vun Dons en nature schwätzen, dann ass dat doten dee Fall, dee mer ee fir allemol och mussen eng Kéier diskutéieren, well do gëtt dee gréissten Abus bedriwwen. An et wonnert mech, datt de GRECO nach net dorobber gestouss ass, wou am Fong dee gréissten...

(**Interruptions**)

...Abus stattfënn an den Dons en nature. Mir wäerten och dorobber pochen, datt mer do eng Kéier eng Regelung kréien, déi korrekt ass. Déi kréien eng Pressehëllef vum Steierzueler a si hunn eiser Meinung no duerfir och eng Obligatioun, fir an enger gewësser Neutralitéit d'Partei wéi eis gesamt Gesellschaft ze behandelen. Si kréie se doudsächer net, fir partepolitesch Propaganda ze maachen - oder mir hätten eppes do falsch verstanen!



Dat gesot, Här President, wëll ech dem Kolleeg Paul-Henri Meyers Merci soe fir säi gudden Rapport. Mir wëssen, datt seng Rapporten, souwuel déi schréfftlech wéi déi mündlech, esou explizit sinn, datt kee vu mengem Virriedner an och ech eis am Fong hu missen direkt mat dem Gesetzestext befaassen. Dee war komplett hei a formidabel gutt erkläert ginn, sou datt ech vun eiser Säit aus awer och kann d'Zoustëmmung zu dësem Gesetzesprojet bréngen.

Ech soen Iech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Gibéryen. Elo kritt nach d'Wuert den Här Claude Meisch.

► **M. Claude Meisch (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mam Parteifinanzierungsgesetz vun 2007 hu mer hei zu Lëtzebuerg Neiland betratt, wat wichteg war dee Moment. D'Ambitioun war et vun der Chamber, fir den demokrateschen Débat ze animéieren, fir eng lieweg Demokratie ze hunn, sou datt d'Parteien, déi e Rôle an enger lieweger Demokratie ze spillen hunn, beim Meenungsbildungsprozess aktiv sech kënne bedeelegen, datt se d'Moyenë kréien, fir dat haut, esou wéi d'Demokratie haut fonctionnéiert, dann och kënne ze maachen.

Gläichzäiteg war et awer och d'Ambitioun vun deem Gesetz, fir e Stéck méi Transparenz kënne ze assuréieren, wat de Finanzement an de Fonctionnement vun de Parteien ubelaangt, a gläichzäiteg och e Stéck Chancëgläichheet ze garantéieren, datt jiddwereen, deen an engem

gewëssene Mooss mat enger gewëssener Masse critique wëllt untrieden, datt deen och d'Méiglechkeet huet, do an deem demokrateschen Débat da matzemaachen.

Mir hunn Erfahrung gesammelt am Laf vun deene leschten dräi, véier Joer. Et huet een elo gemierkt, datt eng Rei vu Lücken opstoe bliwwen sinn, an ech wëll se net méi alleguerten opzielen, meng Virriedner hunn dat eigentlech hei gemaach. Et war de Moment, fir deen Text do nach eng Kéier ze adaptéieren.

Gläichzäiteg hu mer dann och vu baussen nach eng Kéier eng Rei vu Rotschléi mat op de Wee kritt, deene mat dësem Gesetz wäert Rechnung gedroe ginn, wou mer eis e Stéck weider un international Transparenzregele wëllen upassen. Ech mengen, och dat ass e wichtegen an en noutwendege Prozess. Woubäi een zwar dach muss soen, datt an den Detaildiskussionen een ëmmer erëm gemierkt huet, datt dat A vu baussen dann awer heiansdo aner Envergure gewinnt war ze kontrolléieren, wéi mir dat hei zu Lëtzebuerg hunn, an datt eng Rei vu Recommendationen sécherlech net op - jo - déi Praxis, déi mer hei zu Lëtzebuerg am Alldag gelieft hunn, ëmmer esou ze applizéieren waren.

Et huet een awer festgestallt, datt et hei jo net ëmmer nëmmen ëm Tombolaslousen awer och gaangen ass a Cadeaue fir an d'Tombola an ëm Thüringer, mä datt et finalement awer och drëms geet, fir - jo - den Afloss vu grouse Lobbygruppen, dee virun allem iwwer Geldmoyenë ka geltend gemaach ginn, fir deen ze beschränken, an datt et éischter d'Iddi sinn, déi an der

Demokratie no vir solle kommen, déi eben och iwwer hei eng öffentlech Finanzéierung vun de Parteien kënne mat an engem groussen Débat sech Gehéier verschafen - Iddien, déi vun de Bierger solle kommen, déi vun de Wieler solle kommen, déi vun de Membere vun de Parteien solle kommen an doduerjer finalement zum Wëllensbildungsprozess hei an der Demokratie kënne bäidroen. Duerfir stëmmt och d'demokratesch Fraktioun dëst Gesetz.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Meisch. Domadder wäert mer um Enn vun der Diskussion a mir kéimen zur Ofstëmmung iwwert d'Proposition de loi.

Vote sur l'ensemble de la proposition de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Proposition de loi N°6263 ass ugehall mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert (par Mme Nancy Arendt), Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Lucien Clement), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber (par M. Marc Lies),

Lucien Weiler (par M. Marc Spautz), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Fernand Etgen), Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox (par Mme Josée Lorsché), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter (par M. Claude Adam);

MM. Jean Colombara (par M. Fernand Kartheiser), Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

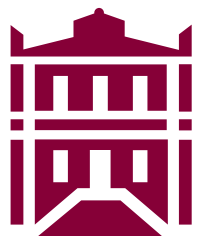
Et ass also esou decidéiert.

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um 9 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen.

(Fin de la séance publique à 18.23 heures)

Chamber TV och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vu 19:00 Auer un



SÉANCE 13

JEUDI,
15 DÉCEMBRE 2011

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydia Mutsch, Vice-Présidente

Sommaire

- Dépôt d'une motion par M. Norbert Hauptert
 - M. Norbert Hauptert
- 6232 - Projet de loi:
 - portant création de l'Agence pour le développement de l'emploi;
 - modifiant
 - le Code du Travail;
 - la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;
 - la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi;
 - 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet;
 - la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration;
- abrogeant la loi modifiée du 21 février 1976 concernant l'organisation et le fonctionnement de l'Administration de l'emploi et portant création d'une Commission nationale de l'Emploi
 - Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi: M. Lucien Lux
 - Discussion générale: M. Marc Spautz, M. André Bauler, Mme Viviane Loschetter, M. Gast Gibéryen, M. Serge Urbany
 - M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration (Mme Viviane Loschetter pose une question)
- Ordre du jour
 - M. le Président
- Nomination d'un médiateur
 - M. le Président
 - Vote secret (appel nominal)
- 6374 - Projet de loi portant
 - modification de l'article L.211-11 du Code du Travail;
 - modification de la loi modifiée du 17 février 2009 portant 1. modification de l'article L.511-12 du Code du Travail; 2. dérogeant, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L.511-5, L.511-7 et L.511-12 du Code du Travail;

- modification de la loi modifiée du 11 novembre 2009 1. concernant certaines mesures temporaires visant à atténuer les effets de la crise économique sur l'emploi des jeunes; 2. modifiant certaines dispositions du Code du Travail
 - Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi: M. Roger Negri
 - Discussion générale: M. Serge Wilmes, M. André Bauler, Mme Viviane Loschetter
 - M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration
- 5660B - Projet de loi concernant l'exercice de la profession d'avocat sous forme d'une personne morale et modifiant
 - la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;
 - les articles 2273 et 2276 du Code civil
 - Rapport de la Commission juridique: M. Gilles Roth
 - Discussion générale: M. Xavier Bettel, M. Alex Bodry, M. Félix Braz, M. Jacques-Yves Henckes
 - M. François Biltgen, Ministre de la Justice (M. Jacques-Yves Henckes pose une question)
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- Projet de loi n°6232 (suite)
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- Projet de loi n°6374 (suite)
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- Motion de M. Norbert Hauptert relative à l'opposition à l'initiative de création d'un Fonds européen pour la démocratie
 - M. Norbert Hauptert (renvoi en commission)
- 6333 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat
 - Rapport de la Commission juridique: M. Léon Gloden
 - Discussion générale: M. Jacques-Yves Henckes
 - M. François Biltgen, Ministre de la Justice
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- Discours de fin d'année de M. le Président
 - M. le Président, M. Lucien Lux, M. François Biltgen, Ministre de la Justice

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. François Biltgen et Nicolas Schmit, Ministres.

(Début de la séance publique à 9.00 heures)

► **M. le Président.** - Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Ech géif direkt d'Wuert dem Här Norbert Hauptert gi fir den Dépôt vun enger Motioun. Här Hauptert, Dir hutt d'Wuert.

1. Dépôt d'une motion par M. Norbert Hauptert

► **M. Norbert Hauptert (CSV).** - Merci, Här President. Am Numm vun de Kollegee vun dem Conseil de l'Europe wollt ech hei eng Motioun déposieren, well mer constatieren, dass elo vun der EU eng international Konventioun soll ënnerschriewe ginn am Kader vun de Politiques de voisinage de l'Union européenne, déi erëm en neien Organe, e „Fonds européen pour la démocratie“ géif an d'Liewe ruffen.

Mir mengen, dass an där ganzer Politik vun dem Voisinage Länner dra sinn, déi och am Conseil de l'Europe sinn, esou datt mer eis d'Fro stellen, ob esou en neit Organ noutwendeg wier. A mir géifen d'Regierung invitéieren, fir sech deem ze opposieren.

Motion

La Chambre des Députés,

- constate avec étonnement l'idée qui circule dans les enceintes européennes de créer un Fonds européen pour la démocratie, qui serait institué par une Convention internationale et s'inscrirait dans le cadre de la politique de voisinage de l'Union européenne;

- s'interroge sur la cohérence politique de ceux qui soutiennent une telle initiative en pleine période de crise budgétaire aiguë dans un grand nombre de pays membres de l'Union européenne, alors même que le Conseil de l'Europe remplit déjà cette mission;

- rappelle que la principale limite opposée au Conseil de l'Europe lorsqu'il entend exercer la totalité de ses missions est d'ordre budgétaire et s'étonne que cette contrainte disparaisse, dès lors que la démarche suivie s'inscrit dans le cadre de l'Union européenne;

- souligne qu'à l'exception du Belarus, les États concernés par le partenariat oriental de l'Union européenne appartiennent au Conseil de l'Europe et que celui-ci développe de très efficaces mécanismes de suivi («monitoring»);

- insiste sur le fait que l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a su dépasser la logique territoriale pour accorder le statut de partenaire pour la démocratie au Maroc et au Conseil national palestinien, répondant de la sorte aux objectifs de la politique étrangère de l'Union européenne;

- fait observer que le Conseil de l'Europe est la seule organisation multilatérale mondiale à avoir accordé un statut de partenaire aux ONG internationales, via la Conférence des OING;

- renouvelle son souhait que l'Union européenne ne duplique pas systématiquement et à grands frais les organes et politiques du Conseil de l'Europe, à l'image de l'Agence des droits fondamentaux ou de la création d'une nouvelle assemblée parlementaire internationale pour le partenariat oriental (Euronest);

- souligne que la création dans chaque État membre d'une nouvelle organisation, comme prévu en l'espèce, ici à Varsovie, répond certainement à une logique d'aménagement du territoire communautaire, mais en aucun cas à celle d'une politique rationnelle et respectueuse du contribuable européen;

invite le Gouvernement

- à s'opposer très fermement à une initiative particulièrement inopportune à l'heure où l'Union européenne avance sur la voie de l'adhésion à la Convention européenne des droits de l'Homme et que s'esquisse ainsi un rapprochement bienvenu entre les deux grandes organisations paneuropéennes.

(s.) Norbert Hauptert, Fernand Boden, Félix Braz, Lydie Err, Marc Spautz.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Norbert Hauptert. Mir kommen dann elo zum éischte Punkt vun eiseem Ordre du jour vun haut de Moien, nämlich dem Projet de loi 6232 iwwert d'ADEM. D'Riedezäit ass hei nom Modell 2 festgeluecht, an et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Spautz a Bauler, d'Madame Loschetter, den Här Gibéryen an den Här Urbany. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Lucien Lux. Här Lux, Dir hutt d'Wuert.

2. 6232 - Projet de loi:

1. portant création de l'Agence pour le développement de l'emploi;

2. modifiant

- le Code du Travail;

- la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

- la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet;

- la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration;

3. abrogeant la loi modifiée du 21 février 1976 concernant l'organisation et le fonctionnement de l'Administration de l'emploi et portant création d'une Commission nationale de l'Emploi

Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi

► **M. Lucien Lux (LSAP), rapporteur.** - Gudde Moien, Dir Dammen an Dir Hären.

(Interruptions)

Geet et lech gutt? Hutt Der gutt geschlof?

(Interruption)

Da sinn ech fro.

Léif Kollegeinnen a Kollegen, mir diskutieren de Moien d'Reform vun der ADEM a kommen domadder op d'Diskussiounen zréck, déi och an dëser Chamber an deene leschte Jore fir vill Diskussiounen oft gesuergt hunn an der Kommissioun; an déi sécherlech zu deene Reforme gehéiert, iwwert déi hei zu Lëtzebuerg bal am längsten, heiansdo iwwer 15, 20 Joer schonn diskutéiert gëtt. Si reit sech an an déi Aarbechten - an ech mengen, dat wärte mer de Moie sécherlech och diskutieren -, déi och an der Evaluatioun vun der Beschäftigungspolitik tout court ze féiere sinn. A mir hu jo duerno e Projet de loi nach ze diskutieren iwwert d'Verlängerung vun enger Rei vu Moosnamen, wou dat och ee Bestanddeel vun eisen Debatte wäert sinn.

Dat Arbeitsamt, wat mer haut kennen, zréckgeend op d'Reformen an d'Entstehung an de 70er Joren, ass sécherlech dréngend reformbedürftig gewiescht. Dat schonn nëmmen eleng opgrond vun enger Economie an engem Aarbechtsmaart, dee sech an dësem Land an deene leschte Joren extrem qualitativ a quantitativ entwéckelt huet an deen et méi wéi jee noutwendeg mécht, dass déi Aarbechtsmaartverwaltung net nëmmen eleng eng Gestiou vun Chômeuren a vun Demandeurs d'emploi mécht, mä dass se méi wéi jee e „Serviceprovider“ - géif een dat dann haut nennen - gëtt, deen eng aktiv, zilorientéiert, transparent Aarbechtsmaartpolitik méiglech mécht, deen derfir suergt, dass Leit, déi Aarbecht sichen, bei déi Aarbechtsplaze kommen, déi ugebuede ginn, an och heiansdo emgedréit derfir suergt, dass déi Plazen, déi fräi sinn, bei déi Leit kommen, déi op der Sich duerno sinn oder déi aarbechtslos sinn.

Wann een e puer Zuele fir d'Entwécklung vun eiseem Aarbechtsmaart a vun eiser aktiver Bevölkerung kuckt, da gesäit een am Joer 1980 - an et ass awer gutt, sech déi Zuelen eng Kéier virun Aen ze féieren - en Emploi salarié vun 137.000, haut bei ronn 340.000. An do derniewent, wann een d'Zuel vun de Frontaliere kuckt an deemselwechte Joer 1980, bei 11.900, an haut bei ronn 150.000, dann ass scho viles gesot iwwert d'Noutwendegkeet fir déi nei Verwaltung, d'Dieren an d'Fenster grouss opzemaachen, och iwwert d'Grenzen ewech grouss opzemaachen, fir hirer Aarbecht gerecht ze ginn, an dat och an engem Moment, wou och d'Chômagezuele vun 2% nach am Joer 1990 dach awer d'Tendenz hunn, fir op 7% eropzuegoen, wann een de Previsiounen, déi de Statec an anerer an dësen Deeg maachen, ka gleewen.

Déi enorm Verännerungen an der Struktur vun eiseem Aarbechtsmaart gesäit een och, wann een eenzel Secteur kuckt. Aus enger Stolindustrie, déi an de 70er Joren nach bal bis zu 30.000 Leit beschäftegt huet, sinn der haut - an ech schwätze léiwer net vun den Evenementer, déi mer an dësen Deeg nach erliewen - nach 5.000, 6.000 do, an emgedréit de Bankesecteur, deen dann déi Zäit an den 90er Joren net déi Entwécklung hat, mä bei 23.000 louch

an haut bei iwwer 40.000 Persounen läit, déi an deem Secteur schaffen.

Dat heescht, och déi Entwécklung do vun engem Secteur, vun der Stolindustrie, deen dominiert war vu Leit, déi manuell geschafft hunn, do gi mer haut vill méi an de Beräich vun de Servicer era mat Leit, déi aner Beschäftigungsprofiler hunn, an et muss sech deementsprechend och an där Verwaltung emgestallt ginn.

Mir hunn och d'Feststellung, dass e Chômage, dee laang Joren éischer e konjunkturellen Usaz hat, haut emmer méi ee strukturellen huet. A mir si jo scho laang geprägt vun deem Wuert vun der Inadéquatioun, déi mer op eiseem Aarbechtsmaart erliewen. Tëscht der Tatsaach, dass dëst Land an deene leschte Joren, souguer an de Krisejoren, emmer nach Aarbechtsplaze geschafen huet an e positive Saldo um Niveau vu sengem Emploi hat, an dass trotz allem de Chômage an d'Luucht gaangen ass, dat weist, dass vill vun deene Résidenten net déi Formatiounen, net déi Qualifikatiounen haten, déi noutwendeg waren, fir déi Aarbechtsplazen ze hunn, oder aneschters ausgedréckt, dass déi Résidenten net an der Lag waren, sech géint déi Konkurrenz aus der Groussregioun ze behaapten, déi emmer méi derzou gefouert huet, dass Frontalieren, gutt qualifizéiert, gutt motivéiert, déi Aarbechtsplaze geholl hunn.

Ech mengen, mat där Problematik huet och déi nei Verwaltung ze dinn a sech deementsprechend och opstellen, fir deem Beräich vun der Formatioun, vun der Weiterbildung méi Wäert ze ginn, wéi se dat bis elo nach mécht.

Mir hunn op där anerer Säit och bei de Constaten emmer erëm déi Feststellung - dat ass dann oft de Sproochgebrauch dobaussen -, dass d'Betribler sech emmer erëm driwwer opreegen, dass se vum Arbeitsamt net esou bedéngt ginn, net déi Leit kréien, déi se wierklech brauchen. Dat féiert natierlech och derzou, dass d'Umelle vun oppene Plaze beim Arbeitsamt onzufriedenstellend ass an deementsprechend och déi Verwaltung oft net an der Lag ass, fir hirer Aarbecht gerecht ze ginn, well de Kontakt mat der Welt dobaussen, mam Privatsektor, mä och mam öffentleche Sektor net esou gutt ass, dass en erlaabt, dass jiddwereen op deemselwechte Stand vun Informatioun a vun Informatioun vun oppene Plazen a vun Initiativen ass.

Och där Onzufriedenheet do, mengen ech, muss een entgéintrieden. An ech mengen, dat ass de Versuch, deen dës Verwaltungsreform och mécht.

Wann ech soen: Wat ass dës Reform, a wat ass se virun allem net, dann ass dat, fir emol un éischer Stell ze soen, dass all Text, dee mer hei stëmmen, gedëlleg ass. Gedëlleg an deem Mooss, dass et an Zukunft, wéi iwwerall, drop ukënn, wat déi Leit, déi muer an där neier Agence schaffen, mat deenen Instrumenter ufänken, déi se vum Gesetzgeber elo kréien.

Et geet also drëm, dat mat Liewen ze erfüllen. Et geet drëm, en Esprit ze hunn. An ech wëll direkt hei soen, well ech mengen, dat kënnen am Numm vun der Kommissioun ze soen, dass dat an de Verwaltungen oft ganz uewen am Kapp ugeet. An et ass ee vun de Punkten, déi jorelaang an der Kommissioun, schonn an der leschter Legislaturperiode an och dës Kéier, Bestanddeel vun eisen Diskussiounen waren, dass d'Regierung an den zoustännege Minister sech och d'Moyenë mussen ginn.

Mir iwwerloossen him, wéi en dat mécht, fir derfir ze suergen, dass mer eng Direktioun hunn, déi och deem Esprit bagarreur, deem Esprit d'ouverture, deem Esprit de transparence gerecht gëtt, fir derfir ze suergen, dass dat hei net lettre morte bleift, wat mer hei an dëst neit Gesetz aschreiven, mä dass se derfir suergen, dass dat och emgesat gëtt an dass deenen neie Méiglechkeeten dann och eng effikass Politik hannendrugestallt gëtt.

Mir hunn e Rahmengesetz hei, wat et soll erlaben, méi effikass, méi aktiv ze schaffen. Mä, wéi gesot, eleng d'Gesetz geet net duer, fir grondleeënd Ännerungen emsetzen. Dofir braucht et, wéi gesot, d'Mataarbecht an de Wëlle vun allen Acteuren, natierlech deenen an der Politik, natierlech bei deenen an där neier Agence, um Niveau vun der Direktioun a vum Personal, mä virun allem och bei de Patronen dobaussen, sief et privat oder öffentlech Patronen, déi opgefuerdert si mat dësem Gesetzestext, derfir ze suergen, dass se alles maachen, fir deene Leit, déi Aarbecht sichen, dann och deementsprechend gerecht ze ginn.

Ech géif och hannendrunhänken, dass et och drop ukënn, dass déi Leit selwer, déi Aarbecht sichen, och opgefuerdert sinn, alles ze ginn, en Esprit bagarreur ze hunn, fir derfir ze suergen, dass och si derfir suergen, dass se all déi Méiglechkeeten notzen, déi ugebuede ginn.

An ech géif bei deem Appel un déi doten och drunhänken, dass dat och oft en Appel ass un

d'Elteren, vis-à-vis vun hire Kanner derfir ze suergen, dass een net muss dovunner ausgoen, dass jiddwereen um städtesche Bus oder op der Eisebunn muss schaffen, mä dass, mengen ech, och am Privatsektor doriwwer eraus haut gutt Emploien ugebuede ginn, déi et erlaben, fir e gudde professionelle Wee ze goen. An ech mengen, dat ass en Esprit, dee bei jiddwerengem, deen an de Kapp muss sëtzen.

Ech wollt soen, wat et net ass. Mir maachen eng Verwaltungsreform a mir hunn dofir jo an der Kommissioun an och hei schonn am Ple-num virgëschter - de Kollege Claude Meisch an ech selwer d'lescht Woch bei de Budgetsdebatten - gesot, dass et noutwendeg ass, parallel och derfir ze suergen, dass mer eng seriö e effikass Evaluatioun maachen, déi jo amgaangen ass gemaach ze gi vu qualifizéierte Leit vun alle Beschäftigungsinitiativen, vun alle Beschäftigungsmoosnamen, déi mer an deene leschte Jore geholl hunn, fir sécher ze sinn - wat och d'Cour des Comptes jo schonn ugefaangen huet ze maachen -, dass mer net onnëtz Geld a Moosnamen erapampelen, déi sech erweisen, net där Effikasitéit an deem Zil gerecht ze ginn, firwat mer se hei gestëmmt hunn.

Déi Aarbecht, mengen ech, mussen mer maachen. Dofir hu mer jo virgesinn an der Beschäftigungspolitik - dat ass nach, mengen ech, eppes aneschters wéi dat, wat mer hei um Niveau vun enger Verwaltungsreform diskutieren -, dass mer dat am Ufank vun nächste Joer maachen, wann och vum Ministère éischt verlässlech Evaluatiounen virleien, fir där Aarbecht dann do gerecht ze ginn.

Ech wëll och soen, dass iwwert dat eraus, wat dës Reform duerstellt, de Minister jo derfir gesuergt huet, fir net op dës Reform ze waarden, fir um Niveau vun der Aarbechtsmaartverwaltung scho fir nei Initiativen, nei Schrëtter ze suergen.

Ech wëll drun erënneren, dass d'Astellung vu 35 neie Placeuren, muer „Conseillers professionnels“, mat Erfahrung och aus dem Privatsektor schonn amgaangen ass, emgesat ze ginn. Dat féiert dozou, dass fir déi al Placeuren - wann ech se esou kann nennen -, déi deemools em déi 600 bis 700 Dossiere pro Placeur hu missen traitéieren, déi Zuel drastesch wäert erofgoen op 200, 300 Dossiere pro Placeur. Dat sinn der nach vill, mä au moins ass et awer schonn en entscheidende Schrëtt an eng richteg Richtung.

Do derniewent, och erëm eng Kéier am Geescht vum Serviceprovider, deen déi nei Agence wëll sinn, d'Eröffnung vun dräi neie regionale Büroen - a sech souguer véier, wann een dee Stater mat derbärechent -, deen zu Diddeleng, deen zu Déifferdeng an deen zu Waasserbëlleg. Déi sollen derfir suergen, mengen ech, dass d'Kontakter och an de Regiounen net nëmme vis-à-vis vun deenen, déi Aarbecht sichen oder déi keng hunn, mä och vis-à-vis vun de Betribler kënnen dozou féieren, dass lokal, regional Initiative stattfannen, wéi et der an deene leschte Jore schonn emmer gouf.

Ech erënnere mech un déi Diddelenger, déi säit Laangem e sougenanntene Sommet de l'emploi an hirer Regioun gemaach hunn, wou d'Arbeitsamt och emmer derbäi war mat de lokalen Entrepreneuren, mat der Gemeng, mat allen Acteuren, fir wierklech ze kucken, sech géigesäiteg ze informéieren, géigesäiteg Iddien, Suggestiounen, Initiativen auszetauschen, wat emmer, mengen ech, gutt ass, fir an eng richteg Richtung positiv kënnen ze schaffen.

Bei den Haaptpunkte vun dëser Reform - ech wäert der eng Rei opzielen a maachen do net onbedéngt en Ennerscheid tëscht deem, wat Ännerunge sinn, déi direkt am Gesetzestext stinn, oder deenen, déi sech aus dem Exposé des motifs eraus erginn, déi net onbedéngt am Gesetzestext stinn; wat dat vu Politiken dann herno och sollt erginn.

Deen neie Vocabulaire, deen déi nei Aarbechtsmaartverwaltung kritt, déi dann „Agence pour le développement de l'emploi“ heescht, soll jo, mengen ech, och eng nei Philosophie erëmginn, ewech nëmmen eleng vun enger Chambre d'enregistrement vu Chômeuren an enger Verwaltung da vun Aarbechtslosegeld an esou virun, mä hin zu enger Philosophie vu proaktiver Aarbechtsmaartpolitik, tout en sachant - an ech mengen, och dat muss een hei soe bei dëser Geleeënheet -, dass d'Arbeitsamt oder muer d'Agence keng Aarbechtsplaze schafft, dass se keng Léierplaze schafft, mä ech mengen, dass se awer ee ganz wichtege Rôle ka spillen, fir, wéi ech et am Ufank gesot hunn, Aarbechtssicherer bei Aarbecht ze bréngen an emgedréit. Ech mengen, déi Aarbecht do an déi Verantwortung hält awer keen där neier Agence ewech.

An deem neie Vocabulaire spigelt sech och erëm, dass ee muer vun „Proposition d'emploi“ schwätzt an net vun „Assignment“, dass ee vun „Conseillers professionnels“ schwätzt an net vun „Placeuren“, dass een net vun „Demandeur d'emploi“, mä och vun „Client“ schwätzt. Ech mengen, alles dat soll eng nei Philosophie an en neit Denken an d'Käpp vun allen Acteuren, net nëmmen deenen, déi bei där neier Agence wäerte schaffen, mä och vun all deenen anere ginn, fir derfir ze suergen, dass mer en aneren Esprit kréien.

Zweetens hunn ech gesot - dat ass och wesentlech -, dass mer bei de Placeuren, déi haut zu 30 sinn, muer bei iwwer 70 wäerte sinn, déi als Conseillers professionnels wierklech och déi Erfahrungen aus dem Privatsecteur matbréngen, déi derfir suerge wäerten, fir geziilt a schnell Vermittlung ze maachen. Ech mengen, op déi Kompetenz, op déi Erfahrungen ziele mer, fir dass dee Flux do besser spillt, wéi dat bis elo de Fall ass.

Dréttens wäert et noutwendeg sinn, fir eng systematesch Weiterbildung vun deem Personal ze maachen. Dat wäert muer méi wéi jee - an ech soen net, dass dat haut net geschitt; d'Welt gëtt och net ganz nei erfonden, sécher net! -, mä ech mengen, dass et méi wéi jee verstärkt op d'Weiterbildung vun all deenen Acteuren an der neier Agence muss féieren an dass och d'Zesummenaarbecht vun där Agence mat den Agencen an der Groussregioun, an de Länner, an den Nopeschlänner méi wéi jee muss groussgeschriwwen ginn, wann ee weess, dass mer haut jo schonn an dem Remboursement vun Aarbechtslosegeld, mengen ech, dräi Méint fir Leit, déi Frontalier sinn, matbezuelen, mä dass virun allem à partir vum 1. Mee d'nächst Joer och d'Méiglechkeet besteet fir Frontalieren, sech enner gewëssene Konditiounen hei anzedoen.

Et ass mer gëschter gesot ginn, dass erwaart gëtt, dass dat bis zu 600 bis 800 Leit pro Mount kéinten am Ufank ginn. Wann dat sech bewahrheitet, da kéint do eng Aarbecht op déi nei Agence zou, déi natierlech och eng nei Erausfuorderung quantitativ, mä virun allem och qualitativ an hirer Aarbecht wäert sinn.

Véiertens ass et noutwendeg, nei informatesch Systemer méi wéi jee ze notzen. Ech mengen, och hei gëtt jo dru geschafft, fir e Regëster vu Beruffer a mat enger Rei vu Frostellungen, déi sech do drunhänken, ze schafen, e franséische Logiciel, deen amgaangen ass, mengen ech, installéiert ze ginn, fir och derfir ze suergen, dass ee sech nei Moyenné gëtt, déi schnell an effektiv derfir kënnen suergen, fir de Leit ze hëllefen.

Fënneftens ass et méi wéi jee - mä ech mengen, dat ass och an anere Gesetzgebung schonn ëmmer den Usproch gewiescht -, fir derfir ze suergen, dass ee vis-à-vis vun deene Leit, déi Aarbecht sichen, eng perséinlech an ugepasste Betreuer mécht, dass ee genau e Profil kann erstellen vun deene Leit, mat deenen een ze dinn huet: Wéi wäit si se wierklech an hirer Qualifikatioun, och an hirer sozialer Qualifikatioun, ewech vum Aarbechtsmaart? Wou si se situéiert? Wou kann ee se muer och am Aarbechtsmaart, um Niveau vum Aarbechtsmaart eran engagieren?

Ech mengen, déi Aarbecht do, déi Analys an d'Erstellung vun engem genaue Profil, och zum Beispill muer bei deene Leit, déi am Reclassement sinn, ass sécher eng vun de wesentlechen Aarbechten, déi opgrond vun engem Bilan vun de Leit dann och muss gemaach ginn.

Sechstens: nei a vereinfacht Aschreibungsprozeduren, déi sécherlech - an ech hunn dat gesot - an deenen nei regionale Büros méiglech ginn, mat dem Ennerschreiw vum enger Convention de collaboration, déi genau d'Aufgaben an d'Flichte vum Conseiller professionnel engersäits, a vun deem, deen Aarbecht sicht, anerersäits fixéiert.

Siwintens: déi nei opgestallten Direktioun, colégial Direktioun, mat dräi Memberen, engem Direkter, zwee Directeurs adjoints. Ech widerhuelen hei net nach eng Kéier dat, wat sécherlech och nach aner Kollege wäerte soen a wat eis déi leschte Kéier an der Kommissioun beschäftegt huet, wéi mer getagt hunn zesumme mat der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire an eng Analys gemaach hunn iwwert de Rapport, deen d'Cour des Comptes gemaach huet iwwer eng Rei vu Moosnamen an eng Rei vun Aarbechtsmethoden innerhalb vun der ADEM.

Ech muss soen, ech si jo laang hei an deem héijen Haus derbäi, ech hu selten ee Rapport gelies vun der Cour des Comptes - virdrun der Chambre des Comptes -, deen esou mam Fan-

ger gewisen huet op deen Defizit vu Kollaboratioun, op den Defizit, wierklech op d'Problemer zougeng a se net ënnert den Teppech ze kieren, net einfach d'Oueren, d'Aen an de Mond zouzemaachen a vun näscht eppes wëllen ze wëssen, wéi bei där aktueller Direktioun, déi mer an der ADEM hunn.

Dat ass net de la Responsabilité vun der Chamber, sech dorëm ze këmmen, dat ass déi vun der Regierung. Mä ech mengen, an der Ëmsetzung vun där Reform ass dat ee vun deene Punkten, wou mer dem Minister bonne Chance, bon Courage a bonne Solution wënschen, fir derfir ze suergen, dass vum Kapp un derfir gesuergt gëtt, dass déi Reform och hei wierklech an all hire Facetten an hanner all hire Kommaen och herno kann ëmgesat ginn a mer net esou Rapporten nees eng Kéier mussen liesen, wéi deen, dee mer vun der Cour des Comptes virun e puer Woche kritt hunn!

Aachtens sinn déi eenzel Servicer Servicer, déi mer engersäits kennen, an nei Servicer, déi derbäikommen, déi och weisen, wouhin d'Rees soll goen. Natierlech de Service vun de Conseillers professionnels, de Service fir den Développement de l'emploi a vun der Formation, mä och déi, déi derbäikommen: de Service vun de Salariés à capacité de travail réduite, de Service administratif, de Service vun den Employeuren, dee mir schéngt extrem wichteg ze sinn - d'Relatioun mat den Employeuren, wierklech dofir ze suergen! Hei lafen och elo haut schonn eng ganz Rei vun Initiative mat de Federatiounen fir, wéi ech virdru gesot hunn, d'Dieren an d'Fënstere grouss opzemaachen.

An ech mengen, et wäert och wichteg sinn, an deem nei gegrenntene Service vun Études a Recherchen déi néideg Statistiken an déi néideg Analysé vun eise Aarbechtsmaart ze maachen. Well nëmmen, wann ee genau Kenntniser huet vun deem, wat dobausse geschitt, wann een d'Evolutionen an der Zäit am Zäitraffer wierklech genau ka beobachten, kritt een och all déi Informatiounen, déi ee brauch, fir kënnen un de Schrauben ze dréien, wa Saache muss fir d'Zukunft aneschters agencéiert ginn.

Eeleftens, an ech mengen, dat war e wichtegen Deel och vun eisen Aarbechten an der Kommissioun, dee vun der Formation, dee vun der Weiterbildung: derfir ze suergen, dass dat, wat ech gesot hunn, déi Inadéquation ofhëlt, déi Tatsaach, dass mer vill ze vill Leit um Aarbechtsmaart hunn, déi iwwerhaupt keng Qualifikatioun hunn, deenen oft och déi sozial Qualifikatioun feelt, fir sech dobausse kënnen ze behaapten.

Dat geet schonn einfach domat un: Wéi ginn ech mech virstellen? Wéi schreiw ech eng Demande? Wéi schreiw ech e CV? Wéi behuelen ech mech an der Aart a Weis, wéi trieden ech einfach op? Ech mengen, fir all dat dote muss a villen Initiativen um Niveau vun der ADEM och gesuergt ginn, dass hi bis zu de Formationen och derfir gesuergt gëtt, dass de Betriber hei gehollef gëtt an dass virun allem deenen, déi Aarbecht sichen, gehollef gëtt.

Zwou nei Kommissiounen kommen an de Punkten 12 an 13, déi ech wollt kommentéieren. Engersäits eng nei Commission consultative, déi et erlaabt fir all déi Leit, déi um Niveau vun der Formation a vun der Formation continue sollen hëllefen, un engem Dësch ze setzen: déi, déi responsabel sinn an der Éducation nationale fir de Bereich vun der Formation professionnelle, natierlech déi am Ministère vun dem Travail, déi aus de CNFPCen, d'Delegéiert, den Délégué vun der Formation professionnelle genau wéi den Délégué vun dem Emploi, dem Emploi des jeunes, dass déi beieneen un engem Dësch setzen, fir kontinuéierlech kënnen un deenen Initiativen do ze schaffen.

Schlussendlech als dräizéngte Punkt d'Schafe vun enger Commission de suivi. Ech mengen, dat ass eng wichteg Neierung, déi dozou féiert erëm eng Kéier, dass d'Dieren an d'Fënstere grouss opgemaach ginn, fir dass vu baussen eran d'Sozialpartner d'Geleehheit kréien, fir an där ADEM do kënnen matzeschwätzen.

Engersäits d'Sozialpartner, an ech mengen dann d'Gewerkschaften, déi éischer de Souci da wäerten hunn, fir ze kucken: Wat muss een un d'Richtung vun deene Leit maachen, déi Aarbecht sichen? An natierlech och d'Federatiounen vun dem Patronat, déi e Bléck ginn - deen, mengen ech, och eminent wichteg ass -, fir derfir ze suergen, dass hei och aktiv a proaktiv ka geschafft ginn, wann nei Entreprisé kommen, dass sur le tas Formationen kënnen ugebued ginn, dass schnell ka reagiert ginn, fir derfir ze suergen, dass de Résident prioritär déi Aarbechtsplaze kënnen zougefouert ginn, ouni dass mer eis natierlech verschléissen deem Rôle, dee mer an der Groussregioun hunn als en dynamesch Aarbechtsmaart. An ech mengen, dat hu mer déi lescht Joren ëmmer och gemaach.

An där Commission de suivi sinn niewent de Sozialpartner awer och all déi Ministären, déi eng Roll ze spillen hunn, natierlech dee vun dem Emploi, mä och dee vun der Éducation nationale, vun der Formation professionnelle, vun der Économie, d'Responsabel vun der Pouvretéit, wat haut d'Famille dann ass, a mir hu jo och derfir gesuergt, och d'Économie solidaire, well mer mengen, dass dat e wichtige Bréckschlag um Aarbechtsmaart ass, dass och dee Ministère an déi Responsabel an där Commission de suivi solle vertratt sinn.

M. le Président. - Här Lux, Dir misst awer lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Lucien Lux (LSAP), rapporteur. - Kuckt, Här President, wann ech elo géif higoen an ech géif déi Zäit vum Rapporteur huelen an ech géif déi addéiere mat där, déi d'LSAP huet, a mir géifen déi zesummerechnen, da kéint Der mech nach e bësse schwätze loosse.

M. le Président. - Jo, dat ass ganz richtig, Här Lux. Mir hunn awer e Reglement, wou ech muss derfir suergen, dass et respektéiert gëtt, an dat Reglement gesäit dat leider net vir. Da muss mer dat Reglement änneren. Ech mengen, ech si ganz large. Dir hutt elo scho sechs Minutten iwwerzunn. Ech ginn lech och nach ganz gär déi eng oder déi aner, mä da muss Der awer zum Schluss kommen.

M. Lucien Lux (LSAP), rapporteur. - Soss kommen ech herno nach eng Kéier zrëck an da fueren ech da weider.

Une voix. - Voilà, voilà!

M. Lucien Lux (LSAP), rapporteur. - Bei den Avisé ginn ech net laang op d'Geschicht an, mä ech mengen, heibanne sinn der, déi an der Commission du Travail an der leschter Legislaturperiode scho länger an intensiv doriwwer diskutéiert hunn - d'Avisé vun der OECD, den Avis vum Médiateur, deen eng Rei vu Saache gesot huet an engem ganz gudden Avis, deen e gemaach huet, déi Avisé vun deem Cabinet de consultance, dee mer haten, „MindForest“, elo zum Schluss an déi zu enger Rei vun Amendementen nach gefouert hunn. Ech gi weider net an op déi eenzel Avisen, ech mengen, dat kéint Der a mengem schrëftleche Rapport dann noliesen.

Ech wëll bei den Aarbechte vun der parlamentarischer Kommissioun, eiser Kommissioun, Här President, wann Der erlaabt, ee Punkt awer nach eraushuelen, deen, mengen ech, wesentlech war an eisen Aarbechten. Niewent deenen Diskussiounen, déi mer haten iwwert d'Formation, iwwert d'Zesummeschaffe vun deenen eenzelnen Acteuren, hu mer eis laang ennerhalen iwwert d'Fro: Établissement public fir déi nei Agence oder net?

An der Regierungserklärung war nach virgesinn, en Établissement public ze schafen, an ech géif och menge kënnen hei ze soen - déi eenzel Riedner kënnen awer herno soen, dass se dat aneschters gemengt hunn, wann dat esou war -, dass och an der Kommissioun éischer ee Konsens gewiescht wär oder jiddefalls eng grouss Majoritéit gewiescht wär, fir an d'Richtung vun engem Établissement public ze goen.

De Minister huet eis duerno gesot, dass e bei dem Statut vun haut wéilt bleiwen. Engersäits, well en der Meenung war, dass d'Prioritéit haut wierklech de Souci wär, sech ëm den Aarbechtsmaart ze këmmen an net onnëtz Zäit an Energien ze verléieren, enner anerem och vläicht an engem Litige, deen et géif gi mat der nationaler Gewerkschaft vun der Fonction publique, mat Conciliatioun an esou weider. Mä zweetens, well en och der Meenung wär, dass den aktuelle Statut et géif erlaben, all dat, wat e sech virgeholl huet, ëmzesetzen.

Ech wëll am Numm vun der Kommissioun hei ofschléissend soen, dass mir de Minister sui-véiert hunn op deem Wee, bei deem aktuelle Statut ze bleiwen, mä awer, mengen ech, d'Meenung ausgedréckt hunn, dass een an e puer Joer - ech wëll keng Zuel elo hei fixéieren - soll e Bilan maachen a kucken, war dat wierklech esou, huet dat wierklech an deem aktuelle Statut zu deem gefouert, wat mer wollten, fir dann op déi Fro vun dem Établissement public eventuell bei enger nächster Revisioun zrëckzekommen. Mä à ce stade, mengen ech, wëlle mer emol kucken, ob dat geléngt, alles dat, wat ech elo opgezielt hunn.

An ech mengen, Här President, mat der Hoffnung, dass eng breet Majoritéit der ADEM haut eng nei Struktur an en neie Wee gëtt, an der Hoffnung, dass dorauser wierklech eng nei a proaktiv an dynamesch Aarbechtsmaartpolitik kéint, géif ech alle Memberen aus der Kommissioun an och dem Minister Merci soe fir déi vill Aarbecht, déi mer an deene leschte Joren zu där Reform hei gemaach hunn.

Merçi.

M. le Président. Merci dem Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz (CSV). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Alleréischte wëll ech dem honorabelen Här Lucien Lux Merci soe fir säin ausféierleche Rapport zur Reform vun der ADEM, souwuel wat déi schrëftlech wéi och elo déi mündlech Presentatioun ubelaangt.

Ech ginn a menger Interventioun net op all Detail vun dem nach virleiede Projet de loi an, mä wëll awer eng Rei vun Iwwerleeungen ustellen, déi sech éischts mat der ADEM als Verwaltung, zweetens mat der Problematik vum Chômage selwer an dréttens dem Encadrement vun de Chômeure beschäftegen.

An der leschter Woch hu sech Kollege vun anere politesche Parteei wéi och d'Gewerkschafte wéi och d'Patronat öffentlech zur Reform vun eise Aarbechtsamt geäussert, an et wier gutt, wann hir Kritik vun der Regierung, an do méi speziell vum Aarbechtsminister, net op déi liicht Schéiler géife geholl ginn. Och wann ech net all Iwwerleeung deelen, sinn eng Rei vun hire Remarquen dach pertinent an a mengen Aen och nach eng méi déif Reflexioun wäert.

Ech deelen allerdéngs net hir Konklusión, dass een de Projet de loi zum jëtzege Zäitpunkt sollt oflehnen, mä et ass wichteg, dass mer elo emol ukommen, an duerno huet een nach ëmmer Zäit, déi néideg Adaptatiounen ze maachen.

Zum éischte Punkt. Zënter Enn den 90er Jore klëmmt de Chômage zu Lëtzebuerg, an esou, wéi et ausgesäit, si mer leider nach net um Enn ukomm. Dëst ass virun allem fir déi, déi betraff sinn, eng schlëmm a sécher keng einfach Situatioun. E Mënsch, egal ob Fra oder Mann, dee seng Plaz verléiert, verléiert och e Stéck vu sengem wat eis däitsch Noperen „Selbstwertgefühl“ nennen.

Nieft deenen, déi hir Plaz verléieren oder verluer hunn, hu mir och eng Rei Jonker, déi keng Aarbechtsplaz kréien, keng Aarbechtsplaz fannen, entweder well se kee Schoulofschloss hunn oder hir Formatioun ass net um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart gefrot. A wann ee Stat, spréch eis Gesellschaft, et net fäerdegbréngt, dës Leit optimal an adequat ze encadréieren, da leeft eppes schif. Grad op des Erausfuorderung misst a sollt dese Projet de loi eng Äntwert ginn. Ob des Reform dëst dann och wäert fäerdegbréngen, dat wäert sech weisen. Ech hoffen et op alle Fall!

Wat sécher kee Geheimnis ass, ass, dass d'ADEM hire Missiounen an de leschte Joren net méi gerecht konnt ginn. Eleng de Chômage ze verwalten entsprécht net deem, wat een haut vun engem modernen Aarbechtsamt erwaarden dierf. Mir brauchen des Reform wéi den Amen am Gebiet, virun allem am Intérêt vun deenen, déi eng Plaz sichen, an och an eiser aller Intérêt, well mat engem weidere Klamme vum Chômage och d'sozial Kohäsioun hei am Land a Gefor ass.

Et ass keng einfach Saach, eng Administratioun wéi d'ADEM ze reforméieren, a wéi bei bal all gréisser Reforme wäerte bestëmmt Korrekturen néideg sinn. Mä wat sécher ass, ass, dass den A an den O vun där Reform, de Knackpunkt souzesoen, dee fir den Erfolleg oder den Échec vun der Reform steet, d'Gestioun an de Management vun neien Aarbechtsamt wäert sinn. Wann do sech näscht Fundamentales ännert, da läit eng eidel Schachtel um Dësch. Da kann des Reform esou vill gutt Usätz hu wéi se wëllt, da wäert se net gräife wéi se sollt, an näscht wäert sech konkret ännere fir de Chômeur do-baussen.

Den Aarbechtsminister muss dowéinst besonnesch grouse Wäert op d'Bestëmmung vun deem Comité de direction leeën an eng sécher Hand hunn, wann et drëms geet, déi richtig Leit ze nominéieren. Ech bleiwen optimistesich an ech hoffen, dass den Här Schmit do eng glécklech Hand wäert hunn.

Well vun deem, wéi d'Kompositioun vun där neier Direktioun, dem neien Team ass, hänkt all Succès vun där Reform of. Well et ass wichteg, dass, wann dat neit Gesetz kéint, déi nei Bestëmmungen ëmgesat ginn, dat dann och als Équipe ka gemaach ginn. An dat ass just méiglech, wann eng staark Direktioun do ass. Well wann d'Direktioun net weess, wouhin den Zuch fiert, wéi sollen d'Mataarbechter vun Aarbechtsamt wëssen, wou et higeet? Wéi soll hei e Chômeur kënnen gutt berode ginn, an net nëmmen informéiert?

De Management muss net nëmmen d'Richtung festleeën oder nei Impulser definéieren, mä e muss och der ganzer Verwaltung, de Mataarbechter d'Richtung erklären an déi nei Impulser vermëttelen. Eng Verwaltung, egal wat fir eng



Verwaltung, muss, wa se grondleeënd reforméiert gëtt, d'Mataarbechter an d'Reform abannen. Wat elo net heescht, dass, wat vläicht vun deene Mataarbechter kritiséiert gëtt, net soll kommen, mä dat heescht, dass ee mat de Mataarbechter schwätzt, dass ee mat hinne kuckt, wéi ee sech dat Ganzt virstellt.

Et muss een d'Mataarbechter op senger Säit hunn, et muss ee se iwwerzeegt kréien, net all eenzelnen an net op all Punkt am Detail, mä e moderne Management muss et fäerdegbréngen, seng Leit matzehuelen, seng Mataarbechter ze begleeden um Prozess vun der Weiderentwicklung vun dëser Verwaltung, dat heescht virun allem op intern Kommunikatioun an Transparenz setzen.

Et geet awer do net duer, eng intern Zeitung ze maachen, eng Charte des valeurs ze erschaffen an opzehänken, grouss Informationsversammlungen ofzehalen, mä et muss mat de Mataarbechter, mat de Servicer geschwat ginn. Si sinn et, déi eenzel Servicer, déi dat Ganzt um Lafen halen, an et ass un hinnen, fir dat och um Terrain kënnen ëmzesetzen, wat mir hei amgaange sinn ze stëmmen respektiv an enger hallwer Stonn wäerte stëmmen. Et ass un de Mataarbechter, de Kollaborateure vum Aarbechtsamt, déi dat herno am Alltagsliewe mussen ëmsetzen, a si mussen matgeholl ginn a si mussen vun deem iwwerzeegt sinn, wat mer hei am Gesetz festhalen, well soss ass et, wéi gesot, eng eidel Schachtel.

Fakt ass, d'Mataarbechter vun der ADEM, wann déi net vun der Reform iwwerzeegt sinn, wäert dee ganze Projet hei och keng Resultater bréngen. Dofir ass et esou wichtig, dass, wa mer hei de Réibau elo erstallt hunn, wann d'Gesetz gestëmmt ass, bei de Maueren, déi gebaut ginn, do och d'Mataarbechter vun der ADEM kënnen kräfteg mat upaken.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Här President, wat elo déi juristesche Natur vum neien Aarbechtsamt ugeet, do ass de Choix net op d'Form vun engem Établissement public gefall, obwuel dëse Choix an der leschter Legislativperiode ugeduecht a vun der deemoleger Chamberskommission recommandéiert gi war, mä do ass de Regime vun enger Statsverwaltung zréckbehale ginn. Ech wëll awer nach eng kéier soen, firwat deemools d'Iddi opkomm war, fir en Établissement public ze maachen, wéi nämlech bei eisen däitschen Noperen.

Do ass e Comité de direction do, dee sech aus deenen dräi Parteien zesummesetzt, wou och d'Patronen an d'Sozialpartner, also d'Gewerkschafte mat an d'Vertretung gezu ginn, an dat war d'Iddi, déi deemools hannendrustoung, fir esou e Begleetorgan, esou e Comité ze schaffen, fir dass och do aktiv souwuel d'Patrone wéi och d'Gewerkschafte sech hätte kënnen abréngen. Dat war deemools d'Iddi, déi hannendrustoung, fir dass déi Émwendung vum Aarbechtsamt sollt kommen.

D'Argument, dass d'Émwendung d'Aarbechtsamt op Joren dozou verdaamt hätt, sech nëmme mat sech selwer ze beschäftegen, wa mer dat gemaach hätten, hält a mengen Aen d'Strooss net ganz. Mä des Fro soll awer elo keng Prinzipifro ginn, vun där d'Ofstëmmung vum Text géif ofhänken. Ausserdeem huet d'Kommission an hirem Rapport jo zréckbehale, gegebenfalls op de Choix vun der Personalitéit juridique zréckzekommen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen elo méi zum zweeten an drëtten Punkt, déi enk matenee verknäppt sinn, an zwar dem Chômage selwer an dem Encadrement vun deenen, déi no enger Aarbecht sichen.

D'Loi organique vun der ADEM kënnt aus dem Joer 1976 an huet jiddweree vun de Chômeuren, déi deemools hei am Land waren, namentlech kann, well et waren der net vill, et waren der eng ronn 20. Mat där enger oder anerer Adaptatioun am Laf vun de Joren ass do näischt geschitt. D'Gesetzgebung ass net méi zäitgeméis an dréit weder dem Wandel vun der Gesellschaft nach där vum Aarbechtsmarkt Rechnung.

Esou huet sech d'Zesummesetzung vun de Salariaë geännert. Méi Frae si berufstäteg, et schaffen ëmmer manner Leit an der Industrie, et kommen all Dag méi Frontalieren op Lëtzebuerg. Op där anerer Säit, och wann eisen Emploi geklommen ass, sou ass awer och eise Chômage geklommen. All des Komponente bréngen mat sech, dass de Chômage hautdésdags net e Phänomeen ass, deen nëmme ze géiereen ass, mä dass aktiv muss mam Chômage ëmgaange ginn.

Et modernt Aarbechtsamt muss den Demandeur d'emploi, ob en elo Chômage kritt oder net, encadréieren, beroden, forméieren. D'Zil ass a bleift d'In- an d'Reintegratioun op dem Aarbechtsmarkt, an dat esou schnell wéi méiglech. Dass dëst net einfach ass, ass eng Tä-

saach. All Persoun ass anescht, huet hir Vuen an hir Virstellungen. Et ass awer d'Aufgab vum Aarbechtsamt, dëfir ze suergen, dass den Encadrement sech net nëmme op d'Verwalten, mä op eng reell Begleedung vum Chômeur ka fokusséieren.

Dass mer hei am Land e strukturelle Chômageproblem hunn, ass bekannt. Mä wat maache mer dergéint? Gëtt et eng fiabel a valabel Bestandsopnam vun den Demandeurs d'emploi, déi beim Aarbechtsamt ageschriwwen sinn? Wa jo, kann een déi kréien? Wann neen, firwat gëtt et déi net? Eleng d'Ausso, dass méi wéi 40% vun den Demandeurs d'emploi nëmme eng Obligation scolaire hunn, geet mir als Ausso net duer!

Fir kënnen besser en Demandeur d'emploi ze encadréieren an ze orientéieren, brauch een, menger Meenung no, op d'mannst den Detail, wat fir een Niveau scolaire, mat der geneeër Richtung vun deem Niveau scolaire, wou se hir Schoul gemaach hunn - well jo och ganz vill Leit do sinn, déi hir Schoul net zu Lëtzebuerg gemaach hunn -, wéi déi auslännesch Schoulbildung ze bewäerten ass a wat se op hirer leschter Schaff gemaach hunn a wat hir Sproochkompetenze sinn, well dat och eng ganz grouss Roll spillt um Marché de l'emploi.

Nëmme wann een des Informatiounen huet, ass et och méiglech, individuell mat jiddwerengem ze kucken, wéi Perspektiven um Aarbechtsmarkt fir des Persoun bestinn.

D'Zuelen, déi all Mount am Comité de conjoncture publizéiert ginn, sinn net detailléiert genuch, fir kënnen optimal ze handelen. Well wéi ass et soss erklärbar, dass d'Entreprise Leit mat enger niddreger Qualifikatioun sichen an et der ënner anerem Zégdäusenden awer bei der ADEM gëtt, déi gemellt sinn, an déi passen iergendwéi net openeen. An do muss mer kucken, fir dat och kënnen ofzeschaffen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et kann ee sech och emol d'Fro stellen: Wat geschitt mat enger Persoun, déi um Aarbechtsamt virstelleg gëtt? Gëtt déi Persoun esou begleet, dass se all déi Informatioun kriegt, déi se brauch, fir erëm um Aarbechtsmarkt Fouss ze faassen? Wat geschitt, wann Defiziter constatéiert ginn? Gëtt do zesumme mat hir an anere gekuckt, wat méiglech ass, a virun allem, wat realistesch ass? Well tëschent deem, wat méiglech ass a realistesch ass fir dee Betreffenen, dat sinn zwou verschidde Welten!

An deemem Kontext erlaabt mer, eng kuerz Klammer opzemaachen. Wat deen elo genannte Conseiller professionnel ubelaangt, geet et ganz sécher net duer, den Numm ze changéieren - ob et virun e Placeur war an elo ass et e Conseiller professionnel -, mä et muss een dat och mat Inhalt féllen, well et wichtig ass, dass déi Leit och wëssen, wat fir eng Aufgab a Verantwortung se hunn. Well et ass wichtig, dass déi Leit motivéiert sinn! An och nëmme e motivéierten, ob dat elo e Placeur ass oder ob dat an Zukunft e Conseiller ass, kann och aktiv hëllefen, déi Leit erëm op d'Aarbecht zréckzebréngen. Ech kann dofir och nëmme begreifen, dass de Recrutement vun de Mataarbechter sech net nom Prinzip vun de Statscarrière mécht, mä dass do versicht gëtt, nei Recrutementsweeër anzuschloen.

De Stat huet et bis ewell nach net fäerdegbruecht, Kompetenzen, déi ee sech net iwwer en Diplom, mä duerch Berufserfahrung ugéegent huet, adequat ze rémunéieren. Dat ass schued, well et gëtt ganz vill Leit, déi déi Matière do beherrschen am Alldag, mä déi net vläicht deen Diplom hunn, deen an enger Statscarrière virgesinn ass, fir kënnen op déi Plaz ze kommen. An dat wier gutt, wa mer och do déi Méiglechkeet hätten. Och dat war eng Ursach, firwat verschidde Leit ëmmer vum Établissement public geschwat hunn, fir dass mer déi Méiglechkeet hätten, och déi Leit esou anzustellen an esou ze rémunéieren, dass se och interesséiert wieren, op dee Posten ze kommen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Dir Dammen an Dir Hären, en aneren Aspekt, deen och anescht misst ugepaakt ginn, ass dee vun der Formation vun de Mataarbechter a künftige Mataarbechter. Zwar gëtt am Gesetzestext vu Formation geschwat, mä ouni weider Detailler an ouni Präzisierungen. Firwat net op de Wee goen an eng méi professionell Formation vun de Mataarbechter gesetzlech festschreien, wéi dat bei verschiddeenen Nopeschlänner de Fall ass, virun allem - wann ee vum Marché de l'emploi schwätzt -, wann ee bei enger ADEM oder engem Aarbechtsamt schafft.

Ech denken, dass hautdésdags eng Basisqualifikatioun, spréich e Bac, eng Première net duergeet, fir ze wëssen, wat op esou enger Plaz verlang ass, mä dass een och muss déi aner Aspekter, déi et an der Economie gëtt, déi an der Berufswelt Realitéit sinn, dass een och déi

muss wëssen, ier een op esou enger Plaz wéi op der ADEM kann zum Asaz kommen. Well et bréngt näischt, wann ee vun der Schoulbank kënnt an direkt dohinner geet an et weess een net, wat d'Realitäten um Aarbechtsmarkt sinn, et weess een net, wat d'Betriber dorënner verschaffen. Dofir wier et och wichtig gewiescht, dass mer d'Méiglechkeet hunn, och déi Leit, déi dat kennen an déi dat beherrschen, kënnen eranzehuelen.

Iwwert d'Kenntnisse vun der Berufswelt eraus ass et jo och wichtig, dass déi Leit wëssen, wat an der Berufswelt lass ass, an dass se och wëssen, wat d'Schoulsystemer an deenen anere Länner sinn, well jo awer och ganz vill Leit, déi a Lëtzebuerg gemellt sinn, net hire Schoulwee hei zu Lëtzebuerg gemaach hunn, mä an anere Länner - net nëmme den Nopeschlänner, mä och Länner, déi wäit ewech sinn -, dass een och weess, wat do lass ass.

D'Iwwerleung, déi ee muss hunn: Et muss ee jo och d'Betriber matagebonne kréien, et muss een et jo fäerdegbréngen, dass d'Employeuren eng Begeeschterung kréie fir d'ADEM, wat déi lescht Joren net ëmmer de Fall war. Well wann ee jo och weess, dass iwwer dräi Véirel vun deene Placementer, déi hei am Land gemaach ginn, laanscht d'ADEM lafen, dat heescht, dass déi net mat aktivem Baidroe vun der ADEM gemaach ginn, mä dass déi iwwer aner Weeër, iwwer aner Firmaen, iwwert d'Zeitunge gemaach ginn, ass et wichtig, dass een et fäerdegbréngt, och elo d'Patronat an d'Betriber dofir ze begeeschten, mam Aarbechtsamt zesummeschaffen, well nëmme da bréngen mer et och fäerdeg, eisen Aarbechtsmarkt esou ze gestalten, dass mer och erëm eng Chance hunn, fir d'Chômeuren do ënnerdaach ze bréngen.

En anere Problem vun eise Aarbechtsmarkt ass deen, dass déi Leit, déi zu Lëtzebuerg op der Sich no enger Aarbecht sinn, net qualifizéiert oder ënnerqualifizéiert sinn. Entweder hunn déi Leit net vill Schoule gemaach respektiv hu fréizäitig mat der Schoul opgehale, ier se iwwerhaapt en Diplom hate, oder des Leit hunn zwar e Schoulofschloss, eng Qualifikatioun, déi awer op eise Aarbechtsmarkt net méi onbedéngt gefrot ass.

Well Lëtzebuerg ass jo a verschidde Saache begrenzt mat deem, wat d'Offeren op verschidde Plazen ubelaangt, an zënter eise Wiessel an der Wirtschaft - dass mer manner en Industrie- oder en Handwierkerland sinn, mä méi eng Déngschtleeschungsgesellschaft - brauch eist Land einfach méi héich qualifizéiert oder héich spezialiséiert Salariaë, fir där ze fannen, wéi dass mer eppes hu fir déi Leit, déi keng Qualifikatioun hunn, déi awer ganz gutt manuell Aarbechter wieren. Mä wa keng manuell Aarbechtsplazen do sinn, da muss ee sech och bewusst sinn, dass et da méi schwéier gëtt, fir déi Leit ënnerdaach ze kréien.

Wann ee weess, dass 40% vun deenen ageschriwwene Chômeuren net iwwer eng Obligation scolaire kënnen ewechkommen, da muss ee sech och d'Fro stellen, ob et net méiglech ass, iwwer zousätzlech Formationsweeër - do sinn der jo bestëmmt och derbäi, wou net méi dran ass, mä et sinn der awer och vläicht derbäi, déi an der Zäit flauterte waren, oder wéi soll ech et nennen, an einfach gesot hunn, ech halen op, wou awer elo nach Matière grise do ass -, fir deenen och nach eng Qualifikatioun ze ginn, dass mer dat och fäerdegbréngen, déi op deen Niveau de qualification ze bréngen, deen an eiser Economie, an eiser Wirtschaft gebraucht gëtt.

Et ass wichtig, dass mer dat fäerdegbréngen, well op eise Grenzen, d'äers mussen mer eis bewusst sinn, do waarden der nach Dausenden, déi gären op Lëtzebuerg kommen. Mä ech mengen, et muss eis awer och prioritär drëm goen, ouni de Gedanke vun der Groussregion wëllen op d'Kopp ze geheien, dass mer awer och déi Leit, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen, dass mer déi op den Aarbechtsmarkt kréien.

Dofir ass et och wichtig, dass mer eng Orientatioun tout au long de la vie maachen, en nationaalt Konzept, fir eng kéier e Bildungshaus ze bauen, wou et wichtig ass, dass zesummeschafft gëtt tëschent dem Aarbechtsamt, dem Aarbechtsministère, de Classes moyennes, der Economie an der Formation professionnelle. Et ass och elo schon zesummeschafft ginn, mä dass een dat och vill méi kompakt mécht, well nëmme da bréngen mer et och fäerdeg, fir all déi Problemer unzuegoen. Well, wann d'Leit net déi richteg Formatioun hunn, fir op eisen Aarbechtsmarkt ze kommen, dann hu se och Problemer, fir hei eng Aarbecht ze fannen. An dat muss vill méi enk gefouert ginn!

Well déi Stammdeschgesprécher mat der mathematescher Rechnung: Mir hu 16.000 Chômeuren an et kommen all Dag 150.000 Frontalieren an d'Land; wann der 16.000 maner kéimen, da wieren déi 16.000 net hei a Lëtze-

zebuerg ageschriwwen, vollbeschäftegt. Dat sinn zwar mathematesch richtig Rechnungen, mä méi wéi d'Mathematik beim Comptoir ass awer guer näischt richtig dorunner!

(**Interruption**)

Ech sinn där Meenung, dass do déi Leit net déi Qualifikatioun hunn, a mir mussen, et ass eis Aufgab, Här Gibéryen...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - ...Dausenden, déi keng Qualifikatioun hunn...

► **M. Marc Spautz (CSV).** - ...awer net déi 16.000. 40% vun deene 16.000 hu keng Qualifikatioun. An deene Leit...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - ...kéinten awer 60% kréien.

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Dir kënnt Är Ausféierungen herno maachen. Dir hutt jo, wann ech richtig informéiert sinn, Är Riedezäit och nach virun lech, da kënnt Dir do Är Rechnunge maachen. Hei sinn déi Rechnungen, op déi ech mech elo baséieren, mat 40% vun de Leit, déi keng Qualifikatioun leider hunn.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Jo, jo, dat stëmmt.

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Et ass och wichtig, dass mer d'Aarbechtsamt och als Vermittler ugesinn. Et si verschidde Leit, déi mengen, d'Aarbechtsamt wier do, fir de Leit eng Aarbecht ze ginn. D'Aarbechtsamt ka keng Aarbechtsplaz schaffen! Dat ass net d'Aarbechtsamt, wat dat mécht, mä et ass d'Aarbechtsamt, wat se vermittelt. Dofir ass et och wichtig, dass mer alles maachen, fir dass mer nach weider Aarbechtsplazen hei schaffen; awer och Aarbechtsplaz schaffen, wou mer och Netqualifizierter kënne besser a méi ënnerdaach bréngen.

Wat de Projet, deen d'Regierung... D'Regierung wëllt jo elo vill méi een individuellen Encadrement vun den Demandeurs d'emploi maachen, an ech mengen, dass dat eng gutt Saach ass, an dat fënt och meng voll Ennerstëtzung. Ech hoffen och, dass mer schnellstméiglech Friichten dorauer wäerte kréien. Eis Economie ass am permanente Wandel, an déi Leit, déi eng Plaz sichen, brauchen oft eng Zousatzqualifikatioun respektiv souger eng nei Qualifikatioun. Aus deem Grond ass et och extrem wichtig, dass déi verschidde staatlech Instanzen nach besser matenee schaffen.

Här President, de Projet de loi huet trotz där enger oder anerer kritescher Remarque, déi ech gemaach hunn, den Accord vun der CSV-Fraktioun. Summa summarum ass et en Text, dee vill gutt Usätz huet, an e verdéngt et, gedroen ze ginn. Mä mir wäerten d'Aen drop halen an et ass wichtig, wéi den Här Lux och gesot huet, dass mer no zwee oder dräi Joer eng kéier eng Analys hei maachen an dann zesumme kucken, wat et bruecht huet, wat fir eng Problemer mer geléist kritt hunn a wat fir eng Problemer mer nach net geléist kritt hunn, an dann déi Adaptatiounen huelen, fir et dann nach méi richtig ze maachen, fir dass d'Aarbechtsamt an där heiteger Gesellschaft, déi mer hunn, dee gesellschaftleche Wandel ka matdroen. Well eleng mat der Ännerung vum Numm wäerte mer de Problem vum Aarbechtsamt a vun de Chômeuren net geléist kréien!

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Spautz. Als nächste Riedner an den Här André Bauler agedroen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Bauler (DP).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech géif fir d'Éischt emol dem Rapporteur Lucien Lux Merci soe fir säin ausféierleche schrëftlechen a mündleche Rapport. Ech wollt dann awer och soen, dass den Här Lux mech mat senger Remarque mat de Fënsteren an Dieren, déi hie grouss opgemaach wëllt gesinn am Kader vun der ADEM, un de Johannes XXIII. erënnert huet, deen...

► **Plusieurs voix.** - Ooohhh! Aaahhh!

► **M. André Bauler (DP).** - ...deen dat viru 60 Joer an der Kierch mat „Vatikan II“ initiéiert hat. Deemools koum et zu engem Wandel an der Kierch. Ob et awer zu engem Wandel an der Aarbechtsmarktpolitik kënnt, dat muss d'Zukunft nach weisen.

Lëtzebuerg war laang Joren an der glécklecher Situatioun, en niddregen Taux de chômage ze hunn. Laang Jore war de Chômage also heizuland just d'Saach vun deenen, déi duerch hir ongenügend Qualifikatioun oder duerch aner Ursache sech net an den Aarbechtsmarkt integriere gelooss hunn.

Et huet eigentlech geschéngt, wéi wa mer eis déi doten Aarbechtslosegkeet leeschte kéinten. Mir hunn eis dacks als Insel gesinn, déi vun der Massenaarbechtslosegkeet verschount bléif. De wirtschaftleche Wuesstum huet eis dann och erlaabt, de Phänomeen vun der Aarbechtslosegkeet sozial a finanziell ofzefiederden. Dat ass eis gelonge bis dee Moment, wou d'Wirtschaftsgebai vu Lëtzebuerg éischt Réss gewisen huet, dat war esou géint d'Joer 2005. A wéi dunn 2008/2009 d'Finanzkris koom, dunn huet de Chômage och ëmmer méi a méi Leit mat gudder Ausbildung betraff.

Fir déi concernéiert Leit ass de Chômage eng Katastroph, en individuellen Drama: Vun engem Dag op deen anere verléiert dee Betroffene seng Planungssécherheet, och a grad op finanzielle Plang. Vun engem Dag op deen anere geet engem säi Selbstwürdigkeet, dat een duerch seng Aarbecht kritt, verluer. Vun engem Dag op deen anere gëtt engem seng Plaz, säi Stand an der Gesellschaft, deen haut zu engem groussen Deel iwwer d'Aarbecht respektiv iwwer de Beruff definéiert gëtt, gëtt dee massiv ënnergruuen.

Wat fir Ausmoossen d'Katastroph vum Chômage an de leschte Joren zu Lëtzebuerg ugeholl huet, sollen e puer Zuelen ënnersträchen: Innerhalb vun zéng Joer ass d'Zuel vun de Leit op der Sich no enger Schaff ëm bal 10.000 geklommen, vu 4.832 am September 2001 op 14.634 am September 2011. Den Taux de chômage ass geklomme vun 2,5% 2001 op 5,9% 2011. Rechent een déi Leit derbäi, déi de Moment an enger Beschäftigungsmaassnam sinn, da klëmmt d'Zuel vun de Leit op der Sich no Aarbecht op 18.821 Persounen!

Knapp d'Halschent vun de Leit ouni Aarbecht hunn e Qualifikationsniveau, deen emol net der obligatorescher Schoufflicht entsprécht. 16% vun de Chômeure sinn ënner 26 Joer al, 41,7% vun deene Betreffende siche scho méi wéi zwielef Méint no enger Aarbecht. D'Dépense vum Fonds pour l'Emploi hu sech an de leschten aacht Joer méi wéi verduebelt: vun 263 Milliounen am Joer 2003 op 547 Milliounen fir 2011. Dat muss ee sech emol eng kéier a Frangen op der Zong zergoe loossen, dat sinn ëmmerhin 22 Milliarden al Frangen.

All dës Problemer sinn zënter Jore bekannt, dogéint gouf awer nëmme wéineg ënnerholl. Et gouf effektiv keng Zilstrebe, koordinéiert, determinéiert, jo offensiv Politik fir d'Bekämpfung vun der Aarbechtslosegkeet. Et schéngt, wéi wann de politesche Wëlle bei der Regierung net do wier, fir dës Problem wirklech unzegoen. 2004 huet d'LSAP nach plakatiert: „70% méi Chômage, mir paken et un!“ Wann een d'Zuele vun 2004, 8.242 am Juli 2004, mat deene vun haut, knapp 15.000, vergläicht, da kann ee just soen: Dir hätt besser gehat, d'Fanger ewechzeloossen.

Här President, de Lëtzebuerger Aarbechtsmaart huet an de leschte Jore grouss Verännerunge matgemaach. Op där enger Säit hu mer e spektakuläert Uwuesse vu Grenzgänger an op där anerer eng rasant Entwécklung um Dëngschtleeschtungssektor, vum tertiäre Sektor. Dës zwee Facteuren, zesumme mat enger Demande no ëmmer méi Qualifikatiounen, hunn zu engem strukturelle Chômage am Land gefouert. Déi zwee Haaptproblemer a Saache Chômage spigele sech an där héijer Zuel vu Leit mat ganz geréng Qualifikatiounen an an deem héijen Undeel vu Laangzäitaraarbechtslosen erëm. Derbäi kënn nach de Problem vun héije Jugendchômage, deen an de leschte Jore spierbar eropgaangen ass. Dës dräi Problemer sinn dann och d'Erausfuorderung, d'Haapt-erausfuorderung souzeseen un d'Aarbechtsmaartpolitik. Un dësen dräi Problemer muss sech eng erfollegräich Aarbechtsmaartpolitik moosse loossen.

Här President, mir als Demokratesch Partei hu grouss Zweifel, dass déi geplangte Reform vun der ADEM dës Problemer ka léisen, respektiv dass domadder de Problem vum Chômage generell ka wierksam bekämpft ginn. De Reformprojet vun der Regierung ass an eisen Ae beschtefalls e klunge Schrëtt an déi richteg Richtung. Sécherlech ginn e puer Punkte verbessert, wéi zum Beispill d'Verbesserung, d'Opstockung vun den informatesche Mëtzel bei der ADEM.

Villes am Projet bleift awer vag respektiv besteet just aus Absichtserklärungen, wou net kloer ass, wéi dës konkret sollen emgesat ginn, respektiv ob se tatsächlech eppes zur Bekämpfung vum Chômage wäerte bäidroen. D'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers kommen an hirem gemeinsamen Avis zur Konklusioun: «...la réforme de l'ADEM risque en définitive de rester une „réformette“, sans réel effet de changement radical sur le marché de l'emploi.»

1996, also viru 15 Joer, huet d'Fiduciaire générale du Luxembourg en éischten Audit vun der ADEM gemaach. Déi wichtegst Konklusiounen aus dësem Audit si folgend: d'Qualitéit vun den Dëngschtleeschtunge vun der ADEM entsprécht net den Erwaardungen; d'ADEM kennt d'Chômeuren net gutt genuch; d'ADEM kennt d'Besoinë vun den Entrepreneuren net gutt oder net wirklech; d'ADEM informéiert net gutt genuch; déi personell an informatesch Capacitéite vun der ADEM ginn net duer.

D'Konklusiounen aus dësem Audit ginn haut, also 15 Joer duerno, vun der Regierung als Begrënnung fir déi virleidend Reform ugefouert. 15 Joer, an deenen déi successiv CSV-Aarbechtsministere beschtefalls Gepléischters a Saache Bekämpfung vum Chômage respektiv Reform vun der ADEM bedriwwen hunn. 15 Joer, an deenen d'Problemer, d'Defiziter vun der ADEM bekannt waren a wou näischt Wesentlech ënnerholl ginn ass!

Här President, wéi dréngend eng Reform vun der ADEM ass, léisst sech net nëmme un deenen héije Chômagezuelen oflesen, mä och un der schlechter Performance vun der ADEM an der Vermëttlung. Dat gouf ganz offensichtlech, wéi mer de Rapport vun der Cour des Comptes virgeluecht kruten. Grad emol 7% - esou konnt een am Exposé des motifs vum Gesetz, vum Gesetzesprojet noliesen - vun de vermëttelten Aarbechtsplaze sinn op eng direkt Vermëttlung vun der ADEM zréckzeféieren: 7%!

Wann ee sech dës Gesetzesprojet ukuckt, da freet ee sech: Ass dat hei dann elo eng fundamental Reform? Gëtt et mat dësem Text eng aktivéierend Politik, eng Politik, déi de Chômeur vun éischten Dag un a Bewegung setzt an hie begleet? Wouranner läit dann elo de Mehrwert, d'Plus-value vun dëser Reform? Wat wäert sech heimadder spierbar veränneren?

De virleierende Projet riskéiert eiser Meenung no, an der Schinn vum Gepléischters an dem Etiketteschwindel ze bleiwen. Wann een d'„Administration de l'emploi“ - an de Kolleeg Marc Spautz huet och drop higewisen - an „Agence pour le développement de l'emploi“ ëm benennt a wann een nei, chic Termé wéi „conseiller professionnel“ oder „consultant“ benotzt, dann hëlleft dat haaptsächlech, d'Feele vun engem Gesamtkonzept ze iwwerdecken. Et weist, dass dës Projet awer nëmme Gepléischters ass, an et ass ze fäerten, dass et nees net zu engem grondleeënde Wandel an der Chômagebekämpfung kënn.

De Statsrot entlarvt dann och dësen Etiketteschwindel a sengem Avis, wann e schreift: «En matière d'illusions, la nouvelle appellation „Agence pour le développement de l'emploi“ est significative. Aux yeux du Conseil d'État, c'est toujours l'économie qui crée et développe l'emploi.» Och de Lucien Lux huet virgëschter an engem Interview an der Dagespress gemengt - ech zitieren de Lucien Lux: „Auch die neue ADEM wird keine Arbeitsplätze, keine Lehrlingsstellen schaffen.“ A wou de Lucien Lux recht huet, do huet e recht, an d'Demokratesch Partei gesäit dat genau sou!

D'Kreatioun vu regionalen Agencë vun der ADEM an d'Eropsetze vun der Zuel vun de Placeure gëtt vun der Regierung gären als grouss Innovatioun duergestallt. Or, et ännert sech näischt, wann ech déiselwech onwierksam Politik op méi Plazen am Land maachen. Et ass kengem Chômeur wirklech gehollef, wann e sech zu Déifferdeng oder zu Waasserbëlleg bei der ADEM kann aschreiwten, wann hannendru weider kee personaliséierte Suivi vu sengem Dossier stattfënt.

Och menge mir, dass een dës Initiativen hätt missen an dee ganze Reformprojet abauen, amplatz Hals iwwer Kapp 35 weider Placeuren anzustellen, ouni e geneet an definitiivt Konzept mat engem geneeë Profilage vun de jeeuweiligen Acteuren virleien ze hunn. Et goufen Entscheedunge geholl, ouni dass e Konzept bestanen huet, wéi déi bestehend Struktur an Zukunft soll besser a virun allem wesentlech méi zilorientéiert genotzt ginn.

An dësem Kontext muss ech och drop hiweisen, dass vun 2012 un och d'Frontaliere kënnen op d'Servicer vun der ADEM zréckgräifen. Dat wäert - an et ass gesot ginn - eng Steigerung vum Aarbechtswolumen fir d'Placeure mat sech bréngen. Déi 35 zousätzlech Leit kéinte sech also séier als déi berühmten Dréps op de waarme Steen erweisen.

Här President, wéi wëllt een eng aner Aarbechtsmaartpolitik maachen, wann een emol net déi bestehend Mesuren op de Leescht hält an op hir Wierksamkeit analyséiert?

Mir hunn eng Hällewull vu Mesuren, wou kee Mënsch méi en Iwwerbléck driwwer huet. Dës Moosname goufen zu ënnerschiddlechen Zäitpunkten agefuert, wou punktuell gann ënnerschiddlech Besoinë bestanen hunn. Si goufe verlängert, modifizéiert, oder - wat dacks de

Fall war - einfach ausgebaut. Eng déif gräifend Analys vun de Mesurë steet awer weiderhin aus. Dës Analys ass an eisen Aen awer eng vun de wesentleche Viraussetzungen, fir eng wirklech Reform vun der ADEM respektiv vun der Aarbechtsmaartpolitik an Ugrëff ze huelen.

Eng éischt Analys vun de Mesurë läit vir. Am Summer vun dësem Joer huet d'Cour des Comptes an engem Spezialrapport verschide Mesuren ënnert d'Lupp geholl. D'Konklusiounen vun der Cour waren zum Deel vernichtend, quasi eng Bankrotterklärung fir d'Aarbechtsmaartpolitik an dësen Joren.

Ech wëll hei nëmme e puer vun deene wichtegste Punkten aus deem Rapport opzielen, dem Rapport vun der Cour des Comptes:

- Convention d'activation individualisée - CAI: «La Cour constate que l'objectif de la loi, qui est de proposer à chaque demandeur d'emploi une CAI dans un délai déterminé, n'a pas été atteint.»

Op d'Fro vun der Cour des Comptes, ob d'CAI zu enger méi fréier Aktivéierung vun den Demandeurs d'emploi gefouert hätt, huet d'ADEM geäntwert, dass si net à même wier, dës ze evaluieren.

- Zum Contrat d'appui-emploi - CAE: Och hei konnt d'ADEM keng Äntwert drop ginn, ob den Objectif, d'Zilsetzung vun dëser Moosnam, nämlech d'Employabilitéit vun deene Jonken ze verbessern, konnt erreecht ginn.

- Aide au réemploi: «...la Cour constate qu'au fil des années, la mesure a conduit à certaines dérives...». Sou huet d'Cour des Comptes festgestallt, dass a manche Fäll d'Aide au réemploi méi héich ass oder méi héich war wéi de Salaire, dee vum Patron ausbezuel ginn ass.

D'Cour des Comptes kënn an hirem Spezialrapport dann och zur Konklusioun: «En effet, selon la Cour, il s'avère important de pouvoir évaluer une mesure au bout d'un certain temps afin d'apporter des corrections nécessaires ou de l'abandonner tout simplement, si elle n'a pas apporté les résultats escomptés.» D'Cour des Comptes fuerdert dann och, dass d'ADEM sech an Evaluatiounssystem vun deene verschidene Mesurë gëtt. Duvunner geet am Projet vun der Regierung iwwregens guer net Rieds.

Och sinn dës Mesuren dacks net wirklech bekannt, weder de Patron nach den Demandeur d'emploi kennt se. Dofir fuerdere beispillsweis déi zwou Chamberen, d'Chambre des Métiers an d'Chambre de Commerce, an hirem gemeinsamen Avis, dass dës Instrumenter méi bekannt gemaach musse ginn. Och dovunner keng Spur am Gesetzesprojet, dee mer haut hei solle stëmmen.

Här President, mat deem virleierende Projet soll d'ADEM och eng sougenannten „Commission de suivi“ kréien.

Mir stellen eis wirklech och hei d'Fro, wat dann elo d'Plus-value vun dëser Kommissioun ass oder wouranner d'Plus-value soll bestoen. Riskéiere mer heimadder net, en administrative Waasserkapp ze schafen? Hätt een net einfach d'Missiou vun Comité permanent de l'emploi kéinten adaptéieren respektiv verstärken? Huet de Minister kee Vertrauen an déi zukünfteg nei Direktioun vun der ADEM, dass en dës Leit vun Ufank un eng Art Kontrollgremium virun d'Nues setzt?

Mir hätten eis och gewënscht, dass a Saache Profiling vun deenen einzelnen Demandeurs d'emploi méi Efforté géife gemaach ginn, sou wéi dat beispillsweis an Däitschland gemaach ginn ass, wou téscht „Informationskunden“, „Beratungskunden“ an „Betreuungskunden“ ënnerscheet gëtt.

Net all Chômeur huet déiselwech Froen oder Bedürfnisser. Während deenen een nëmme eng Informatioun brauch, muss deenen anere vläicht méi intensiv betreit ginn. Eng méi pointéiert Approche client feelt an eisen Aen an virleierende Projet. Villes am Reformprojet vun der Regierung bleift also „Stückwerk“, wéi déi Däitsch dat géifen nennen, oder op d'Struktur fixéiert.

Fazit: Grondleeënd wäert sech mat dëser Mini-reform, déi de Changement vun der Struktur virun dee vun der Kultur stellt, näischt un der Aarbechtsmaartpolitik änneren!

Här President, d'Demokratesch Partei steet fir eng aner Aarbechtsmaartpolitik! Eng Aarbechtsmaartpolitik, déi als Zil huet, deenen einzelnen Demandeur d'emploi individuell ze betreiwen an ze guidéieren. Eng Aarbechtsmaartpolitik, déi vill méi effizient an der Vermëttlung ass, wéi dat bis ewell de Fall war, an esou dem Demandeur d'emploi eng reell Perspektiv op eng nei Aarbecht gëtt. Eng Aarbechtsmaartpolitik ouni Blankoscheck fir d'Beschäftigungsmesuren, deenen hire Sënn an Zweck, nämlech d'Leit nees fit fir den éischten Aarbechtsmaart ze maachen, etlech kéieren a Fro gestallt gouf.

Dofir wëlle mir - éischtens - eng Reform vun der Kultur an der Aarbechtsmaartverméttlung, an net nëmme eng Reform vun der Struktur. Dës kulturelle Changement ass vum Minister dacks ugekënnegt, jo, beschwuer ginn, an op dësem Punkt muss een dem Minister recht ginn. Et freet ee sech awer, firwat dës vill beschwuerene Changement an der Aarbechtskultur vun der ADEM net scho vun de Virgänger vum Här Minister a Bewegung gesat ginn ass.

D'Auditen hunn dat scho viru Jore kloer gefuerdert, an et hätt sech sécher un der Betriebskultur munches kënnen etappeweis veränneren, ier een d'ADEM u sech, per se an en neie legislative Kontext oder Kader gesat hätt.

Och an deene leschte Méint huet sech un dëser Kultur näischt Substanzielles verännert. Grad well dës net geschitt ass, bleiwe berechtig Zweifel bestoen, dass sech hei wirklech eppes verännert. Dobäi steet och am Rapport vun der Kommissioun, ech zitieren: «...la mise en œuvre du projet de réforme exige un véritable changement de culture au sein de cette administration appelée à muter d'un instrument de gestion de chômage vers un instrument proactif de l'emploi.»

Mir erkennen dann och net, wéi et mat dësem Text zu dësem Kulturwandel komme soll. An och d'Majoritéit, zumindest d'LSAP-Fraktioun, schéngt dat mëttlerweil och esou ze gesinn. Well d'lescht Woch während de Budgetsdebatten huet de Lucien Lux gemengt - an en ass elo just erakomm zu deem treffende Moment -, et wier net opportun, dësen Débat zu enger Generalofrechnung mat der Regierung hirer Aarbechtsmaartpolitik ze maachen. Hei géif et just ëm eng Strukturverännerung goen.

Dës Ausso war entlarvend. Si bestätegt meng Fraktioun an hirer Kritik. Hei geet et just ëm d'Struktur, an net ëm e wirklech Emdenken an der Aarbechtsmaartpolitik!

Zweetens, mir als DP wëlle keen Etiketteschwindel, deen aus der „Administration de l'emploi“ eng „Agence pour le développement de l'emploi“ an aus dem „Placeur“ een „Conseiller professionnel“ mécht, ouni dass sech hei wirklech eppes ännert. Mir wëllen e wirklechen Émbau vun der ADEM an eng modern an effikass, zuverlässeg Weiterbildung- a Vermëttlungsgence.

Drëtters, mir wëllen der ADEM méi Autonomie a Personal- a Finanzfroe ginn. Dat ass awer ënner dem Statut vun enger Verwaltung, enger Administratioun net méiglech. D'Regierung wollt da iwwregens och. An de Rapporté vun der zoustänneger Chamberskommissioun aus der leschter Legislaturperiod kann een nämlech Folgendes noliesen: «Le Ministère du Travail et de l'Emploi n'a pas manqué de réfléchir sur une solution alternative, tout en restant prioritairement attaché au modèle de l'établissement public.» An och am Regierungsprogramm, am Koalitionsprogramm vun 2009 kann een dës Absicht noliesen: «Il sera créé un établissement public sous la dénomination „Agence luxembourgeoise pour l'Emploi“ (ALE).»

Mir fannen et bedauerlech, dass d'Regierung hiert initiaalt Zil einfach iwwer Bord geworf huet. Si schéngt Angscht virun hirem eegene Courage kritt ze hunn, aneschtens léisst sech hire Sënnwandel an dëser Fro kaum erklären: «Après mûres réflexions...» - „réflexions“ au pluriel - «...son département...» - MTE - «...est arrivé à la conclusion que dans le contexte actuel la transformation en établissement public n'apporterait pas de plus-value dans la politique de l'emploi.»

All eventuell Schwierigkeeten, déi sech bei der Émwendung vun der ADEM an en Etablissement public hätte kënnen stellen, wéi zum Beispill dat fehlend Kadergesetz fir esou Etablissementer, dispenséieren an eisen Aen op kee Fall déi politesche Responsabel vun hirer Verantwortung a vun hirer Verflichtung, ze handelen. Dofir ass d'Situatioun um Aarbechtsmaart vill ze vill eescht. Bei Dausende vu Chômeuren däerfe mer eis keen esou en Hin an Hier oder Gezécks erlaben.

Véiertens, mir als Demokratesch Partei wëllen eng reell, individualiséiert Betreiung vun deem einzelnen Demandeur d'emploi an net en einfacht Eropsetze vun der Zuel vun de Placeuren. Etüden a Beispiller aus dem Ausland weisen, dass fir eng optimal Betreiung e Verhältnis vun 1 zu 100 vu Placeur par rapport zu Chômeur néideg ass. Dir wësst dat alleguer: Zu Lëtzebuerg leie mer bei knapp 400 Leit pro Placeur. Énnert dësen Érnst ass eng effektiv Vermëttlung weiderhin net méiglech. Och wann d'Leit aus dem Service generell eng exzellente Aarbecht leeschten, kënnen si de Problem mat hirem aktuelle Personalstand net an de Grëff kréien. Si goufe während ville Jore vun der Politik am Stach gelooss.

Fënneftens, mir wëllen dofir, dass d'Zuel vun de Placeure weider eropgesat gëtt. Parallell dozou wëlle mir, dass déi rekrutéiert Leit entspre-

chend forméiert ginn. «Les relations avec les employeurs constituent le point faible de l'Administration de l'emploi.», steet am Exposé des motifs vun dësem Gesetzesprojekt. Dofir si mer iwwerzeegt, dass et wichteg ass, d'Roll vum Placeur ze stäerken. Mir wëllen, dass hie méi enk mat de Betriber zesummeschaffen, dass hien an d'Betriber kucke geet, fir sech direkt a sur place mam Patron e Profil fir eng eventuell oppe Plaz unzekucken an och auszeschaffen.

Sechstens, et fält op, dass d'ADEM weider eng quasi Monopolstellung an deem Ganze behält. Dobäi wier et eiser Meenung, der Meenung vun der Demokratescher Fraktioun no, immens wichteg gewiescht, dass och privat Acteuren hëllef, fir Leit nees a Brout an Aarbecht ze bréngen. Mir wëllen déi privat Initiativ an der Aarbeitsvermittlung stäerken an net nëmme Consultanten aus der Privatwirtschaft, déi mat der ADEM zesummeschaffen. Beispiller aus dem Ausland weisen, dass déi privat Initiativ zu positive Resultater ka féieren.

Och d'OECD gesäit dat genausou a schreift schon 2007 an hirem Rapport iwwert d'ADEM: «En ce qui concerne l'utilisation de prestataires privés payés selon les résultats en termes de retour à l'emploi, le modèle des Employment Zones britanniques, où les chômeurs de longue durée sont affectés pendant six mois soit à un seul prestataire privé, soit à trois prestataires mis en concurrence, est un modèle dont pourrait s'inspirer le Luxembourg, car il semble adapté à sa situation.»

Och an anere Länner, wéi beispillsweis an Australien, goufe gutt Resultater mat privaten Aarbeitsvermittler erreicht. Hei gouf e Bewäertungssystem agefouert fir dës Vermittler. Sou konnten déi ineffizient Vermittler detektiert ginn, a schwéier Vermittler Chômeure gounen nach just deene performante Vermittler uvertraut. An Däitschland gouf eng Prime agefouert fir privat Aarbeitsvermittler, wa se en Demandeur d'emploi op eng Plaz vermëttelt hunn.

Et gesäit een also, dass hei duerchaus Chancen a Potenzial an der Aarbeitsvermittlung bestinn. Et ass bedauerlech, dass d'Regierung opgrond vun engem fehlende Gesamtkonzept dës Potenzial einfach broochleie léisst.

Siwintens, mir wëllen eng aktivierend Aarbeitsmaartpolitik, déi nieft enger gudder Ofsecherung vum Chômeur méi Efforté vun deem Einzelne verlaangt, amplaz vun engem laange Strofekatalog, deen net konsequent applizéiert gëtt. Dat huet och d'OECD an hirem Rapport vun 2007 esou gesinn. Den Ausbau vun enger Strategie a Richtung Activatioun vun den Demandeurs d'emploi wier, esou d'OECD, essenziell.

Och d'Chambre des Métiers an d'Chambre de Commerce gesinn dat esou. Si fuerderen an hirem Avis «...une activation aussi précoce que possible des demandeurs d'emploi avec comme corollaire une responsabilisation de ces derniers.»

D'Aschreiw bei der ADEM muss fir all Chômeur eng reell Chance sinn. Zil muss et sinn, dass jiddwieren, dee sech aschreift, besser ausgebilt ass, wann en eng nei Plaz untrëtt. Dofir wëlle mer, dofir wëlle mir als DP eng verpflichtend Formation fir all Demandeur d'emploi, amplaz vu just engem Versprechen op eng Formation. Deen einzelnen Demandeur d'emploi muss op déi uegebueden Hëllef a Solidaritéit awer parallel och mat Egeverantwortung äntwerten.

Dofir ass et an eisen Aen onerlässlech, dass all Chômeur e wierklech Interesse an enger neier Aarbeitsplaz opweist. Am Fall, wou en Demandeur d'emploi eng zoumuttbar Aarbecht refuséiert, einfach refuséiert, oder senge Verpflichtunge vis-à-vis vun der ADEM net nokënn, müssen direkt Sanktiounen, och finanzieller Natur, wann et net anescht geet, wéi beispillsweis en Erofsetzen oder en Aussetze vun der Chômageindemnitét, erfalen.

Aachtens, d'DP ass net géint de Prinzip vun der Beschäftigungsinitiativen. Mir sinn awer der Meenung, dass dës Initiativen an hirer aktueller Form hirem eigentlechen Zil net gerecht ginn. An eisen Ae muss d'Haaptzil - d'Haaptzil! - doranner bestoen, fir Leit während enger bestëmmter Zäit ze betriegen a via Formation an Accompagnement ze probéieren, se nees an den éischten Aarbeitsmaart anzeglidderen, wëssend, dass et Leit gëtt, déi nëmme ganz schwierig oder guer net op den éischten Aarbeitsmaart ze vermëttel sinn.

Aktuell muss een awer feststellen, dass d'Beschäftigungsinitiativen hiert Zil nëmmen zu engem Deel errechen. Dobäi hëlt d'Employabilitéit vun de Leit of, wat si méi laang an enger Moosnam dra sinn. Dëst gëtt och ganz kloer vun der CEPS-Etüd bestäet. Dofir fuerdere mer eng grondleeënd Reform vun der Beschäftigungsmoosnamen. An deem Kontext si mer dovunner iwwerzeegt, dass et an Zukunft d'öf-

fentlech Hand misst sinn, déi dës Initiative gériert a kontrolléiert.

Néngtens, mir wëllen eng konsequent Orientierungspolitik - a méi Virriedner ass och schon dorop agaangen -, eng Orientierungspolitik, déi an eise Lycéeën zu engem feste Bestanddeel vun Unterrecht muss ginn, a keng Flickschusterei, wann d'Kar bis am Dreck läit, also, wann déi Jonk ouni Aarbecht an ouni Perspektiv dostinn.

An deem Kontext muss een och d'Fro stellen, ob dës Reform mat dem Schoulministère ofgeschwat war oder net. Mir mengen, dass dat net de Fall war, wat alt nees weist, dass kee Gesamtkonzept an der Chômagepolitik virliit.

Här President, d'Reform vun der ADEM fënt net am lofteidele Raum statt. Net méi spéit wéi haut de Mëtteg um 12 Auer leeft en Ultimatum vun de Gewerkschaften of, fir net un der nächster Tripartite deelzehuelen. Alt nees eng Kéier drängt sech engem den Androck op, dass dës Tripartite vun der Regierung net gutt preparéiert gouf. Mir kënnen, jo mir dierfen eis awer net e weidert Scheitern vun der Tripartite erlaben. Lëtzebuerg stécht matzen an enger grousser wirtschaftlecher Kris, an an esou enger Situation ass der Regierung hir passiv Haltung an der Vermittlung téschent de Sozialpartner méi wéi fahrlässig.

Gëschter huet de Statsminister hei an der Chamber ugekënnegt, dass hie sech eng Flexibilisierung bei CDDe fir héich qualifizéiert Leit ka virstellen. An deem Kontext wollt ech den Här Minister froen, ob hien eis dozou méi Detailler herno kéint ginn. Ass dat d'Position vun der Regierung? Gëschter hat een den Androck, wéi wann Dir, Här Schmit, op deem do Punkt net mam Här Juncker averstane wiert.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.** - Mir haten et proposéiert. Dach, dach!

(**Interruptions**)

► **M. André Bauler (DP).** - Dann ass dat elo gekläert.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.** - No der Tripartite.

► **M. André Bauler (DP).** - Här President, dës Projet ass keng grundsätzlech Reform, mä beschtefalls den Usaz vun enger Reform. Et feelt e Gesamtkonzept, wann et ëm d'Bekämpfung an ëm d'Vermeidung vun der Aarbeitslosigkeit geet. Mat dësem Gesetzestext gëtt den Akzent virun allem op Strukturelles gesat. Et geet awer net ëm e wierkleche Changement, ëm e Paradigmewissel an der Aarbeitsmaartpolitik.

Fir dass et awer zu engem regelrechte Paradigmewissel kéim, bräichte mer e resolut Émdenken, also eng nei Kultur an der Vermittlung vun de Chômeuren. Mir brauchen eng nei Kultur an der Orientierung vun deene Jonken. A mir brauchen eng Wirtschaftspolitik, déi Aarbeitsplaze fir ënnerschiddlech Kategorie vun Demandeurs d'emploi schafft. Aarbeitsmaartpolitik, Wirtschafts- a Sozialpolitik müssen enkatenee verknäppelt sinn, soss reduzéiere mer dee strukturell bedéngte Chômage net.

D'Erausforderung vun der Aarbeitsmaartpolitik besteet an eisen Aen doranner, sech nees op d'Schafe vun Aarbeitsplazen ze fokusséieren. Mir müssen et fäerdegbréngen, dass mer, wéi an de leschte Joren, och weiderhin nei Plaze schafen, a gläichzäiteg muss mer derfir suergen, dass méi vun dese Plaze vun Demandeurs d'emploi, an net vu bausse besat ginn.

Dat geet awer nëmme mat enger anerer Politik. Dat geet nëmme mat méi Formation an méi Weiterbildung. Dat geet nëmme mat reforméierte Chômagegesetze.

D'Demokratesch Partei kann dofir dës hallefhäerzeg Reform, mat där deene ville Leit am Chômage net wierklech geholfen ass, net ënnerstëtzen. An dofir wäerte mir géint dës Projet stëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bauler. Als nächst Riednerin ass d'Madame Viviane Loschetter agedroen. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt emol dem Rapporteur, dem Här Lucien Lux, Merci fir säi schrëfleche Rapport, deen ech ganz lehrreich a ganz komplett fonnt hunn an der laanger Geschicht vum Arbeitsamt, an och fir säin e bëssen anescht formuléierte mëndleche Rapport, deen éischer visionär war, mä deem ech awer och kann a senger Visiounen, wéi en eng Reform vun engem Arbeitsamt beschreift, eigentlech nëmmen zoustëmmen.

Ech hunn awer och festgestallt, dass dee mëndlechen a mënschlechen Rapport vum Här Lux

haut de Moien oft net erëmfannen ass an deenen einzelnen Artikelen vun dësem Projet de loi. Ech erkläre dat elo a mengem Exposé. Egal wéi war et awer ganz interessant, deem nozelauschteren. Dofir Merci!

Mir sinn ons eens heibannen - ech denken, meng Virriedner hunn dat och schon ënnerstrach -, dass d'Arbeitsamt muss reforméiert ginn. Et huet och scho jiddwree gesot, dass et keng nei Erkenntnis ass. Et muss reforméiert ginn, well mer eng Urgence hunn, an zwar op verschidde Niveauen.

An ech géif emol e bëssen anescht ufänken: éischters fir déi Leit, déi am Arbeitsamt schaffen an deenen et bal onméiglech ginn ass, hire Missiounen nozegoen ënnert deene Konditiounen, déi se de Moment virleien hunn. Zweetens awer och fir d'Patronen, déi eigentlech guer net méi connectéiert sinn un engem Arbeitsamt, wann et drëms geet, Aarbeitsplazen ze vermëttelen an déi Aarbeitsplazen, déi si nun eemol hunn, och un déi richteg Persoun ze bréngen. An drëttens natierlech fir déi Leit, déi keng Aarbecht hunn, fir d'Demandeurs d'emploi oder déi Leit, déi müssen ëmgeschoult ginn, sief et no engem Sozialplang oder aus enger anerer Ursach.

D'Demandeurs d'emploi, dat si vill Leit, mëttlerweil ganz vill verschidde Leit hei an dësem Land. Dat si jonk Leit. Dat si Leit, déi eng Léier siche. Dat sinn eeler Leit, dat si schwierig placéierbar Leit. Dat sinn och Chômeurs de longue durée.

Wéi gesot, d'Arbeitsamt huet 36 Joer. Et ass, an dat ass och scho beschriwwen ginn, et huet sech minimal verännert. Et huet sech sécherlech hei oder do adaptéiert par la force, vraitment par la force des choses, mä et huet sech minimal verännert. Ech denken, dass eng Verwaltung eigentlech dat u sech huet an éischer reformresistent wéi reformfrëndlech ass, ouni elo dat wëllen als Kritik duerstellen, mä et ass eng Tatsaach.

D'Gesellschaft, d'Beschäftigungsproblematik, d'Wirtschaftsrealitéit um Terrain, d'Verhältnis téschent deene méi aarmen an deene méi räiche Leit huet sech geännert. An 30 Joer ass esou munches geschitt, och hei an dësem Land. An an deene leschten 30 Joer ass och esou munches verpasst ginn: verpasst ginn, matzäiten ze reagieren, fir kënnen an Zukunft ze agieren.

An ech erënnere mech ëmmer erëm un dee fréieren Aarbeitsminister, Äre Virgänger, Här Schmit, dee wéi oft hei op der Tribün vun der Regierung huet misse sech bloeken, dass en eigentlech éischer Pompjee géif spillen, wéi richteg Aarbeitsminister géif spillen.

An et ass net, wéi wa keng Virwarnung oder Warnsignaler komm wieren an deene leschte Joren!

Huele mer emol nëmmen d'Biographie vum Arbeitsamt a fänke mer an där Biographie vum Arbeitsamt einfach emol beim Historique un, deen de Rapporteur a sengem schrëfleche Rapport geschriwwen huet, wat ech jo och esou interessant fannen.

Loose mer emol ufänke beim Rapport vum Médiateur 2007/2008 a säitdeem praktesch all Joers an de Rapport vum Médiateur, dee munches geschriwwen huet iwwert d'Effektivitéit, d'Effizienz vum Arbeitsamt als solcht, als Verwaltung, a wat eigentlech de Schued vum Demandeur d'emploi ass.

Huele mer de Rapport Grubb vun der OCDE, deen net onëmstritten ass, mä deen d'Mängel vum Arbeitsamt, fir effikass ze funktionnéieren, beschreift, notament och, an do ware mer ons all eens - mir waren ons bāi Wäitem net ëmmer eens bei deem OCDE-Programm, mä do ware mer ons awer wierklech alleguete mam Här Grubb eens -, bei der Zuel vun den Dossiere pro Placeur, déi wierklech jenseits von Gut und Böse war.

Huele mer emol déi ganz Aarbecht, déi dës President vun der Kommission fairerweis och a sengem schrëfleche Rapport beschriwwen huet, déi wierklech grëndlech Aarbecht, géif ech soen, déi déi viregt Commission du Travail et de l'Emploi gemaach huet. Si huet sech oft a vill mat der Problematik Aarbecht, Beschäftigung, Chômage, Arbeitsamt, seng Struktur, seng Gérance, seng Gestion an esou weider beschäftigt, mat de verschiddeartegste Rapport vum Médiateur duerch d'Joren 2007/2008/2009 an och duerch verschidde Visiten an Explikatiounen, déi mer vum Arbeitsamt kritt hunn.

Dofir ware mer ons och an där viregter Kommission Travail et Emploi eens - wann ech soen, ware mer ons eens, dat ass, well ech och déi gréng Fraktioun hunn dierfen do vertrieben -, dass dat Thema sollt sinn. Mir woller souguer en Débat d'orientation hei an der Chamber maachen, net nëmmen iwwert d'Arbeitsamt, mä iwwert d'Beschäftigungspolitik, an zwar

virun de Wahlen, well mer eigentlech wollten, dass dat och en Thema an deenen Nationalwahlen 2009 sollt sinn.

Bon, esou wäit ass et dunn awer net komm. Ech weess selwer als Oppositionspolitikerin eigentlech net, firwat, wat de Grond dovunner war, mä et wäert sécherlech op d'mannst ee gi sinn. N'empêche, war och effektiv während der Wahlcampagne d'Beschäftigung en Thema bei alle Parteien, et stoung och iwwerall eppes an de Programmer.

Et stoung och iwwerall, an alle Programmer, mengen ech, vun alle Parteien, ausser vläicht déi Lénk, dass d'Arbeitsamt misst de fond en comble reforméiert ginn an dass et misst en Établissement public ginn. An et war och erkläert ginn, firwat. Ech ginn elo net drop an. Ech mengen, jiddwree kennt säi Programm.

An et war, et ass scho gesot ginn, mä et ass esou wichteg, dofir widderhuelen ech et, an der Regierungserklärung, déi iwwregens, an dat steet och dran, dat huet nach kee gesot, déi Regierungserklärung berout - oder wéi soll ech dat soen? -, baséiert sech och op de Rapport Grubb vun der OCDE a seet, mir brauchen a mir wäerten en Établissement public kréieren. Si hate sech och scho Gedanken iwwer en Numm gemaach: „Agence luxembourgeoise pour l'Emploi“. Déi misst wierklech de fond en comble reforméiert ginn.

Et war och eppes gesot ginn iwwer: Wat maache mer mat deene Leit, déi elo schon do schaffen? Wat maache mer mat deene Leit, déi mer nei wëllen, ënner engem neie Statut dann och par la force des choses, astellen? Wat maache mer domadder? Dat steet alles dran. Et ass och Rieds gaange vun engem Conseil d'administration a vun engem Comité directeur.

An ech muss soen, dass de Rapporteur sech virun de Porte-parole gemaach huet vum Aarbeitsminister, wat jo och legitim ass, dass an e puer Joer vläicht elo misst e Bilan gemaach ginn iwwert dat, wat mer haut proposéiert kréien. An e puer Joer, vläicht. Et steet och am Rapport dran: Mir schléissen net aus, dass eng Kéier aus deem Arbeitsamt oder aus där Agence de développement en Établissement public sollt ginn.

Mir fannen dat als Gréng eigentlech e Wuertlaut, deen net dierft an enger Politik sinn, a scho guer net bei enger Proposition vun enger Regierung. Dat ass ons ze vag: iergendwann e Bilan, vläicht an e puer Joer, wann de Moment méi propice ass. Wat kéint méi propice si wéi haut?

Ech zitieren aus dem Rapport vum Rapporteur, Här Minister.

(**Interruption**)

Jo, ech kommen och nach dorop zrëck, dass effektiv am Exposé des motifs eppes anescht dra-steet. Richteg.

Bon, entre-temps hu mer en neien Aarbeitsminister, eng deels nei Besetzung vun der Verwaltung vum Ministère du Travail. An deen neie Minister, deen ech awer och op deem Punkt zum Deel wëll a Schutz huelen, deen ass, grad wéi säi Virgänger, d'selwecht gefuerdert. Et ass eigentlech näischt Neits. An do, wou e gefuerdert ass, dat ass ganz einfach d'Reform vum Arbeitsamt! Dat ass d'Thema! Dat war virdu schonn d'Thema. Dat ass elo nach ëmmer d'Thema. An deen neien Aarbeitsminister, dee konnt soss näischt an de Grapp kréien, wéi där do Fuerderung nozegoen.

Déi nei an al Regierung awer, déi 2009 untrëtt, déi weess am Joer 2009 schonns pertinemment - schonns pertinemment! -, a wéi engen Zäite mer ons deemools befonnt hunn an op wéi eng Zäite mer ons wäerten hibewegen: eng Finanz- a Wirtschaftskris, d'Gefor vun enger Inflation. Mir si bal elo ukomm do, en explosive Cocktail fir d'Beschäftigung.

An et war spéitstens, Dir Dammen an Dir Hären, 2009 de Moment komm, et war 2009 Zäit fir eng angehend Regierung, sech opzestelle fir d'Zukunft. An zwar, éischters, d'Wirtschaftspolitik mat sozialen an ekologesche Komponenten ze definieren an dozou eng strukturiert Bildungs-, Orientierungs- a Beschäftigungspolitik ze entwéckelen; an zweetens e Masterplang, e Plan d'action national, eng Regierungsprioritéit opzestellen, fir dësem Land eng Chance ze ginn, sech an deenen nächste Jorzéngten nei ze entwéckelen.

Leider, quasi bal an der Halbzeit vun dëser Regierung, ass um Niveau Beschäftigungspolitik een Thema. Dat Thema heescht Arbeitsamt. D'Äntwert vun der neier Regierung, dans sa totalité, zu enger Finanz- a Wirtschaftskris um Thema Beschäftigung, Demandeurs d'emploi, Orientierung heescht: Reform Arbeitsamt!



Okay, Dir sot ons elo: Dir sidd jo och fir eng Reform vum Arbeitsamt! Ech iwwerloossen lech elo, ze googlen oder op Wikipedia d'Definitiou vun „Reform“ sichen ze goen, mä manifestement verst mir Gréng eppes aneschters enner Reform um politesche Plang wéi dat, iwwert dat mir haut ofstème sollen.

Mä à propos Reform: Den Aarbechtsminister déposéiert virun engem Joer, am Dezember 2010, de Projet de loi zu der Reform vum Arbeitsamt. Bal ee Joer duerno, loosse mer emol éierlech sinn a soen, zéng Méint duerno, ginn eng Rei Amendementer déposéiert, am Oktober 2011. Déi Amendementer baséiere virun allem, wann net haaptsächlech op Konkursionne vun engem Bureau d'experts en „change management“, eng Rei Amendementer, déi duerch Sënn maachen, souguer d'Essenz vun deemem Projet de loi gi sinn. D'Missionne ginn definéiert, d'Tâche ginn definéiert.

Gott sei Dank ass dës externe Bureau erbäi-gezu ginn, well en eigentlech deem ganze Projet de loi Fong gëtt, Inhalt gëtt. E weist awer och an engem, déi Amendementer weisen an onsen Aen och an engem am d'Schwächt hi vun deem initiale Projet de loi, dee vum Minister déposéiert gi war.

An onsem Verständnis ass eng regelrecht Reform vun enger Institution, déi soll eng Vermittlungsroll, eng Orientierungsroll an eng Begleedungsroll assuméieren, déi eng proaktiv Beschäftigungspolitik soll fördern - méi e grouse Chantier -, déi och politesch sech anescht auszeechent wéi dese Projet de loi.

E puer Beispiller, e puer Froen dozou. Wou bleift den effektiven Échange mat de Patronen a mat de Betriber? Wou kréien d'Betriber e Genre Guichet unique fir eng regelrecht Kollaboratioun tëschent Vermittlungsinstitutionen,...

(Interruption)

...tëscht Vermittlungsinstitutionen an Offres d'emploi? Wou ass déi Plaz, wou de jonke Mensch higeet an e regelméisseg menschen a fördernde Suivi garantéiert kritt, wou hien op eng konstruktiv Manéier säi Projet de vie gestalten kann?

(Interruption)

Wou sinn d'Schnittstellen, d'Plattform tëschent Schoul an Aarbechtswelt? Wou ass déi Plaz, wou de Conseiller, deen am Arbeitsamt schafft, eng opbauend oder endlech eng opbauend an effizient Aarbecht leescht kann an e Suivi vun Ufank bis zum Schluss garantéiere kann?

Datt elo Leit agestallt ginn, ass sécherlech be- greißenswäert; d'Aart a Weis, wéi se elo age- stellt solle ginn, ass och begreißenswäert. Mä dat reduzéiert ee Conseiller oder ee Placeur op awer nach e puer Honnert Dossieren. Dat ass an onsen Aen Dossiersaarbecht a keng Mën- schenaarbecht.

Wéi eng Roll spillt den Observatoire de l'économie an deemem Kontext? Natierlech ass d'Ar- beitsamt keng Plaz, wou d'Aarbechtsplaze ge- schafe kënnen ginn. Dat brauche mer och net, well mer nach ëmmer hei zu Lëtzebuerg Aar- bechtsplaze schafen. Et ginn nach ëmmer zu Lëtzebuerg Joer fir Joer Aarbechtsplaze gescha- fen. Mä de Problem ass d'Vermittlung.

7%, an net, Här Spautz, wéi Dir virdu gesot hat, dräi Véirels vun de Plazen. Neen! Iwwer 90% vun den Embauché gi laanscht d'Arbeits- amt, well grad 7% vun den Embauché lafen haut iwwert d'Arbeitsamt!

Mir bezweifelen, datt mat dese puer Ännerun- gen am Arbeitsamt, éischens, d'Vermittlung sech ka verbesseren, an zweetens, se gutt ge- nuch opgestallt sinn, fir där ëmmer gréisserer Nofro gerecht ze ginn.

An dann, ni der Vermittlungsroll sollt jo esou eng Institution eng Orientierungsroll spillen. Alt e puermol kënn dat Wuert „orientéieren“ oder „Orientierung“ am Text vum Projet de loi vir. Wien Orientierung denkt, seet Schoul, Ausbildung, Formatioun, säi Wee fannen, an deemem Fall säi Wee an der Aarbechtswelt.

Hei ass et fir ons net novollzéierbar, kee konkrete Lien zu enger Maison de l'orientation ze fan- nen. Wéi mir als Gréng am Joer 2009 déi Iddi vun der Maison de la formation et de l'orienta- tion presentéiert hunn, hunn eng etlech Leit, déi am Alldag mat der Orientierung vu jonke Leit um Terrain schaffen, des Iddi begréisst. Si hu sech - déi Leit, déi um Terrain dagdeeglech schaffe mat der Orientierung vu jonke Leit -, si hu sech praktesch aus der Nout eraus en Netz opgebaut, fir iwwerhaupt emol eng adequat Orientierung ze garantéieren. Si sinn Deman- deur fir esou eng Vernetzung, egal ob se am Ministère de l'Éducation nationale et de la For- mation professionnelle oder am Ministère du Travail affectéiert sinn.

Kennt Dir zum Beispill, Dir Dammen an Dir Hä- ren, kennt Dir de Wee vun engem jonke Mënsch, deen no senger Neuvième eng Léier- plaz sicht? Wësst Dir, wéi dat viru sech geet?

Mëtt Juli decidéiert e Conseil de classe, datt dee jonke Mënsch da besser hätt, eng Léier ze si- chen, well et an der Schoul net esou gutt viru- geet. Da gëtt e geschéckt op dem Arbeitsamt seng Annex, Orientation professionnelle, wann et gutt geet och nach begleet vun der Action locale pour jeunes, fir sech do anzuschreien, datt en eng Léierplaz sicht. An do kritt e ge- hollef, eng Léierplaz - wann dann eng fonnt gëtt - ze fannen.

Wat awer manifestement de Problem ass, dat ass net, datt eng Orientation professionnelle oder eng Action locale pour jeunes am Juli, Au- gust Schoulvakanz huet. Neen, déi hu keng Schoulvakanz, déi schaffen dann zimlech op Hochtouren. Mä wann awer muss mat der Schoul nach geschwat ginn, sech ofgestëmmt ginn, dann ass dat nom 15. Juli eriwuer, well déi sinn an der Vakanz. Dat ass e Fait, deen hei emol eng Kéier muss gesot ginn, well déi Ver- netzung klappt net ëmmer. A mir kënnen frou sinn, datt déi, déi an der Orientierung schaf- fen, déi Aarbecht praktesch esou engagéiert maachen, well soss géif praktesch guer näischt goen!

Mä net vill Leit wëssen dat - dee Wee, deen e Jugendleche mat 15, 16, vläicht 17 Joer muss maachen an direkt gesot kritt: „Hei, du gees elo schaffen. Mell dech do an där Orientation pro- fessionnelle vum Arbeitsamt.“

Déi meescht kommen och aus engem Régime préparatoire. Dat si grad déi schwächste Glied- der vun onser Gesellschaft. Si hu wéineg Lobby. Si hunn och heibanne wéineg Lobby. Dofir ass et och net esou bekannt. An dat ass och hire Problem. An déi, déi dann am September keng Léierplaz fonnt hunn, déi gehéieren dann herno zu deene plus ou moins - doriwuer gëtt sech jo och gestriden, nach ëmmer - 300 Schoulfo- briercher pro Joer, déi dann am „leeren Raum“ dostinn. Dat sinn déi Leit, déi keng Léier fonnt hunn, déi mer herno do erëmfannen a wou mer versichen, se dann an iergendenger para- schoulescher Struktur ënnerzékriegen.

Mir fannen dat net akzeptabel. Et geet dach hei haaptsächlech drëms, virun allem deene jonke Leit e méiglechst gudden Astieg an d'Aarbechtswelt ze garantéieren. Virun allem deenen, déi e bësse méi fragil sinn, och wa se net ëmmer fragil ausgesinn.

Well soss programméiere mer deem jonke Mënsch, sou wéi ech en lech virdu beschriw- wen hunn, en Abonnement op d'Arbeitsamt. An dee gëtt sech dann och iergendwann a sen- gem jonken Alter, ouni e Choix de vie, e Projet de vie gemaach ze hunn, ënnerlech op.

Mir fannen, datt, wann een dës wichtiger a schwieriger Aufgab noeget, eng Beschäfte- gungsvermittlungsinstitution ze reforméieren, da gehéiert dozou op alle Fall als Prioritéit och de Volet Orientatioun. An an onsen Aen, an on- sem Verständnis vu proaktiver Beschäftigungs- politik wier et eminent wichteg gewiescht, ni- efer enger Agence de l'emploi, sou wéi se am Re- gierungsaccord steet, oder enger Maison de l'emploi, wéi mir dat gäre géife gesinn, och eng Maison de l'orientation ze schafen an déi mateneen ze presentéieren.

Wann ech mech hei méi laang iwwert d'Orientatioun vu jonke Mënschen ophalen, dann ass dat, well bal en Drëttel vun den De- mandeurs d'emploi enner 30 Joer hunn an an där Altersspart vun enner 30 Joer méi Réinscrip- tionen ze vermierke sinn um Arbeitsamt wéi éischt Inscriptiounen. Dat ass vläicht net esou vill wéi a Spuenien oder a Griichenland, mä dat ass enorm vill an dat ass dach symptomatesch fir e Land, wat all Joers nach ëmmer Aarbechts- plaze schafft.

Datt mer hei zu Lëtzebuerg vill ze vill oder nach ëmmer ze vill Jonker hunn, déi d'Schoul ouni Ofschluss verloossen, datt mer keng adequat Struktur fir all Jonker hunn, virun allem fir Jon- ker hunn, mä méi spezifesch déi Kategorie vu Jonken hunn, fir déi ze empfänken, léisst déif blécken iwwert d'Gestaltungspolitik fir déi nächst Generatiounen.

Wat mer awer hunn, si Servicer, déi souwuel af- fectéiert sinn um Arbeitsamt, wéi zum Beispill d'Orientatioun professionnelle, wéi och um Mi- nistère de l'Éducation nationale, wéi zum Beispill d'Action locale pour jeunes, an déi ge- sinn déi Trennung tëschent deenen zwee Mi- nistère guer net esou enk wéi an der Politik.

Firwat? Obwuel et en Aarbechtsgrupp gouf - oder vläicht nach gëtt - tëschent deenen zwee Ministère, huet den Aarbechtsminister dese Projet de loi déposéiert d'lescht Joer am De- zember an net ofgewart, datt de Projet „Mai- son de l'orientation“ faerdiggestallt wier. Wat fir eng verpasste Chance, fir strukturell Zesum- menaarbecht ze garantéieren an den Deman- deurs d'emploi, virun allem deene jonke Mën-

schen, e méiglechst gudden Encadrement an e gudden Iwwergang op den Aarbechtsmaart ze erméiglechen!

Ech géif gären nach e puer Wuert soen zu en- ger substanzier Aarbecht, déi och vum Ar- beitsamt geleescht gëtt: all déi Aarbecht ron- derem déi sëlliche Mesuren. Net nëmmen de Rapport vun der OCDE, dat ass schonn hei ge- sot ginn, mä och de Rapport vun der Cour des Comptes stellt effektiv d'Effikassitéit an d'Effizienz vun enger ganzer Rei vu Mesuren a Fro, virop och déi Mesuren, déi aus dem Projet 5611 entstane sinn, déi Mesuren CAE, CIE, CIE-EP.

Och bemängelt d'Cour des Comptes, dat ass schonn hei gesot ginn, datt et bis elo schwéier méiglech war, wann net onméiglech, eng Eva- luatioun ze maachen an effektiv dem Zil ge- recht ze ginn. Am Ufank gouf et emol keng In- dicateurs de performance, wat mer eigentlech net verstinn. Well wa mer wellen engem Zil ge- recht ginn, da muss mer vun Ufank un Indica- teurs de performance asetzen, fir datt mer och herno wëssen, ob mer d'Zil erreecht hunn oder net.

Déi brut Statistiken hu mer herno kritt. Elo sol- len dann och qualitativ Statistike gemaach ginn. Mä wou kommen all déi Mesuren hier? Firwat si se agefouert ginn? Si se nach ubruecht? Hu se eppes bruecht? Passe se ope- neen? Si se complémentaire? Si se temporaire? Solle se temporaire bliwen? Dat alles si Froen, wou mer keng wëssenschaftlech Äntwert drop hunn.

An all Sozialpartner, souwuel d'Patrone wéi d'Gewerkschafte wéi jiddwereen, deen en Avis dozou ginn huet, si sech eens fir ze soen, datt mer muss mat deene Mesuren opmaachen no der Verlängerung.

Souguer de Rapporteur vun deemem Projet de loi, de Fraktiounspräsident vun der Sozialiste- scher Aarbechterpartei, huet d'lescht Woch hei an der Chamber gesot am Kader vun de Bud- getsdebatten, datt mer wierklech net kënnen, ech zitieren: „...mir näischt dir näischt dës Mesuren einfach esou em Joer verlängeren“. An dofir misst eng Evaluatioun kommen. An dofir misst och hei eng Debatt gefouert ginn. Net eng Debatt iwwert d'Mesuren, mä eng De- batt iwwert d'Beschäftigungspolitik.

Mir kënnen deem nëmmen zoustëmmen, Här Fraktiounspräsident vun der Sozialistescher Aar- bechterpartei. Wou mer lech allerdeings net recht ginn, datt ass, wann Dir an engem Inter- view an der Zeitung sot: „Mir sollen eis elo emol Zäit loossen an dat a Rou maachen.“ Ech mengen, mir hate ganz vill Zäit a mir sollen ons elo keng Zäit méi loossen, mä mir mussen dat do elo ënnerhuelen!

D'Mesurë sinn a Saache Beschäftigungspolitik vu jonke Mënschen déi Haupt- oder wann net déi eenzeg Léisungsvirschléi vun der Regierung. Dës si Mesuren, wou ee jonke Mensch - héich, manner héich oder guer net qualifizéiert - dierf op eng Plaz schaffen goe fir manner wéi de Mindestloun an op engem CDD.

An ech muss lech soen, Här Bauler: Natierlech huet den Aarbechtsminister déi Flexibiliséierung vun u sech dem Aarbechtsrecht ënnerstëtzt. Et ass net nëmmen d'UEL, déi seet, mir mussen d'Aarbechtsrecht flexibiliséieren a méi CDDen aféieren. Et ass den Aarbechtsminister, deen dat eigentlech och als eng Mesure favorable zu jonke Leit féint, well e seet, datt ass eng flott Mesure - méi CDDen, eng flott Mesure -, fir datt déi Jonk besser op den Aarbechtsmaart kommen.

Also mir ginn hei an der Philosophie erof vun deem, wat Standard ass - nämlech CDI, a wou CDD eigentlech ëmmer gutt reglementéiert d'Ausnahm war -, bei jonke Leit, déi op den Aarbechtsmaart emol eréischt kommen, a mir soen, d'Léisung géint de Chômage des jeunes ass méi CDD.

Den Arbeitgeber kritt da fir dës Mesuren, déi dann och CDD sinn, substanzuell finanziell En- nerstëtzung. Et gëtt sech bal esou verhalen, wéi wann de Patron eng Aart Entschiedegung géif kréien, well en e jonke Mensch astellt op CDD!

Dir Dammen an Dir Hären, well ech muss lech eppes soen: Ech géif gären an dësen Zäite vun haut dee Patron gesinn, deen, wéi den Här Lux seet, „mir näischt dir näischt“ einfach e jonke Mënsch astellt, ouni datt en eng Aarbechts- kraaft brauch!

Wann e Patron een astellt, dann ass dat, well en ee brauch! Da brauch hien net iwwer eng Mesure ze fueren, déi déi Jugendlech eigentlech diskriminéiert a wou hien eng finanziell Sprët- zung nach zousätzlech zu der Aarbechtskraaft kritt!

An ech muss am Numm vun der grénger Frak- tioun soen, datt et fir ons net méi haltbar ass, datt dës Mesuren, déi mer herno stëmmen sol- len an deem nächste Projet de loi, erëm em ee Joer verlängert ginn! Do gi wichteg... - also wéi soll ech dat soen? -, dat ass..., do gëtt... En

Aarbechtsvermittlungsinstitut muss sech ei- gentlech mat Mesurë ploen, fir eigentlech eng net nohalte Beschäftigungspolitik ze förde- ren.

Net nëmme wësse mer net, ob se sech bewährt hunn, déi Mesuren - manque de statistiques -, mä de Prinzip fanne mir einfach falsch. Et dierf an onsen Aen net sinn, datt eng Aarbechtsver- mittlungsinstitution als Instrument Mesurë kritt, déi eigentlech e Jugendlechen zwar à court terme beschäftegen, mä enner onge- rechte Konditiounen.

Dës Mesuren, just dës Mesurë fir Jugendlecher, kaschten d'Allgemeenheet all Joers iwwer 10 Milliounen Euro aus dem Fonds pour l'Emploi.

Mir bedauern et och, datt am Kontext „Re- form vun der Vermittlung“ d'Vermittlerroll vun der Émschoulung, d'Beschäftigungsinitiativen net ermimmt ginn. Et war scho virdu gesot ginn. Duerch d'Aktualitéit vun deene leschte Méint ass et zwar kloer ginn, datt d'Beschäfte- gungsinitiativen eng wichteg Roll kënnen spillen, awer besser organiséiert muss ginn, och legis- lativ. Wéi a wéi vill kënnen si ee complémentair Partner zu enger reforméierter ADEM sinn? Keng Spur dovunner!

Ech wollt och an deemem Kontext de Ressort vun Landwirtschaftsminister hei ervirbréngen, nämlich d'Économie sociale et solidaire, wou virun engem Mount eng flott Konferenz war, wou mer zumindest an engem éischten Essai emol eng strukturéiert Approche presentéiert kritt hunn, wéi ee kann op deem awer sensibel- len Thema vun der Économie sociale et soli- daire hei an deemem Land mat alle Partner versich- en, eng reell - déi nach opbauen ass - Éco- nomie sociale et solidaire opbauen.

An onsen Aen, als gréng Fraktioun menge mir, datt do ganz, ganz vill Potenzial ass, fir eng nei Form vu Beschäftigungspolitik ze maachen, déi iwwerens och méi nohalte soll sinn.

Schlussendlech wëll ech ons allegueren drun erënneren - dat ass och e bëssen d'Konklusioun vun der grénger Fraktioun -, datt et eng Corrè- latioun gëtt tëschent Wirtschaftskris, Beschäfte- gung a Chômage, Aarmut a Cohésion sociale zu Lëtzebuerg an doriwuer eraus. Mir kënnen an Zukunft déi eenzel Politiken an hire Krisen net méi separat kucken a separat no Léisunge sichen, well déi wäerte mer op dës Manéier net fannen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dese Projet de loi vum Aarbechtsminister weist d'Onfäegkeet vun enger ganzer Regierung, fir kohärent, iwwerleucht an duerchducht Politi- ken ze presentéieren, déi Politik, déi mir bräch- ten an dësen Zäiten, wou mer ons mussen op eng aner Form vu Liewensqualität astellen a méi op all Einzelnen agoen, fir de soziale Fridde weiderhin ze garantéieren. An dofir wäerte mir géint dese Projet stëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Loschetter. An als nächste Riedner ass den Här Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här Pre- sident. Léif Kollegeinnen a Kollegen, och vun eiser Säit aus e Wuert vu Merci un de Kolleg Lucien Lux als Rapporteur vun deemem Gesetz. Ech mengen, de Lucien Lux, wann een e bës- sen a seng Biographie erakucke geet, schafft am Fong schonn 30 Joer un deemem Projet de loi. An en huet mer selwer gesot, datt en 1979 um éischte Grënnungskongress vum OGB-L schonn eng Reform vun der ADEM verlaangt huet. Dat war 1979. Dat sinn also schonn 32 Joer hier. A wann ee weess, datt d'ADEM viru 35 Joer an där heiter Form entstanen ass: Do huet en also praktesch direkt nodeem datt d'ADEM entstanen ass ugefaangen ze fueren, datt se misst reforméiert ginn.

Gëschter huet en am „Lëtzeburger Wort“ ge- schriwwen zu 25 Joer. Ech wëll drun erënneren, de Lucien Lux ass vun '89 u scho politesch ak- tiv. E war Deputéierten, Minister, an elo erëm Deputéierten. An ech géif dann elo soen, als krëinenden Ofschluss vu senger 30-jähriger gewerkschaftlecher a politescher Aarbecht konnt en dann elo Rapporteur zu engem Ge- setz ginn, wat en iwwer 30 Joer laang gefue- dert huet, datt et reforméiert gëtt. Mä et ass ni ze spéit, fir gutt ze maachen.

Här President, de Chômage, dee klëmmt hei zu Lëtzebuerg permanent. Ech mengen, mir kom- men elo lues a lues un d'Grenz vun 20.000 De- mandeurs d'emploi, wa mer déi Chômeuren huelen, déi als Chômeuren enregistriert sinn, plus déi Leit, déi an de Beschäftigungsname sinn.

Ech ka mech erënneren, an de Joren, wéi d'Stolkris entstanen ass, do hu mer deemools festgehale, wa mer eng Kéier géife bei 7.500 Chômeuren hei zu Lëtzebuerg kommen, da



wier dat eng exzeptionell Kris an et misst och deementspriedend reagiert ginn. Haut schwätze mer net méi vu 7.500, haut gi mer lues a lues op d'Zuel vun 20.000 duer!

De Chômagetaux wäert geschwënn hei am Land d'6%-Grenz errechen. A mir wëssen alleguer, opgrond vun deenen Informatiounen, déi mer kréien, datt en an deenen nächste Joren dierft weider klammen an iwwert den Taux vu 6% erausgoen.

Et muss ee sech dat eng Kéier a Relatioun stelle mat den Nopeschlänner, wou am Prinzip de Chômage am Abléck lues zréckgeet. A wou elo souguer eis däitsch Nopere souguer ënner 6% kommen, gi mir elo déi aner Richtung: Mir ginn iwwer 6%. Et muss een also feststellen, datt mir hei entgéint der genereller Entwécklung an eisen Nopeschlänner eng Progressioun am Chômage hunn.

Ech mengen, et ass net d'Schold vun der ADEM, datt mer dee Chômage hunn. D'ADEM, an dat ass de Moien hei scho gesot ginn, déi schafft keng Aarbechtsplazen. Mä wa mer awer wëssen, datt mer esou een héijen Taux vu Chômeuren hunn, a mir wëssen, datt 16, 18% vun deenen och nach Jugendliche sinn, dann dierft dat eis einfach net méi kolloossen a mir muss politesch reagieren.

Ech mengen, wa mer eiser Jugend keng Perspektive méi ginn, wann d'Jugend sech verlooss fillt, d'Gefill huet, se wier vun der Politik, vun der Gesellschaft verlooss, mir géifen hinne keng Aarbecht méi ubidden, da muss mer wëssen, wann d'Jugend keng Perspektive méi huet fir hir Zukunft, hiert Liewen, hir Famill opzebauen, datt dat Konsequenzen huet, déi néfaste kënne fir eng Gesellschaft sinn.

(Mme Lydia Mutsch prend la présidence.)

Et muss also duerfir eis Prioritéit sinn, a priori jonke Mënschen Aarbechtsplazen ze ginn. An duerfir ass et och wichteg, datt mer esou eng Reform maachen.

Wann ech virdru gesot hunn, datt d'ADEM keng Aarbechtsplaze schafft, da wësse mer, datt op där anerer Säit et d'Économie ass, déi déi Aarbechtsplaze schafft. Mä net nëmme méi d'Privatwirtschaft schafft haut vill Plazen, mä wa mer déi lescht Joren zréckkucken, och den öffentleche Secteur, de Stat, d'Gemengen an Organisatiounen, déi virun allem am Fleege- déngscht zoustänneg sinn, hunn an deene leschte Jore ganz vill Aarbechtsplazen hei am Land geschaaft.

Et ass och net, datt mer hei am Land keng Aarbechtsplaze schafen. Et gétt ëmmer geschwat vun der Diversifikatioun vun den Entreprisé vun eiser Économie. Mä souguer bei engem ganz schwaache Wuesstum, dee mer am Abléck hei am Land hunn, komme mer awer nach un Zuelen eru vu praktesch 10.000 netto Aarbechtsplazen, déi mer pro Joer hei am Land schafen. Dat heescht, et ginn ëmmer nach weider Aarbechtsplazen hei am Land geschaaft. An duerfir ass d'Fro ëmsou méi berechtigt: Wéi ass et da méiglech, wa mer 10.000 netto Aarbechtsplazen d'Joer hei schafen, datt trotzdem de Chômage vu Joer zu Joer wäert klammen?

D'Ursaach, mengen ech, déi mer feststellen, an datt dee Chômage... déi 10.000, et ginn ongeféier 40% vun deenen neien Aarbechtsplazen, déi mer eis schafen, déi gi vu Frontaliere besat.

D'Ursaach, déi een ëmmer héiert bei de Betriber, dat ass, datt se keng Leit fannen, déi déi néideg Qualifikatioun hunn, déi se an de Betriber brauchen. Wa mer déi Ursaach da méi verdeiwen, da fanne mer am Fong, datt am Fong d'Schoulpolitik, déi mer iwwer Jorzéngten hei am Land gemaach hunn, eng vun den Haapt-ursaachen ass, datt mer haut dee grouse Chômage hunn, well eben eis Schoulen net eiser Jugend déi Formatioun ginn, déi eis Économie, déi d'Betriber brauchen. Mir orientéieren a forméieren eis Kanner net de Bedierfnisser vun de Betriber no.

An duerfir mengen ech, ass et wuel wichteg, datt mer och hei ëmmer erëm betounen, datt d'ADEM muss och eng Struktur hunn, fir Weiterbildung vun deene Leit ze ginn, déi Demandeurs d'emploi sinn. Mä vill méi wichteg ass, mer ginn de Leit preventiv an eisem normale Schoulsystem, an de Grondschoulen, an de Lycées, mir ginn hinne do déi Formatioun, déi se brauchen, fir herno am Aarbechtsmaart integréiert ze ginn. Wa se dann och nach eng Weiterbildung herno wëlle maachen, tant mieux! Mä mir dierfen net mengen, datt d'ADEM dat misst opfänken, dat Versoen, wat iwwer Jorzéngten an der Schoulpolitik hei zu Lëtzebuerg geschitt ass. Dat ass eng Realitéit, déi mer muss wëssen!

Et ass natierlech och kloer, wa mer soen, mir hunn 20.000 Leit - mat deenen an de Beschäftigungsinitiativen -, oder bal 20.000, datt d'Betriber trotzdem zu enger grousser Zuel op

Frontalieren zréckgräifen. Ech mengen, et ass de Moien hei gesot ginn, 40% vun deenen vu praktesch keng Qualifikatioun. Mä déi aner hunn awer zum Deel eng Qualifikatioun, bis haut souguer ganz performant Qualifikatiounen. An ech mengen, do spillt och d'Relatioun tëschent de Betriber an der ADEM eng Roll, wou ech herno nach wäert drop kommen, déi muss onbedéngt verbessert ginn, fir datt déi Relatioun Betriber-ADEM zustane kënnt, fir datt wierklech déi Leit, déi dem Aarbechtsmaart zur Verfügung stinn - a mir hunn der hei -, datt mer do einfach muss kucken, datt d'Betriber och déi Leit kréien.

Et ass natierlech wouer, datt de Chômage terribel staark geklommen ass an datt mer iwwert d'Joren och d'ADEM net deementspriedend ugepasst hunn. Un de Wuesstum vum Chômage hu mer de Wuesstum vun de Placeuren net alignéiert, an dat awer, Här President - wëll ech hei kloer soen! -, virun allem zu Zäiten, wou d'Aarbechtsministeren hei am Land Juncker a Biltgen geheescht hunn. Ech mengen, et ass virun allem d'CSV, déi hei muss e Mea culpa maachen, déi quasi 15 Joer laang dee Ministère do hat, a wou während 15 Joer näischt geschitt ass. Dat muss ee ganz kloer hei soen!

An ech war e bëssen iwwerrascht de Moien, wéi ech de Kolleg Spautz hei héieren hunn, deen am Fong nach haut de Moien hei opgetratt ass an am Fong déi Kritiken - en huet vun de Gewerkschaften, vum Patronat, vun de Beruffschambere geschwat, déi Kritik vis-à-vis vun deemem Projet a vis-à-vis vum Minister maachen -, hie konnt déi Kritik verstoen an deenen och nach zum Deel recht ginn als Koalitionspartner! Den Här Spautz hätt sollen de Moien hei... An der Adventszäit misst jo e Politiker, deen den C a sengem Numm huet - als Chrëscht an net fir Carrière ze maachen -, esou ee Politiker misst am Fong dann och hei selwer mat sech emol eng Kéier zu Kouer goen a soen, datt déi gréisste Schold, datt mer haut esou eng Situatioun op der ADEM hunn, a senge Reien ze fannen ass bei de Ministère Juncker a Biltgen.

Ech géif mengen, wann ee weess, datt do zwee Ministère vun der CSV iwwer 15 Joer näischt gemaach hunn, da muss een och wëssen, datt déi schold dru sinn, datt iwwer Joren Honnernten an Dausende vu Jugendliche hei am Land keng Aarbechtsplaz fonnt hunn. Dat ass d'Schold vun der CSV a vu soss kengem, Här Spautz, an dat hutt Der de Moien hei vergiess ze soen!

(Interruption)

Et ass soss kengem seng Schold wéi der CSV hir, datt Dausende Jugendliche iwwer Jorzéngten hei am Land keng Aarbechtsplaz fonnt hunn! Dir sollt do net esou maachen...

(Interruptions diverses)

Ech wëll net den Nicolas Schmit als neie Minister hei a Schutz huelen, mä mat dem neien Aarbechtsminister ass wéinstens Bewegung...

(Interruptions diverses)

...ass emol wéinstens Bewegung an den Dossier komm an et ass kee Stéllstand, dee mer vun der CSV iwwer dräi, véier Perioden hei konnte feststellen.

Ech mengen, et si Leit agestallt ginn, et si 35 Leit als Placeur bäikomm, et ass eng Dezentralisatioun komm vun der ADEM op Diddeleng, Déifferdeng a Waasserbëlleg. An duerfir mengen ech, sollt een net awer elo als CSV higoen an och nach op de Koalitionspartner hei wëlle klappen - wou ech jo beileiwen net bekann sinn, datt ech en a Schutz huelen! Mä hei hunn ech awer fonnt, datt et fir e chrëschtliche Politiker an enger Adventszäit wierklech déplacéiert war, fir hei esou Saachen ze soen.

(Hilarité)

Här President, wat de Statut ubelaangt, ob et en Établissement public gétt, wat d'CSV an d'LSAP och am Koalitionssaccord festgehalten haten: Ech wëll awer soen, datt mir schonn och an eisem Wahlprogramm an der leschter Legislaturperiod gesot hunn, datt de Statut fir eis net dat Wichtigst ass. Mir kënnen och domat liewen an där Form, datt et Fonctionnaire sinn, déi d'ADEM féieren a Placeur sinn. Domadder kënne mir gutt liewen.

Ech mengen, et ass dem Demandeur d'emploi ganz egal, ob en e Fonctionnaire do setzen huet oder e Salaré ënner dem Privatstatut. D'Haaptsaach fir deen ass, datt en eng Plaz kriit. Deem ass de Statut vum Placeur ganz egal! An duerfir muss mer kucken, datt déi Leit à même gesat ginn, déi do sinn, fir de Leit eng Plaz ze ginn a se kënne begleeden, datt se déi Formatiounen hunn an déi Relatioun mat de Betriber hunn, déi se brauchen, fir kënne Leit eng Plaz ze ginn. Dat ass dat Wichtigst!

An ech fannen, datt dat en Nieweschauplatz ass, op dee mer higin, fir déi ganz Zäit iwwert de Statut ze schwätzen, ouni datt mer... Da

mussen déi Leit jo am Fong geholl och soen, si wieren der Meenung, d'Fonctionnaire wieren net à même, fir dat doten ze maachen. Da sot et esou kloer, déi, déi hei alleguete soen, et misst en Établissement public ginn. Wann Der dat wëllt maachen, da sot dat! Sot einfach: Déi sinn net capabel an duerfir muss mer en Établissement public maachen. Mir soe ganz kloer: Eis ass de Statut egal, fir eis ass et prioritär, datt déi Leit Placeure vis-à-vis setzen hunn, déi hinne Aarbecht ginn.

Datt mer kënnen an esou enger Struktur och op Leit aus dem Privatsecteur zréckgräifen, déi Méiglechkeet sollte mer eis ginn, fir eben och déi Flexibilitéit eranzekriegen. Et kënnen Zäite kommen, wou mer kuerzfristeg vill méi Leit kréien, déi eng Plaz sichen, a wou mer wëssen, datt iwwert déi Prozedur, wéi mer se an der Fonction publique hunn, mer net direkt kënne séier Leit asetzen, respektiv och wann de Chômage, wat mer eng Kéier hoffen alleguer, datt deen erëm eng Kéier zréckgeet, datt een och vläicht erëm déi Leit ka lues a lues ofbauen. Da gétt de Privatstatut engem méi Méiglechkeeten. Dat kann een zousätzlech dozou maachen, fir ebe sech déi Flexibilitéit ze ginn. Mä fir de Rescht hu mir awer kee Problem, wa se ënner deem Statut bleiwen, wéi en elo ass.

D'Zil muss sinn, datt eng besser Betreuung vum Demandeur d'emploi gemaach gétt: wann en eng Weiterbildung muss kréien, datt en déi dann och soll kréien, mä datt net nëmme méi, wéi mer an der Vergaangenheet e bëssen de Fall haten, de Chômage ervaert gétt. Wou awer och net déi Leit schëlleg sinn, well wann ee Placeur 400 Leit ënner sech huet, fir ze placéieren, da kann e se nëmme just méi verwalten an e ka keng uerdentlech Placeursaarbecht maachen. Och dat muss ee soen.

Also muss mer d'ADEM, déi nei Verwaltung en mesure setzen, datt se genuch Leit huet, fir kënnen ënner rasonabele Konditiounen déi Betreuung ze maachen, a wa méiglech eng individuell Betreuung. All Demandeur d'emploi soll den Numm kennen, soll eng Persoun hunn, mat där en d'Relatiounen hierstellt, eng Persoun hunn: Dat ass mä Placeur, un deen ech mech permanent wënnen a mat deem ech ka schaffen. Mir ware viru Joren eng Kéier mat der Kommissioun an England kucken, do gétt et déi sougenannten Jobzentren, déi och laut deem System méi oder wéineger fonctionnéieren, wou jiddweree seng Kontaktpersoun huet, fir dat ze maachen.

Dat heite Gesetz beschäftigt sech jo am Fong och nëmme mam Kader, mat der Struktur, net mat de Beschäftigungsmoossnamen, allen aarbechtspolitesche Moossnamen; dat sinn aner Gesetzter, déi mer direkt solle maachen.

Här President, ech géif awer och nach drop agoen, op d'Relatioun tëschent der ADEM an de Betriber. Ech mengen, déi muss virun allem verbessert ginn. An et ass de Moie schonn ugeklongen an och mir sinn der Meenung, wann een haut mat de Betriber schwätzt, da soe se: „Ma mir kréie praktesch keng Leit geschéckt, oder wa mer der geschéckt kréien, dann entspreche se net deem Profil, wéi mir eis e virstellen.“ Mir kéinten eis virstellen - an dat Gesetz hei gétt eis jo och Méiglechkeeten -, datt mer eis informatesch esou ausbauen, datt wierklech de Profil vun all Demandeur esou prezis wéi méiglech beschriwwen gétt an datt d'Betriber da misste kënnen online dorobber zréckgräifen an direkt kucken: Ma gétt et där Leit bei dem Aarbechtsamt oder der ADEM, déi deem Profil entsprechen?

Dat soll natierlech net mam Numm dosto, well ech mengen, den Dateschutz muss respektéiert ginn. Mä et muss awer méiglech sinn, datt e Betrib direkt uklickt a kuckt: Gétt et där Leit, déi dee Profil hunn, deen ech am Betrib brauch? Eventuell och nach, wou e wunnt a wat e vu Führerschäin a Gott weess wat alles vu Formatioun huet - de Profil esou genau beschreiwe wéi méiglech. A wann en där fënnt, da wenn e sech un d'ADEM, an déi gétt em dann d'Relatioun, stellt déi hier mat där Persoun, mam Numm, fir datt déi zwee a Verbindung kommen.

Ech mengen, et sollt een... Also duerfir ass et och fir eis wichteg, datt déi Commission d'accompagnement do geschaaft gétt, wou dann och d'Betriber déi Problemer, déi een elo ëmmer héiert vun de Betriber - datt dat eent oder dat anert, datt se net richtig informéiert wieren -, datt een do un der Zesummenaarbecht schafft. Duerch déi Kommissioun kënnen d'Betriber jo awer elo direkt dann och do Afloss huelen un der Plaz, fir ze soen, wat si gären hätten.

Ech wëll dann nach fir déi kuerz Zäit, wou mer bleift, Här President, e puer Wieder verléieren iwwert d'Beschäftigungsinitiativen. Et war sécherlech déi Zäit, wéi d'Beschäftigungsinitiativ egegrënt gi sinn, eng gutt Initiativ, well mer, egal wat mer maachen, ëmmerhin deen een oder deen anere Prozentsaz vu Leit be-

halen, déi schwéier bis guer net ze placéieren sinn. Ech mengen, och dat muss mer wëssen, datt mer ni wäerten en Null-Prozentsaz am Chômage kréien. Et wäert ëmmer eng Kategorie vu Leit ginn, déi mer net an den éischten Aarbechtsmaart integréiert kréien.

Awer mir mussen deene Leit trotzdem eng Beschäftigung ginn, eng Aarbecht ginn, eng Zukunft ginn. Se muss sech awer als vollkommen an der Gesellschaft kënne fillen. An duerfir waren déi Beschäftigungsinitiativen och gutt. Mä iwwert d'Joren hunn déi Beschäftigungsinitiativ sech esou entwéckelt, datt se eiser Meenung no haut hir Berechtigung verluer hunn.

Si hunn hir Berechtigung verluer, well einfach: Am Ursprung hate mer dat zäitlech limitéiert, déi Leit haten e Contrat à durée déterminée. Dann hu mer festgestallt, datt dat net respektéiert ginn ass. Si si vun enger Beschäftigungsinitiativ bei déi aner transféréiert ginn, fir eben iwwert dee Contrat à durée déterminée do erauszegoen. An elo ass et dann indéterminé. A Verschiddener, déi elo doranner komm sinn, gesinn dat als eng Liewensstellung, déi se do kréien. An de But, fir an den éischten Aarbechtsmaart eranzekommen, deen ass net méi do.

Duerfir mengen ech, wann een och kuckt, datt mer 50 Milliounen Euro praktesch d'Joer an déi Beschäftigungsinitiativen erapompelen, wou mer festgestallt hu bei de Problemer, déi mer elo kierzlech mat esou enger Initiativ haten, datt mer am Fong geholl op zwee Demandeur en Accompanant kréien; wa mer wëssen, datt mer beim Aarbechtsamt ee Placeur fir 400 Demandeur hunn a mer hunn op där anerer Säit op zwee Demandeur en, a mir gesinn dann d'Resultat, wat awer bei der Beschäftigungsinitiativ erauskomm ass - et ass quasi null, wat mer do vu Leit an den éischten Aarbechtsmaart integréiert kréien -, da muss een dat einfach esou gesinn an et muss ee soen: „Dat ass een Échecl!“, an da soll een domadder ophalen!

Mir proposéieren duerfir, datt een déi Beschäftigungsinitiativ soll annexéieren un d'Aarbechtsamt, well dann déi direkt Relatioun do steet, an datt ee soll a priori versichen, en Tri ze maachen tëschent deene Leit, déi schwéier bis guer net ze placéieren sinn, an déi eventuell bei Gemengen, beim Stat ënnerzékriegen - datt ee se a sozialen Aarichtungen an A.s.b.l.en ënnerkritt -, an déi aner, wou ee gesäit, dat sinn der wierklech, déi kéinten op den éischten Aarbechtsmaart kommen, do soe mir, da sollen déi an d'Betriber kommen, quitte datt een d'Betriber och do soll - an do sinn ech mat menger Virriednerin net d'accord, datt een d'Betriber net méi soll ënnerstetzen -, dach, et muss een d'Betriber encouragéieren, fir déi Leit da bei sech anzustellen!

Natierlech ënner der Konditioun, datt e Betrib net kann higoen a permanent eng bestëmmten Zäit een huelen - an dann dee subsidiéiert kréien - an dann duerno deen erëm op d'Strooss setzen an deen Nächsten huelen. Dat dierft et net sinn! Also och do muss mer eis Regele ginn, datt d'Betriber eng gewëssen Obligatioun dann och kréien, wa se där Demandeur kréien a se kréie vum Stat, vun der Allgemengheet gehollef, da muss se och déi Leit astellen. Et sief, et géifen Argumenter, no-vollzëibar Argumenter virleien.

Duerfir soe mir, eist Zil muss et sinn, déi Leit, déi fäeg sinn, an den éischten Aarbechtsmaart ze kommen, déi muss mer och kucken an den éischten Aarbechtsmaart eranzekriegen. An dat kënne mer nëmme, wa mer déi Leit an d'Betriber dirigéieren. An déi Leit, déi mer eben net mengen an den éischten Aarbechtsmaart kënnen eranzekriegen, déi sollte mer, wéi gesot, bei Stat, Gemengen a sozialen Institutiounen ënnerbréngen. Dann, mengen ech, hu mer eng Situatioun... Graff, d'Gewerkschaften, déi sollen hir Aarbecht maachen als Gewerkschaften, an d'Betriber, déi sollen hir Aarbecht als Betriber maachen, a mir sollen dat eent mat deem aneren net verwieselen.

Här President, ech hu relativ positiv elo déi ganzen Zäit hei iwwert dat Gesetz geschwat an ech mengen, et sinn och eng ganz Rei vun Akzenten, déi positiv an deem Gesetz sinn. Virun allem, et geschitt emol eppes! Dat ass fir eis emol dat Wichtigst. Nodeems mer 15, 20 Joer CSV-Stéllstand an deem Dossier haten, geschitt elo emol eppes, an dat soll een awer och als Oppositionspolitiker dierfen ervirhiewen.

Ech mengen, et ass e Kader, dee mer eis hei gesat hunn, dee muss elo mat Liewen, mat Inhalt geféllt ginn. Do kann natierlech jiddweree seng Skepsis hunn, an déi hu mir och. Mir wëssen, datt mer ganz dacks hei gutt Virsätz haten, an

herno huet d'Praxis awer bewisen, datt dat net esou war. Duerfir geheie mir och an Zukunft e kritesche Bléck op dat heite Gesetz.

Mir wäerten duerfir beim Gesetz net dergéint stëmmen, mä mir wäerten eis enthalen, fir einfach mat engem kritesche Bléck dat Gesetz ze observéieren an op där anerer Säit awer eng gléckleche Hand ze wënschen, datt dat, wat mer..., oder de Minister, oder d'Regierung sech hei virgeholl huet, datt dat och wäert glécken.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme la Présidente.** - Merci, Här Gibéryen. Deen nächsten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Urbany. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Merci, Madame Presidentin. Dee Gesetzesprojet hei, deen huet jo, et ass wéineg dovun geschwat ginn hei, eng politesch staark ausgeprägte Virgeschicht. Déi Virgeschicht geet am Fong geholl zréck op déi Diskussioun, déi den Här François Biltgen 2006 lancéiert huet als Aarbechtsminister, iwwert d'Beschäftigungspolitik. En huet deemools e Projet de loi déposiert. Dat ass iwwerengs ee vun deene wéinegen, wann net deen eenzege Projet de loi, deen haut nach bekannt ass ënner sengem Numero: de 5611. Dat ass e richtegt Markenzeche ginn.

Esou wéi „Kölnisch Wasser 4711“...

(Hilarité)

...ass et e richtegt Markenzeche gi fir eng Beschäftigungspolitik, déi virun allem wollt deemools de Problem vun der Jugendbeschäftigung léisen um Bockel vun deene Jugendecken. Dee Gesetzesprojet huet ganz séier zu grousser Schülermanifestatioun gefouert, och mat deene gréissten, déi an deene leschte Jore stattfonnt hunn. Doropshi sinn eng Rei Saachen dra geännert ginn, mä am Wesentleche besteet nach ëmmer de 5611 a senger Logik, a senger Philosophie an och a sengem Contenu haut nach am Aarbechtsrecht.

Virun allem steet e fir d'Proratiséierung vun Chômage, dat heescht dofir, d'Durée vun Chômage unzupassen un déi Zäit, wou ee viru geschafft huet. E steet fir eng Aktivéierungspolitik vun den Aarbechtslosen, wou am Fong geholl virausgesat gëtt, dass déi Aarbechtslos prinzipiell onwëlleg sinn, fir schaffen ze goen, an dowéinst gesäit en och Sanktioune vir. E steet fir eng Politik vu bëllegen Aarbechtskräften duerch eng Retsch vu Placementsmesuren a prekären Aarbechtsverhältnissen: CAE. De Begrëff vun der Employabilitéit vun der Aarbecht stécht dohannert, deen am Fong geholl dovun ausgeet, net vun de reelle Bedierfnisser vun der Ekonomik, mä vu virusgesatene Verwärtungsbedierfnisser, an domadder entwärt en och d'Aarbecht u sech.

A well mer jo schonn an der Adventszäit sinn - ech sinn net esou bewandert do an deene Kategorien - wëll ech awer och de Jean-Paul II. zitéieren,...

► **Plusieurs voix.** - Aha!

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - ...an zwar indirekt am Kader vun engem Artikel vum Här Léon Zeches vum 19. September 2009, dee sech ausenanergesat huet deemools mat deene Mesuren a mat där ganzer Politik, deen huet geschriwwen: „Irgendeine Arbeit ist besser als keine!“ géif gesot ginn, „Doch entwerfen solche Parolen nicht die Arbeit an sich und verschleissen das Arbeitsvermögen? Die staatliche Nötigung Arbeitswilliger, so Johannes Paul II., jede irgendwie zumutbare Arbeit anzunehmen, verletze das persönliche Grundrecht auf sinnvolle Arbeit und mache die Gesellschaft zu einer Horde von Arbeitstieren.“ Ganz staark Wieder!

Den Här Schmit huet den Dossier 5611 iwwerholl, dat war ongeféier déiselwecht Zäit. Dat huet awer net wierklech zu engem Emdenke gefouert, well duerch e Gesetz vum 2009 huet hien déi prekär Aarbechtsvertrag: CIE, CAE an der Zäit verlängert a souguer subventionéiert, esou staark, dass a gewësse Fäll 115% vun der Indemnitéit vum Stat iwwerholl gi sinn. De Statsrot huet deemools geschriwwen: «On ne saurait difficilement faire plus.»

(Hilarité)

Hei funktionéiert d'ADEM iwwerengs mat Belounungen, net mat Sanktioune! Ech liesen och, dass elo déi Leit, déi op d'Aarbechtsamt ginn, sollen „Clienten“ sinn. Et heescht awer och „le client est roi“. An ech weess net, wien dee richtegste Roi hei ass vis-à-vis vun der ADEM, wann ech mer déi do Saachen ukucken. Et si sécherlech net déi Aarbechtslos. Et ass e System, deen iwwerengs och wahrscheinlech net

funktionéiert. Dat wäerte mer nach gesinn, wa mer déi Chiffere virgeluecht kréien, déi versprach gi sinn. An et ass och déi Gesetzgebung, déi herno soll verlängert ginn. Ech wäert och do dergéint stëmmen.

Et ass symptomatesch, mengen ech - ech sinn awer net deen Eenzege, deen dat hei seet -, fir déi Debatt, dass ouni Evaluatioun vun de Beschäftigungsmoosnamen a vun där gesamter Aarbechtspolitik hei déi Moosname verlängert ginn an och eng Reform vun Aarbechtsamt soll agefouert ginn. Ech begrëissen zwar déi méi aktiv Démarche vun där neier Agence pour l'emploi a puncto Prospektioun a Formatioun. Mä do gi keng Absichtserklärungen duer, dofir muss se och Mëttele kréien.

An ech fannen, ganz interessant sinn déi Pisten, déi zum Beispill vun der Chambre des Salariés opgezeechent gi sinn um Niveau vun enger aktiver Interventioun beim Maintien dans l'emploi, vun enger Kontroll och vun de Licenciements économiques, déi net dären zu Abusé féieren. Ech wëll och an deem Kader un eis eege Proposition de loi erënnere, déi den Här Hoffmann hei erabruucht huet, iwwert d'Vehënnung vu mëssbräichleche Kënnegungen. An ech mengen, déi soll endlech och vum Statsrot aviséiert ginn.

Et ass kloer, dass all Aarbechtsplaz, déi an engem Betrib ka gehale ginn, eng manner ass, déi muss traitéiert ginn um Niveau vun Aarbechtsamt. Deen ugekënnegten Débat iwwert de Chômage a sengem Gesamtkontext, mengen ech, an ech schlësse mech do anere Virriedner un, muss endlech gefouert ginn.

Mir begrëissen awer contrairement zu deem, wat anerer hei gesot hunn, dass déi nei Agence weiderhi soll eng staatlech Verwaltung bleiwen an net ausgelagert soll ginn.

Mir sinn also d'accord - och wann d'Madame Loschetter viru suggestéiert huet, déi Lénk wiere géint eng Reform vun der ADEM.

(Interruption)

Do si mer sécher dergéint!

(Interruption)

Mir sinn awer derfir, dass d'ADEM rationell a vill méi effektiv ka funktionéieren, laut hire Moyenne natierlech, déi een da muss kucken. Mä ech mengen, hei bleiwen Inhalt a Richtung vun där Reform weiderhin onbestëmmt respektiv bleiwen op der aler Schinn. An duerfir kënneg ech och hei meng Enthalung zu deem Projet do un.

► **Mme la Présidente.** - Merci, Här Urbany. Et sinn da keng weider Riedner agedroen. Dann huet d'Regierung elo d'Wuert.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.** - Madame Presidentin, ech wëll emol fir d'Éischt, wéi all meng Virriedner, dem Rapporteur Merci soe fir deen ëmfangräiche Rapport, deen effektiv dee laangen Historique mécht vun där Reform hei.

Et ass elo e puermol gesot ginn: D'Gesetz iwwert d'ADEM ass vun 1976, a mir haten eng Rei Etappen, wou effektiv déi Reform hei ugeduecht ginn ass, iwwer en éischten Audit an den 90er Joren an dann dee berühmtenen Audit vun der OCDE, deen, ech rappeliéieren, dräi Saachen, fir mech wichteg Saache gesot huet: D'ADEM huet keng Mëttelen, d'ADEM huet net genuch Leit a si huet ze wéineg Plaz. Dat heescht, raimlech ass se extrem enk bemiss.

Ech mengen, déi dräi Punkten eleng, déi jo net schéng fir den Här Bauler besonnesch wichteg ze sinn, déi hu mer ganz schnell geléist. Mir hunn der ADEM méi Mëttele ginn. Mir hunn der ADEM méi Plaz ginn, an zwar op verschidene Plazen, wou den Accès fir d'Demandeurs d'emploi a fir d'Entreprisé méi einfach ginn ass. A mir hunn hir besonnesch och méi Leit ginn. Dat just als Virbemierkung.

Mir sinn alleguer d'accord, datt vläicht déi Reform éischer hatt kënne kommen. Mä dat ass eng Diskussioun, déi net wichteg ass. Si ass elo do a si muss elo mat Liewe geféllt ginn.

Ech ka mech nëmmen e bësse wonneren, datt ee vum Gesetz, vun engem Gesetz alles fuerdert, besonnesch, wann et sech ëm eng Administratioun oder ëm eng Institutioun oder eng Agence handelt. Et ass nëmmen e Kader. An ech kann absolut déi Formel, déi den Här Spautz gebraucht huet, vum Réibau iwwerhuelen. Et ass e Réibau, a mir mussen dee Réibau elo vu banne féllen. Mir mussen déi richteg Miwwelen, déi richteg Tapéit a besonnesch déi richteg Bewunner, déi mussen mer drakréien. Dir wësst, vu wat ech schwätzen. An dat ass den essenzielle Punkt: wéi mer déi Reform elo un d'Liewe kréien.

An dat ass awer amgaangen! Et ass net esou, datt mer elo op dat Gesetz gewaart hätten, d'Hänn an de Schouss geluecht hätten a gesot hätten: Ma elo stëmme mer emol schéi brav

d'Gesetz an da kucke mer, wéi dat Gesetz implementéiert gëtt. Neen, déi Reform, déi ass amgaange säit dem éischte Moment, säitdeem, wou mer déi Reform ugepaakt hunn.

Ech wëll och e bësse korrigeieren, wat hei gesot ginn ass iwwer notament déi Amendementer, déi a leschter Minut do erakomm wieren an dee ganze Projet revolutionéiert hätten. Also, ech hunn..., an dat nëmmen, well mer eng Firma - MindForest, fir se net ze nennen - engagéiert hunn. Déi Agence, déi schafft scho bal, scho säit engem ganze Joer an der ADEM an ass amgaangen, d'Prozeduren effektiv unzupasse fir dat, wat jo jiddwereen hei fuerdert: den individuelle Suivi, déi individuell Betreuung, fir dat och richteg ze organiséieren.

Mä déi Amendementer hunn dee Projet hei iwwerhaupt net revolutionéiert. Si hu just e puer Korrekturen drabruecht. Duerfir kann ech mech heiansdo wonneren, wéi d'Leit hir Projeten oder d'Amendementsprojete liesen. Mä dat ass en Detail.

Wichtig ass natierlech och, datt mer déi Aarbecht vun der interner Reform zesumme mat där Agence weiderféieren. An dat ass och virgesinn! Well am Projet selwer ass en Artikel virgesinn, deen ons erlaabt, iwwert déi nächst zwielef Méint, a wann et muss sinn och méi laang, dee Reformprozess ze ënnerstëtzen, fir datt déi Reform hei e Succès gëtt. Well mir kënnen ons keen Échec - an hei sinn ech mat jiddweringem d'accord! -, mir kënnen ons keen Échec erlaben. Den Enjeu ass ze grouss.

D'ADEM, jo, ass net d'Institutioun, déi Aarbechtsplaz kreéiert. Dat wësse mer alleguer. Dat ass eng Binsenwahrheit. Dat bräicht een eigentlech scho guer net méi ze rappeliéieren. „It's the economy, stupid“, wéi de Clinton gesot hat, déi d'Aarbechtsplaz schafft. Et ass do, wou mer müssen derfir suergen effektiv, datt Aarbechtsplazen entstinn.

Mä déi entstinn! Et ass net esou, datt d'Lëtzebuerger Economie an deene leschte Joren, souguer an deene leschte Méint keng Aarbechtsplaz kreéiert hätt! Ech krut de Mueren déi lescht Chifferen. An déi lescht Chifferen weisen, datt am August, iwwert d'Joer gekuckt, par rapport zum August vum Joer viru nach 3,3% méi Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg entstane sinn - an 3,3% Salariés-Aarbechtsplazen! Net, wéi ëmmer gesot gëtt, dat si lauter Fonctionnaires, déi geschafe ginn, well d'Kreatioun vun deenen Aarbechtsplaz läit nëmme bei 1,8%.

Dat heescht, de Secteur, deen Aarbechtsplaz schafft a méi engem Beräich vu Konkurrenz, deen ass nach weider dynamesch. Mä do, wou et oft happert, dat ass, datt mer déi Aarbechtsplazen net ëmmer mat Leit besat kréien, déi hei am Chômage sinn. Okay, do läit en „gap“. Do läit dee groussen Défi. An do ass natierlech eppes vun der ADEM erfuerdert.

Mä och - ech weess net, ob Dir et waart, deen dat gesot huet -, Dir kënn net d'ADEM mat alle Missiounen belaachten. Ech hunn an engem Interview gelies, d'ADEM misst elo eng Fortbildungs- a Weiderbildungs- an ech weess net wat fir eng aner Bildungsinstitutioun ginn.

Jo, d'Instrument vun der Weiderbildung, vun der Fortbildung, vun der neier Orientéierung ass en essenziell Stéck an der ADEM, mä d'ADEM ass net en neien CNFPC, ass net eng Institutioun Schoul. D'ADEM ass en Organ, en Instrument, fir d'Leit an déi richteg Richtung, wa muss weidergebilt ginn, wa muss fortgebilt ginn, ze orientéieren. Mä si selwer huet net d'Missioun, alles dat, wat an der Schoul verpasst ginn ass, ze kompenséieren a sech der Schoul praktesch ze substituieren. Dat ass also wichteg.

Mä wat ass d'ADEM als Instrument nach? D'ADEM ass eigentlech fir ons, an eng ganz oppener Economie, an engem Aarbechtsmaart, deen extrem oppen ass... A Gott sei Dank op ass, well soss hätte mer net dee Wuulstand, dee mer hei erreecht hunn, wann net déi 150.000 Leit all Dag bei ons géife schaffen kommen an derfir suergen, datt déi Economie hei op esou engem héijen Niveau dréit an esou eng héich Produktivitéit huet an esou vill Räichtum fir ons allegueren hei produzéiert - vläicht net fir ons alleguer, mä fir eng grouss Zuel - a fir e Sozialstat suergt, dee mer bis elo nach konnten an der Riicht halen.

Mä - mä! - d'ADEM muss ons trotz allem hëllefen, de Contrôle an d'Initiativ op onsem eegenen, wann een esou dierf soen, nationalen Aarbechtsmaart besser erëmzékriegen. Do läit d'Missioun vun der ADEM, datt och déi Leit, déi Résidenten, déi hei am Chômage sinn, eng Chance hunn, op engem kompetitiven, konkurrenzstaarken Aarbechtsmaart eng Chance hunn, an d'Aarbechtsliwien eranzekommen.

A wann d'ADEM schwaach ass, wann d'ADEM net gutt funktionéiert, wann d'ADEM deene Leit net Méiglechkeeten offéiert, fir e Wee ze fannen, an d'Aarbecht zréckzekommen, da

spillt natierlech dee berühmte Marché. A mir wëssen, wéi dee Marché spillt!

Haut ass eng interessant Statistik erauskomm - et gëtt jo ëmmer gesot, mir hätten net vill Statistiken iwwert d'Aarbechtsliwien -, mä aus der Groussregioun, iwwert d'Grenzgänger. An do ass probéiert ginn, de Grenzgänger ze identifizéieren. Wien ass de Grenzgänger? Am éischte Saz steet, en ass männlech, en ass jonk, en ass vollzäitbeschäftegt an en ass iwwerduerschneitlech qualifizéiert.

Dat ass den Défi vun engem oppenen Aarbechtsmaart, dat doten, datt d'Leit eben an där Konkurrenzsituatioun stinn. An duerfir muss mer natierlech suergen, datt déi Leit, déi an de Chômage kommen, net offalen an net Laangzäitaarbechtsloser ginn, well d'Laangzäitaarbechtslosegkeet ass natierlech Gëft an heescht och - ech mengen, den Här Lux huet dat gesot -, heescht, datt aus der Aarbechtslosegkeet ganz oft eng Verlängerung an eng permanent Fragilitéit, eng permanent Précaritéit vun der Aarbechtslosegkeet gëtt.

Dat heescht, d'ADEM ass onst Instrument, fir d'Initiativ op onsem Aarbechtsmaart ze behalen, oder - besser gesot - ze verbesseren.

Nu wëll ech mech net laang ophale mat der Diskussioun: Établissement public oder net Établissement public? Ech mengen, dat ass scho laang gesot ginn. Dat, wat wichteg ass, dat ass, datt déi Leit, déi do schaffen, datt déi hir Aarbecht gutt maachen, datt déi Moyenné kréien, fir hir Aarbecht gutt ze maachen, datt se gutt ausgebilt ginn. An och hei gesäit d'Gesetz vir - an ech mengen, dat ass eng relativ Innovatioun, datt dat an engem Gesetz virgesinn ass -, datt déi Leit, déi an enger Administratioun beschäftigt sinn, mussen weidergebilt ginn.

Natierlech spillt och do de Rekrutement eng Roll. Et géllt net einfach ze soen, bon, aus dem Concours beim Stat huele mer de 27., 28. an den 29., déi schécke mer bei d'ADEM. Neen, net jiddwereen ass fir dee komplizéierten an haarde Métier vum Conseiller professionnel gemaach. Ech mengen, do muss ee kucken, datt déi Leit, déi déi Carrière choiséieren, och wierklech déi Voraussetzungen matbréngen an dann natierlech déi Formatioun kréien, zu Lëtzebuerg oder iergendwou anescht. Duerfir hu mer jo och déi Kooperatioun mat onsen Nopeschlänner, besonnesch mat den Agenturen an onsen Nopeschlänner, fir déi Kooperatioun ze maachen.

Also, mengen ech, ass déi Fro vum Établissement public net eng wesentlech Fro. Mä mir hu virgesinn, fir deenen dat ze rappeliéieren, déi vläicht viru laanger Zäit dee Projet emol gelies hunn, datt mer a fënnef Joer - mä wann Der wëllt, kënnen mer dat och an dräi Joer maachen - eng Evaluatioun maachen a kucken: Huet dee Kader hei seng Erwaardungen erfëllt, oder stellt sech effektiv d'Fro, datt mer dat awer changéieren, well effektiv eng Rei Problemer vläicht entstane sinn, déi mer haut nach net esou direkt gesinn?

Déi Méiglechkeet ass do, an ech géif och soen, déi ass scho praktesch am Projet ageschriwwen. Well wann... Ech si verwonnert, datt iwwert déi Commission de suivi esou vill Negatives gesot gëtt. Mä déi Commission de suivi, wann déi kritiséiert gëtt: Géif dann och an engem Établissement public kritiséiert ginn, wa mer e Conseil d'administration geschaf hätten? Géife mer dann och soen, dat wier e Conseil d'administration, deen e Waasserkapp géif duerstellen? Neen, dat géife mer net soen, well do zu engem Établissement public gehéiert e Conseil d'administration.

Da froen ech, firwat net bei enger grousser Administratioun, déi no beim Bierger, no bei hirem Client muss sinn, och dierf eng Commission de suivi sinn, déi, wéi den Här Spautz d'ailleurs gesot huet, eng tripartite Kompositioun huet, dat heescht, datt souwuel d'Patrone wéi d'Gewerkschaftler an esou enger Commission de suivi zesummekommen, fir ebe genau eng Evaluatioun ze maachen, fir Recommandatiounen ze maachen an, ech soen et ganz kloer, fir e gewëssene Contrôle op d'Direktioun vun der ADEM auszeüben.

Mir sinn also hei schonn amgaangen, u sech eppes ze maachen, wat vläicht net ganz klasesch ass, wat vläicht e bëssen déi e bësse konservativ Konzeptioun vun der Administratioun iwwerschreit. Mä ech mengen, hei géllt et, innovativ ze sinn, hei gëtt also eng Richtung uginn, datt eben déi Administratioun net einfach kann als Administratioun funktionéieren, mä datt se weess, datt doriwier d'Sozialpartner plus aner Ministèren, iwwerengs och de Ministère vun der Economie sociale et solidaire, kucken, ob déi Missioun richteg ausgeübt ginn. Dat ass also fir mech e ganz wichtige Punkt, datt déi Commission de suivi, wa se composéiert ass, och e wichtige Rôle an der ADEM do spillt.



Elo gëtt geschwat vun dem Suivi individuel. Ech mengen, dee steet oft genuch am Projet. Mä de Suivi individuel, dee muss um Terrain stattfannen! Dee fënnt net am Projet statt, dee fënnt um Terrain statt. An dee fënnt statt, well d'Conseillers professionnels éischens Zäit hunn; mir mussen also d'Zuelen nach weider reduzéieren, wou se sech mat Demandeurs d'emploi beschäftegen, a si brauchen eben eng méi komplett Orientatioun, méi eng komplett Form vun der Aarbecht.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

An do ass d'Instrument geschaf! Mir hunn eng Convention de collaboration, an déi Convention de collaboration, déi erlaabt précisément, den Demandeur d'emploi besser kennenzelieren, all seng Facetten ze kucken an ze kucken: Wou si seng Schwächen, wou si seng Stärken, wou mussen mer dat kompenséieren iwwer Formatiounen, déi e brauch, fir seng - obwuel ech dat Wuert net besonnesch gär hunn - Employabilitéit ze verbesseren an en esou op den Aarbechtsmaart zrëckzebréngen?

Nun huelen ech eng aner Proposition ous, et ass déi vum Här Bauler, dee seet, ma mir hätte misse méi mat privaten Acteuren oder privaten Agencen zesummeschaffen. Och do, Här Bauler, hutt Der d'Gesetz net esou gelies, wéi ech eigentlech vun lech dat erwaart hat.

(Brouhaha)

► **M. André Bauler (DP).** - Ah sou!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.** - Well mir hunn ons déi Moyenen am Gesetz ginn. Dat steet vläicht net op 24 Zeilen, mä et steet ganz kloer do, datt d'ADEM d'Méiglechkeet huet, mat privaten Entitéiten zesummeschaffen. Geschitt dat net elo schonn? Natierlech geschitt et elo schonn!

A wa vu Beschäftigungspolitik geschwat gëtt, wat ass da Beschäftigungspolitik? Dat ass e groust Wuert. Mä Beschäftigungspolitik, déi deklinéiert sech an eng Kooperatioun mat deenen, déi, wéi Der richteg sot, d'Aarbechtsplaz schafen. Beschäftigungspolitik vun uewen erof kann net funktionéieren. Beschäftigungspolitik muss haaptsächlech mat deenen zesummen ausgeschafft ginn, wou d'Aarbechtsplaz geschaf ginn.

An dat si mer amgaangen ze maachen, wa mer dees Programm „Fit4Job“ an de Finanzsektor bruecht hunn, fir ze probéieren, e Maximum vu Leit, déi an deem Sektor hir Aarbechtsplaz verluer hunn, erëm zrëck op eng Aarbechtsplaz ze bréngen. A mat engem reelle Succès, well mir sinn elo beim véierte Programm, an eng ganz Rei Leit hunn erëm eng Aarbechtsplaz am Finanzsektor fonnt, well se zesumme mam Sektor evaluéiert gi sinn, hir Kompetenze gekuckt gi sinn, an natierlech zesumme mat der ADEM an dem Sektor d'Vermittlung organiséiert ginn ass.

An dat, wat mer beim Finanzsektor maachen, dat maache mer beim Commerce; dat leeft elo ufanks des Joers un. Ech hat virun e puer Deeg d'Horeca do, déi interesséiert ass, en ähnleche Projet ulafen ze loosse. D'Chambre des Métiérs, mat där si mer amgaangen, fir ze kucken, wéi mer och d'Handwierk, wat jo ee vun deene Créateurs d'emplois nach hei zu Lëtzebuerg ass, wéi mer och do besser d'Leit kennen an d'Handwierk orientéieren.

Dat ass konkret Beschäftigungspolitik, net iwwer grouss national Pläng iwwer Beschäftigung, mä konkret mat den Acteuren zesumme kucken: Wéi brénge mer et fäerdeg, Leit, déi am Chômage sinn, jonk Leit, déi eng Aarbechtsplaz sichen, schnell an eng Beschäftigung ze kréien? Wat brauche se? Brauche se Formation complémentaire, da gi mer hinne se, awer déi muss och definéiert ginn, mat den Entrepreneuren, mat den Employeuren, fir datt se och wierklech et erlaabt, an eng Aarbechtsplaz eranzekommen.

Dat sinn also e puer Iwwerleeungen, déi ech hei wéilt maachen. E Punkt: Struktur a Kultur - jo natierlech, dat do ass d'Kultur, an op déi Kultur kënn et un. An ech wéll do ee Wuert soen zu deem, wat den Här Spautz am Ufank gesot huet, dat ass de Management. An do, mengen ech, ass e groussen..., eppes, wat nach net ëmmer hei zu Lëtzebuerg ukomm ass.

Eng Administratioun heescht net, administréieren, eng Administratioun heescht och Management. An ech mengen, wa mer vu Réforme administrative schwätzen, dann heescht dat natierlech, dee Gescht vu Management, vun Organisatioun, vu Kommunikatioun, vun Transparenz, vun Écoute an d'Betriber, mä och an d'Administratiounen erabréngen. An ech mengen, dat ass effektiv ee groussen Défi, datt mer an deem Sënn d'ADEM ëmbauen an datt mer déi Reform mat de Leit fäerdegbréngen. Mir bréngen déi net géint d'Leit, déi an der ADEM schaffen, fäerdeg. Mir brénge se nëmme

mat de Leit, déi an der ADEM schaffen, fäerdeg. Dat ass dee reellen Défi.

Duerfir hu mer och déi Reform mat de Leit ugefaangen. Mir hunn - wa gesot gëtt, periodesch Réuniounen organiséiert -, natierlech hu mer periodesch Réuniounen, well d'Leit net sollen d'Gefill hunn, datt iwwer hir Käpp ewech déciéiert gëtt, mä datt muss probéiert ginn zesummen - mat all deene gudden Iddien, déi all déi Leit hunn, déi jorelaang an där ADEM schaffen, hiren Experienze, hire Frustratiounen, hiren Déceptiounen, awer op déi eng Äntwert fonnt gëtt! -, datt mer do dee richteg Wee fannen, fir an déi richteg Richtung ze goen.

Eng lescht Remarque fir d'Orientatioun. Madame Loschetter, ech si verwonnert, datt Dir esou vill iwwert d'Absence vun Orientatioun geschwat hutt. Och do ass dat en Artikel, ech mengen, dee méi kloer net am Gesetz ka stoen. Dir hutt ugeprangert, datt misst zesummeschafft ginn tëschent den Acteuren, besonnesch fir déi Jonk.

Mä Orientatioun ass net nëmme eng Saach vun deene Jonken. Orientatioun gëtt och ëmmer méi eng Saach vu manner Jonken, vun all deene Leit, déi mussen hir Aarbechtsplaz änneren, déi hir Aarbechtsplaz verléieren, déi hir Qualifikatioun op eemol dévaloriséiert kréien, well se net méi gebraucht gëtt. Orientatioun ass eppes Breedtes, wat net nëmme déi Jonk ugeet, mä och Leit, déi schonn e bësse méi al sinn.

Den Artikel 622-18, dat ass relativ um Schluss vum Gesetz, dee seet ganz kloer, énuméiert ganz kloer all déi Acteuren, déi mussen zesummebruecht ginn, a seet: «Cette collaboration peut être organisée dans le cadre d'une structure commune de l'orientation». Eh bien, des Structure commune de l'orientation wäerte mer, an Dir sidd häerzlech als Schäfte vun der Stad Lëtzebuerg, Sozialschäfte, agelueden...

► **M. le Président.** - Här Minister, erlaabt Der, datt d'Madame Loschetter lech eng Fro stellt?

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.** - Jo.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Merci. Ech weess, Här Minister, datt Dir elo gläich eppes aweit. Ech weess och, datt dee Saz am Artikel steet. Mä ons Kritik war eng ganz aner. Ons Kritik war: Mengt Dir - oder d'Fro, déi ech lech stellen -, mengt Dir net, et wier sënnavoll gewiescht, lech vläicht nach sechs Méint ze huelen an dann e Projet ze déposéieren, wou net nëmme drasteet, datt Dir wéllt mat deenen zesummeschaffen? Oder wéllt Dir per Règlement grand-ducal elo iergendwéi de Modus definéieren, wéi en Arbeitsamt mat enger Maison de l'orientation an notament och mat aneren Institutiounen soll schaffen, déi vläicht anescht si wéi just d'Commission de suivi?

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.** - Ech si verwonnert: Dir hutt op där enger Säit gesot, d'Zäit, déi wier knapp a mir hätte schonn Zäit verpasst, fir déi Reform ze maachen - a mir sollten elo nach eemol sechs Méint huelen, fir ze kucken, wéi mer...

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Dir hat zwee Joer Zäit!

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.** - Neen, d'Maison de l'orientation, déi mécht op, wahrscheinlech am Februar oder am März. D'Modalitéiten, wéi do zesummeschafft gëtt, déi si fixéiert, a mir brauchen duerfir net laang Gesetzer ze maachen. Mir sinn e Land, wat mengt, mir missten alles iwwer Gesetzer regelen. A mir brauche Joeren, ier mer e Gesetz adoptéiert hunn!

Neen, ech mengen, wann et eng Maison de l'orientation gëtt, wou all d'Acteuren, Dir hutt se entre autres e bëssen alleguer genannt, ob dat elo d'ALJ ass, ob et de SPOS ass, ob dat de Service d'orientation vun der ADEM ass - ech hoffen, datt och d'Héichschoulservicer do matmaachen, de CEDIES -, wou déi sech regroupéieren an enger Maison de l'orientation. Duerfir, dee Wee, deen Dir opgezeechent hutt vun deem Jonken - dee vun der ALJ bei en anere Service iwwert d'Schoul net weess, wou en higee -, dee weess da ganz genau, wou seng Adress ass a wou e richteg berode gëtt an net sechsmol dat nämlech gesot kritt, mä eemol gesot kritt, wat säi Wee, säi méigleche Wee, no sengem eegene Choix natierlech, kéint sinn.

An déi Maison de l'orientation kënn op d'Stäreplaz; d'Locatioun ass gemaach. Mir kënnen also ganz schnell demarréieren a mir brauchen net nach eng Kéier sechs Méint ze verléieren, fir déi Maison de l'orientation opzemaachen.

Voilà, ech mengen, de Service employeurs wollech awer nach kuerz uschneiden. Och do ass gesot ginn, d'ADEM misst e Guichet unique hu

fir d'Employeuren. Mä genau dat ass et, wat mer am Text stoen hunn. An dat ass och amgaangen, en place gesat ze ginn. D'ADEM huet u sech - ech hunn dat Wuert, et ass gesot ginn, „Clients“ a priori net besonnesch gär; „Usageren“, loosse mer emol et besser esou nennen - zwou Zorte vun Usageren: op där enger Säit den Employeur, ouni deen näischt geet, well ouni Offere kann déi bescht ADEM kee vermëttelen, an natierlech den Demandeur d'emploi.

A fir den Employeur, fir déi Confiance ze gewannen, déi mer brauchen, fir aus der ADEM dat Instrument ze maachen, wat mer wëllen, richte mer e Service employeurs an, wou d'Employeuren all Informatiounen kréien, wou se geholle kréien, och fir hir eegen Offeren. Well oft sinn d'Offeren och net ganz prezis! Wa gesot gëtt, et gëtt dee Falschen dohinner geschéckt, dann ass dat och oft, well d'Offer net genügend definéiert ass a genügend prezisiert ass!

An e leschte Punkt ass - keen huet et gesot - den Délégué à la formation, d'Koordinatioun vun der Formatioun, d'Evaluatioun vun alle Programmer, déi et fir Formatioun gëtt. Well och do: D'Wuert magique „Formatioun“ ass net eng Léisung fir alles - mir mussen och do mat enger gewëssener Prudenz drugoen! Ech mengen, dat, wat mer de Leit wëlle ginn, dat ass net „formation pour la formation“, dat ass eng Qualitéitsformatioun, mat där se och kënnen an hirem zukünftege Berufsliewen eppes ufänken. An duerfir ass d'Schafe vun engem Délégué à la formation virgesinn.

Ech mengen, dat ass en zentraalt Element vun enger moderner ADEM, an ech hoffen, datt alles dat zesummen an engem Geescht vu Kooperatioun tëschent deene verschiddenen Acteuren an der ADEM, mä awer och mat de Partner dobaussen, ons erlaabt, de Chômage hei zu Lëtzebuerg zrëckzebréngen an effektiv, esou wéi ech dat virdu gesot hunn, d'Initiativ op onsem Aarbechtsmaart erëmzkréien.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Aarbechtsminister. Domadder wier d'Diskussioun ofgeschloss.

3. Ordre du jour

Mir kënnen am Moment net iwwert de Projet ofstëmme, well mer e Problem mat eiser Ofstëmmungsmaschinn hunn. Mir mussen also de Vote méi spéit virhuelen.

► **Plusieurs voix.** - Oohhhh!

► **M. le Président.** - Ech wollt lech och soen, datt mer d'Sitzung herno kuerz wäerten ënnerbriechen. Nodeems mer nach iwwert de Médiateur ofgestëmmt hunn an och nach nom Projet de loi iwwert d'Ännerung vum Code du travail maache mer eng kuerz Ennerbriechung, an um hallwer zwou geet d'Sitzung dann erëm virun.

4. Nomination d'un médiateur

Gutt, elo kéime mer dann zu eise nächste Punkt: Sou wéi d'Artikelen 127 bis 131 vum Chambersreglement et festhalen, ass d'Chamber dozou oppgeruff, haut de Moien e Médiateur ze bezeichnen. D'Lëscht vun de Kandidaten ass un d'Deputéiert verdeelt ginn, d'Désignatioun vum Médiateur erfollegt duerch eng Majoritéit vun deenen Deputéierten, déi präsent sinn.

D'Chambersreglement gesäit vir, datt d'Ofstëmmung geheim a perséinlech ass. Et däerf also net par procuration gestëmmt ginn. Dir sidd also gebieden, lech fir eng Kandidatur um Stëmmziedel ze entscheeden.

Ech géif dann eis Huissiere bieden, d'Stëmmziedelen auszedeelen.

Vote secret

Sou! Ech maachen dann elo den Appel nominal, fir d'Stëmmziedelen anzésammelen.

Appel nominal

Den Här Adam, d'Madame Adehm, d'Madame Andrich-Duval, den Här Angel, d'Madame Arendt, den Här Bauler, den Här Bausch, den Här Berger, den Här Bettel, den Här Boden, den Här Bodry, d'Madame Brasseur, den Här Braz, den Här Clement, den Här Colombera, d'Madame Dall'Agnol, den Här Diederich, d'Madame Doerner, den Här Eicher, den Här Eischen, d'Madame Err, den Herr Etgen, den Här Fayot, d'Madame Frank, den Här Gibéryen, den Här Gira, den Här Gloden, den Här Haagen, den Här Hauptert, den Här Helminger, den Här Henckes, den Här Kaes, den Här Kartheiser, den Här Klein, den Här Kox, den Här Lies, d'Madame Lorsché, d'Madame Loschetter, den Här Lux, den Här Meisch, d'Madame Mergen, den

Här Meyers, ech selwer, d'Madame Mutsch, den Här Negri, den Här Oberweis, d'Madame Polfer, den Här Roth, den Här Schaaf, den Här Scheuer, d'Madame Scholtes, den Här Spautz, d'Madame Spautz, den Här Urbany, den Här Wagner, den Här Weber, den Här Weiler, den Här Weydert, den Här Wilmes an den Här Wolter.

Huet jiddweree säi Stëmmziedel ofginn?

(Assentiment)

Dat schéngt de Fall ze sinn.

Da gëtt d'Sitzung ënnerbrach.

(Suspension de la séance publique à 11.54 heures)

(Reprise de la séance publique à 12.00 heures)

D'Sitzung geet erëm weider.

D'Stëmmziedele si folgendermoossen opgedeelt: Total vun de Stëmmziedelen: 55. Domadder ass déi noutwendeg Majoritéit, esou wéi se am Gesetzestext virgesinn ass, 28. Déi Stëmme verdeele sech folgendermoossen: fir d'Madame Lydie Err: 44 Stëmme, fir den Här Roy Reding: 3 Stëmme, a wäiss Ziedelen: 8. D'Majoritéit ass also mat 28 Stëmme - an also am Ganze 44 Stëmme - fir d'Madame Lydie Err erreecht, esou datt si domadder als Médiateur gewielt ass.

(Applaudissements)

Meng Félicitatiounen un d'Madame Err. Mir wënschen hir bonne Chance fir hiert neit Mandat.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6374, enger Ofännerung vum Code du travail. D'Riezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht, an et hu sech ageschriwwen: déi Häre Wilmes a Bauler. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Roger Negri. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

5. 6374 - Projet de loi portant

1. modification de l'article L.211-11 du Code du Travail;

2. modification de la loi modifiée du 17 février 2009 portant 1. modification de l'article L.511-12 du Code du Travail; 2. dérogeant, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L.511-5, L.511-7 et L.511-12 du Code du Travail;

3. modification de la loi modifiée du 11 novembre 2009 portant 1. concernant certaines mesures temporaires visant à atténuer les effets de la crise économique sur l'emploi des jeunes; 2. modifiant certaines dispositions du Code du Travail

Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi

► **M. Roger Negri (LSAP), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Finanzkris, d'Wirtschaftskris a steigende Chômage begleeden eis an dese Méint permanent. De Projet de loi, iwwert dee mer haut ofstëmme, proposéiert an dem Kontext vum Chômage eng Verlängerung vu verschiddene Moosname vum Aarbechtsrecht em e weidert Joer, bis zum 31. Dezember 2012. Spéitstens säit de Statec seng Note de conjoncture vum November 2011 publizéiert huet, wësse mer, dass eng Verbesserung vun de wirtschaftlechen Zuelen an domat eng Verbesserung vun den Zuelen um Aarbechtsmaart nach net a Siicht ass, mais bien au contraire.

De lëtzebuergeschen Aarbechtsmaart huet während dem zweeten Trimester 2011 leider nees eng Hausse vun der Aarbechtslosegkeet verzechent a klëmmt mat sechs Prozent am Oktober dëst Joer op den Niveau vun 2010. Wann ee bedenkt, dass am Moment ronn 15.000 Leit op der Sich no enger Aarbecht sinn, an do sinn déi, déi zurzäit an enger Mesure sinn, net dragerechent, da gëtt ee sech dem Eescht vun der Situatioun voll bewosst.

De Projet de loi, iwwert dee mer haut ofstëmme, dréit dese besuergniserregende Provisioun Rechnung a verlängert dofir em ee weidert Joer folgend dräi Moosnamen, déi soss den 31. Dezember dëst Joer respektiv den 2. Januar 2012 auslase géifen, an zwar: éischens, d'Dispositioun iwwert d'Applikatioun vun der sougenannter Période de référence; zweetens,

d'Flexibilisierung von den Dispositionen vom Chômage partiel; an drëtens, d'Beschäftigungsmoosname géint de Jugendchômage.

Här President, déi éischt Mesure geet op d'Gesetz vom 24. Juli 2007 zréck, wou den Artikel 211-11 vom Code du Travail iwwert d'Période de travail an engem deementsprieche Plan d'organisation du travail, POT, bis den 1. Januar 2012 verlängert gouf an elo haut nach emol bis den 31. Dezember 2012.

D'Mesure vun enger Période de travail beinhalt, dass e Betrib, deen a Schwieeregkeeten ass, d'Méiglechkeet kritt, während véier Wochen hannernee seng Aarbechtszäiten esou flexibel ze gestalten, ouni awer d'Moyenne vun der 40-Stonnen-Woch insgesamt ze iwwerschneiden. Heifir muss de Betrib e Plan d'organisation du travail, POT, zesumme mat de Gewerkschaften, opstellen an och genehme loosser.

D'Evaluatioun vun dëser Mesure sollt sengerzäit bis zum Zäitraum vum 31. Juli 2011 gemaach ginn, an dat gétt haut och nach eemol am Gesetz réitériert. Dës éischt Mesure ass fir de Statsbudget käschtenneutral.

Déi zweet Mesure geet op d'Gesetz vum 17. Februar 2009 zréck an ännert d'Artikelen 511-5, -7 an -12 am Code du Travail. Dëst war eng Krisemoosnam mat der konkreter Zilsetzung, d'Beschäftigung ze erhalen an deene Betriber, déi a konjunkturelle Problemer stiechen, duerch Kuerzaarbecht ënnert d'Äerm ze gräifen. Dës Moosnam huet also kloer gewisen, dass et eng Alternativ zu Entloossunge gétt.

An de Joren 2008 an 2009 gouf et een enormen Ustuerm vu Betriber, déi gefrot hunn, „kuerz“ ze schaffen. Den absolute Maximum war am Mee 2009 erreecht, wou net manner wéi 154 Betriber eng Ufro op Kuerzaarbecht gestallt hunn. Déi liicht wirtschaftlech Reprise um Enn vum Joer 2009 huet dann och zu enger Baisse vun den Ufroen op Kuerzaarbecht gefouert. Leider war dës Reprise nëmme vu kuerzer Dauer, a säit September vun dësem Joer ginn d'Ufroen fir Kuerzaarbecht nees an d'Luucht a louchen am Oktober 2011 bei 32, wouvun der 26 als favorabel aviséiert goufen.

Mat der Méiglechkeet vum Chômage partiel évitéiere mir nach méi eng grouss Unzuel un Aarbechtslosen a mir ginn de Betriber d'Chance, hir Aktivitéit, wann och an engem reduzéierte Moos, weiderzeféieren. Dës zweet Mesure gétt iwwert de Fonds pour l'emploi financéiert. Heibäi goufen 2009 61,5 Milliounen Euro, 2010 22 Milliounen Euro a bis den 1. Juni 2011 5,2 Milliounen ausbezuel.

Déi drëtt Mesure verlängert d'Dispositionen vum Gesetz vum 11. November 2009 iwwert de Jugendchômage, mam Zil, de Jonken eng besser Chance um Aarbechtsmaart ze garantéieren.

Am Hierscht 2009 goufen dozou dräi Moosname gestëmmt:

Éischtens, de Contrat d'appui emploi, CAE, dee säit 2006 besteet a sech op den öffentleche Secteur an op Jonker ënner 30 Joer bezitt an elo op Jonker mat engem Diplom ausgedehnt gétt. Do virdu war dëst just limitéiert op Leit ouni Qualifikatioun.

Déi zweet Mesure, de Contrat d'initiation à l'emploi, CIE, och 2006 agefuert, an dee sech un de Privatsektor richt, gouf ebenfalls och fir Jonker mat engem Diplom opgemaach. Dës Stage soll duerch Sammele vun enger éischter Berufserfahrung d'Chance op eng Feststellung eropschrauwen.

An dann drëtens, de Contrat d'initiation à l'emploi-expérience pratique, CIE-EP oder Praktikum genannt, deen 2009 nei agefuert gouf a sech un de Privatsektor richt a speziell u jonk Leit mat engem Diplom. Déi beruflech Erfahrung soll an hirem Diplom duerno och eng Plus-value fir si duerstellen.

Am Oktober dëst Joer waren 3.973 Jonker ënner 30 Joer als Demandeurs d'emploi bei der ADEM ageschriwwen. Den Taux louch bei 26,8% vun allen Demandeurs d'emploi. Dat ass zwar e lichte Réckgang par rapport zum leschte Joer, mä ass nach ëmmer vill ze vill héich.

Am Moment sinn 282 Jonker an engem CAE, 932 an engem CIE, an dovunner 194 an engem CIE-EP. Dat heescht, am Ganze profitéieren zurzäit 1.214 Jonker vun dësen Moosnamen. Kritiken, dass dës Moosname virun allem bëlle Aarbechtskraaft fir Betriber schafen an dës dovunner profitéiere wäerten amplatz déi Jonk, sinn a rezenten Evaluatiounen vum CEPS zum Deel widderleecht ginn.

Éischt positiv Resultater ginn et beim CIE, wat d'Ustellungen ueget. En plus si keng Abusé vu

Säite vun de Betriber festgestallt ginn. Eng komplett Evaluatioun vun all de Moosnamen ass awer wichteg. An am Numm vun der Kommissioun erwaarden ech mer, dass mer dëst am Laf vum nächste Joer virgeluecht kréien. Dës drëtt Mesure géint de Chômage des jeunes huet de Fonds pour l'emploi 2010 10,25 Milliounen Euro kascht an dëst Joer bis den 31. Oktober 2011 5,45 Milliounen.

Här President, fir um Aarbechtsmaart an dëse wirtschaftlech schwierigen Zäiten dem Chômage besser entgéint kënnen ze wierken, leeë mer lech haut mat dësem Projet de loi dräi konkret Moosnamen am Aarbechtsrecht vir.

An domat ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Negri. Als nächste Riedner ass den Här Wilmes agedroen. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Serge Wilmes (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'Éischt dem Rapporteur Merci soe fir säi schrëftlechen a mündleche Rapport an lech gläichzäitig verrodieren, dass d'CSV-Fraktioun averstanen ass, fir déi gesetzlech Bestëmmunge vum Aarbechtsrecht, déi hei sollen em ee Joer verlängert ginn, dass dat soll geschéien, well fir eis ass dës Verlängerung einfach néideg, well se schlisslelech jo och Mesuren un Liewen hält, déi et de Betriber a besonnesch deene Jonken erlaben, déi keng Plaz fannen, fir kënnen méi einfach duerch déi dach schwéier wirtschaftlech Zäiten ze kommen.

Se ofzelehnen oder se net ze verlängeren heescht dann also och, fir déi negativ Konsequenzen, wat dat ze bedeuten hätt fir déi Betriber an déi Persounen, mussen riichtzestoen.

De Jo vun der CSV ass allerdéngs kee blanne Jo, well mir sinn ons kloer an et ass eis bewusst, dass dës Mesuren net kënnen onendlech éiweg erëm temporär vu Joer zu Joer verlängert ginn, well se jo à la base ganz bewusst och nëmme zäitlech begrenzt gi sinn.

Deemo stellt sech also och fir eis eng Kéier seriö d'Fro, wat mer mat deene Mesuren do maachen, ob mer eng Kéier eppes Definitives doraus maachen. Well als éiwege Provisorium kënnen mer se schlecht bestoe loosser, dat schonn eleng wéinst juristesche Bedenken, déi de Statsrot jo och a sengem Avis zum Gesetzesprojet richteg formuléiert huet.

Fir allerdéngs kënnen ze wëssen, wat mer mat deene Bestëmmungen do solle maachen, ass et wichteg, fir dass mer emol fir d'Éischt eng seriö Analys op den Dësch leeën, a fir erauszefannen, wat dann iwwerhaupt déi Mesurë bruecht hunn, ob se effikass sinn um Terrain. Dat géllt am Prinzip fir all déi Mesuren, iwwert déi mer haut hei schwätzen, mä ganz besonnesch fir déi Mesuren, déi déi jonk Chômeure betreffen. Well mir kënnen eis einfach net erlaben, fir all Joer weiderhin Honnerte vu Jonker ouni Perspektive léns leien ze loosser.

Dofir ass jo och grad am Joer 2006 e groussen Effort gemaach ginn, wéi mer déi Beschäftigungsmesuren, déi scho bestanen hu fir déi jonk Chômeuren, op de Leescht geholl hunn a se verbessert hunn, andeems mer se op zwou reduzéiert hunn. An zwar op där enger Säit war dat dee Contrat d'appui emploi fir dee staatlche Beräich, op där anerer Säit de Contrat d'initiation à l'emploi fir de private Secteur. Geduecht waren déi Mesurë jo virun allem, fir et deene Jonken, déi keng Qualifikatioun hunn oder awer nëmmen eng ganz niddreg Qualifikatioun hunn, och ze erméiglechen, fir kënnen besser um Aarbechtsmaart Fouss ze faassen.

2009 sinn dunn dës Mesurë wéinst der Kris och op déi Jonk, déi en Diplom hunn, ausgedehnt ginn, well och déi, hu mer festgestallt, Problemer haten, fir dee Moment eng Plaz ze fannen. An 2010 hu mer jo dunn decidéiert gehat, fir dës temporär Mesuren em ee Joer ze verlängeren. Gläichzäitig ass awer gesot ginn, dass mer onbedéngt missten eng Analys dovunner maachen, fir ze kucken, wat se um Terrain bruecht hunn.

Dat ass awer bis haut nach net geschitt. Dat soll dann d'nächst Joer nogeholl ginn. Elo kann ebe soen, dass deen initial geplangten Zäitraum vläicht ze kuerz war. Mä esou oder esou ass et fir eis als CSV wichteg, dass dës Evaluatioun an deenen nächste Méint gemaach gétt, an dat eben net nëmme fir dës temporär Mesuren, mä nach och eng Kéier fir den CIE an den CAE am Groussen a Ganzen. Well nëmmen esou kënnen mer eis, wéi ech dat elo schonn zweemol gesot hunn, e konkret Bild maachen, wat mat deene Jonke wierklech do um Terrain och geschitt.

An hei ginn eis, Här President, och plakeg Zuelen, wéi vill Jonker dann elo bei engem Patron

ënnerkomm sinn oder net, net einfach duer. Wichteg ass fir ons villméi, dass mer e Profil vun deene Jonke kréien, dass mer wëssen, wat genee mat hinnen an hirer Mesure gemaach ginn ass. Hu se eng Formatioun kritt, déi et hinnen erlaabt, fir méi séier eng geregelt Aarbechtsplaz ze fannen? Oder wat nach besser wier: Konnt ee se iwwerzeegen, och eng formell Qualifikatioun nozehuelen?

Well de Fait, fir eng Beschäftigung ze hunn, ass jo ganz gutt, fir nees kënnen an e geregelte Liewens- an Aarbechtsrhythmus ze kommen oder ze bleiwen, mä dat eleng geet awer net duer, fir deene Jonken eng Chance ze ginn, fir sech kënnen definitiv och um Aarbechtsmaart ze integréieren. Well Formatioun a Weiterbildung sinn och hei Schlëselementer, ebe ganz besonnesch vun deene Mesuren, déi déi Jonk betreffen. An nëmmen, wann déi och konsequent ugebuede ginn, da gétt och de Gesecht vun deem Gesetz hei respektéiert.

Dobäi geet et awer fir eis hei net nëmme em déi Vermittlung vun deem formelle Wëssen, mä et geet och em d'Vermittlung vu soziale Fäegkeeten, well et muss een nämlech wëssen, dass vill vun deene Jonken, déi keng Aarbechtsplaz fannen, well se d'Schoul ofgebrach hunn a se meeschtens och ouni Diplom verlooss hunn, dacks net nëmme schoulmied sinn, mä eben och grouss Defiziter, zemoos um Niveau vun deene sougenannte Sozialkompetenzen, hunn.

Dofir misste mer kucken, wéi mer deene Jonken iwwert de Wee vun de Beschäftigungsmesuren och kënnen déi dote Fäegkeete vermëttele. Fir d'CSV géif sech hei besonnesch eben de Contrat d'appui emploi ubidden, well deen eng méi staark éducativ Vocation huet wéi den CIE, dee vill méi praktesch ausgericht ass. An esou wier et da vläicht interessant, wann den Éducatiounsministère sech géif mam Aarbechtsministère zesummesetzen, fir Méiglechkeeten ze schafen, wéi een dësem Zil och kéint gerecht ginn.

Eng Pist wier fir ons, fir zum Beispill do och Konscht a Sport als Outil fir d'Vermittlung vun dësen Sozialkompetenzen anzusetzen, an dat grad, well dës Jonker, wéi ech virdu gesot hunn, ebe schoulmied sinn a se net méi fir eng traditionell schoulesch Formatioun a Fro kommen. Et gétt och do schonn eng Rei vun interessante Projeten, mä onofhängeg dovunner ass et fir eis awer decisiv, dass mer all déi Mesuren, vun deene mer haut ebe schwätzen, eng Kéier am Feeg nokucken an oppen iwwer hir Finalitéit an Effikasitéit schwätzen.

Zum Schluss rappeliere ech eben nach eng Kéier: D'CSV ass d'accord fir déi Verlängerung, mä ënnert der Bedéngung, dass se eng Kéier wierklech och op de Leescht geholl an eng Analys bis spéitstens Métt 2012 gemaach gétt.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Wilmes. Als nächsten an als leschte Riedner ass den Här Bauler agedroen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Bauler (DP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt dem Roger Negri en hærzleche Merci fir säin ausféierleche schrëftlechen a mündleche Rapport. Mat dem virliende Gesetzesprojet gétt e Package u Moosname gestëmmt, déi mir als DP awer net einfach esou matdroe kënnen. Engersäits si mir zwar nach eng Kéier d'accord am Kontext vun der Scholden- a Wirtschaftskris, Moosnamen ze ënnerstetzen, mat deene Betriber gehollef kréien, déi duerch déi negativ konjunkturell Entwécklung vum Chômage partiel betraff sinn.

Ech bedauern iwwerens, dass déi an der leschter Tripartite decidéiert Weiterbildungsprogrammer fir Salariéen, déi am Chômage partiel sinn, kaum émgesat goufen. Dat krute mer iwwerens vu Gewerkschaftssäit direkt bestätegt.

Anerersäits wëllt meng Fraktioun net, dass mer nach eng Kéier d'Moosnamen en faveur vun der Bekämpfung vun der Jugendaarbechtslosigkeit verlängeren. Mir haten eis eréischt virun engem Joer dergéint ausgeschwät, well mer mieren, dass dës Mesurë villfach net zum gewünschten Erfolleg féieren, a well mer der Iwwerzeugung sinn, dass ee bei der Jugendaarbechtslosigkeit den Hiewel grondsätzlech anescht muss usetzen, nämlech bei der Schoulpolitik, déi den Akzent besonnesch op eng systematesch Orientéierung leeë muss an déi den eenzelne Schüler wesentlech méi förderen a fuerdere muss.

Dëst gesot a well jo iwwert dës Moosnamen net separat ofgestëmmt soll ginn, wollt ech lech matdeelen, dass meng Fraktioun sech bei dësem Text enthalte wäert.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci. Dann huet nach d'Madame Loschetter d'Wuert gefrot.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Ech wëll just soen, dass déi gréng Fraktioun sech och wäert bei deem Projet enthalten. Déi Mesuren, déi aus dem Projet 5611 erausgewuess sinn, ech mengen, do hu mer ons genuch virdrun dozou geäussert. Mir enthalten eis awer, well mer vun deenen anere Mesuren awer mengen, dass déi vläicht kéinten nach e Joer Sënn maachen. An dofir wollt mer net dergéint stëmmen.

► **M. le Président.** - Merci der Madame Loschetter. Da kritt nach den Här Aarbechtsminister Nicolas Schmit d'Wuert.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.** - Merci. Ech bleiwen hei, fir dass et nach méi séier geet.

Ech mengen, fir d'Éischt de Chômage partiel. Et ass gesot ginn: „Mir liewen an onsécheren Zäiten.“ Mir spieren och, dass de Chômage partiel erëm méi an d'Luucht geet, nodeems en drastesch gefall war. Et ass also wichteg, dat Instrument, wat ons erlaabt huet, ouni ze vill grouss Problemer mat ville Betriber iwwert d'Ronnen ze kommen, ouni massiv Licenciementer, mir brauchen dat Instrument och fir d'Zukunft, esou wéi et am Projet verlängert gétt.

Fir déi Jonk. Ech géif soen, éischtens stelle mer fest, dass Lëtzebuerg awer net zu deene Länner gehéiert, wou de Chômage des jeunes dramatesch ass. Mir leie leider nëmmen op véierter Plaz an der Europäescher Unioun. Dat ass net gutt. All Jonken, deen eng Aarbecht sicht a keng Aarbecht fénnt, ass ee Jonken ze vill. An duerfir muss mer deene Jonken eng Garantie ginn.

An ech soen dat hei ganz kloer - an dat ass och eng Obligatioun fir d'ADEM, vu dass mer virdrun iwwert d'ADEM geschwat hunn -: All Jonke muss bannent véier Méint - an ech hoffen, dat op dräi Méint kënnen zréckzestufen - entweder an enger Aarbechtsplaz sinn oder an enger Mesure, wou en, wann de Besoin besteet, eng Formatioun kritt, oder erëm zréck an d'Schoul goen.

Dat ass eng Garantie, déi mer all Jonkem an dësem Land schëlleg sinn. Mir dierfe kee jonke Mënsch einfach op der Säit loosser, op der Streck loosser an u sech säi Liewenswee, seng professionell Carrière schonn am Ufank beanträchtegen. Ech mengen, dat ass eng Obligatioun, déi mer hunn.

An ech mengen, déi Mesuren hei, déi sinn natierlech net idéal. Déi droen awer derzou bäi, ville Jonken an dëser onsécherer Zäit, an dëser Zäit, wou d'Entreprisen hésitéieren, Leit anzustellen, eng Chance ze ginn. Et ass net eng Idealvirstellung. Fir mech ass och eng Idealvirstellung: All Jonke kennt aus der Schoul a fénnt muer eng Aarbechtsplaz. Mä leider ass dat besonnesch an dëser Zäit net esou einfach.

Leschte Punkt: d'Evaluatioun. Natierlech muss mer evaluéieren, a mir hu jo och éischt Evaluatiounen gemaach. Déi weisen:

éischtens, dass net Abus gemaach ginn ass mat deene Mesurë vu Säite vun den Entrepreneuren;

datt awer grosso modo een Drëttel vun deene Jonken, besonnesch beim CIE, eng Aarbecht direkt fénnt, an normalerweis an deem Betrib, wou e säin CIE gemaach huet;

datt den CAE Schwächten huet. Mä och déi Schwächte si mer amgaangen opzeschaffen. Mir gesinn elo ganz kloer am CIE e bessere Suivi fir eng Formatioun, esou wéi den Här Wilmes dat gesot huet, déi och op déi sozial Kompetenzen ausgericht ass, besonnesch fir déi Jonk, déi schwaach sinn, déi grouss Defiziter op deem Plang hunn. An natierlech och kompletär Formatiounen, fir d'Employabilitéit ze verbesseren.

Dat ass also eng ganz Démarche. Wa mer wëllen, dass deen CAE Sënn mécht, da brauche mer déi Démarche, well soss ass effektiv déi Mesure net méi utile.

D'Evaluatioun ass e schwierigen Exercice, well Dir musst jo beweisen, dass wann deen Jonken déi Mesure net gehat hätt, en dann an enger Situatioun wier, déi entweder besser oder méi schlecht wier. A par Définition kennt Der dat jo ganz schwierig beweisen. Net mir eleng stinn an der Schwieeregkeet, fir esou Démarchen ze maachen. Mä ech garantéieren lech, dass et d'nächst Joer keng einfach Verlängerung wäert ginn oder eng Ofschaffung, ouni eng detailléiert Analys vun deene Mesurë gemaach ze hunn.

Dat ass en Engagement, dat ech hei ganz kloer huelen. Ech mengen, mir mussen elo och... Duerch d'Onsécherheet vun der ekonomescher Situatioun wier et net responsabel, einfach opzehalen, mä mir brauchen Distanz. Well och déi Mesuren, déi si fir eng ganz Rei Leit nach net ausgelaf, well déi sinn 2009 ugefaangen a fir Verschiddener zwee Joer; déi lafen elo eréischt

aus. Déi Éischt, déi erakomm sinn, ganz oft, halen elo érischt op oder hunn elo érischt just opgehale. Mä wann dat geschitt ass, da wäerte mer déi Évaluation qualitative, esou wéi se genannt gëtt, absolut maachen.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Aarbechtsminister.

Domadder wiere mer um Enn vun dëser Diskussioun. Ech géif lech elo nach eng Kéier proposéieren, datt mer Punkt eng Auer erëm viru fuere mat eisen Debatten. Um eng Auer gëtt och direkt ofgestëmmt iwwer déi zwee Projeten, iwwer déi mer de Moien net konnten ofstëmme.

Domadder wier elo emol d'Sitzung bis eng Auer ennerbrach.

Ech soen lech Merci.

La séance est suspendue à 12.21 heures.

La séance est reprise à 13.04 heures.

D'Sitzung ass op.

Ech géif lech proposéieren, datt mer direkt géifen ufänke mat deem éischte Projet de loi, nämlech den iwwer den Affekotberuff. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schon ageschriwwen: déi Häre Bettel, Bodry, Braz an Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

6. 5660B - Projet de loi concernant l'exercice de la profession d'avocat sous forme d'une personne morale et modifiant

1. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

2. les articles 2273 et 2276 du Code civil

Rapport de la Commission juridique

► **M. Gilles Roth (CSV), rapporteur.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, de Gesetzesprojet 5660B mécht eng Rei Ännerungen um Affekotegesetz.

Hauptännerung ass déi: D'Affekote kënnen an Zukunft hire Beruff ënnert der Form vun enger kommerzieller Gesellschaft ausüben.

Et ginn deemno an Zukunft dräi Formen, ënnert där een Affekot kann exercéieren: éischstens als eleng schaffenden Affekot; zweetens als Member vun enger Affekotenassociatioun, oder drëtt Méiglechkeet, an dat ass nei, am Kader vun enger Affekotegesellschaft.

Den Ënnerschied tëschent enger Affekotegesellschaft an enger Associatioun ass deen, dass d'Gesellschaft eng eege juristesche Personalitéit huet an och als solch an Zukunft um Barreau agedroe gëtt.

Dorausser ergi sech natierlech eng Rei vu Froen.

Éischtens: Firwat iwwerhaupt eng Affekotegesellschaft?

Mä dat gëtt et schonns am Ausland an och an eisen Nopeschlänner. De Choix, fir e sougenannte liberale Beruff ënnert der Form vun enger Gesellschaft auszuüben, ass och hei am Land net nei. Dat gëtt et schonns fir d'Architekten, d'Ingenieuren, d'Réviseurs d'entreprises an d'Experts-comptables.

De Bedarf, fir eng Affekotegesellschaft ze schaffen, kënn virun allem vu groussen Affekoten-étuden hei am Land, déi oft vernetzt mat auslännesche Confrères zesummeschaffen.

(Brouhaha)

► **M. le Président.** - Ech bieden lech, dem Här Rapporteur nozelauschteren!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Gilles Roth (CSV), rapporteur.** - Wat ass dann elo d'Form vun esou enger Affekotegesellschaft?

Mä si musse sech als kommerziell Gesellschaft gemäß dem allgemenge Lëtzebuerger Gesellschaftsrecht opstellen. Dat kann also eng Personengesellschaft sinn oder eng Kapitalgesellschaft wéi eng Société anonyme oder souguer eng S.à r.l. Och eng sougenannte „Société unipersonnelle“, also eng Eepersonengesellschaft ass méiglech.

D'Form vun der Affekotegesellschaft ass kommerziell. Hire Gesellschaftszweck ass awer zivil. Dat heescht also, dass d'Affekote keng Geschäftsleit ginn, am gesetzleche Sënn vum Wuert. D'Gesetz gesäit nämlech ausdrécklech vir, dass een Affekot net zugläch ka Gérant vun engem Geschäfts-, Handwäerks- oder Industriebetrieb ka ginn.

Hie kann och net gläichzäitig Assurancenagent spille respektiv Finanzdëngeschtleeschunge maachen, wéi e sougenannte PSF.

Een Affekot kann awer weiderhi Member an engem Verwaltungsrot sinn. Hie kann och Gesellschaften bei sech domiciliéieren.

Wéi ass et dann elo mat de Steieren, déi eng Affekotegesellschaft muss bezuelen?

Eng Affekotegesellschaft muss Betriebssteuer an och Gewerbesteuer bezuelen. Si kann also net Wënkelaaffekot spille a soen, well si een zivile Gesellschaftszweck hätt, wier si vun der Gewerbesteuer befreit.

D'Artikelen 2 aus dem Gewerbesteiergesetz respektiv 159 an 162 aus dem Akommessteiergesetz regelen dat. Ech soen dat hei daitlech, well et den ausdréckleche Wëlle vun dem Gesetzgeber ass, fir d'Affekoten hei keng Extrawurscht ze broden. Och Architekten, déi enger enger Gesellschaft schaffen, bezuele Gewerbesteuer. Iwwerens huet de Barreau dës Liesaart vun der Commission juridique esou och novollzunn. Si ass am schrëftleche Rapport daitlech detailléiert.

Véiert Fro ass déi: Wat sinn dann elo déi konkret Ufuerderungen un eng Affekotegesellschaft?

Majo, si muss sech formell op dem Barreau als solch aschreiwen. Si muss all Berufsufoerderungen erfëllen, déi och en eenzelnen Affekot muss hunn. Dat heescht, dass nëmme Affekote kënnen Associéen an enger Affekoten-étude sinn.

Et geet also net, dass zum Beispill e räiche Geschäftsmann géif esou eng Étude féieren. An den Exekutivorganer vun der Affekotegesellschaft däerfen och nëmme Affekote setzen, mä net zum Beispill e Réviseur d'entreprises. Hei spillt d'Eenheet vun dem Beruff. Et gëtt keng berufflech iwwergräifend Multidisziplinaritéit.

Eng Affekotegesellschaft kann e sougenannten Acte d'avoué maachen. Zum Beispill Zivilakte wéi Scheedungen, eng Affär um Verwaltungsgericht oder Cassatioun. D'Gesellschaft brauch awer duerfir als Associé een Avocat à la Cour vun der Lescht 1 vum Barreau, deen eng sougenannten Influence significative an der Gesellschaft huet. Op Lëtzebuerger heescht dat, da muss eppes ze soen hunn. Et däerf also kee Stréimann sinn.

Eng Affekotegesellschaft kann och a Faillite erkläert ginn, grad wéi eng aner kommerziell Gesellschaft. D'Iwwerdroe vun de Gesellschaftsparten tëschent den Associéen, déi muss an de Statute vun der Gesellschaft geregelt ginn. Dat ass wichteg, well jo nëmme Leit, déi Affekot sinn, kënnen Associé vun enger Affekotegesellschaft sinn. Dass et do emol zu Reiwereien oder, fir et fein ze soen, zu ënnerschiddleche Vuë ka kommen tëschent den Lerwe vun engem verstuerwenen Associé an deenen anere Partnern, dat däerf och an Affekotekreesser deemächst net ausbleiwen. De Gesetzesprojet regelt dat selwer net, mä verweist, wéi virdru gesot, op d'Statuten.

Fënneft Fro ass déi: Wéi steet et dann elo mat der Verantwortung vun enger Affekotegesellschaft?

Mä déi ass duerch déi üblech Regeln, déi sougenannten Droits communs vun dem Gesellschaftsrecht geregelt. Wann en Affekot e Berufssfeeler mécht, zum Beispill en Délai d'appel verluupt, dann ass dat d'Affekotegesellschaft, déi derfir haftbar ass vis-à-vis vun dem Client.

D'Affekotegesellschaft fällt mat dem Aschreiwen um Barreau automatesch ënnert d'Gemeinschaftsversicherung vun dem Barreau, déi bis zwou an eng hallef Millioun Euro pro Sinister geet. Individuell Berufsversicherungen, déi doruwwer erausginn, sinn natierlech méiglech. De Client huet op deem Punkt also keen Nodeel doduerch, dass e vun enger Affekotegesellschaft vertruede gëtt.

Sechst Fro ass déi: Wéi steet et dann elo mat den auslänneschen Affekotenétuden?

Mä déi kënnen sech och als solch um Barreau hei zu Lëtzebuerger oder zu Dikrech aschreiwen. Si mussen awer an hirem Ursprungsland als Affekot zougeloooss sinn. Si mussen och hei am Land déi Konditioun erfëllen, déi bei engem auslänneschen Affekot spille, dee sech als Eenzelpersoun op dem Barreau aschreift. Eng däitsch Steierberodungsgesellschaft ka sech net um Lëtzebuerger Barreau als Affekot androen. Dat geet jo iwwerens och net zum Beispill fir eng Lëtzebuerger Fiduciaire.

Siwent Fro: Wou kann dann elo een Affekot oder eng Affekotegesellschaft sech etabléieren?

Och dat ass nei. An zwar an Zukunft am ganze Land. Bis elo konnt en Affekot nëmme an der Stad, zu Dikrech oder zu Esch sech etabléieren. Mat dësem Gesetzesprojet kann een dat an Zukunft am ganze Land maachen. Een Affekot

kann also zum Beispill seng Étude zu Diddeleng, zu Miersch oder op der Musel hunn. Eng Affekotegesellschaft dann, déi ka sech och souguer an enger Zone d'activités néierloossen.

Den Affekot oder d'Affekotegesellschaft ass op deem Barreau registréiert vun dem Gerichtsbezirk, wou de Cabinet etabléiert ass. Zum Beispill eng Affekotenétude zu Réiser, déi kann net um Barreau zu Dikrech ageschriwwen ginn.

Een Affekot kann och nëmme Member an enger Affekotegesellschaft sinn. Hie kéint awer zum Beispill als eleng schaffenden Affekot zu Dikrech sinn a Member vun enger Affekotegesellschaft hei an der Stad.

Aacht Fro: Wat gëtt dann nach an dem Gesetzesprojet geregelt?

Mä et ginn nach eng Rei vu Präzisiounen iwwer den Oflaf vun der Generalversammlung vum Barreau, well mir de Moment - nu lauschtert gutt! - 1.700 Affekoten zu Lëtzebuerger hunn an déi aktuell Regele fir den Oflaf vun der Assemblée générale vun dem Barreau dëser grousser Zuel net méi ugepasst ass.

Et ginn och nach eng Rei Upassungen am Disziplinarverfahre géint een Affekot, fir deem Rechnung ze droen, dass zukünftig de Beruff och als Member vun enger Affekotegesellschaft kann ausgeübt ginn. Zum Beispill wann een individuell Verfeele vun engem Affekot virläit, bedeit dat net automatesch eng Disziplinarstrof géint d'Affekotegesellschaft, wou ee Member ass.

Néngt a lescht Fro zu dem Projet: Firwat huet et da bal fënnf Joer gedauert, dass dësse Projet zur Ofstëmmung kënn?

Mä well et en däregen Dossier ass. Et gouf een ursprüngeleche Projet vun der Regierung schonns am Abrëll 2007. Dësse Projet gouf e puermol amendéiert vun der Commission juridique, well ee wollt eng sougenannte Société d'exercice libéral schafen, déi sech dann op méi Fräiberuffer, zum Beispill d'Architekten, d'Ingénieur-conseils, d'Experts-comptables an d'Réviseurs d'entreprises géif applizéieren.

Schlussendlech hu mir awer dovun ofgesinn, fir der Spezifitéit vun dem Affekotberuff hei besser Rechnung ze droen. De Statsrot, deen ass och duerfir net ganz zefridde mat der Orientéierung vun dem Gesetzesprojet, wéi se elo no x Amendementer virläit. Mä et gëtt, an dat soen ech kloer an daitlech, awer keng Opposition formelle.

Elo hu sech awer am Kontext vun der Analyse vum Gesetzesprojet nach eng Rei Froen gestallt, wou de Minister och gär gehat hätt, dass dat an der Plénière hei géif abordéiert ginn. Et sinn zwou prinzipiell Froen, déi an deem Kontext weiderhin opbleiwen.

Déi éischt Fro ass déi, ob ee sollt wéi am angelsächsesche Recht, Här Bettel, eng Kéier eng Differenz maachen tëschent engem sougenannten Avocat plaideur an engem Avocat conseil.

De Barreau plädéiert fir d'Unicitéit vun dem Beruff, well e keng esou eng Trennung wëllt. An der Commission juridique, do ginn d'Froen, d'Vuen iwwer déi Fro awer ausernee. Verschidde Membere mengen, net zulescht weinst den néidege Sproochkenntnisser wier eng Opdeelung tëschent den Affekoten, déi plädéiere ginn, an engem reng berodenden Affekot am Sënn vun der Interesseverriedung vun dem Client.

Eng weider a vill méi quokeleg Fro, dat ass déi vun den néidege Sproochkenntnisser, déi en Affekot muss hunn. En Affekot muss hei zu Lëtzebuerger déi dräi administrativ Sproochen, nämlech Däitsch, Franséisch a Lëtzebuerger kennen.

Enn November 2011, also virun engem knappe Mount, ass awer eng sougenannte Procédure d'infraction vun der Europäescher Kommission géint eist Land ulafe gelooss ginn, weinst den Ufuerderungen, déi mir um Niveau vun de Sproochkenntnisser fir en Affekot stellen. Ursaach ass eng Reklamatioun vun engem europäeschen Affekot - et war e Spuenier -, deen dräi Joer hei als Affekot geschaff huet, mä de Sproochentest am Däitschen an am Lëtzebuerger net bestanen huet.

D'Europäesch Kommission, déi ass der Meenung, dass d'Exigenz vun der Kenntnis vun deenen dräi Sproochen net verhältnisméisseg wier. Den Affekot, deen hätt jo bewisen, dass e während dräi Joer hei um Barreau als Affekot geschaff hätt. E groussen Deel vun den Aktivitéiten vun engem Affekot kéint, der Kommission no, ee maachen ouni Lëtzebuerger oder Däitsch ze kënnen.

De Règlement d'ordre intérieur vun dem Affekotbarreau, dee géif, der Kommission no, och engem Affekot verbidden, Affären unzehuelen, wou en net déi néidege Kompetenzen a Fachkenntnisser hätt.

Drëtt Argument vun der Kommission, d'Franséisch, dat wier jo och déi offiziell Sprooch vun eise Journal officiel oder dem Mémorial.

D'Europäesch Kommission, déi kënn deemno zur Konkusioun, dass en Affekot, deen nëmme Franséisch géif schwätzen an och Sproochkenntnisser hätt, zumindest deelweis als Affekot hei am Land misst kënnen schaffen. An d'Affekotegesetz misst, der Kommission no, dahingehend geännert ginn, fir och Affekoten den Zougank zum Beruff ze erméiglechen, déi net déi dräi offiziell Sproochen géif beherrschen, quitte dass si nëmme an deene Beräicher da géife schaffen, wou hir Sproochkenntnisser duerginn, soss géif Lëtzebuerger géint EU-Recht verstoussen.

D'Regierung huet Zäit eigentlech bis Enn dëst Joer, fir hir Observatiounen zu där Fro op Bréissel ze schécken. D'Justizkommission huet de Barreau an de Minister zu där Prozedur héieren. De Barreau ass der Meenung, dass am Sënn vun enger gudder Verriedung vun dem Client déi dräi Sproochen, also Lëtzebuerger, Däitsch a Franséisch néideg sinn, dat net zulescht opgrond vun de Particularitéiten vun eiser Justiz.

Zum Beispill Protokoller vu Polizeiautoritéiten sinn an der Regel op Däitsch formuléiert; Clienté bei der Justice de paix, déi kënnen sech op Däitsch, Franséisch oder Lëtzebuerger ausdrécken; d'Verheier, d'Comparation des parties an esou weider sinn eng Rei vun Argumenter, wou de Barreau seet, do muss een also déi dräi Sproochen, administrativ Sproochen hei aus dem Land kennen.

De Barreau vertritt also och hei d'Unicitéit vun dem Affekotberuff an ass deemno net der Meenung, dass zum Beispill een Affekot, deen nëmme Berodung mécht, net misst déi dräi Sproochen beherrschen.

An der Justizkommission hunn d'Membere sech fir d'Bäibehale vun de Sproochkenntnisser Däitsch, Franséisch a Lëtzebuerger ausgeswat. Et gouf d'Fro vun den eventuelle finanziellen Konsequenzen opgeworf, am Fall wou déi Lëtzebuerger Argumentatioun net géif vu Bréissel oder dem Europäesche Gerichtshaff eventuell herno unerkannt ginn.

Här President, Dir gesitt also, dass mir zum Schluss vum Joer net déi einfachste Gesetzesprojeten haut nach op der Lee hunn. Nawell gouf de schrëftleche Rapport zu dem Affekotegesetz vun der Commission juridique ugeholl a si recommandéiert och, dësse Gesetzesprojet ze stëmme.

Ech gi fir mäin Deel d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Rapporteur Gilles Roth. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Xavier Bettel agedroen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Merci, Här President. Ech mengen, den Här Roth huet schonns alles gesot, och dofir e grouse Merci. Mä et si just zwee kleng Punkten, wou ech drop agoe wollt.

Deen éischten ass, wéi gesot ginn ass, et muss een elo net méi als Affekot zu Dikrech, zu Esch oder an der Stad wunnen. Ech muss soen, dass dat och wichteg ass, well ganz vill Étudé sinn a Wunquartieren am Moment etabléiert an och an Haiser, déi net dofir geduecht sinn an net konnten op aner Plaze sech installéieren goen, wéi dat awer elo de Fall wäert sinn, wann déi Gesetzgebung elo geännert gëtt. An ech mengen, dat ass en Avantage, dee selbstverständlech och grouss ass fir déi dräi Stied, déi concernéiert sinn.

Et ass och gesot gi vun der Sprooch, ech mengen, an deem heite Kontext, dat war eng Informatioun, déi mer vum Justizminister kritt hunn. Ech wëll net verheemlechen, dass de Barreau eng Positioun hat, d'Kommission eng Positioun hat, an dass ech, ech mengen viru sechs oder siwe Joer, scho gesot hunn, dass mer de Risiko eng Kéier géife kréien an dass e System vun „barrister“ an „solicitor“, dat heescht vun deem, deen de Conseil mécht, an deem, dee plädéiere geet, vläicht eng Optioun wier.

Ech versti fir d'Professioun, dass et bestëmmt net wünschenswäert ass, fir de Beruff auserneezerappen, dat heescht, dass ee géif zwou verschidde Carrière maachen. Ech gesinn awer, ech hunn Angscht awer, an ech wier och frou, wann de Minister mer kéint do vläicht e puer

Informatione ginn, ob mer net riskéieren awer condemnéiert ze ginn, wa mer do näischt änneren. Och dat, wat mer elo haut décidéieren a wat mer haut diskutéieren - ob dat duergéet? Ech zweifelen drun.

An ech weess jo och, dass, ebe wéinst deene Leit, déi Conseil maachen, ëmmer d'Revendication kënn, dass se mengen, dass d'Lëtzebuerg Sprooch net misst sinn, dass souwisou do alles op Englesch géif goen. Dat heescht, wann een de System géif vum Plaidur a vum Conseiller maachen, kann een, an dat soll ee jo och selbstverständlech soen, dass een déi zwee ka maachen. En Affekt ka Plaidur sinn, e kann och Conseil maachen, e kann déi zwee maachen. Oder e ka just dat eent maachen, de Conseil, an deem en dann d'Lëtzebuerg Sprooch net misst beherrschen. Vläch wier dat eng Pist, déi ech scho virum e puer Joer gesot hunn, déi méiglech wier, fir ze évitéieren, vun der Kommissioun elo condemnéiert ze ginn.

Mä, wéi gesot, regelméisseg um Geriicht kënt et vir, dass virum allem a penal Affären oder Justice de paix de Polizist, d'Zeien op Lëtzebuergesch plädieren a verschidde Confrères oder Conseillere awer der Lëtzebuerg Sprooch net mächtig sinn oder de Client se dann net versteet. An de Barreau mécht dowéinst scho ganz vill Efforten, fir dass d'Lëtzebuerg Sprooch och enseignéiert gëtt an och intus ass bei de Confrères a Conseillere.

Ech mengen, dass et wierklech wichteg ass hei an deem Land, dass och um Geriicht eis dräi Sprooch benotzt kënnen ginn. An do gehéiert och d'Lëtzebuerg Sprooch derzou. Ech géif et schued fannen, wa mer an Zukunft net méi däreften déi Lëtzebuerg Sprooch op de Geriichter benotzen.

Mä, wéi gesot, dat ass fir déi, déi plädieren ginn. Fir déi aner hunn ech lech gesot, wat d'Haltung vun eiser Säit ass. Mä mir géifen et och selbstverständlech schued fannen, wann de Beruff géif auseregerappt ginn. Mä vläch komme mer net derlaanscht, fir jiddefalls esou eng Kondition ze maache wéi dat eent, dat anert oder déi zwee mateneen ze maachen.

Zu deem dote Projet de loi wäerte mir och eisen Accord bréngen, Här President.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bettel. Als nächste Riedner ass den Här Bodry agedroen. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech bréngen och gär den Accord vun eiser Fraktioun zu deemem Projet hei eran. E Projet, deen, mengen ech, an der Linn ass vun enger Entwécklung, déi sech iwwert déi lescht Jorzéngten eigentlech beschleunegt huet. D'Mondialisierung huet natierlech och virum Affekoteberuff net haltgemaach, an dee Schratt, zu deem mer 1991 beim Affekotegesetz nach net bereet waren, dee gétt eigentlech elo hei zu Lëtzebuerg novollzunn, mat engem gewëssene Retard op eis Nopeschlänner, déi déi Reforme scho virum enger Rei vu Joren duerchgezunn hunn: also haauptsächlech d'Méiglechkeet, fir eng gewësse Fräiheet eigentlech den Affekoten ze ginn, fir sech zesummenzedinn a Gesellschaften.

Haut kënnen se dat jo maachen iwwert de Wee vun engem Kontrakt, wou se sech civilement eigentlech bannen. An Zukunft kënnen se iergendeng Form och vun enger Handelsgesellschaft huelen, fir dat ze maachen. Dobäi si mer zum Deel méi liberal wéi dat eenzel aner Länner sinn. Also hei gétt eng grous Ouverture eigentlech fir Méiglechkeeten opgemaach, wat, mengen ech, fir notament eng international Finanzplaz net aussergewéinlech ass, dass mer deen dote Schratt ginn.

Eng Suerg, déi mir haten an den Aarbechte vun der Kommissioun, ass, dass duerch de Fait, dass Affekoten elo net méi als Personne physique eigentlech och virum Client haftbar sinn, also a Form vun enger Gesellschaft dat maache mat beschränkter Haftung - dat ass jo eigentlech och eng vun den Ursachen, firwat am Commerce jo d'Form vun enger Gesellschaft gewielt gëtt, fir d'Haftung ze beschränken -, dass dat awer net, géif ech soen, au détriment vun normale Client geet; loosse mer dat soen.

An ech mengen, déi Suergen, déi mer do haten - de Rapporteur war jo esou komplett, fir och dorobber hinzewisen -, sinn am Fong ewechgewëscht doduerjer, dass mer hei zu Lëtzebuerg de System ebe vun enger Assurance hunn, deen awer op engem relativ héije Montant - 2,5 Millioune pro Sinister - eng Assurance bitt, sou dass mir dovunner ausginn, dass domadder, géif ech soen, fir de grousse Deel vun den Affären awer d'Garantié fir d'Leit do sinn, dass den Haftungssystem, deen elo hei duerch

Gesellschaften entsteet, dass deen net au détriment geet vun deenen eenzelnen individuelle Clienten.

Dann e Wuert nach vläch zu deenen zwou prinzipielle Froen, déi opgeworf gi sinn, déi mer awer net ausdiskutiert hunn, wou ech also och nëmme kann, géif ech soen, à ce stade en allgemengt Gefill vun der LSAP-Fraktioun ausdeelen (veuillez lire: ausdrécken). Et ass déi Affär vun der Spléckung eigentlech vum Affekoteberuff, nom angelsächsesche Modell, an en Avocat plaideur an en Avocat conseil.

Mir gesinn eigentlech keen zwéngende Grond, fir den aktuelle System ze änneren. Et kann een ëmmer diskutéieren. Et gëtt sécherlech och Avantage an engem neie System. Mä ech mengen, mir hunn e System, deen historesch gewuess ass, a mir gesinn à ce stade keng, géif ech soen, esou schlagend Argumenter, déi eis géifen iwwerzeegen, elo e Sprong an d'On-gewëszt ze maachen, an e komplett neie System eranzegoen, sou dass mir à ce stade éischer der Meenung sinn, déi och de Barreau ausgedréckt huet, fir eigentlech um aktuelle System vun der Unicitéit vum Affekoteberuff näischt hei zu Lëtzebuerg ze änneren.

En zweete Punkt, deen zum Schluss diskutiert ginn ass opgrond, wéi gesot, och vu Prozesser, déi géint Lëtzebuerg ugestrengt gi sinn, ass dee vun der Sproocheklausel, déi mer haut an eiser Gesetzgebung hunn. Mir sinn der Meenung, dass een déi sollt bäibehale fir de Moment, well mer u sech prinzipiell et wichteg fannen - duerch déi Particularitéit vun eiser juristesche System och virum de Gerichter haauptsächlech -, dass een déi dräi Sprooch Franséisch, Däitsch a Lëtzebuergesch beherrscht, fir am Fong kënnen eigentlech säi Beruff auszeüben an alle méiglechen Affären.

Mir soen awer och - mir maachen eis awer do näischt vir -, mir wëssen, dass déi Argumentation do wäert Schwierigkeeten hunn, Bestand ze hu virum de kriteschen Ae vum Europäesche Gerichtshaff, wann et sollt dozou kommen. Well mer haut jo eigentlech schonn de System hunn, dass grad déi Leit, déi plädieren ginn - dat si jo net onbedéngt déi, déi op der Lescht 1 stinn -, eigentlech der oft sinn, déi sech net an deenen dräi Sproocher do eremerkennen (veuillez lire: auskennen). Et ass eigentlech do, wou d'Nécessitéit beim Plädieren an de gängige Prozesser, de Strofprozesser an ähnlechen, wou d'Nécessitéit, fir déi dräi Sproocher ze beherrschen, eigentlech am gréissten ass.

Et ass evident, dass en Avocat conseil, spezialiséiert am Droit des affaires, natierlech net onbedéngt muss Lëtzebuergesch beherrschen, vläch och net Däitsch, mä Franséisch an Englesch natierlech eigentlech déi Sprooch sinn, déi en haauptsächlech misst beherrschen, fir hei seng Aarbecht kënnen voll duerchezéien, esou dass ech do géif soen, jo, mir solle bei deem System bleiwen. Et wär wünschenswäert, wann déi dräi Sproocher géife beherrscht ginn, mä et sollt een awer och sech näischt virmaachen. Et wäert net evident ginn, dass mer esou Gerichtsprozesser géife gewannen, wa mer op deem dote Punkt schlussendlech bis op d'Lescht ginn.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Alex Bodry. Als nächste Riedner ass den Här Braz agedroen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Félix Braz (déli gréng).** - Här President, wéi just dem Rapporteur Merci soe fir wierklech eng exzellente Aarbecht bei deem heite Projet an d'Zoustëmmung vun der Fraktioun bréngen. Ech mengen, den Här Bettel an den Här Bodry hunn in extenso gesot, wat ze soe war, an ech wëll dat net och nach eng kéier widderhuelen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Braz. Als leschte Riedner ass den Här Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Merci, Här President. Ech mengen och, dass ee muss dem Rapporteur, an ech maachen dat och mat Freed, dem Rapporteur, dem Här Gilles Roth, villmools Merci soen, well en e ganz komplizierte Projet hei ganz gutt explizéiert huet. An ech wollt och den Accord vun der ADR zum Gesetzesprojet bréngen.

Mä de Rapporteur ass awer och highaangen an huet zwou politesch Froen opgeworf, op déi ech wëll méi agoen.

Dat eent ass, ob een eng Differenz soll maachen tëschent „solicitor“ an „barrister“, wéi dat an angelsächsesche Recht ze fannen ass, dat heescht tëschent engem Avocat plaideur an engem Avocat conseil. Mir sinn als ADR géint esou eng Iddi, well mir si fir d'Unicitéit vum Barreau. Mä wat awer wichteg ass, dass ass, dat iwwert de Site Internet vum Barreau awer och

déi eenzel Spezialitéiten a Connaissances linguistiques iwwerall sollte méi public gemaach ginn.

Dann zum Thema Sproocher. Ech mengen, et ass eng ganz wichteg Fro, well bei ganz vill vun de Prozesser - en matière pénale, en matière commerciale an en matière civile -, do leien Dokumenter vir, déi op Franséisch an op Däitsch sinn, heiansdo souguer op Englesch, et gëtt ganz oft op Lëtzebuergesch geschwat. A wann een dann e Confrère oder eng Consœur huet, déi vun Tuten a Blösen näischt versteet, wou de Riichter da muss hallef Iwwersetzung maachen, ech mengen, dat däreft et net sinn. Dat ass eng reell Problematik. An doduerjer si mer also elo virum Europäesche Gerichtshaff ugesicht. D'Regierung huet elo nach e puer Deeg Zäit, fir en Avis juridique ze maachen.

Ech muss soen, dass et sech hei em e puer Problemer handelt, wou d'Regierung misst endlich aktiv ginn! Et gëtt e puer Méiglechkeeten, fir d'Lëtzebuerg Sprooch unerkannt ze kréien. Dat eent ass, dass ee seet, et wier eng offiziell Sprooch vun der Europäescher Unioun, grad wéi Maltesesch, Franséisch oder Däitsch. Wann d'Malteser dat kënnen, kënnen d'Lëtzebuerg et och maachen. Déi zweet Méiglechkeet wier, fir ze soen, et wier eng regional Sprooch. Och déi Iddi do ass net vun der Regierung zrëckbehale ginn.

Dobäi muss een ervirsträchen awer och, dass et nach eng drëtt Méiglechkeet gëtt, dat ass déi, déi baséiert op der Décision vum Conseil européien vum 13. Juni 2005. An ech wollt do op déi eenzel Saachen agoen.

Esou gesäit een am Reglement 1 vum 1958, am Artikel 8 vun deem Reglement, wat iwwert d'Sprooch schwätzt, wat zwar e puermol modifizéiert ginn ass, mä den Artikel 8 ass net geännert ginn, do steet Folgendes: «En ce qui concerne les États membres où existent plusieurs langues officielles, l'usage de la langue sera, à la demande...» - ech widderhuelen: à la demande! - «...de l'État intéressé, déterminé suivant les règles générales découlant de la législation de cet État.»

Do ass et also wichteg, dass de Lëtzebuerg Stat esou eng Demande mécht. Wann e keng Demande mécht, kann natierlech och dat doten net berücksichtegt ginn. Et ass do, wou justement d'Problematik ass. D'Lëtzebuerg Regierung, wa se wëllt, dass d'Lëtzebuerg Sprooch am Affekoteberuff an op anere Plätze respektéiert gëtt, da muss se eng Demande maachen, entweder als offiziell Sprooch, als regional Sprooch oder op Basis vum Artikel 8.

Da wëll ech awer och nach ervirsträchen, dass de Conseil européien den 13. Juni 2005 iwwert de Régime linguistique vun der Europäescher Unioun, dat heescht den Ablack, wou mir d'Présidence haten, Folgendes gesot huet: «Les présentes conclusions concernent les langues dont le statut est reconnu par la Constitution d'un État membre sur tout ou partie de son territoire ou dont l'emploi en tant que langue nationale est autorisé par la loi.»

Mä do muss en Arrangement administratif gefrot ginn, fir dat esou eppes ka gebraucht ginn. An d'Coûté vun deem Arrangement administratif géifen deen Ablack natierlech beim Stat, deen esou eppes freet, leien. Dat heescht, dass de Lëtzebuerg Stat sech misst engagéieren, fir déi Iwwersetzungen, déi eventuell mat den Institutiounen oder mat der Kommissioun gemaach ginn, dass déi missten...

Et wier also wichteg och hei, dass d'Regierung géif higoen an esou en Arrangement administratif géif négociéieren an duerchezéien. Dann huet ee wéinstens eppes fäerdegbruecht, dat ass, dass d'Lëtzebuerg Sprooch iwwerhaupt um europäesche Gebitt an iergendenger Législation, an iergendenger Konventioun, an iergendengem Arrangement géif existéieren.

Fir den Ablack ass dat net de Fall. D'Lëtzebuerg Sprooch um europäeschen Niveau existéiert net! A wa mer op deem Niveau do bleiwen, da fäerten ech, dass mer condemnéiert gi virum Europäesche Gerichtshaff, well guer keng Base do ass, wou ee kéint driwwer diskutéieren.

Duerfir, mengen ech, wier et elo un der Regierung ze handelen, wa se wierklech wëllt, dass d'Lëtzebuerg Sprooch och hei am Affekotegesetz - a mir wäerten et herno och beim Notairesgesetz gesinn - ka vun de Gerichter respektéiert ginn, an dass net Leit heihinner däreft schaffe kommen, déi déi administrativ Sproocher vu Lëtzebuerg net kennen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Henckes. Elo kritt d'Wuert den Här Justizminister François Biltgen.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.** - Merci, Här President. Kënn Dir mir nach eng kéier soen, wéi vill Minuten ech hunn, dass ech...?

► **M. le Président.** - Dir hutt 15 Minuten.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.** - Dat misst goen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir schwätzen de Mëtteg iwwer zwee Projeten, déi zwee klassesch Lëtzebuerg liberal Beruffer betreffen. Ech weess, dass elo net jiddweree frou ass, wann ech meng Véirelstonn ausschöpfen, mä ech wëll se awer ausschöpfen, well déi zwee Froen, déi de Rapporteur opgeruff huet, déi sinn der Méi wäert, dass mer hei driwwer diskutéieren. An ech wollt och duerfir agoen op dat, wat déi verschidden Intervenanten hei gestoun hunn.

E klassesche liberale Beruff, wat ass dat? Wéi stelle mer eis dat vir? Dat ass een, en ass liberal, en ass eleng an en ass fräi an deem, wéi e wëllt schaffen, wat e wëllt schaffen. Ech soen dat direkt och, dass klassesch ass bei engem liberale Beruff, et kann een net soen, du muss déi an déi Sprooch kennen, well du kanns déi nëmme froen - do kommen ech drop zrëck -, wann et fir dat, wat s de muss garantéieren, erwünscht ass. Hei kënnen Doktere sech niderloossen, déi weder Lëtzebuergesch nach Däitsch nach Franséisch kënnen. Ob se awer domadder Clienté fannen, dat ass hire Problem.

E klassesche liberale Beruff ass also een, wou een total fräi ass. Et huet ee seng berufflech Reglementation, et huet een och eng Responsabilitéit - ech kommen nach eng kéier dorop zrëck -, par rapport zu senger Clienten huet een eng Responsabilitéit ze droen. Mä mir sinn ëmmer dovunner ausgaangen, et ass een eleng oder et kann een emol nach zu e puer zesummeschaffen.

Beim Affekoteberuff hu mer awer gesinn, dass dat geännert ass. Et ass och zu Lëtzebuerg geännert. Déi meeschten Affekoten - mir hu vun 1.700 geschwat -, déi meeschten Affekoten, déi sinn net hei, fir dem Lëtzebuerg, dem Résident seng Interesse viru Geriicht ze verteidigen. Si sinn hei, well mer eng grous Place financière hunn a well hei vill Geschäft gesechen a fir dat och ze accompagnéieren. An doduerch hu mer och... eng Place financière ass jo net nëmme d'Banken, et ass och viles dat ronderem. Ouni dat ronderem geet et net op enger Place financière.

Déi sinn allerdéngs... Déi Étudé sinn am Ausland ganz aneschters organiséiert. Déi sinn am Ausland zum Beispill och esou organiséiert, dass do net nëmme Affekoten dra sinn. Do sinn, à même titre, Fiskalisten dran, Experts-comptables an aner. D'Lëtzebuerg Place financière an d'Lëtzebuerg grous Étuden, dat nach ëmmer och Lëtzebuerg Étuden awer sinn, hunn och versicht, sech deem unzepassen. An dat, wou mer elo amgaange sinn, zënter enger Zäit de Spagat ze maachen, dat ass ze kucken: Wéi behale mer de Gescht vun eise klassesche Lëtzebuerg Affekoteberuff bāi, unni awer de Lëtzebuerg Affekoten-Étuden ze verbidden, sech deenen neien Erausforderungen unzepassen?

Dee Spagat mécht dat Gesetz, wat mer haut diskutéieren, relativ gutt. Well bei engem Spagat riskéiert een ëmmer, eng schéi Figur ofzeginn, mä sech d'Been dobäi ze briedchen oder sech soss eppes ze verrappen.

(Hilarité)

Dat war jo och net einfach, deen heite Projet de loi. An Dir wësst, dass ech selwer ëmmer erëm meng Bedenken hat, déi sech och largement mat deene recoupiert hunn, déi de Statsrot hat.

Ech wëll duerfir hei awer ausdrécklech dem Rapporteur Gilles Roth Merci soen, dass hien et mat ganz vill Aarbecht fäerdegbruecht huet, dass dee Spagat awer réusséiert ass.

(Interruption)

Ech mengen, den Alex Bodry ass op d'Fro vun der Responsabilitéit agaangen. Dat ass awer eng kloer Saach. Déi aner Saachen, déi och gradesou kloer sinn a wou ech wierklech mengen, dass de Rapporteur vill Plus-value selwer hei erabruucht huet, dass sinn all déi steierlech Froen, déi och net ohne waren. Ech mengen, mir sinn eis eens, dass mer hei sollen den Affekoten-Étuden nei Méiglechkeete ginn, sech als Gesellschaft niderzeloossen, unni awer dass do iergendwéi verstoppte Privilegien hannendru wären. An ech mengen, an deem Sënn ass dee Projet de loi awer scho gutt ausgefall.

Da maache mer eppes, wou mer méi wäit gi wéi '91...

Hei, kann ee vläch just d'Dier zoumaachen? Ech hunn ëmmer esou een Zoch, deen op mech kënn.

(Hilarité et interruptions)

1991 hu mer jo Esch zougelooss, well do e Geriicht ass. Ech war net deen Éischten, mä ee



vun deenen Éischten, déi profitéiert hunn, mech als classeschen - déi Zäit, wou ech hei Deputéierte war -, mech als classesche liberalen Affekot esou niddereeloossen. Ech hunn dat och immens genoss. Ech hu mech ëmmer „Liebling Brill“ genannt, well ech einfach déi Aart a Weis, wéi e schafft mat de Leit an der Proximitéit, well ech déi einfach genoss hunn.

Gutt, elo gi mer vill méi wäit. Mir loosse d'Affekoten-Étuden iwwerall zou, wat och eigentlech logesch ass, well fréier: Woufir huet ee misse bei engem Geriicht seng Étude hunn? Jo, well een huet misse ze Fouss op d'Geriicht goen. Ech mengen, mir hunn haut Autoen. Mir maachen - e grouse Wonsch och vum Justizminister - ëmmer vill méi e-jurisdiction. Also mir wëlle wierklech kommen, dass een an Zukunft kann de Rôle des affaires iwwert den E-Mail alles organisieren, dass een net muss eng Stonn do waarden am Tribunal, bis d'Affären all opgeruff ginn, dass ee weess, wat plädéiert gëtt, wat net plädéiert gëtt. Ech mengen, do kënn vill, sou dass eigentlech keng Ursach méi do ass, fir ze soen, du muss och an enger bestëmmte-ner Gemeng wunnen.

Ech soen natierlech just, dass een dat muss wëssen, an dass een och muss wëssen, dass gegebenfalls och vum Ausland hier Affekoten, déi am Ausland niddergelooen sinn, da wahrscheinlech wäerten an de Grenzregiounen och Étuden hei zu Lëtzebuerg opmaachen, soulaang se zu Lëtzebuerg sech kënnen um Barreau aschreiw. Och dat soll een net ausser Uecht loosse.

Ech kéint mer virstellen, een, deen eriwwekkéint, dee ka seng Étude maachen, wou e wëllt. Dee ka seng Étude maachen, wou e wëllt. Ech kéint mer virstellen, dass déi eng oder aner Étude elo op der Musel zum Beispill entsteet. Voilà. Gutt. Mä ech mengen, dat ass d'Konsequenz vun deem Gesetz, wat mer haut maachen.

Ech soen nach eng Kéier, ech mengen, dass et elo emol eng gutt Äntwert ass op déi Froen, wéi mer se elo hunn. De Problem ass, dass mat där neier Infraktiounsgeschicht vun der Europäescher Kommissioun déi Froen awer méi ardu ginn, aus folgendem Grund - an do wëll ech direkt dem Här Henckes widdersprieche. Dat, wat hei virläit, huet iwwerhaapt näischt mat deene Froen ze dinn, déi Dir opwerft! Ech hunn näischt dergéint, dass Dir déi Froen opwerft; déi kann een och diskutieren.

(Brouhaha général)

Neen, déi Fro, déi Dir opwerft, fir ze soen, d'Lëtzebuergesch Regierung, fir déi Affär hei viru Geriicht ze gewannen, gegebenfalls, wann et esou wäit kënn bei der Cour de justice, muss d'Lëtzebuergesch unerkenne loosse, ënner wat fir engem Titre och ëmmer an Europa. Dat ass e falsche Sujet! Deen huet näischt mat deem heiten ze dinn!

D'Jurisprudenz vun Europa ass ganz kloer: Et kann een all Sprooch zouloossen. Dat huet iwwerengs ugefaangen an de 70er Jore mat engem Arrêt, deen dat Galescht ubelaangt huet, wou gesot ginn ass, du kanns dat Galescht do verlaangen, wou s de Galesch brauch. Du kanns net Galesch verlaangen, fir dech niddereeloossen. Mä do, wou s du muss mat de Leit kënnen Galesch schwätzen - dat war nämlech fir d'Schoul dee Moment iwwerengs, et ass em eng Schoulfro gaang -, do muss de kënnen d'Galescht froen.

D'Kommissioun seet och hei iwwerhaapt net an där Infraktiounsaffär, dass d'Lëtzebuergesch net fir si unerkannt wär. Dass mir hei misste Lëtzebuergesch vun den Affekote froen, dat stellt se iwwerhaapt net a Fro. Si seet just: Dir verlaangt Lëtzebuergesch do, wou ee kee Lëtzebuergesch brauch. An duerfir mécht dann d'Kommissioun hei eng Affär. An duerfir kommen déi Froen vum Här Roth aus där Infraktioun selwer. Et muss een eng Kéier dat liesen, wat d'Kommissioun schreift! D'Kommissioun stellt iwwerhaapt net a Fro, dass mir Däitsch, Franséisch, Lëtzebuergesch verlaangen, fir Affekot ze ginn. Mä si seet: Du kanns dat net verlaangen, fir all Element ze maachen, deen en Affekot mécht.

An da kënn eben déi insidieux Fro hannendrun, wou si seet: Majo, ech maachen lech hei, ech ginn lech d'Méiglechkeet! Macht einfach en Ennerscheid! Macht en Ennerscheid zwëscht deenen Affekoten, déi plädéiere ginn an déi mussen déi dräi Sproocher kënnen, a macht en Ennerscheid zwëscht deenen Affekoten, déi net plädéiere ginn! An da si mer op där Fro vun der Unicité de l'avocat.

Duerfir hat ech gefrot, fir dass mer kéinten an der Chamberkommissioun driwwer diskutieren. An ech hat och de Barreau matbruecht. Et ass iwwerengs och elo, ech hunn deen haut eréischt iwwer Fax kritt, en Avis komm vum Barreau vun Dikrech, dee wäerte mer da selbstverständlech och der Chamber zoustellen, deen a méi kuerze Wieder datselwecht seet wéi de

Barreau vun Lëtzebuerg, nämlech ze soen: Hei muss Dir kämpfe bis zum Schluss an Dir d'Äntwert d'Unicitéit net a Fro stellen an Dir d'Äntwert Är Clauses, Är Sproocheklauselen net a Fro stellen!

An dat ass e bësselchen hei wou mer dann erëm an engem neie Spagat sinn. Well wa mir géifen op d'Kommissioun agoen a mir géife soen, mir maachen en Ennerscheid zwëscht deem, dee viru Geriicht geet - a fir viru Geriicht ze goen, muss du kënnen deng dräi Sproocher, a fir dech soss als Affekot niddereeloossen, wou s de net viru Geriicht gees, brauchts de net déi dräi Sproocher, da géif d'Kommissioun wahrscheinlech hei net weiderfuere.

Mir hunn awer an der Chamberkommissioun geschwat. An ech hunn och do verstanen, dass eng Majoritéit der Meenung ass, mir sollen et hei nach eng Kéier op d'Äusserst ukomme loosse. Dat heescht, elo äntwerte mer emol fir d'Éischt der Kommissioun an da kucke mer, wéi si reagiert. Ech fäerten allerdéngs, si geet da méi wäit opgrond vun eiser Äntwert, déi mer awer elo da wäerte séier fäerdeg maachen.

De Wonsch war ze soen: Dir musst kämpfe souwuel fir d'Unicité de la profession wéi fir d'Sproocheklausel. Da seet den Här Bettel: Ass do e Risiko do? Oder kënn Dir mer garantieren, dass kee Risiko do ass? - Dat kann ech sécher net! Et ass ëmmer e Risiko do, wann ee viru Geriicht geet. Dat muss ee wëssen. Dat wësst Dir och aus Ärer Erfahrung. An de Risiko ass reell do, well eben d'Kommissioun hei op der Proportionalitéit spillt. Si stellt de Prinzip net a Fro, mä si seet: Dir hutt de Proportionalitéitsprinzip net gewahrt!

Elo ass dat och ze plädéieren, soen ech, wann ee liest, wat de Barreau vu Lëtzebuerg geschriwwen huet. Do sinn eng ganz Partie Argumenter dozou dran. Mä ech kann lech net garantieren, dass mer hei haut la main géife gewannen oder dass mer net géife verléieren. Dat ass de Risiko, deen een da muss agoen.

Ech wollt och eng Kéier dann drop zréckkommen: Wat ass dann, wann dat dote sech géif erausstellen? Mä da muss ech nach eng Kéier soen: Zurzäit muss mer derfir kämpfen, d'Unicitéit an d'Sproocheklausel zesummenzehalen. Wann dat net geet, da muss een op deem engen oder anere Punkt, wann dat net géif goen, muss een op deem engen oder anere Punkt relativ séier dann do nei Solutiounen sichen.

Fir d'Éischt hunn ech verstanen, no all deenen Diskussiounen, déi mer haten, notamment och mam Barreau, well fir de Justizminister, och wann en heiansdo aner Meenungen huet, dat wësst Der, Här Bettel, awer ëmmer seng Pflicht ass, fir de gewielten Organe vu Professions réglementées Rechnung ze droen a fir dat emol ze maachen, wat si am beschte fir hire Beruff gesinn. Dat wëlle mer och an dëser Affär maachen.

Do muss ech natierlech soen, dass mer riskéieren, dass d'Kommissioun duerno viru d'Cour de justice geet. Wann d'Kommissioun viru d'Cour de justice geet, wäert ech och nach eng Kéier hei zréckkommen, ier dass mer dann eis verteidegen, well wa mer da géife quod non - also ech mengen, wann ee kämpft, da kämpft ee fir ze gewannen an net, fir ze verléieren -, quod non da géife verléieren, dann ass et natierlech esou, dass mer da misste séier eppes aneschters maachen, op deem Punkt dann eppes lassloossen.

Ech soen lech ganz éierlech, dass ech als Justizminister net bereet sinn, soulaang ech sollt Justizminister sinn, Lëtzebuergesch als Sprooch viru de Geriichter opzeginn. Dat ass e wesentlech Element vun der „Protection du justiciable“ an dat kann net aneschters sinn. Ech kéint mer souguer virstellen, dass een heiansdo scho kéint méi seriö do virgoen och elo schon, fir sécherzestellen, dass d'Lëtzebuergesch do, wou Zeie gehéiert ginn, a penal Affären a vill anerer och, wou de Client selwer muss schwätzen, nach... Also, do hu mer et schon. Mä dat muss mer op alle Fall bäibehalen. An dat kann net ewechfalen.

Do gëtt et och Beispiller an anere Länner. Dat ass also ganz kloer, dass dat fir mech de spréngende Punkt ass. Do, wou ee viru Geriicht optritt, muss ee kënnen, am Intérêt vun der „Protection du justiciable“, deem seng Sprooch respektieren. Mir maachen dauernd an Europa nei Direktiven iwwert den Zougang zu de Geriichter, iwwert - gëschter si mer eis eens ginn an éischer Lecture - d'Victimen; do wäerte mer relativ séier en neit Gesetz proposieren. An iwwerall geet et drëm, dass, wann ee viru ee Geriicht geet, ee muss kënnen an enger Sprooch schwätzen an d'Akte kréien, déi ee versteet. An ech mengen, mir kënnen net einfach do, wou et em d'Gerichter selwer geet, oppginn.

Ech soen lech dat, dass, wa mer misste wielen, ech op alle Fall net wëll hunn, dass do eppes un d'Lëtzebuergesch kënn, esou wéi mer et elo handhaben. Dat ass emol gesot.

Fir de Rescht soen ech, da loosse mer et elo emol derlaascht kommen. Wéi gesot, vläicht mécht d'Kommissioun näischt. Et géif mech wonnerginn, well ech mengen, dat heiten ass vun der Kommissioun och agefädel ginn, fir hei d'Lëtzebuergesch ze épingléieren. Ben gutt, domadder muss mer liewen.

Ech wëll da soen, wa mer géifen...

(Interruption)

Dat heiten ass, mengen ech, net vun dem Justizkommissariat komm.

(Interruption)

Hei geet et nämlech... Jo just, Här Bettel, also, wësst Der, ech hu wahrscheinlech a mengem Liewe méi gestridde mat der Madame Reding wéi Dir, a mir hunn nach ëmmer kee Sträit mateneen.

(Brouhaha)

Ech wëll lech just soen, dass dat heite keng Affär ass vun der Madame Reding,...

► Une voix.- Aaaahh!

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.** - ...mä et ass eng Affär vum Här Barnier, an deen ass zoustänneg fir de Bannemaart!

Duerfir soen ech, hei geet et net prinzipiell em d'Sprooch. Hei geet et drëm, wat fir eng Konditiounen kann een, wat fir eng Qualifikatiounen, hei si mer zum Deel an der Direktiv „avocat“, mir sinn awer och zum Deel an de Prinzipie vum Traité: Wat ass eng Discrimination directe an eng Discrimination indirecte? Et ass also keng Affaire de justice, et ass eng Affaire marché intérieur.

► **Une voix.-** D'Madame Reding huet awer näischt gemaach, fir et ze verhënnere!

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.** - Also, e Collège ass e Collège, wësst Der. E Collège ass e Collège.

(Brouhaha)

An do ass et esou wéi an der Regierung och. Do ass, wann eng Décisioun vun der Regierung ass,...

(Interruption)

...dann ass all Minister un déi Décisioun gehalten. Esou ass dat an der Kommissioun och. An ech mengen elo wierklech, elo muss ech awer nach zwou Minutte bäikréien, well ech mengen, dass dat heiten elo wierklech Geplänke ass.

(Brouhaha général)

Also wa mer esou seriö un déi Affär ginn, fir eis ze verteidegen an Europa, wéi elo just dat doten ze soen, Här Bettel, da gewanne mer sécher net! Ech wëll also nach eng Kéier soen, dass, wa mer géifen...

(Brouhaha général)

► **M. le Président.** - Sou, ech géif lech bieden, dem Här Justizminister nozelauschteren! Et ass e seriöe Sujet.

(Brouhaha général)

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.** - Wa mer géifen déi Affär verléieren...

(Brouhaha)

► **Une voix.-** Psssss!

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.** - Mä nach eng Kéier: Mir kämpfen emol, fir se net ze verléieren. An ech mengen, dass mer Argumenter hunn, déi mer kënnen viru der Kommissioun an noutfalls viru Geriicht durchbréngen. Wa mer se géife verléieren, muss mer natierlech net nëmmen eppes „maachen“. Mir mussen dann och „séier“ maachen, well no dem Traité vu Lissabon si ganz nei Astreinteméiglechkeete virgesinn, sou dass ee muss wëssen, dass een hei gewappnet ass, wann ee géif verléieren.

Mä nach eng Kéier: Ech war jo selwer genuch Affekot, ech sinn ni opgetrueden, fir ze verléieren, ëmmer nëmmen, fir ze gewannen, an ech wäert awer dann nach eng Kéier viru lech optrieden, wann et wierklech esou wäit sollt sinn, dass mer géifen ugesicht ginn.

► **M. le Président.** - Den Här Henckes stellt lech nach gär eng Fro, Här Justizminister. Här Henckes, wann ech gelift!

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Här Minister, ech mengen, dat, wat ee muss festhalten, dat ass, dass all Parteien hei d'accord sinn, fir datt mer fir déi Dräisproochegkeet um Barreau sollen anrieden.

D'Fro, déi sech just a mengen Ae stellt, an et ass do, wou ech wollt dat rectificiere respektiv soen, dat ass, dass, wann et och am Kader vun de Services ass a vun de Konditiounen, déi ee muss hunn, fir kënnen e Beruff hei zu Lëtzebuerg ze exercieren, dann ass et awer och ganz oft heiansdo u formaljuristesche Froen...

► **M. le Président.** - Här Henckes, et geet drëm, fir eng Fro ze stellen, net fir nach eng zweet Ried ze halen.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - ...mengen ech, ob d'Regierung net wëllt nach eng Kéier kucken, ob déi formaljuristesche Debat, datt ee misst eng Demande stellen, fir d'Sprooch als Lëtzebuergesch iwwerhaapt unerkannt ze kréie fir déi Affekoterei hei, net eng Fro ass, déi misst viru gekläert ginn.

(Brouhaha général)

► **Une voix.-** Très bien!

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.** - Also nach eng Kéier: Dat ass eng Fro, iwwert déi ee ka schwätzen, mä déi eis hei kee Millimeter weiderféiert an dëser Affär! Ech liesen lech nach eng Kéier viru, wat d'Kommissioun hei schreift: «Par conséquent, un avocat, qui remplit les conditions de l'article 10-1, mais qui ne maîtrise que la langue française, devrait avoir la possibilité d'un accès partiel à la profession excluant les activités nécessitant la maîtrise des autres langues procédurales, notamment des activités liées à la représentation des clients devant une cour. Cet accès partiel à la profession devrait être autorisé sous le titre luxembourgeois.»

An dat anert, wa mir géife soen: 27 Sproocher, déi muss de hei kennen, seet d'Kommissioun nach ëmmer, mir muss kucken, wat fir eng Sprooch s de muss kennen, fir dee Beruff ze exercieren. A fir en Akt, mir maachen ëmmer méi Akten op Englesch, do kënn mer net soen, a wa mer Lëtzebuergesch... Wou ech awer derfir sinn, dass mer an der Verfassung eppes iwwer Lëtzebuergesch schwätzen (veuillez lire: schreiw), an do si jo Virschléi och vum Här Paul-Henri Meyers do. Mä dat ass keng Argument, fir der Kommissioun ze soen: Duerfir muss de, wann s de Avocat d'affaires bass, Lëtzebuergesch kennen, wann s de deng Akten nëmmen op Englesch oder op Franséisch méchs.

Nach eng Kéier: Lëtzebuergesch ass net hei a Fro gestallt. Mä d'Lëtzebuergesch ass als Discrimination indirecte ugesicht. Well mir soen och: Een, deen ni viru Geriicht optritt an ni sai Lëtzebuergesch brauch, dee muss awer Lëtzebuergesch kënnen, fir sech hei am Libre établissement - a mir sinn am Établissement - niddereeloossen. Duerfir ass dat eng interessant Fro, déi Der opwerft, mä et ass keng Fro, déi eis hei géif als Argument hëllefen, viru Geriicht ze bestoen.

Mir mussen aner Argumenter bréngen, déi och de Barreau a sengem Avis huet, fir ze soen: Majo, du kanns net nëmmen d'Akten, déi s de méchs, trenne vum Contentieux! Well deng Akte kënn jo eng Kéier fir de Contentieux kommen, an da muss de och virum Contentieux optrieden. Dat ass zum Beispill en Argument, wat de Barreau vu Lëtzebuerg gebraucht. Mir wäerten och aktiv, wann et soll esou sinn, op d'mannst elo och fir d'Äntwert an och herno, aktiv och mat de Barreuen zesummeschaffen, fir ze kucken, wéi mer gemeinsam hei eis Positioun kënn verrieden.

► **Une voix.-** Très bien!

► **M. le Président.** - Merci, Här Justizminister. Domadder wier d'Diskussioun awer elo definitiv ofgeschloss, a mir kommen zur Ofstëmmung.

► **Plusieurs voix.-** Aaaahh!!!

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

► **M. le Président.** - D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5660B ass uegholl mat 59 Jo-Stëmmen, bei 1 Enthaltung.

Ont voté oui: Mmes Diane ADEHM, Sylvie ANDRICH-DUVAL, Nancy ARENDT, MM. Fernand BODEN, Lucien CLEMENT, Mme Christine DOERNER, MM. Emile EICHER, Félix EISCHEN, Mme Marie-Josée FRANK, MM. Léon GLODEN, Norbert HAUPERT, Ali KAES, Marc LIES, Mme MARTINE MERGEN, MM. Paul-Henri MEYERS, Laurent MOSAR, Marcel OBERWEIS, Gilles ROTH, Jean-Paul SCHAAF (par M. Marcel OBERWEIS), Mme TESSY SCHOLTES, MM. Marc SPAUTZ, Robert WEBER, Lucien WEILER, Raymond WEYDERT, Serge WILMES et Michel WOLTER (par Mme MARTINE MERGEN);

MM. Marc ANGEL, Alex BODRY, Mme CLAUDIA DALL'AGNOL, M. FERNAND DIETRICH, Mme LYDIE ERR, MM. Ben FAYOT, Claude HAAGEN, Jean-Pierre KLEIN, Lucien LUX, Mme LYDIA MUTSCH, MM. Roger NEGRI, Ben SCHEUER et Mme VERA SPAUTZ;

MM. André BAULER, Eugène BERGER, Xavier BETTEL, Mme Anne BRASSEUR (par M. Carlo WAGNER), MM.



Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Josée Lorsché), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter (par M. Claude Adam);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

S'est abstenu: M. Serge Urbany.

Wëllt ee seng Enthaltung begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

7. 6232 - Projet de loi:

1. portant création de l'Agence pour le développement de l'emploi;

2. modifiant

- **le Code du Travail;**

- **la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;**

- **la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet;**

- **la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration;**

3. abrogeant la loi modifiée du 21 février 1976 concernant l'organisation et le fonctionnement de l'Administration de l'emploi et portant création d'une Commission nationale de l'emploi (suite)

Da komme mer elo zum Vote iwwert déi zwee Projeten, déi mer de Moien diskutéiert hunn. Fir d'Éischt d'Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6232 iwwert d'ADEM.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6232 ass ugeholl mat 39 Jo-Stëmmen, géint 16 Nee-Stëmmen a 5 Enthaltungen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par M. Marcel Oberweis), Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz.

Ont voté non: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Carlo Wagner), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter (par M. Claude Adam).

Se sont abstenus: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Wëllt ee seng Enthaltung begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

8. 6374 - Projet de loi portant

1. modification de l'article L.211-11 du Code du Travail;

2. modification de la loi modifiée du 17 février 2009 portant 1. modification de l'article L.511-12 du Code du Travail; 2. dérogeant, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L.511-5, L.511-7 et L.511-12 du Code du Travail;

3. modification de la loi modifiée du 11 novembre 2009 portant 1. concernant certaines mesures temporaires visant à atténuer les effets de la crise économique sur l'emploi des jeunes; 2. modifiant certaines dispositions du Code du Travail (suite)

Da komme mer elo nach zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6374.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Do fänkt och elo d'Ofstëmmung un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. Och hei ass de Vote ofgeschloss.

De Projet de loi 6374 ass ugeholl mat 43 Jo-Stëmmen, géint 17 Enthaltungen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par M. Sylvie Andrigh-Duval), Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par M. Martine Mergen);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Se sont abstenus: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter (par M. Henri Kox);

M. Serge Urbany.

Wëllt ee seng Enthaltung begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

9. Motion de M. Norbert Hauptert relative à l'opposition à l'initiative de création d'un Fonds européen pour la démocratie

Dann hate mer och nach eng Motioun, déi vum honorabelen Här Norbert Hauptert era-bruecht ginn ass. Do freet den Här Hauptert nach eng Kéier d'Wuert dozou.

► **M. Norbert Hauptert** (CSV).- Vlächicht ganz kuerz, Här President. Mir sollen déi Motioun an d'Chamberskommissioun ginn, fir datt mer eng Kéier se kënnen duerchdiskutéieren.

► **M. le Président**.- Gutt. Kann ech déi Proposition zum Vote stellen?

(Assentiment)

Vote

Wien ass domadder d'accord?

An d'Kommissioun! Dat schéngt d'Unanimité ze sinn. Domadder wier déi Motioun dann an d'Kommissioun geschéckt.

De leschte Projet de loi vun haut ass de Projet de loi 6333 iwwert d'Organisatioun vum Notariat. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell fest-

geluecht. Et ass bis elo just nach ageschriwwen den Här Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Léon Gloden. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Plusieurs voix.- Très bien!

10. 6333 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat

Rapport de la Commission juridique

► **M. Léon Gloden** (CSV), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Artikel 1 vum Gesetz iwwert d'Notariat vum 9. Dezember 1976 steet: «Les notaires sont les officiers publics pour recevoir tous les actes et contrats auxquels les parties doivent ou veulent faire donner le caractère d'authenticité attaché aux actes de l'autorité publique, et pour en assurer la date, en conserver le dépôt, en délivrer des grosses et des expéditions.»

Den Artikel 15 seet, fir Notaire kënnen ze ginn, muss een d'Lëtzebuergesch Nationalitéit hunn.

D'Europäesch Kommissioun hat e Recours en manquement ënner anerem géint Lëtzebuerg bei dem Europäesche Gerichtshaff agereecht, wéinst Nettranspositioun vum der Direktiv vum 21. Dezember 1988 iwwert den „Système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans“ a well d'Notairesgesetz virgesäit, datt een d'Lëtzebuerg Nationalitéit muss hunn, fir Notaire genannt ze ginn.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Léon Gloden** (CSV), rapporteur.- De Recours en manquement wéinst der Netëmsetzung vum der Direktiv ass net fondéiert. Par contre, de Recours en manquement wéinst der Konditioun vum der lëtzebuergescher Nationalitéit ass, laut der Cour, fondéiert.

D'prezis Fro, déi d'Cour ze tranchéieren hat, ass, ob den Exercice vum der Autorité publique, esou wéi se am Notairesgesetz festgehalten ass, et justifiéiert, datt just d'Lëtzebuerg kënnen Notaire ginn.

D'Cour huet also examinéiert, ob en Notaire un der Autorité publique, esou wéi se am Artikel 51 vum Traité niddergeschriwwen ass, deelhëlt

oder net. Fir déi Fro ze beäntweren, huet d'Cour de Beruff a soumat déi verschidde Fonctionne vum Notaire analyséiert.

D'Cour ass zur Schlussfolgerung komm, datt souwuel d'Authenticatioun vum Akten oder Verträge, d'Poursuite vum Intérêt général, d'Participatioun an d'Saisies immobilières an d'Interventioun en matière successorale net considé-riert kënnen ginn als en Exercice vum der Autorité publique am Sënn vum Artikel 51 vum Traité.

Aner Argumenter, déi dës Feststellung ënnersträichen, sinn, datt d'Notairen hire Beruff an de Konditiounen vum der fräier Konkurrenz exercéieren an datt se perséinlech haftbar si vis-à-vis vum hire Clienten.

D'Cour ass also zur Schlussfolgerung komm, datt d'Notairen net d'Autorité publique am Sënn vum Artikel 51 exercéieren. Soumat ass d'Konditioun, datt ee muss Lëtzebuerg sinn, fir Notaire genannt ze ginn, eng direkt Diskriminatioun, an déi ass net vum Traité erlaabt.

Op där anerer Säit huet d'Cour awer festgehalten, datt d'Notairen en Intérêt général poursuivéieren, well se ënner anerem d'Legalitéit an d'Sécurité juridique vum den Akte garantéieren. Dës „raison impérieuse d'intérêt général“, wéi et am juristesche Jargon heescht, erlaabt eng Restriktioun par rapport zu der Liberté d'établissement.

An dësem Kontext ass d'Sproochekonditioun, dat heescht, datt een adequat Lëtzebuergesch, Franséisch an Däitsch schreiwen a schwätze kann, esou wéi et am Gesetz vum 24. Februar 1984 iwwert de Régime des langues festgehalten ass, ze justifiéieren.

Opgrond vum dem Arrêt vum der Cour gëtt elo punktuell d'Notairesgesetz geännert. Am Artikel 1 Alinéa 2 gëtt den Term „les notaires luxembourgeois“ duerch „notaires au Luxembourg“ ersat. Am Artikel 15 gëtt preziséiert, datt och EU-Bierger kënnen Notaire genannt ginn. Des Weidere gëtt d'Sproocheklausel an den Artikel 15 inséiert.

De Statsrot huet säin Avis den 29. November 2011 ofginn, an d'Chambre des Notaires huet hiren Avis den 28. September ofginn. D'Chambre des Notaires begréisst, datt opgrond vum Arrêt vum der Cour d'Notariatsgesetz ugepasst gëtt a weist och dorobber hin, datt et wichteg ass, datt een Notaire zu Lëtzebuerg déi dräi Sproocher kann.

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Biermereng um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Biver an zu Wecker um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bous um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Conter um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dikrech um Kanal S19 / 287.25 Mhz

An der Gemeng Dippech um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Esch-Sauer um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Gréiwemaacher um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hesper um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Iermsdref um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Kielen (& Brameschaff), Keespelt, Meespelt, Ollem an Nouspelt um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Mamer um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Manternach um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Miedernach um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Nidder- an Uewerfeelen um Kanal S40 / 455.25 Mhz



De Statsrot huet a sengem Avis bedauert, datt et just zu enger punktueller Reform vum Notairesgesetz komm ass. De Statsrot huet och gemengt, datt ee soll „acte communautaire“ duerch „acte de l'Union européenne“ ersetzen. Dëse Changement vum Wording huet d'Commission juridique guttgeheescht.

Des Weideren huet de Statsrot virgeschloen, „notaires au Luxembourg“ duerch „notaires établis au Luxembourg“ ze ersetzen. D'Kommissioun huet dëse Wording vum Statsrot net zrëckbehalen.

Des Weideren huet de Statsrot proposéiert, d'Konditioun vum der Sproocheklausel duerch deeselwechten Text, wéi se am Affekotegesetz virgesinn ass, ze ersetzen. Deem huet d'Commission juridique och Rechnung gedroen.

Zum Schluss ginn ech dann den Accord vu menger Fraktioun.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem honorable Rapporteur fir säi Rapport. Da kritt d'Wuert den Här Henckes.

Discussion générale

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Merci, Här President. Ech wollt och dem Rapporteur, dem Här Gloden, Merci soen. En huet hei déi ganz juristesche Problematik, déi sech aus engem Arrêt vum der Cour européenne de justice erginn huet, ganz gutt erklärt a woufir elo muss d'Gesetz ugepasst ginn.

Mä et muss een och soen, datt awer mat deem Gesetz, wat elo hei gestëmmt gëtt, a mat deem mir als ADR och d'accord sinn, sech nach e puer Froe wäerte stellen. Eng hu mer elo grad diskutéiert, dat ass déi vun der Sproocheklausel. An et gesäit een, datt dat permanent erëmkennt an der Affekoterei. Dat kënn hei erëm. An dat, wat ech just wëll...

(Interruption)

Jo, ech wëll just soen, d'Problematik kënn hei erëm, mä et kënn och nach op anere Gebieder, wou et heiansdo erëmkennt bei dem Etablissement vu verschidene Services a vu Professions réglementées. Do hu mer dat e puer mol gesinn.

An dat, wat - mengen ech - ee muss festhalen, dat ass, datt ee sech déi beschten Argumenter op d'Säit leet. Dat, wat de Justizminister bis elo gesot huet, dat ass, datt en, ouni wëllen iergendwéi eppes vum Sproocheproblem unzegoen, datt en do mengt, datt en domadder sech kéint vis-à-vis vun der Commission européenne an eventuell och um Europäesche Gerichtshaff duerchsetzen. Dat mag sinn. Ech wënschen der Regierung, datt en do richteg läit.

(Interruption)

Mä et ass awer och a menger Meenung, datt ee sech kéint supplementär Argumenter ginn, wéi zum Beispill fir d'Affekoten, déi a Katalonien oder soss a verschidde Regiounen vu Spuenien plädieren dierfen a wou dat unerkannt ass als Sprooch. Do gëtt et also eng Debatt menger Meenung no, wou ee sech muss iwwerleeën, ob een net zousätzlech Argumenter soll zrëckbehalen.

Et ass dat, wat ech just wollt als Argument mat virbréngen, fir datt een, wann et eng Kéier zu engem Konflikt sollt kommen, wat kee sech wënscht natierlech, datt mer deen Ablack déi beschten Argumenter sollten hunn.

Déi zweet Saach, déi sech hei awer och wäert opdrängen, dat ass fir ze kucken, ob een net an der Gesetzgebung, wat d'Notairen ueget, och muss an Zukunft vläicht virgesinn, datt déi Leit mussen zu Lëtzebuerg domiciliéiert sinn. Well och hei kéint sech eventuell d'Fro stellen, ob net en Notaire vu Lëtzebuerg, deen zu Esch wunnt an eventuell zu Audun-le-Tiche kéint Notairesakte maachen, oder emgekéiert een, deen zu Audun-le-Tiche oder zu Diddenuewe wunnt, datt dee kéint hei op Lëtzebuerg kommen, wann en den Agrément huet.

Allguerten déi Saachen do, mengen ech, missten e puer Prezisiounen kréien. Wann ech mech gutt erënneren, huet och den Här Justizminister annonciéiert, datt en do géif nach un e puer Saache schaffen.

Mä ech wollt awer déi Problematik hei opwerfen, well awer den Notairesberuff e Beruff ass, an deem ganz vill Leit hiert Vertrauen hunn. An et soll och elo esou bäibehale ginn, datt dat Vertrauen op jidde Fall soll bestoe bliwen, datt den Dialog tëschent de Bierger, egal wat fir eng Sprooch ee schwätzt, datt dat och soll kënnen gewährleisten ginn.

Ech wëll och drop hiweisen, datt ee sech och misst froen, wann d'Gesetz eventuell sollt geännert ginn, ob d'Sprooch vum Engleschen, wat ganz oft an ëmmer méi elo bei Notairesakte gebraucht gëtt, ob een déi net och sollt ier-

gendwéi awer mentionnéieren, datt d'Connaisance vum Engleschen awer och wënschenswäert wier, wa se net obligatoresch ass.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Henckes. Elo kritt d'Wuert den Här Justizminister François Biltgen.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, hei si mer an engem Punkt, wou mer effektiv mat ganz villen anere Länner e Prozess verluer hunn. Wou mer d'Exceptioun vum Traité plädéiert hunn, wou mer gesot hunn, majo, den Notaire, deen och Actes authentiques mécht, dee war an engem Exercice de la puissance souveraine an duerfir misst e Lëtzeburger sinn. Dee Punkt hu mer verluer. An op deem Punkt huele mer dann haut e Gesetz un, wat déi Nationalitéitklausel eraushëlt.

Richteg ass, wat den Här Henckes gesot huet, dass - bon - domadder nach laang net all Problemer elo geléist sinn. Ech wollt och op déi puer Problemer awer agoen, well ech och do relativ séier wëll mat engem Projet de loi virun d'Chamber kommen.

Ech wëll awer dann nach e Wuert soen, well de Statsrot a sengem Avis opgeworf hat, dass mer nach en ale Projet de loi hätten iwwert den Notairesberuff an dass et net gutt wier, fir do een duerno ze schécken, ouni deen aneren emol entweder gestëmmt ze hunn oder zrëckgezunn ze hunn. Duerfir hu mer an der Regierung décidéiert, deen zrëckzezéien.

Do war zum Beispill e Punkt dran, wou ech och ëmmer e bësselche skeptesch war, dat war dee vun den Notairesassociatiounen. Et waren nach e puer anerer dran. A mir sinn awer der Meenung, dass mer elo sollen eis mat den Notairen zesummesetzen an deen elo emol zrëckzéien, well fir deen ze amendéieren, dat gëtt méi komplizéiert wéi e ganz neie Projet ze maachen iwwert den Notairesberuff zu Lëtzebuerg.

Ech sinn och der Meenung, dass mer deen esou séier wéi méiglech solle maachen, well mer an Europa och nach net gefeit si géint weider Recoursen. Ech maache mer do ganz vill Suergen, an ech hat och gëschter am Bord vum Justizministerot mat enger Partie auslännesche Kolleegen diskutéiert, déi dat ähnlech gesäit wéi mir, sou dass ech do wëll esou séier wéi méiglech schaffen.

Well, wou läit de Problem? Kommt, mir kucken emol, wat!

Wann een deen Arrêt liest an notament de Considérant 97 oder 98, stellt ee fest, dass awer gesot gëtt, ma den Notaire spillt e Rôle d'intérêt général. Ech muss soen, gëschter hu mer 90% vum Règlement succession am Justizministerot zu Bréissel uegholl, wou e wesentlecht Element ass, dass den Acte authentique vum Notaire kann an Zukunft an Europa circuléieren, ouni dass e muss vun engem Gericht homologéiert sinn. Ech war d'lescht Joer extra zu Berlin mat menger däitscher Kolleegin zesumme, well déi hunn e ganz anere System, fir hinnen ze erklären, dass de System zu Lëtzebuerg bis unerkannt ass. Do si mer duerchkomm mat deene 27.

Dat heescht, et ass och elo net, dass den Notairesberuff en tant que tel a Fro gestallt ass an dass d'Actes authentiques a Fro gestallt sinn, wat awer dat grousst Element ass vum Notairesberuff. Also, do hu mer gëschter awer erëm villes gemaach, fir den Notairesberuff héichzehalen an där Aart a Weis, wéi mer dee Règlement succession geregelt hunn. Bis op d'Fro vun der Clause héréditaire, wou d'Engländer an d'Iren eng Kéier nokommen, an déi vun der Administration de la succession, wou d'skandinavesch Länner nokommen, déi hu mer elo emol ausgeklamert.

Dat sinn och keng einfach Froen, mä fir de Rescht si mer esou wäit komm, dass mer awer fir den Acte authentique eng libre Circulation garantéieren, och dem Certificat de succession, an den Notaire wierklech als een ugesinn, deen unerkannt ass an Europa.

Dat heescht, mir kënnen nach ëmmer soen, dass den Notaire eng Autorité publique ass. Et ass keng Puissance publique, mä et ass eng Autorité publique. Dat ass emol schonn eppes ze wëssen.

Elo stellt sech folgend Fro: Kënnen mer den Numerus clausus behale fir d'Notairesberuff, jo oder neen? Oder ass et wéi beim Affekot, wou jiddweree sech kann nidderloossen?

Do ass den Arrêt vum der Cour och ganz kloer. Mir kënnen den Numerus clausus behalen. Den Arrêt seet: „Dir kënn lech schonn esou organiséieren, dass et am Intérêt général vum Stat ass. Dat ass schonn emol eng gutt Saach.“

Natierlech stellt sech dann d'Fro: Mir verlaangen elo e Stage. Do hu mer en neit Règlement beim Statsrot leien, wou selbstverständlech och d'Sproocheklausel da getest gëtt, wéi bei den

Affekoten. Ech kommen nach eng Kéier op d'Sproochen zrëck, déi si wierklech beim Notaire net a Fro gestallt hei, well eben do kloer ass, dass den Notaire ëmmer de Conseil vum normale Client ass. Also ass d'Lëtzebuergesch hei iwwerhaupt net a Fro gestallt.

Et muss ee just kucken, dass d'Sproochentester esou ginn, dass se net kënnen als Diskriminatioun duergestallt ginn. Mir wëllen den „streamlining“ mat den Affekoten hiren. Also, hei hu mer kee Problem bei den Notairen, nach eng Kéier hu mer kee Problem mat de Sproochen, wat een an Zukunft muss verlaangen.

Deen aneren Dénge, wou een och kee Problem huet, dat ass ze verlaangen, dass en Notaire, dee wëllt zu Lëtzebuerg sech nidderloossen, muss d'Lëtzeburger Recht kennen. An do komme mer op de Problem. D'Direktiv „services“ ass net applicabel. D'Notaireskummer huet selwer e ganz gudden Avis juridique komme gelooss, deen iwwerdeckt sech total mat deem, wat mir och am Justizministère mengen: D'Direktiv „services“ ass net applicabel.

Bon, domadder ass awer net alles geléist. Mir fäerten, aner Länner gesinn dat aneschtens. Mir fäerten, an ech fäerten dat wierklech ganz seriö, dass d'Direktiv „qualifications professionnelles“ applicabel ass, dass een, deen elo a Frankräich Notaire ass zum Beispill, fäerdegen Notaire, dass deen op Lëtzebuerg kënn, a wa mir him soen: „Du muss emol fir d'Éischt e Stage vum Notaire maachen zu Lëtzebuerg während engem Joer an da gëss de ageschriwwen, dass dee géif soen: „Ma neen, ech hu jo alles“.

Wann en da ka beweisen, dass en d'Sprooch kann, wann e ka beweisen, nouffalls duerch en Test - dat léisst d'Direktiv „qualifications“ zou -, dass e Lëtzebuergesch kann - selbstverständlech gesi mer dat vir -, och de Lëtzeburger Droit kann, an e packt dat an e seet: „Ech war awer elo schonn 20 Joer a Frankräich Notaire, also wier ech gär op Ärer Lëscht do ageschriwwen, virun deenen, déi nach keng 20 Joer zu Lëtzebuerg ageschriwwen sinn“, dat ass awer eng Fro, mat där mer eis elo mussen auserneeetzen. D'Veereenegung vun den Notairen an Europa, déi gesäit majoritär doranner kee Problem. Déi seet: „Wann do d'Kommissioun géint eis lassleet, da gewanne mer.“

Ech muss lech éierlech soen - den Här Bettel huet elo misse fortgoen -, ech kommen do zrëck op d'Fro vum Här Bettel, also, do sinn ech wierklech der Meenung, dass bei der Direktiv „qualifications professionnelles“ mer Schwierigkeiten géife kréien, do ze bestoen.

Duerfir hunn ech gëschter Kontakt opgeholl mat verschidene anere Länner, ob een net soll gemeinsam eng Aktioun maache bei der Kommissioun - mir sinn erëm beim Här Barnier; et ass erëm Marché intérieur -, gemeinsam eng Aktioun maachen, fir awer emol mat him ze schwätzen. Ech wëll net direkt soen, eng Direktiv „notaire“ ze maachen - dat war eng Solutioun -, mä ze kucken: Wéi kann ee sech e Modus Vivendi ginn, dass dat awer nach bleift?

Den Här Henckes huet eng Fro opgeworf, déi richteg ass. Muss een net an Zukunft vum Notaire verlaangen, zu Lëtzebuerg domiciliéiert ze sinn? Elo soen ech „Njein“, well wa mer soen: „Du muss zu Lëtzebuerg domiciliéiert sinn“, fäerten ech, dat ass erëm eng Discrimination indirecte. Eis Statsbeamte kënnen am Ausland wunnen, jiddweree kann am Ausland wunnen. Also, fir ze soen: „Du muss zu Lëtzebuerg domiciliéiert sinn“ ...

Wat een awer kéint envisagéieren, an duerfir wäert ech och an Zukunft ganz, ganz virsiichteg, wann net souguer total restriktiv mat den Demanden, déi vun Notairen kommen, fir net méi do ze wunnen, wou se schaffen, ëmgoen. Dat ass dat Eenzeg, wat ech mer ka virstellen, och wann en d'Akte fir d'ganz Land mécht, ech mengen, dat ass jo net a Fro gestallt. Mä wa mer schonn en Numerus clausus maachen, wou e muss an enger gewëssener Lokalitéit wunnen (veuillez lire: sinn), wëllt d'Logik eigentlech, dass en och do wunnt, wou e schafft. An dat ass eng Fro, mat där ech och duerfir net méi esou lasch wäert ëmgoe wéi an der Vergaangenheet, mat deenen Demandes de dérogation, fir net do ze wunnen, wou ee schafft.

Ech mengen, dass dat eng Saach ass, wou ee wierklech Argumenter huet, fir ze soen: „Majo, du muss awer, du bass eng gewësse Personalitéit bei dir an du muss also dann och schonn aneschtens errechbar si wéi anerer. Dat ass also eng Fro, déi mer elo scho mussen diskutéieren also. Ech hoffen, dass esou bal keng esou eng Demande kënn, mä wann eng kënn, muss ech mer déi dote prinzipiell Fro, déi den Här Henckes hei opgeworf huet, och stellen.“

Dat sinn eben déi Froen, déi mer eis elo mussen stellen. Wéi maache mer an Zukunft eng Lëscht vu Kandidaten? Mir wëllen den Numerus

clausus bäibehalen. Wéi maache mer dann eng Lëscht vu Kandidaten, wou mer net Discrimination indirecte maachen?

An da kënn derbäi déi zweet Fro: Och wann d'Direktiv „services net applicabel ass, kann een awer d'Libre prestation de services net ganz ausschléissen. Do muss een also och Kritäre maachen, dass d'Libre prestation de services net ouni hei ugemellt ze sinn, mä d'Libre prestation de services, déi kann een net ganz a Fro stellen, mä dass een net iwwert d'Libre prestation de services de Lëtzeburger System vum Notariat ausgehewelt kritt.

Wéi gesot, duerfir hunn ech och versicht, wierklech déi Réunioun vu gëschter ze notzen, fir am Kader vun de Benelux-Länner, wou wierklech d'Vuen och vun den Notaire selwer e bëssen ähnlech si wéi bei eis, respektiv mat Eisträich, déi ganz och den Notaire esou gesäit wéi mir. Ech wäert mat deene Länner Kontakt huelen, ech wäert mat anere Länner Kontakt huelen, fir ze soen: Soll een net hei, am plaz erëm eng Kéier, dass deen een oder aneren ugesicht gëtt, wou een net weess, wéi et herno ausgeet, soll een net hei kucken, fir awer deen dote Beruff, deen awer wierklech eng grousst Protektioun ass och vun de Leit dobaussen, dass mer dat maachen? Do hunn d'Leit en Affekot, dat ass nach een, dee mat anere streit. En Notaire, dat ass eng Autoritéit, vun där ee muss ausgoen, dass en dat gutt mécht.

Dat wäert ech mat der Chambre des Notaires maachen. Wéi gesot, d'Chambre des Notaires huet hei e ganz gudden Avis eis zoukomme gelooss.

Selbstverständlech bedéngt dat och, dass ech mat der Chambre des Notaires iwwer en anere Problem schwätzen, deen de Marc Fischbach nach als Ombudsmann opgeworf hat, nämlech deen: Wéi gi selwer d'Reklamatiounen vun de Clienten behandelt bei der Chambre des Notaires?

Ech sinn net esou iwwerzeegt vun där Solutioun, déi de Marc Fischbach vurschléit. Op där anerer Säit soen ech awer, da muss mer kucken, dass de System, wéi en elo ass, esou verbessert gëtt, dass en inattaquabel ass an dass mer dat och kënnen maachen.

Dat gesot, sinn ech fro, dass mer haut dëse Projet ganz séier stëmmen, well mer domadder der Kommissioun e positivt Signal ginn, wat eis dann och wäert erméiglechen, besser a Kontakt mat der Kommissioun ze trieden. Well, nach eng Kéier, och den Notairesberuff ass awer e wesentlecht Element net nëmme vun eisem Rechtssystem, mä ech wëll och bal soe vun eiser Kultur. Vun eiser Rechtskultur ass den Notaire e wesentlecht Element, an ech wëll net, dass mer hei géifen de System iwwer Kapp gehéien.

Duerfir solle mer och hei elo wierklech - hei si mer an enger anerer Situatioun wéi bei den Affekoten, wou mer wierklech wahrscheinlech keen anere Choix méi hunn - kucken, dass mer net nach eng Kéier eis viru Gericht mussen verteidegen. Hei solle mer kucken, dass mer e gudd System maachen, deen den europäeschen Ufuerderunge Rechnung dréit, mä deen et awer fäerdegebréngt, dass den Notaire am Duerf bleift.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Justizminister. Domadder wiere mer och um Enn vun der Diskussioun vun dësem Projet a mir kéimen zur Ofstëmmung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6333 ass uegholl mat 57 Joer Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Aدهم, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank (par M. Félix Eischen), MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Christine Doerner), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mmes Sylvie Andrich-Duval), Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel (par M. Ben Scheuer), Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diedrich, Mme Lydia Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Carlo Wagner), Xavier Bettel (par M. Fernand Etgen), Mme Anne Brasseur (par M. Claude Meisch), MM. Fernand Etgen, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter (par M. Claude Adam);

MM. Jean Colombera, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

11. Discours de fin d'année de M. le Président

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer, esou wéi dat Tradiitioun ass, vum Enn vum eiser leschter öffentlecher Sitzung fir dëst Joer e puer Wuert ze soen.

E Joer geet op en Enn, mat senger schéinen a mat sengen traurege Momenter. Traureg, well mir an deene leschte Méint zwee gudder Kolleegen, dem Mill Majerus an dem Lucien Thiel, fir ëmmer hu missen Addi soen. An ech wollt bei Geleeënheet vum dëser leschter Sitzung nach eng Kéier u si erënneren.

An de leschten Deeg, dëst besonnesch bei de Budgetsdebatten, hu mir vill iwver Krise geschwat: Wirtschaftskrisen a Finanzkrisen, Krisen an Europa, Krisen vum den öffentlechen Finanzen, Krisen an eenzelnen EU-Länner an esou weider. Ech wéilt haut net vun deene Krise schwätzen. Mä erlaabt mer awer drop hinzewiesen, datt et och an anere Beräicher äusserst komplex a schwierig Situatiounen gëtt, iwwert déi an de leschte Woche manner geschwat ginn ass, déi awer an eiser Gesellschaft ëmmer méi heefeg ginn an eng Erausforderung fir d'Politik duerstellen.

Wéi vill Famillje sinn an enger schwieriger Situation, sief et, well si Angscht virum sozialen Ofstieg hunn, wéinst dem Verloscht vum der Aarbechtsplaz, well se finanziell net iwwert d'Ronne kommen oder well se privat Problemer ze bewältegen hunn, déi si eleng net méi Meeschter ginn. D'Famill, déi eigentlech eng Beschützerfunctioun, ganz besonnesch virum de Kanner, misst hunn, kann déi Roll net méi ëmmer erfëllen.

D'Problemer, mat deenen ëmmer méi Famillje konfrontéiert sinn, si ganz oft verschidden, esou wéi ech bei menge Visité bei eenzelnen Associatiounen an Organisatiounen hei am Land konnt feststellen. Kanner a Jugendlecher, déi aus verschiddenen Ursachen net méi an hirer Famill kënnen bleiwen oder déi am klassesche Schema vun Erzieung a Schoul net eens ginn. Kanner an Erwuessener, déi eng Behënnerung hunn, oder jonk a manner jonk Leit, déi duerch hirt Verhalen opfalen, zum Beispill Autismus oder Hyperaktivitéit, oder och nach Kanner, déi, well se vun hiren Elteren zu kriminellen Dotten ugestallt ginn, sech am Prisong zu Schraasseg erëmfannen.

Et ass dacks net einfach, déi richteg Plaz fir dës Menschen ze fannen, wou se dee richtegen, op hir Problemer ausgerichteten Encadrement kënnen kréien. Fir vill, besonnesch vun dese Kanner, gëtt et iwverhaupt keng oder net genuch Strukturen. Wann och an de leschte Jore sécherlech vill Efforten, staatlecher, awer och vu privater Sait, gemaach gi sinn, geet dat net duer. A vill Kanner an hir Eltere bleiwe sech selwer iwverlooss.

Och wann an dese finanziell méi ugespaante Zäite mir eis sécherlech keng grouss Spréng kënnen erlaben, esou kënnen mir als verantwortlecher Politiker net einfach d'Ae virum dëser Realitéit zoumaachen an de Kapp an de Sand strecken. Ech géif duerfir um Enn vun dësem Joer en Appell un eis alleguer, Regierung, Chamber, awer och d'Gemengen, maachen, fir eis méi intensiv mat dëser Problematik ze beschäftegen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann ech bei de Problemer vun ëmmer méi Famillje sinn, kommen ech net derlaanscht, en anere Beräich unzeschwätzen, dee mech beonrouegt, an zwar dee vun der wuessender Präsenz vu Gewalt am Alldag. D'Gewalt huet vill Gesichter, vun der physischer Gewalt iwwert déi psychesche Gewalt bis zur aggressiver Intoleranz. Besonnesch Suerge mécht mir d'Gewalt géint Kanner a Jugendlecher.

An do kommen ech net derlaanscht, nach eng Kéier dee rezente Rapport vum Ombudskomité fir d'Rechter vum Kand ervirzehiewen, dee sech ganz besonnesch mat dëser Problematik befaasst an deem seng Lecture ech lech alleguerte wärmstens géif wëlle recommandéieren. Physesche Gewalt ass et nach ëmmer ginn a wäert et leider och haut a muer nach ginn, sief et an der Famill, an der Schoul oder generell am direkten Ëmfeld vun engem Kand oder Jugendlechen.

Et si Mësstänn an eiser Gesellschaft, déi eis mobiliséieren müssen a géint déi mir och déi richteg Mëttele müssen asetzen, dat ganz besonnesch och um Niveau vun der Preventioun. „Gewalt ist Analphabetentum der Seele“, sot déi däitsch Politikerin Rita Süsmuth. Gewalt, dat heescht net onbedéngt en anere schloen; et kann een och op eng aner Manéier wéidoen, zum Beispill moralesch a psychesch.

Derbäi kënn nach eng méi nei Form vu Gewalt duerch déi nei Technologien. Och dës Form vu Gewalt ka ganz brutal sinn. Cybermobbing, de Mobbing an Harcèlement via SMS oder Internet, wou erniddregend Messagen oder Fotoen zirkuléieren a Jonker op déi Manéier fäerdegemaach ginn, kënn ëmmer méi op. Et gëtt Fall, wou d'Kand oder de Jugendlechen esou traumatiséiert ass, datt e just nach eng Léisung am Suicide gesäit.

Iwwerhaapt maachen ech mer Suergen iwwert déi héich Zuel vu Menschen zu Lëtzebuerg, déi hirem Liewen duerch e Suicide en Enn setzen. Ech begrëssen an deem Kontext d'Effort vum der Regierung a besonnesch vum Gesondheitsminister. Mä net nëmmen d'Politik ass hei gefuerdert, mä d'Gesellschaft allgemeng. A besonnesch Leit, déi eleng oder a méi schwieriger finanzielle Situatiounen sinn, mussen vun der Gesellschaft opgefaange ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Gewalt kann awer och d'Form vun aggressiver Intoleranz unhuelen. An de leschten Deeg a Woche konnte mir alleguerte Beispiller dovun erliewen. Bei Demonstratiounen géint Asylante si vun eenzelne Leit friemefeindlech Aussoe gemaach ginn. An och op verschiddenen Internetsäit konnt ee ganz rezent esou Aussoen noliesen.

Ech muss lech soen, datt fir mech esou Aussoen, egal ob se reell oder virtuell sinn, absolut net ze akzeptéieren sinn. Egal wat d'Ursache sinn, déi d'Demande-d'asile bei eis an d'Land féieren, wëlle se genau datselwecht, wat mir och wëllen, nämlech eng méiglechst gutt Zukunft fir sech an hir Kanner. A soulaang déi Leit hei am Land sinn, well se sech an enger Asylprozedur befannen, hu mir och eng sozial Verantwortung, déi mer net einfach esou kënnen ofrieden.

Duerfir sinn ech och frou, datt et vill Menschen an dësem Land gëtt, déi hei spontan Hëllef ugebueden hunn. Et kann net sinn, datt Asylante wéi Aussätzeger respektiv krimineller behandelt ginn. An d'Politik op alle Bänken ass gefuerdert, heigéint virzegoen.

Viru Kuerzem gouf an engem Radiokommentar en Appell un d'Politik gemaach, fir eng breet Diskussioun an der Gesellschaft ze féieren iwwer Immigratioun an Asylanten. Ech wéilt mech deem Appell gären uschleissen, fir datt mir eis am Laf vum nächste Joer méi mat Integratiounspolitik beschäftegen, mat zum Beispill enger Debatt am Plenum.

Tout n'est pas pour le mieux dans le meilleur des mondes, och net hei zu Lëtzebuerg. An de leschte Wochen hu mir gesinn, datt de Rietextremismus erëm amgaangen ass opzeflumen. Mir müssen alles drusetzen, fir dat ze verhënneren. An duerfir kann een esou Gewaltaktiounen wéi viru Kuerzem an Däitschland och net heftig genuch veruerteelen.

Toleranz, Solidaritéit a Respekt sinn déi dräi Wäerter, déi ech jiddwerengem an eisem Land um Enn vun dësem Joer, ganz besonnesch an deene méi schwierigen Zäiten, an deene mir

liewen, wéilt un d'Häerz leeën. Heiansdo feelt et eis plazeweis e bësse méi un där enger oder un där anerer. Mir solle grad um Enn vum Joer mat eis alleguer zu Chouer goen a versichen, fir am nächste Joer fir dës Wäerter anzetrieden, dëst ganz besonnesch an eiser politescher Aarbecht.

Dir Dammen an Dir Hären, bei alle Problemer, déi eis beschäftegen, soll een dat Positivt an eiser Gesellschaft awer net vergiessen. An do wéilt ech ee Beräich erausgräifen: dee vum fräiwëllegen Asaz vu ronn 125.000 Leit hei am Land.

Dat Europäescht Joer vum Bénévolat 2011 huet d'Opmierksamkeit op all déi geriicht, déi en Deel vun hirer Fräizäit an den Dénagscht vun hire Matmënsche setzen, op all déi Fräiwëlleg, déi sech dem Solidaritéitsprinzip géintiwwer hire Matmënsche verschriwwen hunn. Et ass vläicht deen nobelsten Engagement, deen en héije Respekt an Unerkennung verdéngt, egal a wat fir engem Beräich e Mënsch sech engagiert. Mir sollten alleguer frou an houfreg sinn, esou vill Bénévolen hei am Land ze zielen.

De Bénévolat dréit och ganz besonnesch zur sozialer a ekonomescher Kohäsion an eisem Land bäi. An duerfir wëll ech, am Numm vun lech alleguer, alle Fräiwëllegen e ganz déiwe Merci fir en onentgeltlechen Asaz am Interessi vun hire Matmënsche ausschwätzen. Ouni de Bäitrag vun all eenzelnem Fräiwëllege géif eist Land an eis Gesellschaft a ville Beräicher net kënnen funktionéieren.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll op dëser Plaz allen Deputéierten, mä och de Mataarbechter aus dem Haus an aus de Fraktiounen an all deenen, déi de près ou de loin um Geléng vun eiser Aarbecht associéiert sinn, grad esou wéi der parlamentarescher Press e grouse Merci ausschwätze fir hir gutt a wäertvoll Aarbecht. Ech hoffen, datt déi besënnelech Deeg vum Enn vum Joer et jiddwerengem erlaben, zur Rou ze kommen an eng Paus anzeleeën.

Fir 2012 wënschen ech lech schonn all Guddes a virun allem eng exzellente Gesondheet. Meng bescht Wënsch riichte sech natierlech och un d'Membere vun der Regierung an och un d'Membere vun all deenen aneren Institutiounen, déi un der legislativer Aarbecht bedeelegt sinn. An all deene Leit, déi eis nolauschten oder nokucken, wënschen ech schéi Chréschtdéeg an all Gutts fir dat neit Joer.

► **Plusieurs voix.** - Merci gläichfalls!

► **M. le Président.** - Den Här Lux, wann ech gelift.

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - Här President, am Numm vun alle Kolleeginnen a Kolleegen wollt ech lech félicitéieren fir déi lescht Wieder, déi Der un eis an och un de Public dobausse gericht hutt. Si verlaangen net vill Kommentaren. An ech denken, se kënnen heibanne vun eis alleguer ënnerschriwwen ginn.

Ech wollt lech Merci soe fir déi gutt Kollaboratioun, déi mer tout au long vun deene leschten zweielef Méint haten, an lech an Ärer Famill schéin a roueg Feierdeeg an e gudder Rutsch an d'neit Joer wënschen.

Ech wollt bei där Geleeënheet den Här Friesen bieden, déiselwecht Wënsch an e Merci un all eis Mataarbechterinnen a Mataarbechter ze riichte fir déi gutt Aarbecht, déi mer bis dee leschten Dag haut hei gelescht hunn, och hinnen e gudder Rutsch fir d'neit Joer an alles Gutts an e gutt Geléng vun all hire privaten a professionelle Wënsch fir 2012 mat op de Wee ginn.

Ech wollt och de Kolleeg Fränz Biltgen bieden, der Regierung déi Wënsch och muer de Moie matzuelen. Si hunn, an dat ass leider Gottes emol eng Kéier näischt Guddes, e bësse méi Zäit muer, well eng Sëtzung net stattfënn. Dat féiert allerding dozo, dass d'Regierung muer, an dorunner si mer jo net esou gewinnt, selwer, ouni Mauere lénks a riets vun de Sozialpartner, muss Décisiounen huelen.

Mir wäerten domadder och da relativ schnell am Januar ganz züeg an eis Aarbechte kommen. D'Prognosen, déi mer an deene leschten Deeg an der Finanzkommissioun heibannen héieren hunn, vum Stater, vun der OECD, vun der Banque centrale a vun allen, wäerten drop hiweisen, dass mer e schwierig Joer virun eis wäerten hunn.

Dat verlaangt vun eis Courage an och Ausdauer an eiser Aarbecht, fir dat gutt a professionell ze maachen, an dobäi virun allem net ze vergiessen, mat deem, wou Der ugefaangen hutt, ëmmer erëm dann un déi ze denken, déi op der Sait vun der Strooss stoe gelooss ginn, dass mer eise Bléck fir d'Éischt un déi riichten an derfir suergen, dass a Krisenzäite mer virun allem deenen, besonnesch an de Familljen, besonnesch bei de Kanner, dass mer déi fir d'Éischt als Prioritéit Nummer 1 gesinn.

Alles Gutts fir d'neit Joer, och un all Kolleeginnen a Kolleegen!

Merci.

(Applaudissements)

► **Une voix.** - Très bien!

► **Plusieurs voix.** - Merci.

► **M. le Président.** - Den Här Justizminister huet d'Wuert.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.** - Merci, Här President. Ech wëll am Numm vun der Regierung lech an och dem Här Lux Merci soe fir déi Wënsch, déi Der un eis erubréngt.

Ech wënsche vun der Regierung aus lech och alles Guddes fir dat nächste Joer. Ech wëll och Merci soe fir dat, wat mer hei zesummen diskutéiert hunn, zesummen erreicht hunn, an ech kommen op e Bild zréck, wat ech virdu gebraucht hunn.

Mir hu vill matenee gestriden, an ech hoffe just ëmmer, dass ee ka matenee streiden, ouni Sträit ze kréien. Et dierf een, et muss ee matenee streiden, mä et dierf een net perséinlech Sträit matenee kréien. Et muss ee matenee streiden, well mir wëlle jo all dat Beschit fir eist Land a fir seng Leit, an do muss een de Courage hunn, seng Meenung ze soen, an et muss och herno eng Kéier eng Majoritéit decidéieren. Mä et dierf een net perséinlech Sträit kréien an et muss een ëmmer d'Fassung wahren a virun allem d'Dignitéit vun deem géigeniwwer wahren.

Dir hutt lech och un de Publikum dobaussen adresséiert. Ech mengen, d'Lëtzebuenger Chamber ass eng vun deene wéinegen, wann et der iwverhaapt vill gëtt op der Welt, wou alles public ass, wou een d'ganz Debatte kann nokucken, wou net nëmmen Extraitë kommen.

Ech mengen, och dat ass wichtig, dass mer de Leit dobaussen, de Bierger, déi Wieler sinn, net Wieler sinn, d'Gefill ginn, dass et eis em d'Saach geet an dass mer net wëllen deem aneren op där anerer Sait vun der Bänk wéidoen, mä dass et eis em d'Saach geet.

Ech soen dat och an ech mengen, de Lucien Lux huet schonn dorop higewisen, et geet vläicht méi séier erëm lass am neie Joer, wéi mer eis dat all virstellen, wa mer elo och kucken, an dat ass richteg, fir e bësse Rou ze kréien an e bëssen ze erblosen, an ech mengen, duerfir ass et och wichtig, eis ze erblosen, Rou ze kréien, fir dass mer duerno erëm eng Kéier kënnen lassgoen.

Och nach eng Kéier Merci, Här President, fir déi Wieder, déi Der gesot hutt, em wat et eigentlech soll goen, nämlech em d'Leit dobaussen, dass mer kee sollen am Ree stoe loossen, dass mer jiddweree solle mathuelen, souwäit en och wéllt a ka matgoen. An duerfir muss mer eis Méi ginn, besonnesch fir déi, déi net esou gutt kënnen matgoe wéi déi aner kënnen matgoen, dat maachen.

Duerfir nach eng Kéier d'Wënsch vun der Regierung och un lech all an och natierlech un d'Mataarbechter vun Ärem Haus, mat deenen ech ëmmer ganz gutt Erfahrung gemaach hunn, an duerfir sinn d'Projeten och ëmmer herno esou gutt, wéi mer se an der Vergaangenheet hei och elo ëmmer haten.

Villmools Merci! An da loosse mer eis all erblosen a mat frëschem Mutt am neie Joer erëm lassleeën!

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

(Applaudissements)

► **M. le Président.** - Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn domadder um Enn vun eiser Sitzung ukomm.

Déi nächste Sitzung sinn elo emol prinzipiell virgesi fir den 31. Januar an den 1. an den 2. Februar.

D'Sitzung ass opgehewen.

(Fin de la séance publique à 14.28 heures)

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuenger Journal, Zeitung vum Lëtzebuenger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

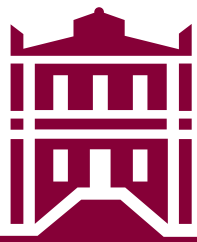
Sommaire des séances publiques n^{os} 11, 12 et 13

Communications	p. 98
Résolution relative aux dispositions particulières applicables au Fonds européen de développement régional et à l'objectif «Investissement pour la croissance et l'emploi», et abrogeant le règlement (CE) n°1080/2006 (document COM(2011)614)	
- Art. 169 (5) du Règlement de la Chambre	p. 98-99
Ordre du jour	p. 99
Heure de questions au Gouvernement	
- Question n°131 du 13 décembre 2011 de Mme Nancy Arendt épouse Kemp relative à la destruction des saisies de médicaments soumis à prescription médicale vendus via Internet et qui sont contrefaits, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale	p. 100
- Question n°132 du 12 décembre 2011 de M. André Bauler relative aux élections récentes de représentants des parents au sein des comités d'école dans l'enseignement fondamental, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle	p. 100
- Question n°133 du 13 décembre 2011 de M. Ben Scheuer relative à l'unité de sécurité du CSEE Dreibern, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration et	
- Question n°134 du 12 décembre 2011 de M. Eugène Berger relative à l'unité de sécurité à Dreibern, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration	p. 100
- Question n°135 du 13 décembre 2011 de Mme Josée Lorsché relative au suicide, adressée à M. le Ministre de la Santé	p. 100-101
- Question n°136 du 13 décembre 2011 de M. Félix Eischen relative à la construction éventuelle d'un grand centre d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure en Lorraine, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale	p. 101
- Question n°137 du 12 décembre 2011 de M. Fernand Etgen relative aux différentes mesures fiscales destinées à encourager l'amélioration de l'efficacité énergétique dans le domaine du logement, adressée à M. le Ministre du Logement	p. 101
- Question n°138 du 12 décembre 2011 de M. Eugène Berger relative au système des chèques-services, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration	p. 101-102
Question élargie n°23 de M. André Bauler sur le transport de personnes handicapées	p. 102
6161 - Projet de loi portant modification	
1. de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées;	
2. du Code du travail;	
3. de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail	p. 102-106
6204 - Projet de loi	
a) relative aux contrôles et aux sanctions concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques et les restrictions y applicables, telles que ces substances sont visées par le règlement (CE) n°1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une agence européenne des produits chimiques, modifiant la directive 1999/45/CE et abrogeant le règlement (CEE) n°793/93 du Conseil et le règlement (CE) n°1488/94 de la Commission ainsi que la directive 76/769/CEE du Conseil et les directives 91/155/CEE, 93/67/CEE, 93/105/CE et 2000/21/CE de la Commission;	
b) relative aux contrôles et aux sanctions concernant la classification, l'étiquetage et l'emballage des substances et des mélanges, tels que ces substances et mélanges sont visés par le règlement (CE) n°1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les directives 67/548/CEE et 1999/45/CE et modifiant le règlement (CE) n°1907/2006;	
c) abrogeant la loi modifiée du 15 juin 1994 relative à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses;	
d) abrogeant la loi modifiée du 3 août 2005 relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses	p. 106-107
6290 - Projet de loi portant approbation du Protocole de Luxembourg portant sur les questions spécifiques au matériel roulant ferroviaire à la Convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles, signé à Luxembourg, le 23 février 2007	p. 107
6303 - Projet de loi portant approbation du Traité relatif à l'établissement du bloc d'espace aérien fonctionnel «Europe Central» entre la République fédérale d'Allemagne, le Royaume de Belgique, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas et la Confédération Suisse, fait à Bruxelles, le 2 décembre 2010	p. 107-108
Déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, relative aux conclusions du Conseil européen des 8 et 9 décembre 2011, suivie d'un débat	p. 109-115

Question urgente n°1801 de M. Fernand Etgen sur la Tripartite	p. 116
Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune (COM(2011) 625)	
- Art. 169 du Règlement de la Chambre	p. 116
Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil portant organisation commune des marchés des produits agricoles (règlement «OCM unique») - (COM(2011) 626)	
- Art. 169 du Règlement de la Chambre	p. 117
Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune (COM(2011) 625)	
- Art. 169 (5) du Règlement de la Chambre	p. 117
Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader), proposition législative émanant de la Commission européenne (COM(2011) 627)	
- Art. 169 (5) du Règlement de la Chambre	p. 117-118
6362 - Projet de loi portant réorganisation de l'établissement public nommé «Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte» et de la Fondation Henri Pensis	p. 118-121
6207 - Projet de loi portant modification de la loi portant approbation du Protocole portant modification de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), fait à Bruxelles, le 22 juillet 2010	p. 121
6307 - Projet de loi modifiant et complétant l'article 76 de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental	p. 121-123
6335 - Projet de loi portant approbation du Mémoire d'accord concernant la coopération dans le domaine de la gestion des crises pouvant avoir des conséquences transfrontalières entre le Royaume de Belgique, le Royaume des Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg, signé à Luxembourg, le 1 ^{er} juin 2006	p. 123-124
6263 - Proposition de loi	
1. portant modification de la loi du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques;	
2. portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003	p. 124-126
Dépôt d'une motion par M. Norbert Hauptert	p. 127
6232 - Projet de loi:	
1. portant création de l'Agence pour le développement de l'emploi;	
2. modifiant	
- le Code du Travail;	
- la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;	
- la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet;	
- la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration;	
3. abrogeant la loi modifiée du 21 février 1976 concernant l'organisation et le fonctionnement de l'Administration de l'emploi et portant création d'une Commission nationale de l'Emploi	p. 127-135 p. 140
Ordre du jour	p. 135
Nomination d'un médiateur	p. 135
6374 - Projet de loi portant	
1. modification de l'article L.211-11 du Code du Travail;	
2. modification de la loi modifiée du 17 février 2009 portant 1. modification de l'article L.511-12 du Code du Travail; 2. dérogeant, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L.511-5, L.511-7 et L.511-12 du Code du Travail;	
3. modification de la loi modifiée du 11 novembre 2009 1. concernant certaines mesures temporaires visant à atténuer les effets de la crise économique sur l'emploi des jeunes; 2. modifiant certaines dispositions du Code du Travail	p. 135-137 p. 140
5660B - Projet de loi concernant l'exercice de la profession d'avocat sous forme d'une personne morale et modifiant	
1. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;	
2. les articles 2273 et 2276 du Code civil	p. 137-140
Motion de M. Norbert Hauptert relative à l'opposition à l'initiative de création d'un Fonds européen pour la démocratie	p. 140
6333 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat	p. 140-142
Discours de fin d'année de M. le Président	p. 142

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu.
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.



Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
Session ordinaire 2010-2011		
1653	Jean Colombera	Violence et agression envers des agents du secteur public
1663	Claude Haagen	Aide au réemploi
1687	Claudia Dall'Agnol	Examen-concours pour la carrière d'inspecteur de la Police grand-ducale
1694	André Hoffmann	Pension de survie
Session ordinaire 2011-2012		
1699 cf. 1706 et 1810 urgente	François Bausch	Démantèlement de la Banque Dexia
1706 cf. 1699 et 1810 urgente	André Bauler	Démantèlement du groupe Dexia
1728	Jean Colombera	Pollution de la Sûre
1729	François Bausch	Assurance «R.C. Automobile»
1737	Lucien Weiler	Projet de réorganisation de l'association sans but lucratif «ProActif»
1738	André Bauler	Réforme du système des initiatives pour l'emploi
1739	Jean Colombera	Catalogue «Luxembourg capabilities in ICT for a healthy and ageing population»
1741	Camille Gira	Non-réalisation des mesures compensatoires dans le cadre d'un lotissement à Schieren
1743	Lydie Err	Loi relative aux effets légaux de certains partenariats
1746	Camille Gira	Déconnexion du réseau électrique en cas de défaillance de paiement de la facture
1750	Marie-Josée Frank et Léon Gloden	Composition de conseils d'administration de sociétés ou d'a.s.b.l. suite aux élections communales du 9 octobre 2011
1753	Ali Kaes	Prise en charge par l'assurance maladie des frais de «vols à vide» de Luxembourg Air Rescue
1760	Carlo Wagner	Prise en charge des frais des interventions de Luxembourg Air Rescue par la Caisse Nationale de Santé
1762	Anne Brasseur	Pénurie du personnel soignant
1763	Josée Lorsché	Mise en place d'un numéro d'appel européen unique «116 000» pour enfants disparus et adolescents en fugue
1764	Claude Adam	Offre de livres électroniques et les défis des bibliothèques
1768	Félix Braz	Traitement inégal des kinésithérapeutes par la CNS
1769	Fernand Kartheiser	Protection des symboles nationaux
1771	André Bauler	Consommation de drogues dans les lycées
1773	Jean Colombera	Journée de la Commémoration Nationale
1774	Jean Colombera	Réforme du système de pensions
1775	Lydie Polfer	Réforme éventuelle des traités européens
1777	Camille Gira	Publication électronique «de Finanzbuett» pour le secteur communal
1778	Fernand Kartheiser	Demandeurs de protection internationale en provenance de «pays d'origine sûrs»
1779	Josée Lorsché	Formation du personnel soignant dans le contexte de la loi de 2009 sur l'euthanasie et le suicide assisté
1780	André Bauler et Eugène Berger	Fouilles et dépistages de drogues dans le milieu scolaire
1781	Xavier Bettel	Abus de la carte d'identification de la sécurité sociale
1783	Fernand Kartheiser	Dénomination du Centre de rétention
1784	Fernand Kartheiser	Activités parascolaires
1785	Jean Colombera	Refus de payer des indemnités ou de prise en charge d'un traitement à cause de la bureaucratie de la Caisse Nationale de Santé (CNS)
1786	Fernand Kartheiser	État civil
1794 urgente (rectificatif)	Viviane Loschetter et Félix Braz	Mineurs détenus au Centre pénitentiaire de Schressig
1810 urgente cf. 1699 et 1706	François Bausch	Futur modèle économique de la banque Dexia-BIL
1827 urgente	François Bausch	Position du Gouvernement luxembourgeois à l'égard de la proposition d'accord international publiée par le Président Van Rompuy le 17 décembre 2011

Session ordinaire 2010-2011

Question 1653 (12.9.2011) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant la **violence et agression envers des agents du secteur public**:

Sehr oft sieht man in letzter Zeit eine sich steigende Gewalt und Aggressionen gegen öffentliche Bedienstete, sei es Polizisten, Schaffner oder auch freiwillige Helfer des Notdienstes. Eine Gegenwehr ist hier illusorisch, da ja das Opfer zum Täter abgestempelt wird und nachher die Konsequenzen zu tragen hat, obschon es aus Notwehr gehandelt hat. Bleibt die Frage, wie man das verkraften soll.

Fragen:

1) Gibt es bei der Ausbildung eine Möglichkeit, einen psychologischen Kursus mit einzubauen, um das Aggressionspotenzial eventueller Täter besser zu verkraften?

2) Werden bei der Ausbildung Self-defense-Kurse mit eingebaut?

3) Wann ist Notwehr gestattet und wann nicht?

4) Welche Möglichkeiten werden den öffentlichen Bediensteten geboten, um mit einer Stresssituation umzugehen?

Réponse (20.10.2011) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

Die Grundausbildung bei der Polizei legt einen besonders großen Wert auf praktisches Handeln, um jeglicher Form von Gewalt vorzubeugen. Verschiedene Module, wie zum Beispiel „Umgang mit den Mitbürgern“, „Praktische Anwendung von Gewaltbeherrschung“, „Konfliktbewältigung“ und so weiter, werden angeboten.

Des Weiteren werden Polizeianwärtern Selbstverteidigungskurse sowie praktische Lehrgänge über den Umgang mit polizeilichem Material „Anwendung und Gebrauch von Zwangsmitteln“ angeboten.

Die Polizei bietet ebenfalls Seminare über Stress- und Konfliktbewältigung an.

Des Weiteren steht den Polizeibeamten der psychologische Dienst der Polizei zur Verfügung.

Das Strafgesetzbuch definiert die Notwehrhandlungen in seinem Artikel 416.

Question 1663 (20.9.2011) de **M. Claude Haagen** (LSAP) concernant l'**aide au réemploi**:

Dans le cadre de leur politique de lutte contre le chômage les gouvernements successifs ont introduit au cours des années toute une panoplie de mesures visant à faciliter la réinsertion des demandeurs d'emploi sur le marché du travail.

Ainsi, les salariés résidents et frontaliers, affiliés au Luxembourg et reclassés dans un emploi au Luxembourg peuvent bénéficier entre autres de l'aide au réemploi.

Un salarié qui se retrouve reclassé dans un emploi moins bien rémunéré que le précédent se voit octroyer un complément portant sa rémunération actuelle à 90% du salaire antérieur, et ceci pendant une durée de 48 mois au maximum.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. En général, l'aide au réemploi est versée par l'État. Le salarié bénéficiant d'une aide au réemploi touche donc une rémunération de son employeur ainsi qu'une indemnisation par l'État. Dans ce cas le salarié est-il obligé d'être détenteur d'une deuxième fiche d'impôt?

2. Dans l'affirmative, le salarié n'est-il pas imposé à un taux plus élevé, pour le même travail, pour l'indemnisation étatique?

3. Quelles sont les possibilités de ces salariés pour obtenir le même taux d'imposition par la suite?

4. Dans le souci de la simplification administrative ne serait-il pas plus opportun d'appliquer d'office le même taux d'imposition dans le cas du versement d'une aide au réemploi?

Réponse (10.1.2012) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*:

Les salariés licenciés peuvent sous certaines conditions solliciter auprès de l'Administration de l'emploi (ADEM) une aide au réemploi parallèlement à un emploi de reclassement auprès

d'un employeur. Fiscalement, l'ADEM est considérée comme employeur et l'aide de réemploi constitue un revenu en provenance d'une occupation salariée.

En vertu de l'article 137, alinéa 2a) de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (LIR) et de l'article 3 du règlement grand-ducal du 9 janvier 1974, l'on considère, lorsqu'il y a plusieurs contrats de louage de service dans le chef d'un même contribuable, chaque salaire comme une rémunération distincte. Dans ce cas, la rémunération la plus stable dont le montant annuel sera vraisemblablement le plus élevé est considérée comme première rémunération (dans notre cas, le salaire de reclassement auprès de l'employeur), les autres rémunérations constituant des rémunérations supplémentaires. La retenue d'impôt à charge de la rémunération supplémentaire (en l'occurrence, l'aide au réemploi) est déterminée conformément à l'article 14 du règlement grand-ducal du 9 janvier 1974 et les taux fixes de retenue varient entre 12%, 18% et 30% selon la classe d'impôt du contribuable. L'article 15 dudit règlement grand-ducal prévoit un taux réduit sur demande du contribuable pour les cas où les taux fixes applicables en vertu de l'article 14 du règlement grand-ducal s'avèrent trop élevés.

La procédure d'imposition, avec la hiérarchie des fiches de retenue d'impôt¹ et la possibilité pour le contribuable de demander l'adaptation du taux de la fiche de retenue d'impôt additionnelle (taux réduit), est la même pour tous les cas de simultanéité de rémunérations réunies dans le chef d'un même contribuable. Il est par ailleurs aussi possible, le cas échéant, de demander après la fin de l'année de l'imposition une régularisation de la situation fiscale par décompte annuel ou par voie d'assiette en vue de récupérer un éventuel trop-perçu de l'impôt. Il n'est pas envisagé de modifier la législation en la matière afin de maintenir la cohérence du système d'imposition dans son ensemble.

Question 1687 (5.10.2011) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant l'**examen-concours pour la carrière d'inspecteur de la Police grand-ducale**:

D'après mes informations, le Syndicat Professionnel de l'Armée Luxembourgeoise (SPAL) a adressé en date du 4 août 2011 un courrier à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région dans lequel il s'enquiert sur l'examen-concours pour la carrière d'«inspecteur de la Police grand-ducale».

Dans son courrier le syndicat signale notamment qu'uniquement trois soldats volontaires ont réussi à l'examen-concours en juillet 2011 par rapport à un total de 53 personnes ayant passé avec succès l'examen-concours pour 65 vacances de postes disponibles. Considérant qu'un certain nombre des personnes ayant réussi à l'examen-concours seront, par après, exclus par les tests physiques et psychologiques, il est à craindre que les 65 vacances de poste ne puissent pas être occupées en temps utile. Or, jusqu'à présent le syndicat mentionné ci-dessus n'a pas encore eu de réponse de la part de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.

- Partant, j'aimerais savoir comment Monsieur le Ministre s'explique-t-il qu'uniquement trois soldats volontaires ont réussi à l'examen-concours en juillet 2011.

- Monsieur le Ministre estime-t-il que les matières à étudier pour l'examen-concours correspondent au niveau d'étude des soldats volontaires?

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que les critères de correction ont été trop sévères?

- Comment Monsieur le Ministre souhaite-t-il assurer un niveau suffisant d'inspecteurs de la Police grand-ducale si toutes les vacances de postes disponibles ne sont pas occupées?

- Quelles sont, le cas échéant, les réflexions ou initiatives de Monsieur le Ministre pour remédier aux nombreux échecs des soldats volontaires qui se présentent à l'examen-concours

¹ fiche de retenue d'impôt principale avec retenue d'impôt selon le barème de l'impôt sur les salaires pour la première rémunération et fiche de retenue d'impôt additionnelle avec retenue en application d'un taux fixe pour la rémunération supplémentaire



pour la carrière d'inspecteur de la Police grand-ducale.

Réponse (10.11.2011) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

En vue d'un nouveau recrutement d'inspecteurs de police, la Police grand-ducale vient d'organiser un examen-concours pour lequel 322 candidats ont déposé leur dossier de candidature.

Après étude des dossiers et suite à des retraits de dossier, 280 candidats ont été admis à l'examen-concours. Malheureusement, seulement 53 candidats ont réussi à l'examen et après examen médical et tests psychologiques, 49 candidats, dont trois volontaires de l'armée, ont été retenus pour débiter la formation d'inspecteur de police. Il importe de souligner que les conditions d'examen sont les mêmes pour tout candidat se présentant au concours, indépendamment de son origine.

Les matières d'examen, à savoir les langues française et allemande ainsi que l'instruction civique correspondent parfaitement au niveau de recrutement. Il importe de souligner que les examens sont soumis à double correction et que les délibérations sont prises par une commission d'examen se constituant de dix membres cadre policier, personnel civil ainsi que du psychologue de la police et d'un représentant syndical des inspecteurs.

Mes services, en collaboration étroite avec la direction générale de la Police grand-ducale ainsi que le conseil de formation, sont en train d'analyser les résultats et réfléchissent sur d'éventuelles initiatives à prendre. Il me semble cependant certain que la quantité de personnel nécessaire ne peut aller à l'encontre de l'excellence de qualité que la police cherche à recruter.

Question 1694 (11.10.2011) de **M. André Hoffmann** (*déi Lénk*) concernant la **pension de survie**:

Selon la législation générale en vigueur, le conjoint divorcé, à condition de ne pas s'être remarié, bénéficie d'une pension de survie après le décès de son ancien partenaire, même si ce dernier s'est remarié - indépendamment des «torts» du divorce. Dans ce cas, la pension de survie est répartie entre les ayants droit proportionnellement à la durée des différents mariages ou partenariats.

Afin d'éviter un préjudice pour les personnes qui, selon la législation antérieure, bénéficiaient de la totalité de la pension de survie et qui auraient dû maintenant la partager avec l'ancien conjoint, le législateur a introduit par la loi du 27 juillet 1987 une dérogation transitoire, selon laquelle les conjoints divorcés avant le 1^{er} août 1978, aux torts exclusifs du conjoint survivant ou aux torts réciproques et dont l'ancien conjoint s'est remarié avant cette date, ne bénéficient pas d'une partie de la pension de survie.

La nouvelle législation - voulant éviter une injustice, avait pourtant créé une autre - pour les personnes divorcées tombant sous l'effet de la disposition dérogatoire, et qui donc ne pouvaient bénéficier d'une partie de la pension de survie de l'ancien conjoint divorcé, remarié et décédé.

Dans une question parlementaire à Monsieur le Ministre (*cf. compte rendu n°10/2009-2010*), j'avais soulevé le problème, demandé s'il ne faudrait pas changer cette disposition dérogatoire en trouvant une solution qui ne lésât ni les conjoints divorcés avant, ni ceux après les nouvelles dispositions générales. Dans sa réponse, Monsieur le Ministre justifiait simplement la dérogation en vigueur.

Or, par arrêt du 3 juin 2011, la Cour Constitutionnelle, saisie par le Conseil supérieur des assurances sociales de la question préjudicielle quant à la conformité des dispositions législatives avec la Constitution, et notamment avec le principe de l'égalité des citoyens devant la loi, a jugé que «l'article XVIII, point 17, de la loi modifiée du 27 juillet 1987 (...) est contraire à l'article 10bis, paragraphe 1^{er}, de la Constitution.» (Mémorial A, n°128, 22 juin 2011)

Je voudrais donc prier Monsieur le Ministre de répondre aux questions suivantes:

- Quelles suites concrètes Monsieur le Ministre entend-il donner à cet arrêt?

- Comment et dans quels délais entend-il proposer une disposition législative qui soit conforme au principe d'égalité inscrit à l'article 10 de la Constitution?

- Comment entend-il dédommager la personne dont l'action judiciaire a conduit à l'arrêt de la Cour constitutionnelle?

- Comment entend-il informer les autres personnes concernées qui ont donc été victimes d'une disposition législative contraire à la Constitution, et comment entend-il réparer le tort qui leur a été fait?

Réponse (17.1.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

Avant l'entrée en vigueur de la loi du 27 juillet 1978 portant modification des dispositions concernant les droits à pension de la femme divorcée dans différents régimes de pension contributifs, la législation prévoyait que la femme divorcée avait seulement droit à une pension de survie si le divorce avait été prononcé aux torts exclusifs du mari ou aux torts réciproques des époux. La prédite loi a fait disparaître la notion de torts en matière de droits à pension de la femme mariée en prévoyant que dorénavant la femme divorcée a droit à une pension de survie en cas de décès de son ex-mari quels que soient les torts retenus dans le cadre du divorce, à condition de ne pas avoir contracté elle-même un nouveau mariage ou un nouveau partenariat. L'article 197 du Code de la sécurité sociale actuel reprend les dispositions de cette loi.

L'article 8 de la loi du 27 juillet 1978 prévoyait au titre des dispositions transitoires et additionnelles que les nouvelles dispositions n'étaient applicables qu'aux divorces prononcés après son entrée en vigueur, à moins que le décès de l'assuré n'ait déjà donné lieu à des prestations et à condition qu'un remariage n'ait pas eu lieu avant l'entrée en vigueur de la loi.

L'article XVIII, point 17 tel qu'introduit dans la loi du 27 juillet 1987 par la loi du 24 avril 1991 ayant pour objet l'amélioration des pensions du régime contributif s'inscrit dans la suite de l'article 8 susmentionné en ce qu'il veille à sauvegarder les droits du conjoint ayant épousé avant l'entrée en vigueur de la loi du 27 juillet 1978 un assuré dont le premier mariage avait été dissous par le divorce prononcé à son profit ou aux torts réciproques des époux et qui avait une expectative de bénéficier de l'intégralité de la pension de survie.

La distinction opérée par l'article XVIII, point 17 de la loi modifiée du 27 juillet 1987 consiste en ce que l'époux survivant divorcé a droit à une pension de survie du chef de son ex-conjoint décédé si ce dernier s'est remarié après le 1^{er} août 1978, mais non s'il s'est remarié avant cette date.

Dans son arrêt n°66/11 du 3 juin 2011, la Cour Constitutionnelle a jugé cette disposition contraire à l'article 10bis, paragraphe 1^{er}, de la Constitution qui dispose que «les Luxembourgeois sont égaux devant la loi». Si le législateur peut, sans violer le principe constitutionnel de l'égalité, soumettre certaines catégories de personnes à des régimes légaux différents lorsque cette distinction est objective, rationnellement justifiée, adéquate et proportionnée à son but, la Cour a jugé que ces conditions n'étaient pas remplies en l'espèce.

Elle a renvoyé l'affaire devant le Conseil supérieur de la sécurité sociale dont émanait la saisine. Par arrêt du 1^{er} décembre 2011, le Conseil supérieur de la sécurité sociale a reconnu à l'intéressée le droit à une pension de survie conformément à l'article 197 du Code de la sécurité sociale. En exécution de cet arrêt, la CNAP a attribué une pension de survie sur base de l'alinéa 4 de l'article 197 du Code de la sécurité sociale. La décision afférente a été notifiée à l'intéressée.

La Caisse Nationale d'Assurance Pension (CNAP) n'est pas en mesure d'identifier les personnes qui n'ont pas fait de demande en vue de l'octroi d'une pension de survie sur base de cet article. Elle n'est pas non plus en mesure d'identifier les personnes qui ont fait une demande y relative, mais à qui une pension de survie aurait été refusée sur base de cet article du Code de la sécurité sociale, étant donné que le motif de refus basé sur l'article XVIII, point 17 de la loi du 27 juillet 1987 n'est pas prévu dans sa nomenclature interne. Mais la CNAP analysera chaque demande de pension de survie qui lui sera soumise dans ce cadre et attribuera, le cas échéant, et de façon rétroactive, la pension de survie due en fonction de l'arrêt sus-indiqué.

Session ordinaire 2011-2012

Question 1699 (12.10.2011) de **M. François Bausch** (*déi gréng*) concernant le **démantèlement de la Banque Dexia**:

Dans le contexte du démantèlement de la Banque Dexia, le Gouvernement a annoncé la

création d'une structure de défaillance afin de gérer les actifs toxiques.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Qui détiendra le capital de cette structure de défaillance?

2. De quoi sont composés les actifs toxiques de la Dexia qui seront transmis à la structure de défaillance?

3. La Dexia ayant géré ses produits toxiques depuis 2008 en vue de s'en débarrasser au plus vite, est-ce que le Gouvernement n'estime pas que le risque des actifs toxiques tenus à l'heure actuelle est considérablement plus élevé que celui pour lequel une garantie a été donnée en 2008?

4. De quelle façon les gouvernements en question seront-ils impliqués dans l'administration de cette structure?

5. Pourquoi la durée de la garantie a-t-elle été portée à dix ans alors qu'en général la période opérationnelle des structures de défaillance ne dépasse pas cinq ans?

6. Quelles sont les mesures prises par les administrateurs de la Dexia depuis 2008 afin de réduire son risque systémique? Est-ce le Gouvernement juge que ces mesures étaient suffisantes?

7. Y a-t-il eu notamment des dispositions visant une limitation de versements de dividendes et de boni managériaux?

8. Est-ce que le Gouvernement considère l'opportunité de mesures supplémentaires afin de réduire le risque systémique de la Dexia BIL? Le cas échéant, quelles sont ces mesures?

Dans le contexte du rachat de la Dexia BIL par un «groupe financier du Qatar, proche de la famille royale», j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

9. Est-ce que le nouveau propriétaire porte une partie du risque lié aux actifs toxiques de la Dexia BIL? Y a-t-il notamment une disposition visant une limitation de versements de dividendes et de boni managériaux?

10. Y a-t-il des garanties d'État apportées par le Gouvernement à l'acquéreur de la Dexia BIL en vue d'autres pertes qui pourraient apparaître à moyen terme dans le bilan de la banque?

11. Sur base de quelles estimations chiffrées a été établi le prix de rachat de la Dexia BIL?

12. Quelles garanties pour les droits sociaux ont été négociées au bénéfice des employés?

Question 1706 (17.10.2011) de **M. André Bauler** (*DP*) concernant le **démantèlement du groupe Dexia**:

Il me revient de la presse quotidienne que l'association des petits porteurs d'actions INVESTAS a.s.b.l. a soulevé la problématique du traitement de l'actionnaire privé dans le contexte du démantèlement du groupe Dexia.

Il va sans dire que tout actionnaire encourt évidemment des risques. Néanmoins, tous les actionnaires ne sont pas de simples «spéculateurs». L'actionnariat privé luxembourgeois dans Dexia est composé surtout

- des actionnaires historiques de l'ancienne BIL, pour qui le titre a constitué un investissement de bon père de famille, ancré dans l'économie luxembourgeoise;

- des employés de Dexia BIL, qui ont souscrit aux titres de Dexia en signe de fidélité envers leur employeur, et dont certains n'ont pu les revendre sous peine d'encourir une procédure «d'initié»;

- de clients de la banque privée de Dexia BIL ou de plans de pension privés, détenteurs d'actions Dexia.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Les actionnaires privés de Dexia ne resteront-ils que les propriétaires d'une coquille vidée de sa substance, ou, au pire des cas, de la «bad bank»?

2. Monsieur le Ministre voit-il une offre d'échange - selon des modalités à définir - d'anciennes actions Dexia contre des actions de la «nouvelle BIL» comme un moyen par lequel les investisseurs visés ci-dessus pourraient être tant soit peu protégés? Dans l'affirmative, un tel échange est-il prévu?

Dans le contexte de la prise de participation par l'État luxembourgeois dans la «nouvelle BIL», aux côtés de l'actionnaire majoritaire qui est un «groupe financier du Qatar, proche de la famille royale», j'aimerais poser deux questions supplémentaires:

3. L'État luxembourgeois a-t-il accordé un droit de préemption à l'actionnaire majoritaire afin que ce dernier puisse acquérir toutes les parts

de l'État luxembourgeois au terme d'une période à définir?

4. Comme l'État luxembourgeois est actionnaire dominant ou significatif durant cette période dans plusieurs établissements bancaires de notre place financière qui se font mutuellement concurrence sur le marché de la banque de détail et de services aux entreprises au Luxembourg, comment comptera-t-il gérer d'éventuels conflits d'intérêt pouvant naître de cette situation?

5. Quelle stratégie le Gouvernement déploiera-t-il pour préserver l'emploi dans tous ces établissements bancaires?

Question urgente 1810 (21.12.2011) de **M. François Bausch** (*déi gréng*) concernant le **futur modèle économique de la banque Dexia BIL**:

Dans le contexte du démantèlement de la Holding Dexia, le Ministre des Finances vient de confirmer la signature d'un protocole d'accord contraignant prévoyant la cession de la Banque Internationale à Luxembourg à un groupe d'investissement qatari Precision Capital et à l'État luxembourgeois qui prendront respectivement 90% et 10% des parts sociales.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Comment le modèle économique de la BIL évoluera-t-il dans les prochains mois? Quelle complémentarité est-ce que l'État recherche à réaliser par sa participation dans les trois grandes banques locales - BCEE, BGL-PNB-Paribas et BIL?

2. Est-ce que l'État compte à terme revendre sa participation dans la BIL ou préfère-t-il les garder afin de disposer d'un droit de regard sur la gestion?

3. Quel impact la vente de la BIL aura-t-elle sur les actionnaires privés, dont notamment le personnel même de la banque?

4. Quel impact est-ce que le modèle commercial de la BIL aura sur le maintien de l'emploi au Luxembourg et les droits des employés, la BIL et les structures dépendantes étant un des plus grands employeurs du pays?

5. Tel qu'il a été précisé dans l'annonce, la RBC Dexia à Esch/Beval et la Dexia Asset Management ne faisant pas partie du périmètre de l'accord, quel sera l'avenir réservé à ces deux entités?

Réponse (10.1.2012) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*:

Dans un souci de cohérence, le Gouvernement souhaite apporter une réponse commune aux trois questions parlementaires posées dans le contexte de la restructuration de Dexia et de la transaction BIL.

1. Contexte

Il y a lieu de rappeler tout d'abord le contexte et le rôle de l'intervention de l'État dans ce dossier (à voir aussi les explications déjà données dans le cadre du discours gouvernemental sur le budget de l'État en décembre 2011 à la Chambre des Députés).

Fin septembre 2011, le groupe Dexia se trouvait dans une situation financière grave rendant nécessaire, à la demande du groupe bancaire, une action des différents États dans lesquels Dexia a une présence importante. Au Luxembourg, la BIL appartient à près de 100% au groupe Dexia.

Dans la mesure où la BIL est une banque systémique et afin d'éviter une catastrophe économique et sociale au Luxembourg suite à une éventuelle disparition du groupe bancaire, il a été jugé inévitable de rapidement sortir la BIL du groupe Dexia et de lui permettre un développement autonome au Luxembourg. Par ailleurs, tant Dexia que les Gouvernements français et belge ont également été d'avis qu'il y avait lieu d'opérer une restructuration ordonnée du groupe Dexia en cédant ses principales participations.

En tant que *conditio sine qua non* pour la sortie de la BIL du groupe Dexia, le Gouvernement a dû participer à une solution au refinancement des activités restantes de Dexia (banque résiduelle). À l'issue d'une négociation difficile entre les trois États (Belgique, France et Luxembourg), il a été décidé de garantir pour un montant maximal de 90 milliards d'euros le refinancement de cette banque selon la clé de répartition retenue en 2008 (Belgique 60,5%, France 36,5%, Luxembourg 3%). La Chambre a approuvé ces garanties dans le cadre de la loi budgétaire pour 2012.

2. Garanties

La garantie est accordée sur le refinancement de Dexia S.A. et de sa filiale Dexia Crédit Local S.A., dont l'activité principale consiste dans le financement de collectivités publiques. L'objectif de la garantie est de permettre à la banque de préparer un plan de restructuration ou - à défaut de viabilité de Dexia S.A. - de liquidation à soumettre à la Commission européenne jusqu'au 20 mars 2012. À ce stade, le Gouvernement n'a pas connaissance de modifications récentes de l'actionnariat de la maison-mère Dexia S.A. À noter que l'État luxembourgeois n'est ni actionnaire au niveau de la maison-mère, ni au niveau des filiales.

3. L'acquisition de la BIL par Precision Capital et l'État luxembourgeois

À l'issue de maints efforts de la part de Dexia pour trouver un acquéreur pour la BIL, un groupe d'investissement originaire du Qatar (Precision Capital) s'est déclaré prêt à racheter la BIL. En raison du caractère systémique et de l'importance de la BIL pour l'économie et la société luxembourgeoise, l'État luxembourgeois a décidé de prendre une participation minoritaire de 10% dans la BIL (à l'instar de ce que l'État a fait dans le cas de la BGL en 2008). Le prix de la transaction représente 100% des actions de Dexia BIL détenues par Dexia S.A. et s'élève à 730 millions d'euros.

Les négociations menées à ce jour entre Dexia et le groupe Precision Capital sur la vente de la BIL ont porté essentiellement sur le périmètre des activités à céder et le prix de vente. Un accord de principe a pu être trouvé fin décembre 2011, qui devra encore être approuvé par la Commission européenne. À noter que l'État luxembourgeois n'a pas accordé et n'entend pas accorder une garantie d'État à Precision Capital.

Les actionnaires privés de la BIL (représentant 0,1% du capital) pourront rester actionnaires ou céder leur participation aux mêmes conditions que celles convenues entre Dexia et Precision Capital.

Les sociétés RBC Dexia et DAM n'ont pas pu être vendues par Dexia au groupe qatari, notamment en raison de restrictions contractuelles. Le Gouvernement suivra de près l'évolution de ces sociétés et tiendra la Chambre des Députés informée si de nouveaux développements sont connus.

4. Les prochaines étapes

- Dexia devra soumettre aux trois États garants le programme d'émission indicatif présentant les financements envisagés par Dexia pour bénéficier de la garantie. Les États approuveront ce programme dans le cadre du comité des garants, où le Luxembourg est représenté, ou indiqueront à Dexia les modifications à y apporter. Un reporting mensuel est mis en place. Les différents éléments et modalités du plan de restructuration restent encore à définir. En attendant, l'autorisation temporaire de la Commission couvre le refinancement de la banque avec une maturité maximum de trois ans et est émise jusqu'au 31 mars 2012.

- Dans les semaines à venir, l'État luxembourgeois et Precision Capital intensifieront leurs discussions sur le projet industriel de la BIL. Les parties fixeront ensemble les orientations futures et la gouvernance de la BIL. Il est de l'intention des parties de continuer à développer la BIL à partir de son modèle commercial et de fonctionnement actuel. L'État luxembourgeois veillera dans les négociations à ce que les droits des salariés soient respectés et à ce qu'il n'y ait pas de plan social.

- L'État ne recherche aucune complémentarité entre les banques BCEE, BGL et BIL. Ces banques continueront à participer, comme par le passé, au libre jeu de la concurrence commerciale.

- L'État n'a pas pris à ce jour une décision quant à une date de sortie ultérieure du capital de la BIL. Toutefois, comme dans le cas de la BGL, il est probable que l'État cédera dans quelques années ses participations bancaires, quand les conditions de marché le permettent.

Question 1728 (28.10.2011) de M. Jean Colombera (ADR) concernant la pollution de la Sûre:

Des habitants de la rue du Moulin à Erpeldange (Diekirch) ont signalé une importante pollution de la Sûre.

Le canal du moulin situé à Erpeldange a convoyé d'importantes quantités de mousse en octobre 2011 (76 photos datées du 3 au 14 octobre 2011 sont disponibles). De toute évidence, cette mousse provient d'une pollution organique de l'eau.

Il résulte que cette pollution du seul canal (le reste de la rivière restant propre) de la Sûre provient de l'embouchure de la «Mêchelbaach» située en amont à peu de distance du moulin.

Comme il est fortement improbable qu'une telle pollution de la «Mêchelbaach» et de la Sûre puisse provenir des activités des étangs de pêche, il est plus qu'évident que la décharge Fridhaff a déversé des eaux polluées dans la «Mêchelbaach».

Questions:

1. Quel nouvel et nième incident a eu lieu au Fridhaff?

2. Quelles seront les mesures prises à l'encontre des responsables?

3. Qu'en est-il de la mise en service de la nouvelle conduite à double paroi?

Conduite posée depuis plus de deux ans et dont vous répondiez fin décembre 2010: «Et kann ee festhalen, datt als Konsequenz vun der Situatioun, esou wéi d'Verwaltung se virfonnt huet, de SIDEC seng Responsabilitéit huet misen iwwerhuelen an eng nodréiglech, méi opwenneg Kontroll vun der Leitung muss maachen, wéi dat de Fall gewiescht wier, wann d'Iwwerprüfung direkt beim Bau vun der Leitung gemaach gi wier.» (question parlementaire n°0977 - cf. compte rendu n°6/2010-2011)

4. Ne trouvez-vous pas que ces incidents se multipliant au Fridhaff devraient aboutir à une meilleure prise de conscience et de gestion de ce phénomène?

Réponse (18.1.2012) de M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:

En guise d'introduction, il y a lieu de mentionner que les services de l'Administration de l'Environnement n'ont pas été informés d'une formation de mousse sur une partie de la Sûre et plus particulièrement sur le canal du moulin à Erpeldange, étant donné que la surveillance de la qualité des rivières revient à l'Administration de la gestion de l'eau et non pas à l'Administration de l'Environnement.

Comme la décharge du SIDEC peut être à la source de ce phénomène, mes services de l'Administration de l'Environnement ont effectué une recherche détaillée sur les causes possibles. Or, durant la période en question, aucun incident particulier n'a pu être détecté.

Le seul phénomène qui peut expliquer cette production de mousse sur le canal du moulin de la Sûre est celui d'une croissance anormalement élevée d'algues dans les bassins de rétention pour eaux non polluées provenant du site du SIDEC. Il s'agit d'un phénomène qui se produit de préférence durant des périodes de sécheresse où il n'y a pas ou seulement très peu d'écoulement d'eaux à partir de ces bassins pour eaux propres. Du fait qu'en ces périodes il n'y a pas de vidange régulière des bassins par des nouvelles eaux de surface, il peut s'établir un processus d'eutrophisation qui se caractérise par une croissance anormalement élevée d'algues à l'intérieur de ces bassins.

En cas de fortes pluies, le niveau d'eaux monte évidemment dans ces bassins avec comme conséquence un écoulement des eaux eutrophisées vers le milieu récepteur, à savoir la «Mêchelbaach». Une telle situation s'est en effet produite par exemple en début du mois d'octobre 2011 où il n'y avait pas eu de précipitations du 20 septembre au 5 octobre 2011.

En date du 6 octobre 2011, des pluies importantes à raison de 5 mm par m² sont tombées générant le phénomène esquissé.

En effet, une concentration en algues dans les eaux déversées, un taux élevé en protéines dans l'eau suite à la présence des algues et une agitation provoquée par leur déversement à partir du bassin de rétention peut mener à la formation d'une mousse blanche à la surface de l'eau. Cette mousse peut être d'une odeur désagréable et avoir une consistance glutineuse. Elle n'est pourtant ni nocive, ni polluante.

Compte tenu du fait que ce phénomène résulte d'un processus naturel et non pas d'une négligence des responsables du SIDEC, la prise de mesures à l'encontre de ces derniers n'est pas opportune. Les services de l'Administration de l'Environnement sont toutefois conscients des gênes qui peuvent résulter de ce phénomène et procèdent (ensemble avec le SIDEC) à la recherche de moyens techniques permettant d'éviter, sinon de limiter ces effets désagréables.

En ce qui concerne la conduite à double paroi pour l'écoulement des eaux de percolation, il y

a lieu de rappeler que cette paroi ne peut être mise en exploitation qu'après vérification de son étanchéité par un organisme agréé. Le rapport afférent est parvenu à l'Administration de l'Environnement le 10 octobre 2011. Sur base de ce rapport, les arrêtés ministériels couvrant l'exploitation de la décharge et de la conduite ont dû être mis à jour. Ces arrêtés ministériels modificatifs ont été signés le 2 décembre 2011 et notifiés le même jour aux personnes concernées.

À noter aussi que les travaux de raccordement de la nouvelle conduite aux infrastructures existantes de la décharge ainsi que la déconnexion de l'ancienne conduite doivent également être surveillés par un organisme agréé. Un plan de travail afférent devra encore être introduit auprès de l'Administration de l'Environnement pour approbation, préalablement à l'exécution des travaux de raccordement en question. Ce n'est qu'après la réalisation de ces travaux que la nouvelle conduite pourra être mise en exploitation.

Question 1729 (28.10.2011) de M. François Bausch (déli gréng) concernant l'assurance «R.C. Automobile»:

Le système du bonus/malus de l'assurance «R.C. Automobile» est basé sur un système de personnalisation de la prime d'assurance en fonction de la sinistralité. Fin juin 2011, l'Association des Compagnies d'Assurances (ACA) a annoncé lors d'une conférence de presse un accord entre ses compagnies membres pour appliquer différemment la législation afférente. L'ACA y justifie les modifications avec l'objectif de «garantir une application uniforme et homogène, ceci de concert avec le Commissariat aux Assurances». Ces modifications se traduisent notamment par le fait qu'à partir du 1^{er} juillet 2011, a) le bonus reste acquis en cas de remplacement d'un véhicule assuré par un autre de la même catégorie, b) le 2^e véhicule acquis par un ménage n'aura pas de bonus d'entrée et c) le transfert de bonus entre deux preneurs d'assurances différents (p. ex. entre père et fils) ainsi qu'entre deux véhicules d'un même preneur ne sera plus possible. Ces modifications décidées d'un commun accord par les compagnies elles-mêmes concernent leur activité «non-vie» la plus importante: en 2010, l'assurance liée à l'automobile (terrestre) représentait à elle seule près de la moitié des recettes «non-vie» (48%).

Dans ce contexte, je voudrais avoir les précisions suivantes de la part de Monsieur le Ministre des Finances:

1) Quels sont les problèmes ou abus éventuels qui justifieraient cette application différente de la législation par les compagnies d'assurances? Est-ce que le Commissariat aux Assurances et le Ministère partagent leurs vues?

2) Est-ce que la décision commune du secteur d'appliquer différemment certaines dispositions légales reste conforme à la loi sur la concurrence et ne pourrait pas être considérée comme une entente illicite?

3) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les changements opérés sont explicitement couverts par la législation actuellement en vigueur?

4) Est-ce que le Commissariat aux Assurances a vérifié si les modifications souhaitées par l'ACA auraient un impact financièrement neutre ou résulteraient en un gain plus ou moins important pour les compagnies respectivement en une charge supplémentaire pour les preneurs/consommateurs?

5) N'aurait-il pas fallu attendre la finalisation et l'entrée en vigueur du nouveau règlement grand-ducal afférent en cours d'élaboration, afin d'éviter que les changements décidés par l'ACA soient perçus soit comme «ballon d'essai», soit comme une augmentation générale des recettes?

6) Est-ce que l'application du tarif de base au 2^e véhicule d'un même preneur d'assurance ne revient pas à léser les bons conducteurs, notamment pour les ménages composés d'une seule personne et surtout s'il s'agit du même type de véhicule?

7) En cas de remplacement d'un véhicule, le bonus/malus reste désormais uniquement acquis s'il s'agit d'un véhicule de la même «catégorie». Est-ce que le terme «catégorie» fait référence aux catégories du permis de conduire ou est-ce qu'il s'agit d'une catégorisation différente?

Réponse (10.1.2012) de M. Luc Frieden, Ministre des Finances:

Il a été constaté que des entreprises d'assurances interprétaient la législation applicable de

manière à en tirer des «arguments commerciaux». Ainsi, l'application effective des dispositions ne coïncidait plus avec l'esprit à la base du système bonus/malus luxembourgeois et il était nécessaire de rétablir le respect équitable de la législation en la matière. Dans ce contexte, l'accord entre les membres de l'ACA en ce qui concerne l'interprétation de cette législation n'a aucune influence sur la liberté de chaque assureur de fixer les primes de base relatives aux polices d'assurances «RC automobile».

Comme il est relevé à juste titre, le système bonus/malus est constitutif d'une personnalisation de la prime d'assurance. Ceci implique que chaque conducteur paie une prime d'assurance correspondant à son style de conduite. Ainsi, transférer un degré bonus/malus très avantageux du grand-père, ayant cessé de conduire, au petit-fils qui est plus ou moins débutant en la matière dénature complètement le système et n'est pas équitable.

En ce qui concerne le mécanisme même du système, il faut éviter de considérer l'échelle bonus/malus en sens unique. Pour rappel, le degré de base, à savoir le degré 11 équivaut à 100% de la prime de base. Le bonus maximal est atteint au degré (-3), ce qui équivaut à 45% de la prime de base. Toutefois, il ne faut pas non plus perdre de vue qu'un développement en sens inverse a lieu en cas d'accident causé et peut mener, dans le pire des cas, le preneur d'assurance au degré 22 sur l'échelle bonus/malus, ce qui équivaut à 250% de la prime de base. Dès lors, lorsqu'un preneur d'assurance assure un second véhicule en cas de malus plus ou moins significatif, il bénéficie du degré 11, c'est-à-dire d'un taux de 100% de la prime de base sur ce deuxième véhicule, bien que son premier véhicule soit soumis à un pourcentage bien supérieur de la prime de base. En outre, le degré bonus/malus des contrats existants reste bien évidemment acquis aux preneurs respectifs. La nouvelle orientation ne s'applique qu'aux contrats nouvellement conclus. Il faut noter que le nouveau règlement grand-ducal ne sert qu'à préciser les articles d'ores et déjà applicables, sans pour autant les modifier de manière substantielle.

Quant aux effets, il se pourrait que certains «bon conducteurs» soient lésés s'ils acquièrent un véhicule supplémentaire et doivent commencer le nouveau contrat avec un degré bonus/malus supérieur à celui applicable à leur premier véhicule. Ce cas est toutefois moins fréquent que celui d'un même preneur faisant partie d'un ménage composé de deux adultes et éventuellement d'enfants assurant plusieurs véhicules à un taux bonus/malus très favorable et bénéficiant tant à l'épouse qu'aux enfants. Le retour à l'esprit de la législation permet d'éviter ces situations inéquitables à l'avenir et d'arriver à une vraie personnalisation de la prime en fonction du conducteur du véhicule.

Finalement, le terme de «catégorie» se réfère aux catégories du permis de conduire. Un bon conducteur d'une voiture de tourisme n'est pas nécessairement un conducteur de moto.

Question 1737 (3.11.2011) de M. Lucien Weiler (CSV) concernant le projet de réorganisation de l'association sans but lucratif «ProActif»:

Dans le contexte de l'audit réalisé par le réviser d'entreprise BST auprès de «ProActif», le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration a déclaré publiquement qu'il entend vouloir faire représenter l'État au niveau des conseils d'administration des initiatives sociales en faveur de l'emploi. À ce sujet il a annoncé avoir trouvé un accord avec ProActif, «accord» qui semble cependant être en relation directe avec l'annonce du Ministre de vouloir résilier la convention de collaboration signée bilatéralement entre l'association et l'État.

En vue de l'assemblée générale extraordinaire de ProActif du 7 novembre 2011, assemblée générale qui risque d'entériner les accords trouvés, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:

1) Comment Monsieur le Ministre peut-il justifier la présence de représentants de l'État dans le conseil d'administration d'une a.s.b.l.? Est-ce que les conventions bilatérales signées entre l'État et de telles a.s.b.l. ne permettent pas à suffisance d'assurer à l'État un droit de regard sur le fonctionnement des organismes qui dépendent de lui? À cet égard, je tiens à rappeler que dans le cadre de la loi du 28 juillet 2011 portant modification de la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique, il a été expressément prévu de confier certaines missions à des ser-



vices spécialisés dont les droits et devoirs sont fixés dans un contrat à conclure avec le Ministre. Cette loi poursuit justement l'objectif d'instaurer une instance indépendante qui protégera l'État du reproche que ses agissements seraient tributaires des budgets disponibles et des politiques gouvernementales tout en maintenant, à travers les conventions bilatérales, un droit de regard de l'État sur le fonctionnement de ces organismes et les services qu'ils offrent.

2) Étant donné que la question de la représentation de l'État au niveau des conseils d'administration d'associations sans but lucratif risque d'avoir, dans un esprit évident d'égalité de traitement, des incidences directes sur d'autres secteurs, je voudrais savoir si la proposition de Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration a été faite après discussion et accord du Gouvernement en Conseil?

3) La Constitution garantit le droit d'association dans le respect des lois qui régissent l'exercice de ce droit, en l'occurrence la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et fondations sans but lucratif. Sur quelles dispositions de la loi du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'État respectivement la loi du 3 mars 2009 contribuant au rétablissement du plein emploi et la législation régissant le Fonds pour l'Emploi - il s'agit là des seules dispositions qui sont à la base de la convention de collaboration signée - Monsieur le Ministre se base-t-il pour «s'accorder» avec une initiative sociale en faveur de l'emploi sur une représentation de l'État dans son conseil d'administration?

4) La responsabilité des administrateurs joue pour la période du mandat qu'ils ont reçu, bien qu'elle se limite aux fautes commises dans leur gestion. Comment Monsieur le Ministre prévoit-il résoudre la question de la responsabilité personnelle des administrateurs qui représentent l'État dans les différents conseils d'administration des associations sans but lucratif?

5) Comment Monsieur le Ministre entend-il éviter des conflits d'intérêts d'un fonctionnaire qui, d'une part, est responsable de l'allocation des crédits budgétaires nécessaires pour le fonctionnement des différentes associations et, d'autre part, est appelé à gérer, sous sa responsabilité et le cas échéant avec d'autres administrateurs des associations sans but lucratif, ces mêmes crédits?

6) Est-ce que Monsieur le Ministre a l'intention d'appliquer le principe de la représentation de l'État aux conseils d'administration à toutes les initiatives sociales en faveur de l'emploi, respectivement aussi à l'ensemble des autres associations avec lesquelles il a signé une convention de collaboration dont notamment les gestionnaires d'ateliers protégés?

7) Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer une date pour la publication des audits effectués auprès d'Objectif Plein Emploi et du Forum pour l'Emploi?

Réponse (13.1.2012) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*:

Les associations dites «initiatives sociales» qui sont actuellement conventionnées avec le Ministère du Travail et de l'Emploi tombent sous le champ d'application de la loi du 3 mars 2009 contribuant au rétablissement du plein emploi. Celle-ci régit l'intervention de l'État dans l'organisation et le financement d'initiatives par les employeurs en matière de lutte pour l'intégration des demandeurs d'emploi difficiles à insérer ou réinsérer sur le marché du travail, et ce indépendamment de la situation conjoncturelle.

Dans le cadre de cette loi, les employeurs organisent soit des «activités d'insertion ou de réinsertion professionnelle», soit des «activités socio-économiques» en faveur des «bénéficiaires» qui sont des demandeurs d'emploi inscrits à l'ADEM.

Les employeurs visés par la présente loi concernent aussi bien les sociétés commerciales régies par la loi du 10 août 1915 et qui sont dotées de la personnalité juridique - telle que la société en nom collectif, la société en commandite simple, la société anonyme, la société en commandite par actions, la société à responsabilité limitée, la société coopérative, la société européenne - que les associations et fondations sans but lucratif telles que régies par la loi modifiée du 21 avril 1928.

Par conséquent, les employeurs visés par la loi du 3 mars 2009 ne sont pas nécessairement concernés par la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique.

Les activités visées par la loi du 3 mars 2009 se définissent comme des mesures d'encadrement facilitant l'insertion ou la réinsertion sur le marché de l'emploi par le biais de l'établissement

d'un bilan de compétences, d'un bilan d'insertion professionnelle et/ou d'un diagnostic évolutif d'insertion professionnelle, d'un parcours individuel élaboré en étroite collaboration par les services compétents de l'ADEM, l'employeur et le bénéficiaire. Les activités énumérées au chapitre 1 - art. 1^{er} de la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique ne sont donc pas visées.

La loi du 3 mars 2009 contribuant au rétablissement du plein emploi est un instrument pour mettre en œuvre la politique de l'emploi visant plus particulièrement la réinsertion des demandeurs d'emploi les plus vulnérables et les plus éloignés du marché du travail.

Comme l'État est le principal bailleur de fonds des initiatives sociales constituées, pour la plupart sous forme d'association conformément à la loi modifiée du 21 avril 1928 et compte tenu du fait que ces initiatives sociales mettent en œuvre un volet de la politique de l'emploi, une présence de représentants désignés par l'État à côté des représentants de l'association n'est pas contraire à la législation et ne devrait pas créer de conflits d'intérêts. Ces associations sont appelées à utiliser et à gérer les fonds publics qui leur sont alloués sur la base de l'acceptation de critères établis qui justifie l'agrément qui leur a été accordé par le Ministère conformément à la loi du 3 mars 2009. Étant donné que trois initiatives sociales ont bénéficié en 2010 à elles seules de 42 mio d'euros pour un budget total de 50 mio d'euros, leur situation est quelque peu particulière et justifie de ce fait une présence de représentants du Ministère dans les instances de décision.

En outre, la demande que le Ministère soit représenté au sein du conseil d'administration, soit comme observateur, soit comme membre effectif, n'émane pas unilatéralement du Ministère, mais provient également des associations du secteur.

Le fait qu'un premier audit a révélé des irrégularités au niveau de la comptabilité ayant eu des conséquences pour le financement public, une telle présence se justifie d'autant plus, notamment dans une optique de redressement des comptes.

Par ailleurs un nouveau système de financement assurant une plus grande transparence et une rigueur est mis en place pour l'exercice 2012.

Les audits des deux autres associations (Forum pour l'Emploi et Objectif Plein Emploi) sont en cours de préparation et dès qu'ils sont disponibles le Ministère a prévu de les mettre à la disposition des instances compétentes de la Chambre des Députés.

Question 1738 (4.11.2011) de **M. André Bauler** (DP) concernant la **réforme du système des initiatives pour l'emploi**:

Les récentes nouvelles au sujet de la comptabilité falsifiée d'une initiative pour l'emploi ont montré qu'une réforme profonde du système de ces initiatives s'impose.

Sans vouloir mettre en cause la raison d'être de telles initiatives, j'aimerais pourtant poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Est-ce que le Gouvernement envisage de préparer une réforme de la base légale des initiatives pour l'emploi? Dans l'affirmative, quel pourrait être le futur statut de ces initiatives?

- Dans quels délais un projet de loi afférent pourrait-il être déposé à la Chambre des Députés?

- Au cas où le Gouvernement n'envisagerait pas de réforme de la base légale et abstraction faite de la décision de nommer un fonctionnaire dans les conseils d'administration respectifs des initiatives pour l'emploi, comment Monsieur le Ministre entend-il garantir à l'avenir une meilleure gestion des moyens publics mis à la disposition de ces initiatives?

Réponse (29.12.2011) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*:

Le Ministère du Travail et de l'Emploi n'envisage pas à l'heure actuelle une réforme de la base légale des initiatives pour l'emploi, en l'occurrence la loi du 3 mars 2009 contribuant au rétablissement du plein emploi.

Le Ministère a élaboré un système de financement pour tout «employeur» qui organise soit des «activités d'insertion ou de réinsertion professionnelle», soit des «activités socio-économiques». Le nouveau système budgétaire valable à partir du 1^{er} janvier 2012 fait référence à l'article L.593-8 - Dépenses résultant d'activités socio-économiques de la loi du 3 mars 2009.

Un guide administratif et financier règle les modalités d'exécution des points 2 à 9 du paragraphe 2 de la loi du 3 mars 2009 et sera établi par le MTE.

Le nouveau système budgétaire se base désormais sur un nombre de demandeurs d'emploi «bénéficiaires» que le Ministère accorde à un employeur dans le cadre de ses activités d'encadrement.

Le budget total que le Ministère est amené à accorder aux employeurs se compose dès lors de la participation du Fonds pour l'Emploi aux frais de salaires des bénéficiaires auquel s'ajoute la participation aux frais du personnel d'encadrement et la participation aux frais de fonctionnement.

Pour déterminer la participation du Fonds pour l'Emploi au frais du personnel de structure, le Ministère a tout d'abord fixé le ratio d'encadrement à un encadrant pour six encadrés (1:6). Ensuite, le Ministère a établi, sur base des chiffres à sa disposition, que le salaire moyen d'un encadrant correspond au SSM n.q multiplié par un coefficient de 1,8. En raison du ratio d'encadrement fixé à (1:6), le Fonds pour l'Emploi prendra en charge le SSM n.q x 1,8 de chaque 6^e encadrant.

En ce qui concerne la prise en charge des frais de fonctionnement, le Ministère fait référence à la théorie budgétaire qui établit que le Budget total (100%) à disposition d'un employeur se compose du budget du personnel qui représente 80% et du budget des frais de fonctionnement qui représente 20%. Étant donné que le budget du personnel est fixé par le Ministère, le Budget des frais de fonctionnement auquel sera appliqué un coefficient de prise en charge est établi.

Dans le cadre du nouveau système de financement, il est également prévu d'accorder un montant supplémentaire aux IS qui disposent d'un agrément provisoire à ce jour selon la loi du 3 mars 2009. Ce montant est calculé en fonction de la structure des frais du passé et tient compte du solde de tout compte pour les années 2005-2011. Ce montant est uniquement accordé sous condition que les IS, qui en sont bénéficiaires, soumettent un plan de restructuration qui permettra dans un laps de temps déterminé de respecter les ratios et les critères de gestion.

Par rapport à l'ancien système, le nouveau système budgétaire tel qu'il est conçu est plafonné à la fois au niveau de la participation du Fonds pour l'Emploi aux frais de salaires des bénéficiaires qu'aux frais de salaires du personnel d'encadrement et aux frais de fonctionnement.

Outre le fait que le Ministère prévoit de réaliser régulièrement des contrôles sur pièces et sur place auprès des employeurs, il est également prévu de mandater un expert externe afin de réaliser des audits plus poussés.

En ce qui concerne les mesures d'encadrement que les employeurs sont amenés à fournir à l'égard des bénéficiaires, c'est à l'ADEM de s'assurer que ces mesures répondent aux besoins des bénéficiaires tels qu'il est stipulé dans la loi du 3 mars 2009.

Le Ministère prévoit également d'analyser ce nouveau système de financement après un an afin de proposer des actions correctives si c'est nécessaire. Au cas où il s'avère qu'une réforme de la loi du 3 mars 2009 est indispensable sur base des expériences faites au courant de l'exercice 2012, le Ministère entamera la procédure requise.

Réponse complémentaire (6.1.2012) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*:

En vue de préciser les modalités de financement décrites dans la réponse à la question parlementaire n°1738, le sixième paragraphe se lit de la manière suivante:

Pour déterminer la participation du Fonds pour l'Emploi au frais du personnel de structure, le Ministère a tout d'abord fixé le ratio d'encadrement à un encadrant ou personne de structure pour six encadrés (demandeurs d'emploi assignés par l'ADEM). Ensuite, le Ministère a établi, sur base des chiffres à sa disposition, que le salaire moyen d'un encadrant correspond au SSM n.q multiplié par un coefficient de 1,8. En raison du ratio d'encadrement fixé à un encadrant pour six encadrés, le Fonds pour l'Emploi prendra en charge le salaire du nombre des encadrants établi selon ce ratio à hauteur du SSM n.q x 1,8.

Question 1739 (7.11.2011) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant le **catalogue «Luxembourg capabilities in ICT for a healthy and ageing population»**:

Kürzlich veröffentlichte das Netzwerk „Luxembourg ICT Cluster“ einen von der Arbeitsgruppe „ICT for a healthy and ageing population“ erarbeiteten Katalog mit dem Titel „Luxembourg capabilities in ICT for an ageing population“. Es geht demnach in diesem Katalog darum, die nationalen Kompetenzen in Sachen Einsatz und Verwendung von Informations- und Kommunikationstechnologien in der Betreuung und Versorgung von älteren Menschen aufzuzeigen.

In manchen Ländern sind diese neuen Versorgungsformen bereits zum Teil über ein Jahrzehnt konkret, und mit Unterstützung von Regierungen sind Innovationspläne weitläufig umgesetzt worden, derweil in Luxemburg die neuen Technologien im Bereich der Altenpflege schwer vorankommen.

Auf der anderen Seite versucht das „Luxembourg ICT Cluster“ nunmehr, auf „Business“-Gelegenheiten aufmerksam zu machen, die auf diesem neuen Markt vorhanden sein sollen.

Fragen:

1) Wie hat sich die Arbeitsgruppe „ICT for a healthy and ageing population“ gefunden? Wurden systematisch alle hier im Lande bekannten und ansässigen Akteure und Experten kontaktiert und eingeladen, sich an dieser Arbeitsgruppe zu beteiligen?

2) Wie viele konkrete Projekte gibt es momentan, die späterhin einem interessierten internationalen, wissenschaftlichen Publikum vorgestellt werden können?

3) Kann der Minister konkrete Strukturen benennen (außer dem Telealarm), in denen ICT-basierte Systeme zum Nutzen älterer Menschen zum Einsatz kommen?

4) Wie viele ältere Menschen ziehen derzeit hierzulande Nutzen aus sogenannten „Ambient Assisted Living/Telecare“ oder ähnlichen Systemen?

5) Gibt es einen nationalen Showroom, in dem diese Technologien im Rahmen einer permanenten Ausstellung vorgestellt und von interessierten älteren Menschen getestet werden könnten?

6) Wie viele wissenschaftliche Veröffentlichungen gibt es bezüglich nationaler Forschungsprojekte im Bereich des AAL/Telecare?

7) Wird geplant, auf den relevanten Internetseiten des „Luxembourg ICT Cluster“ Nachrichten zu veröffentlichen über den Fortgang der Arbeiten der Gruppe und der konkreten Projekte, die kurz- und mittelfristig umgesetzt werden sollen mit den hierin involvierten Dienstleistern und Unternehmen?

8) Wie sieht die Unterstützungsstrategie des Ministeriums aus, um ICT-Projekte für ältere Leute zu fördern?

Réponse (6.1.2012) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

Im Jahre 2008 entschied die luxemburgische Regierung, zusammen mit anderen EU-Staaten, sich an der Umsetzung des Programms „Ambient Assisted Living-AAL“ zu beteiligen. AAL ermöglicht es den älteren Menschen, mit Hilfe der neuen Informations- und Kommunikationstechnologien so lange wie möglich autonom und somit ohne direkte Hilfe in ihrem eigenen Zuhause zu bleiben. Ziel dieses Programms ist es, die Forschung auf diesem Gebiet voranzutreiben und somit zukünftige Kosten zu sparen und zeitgleich die Lebensqualität zu verbessern.

Luxinnovation und der „Fonds national de la recherche“ wurden als Referenzen für Luxemburg ernannt. Im Mai 2008 wurde von ihnen eine Konferenz organisiert zur Sensibilisierung der Akteure des Altersbereichs. Etwa 80 Teilnehmer aus dem Bereich der Industrie und der Trägerschaft von Alterssituationen haben dieser Konferenz beigewohnt. 20 Akteure zeigten sich besonders interessiert an der Ausarbeitung innovativer Forschungsprojekte zum Thema AAL. Im Kontext einer nationalen Zusammenarbeit und einer gemeinsamen nationalen Reflexion wurde das Netzwerk „Luxembourg ICT Cluster“ ins Leben gerufen. Aufgrund der zahlreichen interessierten Akteure aus dem öffentlichen und privaten Sektor hat Luxinnovation eine Arbeitsgruppe initiiert, welche sich am 31. März 2011 für eine erste Sitzung zusammensand. Seitdem gab es zwei weitere Arbeitssitzungen (Juli 2011 und November 2011).

Auf dieser Internetseite: <http://www.ictcluster.lu:80/Cluster-Working-Groups/ICT-for-a-healthy-and-ageing-population> findet man alle Informationen über den Fortgang der Arbeits-

groupe zum Thema AAL. Der erwähnte Link ermöglicht allen Interessierten, die Forschungsarbeiten zu verfolgen und gegebenenfalls am Projekt mitzuwirken.

Einige Forschungsprojekte wurden bereits gestartet, welche folgende Akteure mit einbeziehen: Universität von Luxemburg, die beiden öffentlichen Forschungszentren Henri Tudor und Gabriel Lippmann, Actimage, Hot City S.A., Cybercultus, Stéftung Hëllef Doheem...

Einige Projekte finden auch bereits konkrete Anwendung, so z. B. das Tivipol-Projekt im „Konviktsgaard“. Hauptziel dieses Projektes ist es, ältere Menschen für die tägliche Benutzung der neuen Informationstechnologien zu sensibilisieren. Dieses Informationssystem - Sammy - ermöglicht es den Bewohnern, per Berührungsbildschirm verschiedene soziale Tätigkeiten des Seniorenheims eigenständig zu verwalten: Sitzplatzreservierungen im Restaurant oder Bus, interne Zeitung lesen... Mehrere Dutzend Senioren ziehen zurzeit Nutzen aus diesem System. Obwohl man die einzelnen Initiativen und Projekte nur begrüßen kann, liegt die größte Kompetenz der AAL-Systeme in der Vernetzung, und es ist besonders dafür Sorge zu tragen, dass diese wichtige Initiative nicht nur Insellösungen produziert, sondern zusammen funktionierende Systeme.

Ein nationaler Showroom ist in Form eines „Living Lab“ in Planung, mit dem Ziel, die Resultate der Forschungsarbeiten zu testen beziehungsweise zu validieren.

Im Hinblick auf die kommenden demografischen Veränderungen (mehr ältere Menschen, weniger jüngere, die pflegen und betreuen können), werden diese neuen technischen Anwendungen den Einzelnen unterstützen und sicherlich hilfreich, unterstützend und besonders für die pflegenden Angehörigen entlastend wirken. Das Familienministerium ist daher sehr interessiert, diese Initiativen in diesem Sinne zu unterstützen und zu begleiten.

Question 1741 (8.11.2011) de M. Camille Gira (dêi gréng) concernant la non-réalisation des mesures compensatoires dans le cadre d'un lotissement à Schieren:

En relation avec la réalisation d'un lotissement au lieu-dit «In der Wieschen» à Schieren, le Ministre de l'Environnement avait accordé ex post le 4 octobre 2007 l'autorisation sollicitée sous réserve de mesures compensatoires importantes: plantation de 243 arbres, de 4.875 m² de haies et de 8.500 m² de vergers.

Ces mesures ne représentent pas seulement une compensation en relation avec la destruction de biotopes existants, mais devraient également améliorer la qualité de vie des habitants dudit lotissement (p. ex. comme écran anti-bruit le long de l'A7).

Or, bien que le lotissement ait déjà été réalisé, aucune des mesures compensatoires n'a été entamée jusqu'à présent. Suivant mes informations, les terrains nécessaires pour réaliser les mesures compensatoires ne seraient pas disponibles.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable:

- Quelles démarches Monsieur le Ministre entend-il entamer pour que les conditions d'exécution dudit lotissement sous forme de mesures compensatoires soient respectées?

- Vu qu'aucune date limite pour la réalisation des mesures compensatoires n'a été fixée, quand est-ce que les habitants pourront compter avec la réalisation des différentes mesures compensatoires?

Réponse (18.1.2011) de M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:

Dans le cadre du projet d'aménagement particulier (PAP) portant sur des fonds sis au lieu-dit «In der Wieschen» à Schieren, il y a lieu de distinguer entre trois types de mesures compensatoires qui sont obligatoirement à opérer, à savoir la plantation d'espaces privés et la plantation d'espaces publics à l'intérieur du PAP ainsi que la plantation des espaces publics à l'extérieur du PAP (verger).

Les plantations prévues sur les terrains privés (places à bâtir) seront réalisées au fur et à mesure de l'avancement des travaux de construction des différentes bâtisses.

En ce qui concerne l'aménagement d'un verger haute-tige sur une surface de 50 ares, le promoteur vient de soumettre une proposition y relative le 17 janvier 2011. Le projet de plantation porte sur un terrain d'une surface de 67 ares 50 centiares inscrit au cadastre de la commune de Schieren, section A de Schieren, sous le numéro 302/3609, au lieu-dit «Auf dem Leberg». Le terrain est situé à proximité directe de la réserve naturelle RN/RD 19 «Ettelbruck-Ditgesbaach».

La proposition d'aménagement et de plantation a entre-temps été avisée positivement par les services compétents de l'Administration de la Nature et des Forêts de sorte que le verger pourra être réalisé au courant de cette année.

Pour ce qui est de l'aménagement des espaces publics à l'intérieur du PAP, les travaux y relatifs seront achevés d'ici avril 2012. À l'heure actuelle, quelque 80 arbres ont été plantés. Ces plantations sont réalisées en fonction des plans d'aménagement élaborés par un paysagiste agréé qui est également chargé du suivi de ces travaux.

À noter dans ce contexte, que l'aménagement d'une partie des voies de desserte n'a pas encore pu être réalisé en raison de fouilles archéologiques.

Finalement, il y a lieu de relever que l'Administration de la Nature et des Forêts procède régulièrement à des visites des lieux en fonction de l'avancement des travaux et qu'une réception contradictoire entre le promoteur et la même administration est prévue à la fin des travaux.

Question 1743 (9.11.2011) de Mme Lydie Err (LSAP) concernant la loi relative aux effets légaux de certains partenariats:

La loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats telle qu'elle a été modifiée par la loi du 3 août 2010 dispose en son article 30-1 ce qui suit:

«Dans un délai de vingt-quatre mois à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi, les partenaires ayant enregistré leur partenariat conformément aux dispositions de la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats peuvent s'adresser à l'officier de l'état civil du lieu d'enregistrement de leur déclaration de partenariat pour faire procéder aux formalités de publicité visées à l'article 3 (2) alinéa 2 de la présente loi.»

Conformément à l'article 31 de la loi modifiée du 9 juillet 2004, celle-ci est entrée en vigueur le 1^{er} novembre 2004. Il résulte du libellé de l'article 30-1 que le délai de 24 mois pour faire inscrire en marge de l'acte de naissance le partenariat conclu avant l'entrée en vigueur de la loi de 2010 est écoulé le 31 octobre 2006.

Puisqu'il s'agit manifestement d'un illogisme découlant d'une erreur de technique législative ou de formulation du texte - le législateur voulant instaurer un délai de deux ans à partir de l'entrée en vigueur de la loi de 2010 et non de celle de 2004 - j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

1) Qu'en est-il de la valeur juridique des inscriptions à l'acte de naissance de partenariats conclus avant l'entrée en vigueur de la loi de 2010? Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'une nouvelle modification de la loi de 2004 s'impose, à la fois pour redresser l'erreur soulevée et pour doter rétroactivement d'une base légale les inscriptions effectuées de bonne foi depuis l'an dernier? Ne faudrait-il pas, dans ce cadre, procéder à un toilettage de texte de l'article 3, étant donné que la loi de 2010 a amendé des paragraphes alors que le texte initial n'était pas subdivisé en paragraphes, ce qui avait d'ailleurs été épinglé par le Conseil d'État dans son avis du 23 mars 2010?

Aussi, j'aimerais demander à Monsieur le Ministre ce qui suit:

2) Selon les dispositions de l'article 3 de la loi modifiée de 2004, le partenariat n'est opposable aux tiers qu'à partir de son inscription au répertoire civil. Peut-on dès lors assumer que l'insécurité juridique qui entoure actuellement l'inscription à l'acte de naissance n'aura pas de répercussions négatives pour les partenaires dans d'autres contextes juridiques? Cette question se pose dans la mesure où le projet de loi devenu la loi de 2010 visait expressément à «garantir (...) une meilleure sécurité juridique à la fois pour les partenaires et leurs enfants, ainsi que pour les tiers», selon l'exposé des motifs.

3) Les articles 3, 4-1 et 13 de la loi modifiée du 9 juillet 2004 prévoient la possibilité de déterminer certaines modalités pratiques d'exécution par voie de règlement grand-ducal. Est-ce que les règlements en question ont déjà été pris?

4) Depuis l'entrée en vigueur de la loi de 2010, combien de partenariats de droit étranger ont été transcrits au répertoire civil en vertu de l'article 4-1 de la loi modifiée de 2004?

5) Le Gouvernement envisage-t-il d'adhérer à la Convention CIEC n°32 sur la reconnaissance des partenariats enregistrés, ouverte à la signature à Munich le 5 septembre 2007?

Réponse (29.12.2011) de M. François Biltgen, Ministre de la Justice:

Aux termes de la loi du 3 août 2010 modifiant la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats, tous les partenariats enregistrés conclus après l'entrée en vigueur de ladite loi sont obligatoirement inscrits en marge de l'acte de naissance des personnes concernées (voir article 3 tel que modifié par la loi 2010).

Pour ce qui concerne les partenariats enregistrés avant l'entrée en vigueur de ladite loi de 2010, leur inscription en marge de l'acte de naissance est facultative (voir article 30-1 tel qu'ajouté par la loi 2010). Limitée à une durée de 24 mois, les personnes liées par un partenariat enregistré au Luxembourg en vertu de la loi du 9 juillet 2004 et souhaitant profiter de ce régime transitoire doivent introduire leur demande jusqu'au 31 octobre 2012 au plus tard. Vu que cette disposition a seulement été introduite par la loi du 3 août 2010, ce délai de deux ans court nécessairement à partir de 2010, et non à partir de 2004.

À l'instar des actes de l'état civil (voir article 40 Code civil), la possibilité de fixer certaines pratiques d'exécution par voie de règlement grand-ducal a également été prévue pour les partenariats enregistrés. À ce jour aucun besoin pour un tel règlement grand-ducal n'a été constaté. C'est la raison pour laquelle le Gouvernement n'a pas pris d'initiative en ce sens.

Une autre innovation de la loi de 2010 est la possibilité de faire inscrire au répertoire civil certains partenariats de droit étranger. À la date du 1^{er} décembre 2011, 203 inscriptions ont été faites.

Le Gouvernement est en train d'examiner la Convention CIEC n°32 sur la reconnaissance des partenariats enregistrés par rapport à sa plus-value pour le Luxembourg. Bien qu'elle soit la seule convention existant en la matière, son succès est plutôt modeste. Ouverte à la signature depuis le 5 septembre 2007, elle n'est pas encore entrée en vigueur et seule l'Espagne l'a ratifiée.

Question 1746 (14.11.2011) de M. Camille Gira (dêi gréng) concernant la déconnexion du réseau électrique en cas de défaillance de paiement de la facture:

En relation avec les clients résidentiels en défaillance de paiement de leur facture d'électricité, des cas de non-observation de la loi m'ont été rapportés. En effet, l'article 2 (8) de la loi du 1^{er} août 2007 stipule qu'avant de déconnecter un client résidentiel, le fournisseur d'électricité doit à l'avance également en informer l'office social de la commune de résidence du client. Il me semble que cette démarche ne soit pas respectée dans tous les cas par le plus grand fournisseur national d'électricité.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Est-ce que Monsieur le Ministre est au courant de cas de non-observation des règles à respecter avant de déconnecter un client résidentiel pour cause de défaillance de paiement des factures d'électricité?

- Si oui, quelles démarches Monsieur le Ministre entend-il entreprendre afin que les règles soient appliquées par les fournisseurs d'électricité en cas de défaillance de paiement?

- Si non, est-ce que Monsieur le Ministre est d'accord de faire une enquête auprès des fournisseurs d'électricité afin de vérifier l'application de la loi en vigueur?

Réponse (10.1.2012) de M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Camille Gira concernant la déconnexion de clients résidentiels du réseau électrique en cas de défaillance de paiement des factures, je puis vous communiquer les informations ci-après:

La loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité (ci-après «Loi électricité»), ainsi que la loi du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale, réservent des attributions aux fournisseurs d'énergie électrique et aux autorités communales en matière d'organisation de l'aide sociale notamment dans le domaine de la fourniture mi-

nimale d'énergie et la prise en charge des clients résidentiels vulnérables en défaillance de paiement.

L'article 2, paragraphe (8) de la Loi électricité décrit en détail la procédure que le fournisseur d'énergie doit suivre si un client résidentiel est en défaillance de paiement. Suite à ma demande, les fournisseurs d'électricité de clients résidentiels confirment qu'ils respectent les modalités prévues par la Loi électricité concernant les clients en défaillance de paiement. Une demande de déconnexion n'a lieu qu'après plusieurs rappels (entre deux et quatre rappels en fonction du fournisseur) et après un délai d'au moins deux mois à partir de la date d'échéance d'une facture, alors que la Loi électricité en prévoit un délai cumulé de six semaines au moins. Quelques fournisseurs indiquent qu'ils envoient, pour des raisons de simplicité administrative, une liste synthétisée des informations prévues par la Loi électricité aux offices sociaux concernés.

Dans son rapport sur l'évolution des marchés de l'électricité et du gaz naturel au Grand-Duché de Luxembourg de l'année 2010, l'Institut Luxembourgeois de Régulation soulève qu'en 2010, 6.128 procédures de déconnexion ont été lancées par les fournisseurs d'électricité et de gaz naturel, dont 4.493 ont conduit à une demande de déconnexion auprès du gestionnaire de réseau pour qu'en fin de compte 923 clients soient effectivement déconnectés. La très grande majorité (>80%) de ces cas de figure proviennent du secteur de l'électricité. À titre d'information, en 2010 le marché de l'électricité au Luxembourg représentait quelque 270.000 points de fourniture dont environ 80% étaient des clients dits «résidentiels». Dans son rapport, le régulateur n'a constaté aucune infraction aux obligations de service universel dans le chef des gestionnaires de réseau de distribution ou des fournisseurs.

Finalement, il y a lieu de préciser que le Ministère ne dispose pas d'information quant au respect de l'obligation des offices sociaux concernés de traiter tous les dossiers leur communiqués par les fournisseurs dans le délai de dix jours prévu par l'article 30 de la loi organisant l'aide sociale.

Question 1750 (15.11.2011) de Mme Marie-Josée Frank et M. Léon Gloden (CSV) concernant la composition de conseils d'administration de sociétés ou d'a.s.b.l. suite aux élections communales du 9 octobre 2011:

Suite aux élections communales du 9 octobre 2011, de nombreux changements ont eu lieu dans la composition des conseils communaux au Luxembourg.

Or, les membres du conseil représentant les communes dans un certain nombre de sociétés ou d'associations sans but lucratif sont souvent nommés pour une durée qui ne correspond pas nécessairement à la durée de leur mandat communal. Par conséquent il est possible qu'un membre du conseil ne soit pas réélu ou soit réélu, alors qu'il n'est plus membre du collège électoral et conserve néanmoins son poste au sein d'un conseil d'administration de la société ou de l'a.s.b.l.

Au vu de ce qui précède, nous voudrions poser les questions suivantes aux ministres concernés:

- Quelles sont les démarches que le Gouvernement entend faire afin de remédier à cette situation malencontreuse?

- Le Gouvernement n'estime-t-il pas qu'une modification des législations en cause s'impose?

Réponse commune (11.1.2012) de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, et de M. François Biltgen, Ministre de la Justice:

Dans leur question parlementaire les honorables Députés soulèvent le problème de la durée du mandat donné à des membres du conseil communal représentant leur commune dans des sociétés ou des associations sans but lucratif.

La loi communale en son article 173bis autorise, en effet, les communes à «prendre des participations financières dans des sociétés de droit privé en vue d'une œuvre ou d'un service d'intérêt communal». Ledit article crée donc la base légale pour la participation des communes dans des sociétés de droit privé et, dès lors, de la représentation des communes dans les organes de décision de ces sociétés.

Il est à noter que la loi communale ne prévoit pas la possibilité pour une commune de devenir, comme telle, membre d'une association



sans but lucratif. Je renvoie sur ce point aux considérations du Conseil d'État dans un avis complémentaire du 17 juin 2003¹.

Quant à la représentation d'une commune dans une société de droit privé, la législation communale ne pouvant par nature régir que les communes, syndicats de communes et établissements sous publics placés sous la surveillance des communes, les sociétés de droit privé sont régies par le droit des sociétés, et plus particulièrement par la loi du 25 juillet 1990 concernant le statut des administrateurs représentant l'État ou une personne morale de droit public dans une société anonyme (Mém. 1990, 550) telle que modifiée (L. 25 août 2006, Mém. 2006, 2684) qui dispose en son article unique:

«Dans les sociétés anonymes dans lesquelles l'État ou une personne morale de droit public est actionnaire, les personnes qui sur la proposition de l'État ou de cette personne morale sont appelées aux fonctions d'administrateur ou de membre du directoire ou du conseil de surveillance, selon le cas, représentent respectivement l'État ou la personne morale de droit public qui les a fait désigner et exécutent leurs instructions. À cette fin, ils doivent transmettre toutes les informations utiles dont ils ont pu obtenir connaissance respectivement à l'État ou à la personne morale de droit public.

Ils cessent leurs fonctions au moment où la personne morale de droit public qui les a fait désigner aura notifié au conseil d'administration ou au directoire ou au conseil de surveillance, selon le cas, la révocation de leur mandat.

La personne morale de droit public assume les responsabilités qui incombent aux personnes désignées à sa demande en leur qualité d'administrateurs ou de membres du directeur ou du conseil de surveillance, selon le cas, sauf son recours contre elles en cas de faute personnelle grave. Les émoluments leur revenant sous quelque forme que ce soit, sont touchés par l'État ou la personne morale de droit public qui les a fait désigner; il appartient au Gouvernement en Conseil ou à l'organe dirigeant de la personne morale de droit public d'arrêter les indemnités à allouer à ces administrateurs, ou membres du directoire ou du conseil de surveillance, selon le cas, pour l'accomplissement de leur mission.»

Quant à la représentation d'une commune dans une association sans but lucratif, il n'existe pas de texte positif servant de base légale à l'adhésion d'une commune à une telle structure.

Dans ce contexte, il peut paraître opportun de jeter un regard sur la situation dans les États de même tradition juridique et administrative que le nôtre. Or, l'on constate que tant en France qu'en Belgique le recours à l'a.s.b.l. est légitimé.

Pour ce qui est de la Belgique, l'existence d'a.s.b.l. dites «communales» est reconnue. Cependant, la notion d'a.s.b.l. communale n'est pas une notion clairement définie par un texte légal.

En ce qui concerne la France, l'on peut citer à cet égard le JurisClasseur Administratif²: «Les assemblées générales se composent de tous les membres de l'association (ils portent le nom de sociétaires ou d'associés). Les membres peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales. Le Ministre de l'Intérieur a rappelé l'avis du Conseil d'État rendu le 11 mars 1958 selon lequel les communes peuvent adhérer à une association lorsque l'objet de cette dernière répond à un intérêt communal. Cependant l'association ne peut être utilisée comme mode de réalisation d'un service public lorsque la loi a prévu un autre mode: régie, établissement public communal ou intercommunal (Rép. min.: JOAN Q 16 janv. 1995).»

Quant à la situation luxembourgeoise, un double constat s'impose: bien qu'il n'existe pas de légitimation de l'adhésion d'une commune à une association sans but lucratif; de telles adhésions existent pourtant en fait.

Il me paraît évident que la situation actuelle ne saurait perdurer pour d'évidentes raisons de sécurité juridique ainsi que dans un souci de transparence dans l'affectation des deniers publics.

Voilà pourquoi je proposerai, conjointement avec un projet de loi introduisant dans la loi

communale des dispositions relatives à la régie communale, des règles concernant l'adhésion des communes à une association sans but lucratif.

Question 1753 (17.11.2011) de M. Ali Kaes (CSV) concernant la prise en charge par l'assurance maladie des frais de «vols à vide» de Luxembourg Air Rescue:

En avril 2008, le soussigné avait soulevé la problématique de non-prise en charge par l'assurance maladie des frais de déplacement de la «Luxembourg Air Rescue» en cas d'urgence (intervention primaire - transfert rapide de l'équipe médicale d'urgence sur le site de l'accident) si le patient est en fin de compte transporté à l'hôpital en ambulance.

En juin 2008, Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale avait expliqué que la prise en charge par l'assurance maladie des transports en hélicoptère se fait suivant les conditions et les modalités prévues, d'une part, par les statuts de l'Union des Caisses de Maladie et, d'autre part, par la convention conclue entre l'Union des Caisses de Maladie et l'association «Luxembourg Air Rescue». Selon cette convention, l'Union des Caisses de Maladie ne couvre les frais de l'intervention primaire que si le transport du malade est effectivement assuré par l'hélicoptère de secours. La problématique de la prise en charge par l'assurance maladie des «vols à vide» n'est cependant pas traitée par cette convention.

Monsieur le Ministre avait encore informé qu'avant de remettre cette problématique au conseil d'administration ou à la commission des statuts, le Président de l'Union des Caisses de Maladie avait demandé des informations quant à la proportion des interventions effectuées avec retour à vide afin de mieux apprécier l'impact financier d'une telle prise en charge sur le budget de l'assurance maladie.

Or, force est de constater que depuis 2008 rien n'a changé car la problématique des «vols à vide» persiste toujours. Vu les développements antérieurs, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Quelle a été la suite dans ce dossier depuis 2008?

- Pour quelles raisons la Caisse Nationale de Santé ne prend toujours pas en charge les «vols à vide»?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'en cas de discordance entre l'Union des Caisses de Maladie et l'association «Luxembourg Air Rescue», l'État devrait prendre en charge ces frais?

Réponse (29.12.2011) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale:

Les raisons pour lesquelles l'assurance maladie ne prend pas en charge les vols à vide trouvent leur origine dans une interprétation stricte de l'article 17, point 12 du Code de la sécurité sociale qui prévoit la prise en charge du transport de malades. C'est cette conception stricte du transport d'une personne protégée qui a toujours été prédominante tant au niveau conventionnel qu'au niveau statutaire. Voilà pourquoi les frais de l'intervention de l'hélicoptère de secours dépêché sur les lieux de l'intervention ne sont pas pris en charge par l'assurance maladie, si le patient est finalement transporté en ambulance à l'hôpital.

Il convient néanmoins de rappeler que la LAR a.s.b.l. peut demander à tout moment une modification de la convention conclue en 2001 avec l'UCM, aujourd'hui la Caisse Nationale de Santé (CNS). Toujours est-il que la décision finale quant à l'acceptation d'une modification de la convention appartiendra au comité-directeur de la CNS.

En ce qui concerne la prise en charge par l'État de frais non opposables à l'assurance maladie, l'article 4 des statuts de la LAR dispose que l'association bénéficie d'un mode de financement mixte (participation de l'État, prise en charge de prestations par l'assurance maladie, contribution de la LAR):

«Pour pouvoir financer ces activités, l'association aura le droit d'accueillir des fonds publics, privés et d'utiliser à titre subsidiaire son équipement à des fins différentes que retenues à l'alinéa 1^{er}, le tout moyennant rémunération, mais sans pour autant réaliser un bénéfice. Pour pouvoir accomplir ce but, l'association pourra détenir et gérer des participations dans d'autres sociétés, associations et fondations, acquérir et gérer des immeubles nécessaires ou utiles au fonctionnement de l'association, le tout en respect avec les dispositions légales et réglementaires en vigueur. L'association pourra s'associer à d'autres institutions similaires au Luxembourg

ainsi qu'à l'étranger dans le cadre de l'objet social.»

Au vu de ces dispositions, je ne vois pas sur base de quelles dispositions légales ou réglementaires l'État pourrait être amené à prendre en charge des frais résultant d'un vol à vide, si un accord ne peut être trouvé entre la LAR et la CNS à ce propos.

Question 1760 (21.11.2011) de M. Carlo Wagner (DP) concernant la prise en charge des frais des interventions de Luxembourg Air Rescue par la Caisse Nationale de Santé:

Selon des informations diffusées par la presse, (LW du 18 novembre 2011) la Caisse Nationale de Santé (CNS) rembourserait actuellement seulement 47 pour cent des frais des interventions de Luxembourg Air Rescue (LAR).

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que la pratique de remboursement actuellement en vigueur risque d'entraver à moyen terme les missions de la LAR?

- Monsieur le Ministre est-il disposé à modifier les dispositions afférentes afin de garantir qu'à l'avenir chaque intervention de la LAR sera remboursée par la CNS?

Réponse (29.12.2011) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale:

Les missions de Luxembourg Air Rescue a.s.b.l. (LAR) ne se situent pas exclusivement dans le cadre de l'assurance maladie, de sorte que son financement ne se fait pas exclusivement au moyen de la prise en charge de prestations par l'assurance maladie. Ainsi les statuts de l'association prévoient à l'article 4 ce qui suit:

«Pour pouvoir financer ces activités, l'association aura le droit d'accueillir des fonds publics, privés et d'utiliser à titre subsidiaire son équipement à des fins différentes que retenues à l'alinéa 1^{er} le tout moyennant rémunération, mais sans pour autant réaliser un bénéfice. Pour pouvoir accomplir ce but, l'association pourra détenir et gérer des participations dans d'autres sociétés, associations et fondations, acquérir et gérer des immeubles nécessaires ou utiles au fonctionnement de l'association, le tout en respect avec les dispositions légales et réglementaires en vigueur. L'association pourra s'associer à d'autres institutions similaires au Luxembourg ainsi qu'à l'étranger dans le cadre de l'objet social.»

Comme la LAR se réserve donc le droit explicite d'utiliser son équipement à d'autres fins que celles prévues par la convention avec la Caisse Nationale de Santé (CNS), il est impossible de donner suite à la demande de l'honorable Député de prendre à l'avenir chaque intervention de la LAR en charge.

Les cas de figure dans lesquels LAR intervient dans le cadre de l'assurance maladie sont prévus au niveau de la convention conclue entre la LAR et l'UCM. Il s'agit notamment des articles 7 à 9, 11 et 12. Par ailleurs, l'article 136, point 4) des statuts de la CNS dispose que «Les frais du transport aérien sont pris en charge intégralement d'après les tarifs conventionnels établis conformément à l'article 61 du Code de la sécurité sociale.» De la combinaison de ces deux instruments juridiques il résulte un tarif d'intervention par situation prévue dans la convention et l'assurance maladie intervient à hauteur de ce tarif.

Je ne suis pas en mesure de m'exprimer quant au pourcentage indiqué par Monsieur le Député, les données sur lesquelles se basent ses affirmations ne m'ayant pas été communiquées.

Le niveau de la prise en charge par la CNS des frais de transports aériens d'assurés effectués par la LAR est défini par les différents tarifs prévus à la convention conclue entre la CNS et la LAR. La dernière refixation des tarifs est entrée en vigueur en janvier 2009. Une adaptation de ces tarifs est du domaine exclusif des deux parties à la convention, le Ministre en charge de la Sécurité sociale n'a aucun droit d'ingérence à ce niveau.

Question 1762 (21.11.2011) de Mme Anne Brasseur (DP) concernant la pénurie du personnel soignant:

Suite aux déclarations de Madame la Ministre qu'au vu de la pénurie de personnel soignant il faudrait à l'avenir recourir à du personnel venant entre autres de la Tunisie, la direction du Lycée technique pour professions de santé (LTPS) a fait savoir que ce ne sont pas les candidats qui font défaut, mais que le lycée n'est pas à même de les accueillir faute d'infrastructures, de personnel de formation et de moyens budgétaires.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Madame la Ministre ne pense-t-elle pas qu'avant de recourir à du personnel venant de très loin, il faudrait d'abord essayer d'agrandir les capacités d'accueil du LTPS afin de permettre une formation aux autochtones?

- Madame la Ministre entend-elle se concerter avec Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, Monsieur le Ministre de la Santé et Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures afin de trouver à court terme une solution pour le problème de manque de capacités d'accueil du LTPS?

Réponse commune (6.1.2012) de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, de Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, et de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé:

Il est à préciser d'abord que les questions regroupées dans cette question parlementaire reposent sur une déclaration ressortie de son contexte original et exprimée dans une situation très particulière.

En effet, il est un fait qu'ici plusieurs domaines très différents se retrouvent amalgamés. Notre pays a toujours été confronté à un manque chronique de personnel de soins qui a été compensé par du personnel frontalier. Cette tendance s'est accentuée ces dernières décennies par l'augmentation des services offerts à une population âgée représentant une part de plus en plus importante de notre population et ceci malgré des efforts incontestables pour l'amélioration de l'attractivité de nos formations pour le personnel de soins.

La formation du personnel soignant qui, après avoir été du domaine du Ministère de la Santé, est passée au Ministère de l'Éducation nationale. Le Lycée technique pour professions de santé (LTPS) organise les formations de l'aide-soignant et de l'infirmier, ainsi que les formations spécialisées de l'infirmier. Ces dernières années beaucoup de jeunes ont été sensibilisés à s'inscrire dans les formations en question. L'offre scolaire a été diversifiée par la création de classes à régime linguistique particulier et l'introduction d'une formation d'aide-soignant en cours d'emploi. Dans le cadre de l'éducation tout au long de la vie, une passerelle a été créée pour permettre aux diplômés d'aide-soignant de poursuivre des études d'infirmier et la validation des acquis de l'expérience a été introduite pour les formations BTS des infirmiers spécialisés.

L'évolution du nombre d'élèves du LTPS montre que depuis la création du lycée le nombre d'élèves inscrits est passé de 372 élèves à plus de 1.000 élèves et étudiants. Chaque année le LTPS inscrit tous les candidats infirmiers qui remplissent les conditions d'accès, tandis que pour les candidats aides-soignantes une sélection doit être faite sur base d'un bilan de compétences. Le nombre de candidats pouvant être admis à la formation est fixé sur base d'un recensement prospectif.

Actuellement le LTPS n'est pas en mesure d'accueillir un nombre plus élevé d'élèves et d'étudiants. En effet, les places de stage disponibles en enseignement clinique et pratique par section de formation touchent à leurs limites. Par ailleurs, le recrutement en personnel enseignant dans les branches de sciences infirmières, sciences médicales et sciences naturelles doit être augmenté. De plus, les infrastructures disponibles ne sont plus adaptées aux besoins du lycée et ne permettent pas de progression d'inscriptions.

Il est évident que le LTPS doit recevoir tous les moyens nécessaires pour répondre à la demande croissante en personnel soignant dans les institutions de soins au Grand-Duché de Luxembourg.

Les capacités d'accueil du LTPS seront agrandies. La loi du 24 juillet 2007 relative à la construction d'un Lycée technique pour professions de santé à Luxembourg prévoit la créa-

¹ n°45.517 - Doc. parl. 4787 - Projet de loi concernant la protection de la nature et des ressources naturelles; modifiant la loi modifiée du 12 juin 1937 concernant l'aménagement des villes et autres agglomérations importantes; complétant la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement

² Fasc. 170: ASSOCIATIONS. - Associations de droit commun. - Associations para-administratives n°81. Organes de délibérations: assemblées générales, composition, membres - par Robert Brichet, docteur en droit, lauréat de la faculté de droit, inspecteur général de l'Administration de l'éducation nationale

tion de 780 places pour le Centre de formation Luxembourg. Le projet de construction du nouveau Centre de formation à Ettelbruck est planifié pour une capacité d'accueil de 420 élèves et le projet de construction pour le nouveau Centre de formation Sud est planifié pour 400 élèves dans la commune de Bascharage. Les nouvelles infrastructures auront donc une capacité d'accueil de 1.600 élèves.

Le Ministère de la Famille et de l'Intégration quant à lui est à l'origine des formations d'aide socio-familiale qui assurent aujourd'hui de multiples tâches d'aide à la personne que ce soit au niveau des enfants, des adultes et des personnes âgées en institution et à domicile. Dans ce cadre les efforts en collaboration avec le Ministère de l'Éducation nationale ont permis d'accroître sensiblement le nombre de formations pour répondre au mieux aux besoins existants. Les réseaux d'aides et de soins ainsi que les institutions y contribuent par les efforts qu'ils déploient afin de disposer d'un personnel formé et en nombre suffisant de sorte à garantir un maximum d'autonomie nationale. Par la même occasion ils offrent à des adultes une voie de formation en cours d'emploi qui rallie une qualification professionnelle à un travail valorisant.

Question 1763 (22.11.2011) de **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*) concernant la mise en place d'un numéro d'appel européen unique «116 000» pour enfants disparus et adolescents en fugue:

Dans le cadre de la directive européenne 2007/116/CE, le Conseil de Gouvernement a décidé en sa séance du 1^{er} avril 2011 de confier l'organisation d'un numéro d'appel européen unique pour enfants disparus et adolescents en fugue à l'Office national de l'enfance (ONE) et cela en étroite collaboration avec les services de la Police grand-ducale et du Parquet Jeunesse, ayant à eux seuls le droit d'intervenir et de prendre des décisions quant à la mise en place d'un plan d'alerte «enfant disparu».

Comme le souligne le rapport annuel 2011 de l'ORK (Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand), le Gouvernement ne semble pas donner une priorité à la mise en place de ce numéro d'appel européen unique «116 000» et ceci malgré l'initiative de l'ONE de créer un comité de pilotage composé d'acteurs professionnels pour la gestion d'une telle «hotline». En effet, l'article budgétaire y afférent est porté à la somme de zéro euro. Le même rapport 2011 de l'ORK fait savoir qu'un projet y relatif se situant dans le canton d'Esch-sur-Alzette a déjà été abandonné pour des raisons financières.

- Quelles sont les raisons pour lesquelles ce numéro d'appel indispensable au soutien et à l'accompagnement des familles en cas d'une disparition inquiétante d'un enfant n'est toujours pas en service?

Réponse commune (12.1.2012) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*, et de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice*:

La mise en œuvre du numéro d'appel prendra en compte plusieurs considérations:

- Le Gouvernement a considéré que la gestion du numéro d'appel européen unique 116 000 «enfants disparus - enfants en détresse» est à considérer comme une mission publique et a décidé en conséquence de confier la mise en œuvre du numéro d'appel à des organismes publics et non à des organismes privés de la société civile.

- L'appel destiné à signaler la disparition d'un enfant nécessitera toujours une double réaction, à savoir d'un côté le lancement immédiat d'une recherche et donc d'une intervention de la police et d'un autre côté l'accompagnement psychosocial d'une famille et d'un entourage en détresse ou la prise en charge d'une situation sociale et familiale inquiétante. Il a donc été décidé d'instaurer une collaboration étroite entre les services d'intervention de la Police grand-ducale et de l'Office national de l'enfance (ONE). C'est ainsi que notamment les appels seront pris en charge durant les heures de bureau par l'ONE et seront relayés durant la nuit par la centrale d'appel du 113 de la Police grand-ducale.

- Il a été tenu compte du fait qu'il existe déjà une collaboration étroite dans le cadre d'un groupe de travail permanent entre les instances

judiciaires et le Ministère de la Famille et de l'Intégration ayant comme but de garantir une concertation efficace entre les différents services concernés notamment par des jeunes mineurs en détresse ou en fugue.

Dans le cadre de la communication vers le grand public il sera informé sur la coopération des deux acteurs qui sera aussi visible sur les supports médiatiques. L'ONE fera office de représentant national du réseau européen 116 000. Il prendra en charge notamment la communication publique et la coordination du numéro d'appel européen 116 000. L'ONE sera renforcé par du personnel qualifié.

Le Centre de Communications du Gouvernement (CCG) est chargé de la mise en œuvre technique du numéro d'appel.

Le numéro devrait pouvoir rapidement devenir opérationnel.

Question 1764 (22.11.2011) de **M. Claude Adam** (*déi gréng*) concernant l'offre de livres électroniques et les défis des bibliothèques:

Depuis quelques années, l'édition de livres numériques connaît une croissance exorbitante qui ne cesse d'augmenter. Outre les éditeurs et les librairies, ce sont les bibliothèques qui doivent s'adapter à cette nouvelle forme de publication.

En Allemagne, de plus en plus de bibliothèques commencent à offrir des collections numériques à leurs utilisateurs. Au Luxembourg, jusqu'à présent seules quelques bibliothèques de recherche offrent des collections numériques dans le domaine de la documentation scientifique. Les bibliothèques de lecture publique luxembourgeoises par contre n'ont pas les moyens ou les compétences nécessaires pour pouvoir réagir de manière adéquate à ce nouveau défi. Un défi qui est d'autant plus complexe face au contexte multilingue de notre pays.

Il serait judicieux de développer une infrastructure commune pour l'offre d'e-books, d'autant plus qu'une grande partie des bibliothèques sont ou seront regroupées au sein du catalogue collectif bibnet.lu.

- Quelle stratégie l'État suit-il actuellement en matière d'offre d'e-books aux citoyens luxembourgeois par la voie de bibliothèques grand public et autres, en respectant la protection des données privées, ainsi que les restrictions techniques et juridiques?

- De quels moyens dispose la Bibliothèque nationale actuellement afin d'assurer le dépôt légal de livres électroniques? Et de quelle façon sont-ils accessibles au public?

Réponse (17.1.2012) de **Mme Octavie Mordert**, *Ministre de la Culture*:

Par sa question parlementaire n°1764, Monsieur le Député Claude Adam demande, d'une part, quelle est la politique en matière d'offre d'e-books aux citoyens luxembourgeois par l'intermédiaire des «bibliothèques grand public et autres» et, d'autre part, quels sont les moyens dont dispose actuellement la Bibliothèque nationale pour assurer le dépôt légal des livres électroniques et leur accessibilité au public.

En premier lieu, je tiens à souligner que je partage entièrement l'avis de Monsieur le Député Claude Adam qu'il «serait judicieux de développer une infrastructure commune pour l'offre d'e-books, d'autant plus qu'une grande partie des bibliothèques sont ou seront regroupées» au sein du réseau national des bibliothèques luxembourgeoises bibnet.lu géré par la Bibliothèque nationale.

Pour permettre aux bibliothèques luxembourgeoises de faire face aux défis de l'essor des publications numériques, défis qui sont à la fois de nature technologique, juridique et financier, j'ai toujours œuvré en faveur de la mise en place d'une stratégie nationale cohérente dont la Bibliothèque nationale doit logiquement être le pivot central. Telle fut d'ailleurs la raison qui a conduit le Gouvernement et la Chambre des Députés, dans le cadre de la loi du 24 juin 2010 relative aux bibliothèques publiques, à lier le statut de «bibliothèque publique», et par suite les subventions qui en découlent, à la condition que ces bibliothèques adhèrent au réseau national des bibliothèques luxembourgeoises et, par suite, recourent, pour la gestion technique et bibliothéconomique de leur offre documentaire, aux systèmes de gestion informatiques et outils connexes gérés par la Bibliothèque nationale pour le compte de l'ensemble des bibliothèques luxembourgeoises. Il s'agit là d'un préalable technique destiné à favoriser par la suite l'introduction des e-books dans les bibliothèques luxembourgeoises.

La Bibliothèque nationale de Luxembourg (BnL) a mis en place une infrastructure technique qui a permis d'offrir des publications numériques à partir de 2002. En 2006 fut mis en place le «Consortium Luxembourg pour l'acquisition et la gestion de publications électroniques» qui, à l'initiative de la BnL, regroupe aujourd'hui, à côté de la Bibliothèque nationale, les bibliothèques de l'Université du Luxembourg et des trois centres de recherche publics. La BnL assure la coordination du consortium et en gère les systèmes informatiques. Cette politique a conduit à la mise en place d'une grande bibliothèque numérique qu'on trouve à l'adresse www.findit.lu, accessible à partir de chaque ordinateur via Internet. Cette bibliothèque numérique n'est pas réservée au public scientifique. Chaque résident du Grand-Duché, par le biais d'une carte de lecteur de la Bibliothèque nationale, y a accès. La carte de lecteur est gratuite.

Sur la plateforme www.findit.lu sont disponibles un nombre croissant d'e-books, à ce jour plus de 40.000, dont par exemple les e-books des éditions Springer Heidelberg, une collection complète des célèbres «Que sais-je?» ou des centaines d'ouvrages de référence en langue anglaise, française et allemande. Il est vrai que les e-books disponibles sur www.findit.lu sont majoritairement de type «référence» ou orientés vers les sciences. Ceci résulte pour l'essentiel de la situation du marché. En effet, par son lien historique avec le monde bibliothécaire académique, le segment éditorial des publications à caractère scientifique a eu jusqu'ici une certaine avance en matière de maîtrise des technologies de la publication numérique par rapport au marché éditorial de la littérature et du livre grand public en général.

La Bibliothèque nationale assure une veille continue de l'offre d'e-books. Il convient de constater que les derniers produits analysés, susceptibles de répondre au profil d'une bibliothèque publique, présentaient des limitations et des risques:

- immaturité de l'offre sur le plan technique. Exemple: l'utilisation de logiciels à télécharger et à configurer par l'utilisateur pour alimenter sa liseuse avec l'e-book choisi, ceci pour assurer les protections des fichiers requis par les éditeurs (connu par «DRM, Digital Rights Management»);

- licences chères et offrant peu d'attrait pour les bibliothèques. Exemples: difficulté d'intégration de l'offre sur un portail de bibliothèque, manque de possibilité de préservation à long terme;

- manque de sécurité des données personnelles de l'utilisateur. Exemple: transmission requise à des plateformes tierces des mots de passe des lecteurs;

- persistance d'une tendance à la segmentation des marchés en fonction des frontières nationales, qui, généralement, sont aussi des frontières linguistiques. Or, le public luxembourgeois souhaite une offre multilingue, principalement en langues allemande, française et anglaise.

Toutefois, pour le marché des e-books grand public, la BnL constate d'une part une évolution très dynamique des plateformes orientées vers la vente directe au consommateur, mais d'autre part, de la part des fournisseurs, une offre encore limitée pour les bibliothèques, surtout en Europe. Par exemple, il n'existe pas encore d'offre européenne pour les deux plateformes dominantes dans les bibliothèques nord-américaines. Toutes ces évolutions du marché éditorial ne sont pas sans risques, non seulement pour les bibliothèques mais aussi pour le secteur de la librairie.

La BnL estime que les limitations et risques des offres e-books pourront rapidement s'atténuer vu l'évolution dynamique des acteurs et plateformes. Elle va continuer la veille du marché, y inclus des audio-books, pour pouvoir aider les bibliothèques publiques et pour répondre aux besoins du public luxembourgeois.

La Bibliothèque nationale, en coopération avec le Conseil supérieur des bibliothèques publiques, créé par la loi du 24 juin 2010 relative aux bibliothèques publiques, organisera au cours du premier semestre 2012 un séminaire professionnel sur le thème de l'e-book, destiné principalement aux bibliothèques publiques, afin d'explicitier en détail le fonctionnement et l'offre du marché des e-books ainsi que les limites actuelles. Cette mise à niveau sera suivie d'une conférence sur les premières expériences de bibliothèques non luxembourgeoises en matière d'introduction de l'e-book dans leurs bibliothèques.

Concernant la question du dépôt légal des e-books, il convient de souligner que l'article 10 de la loi du 25 juin 2004 portant réorganisation des instituts culturels de l'État, et son règlement grand-ducal d'application du 6 novembre 2009 réglant les modalités d'applica-

tion du dépôt légal au profit de la Bibliothèque nationale, ont étendu l'obligation du dépôt légal aux publications numériques, donc aussi aux e-books. L'édition luxembourgeoise, seule à être soumise à l'obligation du dépôt légal au Luxembourg, ne compte aujourd'hui que quelques très rares titres numériques. La Bibliothèque nationale de Luxembourg, en collaboration étroite avec le Centre des technologies de l'information de l'État du Ministère de la Fonction publique, s'attachera en 2012 au développement d'une plate-forme d'archivage numérique destinée à accueillir les publications numériques luxembourgeoises que la BnL est chargée de recueillir par voie du dépôt légal.

Les conditions d'accès au public seront conformes à la législation en vigueur en matière de propriété intellectuelle, de droits d'auteur et de droits voisins.

Pour terminer, j'aimerais indiquer quelques exemples d'ouvrages de référence et scientifiques disponibles sur le portail www.findit.lu:

- en langue française: Collection «Que sais-je?» - www.cairn.info.proxy.bnl.lu/que-sais-je.php et Encyclopédie Universalis - www.universalis-edu.com.proxy.bnl.lu et

- en langue allemande: Munzinger (incl. notamment «Kindler's Literaturlexikon» et «Brockhaus») - www.munzinger.de.proxy.bnl.lu

- en langue anglaise: Credo Reference - <http://www.credoreference.com.proxy.bnl.lu/>

- e-books Springer - www.springerlink.com.proxy.bnl.lu/books.

Question 1768 (24.11.2011) de **M. Félix Braz** (*déi gréng*) concernant le traitement inégal des kinésithérapeutes par la CNS:

Par la convention signée le 13 décembre 1993 entre l'Union des Caisses de Maladie et l'Association Luxembourgeoise des Kinésithérapeutes diplômés la Caisse Nationale de Santé s'engage à ne faire aucune discrimination entre les masseurs-kinésithérapeutes placés sous le régime de la convention et les autres praticiens ou établissements de soins conventionnés, également habilités à dispenser les mêmes actes.

Les membres de l'ALK se plaignent cependant que cet engagement n'est pas tenu alors que les statuts de la Caisse Nationale de Santé créent un déséquilibre en matière de remboursement de la part de la CNS entre les actes prestés par les masseurs et les masseurs-kinésithérapeutes et les actes de kinésithérapie prestés par le Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation (CNRFR) ou dans un service de rééducation gériatrique ou cardiaque d'un hôpital.

En résumé la différence est telle que pour les actes accomplis par un kinésithérapeute dans son cabinet le patient doit contribuer à raison de 30% alors que pour les actes prestés par le Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation (CNRFR) ou dans un service de rééducation gériatrique ou cardiaque d'un hôpital la contribution du patient à hauteur de 30% ne devient effective qu'après deux mois de traitement.

Dans ce contexte, je voudrais poser la question suivante à Monsieur le Ministre:

- Quelles sont les mesures que Monsieur le Ministre entend entreprendre pour remédier à cette situation et dans quel délai?

Réponse (3.1.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

Il convient de distinguer dans ce cas d'espèce deux sortes d'actes:

- en premier lieu les actes effectués par un masseur-kinésithérapeute, qui sont des actes isolés, facturés à l'acte, et

- en second lieu les actes effectués dans le cadre d'un traitement de rééducation fonctionnelle au sein d'un processus bien défini à l'avance et/ou s'exécutant auprès du Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation (CNRFR) ou à l'hôpital.

L'article 55, alinéa 1^{er} des statuts de la CNS précise de façon générale que les actes et services inscrits dans la nomenclature des masseurs et masseurs-kinésithérapeutes sont pris en charge à 100%.

Il en est de même pour les actes de rééducation fonctionnelle effectués au sein du CNRFR ou au sein d'un service de rééducation gériatrique ou cardiaque d'un hôpital qui sont pris en charge dans le cadre de la budgétisation de l'établissement. L'article 55, alinéa 3 des statuts de la CNS précise que les séances délivrées dans le cadre d'un traitement en milieu hospitalier stationnaire sont prises en charge à 100% par la CNS.



L'article 55, alinéa 2 des statuts de la CNS prévoit une dérogation à la prise en charge intégrale pour des actes délimités bien précis, à savoir les actes inscrits aux chapitres 1 - Massage, 2 - Electrothérapie et thérapie, 4 - Rééducation fonctionnelle de l'appareil locomoteur, 7 - Kinésithérapie respiratoire et 9 - Rééducation du plancher pelvien de la nomenclature des kinésithérapeutes qui ne sont pris en charge qu'à raison de 70%, alors que les autres actes suivent la règle générale, à savoir une prise en charge à 100% par la CNS.

Ladite dérogation concerne dès lors des actes qui correspondent à la première catégorie, à savoir les actes effectués de façon isolée et qui ne servent pas à soigner des pathologies plus complexes selon un plan de traitement global et en milieu stationnaire.

Question 1769 (24.11.2011) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la **protection des symboles nationaux**:

En octobre 2011, plusieurs personnes avaient décroché un drapeau luxembourgeois d'un mât devant la Chambre des Députés. Cet incident soulève à nouveau la question de la protection des symboles nationaux, qui, aux termes actuels du Code pénal, ne sont pas spécialement protégés contre de tels actes.

C'est pourquoi je désire poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État:

1) Quelles sont les suites données à l'incident rappelé plus haut? Est-ce qu'une plainte a été déposée contre les personnes qui semblent avoir tenté de voler un drapeau national?

2) Le Gouvernement prévoit-il de proposer à la Chambre des Députés un amendement au Code pénal visant à mieux protéger les symboles nationaux du Grand-Duché de Luxembourg, y compris contre des vols ou tentatives de vols ainsi que contre des comportements irrespectueux voire déshonorants?

Réponse (29.12.2011) de **M. Jean-Claude Juncker**, Premier Ministre, Ministre d'État:

La question de Monsieur le Député fait référence à un incident survenu en octobre 2011, où plusieurs personnes ont décroché un drapeau luxembourgeois d'un mât devant la Chambre des Députés.

Ad 1) L'incident n'a pas eu de suites.

Ad 2) Le Code pénal prévoit dans son article 232bis des peines pour «ceux qui auront fait usage à des fins non autorisées des armoiries de la Maison grand-ducale, de celles de l'État et des communes, du drapeau national, du pavillon de la batellerie et de l'aviation et de l'hymne national, ainsi que de tous écussons, emblèmes et symboles utilisés par les autorités et par les établissements publics».

Le Gouvernement n'entend pas aller plus loin dans la pénalisation de cette matière.

Question 1771 (24.11.2011) de **M. André Bauler** (DP) concernant la **consommation de drogues dans les lycées**:

Il ressort d'un article de presse que des élèves d'un lycée ont dû passer par un test de détection de drogues. Selon les informations diffusées par la presse, les résultats de ce test auraient été alarmants («erschreckend»).

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle fournir des informations au sujet de la situation actuelle concernant la consommation de stupéfiants au sein des lycées?

- Madame la Ministre peut-elle également me renseigner sur l'évolution de la consommation de drogues dans les établissements scolaires au cours des cinq dernières années?

- Est-ce que des contrôles ont été effectués dans d'autres établissements scolaires? Si oui, dans lesquels? Quels sont les résultats de ces contrôles?

Réponse (17.1.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

Toutes les informations dont nous disposons résultent de l'étude HBSC (Health Behaviour in School-Aged Children). Les données luxembourgeoises ont été publiées par le Ministère de la Santé en 1999, 2006 et 2010 en coopération avec mon département. L'analyse des données nationales récoltées en 2010 est en cours. Par

année d'enquête, quelque 7.000 élèves (moyenne des élèves ayant participé aux enquêtes de 1999, 2006 et 2010) du secondaire ont répondu aux questions relatives à la consommation de drogues au cours de leur vie et plus particulièrement durant les douze derniers mois. Les types de substances investiguées étaient le cannabis, l'ecstasy, les opiacés (héroïne), la cocaïne, les amphétamines, LSD, les champignons hallucinogènes, les solvants (colle), les anabolisants et les médicaments utilisés pour se droguer.

On note une dégression de la consommation de ces substances d'environ 7% entre 1999 et 2006. De 2006 à 2010, le prorata des consommateurs reste stable. En 2010, environ 19,59% des élèves ayant participé à l'enquête ont déjà pris une des substances énumérées ci-avant au cours de leur vie et 15,56% des quelque 7.000 élèves participant en ont consommé au cours des douze derniers mois.

Pour 2010, une analyse de la consommation par types de drogues et par âge montre que le cannabis est le plus consommé et que le nombre de consommateurs de ces substances augmente avec l'âge.

On peut constater une baisse significative de cette consommation entre 1999 et 2006 tandis qu'elle ne varie guère entre 2006 et 2010. 7,37% (523 de 7096) des lycéens de 12 à 18 ans affirment en avoir consommé au cours des 30 jours avant l'enquête de 2010; cette proportion est de 11,27% (357 sur 3.168) chez les jeunes de 16 à 18 ans, de 8,78% (306 sur 3.485) chez les garçons et de 6,01% (217 sur 3.611) chez les filles.

Les garçons de 16 à 18 ans sont les plus grands consommateurs, environ trois sur 20 ont consommé du cannabis dans le mois précédant l'enquête et environ 7% (112 sur 1.551) de ces élèves en consomment régulièrement à une fréquence allant d'au moins une fois par semaine à plusieurs fois par jour. Environ 5% (78 sur 1551) de ces jeunes garçons de 16 à 18 ans consomment du cannabis tous les jours ou presque.

Les jeunes ne sont pas soumis à des contrôles réguliers dans nos lycées. Cependant la direction a le droit d'ordonner des contrôles si un élève se présente à l'école dans un état qui présume la consommation d'une substance illicite. Dans les lycées où un test a été effectué, résultats positifs ont été recensés. Dans ces cas, l'école a non seulement pris les mesures disciplinaires qui s'imposent, mais a très souvent recommandé, après un entretien avec l'élève concerné, un traitement thérapeutique. Mon département ne procède pas à une saisie centralisée des contrôles.

Dans la comparaison internationale, le Luxembourg se situe en 2006 au 10^e rang des 39 pays participant à l'étude HBSC, en termes de consommateurs de cannabis au cours des 30 derniers jours, derrière le Canada (plus gros consommateur) et la France. La tendance générale au Luxembourg est à la réduction du nombre de jeunes consommateurs.

Question 1773 (26.11.2011) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant la **journée de la Commémoration Nationale**:

Jedes Jahr wird die „Journée de la Commémoration Nationale“ begangen. Es gibt eine ganze Reihe Veranstaltungen, in denen mittlerweile Bräuche und Riten gepflegt werden.

So wird sich an vielen Monumenten versammelt und vor den Opfern von Kriegen, Unrecht und Gewalt verneigt. Allerdings wird die Zahl der lebenden Opfer des letzten Krieges immer kleiner und ihre Anwesenheit bei solchen nationalen und lokalen Gedenkveranstaltungen nimmt ab.

Dabei fällt allerdings auf, dass nicht in allen Ortschaften des Landes solche Monumente vorhanden sind und bei vorhandenen Monumenten oft nur ganz allgemeine Inschriften vorgenommen wurden.

Dabei könnte sich unser Land, das sicherlich gut daran täte, die Lehren des Krieges und der Gewalt an unsere jüngeren Generationen weiterzuvermitteln, einen Dienst erweisen, die Opfer dadurch zu ehren und das Andenken an ihr Leiden wachzuhalten, indem eine systematische Auflistung der Namen mit Geburts- und Todesdaten an diesen Monumenten vorgenommen würde, so wie das bereits in einigen Orten des Landes besteht.

Fragen:

1) In welchem Maße will die Regierung in naher Zukunft eine solche Initiative nehmen?

2) Denkt die Regierung nicht auch, dass das Nachkriegs-Luxemburg nicht anders kann als jenen, die für die Freiheit des Landes ihr Leben

gegeben haben, Ehre und Andenken zu gebühren, und die bleibende Ehrung durch die Veröffentlichung der Namen an den Monumenten geschehen müsste?

3) Denkt die Regierung nicht auch, dass alle Gemeinden sich dieser Pflicht stellen müssten?

4) Denkt die Regierung nicht auch, dass ein virtuelles nationales „Memorial-Monument aux Morts“ im Internet geschaffen werden müsste, in dem unter anderem die Liste der Gefallenen, Opfer der Weltkriege, der Zwangsrekrutierten sowie Zwangsverpflichteten veröffentlicht würden?

Réponse (2.1.2012) de **M. Jean-Claude Juncker**, Premier Ministre, Ministre d'État:

In seiner parlamentarischen Anfrage geht der Abgeordnete auf die „Monuments aux Morts“ ein, die in zahlreichen Ortschaften stehen, und wundert sich, dass solche Monumente nicht in jeder Ortschaft zu finden sind und dass die Inschrift oft sehr generell gehalten ist. Er schlägt vor, die Namen, Geburts- und Todestage der Opfer hinzuzufügen.

Ich möchte den Abgeordneten darauf hinweisen, dass das Errichten solcher Monumente nach dem Zweiten Weltkrieg auf die Initiative der Gemeinden zurückging. Die Regierung ist nur für nationale Monumente zuständig, wie etwa das „Monument national de la Grève“ in Wiltz, das „Monument national de la Déportation“ (Hinzerter Kräiz), das „Monument national de la Solidarité“ (Kanounenhiwwel) und das „Monument du Souvenir“ (Gëlle Fra), das den militärischen Opfern der beiden Weltkriege und des Korea-Krieges gewidmet ist.

Weitere Informationen zu diesen Gedenkstätten kann man auf der gemeinsamen Internetseite der „Centres de Documentation et de Recherche sur la Résistance et sur l'Enrôlement forcé“ finden: www.secondeguerremondiale.public.lu.

Wenn Monumente, die den Namen, die Geburts- und die Sterbedaten der „morts pour la patrie“ tragen, wohl konkreter an die von diesen Personen erbrachten Opfer erinnern, so kann die vom Abgeordneten gewünschte Initiative nicht von der Regierung ausgehen. Die Regierung kann höchstens die Gemeinden aufrufen, diese Angaben den Monumenten hinzuzufügen.

Ich möchte aber darauf aufmerksam machen, dass dies für kleinere Gemeinden sicherlich kein Problem darstellen würde; andere Gemeinden, und vor allem die Stadt Luxemburg, sähen sich hingegen vor größere materielle Probleme gestellt.

Wenn Gemeinden sich dazu entschließen wollten, dies zu tun, so wäre es angebracht, sich von den „Centres de Documentation et de Recherche sur la Résistance et sur l'Enrôlement forcé“ beraten zu lassen.

Ich möchte den Abgeordneten des Weiteren darüber informieren, dass die Regierung seit 2008 mit den Gemeinden in Kontakt steht, um eine Datei der Gedenkstätten im Land zu erstellen. Die Monumente, von denen der Abgeordnete spricht, werden in dieser Datei auch aufgeführt. Die meisten Gemeinden gedenken sich an diesem wichtigen Projekt zu beteiligen. Zu diesem Projekt gehört auch, dass die Namen der Opfer des Zweiten Weltkrieges erfasst werden. Die können dann auf der Internetseite www.secondeguerremondiale.public.lu eingesehen werden.

Ich möchte den Abgeordneten auch noch darauf hinweisen, dass 1961, auf Initiative des damaligen Innenministers Pierre Grégoire, der während des Krieges selbst deportiert wurde, eine Arbeitsgruppe eingesetzt wurde, die die Personen ermittelte, denen man den Titel „mort pour la patrie“ zuerkennen könnte. 1971 wurde ein „Goldenes Buch der luxemburgischen Opfer des Krieges 1940-1945“ veröffentlicht. Dieses Buch wurde allen Gemeinden zugeschickt und war auch im Handel erhältlich. Darin sind 4.400 Personen aufgezählt, denen man den Titel „mort pour la patrie“ zuerkannt hat. Diese Namen werden selbstverständlich auch auf der genannten Internetseite veröffentlicht werden.

Schließlich möchte ich in Bezug auf die Erinnerungsarbeit betreffend die Opfer des Zweiten Weltkrieges darauf hinweisen, dass die Regierung die beiden oben genannten Dokumentations- und Forschungszentren geschaffen hat. Des Weiteren wird seit 1946 der Nationale Gedenktag begangen, und die Regierung unterstützt pädagogische Projekte sowie Forschungsprojekte zu diesem Thema.

Question 1774 (28.11.2011) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant la **réforme du système de pensions**:

Die neue Pensionsreform soll in Kürze vorgestellt werden. Das Pensionsalter soll angehoben werden oder das Rentengeld soll dementsprechend gekürzt werden, aber es bleiben sicherlich noch etliche Punkte zu klären.

So zum Beispiel die Schichtarbeiter, die ihr ganzes Leben bis zur Rente regelmäßige Nachtarbeit geleistet haben. Bekannt ist, dass ein über 50-jähriger Nachtschichtarbeiter an Schlafstörungen leidet und durch die unregelmäßigen Arbeitszeiten gesundheitliche Probleme entstehen, so dass die Leistungsgrenze nicht überschritten werden darf, ohne späterhin Unannehmlichkeiten im Gesundheitsbereich zu spüren.

Ein anderes Beispiel sind die Ärzte, die ein Wochenpensum von 60 bis zu 80 Stunden haben und somit kumulativ mehr als 40 Jahre (im Vergleich zum 8-Stunden-Tag 5 Tage/Woche/40 Jahre) gearbeitet haben. Bei 30 Arbeitsjahren haben sie so viele Arbeitsstunden wie der sogenannte Normalarbeiter. Nun soll im Gesetztext die Studienzeit nicht mehr integral als theoretische Arbeitszeit angerechnet werden.

Fragen:

1) Was wird spezifisch für die Nachtschichtarbeiter unternommen? Müssen sie weiterhin bei einer verlängerten Arbeitszeit Nachtschicht arbeiten?

2) Was geschieht mit den Ärzten, die schon vor den obligatorischen 40 Jahren das Stundenpensum voll erfüllt haben? Wird hier die Studienzeit nicht mehr angerechnet, was eine logische Kompensation darstellen würde?

3) Gibt es noch andere spezifische Ausnahmefälle?

Réponse (17.1.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo**, Ministre de la Sécurité sociale:

An den Pensionsanrechtsbedingungen der Schichtarbeiter wird nichts verändert werden. Auch in Zukunft werden diese nach 20 Jahren Schichtarbeit mit 57 Jahren in den Vorruhestand treten können, wenn sie mit 60 Jahren eine Versicherungszeit von 40 Jahren vorweisen können.

In der Pensionsversicherung gibt es kein Stundenpensum, auch nicht für Ärzte. Versicherungszeiten werden in Jahren, Monaten bzw. Tagen in Rechnung gestellt. In der Regel hat in diesem Sinne ein Arbeitsmonat 173 Stunden, ein Jahr maximal 12 Monate. Ab 64 Stunden monatlich wird ein voller Monat Versicherungszeit zuerkannt.

Studienzeiten werden auch in Zukunft angerechnet werden.

Die Logik des ehrenwerten Abgeordneten Colombera, dass „die Nichtanrechnung der Studienzeit eine logische Kompensation für ein höheres Stundenpensum darstellen würde“, ist für mich nicht nachvollziehbar. Die Anrechnung von Studienzeiten steht in keinem Zusammenhang zu den geleisteten respektive angerechneten Arbeitszeiten, welche gemäß Artikel 171 des Sozialgesetzbuches sowohl als Versicherungszeiten als auch was die Höhe der Pension angeht, angerechnet werden. Studienzeiten hingegen werden gemäß Artikel 172 des Sozialgesetzbuches nur zu den Versicherungszeiten hinzugerechnet.

Man kann, was die Ärzte angeht, in diesem Zusammenhang eigentlich nicht von Ausnahmefällen sprechen. Sie haben wie alle Arbeitnehmer das Recht, mehr als die gesetzliche Wochenarbeitszeit zu arbeiten, ohne dass dies sich jedoch positiv auf die für die Pension angerechneten Zeiten auswirken würde.

Question 1775 (28.11.2011) de **Mme Lydie Polfer** (DP) concernant la **réforme éventuelle des traités européens**:

Dans une récente lettre ouverte à la Chancelière allemande le Ministre des Affaires étrangères a fait un plaidoyer contre l'intention de cette dernière de procéder à une réforme des traités européens pour renforcer la discipline budgétaire dans la zone euro.

Le Ministre des Finances a cependant soutenu la Chancelière dans sa démarche lors de son intervention à l'occasion de la treizième journée de l'assurance.

Aussi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État:

- Monsieur le Premier Ministre a-t-il connaissance des faits relatés ci-dessus?

- Dans l'affirmative, peut-il m'éclairer sur la position du Gouvernement luxembourgeois au sujet d'une éventuelle réforme du Pacte de stabilité et donc des traités européens dans le cadre des efforts entrepris pour résoudre la crise de la dette?

Réponse (2.1.2012) de **M. Jean-Claude Juncker**, Premier Ministre, Ministre d'État:

Madame la Députée fait référence à la récente lettre ouverte de la part de Monsieur le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères à l'attention de Madame la Chancelière allemande, ainsi qu'à l'intervention de Monsieur le Ministre des Finances à l'occasion de la treizième journée de l'assurance.

Quant à la première question de Madame la Députée, ma réponse est affirmative.

Pour ce qui concerne la position du Gouvernement sur la réforme du Pacte de stabilité et de croissance dans le cadre des efforts entrepris pour résoudre la crise de la dette, je vous renvoie à la déclaration des chefs d'État ou de Gouvernement de la zone euro du 9 décembre 2011.

Les chefs d'État ou de Gouvernement de la zone euro ont convenu que «les règles régissant la procédure pour déficit excessif (article 126 du TFUE) seront renforcées dans les États membres de la zone euro. Dès que la Commission aura établi qu'un État membre enfreint la règle du plafond des 3%, il y aura des conséquences automatiques, à moins que les États membres de la zone euro ne s'y opposent à la majorité qualifiée. Des mesures et des sanctions, proposées ou recommandées par la Commission, seront adoptées, à moins que les États membres de la zone euro ne s'y opposent à la majorité qualifiée...».

Le Gouvernement se félicite du fait que l'usage de la procédure de vote à la majorité qualifiée inversée a pu être étendu à la partie préventive du Pacte de stabilité et de croissance. Ceci représente une position que le Gouvernement a déjà défendue en 2010/2011 au niveau de la dite «Task Force Van Rompuy» et lors des négociations subséquentes sur la réforme du Pacte de stabilité. Cette règle de vote permettra de renforcer le respect des règles en matière de surveillance budgétaire et macro-économique au sein de l'Union, et dans la zone euro en particulier.

Le Gouvernement aurait préféré une solution soit à traité constant soit dans le cadre des traités existants. Compte tenu des circonstances, il s'est cependant rallié aux 16 autres États membres dont la monnaie est l'euro, et auxquels s'ajouteront un nombre significatif d'autres États membres, pour décider d'adopter un accord international d'ici le mois de mars 2012. L'objectif demeure d'intégrer les nouvelles dispositions dans les traités de l'Union le plus rapidement possible.

Question 1777 (29.11.2011) de **M. Camille Gira** (*déi gréng*) concernant la **publication électronique «de Finanzbuet» pour le secteur communal:**

«de Finanzbuet» est une publication électronique du Ministère de l'Intérieur en relation avec les aspects des finances communales. Dans l'éditorial du n°1 de novembre 2007 Monsieur le Ministre avait annoncé: Afin d'améliorer la communication et de donner plus de visibilité aux différents sujets concernant les finances des communes, la direction des finances communales publiera dorénavant toutes les informations, analyses et commentaires sous forme de dossiers thématiques dans sa nouvelle publication électronique, le bulletin d'information «de Finanzbuet».

Jusqu'à présent les trois éditions suivantes sont sorties:

- Novembre 2007: de Finanzbuet n° 1 - Les finances communales dans le budget de l'État 2008

- Décembre 2008: de Finanzbuet n°2 - Le fonctionnement de l'impôt foncier

- Janvier 2010: de Finanzbuet n°3 - Le recours à l'emprunt par le secteur communal

Estimant que ces trois publications électroniques représentent une vraie aide pour les édiles communaux, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Est-ce que Monsieur le Ministre prévoit de

continuer à faire usage de cette forme de publication électronique pour le secteur communal?

- Si oui, ne serait-il pas utile de traiter d'autres thèmes en relation avec les finances communales (p. ex. les principales recettes communales, le calcul des recettes de l'ICC et sa répartition aux communes, les taxes communales) et d'augmenter la cadence de parution de cet instrument d'information?

Réponse (10.1.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

À la question parlementaire n°1777 du 29 novembre 2011 de Monsieur le Député Camille Gira, j'ai l'honneur de répondre ce qui suit:

Le Ministère de l'Intérieur entend poursuivre la voie entamée par le «Finanzbuet» pour informer les communes sur des sujets spécifiques lorsque l'occasion se présente. Il n'y a pas de cadence prescrite pour la parution d'un Finanzbuet.

En ce qui concerne la proposition de «thèmes en relation avec les finances communales (p. ex. les principales recettes communales, le calcul des recettes de l'ICC et sa répartition aux communes, les taxes communales)», je voudrais relever que le Ministère de l'Intérieur publie régulièrement sur son site Internet la ventilation aux communes des recettes de l'ICC (impôt commercial communal) et du FCDF (fonds communal de dotation financière). En ce qui concerne le modèle de financement des communes dans son ensemble, je me permets de signaler que pour le moment le Ministère de l'Intérieur, ensemble avec le Syvicol et l'INAP, procède à des conférences régionales animées par des spécialistes et qui s'adressent à tous les élus locaux.

Ce cycle de formation pour élus locaux à huit modules connaît un grand succès et une extrême fréquentation. Les conférenciers sont des spécialistes dans les différents domaines qui concernent plus particulièrement les communes tels que la législation communale, les finances communales, l'aménagement communal et le développement urbain,...

Normalement pour chacune de ces conférences il existe un support papier qui est distribué à l'assistance le jour même du cours et qui en plus peut être consulté sur le site Internet www.fonction-publique.public.lu.

Question 1778 (30.11.2011) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les **demandeurs de protection internationale en provenance de «pays d'origine sûrs»:**

Selon les chiffres fournis par le Ministère de l'Immigration, le nombre de personnes ayant demandé une protection internationale entre janvier et octobre 2011, en provenance de «pays d'origine sûrs» suivant le règlement grand-ducal du 21 décembre 2007 (complété par le règlement grand-ducal du 1^{er} avril 2011 pour la république de Serbie) est le suivant:

- République de Serbie:	765 personnes
- Ancienne République yougoslave de Macédoine:	380 personnes
- République du Monténégro:	69 personnes
- République de Bosnie-et-Herzégovine:	45 personnes

Le 9 juin 2011, la Chambre a adopté les modifications nécessaires afin de permettre l'application de la «procédure accélérée» prévue dans les législations sur la libre circulation des personnes respectivement relative au droit d'asile et à ses formes complémentaires de protection.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et à Monsieur le Ministre de la Justice:

1) Combien de demandes de personnes ayant demandé une protection internationale, originaires de «pays d'origine sûrs», ont été traitées selon la procédure accélérée?

2) Combien de décisions ont été prises par le Ministre, et quelles ont été ces décisions (acceptation, refus...)?

3) Combien de ces décisions ont été prises «au plus tard dans un délai de deux mois»?

4) Quelles sont, le cas échéant, les raisons pour lesquelles ces décisions n'ont pas été prises dans le délai légal?

5) Combien de recours en réformation ont été formulés devant le Tribunal administratif?

6) Combien d'arrêts, dans le cadre de la procédure accélérée, ont été rendus par le Tribunal administratif? Combien de décisions prises par le Ministre ont été acceptées ou réformées?

7) Le Tribunal administratif statue-t-il dans le délai de deux mois prévu dans la législation? Dans le cas contraire, quels sont les motifs invoqués pour le non-respect de ce délai?

8) Combien de décisions définitives ont été prises et avec quel effet?

9) Combien de personnes déboutées à la suite de la procédure accélérée ont effectivement été rapatriées vers leur pays d'origine?

10) Dans le cas où, pour certaines personnes ayant demandé une protection internationale, originaires de «pays d'origine sûrs», la procédure accélérée ne serait pas appliquée, Monsieur le Ministre de l'Immigration peut-il en fournir les raisons?

Messieurs les Ministres peuvent-ils, dans la mesure du possible, ventiler leurs réponses en fonction des pays d'origine des personnes concernées.

Réponse commune (12.1.2012) de **M. François Biltgen**, Ministre de la Justice, et de **M. Nicolas Schmit**, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:

Aux différents aspects que comprend la question parlementaire, les membres du Gouvernement sollicités répondent comme suit:

1) En nous limitant aux demandes déposées par des personnes originaires des pays mentionnés par l'honorable Député, à savoir la République de Serbie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, la République du Monténégro et la République de Bosnie-et-Herzégovine, nous aimerions informer l'honorable Député qu'une cinquantaine de décisions ont été prises sur base de l'article 20, paragraphe 1. de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection.

Il convient de rappeler que le recours à la procédure accélérée avait été suspendu entre le 5 février 2010 et le 28 juillet 2011 suite à l'introduction par le Tribunal administratif d'une demande de décision préjudicielle auprès de la Cour de Justice de l'Union européenne. La question préjudicielle a porté sur l'interprétation de l'article 39 de la directive 2005/85/CE du Conseil du 1^{er} décembre 2005 relative à des normes minimales concernant la procédure d'octroi et de retrait du statut de réfugié dans les États membres. Cet article dispose que les États membres font en sorte que les demandeurs d'asile disposent d'un droit à un recours effectif devant une juridiction. Cependant, la loi du 5 mai 2006 a abrogé ce recours dans le cadre d'une procédure accélérée.

En attendant l'arrêt de la Cour, la prédite loi a intégré une possibilité de recours contre la décision du Ministre de statuer sur le bien-fondé de la demande de protection internationale dans le cadre d'une procédure accélérée.

2) Les décisions suivantes ont été prises en 2011:

	Jan	Fév	Mar	Avr	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Nov	Déc	Total
Octroi du statut de réfugié	3	10	5	3	6	2	1		1	5	5		41
Octroi du statut conféré par la protection subsidiaire	2	5			1				1				9
Refus de la protection internationale	33	41	89	111	69	11	7	47	49	90	74		621
Renoncations et retraits implicites	9	9	35	69	26	26	2	21	14	36	61		308
Incompétence	11	15	17	28	14	16	7	8	39	29	24		208
Irrecevabilité	5	1	4	5	1	1	2		7	9	3		38
Décisions prises	63	81	150	216	117	56	19	76	111	169	167		1.225

3) Comme mentionné ci-dessus, une cinquantaine de décisions ont été prises dans le délai de deux mois selon la procédure accélérée prévue à l'article 20 de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection.

4) Au cours de l'année en cours, le Service des réfugiés de la direction de l'Immigration du Ministère des Affaires étrangères a fait face à un afflux massif de demandeurs de protection internationale. Ainsi, entre le 1^{er} janvier et le 30 novembre 2011, 1.986 personnes ont déposé

une demande de protection internationale au Luxembourg, dont la grande majorité est originaire des pays des Balkans de l'Ouest. Étant donné que le service en charge du traitement des demandes d'asile n'était, faute de moyens, plus en mesure d'accueillir ce grand nombre de personnes, le Gouvernement en Conseil, en sa séance du 14 septembre 2011, a approuvé l'engagement, moyennant contrat à durée déterminée, de quatre employés de la carrière S et de deux employés de la carrière D. La procédure de recrutement est actuellement encore en cours.

D'autre part, ce n'est qu'en septembre 2011 que la décision définitive fut prise de traiter sans exception tous les dossiers de personnes en provenance d'un pays d'origine sûr de manière accélérée, telle que prévue par l'article 20 de la loi du 5 mai 2006 susmentionnée.

5) 29 recours ont été déposés au greffe du Tribunal administratif au cours de la période allant du 9 juin 2011 au 12 décembre 2011.

6) Sept jugements ont été prononcés durant cette même période dont six jugements déclarant les demandes non justifiées et déboutant les demandeurs et un jugement prononçant la radiation de l'affaire.

7) Le Tribunal administratif a statué dans le délai de deux mois dans tous les cas.

8) Cette question semble identique à la question 6.

9) Les statistiques disponibles sur les rapatriements ne révèlent pas si la demande de protection internationale fut prise en procédure accélérée. La seule distinction qui est faite est celle entre un retour volontaire ou un retour forcé. Jusqu'au 30 novembre, 413 personnes ont été rapatriées dans leur pays d'origine.

10) Étant donné qu'un grand nombre des demandeurs de protection internationale invoquent des problèmes de discrimination en raison de leur appartenance ethnique, la procédure accélérée n'est appliquée que dans les cas où les motifs invoqués par les demandeurs ne constituent manifestement pas un des motifs visés par la convention relative au statut des réfugiés. Cela est notamment le cas pour des raisons d'ordre purement économique ou financier ou encore d'ordre médical.

Question 1779 (30.11.2011) de **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*) concernant la **formation du personnel soignant dans le contexte de la loi de 2009 sur l'euthanasie et le suicide assisté:**

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 16 mars 2009 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide, le personnel soignant des hôpitaux se voit confronté à une nouvelle tâche: celle d'accompagner des personnes ayant formulé la demande de faire appel à une euthanasie ou à une assistance au suicide.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce qu'actuellement la formation initiale et la formation continue du personnel soignant le préparent suffisamment à sa nouvelle tâche?
- Dans la négative, comment Monsieur le Ministre entend-il remédier à cette situation?

Réponse (12.1.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo**, Ministre de la Santé:

La loi du 19 mars 2009 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide a institué un cadre légal

strict dans lequel un médecin peut procéder à une euthanasie à la demande expresse et volontaire d'un patient qui, suite à une maladie grave et incurable, fait état de souffrances physiques ou psychiques insupportables.

Selon l'article 1^{er} de la prédite loi, l'euthanasie est un acte pratiqué par un médecin. Le personnel soignant n'intervient pas lors de cet acte, ce qui le différencie des soins palliatifs qui sont des soins actifs, continus et coordonnés, pratiqués par une équipe pluridisciplinaire dont fait partie le personnel soignant.

Il arrive néanmoins que le personnel soignant des hôpitaux ou des maisons de soins soit confronté à des personnes en fin de vie qui sont atteintes d'une maladie grave et incurable et qui ont éventuellement formulé leur souhait de faire appel à une euthanasie.

Afin de discuter les questions juridiques, éthiques et psychologiques qui peuvent se poser dans le cadre d'une décision d'euthanasie prise par un patient, la formation initiale d'infirmier ainsi que d'aide-soignant dispensée au Lycée technique pour professions de santé aborde le sujet de l'euthanasie non pas dans un cours consacré à cette seule problématique mais dans plusieurs cours, dont notamment le cours de «connaissance du monde professionnel», «soins palliatifs et oncologie» ainsi que «postclinique» (ce dernier étant un cours d'exploitation en groupe de situations cliniques rencontrées).

En ce qui concerne la formation professionnelle continue du personnel soignant, je voudrais informer l'honorable Députée que le Centre de formation professionnelle continue (CFPC) Dr Robert Widong a.s.b.l. dispense une formation intitulée «Accompagnement des patients en fin de vie» qui a trait aux étapes psychologiques de la fin de vie et aux peurs essentielles liées à la mort sans néanmoins aborder directement la problématique de l'euthanasie. Les objectifs détaillés de cette formation peuvent être consultés sur le site Internet du CFPC Dr Robert Widong (<http://www.widong.lu>).

L'a.s.b.l. Omega 90 dispense au personnel soignant des formations professionnelles principalement axées sur les soins palliatifs. Au cours de ces formations les formateurs de ladite a.s.b.l. discutent également les différences dans l'application de la loi du 16 mars 2009 relative aux soins palliatifs, à la directive anticipée et à l'accompagnement en fin de vie par rapport à la loi du 16 mars 2009 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide.

Par ailleurs, suite à l'entrée en vigueur de la loi du 16 mars 2009 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide, j'ai fait éditer, ensemble avec les partenaires du terrain, une brochure intitulée «L'euthanasie et l'assistance au suicide: 25 questions, 25 réponses». Sans pouvoir être exhaustive, cette brochure, qui est disponible en quatre langues différentes, s'efforce de donner des explications sous forme de questions-réponses concernant les dispositions de la prédite loi. Ladite brochure peut être consultée et téléchargée sur le portail santé (<http://www.sante.public.lu>).

J'estime dès lors que le personnel soignant dispose de tous les outils d'informations permettant de le guider en matière d'euthanasie.

Question 1780 (30.11.2011) de **MM. André Bauler et Eugène Berger** (DP) concernant les **feuilleilles et dépistages de drogues dans le milieu scolaire**:

Nous venons d'apprendre que la direction du Lycée technique Agricole (LTA) aurait par le passé régulièrement soumis des classes entières à des tests de drogue. Ces tests auraient été effectués par les responsables des établissements scolaires sans en avertir à l'avance les parents des élèves concernés. Par ailleurs, la Police grand-ducale aurait procédé à une fouille dans les locaux de cet établissement scolaire avec des chiens antidrogue. La direction du lycée a justifié ces démarches en arguant que la consommation de drogues représenterait un risque de sécurité accru, notamment lors du maniement d'outils de travail.

Au vu de l'insécurité tant juridique que matérielle qui persiste dans ce cas précis, nous souhaiterions poser les questions urgentes suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle nous informer sur les responsabilités engagées lors d'un accident à l'école imputé à un élève sous l'effet de drogues?

- Plus précisément, Madame la Ministre peut-elle nous renseigner sur les responsabilités des enseignants lors d'un accident?

- Madame la Ministre peut-elle nous informer sur le cadre légal dans lequel s'effectuent de telles fouilles ou des dépistages de drogues dans le milieu scolaire?

- Madame la Ministre peut-elle nous dire quelles sont les personnes habilitées à mettre en œuvre ces mesures?

- Madame la Ministre peut-elle nous informer si les tests de drogues sont à considérer comme des mesures à caractère contraignant auxquelles les élèves doivent répondre?

- Dans l'affirmative, Madame la Ministre peut-elle nous informer sur les conséquences que risquent d'encourir les élèves en cas de refus de tels tests?

- Madame la Ministre peut-elle nous informer si les parents des élèves mineurs doivent être informés avant que les tests ne soient exécutés et s'ils peuvent le cas échéant s'y opposer?

Réponse (23.12.2011) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

1. L'élève majeur causant un accident à l'école, sous l'emprise de drogues, engage sa propre responsabilité pénale et civile. S'il s'agit d'un élève mineur, la responsabilité civile de ses parents sera mise en cause. Dans les deux cas, la responsabilité civile de l'établissement d'enseignement que fréquente le jeune pourra également être mise en cause.

2. Les enseignants ont le devoir de surveiller les élèves sous leur garde, pendant leur séjour à l'école ou tout autre lieu d'enseignement. Tout élève soupçonné être sous l'emprise de stupéfiants, devra être écarté de la classe. Ses parents sont informés par la direction du lycée, conformément à l'article 24 du règlement d'ordre intérieur et de discipline des lycées.

En vertu de l'article 5 de la loi du 1^{er} septembre 1988 relative à la responsabilité civile de l'État, l'établissement d'enseignement, et non l'enseignant personnellement, devra répondre civilement du dommage causé par ses élèves pendant le temps qu'ils sont sous la surveillance des enseignants, à l'intérieur ou à l'extérieur de l'établissement.

3. À part les dispositions en matière de combat contre la présence, la consommation et le trafic de drogues à l'école (e. a. la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie), s'appliquent également les dispositions de la loi du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques (notamment le chapitre 11) ainsi que le règlement grand-ducal modifié du 23 décembre 2004 relatif à l'ordre intérieur et la discipline dans les lycées.

4. Les personnes habilitées à mettre en œuvre les mesures de lutte antistupéfiante à l'école sont, en dehors de la direction et du personnel enseignant des lycées, les membres de la force publique mandatés à cet effet.

5. Les tests de dépistage de drogues effectués au LTA sont à considérer comme des mesures à caractère contraignant auxquelles les élèves doivent se soumettre. En effet, les élèves concernés devraient s'exercer à des travaux potentiellement dangereux dans les forêts en maniant des tronçonneuses, ce qui exigeait qu'ils soient en parfaite condition physique et mentale. Une information préalable des parents des élèves mineurs n'est pas requise, vu l'urgence due au risque de sécurité présent.

Question 1781 (30.11.2011) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant l'**abus de la carte d'identification de la sécurité sociale**:

Selon mes informations, de plus en plus de médecins et d'établissements hospitaliers se verraient confrontés à un abus de la carte d'identification de la sécurité sociale. En effet, l'actuelle carte ne permet pas d'identifier le détenteur autrement que par son nom en l'absence d'une photographie. Ainsi, il serait abusé des prestations de la Caisse Nationale de Santé (CNS) par des personnes affiliées qui donneraient leur carte d'identification à des personnes non affiliées.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, comment Monsieur le Ministre entend-il remédier à la situation?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il l'introduction d'une carte d'identification avec une photographie du détenteur?

Réponse (10.1.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

L'article 9 des statuts de la CNS définit les obligations de l'assuré en relation avec l'utilisation de la carte d'assuré ainsi que les sanctions qu'il risque d'encourir en cas d'utilisation abusive. Il statue en outre que «Les prestataires de soins et les fournisseurs sont en droit d'exiger la présentation d'un titre d'identité du porteur de la carte lorsque celui-ci ne leur est pas personnellement connu.»

Les conventions conclues entre la CNS et les différents groupements de prestataires (kinésithérapeutes, infirmiers, laboratoires privés,...) prévoient le droit respectivement l'obligation pour le prestataire de vérifier tant la qualité d'assuré au moyen de la carte que la concordance entre le patient et le détenteur de la carte d'assuré.

Les conventions conclues avec le corps médical (médecins et médecins-dentistes) prévoient non seulement l'obligation pour le prestataire de contrôler la détention d'une carte d'assuré et l'identité de la personne qu'il a en face de lui en ayant recours à la carte d'identité, mais disposent par ailleurs que le prestataire garantit qu'il a effectué ce contrôle. La convention déduit même une présomption du contrôle de concordance du fait que le prestataire doit reporter le numéro matricule figurant sur la carte d'assuré sur les documents à l'attention de la CNS ou d'une caisse de maladie. Comme la carte d'identité est munie d'une photographie, un contrôle d'identité peut se faire sans problèmes.

L'éventail des dispositions permettant d'éviter les manœuvres frauduleuses décrites par l'honorable Député prévu par les textes conventionnels et statutaires est donc assez étendu et ce n'est que dans les cas où les prestataires de soins ou de services ne procèdent pas aux contrôles d'identité prévus par les statuts et les conventions que les manipulations frauduleuses des cartes d'assuré deviennent possibles.

La constatation d'un nombre croissant de tentatives de fraude dans le secteur hospitalier et médical mise en exergue par l'honorable Député dans sa question parlementaire, montre qu'il est tout à fait possible de détecter les fraudeurs, si les contrôles d'identité sont réalisés en bonne et due forme.

Il faut toutefois constater que lorsque les procédures prévues au niveau des relations entre le prestataire et l'assuré ne sont pas appliquées, la CNS n'est pas en mesure de prendre connaissance systématiquement des tentatives de fraude réussies. En effet, ce n'est que sur base de la manifestation d'un assuré qui constate qu'on lui rembourse des actes et services dont il n'a pas bénéficié que les cas de fraude quand-même assez rares qui aboutissent se font connaître auprès des caisses de maladie.

L'introduction d'une carte d'assuré munie d'une photographie pourrait d'un côté faciliter le contrôle de l'identité de l'utilisateur de la carte d'assuré, mais d'un autre côté les obligations actuelles de contrôle d'identité de l'utilisateur de la carte avec sa carte d'identité permettent tout autant de vérifier l'identité de l'utilisateur de la carte d'assuré sans que pour autant il soit nécessaire de remplacer toutes les cartes d'assurés.

Question 1783 (1.12.2011) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la **dénomination du Centre de rétention**:

Den „Centre de rétention“ ass op der Plaz vum fréieren „Gréivelscheierhaff“ gebaut ginn. Fir de Sandweiler Geschichtsveräin gehéieren d'Flouernimm an d'Hausnimm zum Lëtzebuerger Patrimoine. Duerfir huet de Veräin proposéiert, dem Centre de rétention den Numm vum fréieren Haff ze ginn.

An dësem Kontext géif ech dem Här Minister fir Immigratioun gären dës Froe stellen:

1) Ass den Här Minister bereet, dem Centre de rétention den Numm „Gréivelscheierhaff“ ze ginn?

2) Wann neen, firwat net?

Réponse (12.1.2012) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Monsieur Fernand Kartheiser au sujet de la dénomination du Centre de rétention, je donne à considérer que les services techniques de la commune de Sandweiler ont informé l'administration du Centre de rétention de ce que son adresse officielle, arrêtée de longue date, était celle de 10 beim Haff, L-1751 Findel. Je tiens également à rappeler qu'en vertu de sa loi organique du 28 mai 2009, la

dénomination officielle de l'établissement dont question est celle de «Centre de rétention». Je ne vois donc pas la plus-value de compléter la dénomination officielle par l'adjonction d'un lieu-dit par ailleurs imprononçable par la plupart des personnes qui seront hébergées au Centre et qui auraient d'ailleurs bien du mal à épeler «Gréivelscheierhaff» à leurs visiteurs potentiels.

Question 1784 (2.12.2011) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les **activités parascolaires**:

Laut mengen Informatiounen ginn an enger Privatschoul Aktivitéite no der Schoul proposéiert („Garderie“) fir Kanner vu véier bis zwielef Joer. Dës Betreuung betrëfft de ganze parascolaire Beraich: Aktivitéite mat de Kanner, Bastelen, a.s.w. De Problem besteet doran, dass eng Léierpersoun eleng e Grupp vu 15 bis 25 Kanner muss betreiwen. Eng Equipe bekëmmert sech ëm 25 bis 30 Kanner.

An dësem Kontext hunn ech dës Froen un d'Madame Minister fir d'Éducation an un d'Madame Minister fir d'Famill:

1) Gëtt et Normen, zum Beispill wat d'Gréisst vun enger Grupp betrëfft, déi och fir parascolaire Aktivitéite gëllen, déi am Kader vun enger Schoul ausserhalb vun den normale Schoulstonnen organiséiert ginn?

2) Wa jo, wéi vill Kanner dierf eng Persoun betreiwen? Wéi ass d'Norm, wann e Grupp Kanner gläichzäiteg vun e puer Persoun betreit gëtt?

3) Gëllen dës Normen och fir Privatschoulen?

4) Wa jo, wie préift ob dës Normen och vu Privatschoulen agehale ginn?

Réponse commune (11.1.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*, et de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

D'Relatioun tëschent dem Éducationnsministère an de Privatschoulen ass duerch d'Gesetz vum 13. Juni 2003 geregelt. Dat Gesetz gesäit all d'Modalitéiten a Konditiounen vir, déi musse respektéiert sinn, fir vum zoustännege Minister d'Autorisatioun ze kréien, fir en Enseignement ze dispenséieren. Dës Dispositiounen bezéie sech ënner anerem op déi noutwendeg Qualifikatioun vum Schoulpersonal, op de Programm, deen enseignéiert gëtt, op d'Infrastrukturen, d'Horairen, d'Kritäre vun Admissioun a Promotioun.

Am Artikel 17. Punkt b) vum Gesetz vum 13. Juni 2003 gëtt dës Weidere preziséiert:

«L'établissement d'enseignement privé sous régime contractuel bénéficiant d'une contribution de l'État doit:

b) avoir pour seul but des activités d'enseignement et de formation.»

D'Gesetz vum 13. Juni 2003 bezitt sech also just op de schoulesche Beraich; et enthält keng Dispositiounen, déi eng eventuell Offer vu périscolairen Aktivitéiten uginn. Wat den Enseignement ugeet, ass an de Privatschoulen, wéi och an der öffentlecher Schoul, keen „Taux d'encadrement“ en tant que tel virgessinn.

Èmmer méi Aktivitéiten, déi ausserhalb vun de reguläre Schoulzäiten ugebuede ginn, falen haut an de Betreibungsberaich vun de „Maisons relais pour enfants“ oder de „Foyers de jour“. Dës Aktivitéite musse vun der zoustänneger Ministesch vun der Famill agréiert sinn (vgl. loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique. Art. 1.) a ginn dann och vum Familljeministère kontrolléiert.

No dem groussherzogleche modifizéierte Règlement vum 20. Juli 2005 „concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de maison relais pour enfants“ ass am Artikel 13 déi maximale Zuel vu Kanner pro Betreuer définéiert. Dës Zuel variéiert mam Alter vun de Kanner a mat der Altersstruktur vum Grupp:

«Art. 13. Le nombre maximal d'usagers par agent d'encadrement présent au sein de chaque unité du service est de:

- six usagers pour des groupes accueillant des enfants âgés de moins de deux ans,

- neuf usagers pour des groupes accueillant des enfants âgés de deux à cinq ans,

- onze usagers pour des groupes accueillant des enfants âgés de six à douze ans,

- 15 usagers pour des groupes accueillant des enfants âgés de plus de douze ans,

- dix usagers de classes d'âge différentes, à des moments où le nombre total des enfants présents dans l'unité est inférieure à 20.

À titre exceptionnel, de façon temporaire et pour des motifs documentés, le nombre d'usagers par agent peut être dépassé de 33% au plus.»

No dem groussherzogleche Reglement vum 20. Dezember 2001 „concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de structures d'accueil sans hébergement pour enfants“ ass am Artikel 13 déi maximal Zuel vu Kanner pro Betreuer fir de „Foyer de jour“ définiert. Dës Zuel fir d'Berechnung vum Volume vu Betreuerstonne pro Kannergrupp variéiert och mam Alter vun de Kanner, der Kannerzuel, der Altersstruktur vum Grupp an der Zäit pro Woch, wou op ass:

«Art. 13. ... L'effectif minimal du personnel d'encadrement éducatif est déterminé séparément pour chaque groupe d'enfants en fonction du nombre de places entières offertes dans ce groupe, du nombre d'heures d'ouverture par semaine et du nombre d'enfants par agent d'encadrement.

Nombre maximal d'enfants par agent d'encadrement:

- enfants âgés de moins de deux ans: six
- enfants âgés de deux à quatre ans: neuf
- enfants âgés de plus de quatre ans: dix ...»

Question 1785 (4.12.2011) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant le **refus de payer des indemnités ou de prise en charge d'un traitement à cause de la bureaucratie de la Caisse Nationale de Santé (CNS)**:

Der Bericht des Ombudsmann hat auf verschiedene gravierende Lücken im Bereich der Zurückerstattung von Geldleistungen an die Versicherten hingewiesen.

Beispiele wie die Nichtzurückerstattung von Kompressionskleidern, weil das Geschäft keine Approbation für diese Artikel bei der Krankenkasse hatte, werfen Fragen auf und insbesondere, ob der Versicherte wissen muss, welches Geschäft von der Gesundheitskasse eine Genehmigung bekommen hat und für welchen Artikel dies auch nun gilt.

Beispiele wie die Nichtzurückerstattung von Zahnarztrechnungen, die auf einem Fehler des behandelnden Arztes beruhen, werfen die Frage der Verantwortlichkeit des Zahnarztes auf.

Beispiele wie die Nichtzurückerstattung eines Tarifs, der vorher von der Gesundheitskasse genehmigt wurde, werfen die Frage der Verantwortlichkeit der Gesundheitskasse auf.

Andere Beispiele zeigen darauf hin, dass eine strikte Anwendung verschiedener Paragraphen ein Hindernis für alle Beteiligten darstellt.

Fragen:

- 1) Was gedenkt der Minister zu tun, um solche Missstände aus der Welt zu schaffen?
- 2) Wäre es nicht besser, eine einheitliche Zurückerstattung sämtlicher Leistungen zu garantieren, vorausgesetzt, sie seien wissenschaftlich als nutzbar bewiesen, so wie z. B. bei den Medikamenten, und dies zu einem gewissen Prozentsatz und nach bestimmten Intervallen?
- 3) Wie kann der Patient sich absichern, um nicht Opfer der Paragraphenbürokratie zu werden?
- 4) Wie steht es mit der Information der behandelnden Ärzte?
- 5) Wer ist für die Fehler der Gesundheitskasse zuständig?

Réponse (2.1.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

Die luxemburgische Gesundheitsabsicherung stellt ein komplexes System dar, in dem die verschiedenen Akteure im Wesentlichen durch die obligatorische Versicherung und durch die Konventionen beziehungsweise die obligatorische Beantragung einer Genehmigung als Leistungserbringer des Gesundheitssystems oder als Produktlieferant in das System eingebunden sind. Die bestehenden Rechtsmittel sind aneinander

gebunden, abhängig voneinander, und ihr Zusammenspiel kann nur funktionieren, wenn alle Akteure zusammenarbeiten und die bestehenden Rechtsmittel gewissenhaft, korrekt und mit Verstand angewendet werden.

Die Gesundheitskasse verwaltet die für zirka 700.000 Versicherte erbrachten Leistungen, was mehr als ebenso vielen Verwaltungsvorgängen entspricht. Die vom Ombudsmann in seinem Bericht hervorgehobenen Fälle sind bedauerlich, stellen aber im Bezug auf die Gesamtzahl der behandelten Vorgänge nur einen sehr geringen Anteil dar, insbesondere wenn man bedenkt, dass durch die Einführung des Einheitsstatuts und die damit verbundene Fusion der Krankenkassen unterschiedliche Betriebskulturen, verwaltungstechnische Praktiken und praktische Probleme im Berichtsjahr des Ombudsmanns zu bewältigen waren.

Eine einheitliche Rückerstattung der Dienst- und Sachleistungen und eine Harmonisierung der Rückerstattungsfristen ist durchaus denkbar, sowohl verwaltungstechnisch als auch datenerfassungstechnisch und rechtlich. Man muss sich allerdings bewusst sein, dass die Vielfalt der Prozentsätze bei den Rückerstattungen, der Bedingungen bei der Kostenübernahme, der Rückerstattungsfristen den sowohl von den ärztlichen Anordnungen als auch von den Versicherten benötigten Prozedere entsprechen, welche ihren Ursprung in dem Bemühen finden, der Schwere einer Pathologie, der Wichtigkeit einer Leistung (lebenserhaltender Charakter), ihrer Häufigkeit (Zahl der erstatteten Wiederholungen), ihrer Kosten, der Gefahr des Missbrauchs... sowohl von Seiten der Leistungserbringer als auch der Versicherten, und nicht zuletzt der Finanzsituation der Krankenkasse Rechnung zu tragen.

Es ist klar, dass keine Bestimmung endgültig ist und dass jede Verwaltung sich von Zeit zu Zeit in Frage stellen muss, um ihre Funktionsweise und ihre Prozesse zu optimieren.

Was die Ratschläge angeht, welche man den Patienten geben sollte, so wäre der wichtigste, dass sie sich vor Beginn einer Behandlung sowohl beim verordnenden Arzt als auch bei demjenigen, der die Leistung erbringen soll, über die Bedingungen der Rückerstattung der Kosten informieren sollen. Alle anerkannten oder vertraglich gebundenen Akteure unterliegen einer Informationspflicht bezüglich der Bedingungen, Anwendungsmethoden und Übernahmeprozeduren im Vorfeld der Erbringung der Behandlung oder Leistung.

Seit der Einführung des Einheitsstatuts besteht die vormalige Verpflichtung seitens der Krankenkasse nicht mehr, die betroffenen Vereinigungen der Leistungserbringer bei Abänderungen zu informieren. Allerdings wird jede Abänderung der Statuten im Memorial veröffentlicht und alle rechtlichen Grundlagen können jederzeit auf der Internetseite www.cns.lu abgerufen werden.

Die Gesundheitskasse ist laut Artikel 396 des Code de la Sécurité sociale (CSS) eine öffentlich-rechtliche Anstalt. Sie besitzt den Status einer Rechtspersönlichkeit und steht unter der Verantwortung eines geschäftsführenden Ausschusses, der in allen Bereichen weisungsbefugt ist, welche nicht ausdrücklich einem anderen Gremium zuerkannt wurden. Die gerichtliche und außergerichtliche Vertretung obliegt dem Vorsitzenden des geschäftsführenden Ausschusses. Aufgrund von Artikel 409 des CSS steht die Gesundheitskasse unter der Aufsicht der Regierung, welche durch die Inspection générale de la sécurité sociale wahrgenommen wird. Sie kontrolliert, dass alle rechtlichen, reglementarischen, statutarischen und vertraglichen Vorgaben eingehalten werden und dass die Finanzoperationen korrekt durchgeführt werden. Artikel 410 des CSS beinhaltet die praktischen Bestimmungen, gemäß denen diese Aufsicht erfolgt.

Die Gesundheitskasse war stets bestrebt, in allen Fällen, die ihr vom Ombudsmann gemeldet wurden - oder im Verlauf eines Rekurses eines Versicherten gegen eine von der Krankenkasse getroffene Entscheidung auftraten -, den Vorgang in kürzester Zeit wieder aufzugreifen und die vorgebrachten Argumente in die Entscheidung einfließen zu lassen. Wenn Fehler aufgedeckt wurden, hat sie immer versucht, den Vorgang mit gesundem Menschenverstand und im Respekt des Prinzips, dass der Versicherte sich auf die Verwaltung verlassen können, zu bearbeiten.

Question 1786 (5.12.2011) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant l'état civil:

Parmi les données inscrites au répertoire national figure l'état civil. Pour les personnes divorcées, il est fait mention expressément de ce

fait. Il faut toutefois se demander si cette inscription est vraiment utile, alors qu'on pourrait sans doute se limiter à spécifier si une personne est mariée ou non, si elle a engagé un partenariat civil ou non, si elle est veuve ou non ou si elle est célibataire. Dans ce dernier cas, il n'y a sans doute pas lieu de faire une différence entre une personne célibataire qui n'a jamais été mariée et une personne qui a été mariée et qui est de nouveau célibataire.

C'est pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

1) Quelles sont les indications qui peuvent actuellement être inscrites dans la rubrique «état civil» dans le répertoire national des personnes physiques?

2) Quel usage est fait de ces différentes inscriptions?

3) Quels sont le sens et l'utilité de distinguer entre une personne «célibataire» et une personne «divorcée»?

4) Monsieur le Ministre serait-il d'accord de faire dorénavant apporter la mention «divorcé» que dans le cas où la personne concernée y consent? En l'absence d'un tel consentement, les personnes divorcées pourraient-elles être traitées comme les autres célibataires dans ce répertoire?

Réponse (4.1.2012) de **Mme Octavie Modert**, *Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative*:

Dans sa question parlementaire n°1786 du 5 décembre 2011, l'honorable Député Monsieur Fernand Kartheiser s'interroge sur le bien-fondé de l'inscription dans le répertoire général des personnes physiques de la notion de «divorcé».

En réponse à sa question, je puis informer l'honorable Député que l'article 3 de la loi modifiée du 30 mars 1979 organisant l'identification numérique des personnes physiques et morales prévoit que certaines données relatives à l'état civil sont répertoriées par le répertoire général des personnes physiques et constamment tenues à jour. Dans ce contexte, le répertoire général gère actuellement six états distincts de la situation de famille: célibataire, marié, veuf, divorcé, remarié et séparé. Ces données doivent être gérées par le répertoire général des personnes physiques comme celles-ci sont prises en compte pour y attacher des effets légaux et pour différencier les personnes, à savoir notamment la nationalité, le mariage, la filiation, le nom, le domicile.

Dans la mesure où certains effets légaux sont attachés à l'état civil d'une personne, les données y relatives constituent un élément essentiel de la gestion administrative des citoyens. Dans ce contexte, il y a lieu de remarquer que la notion de divorcé ou de séparé déclenche des effets dans le cadre de la législation relative à la sécurité sociale, par exemple dans le domaine des pensions, ainsi que dans le cadre de la législation fiscale.

Partant, il est indispensable de gérer ces situations dans le cadre du répertoire général des personnes physiques. Il est à ce titre difficilement concevable de lier certaines inscriptions au consentement de la personne concernée dans la mesure où une telle démarche risquerait de bloquer le flux des informations nécessaires à une bonne gestion administrative. En outre, les protections qui existent actuellement dans la législation afférente devraient empêcher une utilisation abusive de ces données.

Finalement, je tiens à ajouter que dans le cadre du projet de loi n°6330 relative à l'identification des personnes physiques, au registre national des personnes physiques à la carte d'identité, aux registres communaux des personnes physiques la notion de «situation de famille» remplace l'ancienne notion d'«état civil». Cette nouvelle notion de situation de famille couvre elle encore six états distincts: célibataire, marié, veuf, divorcé, en partenariat et séparé; l'ancienne notion de «remarié» a dans ce contexte été abandonnée car elle ne déclenche plus d'effets légaux propres. Par ailleurs, le projet de loi précité prévoit d'établir un nouveau registre national des personnes physiques qui se base sur un développement informatique propre. Dans ce cadre les programmes informatiques ont été adaptés afin que les accès consultatifs puissent être donnés individuellement pour chaque donnée répertoriée dans le registre national des personnes physiques. Ainsi, un agent de l'État dont les attributions nécessitent uniquement la consultation de l'adresse de la personne n'aura pas accès aux autres données répertoriées telles par exemple la filiation, la situation de famille et la nationalité. Consciente du fait qu'une distribution large des informations de divorcé et de séparé non fondées sur les besoins peut poser problèmes pour bon nombre de citoyens, je veillerais à l'avenir, et suite à l'introduction du nouveau registre national des personnes physiques, à ce que les ac-

cès aux données de ce dernier soient accordés de manière très restrictive.

Rectificatif de la date de la réponse à la **Question urgente n°1794**:

Réponse (12.12.2011) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice*.

Question urgente 1827 (2.1.2012) de **M. François Bausch** (*déi gréng*) concernant la **position du Gouvernement luxembourgeois à l'égard de la proposition d'accord international publiée par le Président Van Rompuy le 17 décembre 2011**:

Suite au Sommet européen du 9 décembre, une première proposition pour un accord international fut élaborée en vue de renforcer la gouvernance économique dans l'Union européenne et dans la zone euro en particulier. Cette proposition a été soumise aux États membres et au Parlement européen qui vient de rendre publics ses amendements.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois vis-à-vis de la proposition d'accord international?

2. Quels sont les amendements du Gouvernement luxembourgeois au texte proposé?

3. Est-ce que ces amendements couvrent également l'introduction concrète d'obligations communes aux pays membres de la zone euro?

Réponse (10.1.2012) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*:

En date du 9 décembre 2011, les chefs d'État ou de Gouvernement ont décidé de négocier un traité international pour renforcer la discipline budgétaire et la coordination des politiques économiques, suite au refus du Royaume-Uni de procéder à 27 au sein de l'Union européenne. Un premier projet d'un tel traité fut élaboré par les services du secrétariat du Conseil et du cabinet Van Rompuy, reflétant fidèlement le contenu de la déclaration du 9 décembre 2011. Les négociations ont lieu dans un groupe de travail ad hoc fonctionnant sous l'égide du Eurogroup Working Group (EWG) et sous la présidence de Monsieur Georges Heinrich, président ad interim du EWG et directeur du trésor au Ministère des Finances. Une première réunion a eu lieu le 20 décembre 2011, suite à laquelle un deuxième projet de traité fut rédigé en prenant en compte les diverses contributions des délégations. Une deuxième réunion a ensuite eu lieu le 6 janvier 2012. Il est prévu de finaliser les travaux avant le Conseil européen informel du 30 janvier 2012.

Lors d'une première prise de position sur le projet de traité, le Gouvernement a rappelé son attachement à la méthode communautaire et a regretté qu'un renforcement des objectifs poursuivis, à savoir la discipline budgétaire et la coordination des politiques économiques, ne pouvait se faire dans le cadre institutionnel de l'Union européenne. Dans cet esprit, il a insisté sur une stricte cohérence et compatibilité entre les dispositions du traité intergouvernemental et le droit primaire et secondaire de l'Union européenne. Les observations luxembourgeoises reflètent ce double souci et mettent en exergue la conviction du Gouvernement que ce traité doit rester une exception au fonctionnement ordinaire des processus décisionnels dans l'Union européenne. Ainsi, sans être tout à fait enthousiaste à l'idée d'un traité intergouvernemental, le Gouvernement a adopté une approche constructive dans les négociations, rappelant toutefois de manière conséquente la rigueur conceptuelle et juridique qu'il faut préserver dans la formulation des dispositions pour qu'elles puissent être efficaces dans le contexte d'une intégration plus poussée de la zone euro.

Le projet de traité ne contient pas de disposition sur les «euro-bonds» vu que la déclaration du 9 décembre 2011 n'y fait pas référence.

